VILLE DE
PARIS



©Marc Verhille/Mairie de Paris

N° 6 – Vendredi 18 novembre 2022

BULLETIN OFFICIEL DE LA VILLE DE PARIS

DÉLIBÉRATIONS

Séance des mardi 11, mercredi 12 et jeudi 13

OCTOBRE 2022

2022 DAC 8 Subvention (100.000 euros) et avenant à convention avec l'association Théâtre Ouvert - Centre National des Dramaturgies Contemporaines (20e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DAC 720 des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021, relative à l'attribution d'un acompte de 60.000 euros au titre du fonctionnement 2022 de l'association Théâtre Ouvert, et la convention correspondante signée le 6 janvier 2022 établie entre la Ville de Paris et l'association Théâtre Ouvert ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer un avenant à convention relatif à l'attribution du solde de subvention de fonctionnement avec l'association Théâtre Ouvert ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention de fonctionnement attribuée à l'association Théâtre Ouvert, 159 av. Gambetta 75020 Paris au titre de l'année 2022 est fixée à 100.000 euros, soit un complément de 40.000 euros après déduction de l'acompte déjà versé. Paris AHsso : 31301 / 2022-03593.
Article 2 : La dépense correspondante, soit 40.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à convention dont le texte est joint à la présente délibération.

2022 DAC 10 Subvention (100.000 euros) et avenant à convention avec le Théâtre des Bouffes du Nord - SAS Centre International de Créations Théâtrales (10e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DAC 720 des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021, relative à l'attribution d'un acompte de 60.000 euros au titre du fonctionnement 2022 du Théâtre des Bouffes du Nord - SAS CICT, et la convention correspondante signée le 17 janvier 2022 établie entre la Ville de Paris et le Théâtre des Bouffes du Nord - SAS CICT ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer un avenant à la convention relatif à l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention de fonctionnement attribuée à la SAS Centre International de Créations Théâtrales, 37 bd de la Chapelle, 75010 Paris est fixée à 100.000 euros au titre de 2022, soit un complément pour solde de la subvention de 40.000 euros après déduction de l'acompte déjà versé. Paris Asso : 181094 ; 2022-03399.
Article 2 : La dépense correspondante de 40.000 euros sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à convention relatif à l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement dont le texte est annexé à la présente délibération.

2022 DAC 11 Subvention (220.000 euros) à l'association Cité-Théâtre (14e) et avenant n°1 à la convention annuelle financière.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DAC 720 en date du 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu la convention annuelle approuvée par délibération des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 et signée en date du 17 janvier 2022 relative à l'attribution d'un acompte de 132.000 euros sur la subvention de fonctionnement au titre de l'année 2022 à l'association Cité-Théâtre ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme La Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 à la convention annuelle financière, relatif à l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement à l'association Cité-Théâtre ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention de fonctionnement attribuée à l'association Cité-Théâtre, 21 bd Jourdan, 75014 Paris au titre de l'année 2022 est fixée à 220.000 euros, soit un complément de 88.000 euros après déduction de l'acompte déjà versé. 187793 ; 2022-03948.
Article 2 : Mme La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant n°1 à la convention annuelle financière, relatif à l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement dont le texte est joint en annexe à la présente délibération.
Article 3 : La dépense correspondante, soit 88.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022.

2022 DAC 22 Subvention (6.000 euros) à l'association Mimesis pour son festival dans le domaine des arts du mime et du geste (9e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Mimesis ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 6.000 euros est attribuée à l'association Mimesis, Maison de la vie associative et citoyenne, 8, Rue du Général Renault 75011 Paris, pour la 11e édition du Festival Mimesis, présenté à l'International Visual Theatre du 1er au 3 décembre 2022. 184077 ; 2022-04608.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée à hauteur de 6.000 euros au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 28 Subventions (204.915 euros), avenant à convention et convention avec l'Établissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette pour l'Espace périphérique (19e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DAC 720 en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer un avenant à convention relatif à l'attribution du solde de subvention de fonctionnement pour l'Espace Périphérique à l'Établissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette et une convention relative à l'attribution d'une subvention d'équipement ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le montant de la subvention de fonctionnement attribuée pour l'Espace Périphérique à l'Etablissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette, 211 av. Jean Jaurès 75019 Paris, au titre de 2022, est fixé à 201.915 euros dont 20.000 euros pour les 20 ans de l'Espace Périphérique, soit un complément de 92.766 euros restant à verser après déduction de l'acompte déjà versé. Paris ASSO 181691 ; 2022-03731 ; 2022-05170.
Article 2 : Une subvention d'équipement d'un montant de 3.000 euros est attribuée à l'Établissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette, 211 av. Jean Jaurès 75019 Paris pour l'Espace Périphérique. Paris ASSO 181691 ; 2022-0373.
Article 3 : Pour l'Établissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette, la dépense correspondante sera imputée à hauteur de :
- 92.766 euros sur le budget 2022 de fonctionnement de la Ville de Paris ;
- 3.000 euros sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercice 2022 ou suivants.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant à convention relatif à l'attribution du solde de subvention de fonctionnement pour l'Établissement Public du Parc et de la Grande Halle

de la Villette au titre du fonctionnement de l'Espace Périphérique, ainsi qu'une convention relative à l'attribution d'une subvention d'équipement, dont les textes sont joints en annexe à la présente délibération.

2022 DAC 30 Contribution (150.000 euros) et convention avec l'établissement public de coopération culturelle Ateliers Médicis (Clichy-sous-Bois).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2017 DAC 2 en date des 30, 31 janvier et 1er février 2017, par lequel la Ville de Paris adhère à l'Établissement Public de Coopération Culturel Ateliers Médicis et en approuve les statuts ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire, lui propose la signature d'une convention pour l'attribution d'une contribution destinée au fonctionnement de l'EPCC Ateliers Médicis ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La contribution attribuée à l'Établissement Public de Coopération Culturelle Ateliers Médicis, situé 4 Allée Françoise Nguyen 93390 Clichy-sous-Bois, pour son fonctionnement, est fixée à 150.000 euros au titre de l'année 2022. Paris Asso : 188168 ; 2022-05123.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée à hauteur de 150.000 euros sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention dont le texte est joint à la présente délibération.

2022 DAC 36 Contribution (2.000.000 euros) et avenant à convention avec l'établissement public de coopération culturelle Maison des Métallos (11e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DAC 720 des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021, relative à l'attribution d'un acompte de 1.200.000 euros au titre du fonctionnement 2022 de l'EPCC Maison des Métallos ;
Vu la convention correspondante signée le 28 janvier 2022, établie entre la Ville de Paris et l'EPCC ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer un avenant à convention relatif à l'attribution du solde de contribution avec l'EPCC Maison des Métallos ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le montant de la contribution attribuée par la Ville de Paris à l'EPCC Maison des métallos, 94, rue Jean-Pierre Timbaud - 75011 Paris au titre de l'année 2022 est fixé à un total de 2.000.000 euros, soit 800.000 euros après déduction du montant déjà versé. Paris Asso : 180823 ; 2022-04085.
Article 2 : La dépense correspondante, soit 800.000 euros, est imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à convention dont le texte est joint à la présente délibération.

2022 DAC 37 Subvention (759.200 euros) et avenant à convention l'association Festival d'Automne à Paris (Paris centre).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu les délibérations 2021 DAC 720 en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021;
Vu la convention annuelle du 11 janvier 2022 relative à l'attribution d'un acompte de 440.520 euros au titre de 2022 pour l'association Festival d'Automne à Paris approuvée par la délibération 2021 DAC 720 en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec l'association Festival d'Automne à Paris un avenant à convention pour l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement au titre de 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention attribuée à l'association Festival d'Automne à Paris, 156 rue de Rivoli, 75001 Paris, au titre de l'année 2022, est fixée à 759.200 euros, soit un complément de 318.680 euros après déduction du montant déjà versé (8381 ; 2022-05198).
Article 2 : La dépense correspondante de 318.680 euros est imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris.
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à convention pour l'attribution du solde d'une subvention de fonctionnement dont le texte est joint en annexe à la présente délibération.

2022 DAC 49 Subvention (9.940.000 euros) et avenant à convention avec l'association Théâtre de la Ville (Paris Centre, 8e, 18e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DAC 720 en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu la convention du 11 février 2022 attribuant un acompte sur la subvention de fonctionnement à l'association Théâtre de la Ville au titre de 2022, dont le montant a été fixé à 6.690.000 euros par délibération du Conseil de Paris des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer un avenant à cette convention relative à un deuxième acompte ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Un deuxième acompte sur la subvention de fonctionnement attribuée à l'association Théâtre de la Ville, 16, Quai de Gesvres 75004 Paris, au titre de l'année 2022, est fixé à 2.750.000 euros (Simpa 52341 ; 2022-04373).
Article 2 : La dépense correspondante de 2.750.000 euros sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris.
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à convention correspondant, dont le texte est joint et annexé à la présente délibération.

2022 DAC 52 Subventions d'équipement (98.200 euros) et conventions avec 4 structures culturelles (Paris centre, 8e, 11e, 15e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec 4 structures culturelles les conventions relatives à l'attribution de 4 subventions d'équipement ;
Vu l'avis du conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 8e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention d'équipement au titre de 2022, attribuée à la SAS La Manufacture - Théâtre de la Bastille, ayant son siège au 76, rue de la Roquette 75011 Paris, est fixée à 13 200 euros. Paris Asso : 182130/2022-06178.
Article 2 : La subvention d'équipement au titre de 2022, attribuée à la SARL Théâtre du Rond-Point, ayant son siège au 2, av. Franklin Roosevelt 75008 Paris, est fixée à 50 000 euros. Paris Asso : 182481 ; 2022-04939.

Article 3 : La subvention d'équipement au titre de 2022, attribuée à l'association La Place - centre hip hop, ayant son siège au 226, rue Saint-Denis Résidence CREATIS 75002 Paris, est fixée à 25 000 euros. Paris Asso : 182456 ; 2022-09478.
Article 4 : La subvention d'équipement au titre de 2022, attribuée à l'association Agitakt - Théâtre Express, ayant son siège au 21, av. du Maine 75015 Paris, est fixée à 10 000 euros. Paris Asso : 198676 ; 2022-03388.
Article 5 : À titre exceptionnel, il est accordé une dérogation pour le démarrage des travaux avant la notification d'attribution de l'aide de la Ville de Paris, permettant une prise en compte des dépenses avec antériorité à compter du 1er janvier 2022.
Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer les conventions relatives à l'attribution de ces 4 subventions d'équipement dont les textes sont annexés à la présente délibération.
Article 7 : La dépense correspondante, soit 98 200 euros, sera imputée au budget d'investissement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 55 Convention Partenariale Pluriannuelle d'Objectifs avec le Mouffetard-Théâtre des arts de la marionnette (5e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer une convention pluriannuelle d'objectifs établie entre le Mouffetard - Théâtre des arts de la marionnette, la Ville de Paris, l'État (DRAC Ile-de-France) et le Département de Seine-Saint-Denis ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvée la passation d'une convention pluriannuelle d'objectifs établie entre l'association Théâtre des arts de la Marionnette à Paris, 73 rue Mouffetard 75005 Paris, la Ville de Paris, l'État - DRAC Ile-de-France et le Département de Seine-Saint-Denis.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention partenariale pluriannuelle d'objectifs dont les textes et ses annexes sont joints en annexe à la présente délibération.

2022 DAC 110 Convention d'occupation du domaine public avec l'association Théâtre musical de Paris (Paris centre).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment en son article L.2122-1-3-2° ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer une convention relative à l'occupation du domaine public avec l'association Théâtre musical de Paris ;
Vu l'avis du Conseil de l'arrondissement Paris Centre, en date du 28 septembre 2022 ;
Considérant le contrôle étroit exercé par la Ville de Paris sur les activités de l'association et l'intérêt local à maintenir ses activités sur la dépendance du domaine public occupée qui justifient que le titre d'occupation soit délivré de gré à gré ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Théâtre musical de Paris (Paris centre), une convention d'occupation du domaine public relative à l'occupation du Théâtre du Châtelet, dont le texte est joint à la présente délibération, pour une durée de 36 mois. Les surfaces totales mises à disposition sont de 14 250 m² pour une valeur locative estimée à 1 978 448 euros par an.
Article 2 : La redevance versée à la Ville de Paris par l'association Théâtre musical de Paris en contre-partie de l'occupation est fixée à un montant de 1 200 euros et sera perçue à terme échu une fois par an. L'aide en nature qui en résulte est de 1 977 248 euros.
Article 3 : Les recettes correspondantes seront constatées aux budgets de fonctionnement 2022 et suivants de la Ville de Paris.

2022 DAC 114 Subvention de fonctionnement (10.000 euros) à la Fondation Marguerite Long - Jacques Thibaud.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention à la Fondation Marguerite Long - Jacques Thibaud ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention attribuée à la Fondation Marguerite Long - Jacques Thibaud, dont le siège social est situé 32, av. Matignon 75008 Paris, au titre de l'année 2022, est fixée à 10.000 euros. Paris Asso 201032 - 2022-09568.
Article 2 : La dépense correspondante, soit 10.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 136 Subvention (10.000 euros) à l'association Studio des variétés (11e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention à l'association Studio des variétés ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 10.000 euros est attribuée à l'association Studio des variétés, 20, Passage Thiéré 75011 Paris, pour ses actions en faveur des artistes parisiennes et parisiens en 2022. Paris Asso 35421 - 2022-02260.
Article 2 : La dépense correspondante, soit 10.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 139 Subvention (35.000 euros) et convention avec l'association Collectif Culture Bar-Bars Paris/Ile-de-France.

M. Frédéric HOCQUARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention à l'association Collectif Culture Bar-Bars Paris / Ile-de-France et lui demande l'autorisation de signer une convention ;
Sur le rapport présenté par M. Frédéric HOCQUARD, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Collectif Culture Bar-Bars Paris / Ile-de-France, 44, rue Saint-Denis 75001 Paris.
Article 2 : Une subvention d'un montant de 35.000 euros, dont 15.000 euros au titre de la culture et 20.000 euros au titre de la politique de la nuit, est attribuée à l'association Collectif Culture Bar-Bars Paris / Ile-de-France au titre de ses activités parisiennes en 2022. Paris Asso 78781 - 2022_05102, 2022_05101.
Article 3 : La dépense correspondante, soit 35.000 euros, sera imputée au budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris et ainsi répartie :
- subvention au titre de la culture, pour un montant de 15.000 euros.
- subvention au titre de la politique de la Nuit, pour un montant de 20.000 euros.

2022 DAC 143 Subvention (30.000 euros) et convention avec la société Sauvage Productions.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu l'ordonnance n°45-2339 du 13 octobre 1945 modifiée relative aux spectacles article 1-2 ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention à la Société à Responsabilité Limitée Sauvage Productions et lui demande l'autorisation de signer une convention ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 30.000 euros est attribuée à la Société à Responsabilité Limitée Sauvage Productions, 211, av. Jean Jaurès 75019 Paris, pour la création, la production et la diffusion de spectacles au Cabaret Sauvage en 2022. Paris Asso 182132 - 2022-03462.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, avec la Société à Responsabilité Limitée Sauvage Productions.
Article 3 : La dépense correspondante, d'un montant de 30.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 144 Subventions (131.000 euros) à 4 structures organisant des festivals musicaux et avenant à convention avec la société MaMA.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu l'ordonnance n°45-2339 du 13 octobre 1945 modifiée relative aux spectacles article 1-2 ;
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DAC 720 en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu la convention en date du 11 janvier 2022 relative à l'attribution d'un acompte de 57.600 euros à la Société à Responsabilité Limitée MaMA au titre de l'année 2022 approuvée par délibération des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à quatre structures organisant des festivals musicaux et lui demande l'autorisation de signer un avenant à la convention avec la Société à Responsabilité Limitée MaMA ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 15.000 euros est attribuée à l'association Maison des Cultures du Monde, 101, bd Raspail 75006 Paris, pour l'organisation de la 25e édition du Festival de l'Imaginaire en 2022. Paris Asso 16351- 2022-04087.
Article 2 : Une subvention d'un montant de 5.000 euros est attribuée à l'association marathon !, Maison de la Vie Associative, 5, rue Perrée 75003 Paris, pour l'organisation de son festival à la Gaité Lyrique en 2022. Paris Asso 181412 - 2022-03096.
Article 3 : Une subvention d'un montant de 15.000 euros est attribuée à l'association Villes des Musiques du Monde, 4, av. de la Division Leclerc 93300 Aubervilliers, pour l'organisation de spectacles à Paris dans le cadre de la 26e édition de son festival. Paris Asso 19221 - 2022-05108.
Article 4 : La subvention attribuée à la Société à Responsabilité Limitée MaMA, 46, rue Bouret 75019 Paris, au titre de l'année 2022, est fixée à 96.000 euros, soit un complément de 38.400 euros après déduction de l'acompte déjà versé. Paris Asso 183019 - 2022-06060.
Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant à la convention avec la Société à Responsabilité Limitée MaMA joint à la présente délibération.
Article 6 : La dépense correspondante, d'un montant de 73.400 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 155 Subventions (350.000 euros) et avenants à conventions avec 3 associations œuvrant pour la musique symphonique.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu la convention du 5 janvier 2022 relative à l'attribution d'un acompte de 48.000 euros au titre de l'année 2022 à l'Association Artistique des Concerts Colonne (13e), la convention du 11 janvier 2022 relative à l'attribution d'un acompte de 90.000 euros à l'Association de l'Orchestre Pasdeloup (3e), et la convention du 5 janvier 2022 relative à l'attribution d'un acompte de 72.000 euros au titre de l'année

2022 à l'Association Orchestre des Concerts Lamoureux (12e) approuvées par délibération des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'attribuer des subventions, de l'autoriser à signer des avenants aux conventions avec l'Association Artistique des concerts Colonne (13e), l'Association des Concerts Pasdeloup (3e), et l'Association Orchestre des Concerts Lamoureux (12e) ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 80.000 euros est attribuée à l'Association Artistique des Concerts Colonne, 94 bd Auguste Blanqui 75013 Paris, au titre de l'année 2022, soit un complément de 32.000 euros après déduction de l'acompte déjà versé ; 2022-04442 ; Simpa : 53742.
Article 2 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 150.000 euros est attribuée à l'Association des Concerts Pasdeloup, 1 bd Saint-Denis 75003 Paris, au titre de l'année 2022, soit un complément de 60.000 euros après déduction de l'acompte déjà versé ; 2022-04132; Simpa : 20375.
Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 120.000 euros est attribuée à l'association Orchestre des Concerts Lamoureux, 28 rue Taine 75012 Paris, au titre de l'année 2022, soit un complément de 48.000 euros après déduction de l'acompte déjà versé ; 2022-05222 ; Simpa : 20317.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer les avenants aux conventions avec l'Association artistique des concerts Colonne, l'Association des Concerts Pasdeloup et l'Association Orchestre des Concerts Lamoureux, dont les textes sont joints à la présente délibération.
Article 5 : La dépense correspondante, soit 140.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris.

2022 DAC 156 Subvention (120.000 euros) et avenant à convention avec l'association Ensemble Intercontemporain (19e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DAC 720 en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu la convention du 5 janvier 2022 relative à l'attribution d'un acompte de 72.000 euros à l'association Ensemble Intercontemporain au titre de l'année 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention à cette association œuvrant dans le domaine de la musique contemporaine et lui demande l'autorisation de signer un avenant à la convention avec l'association Ensemble Intercontemporain ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : La subvention attribuée à l'association Ensemble Intercontemporain, 223, av. Jean-Jaurès - 75019 Paris, au titre de l'année 2022, est fixée à 120.000 euros, soit un complément de 48.000 euros après déduction de l'acompte déjà versé. Paris Asso 48142 - 2022-03847.
Article 2 : Mme la Maire est autorisée à signer l'avenant à la convention avec l'association Ensemble Intercontemporain, joint à la présente délibération.
Article 3 : La dépense correspondante, soit 48.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 160 Subvention (10.000 euros) à la société ORIZA (20e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu l'ordonnance n°45-2339 du 13 octobre 1945 modifiée relative aux spectacles article 1-2 ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention à la Société à Responsabilité Limitée ORIZA ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e Commission ;
Délibère :
Article 1 : Une subvention de 10.000 euros est attribuée à la Société à Responsabilité Limitée ORIZA, 22, rue Orfila 75020 Paris, pour ses activités culturelles à La Bellevilloise en 2022. Paris Asso 183009 - 2022-08641.

Article 2 : La dépense correspondante, d'un montant de 10.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022.

2022 DAC 172 Budget Participatif édition 2014 - Subvention (22.500 euros) à l'Office de tourisme de Plaine Commune Grand Paris relatif au projet Street Art Avenue, éditions 2020-2021-2022 et convention.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2016 SG 14 en date du 14 juin 2016 par lequel la Maire de Paris est autorisée à signer la convention de coopération avec le Département de la Seine-Saint-Denis, les EP de Territoire Plaine Commune et Terres d'Envol pour l'accompagnement de la candidature de Paris au JOP 2024 ;
Vu la délibération 2021 SG 33 en date du 13,14 et 15 avril 2021 par lequel la Maire de Paris est autorisée à signer une série de conventions de coopération avec le Département de la Seine-Saint-Denis, l'EP de Territoire Plaine Commune, les Villes de Saint-Denis et de Saint-Ouen pour la période 2021-2024 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec l'Office de tourisme Plaine Commune Grand Paris une convention portant sur l'attribution d'une subvention pour la réalisation du projet Street Art Avenue 2020 - 2021 - 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'Office de tourisme Plaine Commune Grand Paris, 1, rue de la République 93200 Saint-Denis, une convention annuelle portant sur l'attribution d'une subvention de 22.500 euros, pour les éditions 2020, 2021 et 2022 de Street Art Avenue. 190488 ; 2022-06527.
Article 2 : La dépense correspondante, d'un montant de 22.500 euros, sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 180 Subvention (100.000 euros) et avenant à convention avec l'Association Fonds régional d'art contemporain d'Ile-de-France (19e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu la convention signée le 06 janvier 2022 relative à l'attribution d'un acompte de 58.800 euros au titre de 2022 à l'Association Fonds Régional d'Art contemporain d'Ile-de-France approuvée par délibération 2021 DAC 720 des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec l'Association Fonds régional d'art contemporain d'Ile de France un avenant à la convention annuelle d'objectifs relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention de fonctionnement attribuée à l'Association Fonds régional d'art contemporain d'Ile-de-France, 33, rue des Alouettes 75019 Paris, est fixée à 100.000 euros au titre de 2022 soit un complément de 41.200 euros après déduction de l'acompte déjà versé. 20104 ; 2022-07392.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention joint au présent projet.
Article 3 : La dépense correspondante, soit 41.200 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 187 Subventions de fonctionnement (2.860.490 euros) et avenant à convention avec l'association Paris-Audiovisuel - Maison Européenne de la Photographie (Paris Centre).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1611-4 et L2313-1 ;
Vu la convention en date du 17 janvier 2022 relative à l'attribution d'un acompte de 1.776.294 euros au titre de 2022 approuvée par délibération 2021 DAC 720 des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement et la signature d'un avenant à convention avec l'association Paris Audiovisuel - Maison Européennes de la Photographie ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention de fonctionnement attribuée à l'association Paris-Audiovisuel - Maison Européenne de la Photographie, domiciliée au 82, rue François Miron, 75004 Paris, au titre de l'année 2022 est fixée à 2. 860.490 euros, soit un complément de 1.084.196 euros après déduction de l'acompte déjà versé. 51461 ; 2022-08054.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Paris-Audiovisuel - Maison Européenne de la Photographie un avenant à la convention annuelle de fonctionnement.
Article 3 : La dépense correspondante, soit 1.084.196 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022.

2022 DAC 191 Subvention (5.000 euros) à l'association Artistes à la Bastille (11e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention à l'association Artistes à la Bastille ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à l'association Artistes à la Bastille, 8, rue du Général Renault 75011 Paris, au titre de ses activités 2022. 16948 ; 2022-03791.
Article 2 : La dépense correspondante, d'un montant de 5.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 200 Subvention (9.000 euros) à l'association Treize Ter (11e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DAC 720 du Conseil de Paris des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 accordant au titre de 2022 un acompte de 5.400 euros sur la subvention de fonctionnement versée à l'association Treize Ter ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Treize Ter ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention de fonctionnement attribuée à l'association Treize Ter, 11, rue de l'Orillon 75011 Paris, au titre de l'année 2022 est fixée à 9.000 euros, soit un complément de 3.600 euros après déduction du montant déjà versé, 78802 ; 2022-05527.
Article 2 : La dépense correspondante, soit 3.600 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 242 Subventions (241.000 euros), convention et avenants à convention avec 8 structures culturelles dans le cadre de l'Art pour Grandir.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution de subventions de fonctionnement à huit structures au titre de l'Art pour Grandir,
Vu la convention du 11 février 2022 relative au soutien financier de l'association Théâtre de la Ville ;
Vu la convention du 17 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association "La Maison Ouverte" ;
Vu la convention du 6 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association Théâtre Paris-Villette ;
Vu la convention du 31 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association Théâtre de la Marionnette à Paris ;
Vu la convention du 24 juin 2022 relative au soutien financier de l'association Musique Danse XXème - Le regard du cygne ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 185.000 euros est attribuée à l'Association du Théâtre de la Ville, 16 quai de Gesvres 75004 Paris. 52341 ; 2022_06704 (35.000 euros au titre de l'Art pour Grandir), 2022-08563 (150.000 euros au titre du Bureau du Spectacle).
Article 2 : Une subvention d'un montant de 6.000 euros est attribuée à La Maison Ouverte qui gère le Théâtre Dunois, 108 rue du Chevaleret 75013 Paris, au titre de l'Art pour Grandir. 20808 ; 2022-04575.
Article 3 : Une subvention d'un montant de 3.000 euros est attribuée à l'Association Nationale de Recherche et l'Action Théâtrale ANRAT Théâtre-Éducation, 70 rue Douy Delcupe 93100 Montreuil, au titre de l'Art pour Grandir. 19200 ; 2022-06517.
Article 4 : Une subvention d'un montant de 20.000 euros est attribuée à l'Association de Prévention du Site de la Villette (APSV), 211 av. Jean Jaurès 75019 Paris, au titre de l'Art pour Grandir. 12425 ; 2022-03902.
Article 5 : Une subvention d'un montant de 15.000 euros est attribuée au Théâtre Paris Villette, 211 av. Jean Jaurès 75019 Paris, au titre de l'Art pour Grandir. 164841 ; 2022-05284.
Article 6 : Une subvention d'un montant de 3.000 euros est attribuée à Musique Danse XXème - Le regard du cygne, 210 rue de Belleville 75020 PARIS, au titre de l'Art pour Grandir. 19134 ; 2022-04897.
Article 7 : Une subvention d'un montant de 5.000 euros est attribuée au Théâtre de la Marionnette à Paris, 73 rue Mouffetard 75005 Paris, au titre de l'Art pour Grandir. 53761 ; 2022_05414.
Article 8 : Une subvention d'un montant de 4.000 euros est attribuée à L'association Le Grand Mélange, 55 Rue Montmartre, 75002 Paris, au titre de l'Art pour Grandir.195430 ; 2022_04596.
Article 9 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention et les avenants aux conventions relatifs à l'attribution de subventions, dont les textes sont joints en annexe à la présente délibération.
Article 10 : La dépense correspondante sera imputée à hauteur de 241.000 euros sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022.

2022 DAC 288 Subvention (7.000 euros) à l'association CRL 10 (10e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention à l'association CRL 10 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 7.000 euros est attribuée à l'association CRL 10, 206 quai de Valmy 75010 Paris, au titre de 2022. 2022-03392 / 470.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention relative à l'attribution de la subvention de fonctionnement dont le texte est joint en annexe à la présente délibération.
Article 3 : La dépense correspondante, soit 7.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris 2022.

2022 DAC 289 Subvention (3.000 euros) à l'association Pianestival (IPAF).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention à l'association Pianestival (IPAF) ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 3.000 euros est attribuée à l'association Pianestival (IPAF), 3, rue Ernest Cresson, 75014 Paris, au titre de 2022. 2022-02987 / 33521.
Article 2 : La dépense correspondante, soit 3.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris 2022.

2022 DAC 290 Subvention (3.000 euros) à l'association Difé Kako (13e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention à l'association Difé Kako ;
Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 3.000 euros est attribuée à l'association Difé Kako 54, rue Vergniaud, 75013 Paris, au titre de 2022. 2022-03729 / 510.
Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022.

2022 DAC 291 Subvention (5.000 euros) à l'association Atelier des Feuillantines (5e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L-2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention à l'association Atelier des Feuillantines ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 5.000 euros est attribuée à l'association Atelier des Feuillantines, 40 rue Henri Barbusse 75005 Paris. 2022-03541 / 60561.

Article 2 : La dépense correspondante, d'un montant de 5.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022.

2022 DAC 293 Subvention (1.000 euros) à l'association Volontariat et soutien par l'art (VS ART) (5e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention à l'association Volontariat et soutien par l'art (VS ART) ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 1.000 euros au titre de 2022 est attribuée en 2022 à l'association Volontariat et soutien par l'art (VS ART), Hôpital La Collégiale, 33, rue du Fer à Moulin, 75005 Paris. 2022-02620 ; 30041.
Article 2 : La dépense correspondante, soit 1.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris.

2022 DAC 297 Subvention (710.000 euros), avenant à convention et convention avec l'association la Maison du Geste et de l'Image MGI (Paris Centre).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DAC 720 des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021, relative à l'attribution d'un acompte de 456.000 euros au titre du fonctionnement 2022 et la convention correspondante signée le 3 janvier 2022 établie entre la Ville de Paris et l'association Maison du Geste et de l'Image ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec l'association Maison du Geste et de l'Image un avenant à la convention annuelle pour l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement 2022 ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention attribuée à l'association Maison du Geste et de l'Image, au titre de l'année 2022, est fixée à 710.000 euros, soit un complément de 254.000 euros après déduction des versements déjà effectués. (2022-03524/19415).
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Maison du Geste et de l'Image 42, rue Saint-Denis, 75004 Paris Centre, un avenant à la convention annuelle relatif à l'attribution d'une subvention de fonctionnement dont le texte est joint en annexe à la présente délibération.
Article 3 : La dépense correspondante, soit 710.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022.

2022 DAC 298 Subvention de fonctionnement (2.217.500 euros) et avenant à convention avec l'EPCC Maison des Pratiques Artistiques Amateurs.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2224-1 et L.2224-2 ;
Vu la délibération 2021 DAC720 en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu la convention en date du 3 janvier 2022 relative à l'attribution d'un acompte de 1.420.500 euros au titre de 2022 approuvée par délibération des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec l'établissement public Maison des Pratiques Artistiques Amateurs un avenant à la convention annuelle d'objectifs relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement;
Vu l'avis du conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 6e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e commission,

Délibère :

Article 1 : La Maire de Paris est autorisée à signer avec l'établissement public Maison des Pratiques Artistiques Amateurs, 10, passage de la Canopée Paris Centre, un avenant à la convention annuelle d'objectifs relative à l'attribution de sa subvention de fonctionnement. SIMPA 188838 ; 2022-03338.

Article 2 : La subvention de fonctionnement attribuée à l'établissement public Maison des Pratiques Artistiques Amateurs au titre de l'année 2022 est fixée à 2.217.500 euros, soit un complément de 797.000 euros après déduction du versement de l'acompte.

Article 3 : La dépense correspondante, soit 797.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022.

2022 DAC 312 Subventions d'investissement (23.000 euros) et conventions avec 3 associations d'accès à la culture et à la pratique artistique.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec l'association Ecole des arts de la scène - Les Petits Riens (19e) une convention annuelle relative à l'attribution d'une subvention d'équipement, avec l'association Le Musée en Herbe (Paris Centre) une convention annuelle relative à l'attribution d'une subvention d'équipement et avec l'association Polynotes 75 (11e) une convention annuelle relative à l'attribution d'une subvention d'investissement ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'équipement d'un montant de 10.000 euros est attribuée au titre de 2022 à l'association Ecole des arts de la scène - Les Petits Riens, 5-7 quai du Lot, 75019 Paris. 2022-03454 ; 19464.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention avec l'association Ecole des arts de la scène - Les Petits Riens relative à l'attribution de la subvention d'équipement dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 3 : Une subvention d'équipement d'un montant de 10.000 euros est attribuée au titre de 2022 à l'association Le Musée en Herbe, 23, rue de l'Arbre Sec, 75001 Paris. 2022-03382 / 20455.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention avec l'association Le Musée en Herbe relative à l'attribution de la subvention d'équipement dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 5 : Une subvention d'investissement d'un montant de 3.000 euros est attribuée au titre de 2022 à l'association Polynotes 75, sise au 83, rue Léon Frot, 75011 Paris. 2022-08289 / 43161.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention avec l'association Polynotes 75 relative à l'attribution de la subvention d'équipement dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 7 : La dépense correspondante, soit 23.000 euros au total, sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, des exercices 2022 et suivants.

2022 DAC 386 Subvention (1.500 euros) au Comité d'entente des associations d'anciens combattants et victimes de guerre et des associations patriotiques et civiques du 15e arrondissement de Paris.

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement au Comité d'entente des associations d'anciens combattants et victimes de guerre et des associations patriotiques et civiques du 15e arrondissement de Paris (15e) ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 1.500 euros est attribuée au Comité d'entente des associations d'anciens combattants et victimes de guerre et des associations patriotiques et civiques du 15e arrondissement de Paris, 31, rue Péclet, 75015 Paris. 200677 ; 2022_09167.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 387 Subvention (5.000 euros) à l'Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs signée en 2021.

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs conclue en 2021 avec l'Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs signée en 2021 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs signée en 2021, une subvention de fonctionnement de 5.000 euros est attribuée à l'Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, 31, bd Saint Germain 75005 Paris. 2022_09368 / 48363.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 492 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Samuel Campignon au 58 rue Laffitte (9e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération du 5 mars 1979 réglementant les hommages rendus par la Ville ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Samuel Campignon au 58 rue Laffitte à Paris 9e ;
Vu l'avis du conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE, au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvée la proposition de Mme la Maire de Paris tendant à l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Samuel Campignon au 58 rue Laffitte à Paris 9e.
Article 2 : Le texte de la plaque est : "Ici vécut Samuel Abraham Campignon victime de la shoah né en 1877 Déporté du camp de Drancy le 30 septembre 1942, par le convoi 39 Il fut assassiné le 5 octobre 1942 à Auschwitz".
Article 3 : La dépense correspondante, estimée à 1200 euros, sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants.

2022 DAC 494 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Marcel Dupré au 13 rue Le Verrier (6e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération du 5 mars 1979 réglementant les hommages rendus par la Ville ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Marcel Dupré 13 rue Le Verrier à Paris 6e ;
Vu l'avis du conseil du 6e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE, au nom de la 2e commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvée la proposition de Mme la Maire de Paris tendant à l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Marcel Dupré 13 rue Le Verrier à Paris 6e.

Article 2 : Le texte de la plaque est : "Ici a vécu Marcel Dupré 1886-1971 Compositeur, 1er Grand Prix de Rome Directeur du Conservatoire de Paris Membre de l'Institut de France Concertiste international Titulaire des Grandes Orgues de Saint-Sulpice de 1934 à 1971".
Article 3 : La dépense correspondante, estimée à 1600 euros, sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants.

2022 DAC 495 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Marcelle Meyer au 35 av. Jean Moulin (14e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération du 5 mars 1979 réglementant les hommages rendus par la Ville ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Marcelle Meyer 35 av. Jean Moulin à Paris 14e ;
Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvée la proposition de Mme la Maire de Paris tendant à l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Marcelle Meyer 35 av. Jean Moulin à Paris 14e.
Article 2 : Le texte de la plaque est : "Ici habita Marcelle Meyer 1897-1958 Pianiste Grande interprète de la musique française".
Article 3 : La dépense correspondante, estimée à 1000 euros sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants.

2022 DAC 496 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Dimitri Bouchène et Serge Ernst au 35 av. Jean Moulin (14e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération du 5 mars 1979 réglementant les hommages rendus par la Ville ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Dimitri Bouchène et Serge Ernst 35 av. Jean Moulin à Paris 14e ;
Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE, au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvée la proposition de Mme la Maire de Paris tendant à l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Dimitri Bouchène et Serge Ernst 35 av. Jean Moulin à Paris 14e.
Article 2 : Le texte de la plaque est : "Ici vécurent de 1931 à 1993 Dimitri Bouchène, peintre et décorateur et Serge Ernst, expert en peinture".
Article 3 : La dépense correspondante, estimée à 1000 euros, sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants.

2022 DAC 501 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Jane Sivadon et Berty Albrecht au 1 rue Princesse (6e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération du 5 mars 1979 réglementant les hommages rendus par la Ville ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Jane Sivadon et Berty Albrecht au 1 rue Princesse à Paris 6e ;
Vu l'avis du conseil du 6e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE, au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvée la proposition de Mme la Maire de Paris tendant à l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Jane Sivadon et Berty Albrecht au 1 rue Princesse à Paris 6e.

Article 2 : Le texte de la plaque est : "Ici même dans les locaux de l'école des surintendantes d'usine Jane Sivadon, sa directrice plusieurs collègues et anciens élèves s'engagèrent dans le mouvement de résistance Combat avec l'aide de Berty Albrecht et de Robert Guedon, chef de ce mouvement en zone occupée. Ils furent presque tous arrêtés 42 furent détenus, 23 condamnés à mort les hommes exécutés, les femmes déportées".
Article 3 : La dépense correspondante, estimée à 2.000 euros, sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants.

2022 DAC 502 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Ady Fidelin et Man Ray au 40 rue Henri Barbusse (5e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération du 5 mars 1979 réglementant les hommages rendus par la Ville ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Ady Fidelin et Man Ray au 40 rue Henri Barbusse, Paris 5e ;
Vu l'avis du conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE, au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvée la proposition de Mme la Maire de Paris tendant à l'apposition d'une plaque commémorative en hommage en hommage à Ady Fidelin et Man Ray au 40 rue Henri Barbusse, Paris 5e.
Article 2 : Le texte de la plaque est : « Man Ray 1890-1976 peintre et photographe et sa compagne Ady Fidelin 1915-2004 modèle et danseuse habitèrent cet immeuble de 1937 à 1940 ».
Article 3 : La dépense correspondante, estimée à 1.500 euros, sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants.

2022 DAC 503 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Louise et Michel Leiris au 53bis quai des Grands-Augustins (6e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération du 5 mars 1979 réglementant les hommages rendus par la Ville ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Louise et Michel Leiris au 53bis quai des Grands-Augustins à Paris 6e ;
Vu l'avis du conseil du 6e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE, au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvée la proposition de Mme la Maire de Paris tendant à l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Louise et Michel Leiris au 53bis quai des Grands-Augustins à Paris 6e.
Article 2 : Le texte de la plaque est : "Ici vécurent à partir de 1942 Louise Leiris 1902-1988 galeriste représentant les plus grands artistes du XXe siècle et Michel Leiris 1901-1990 écrivain, ethnologue, critique d'art Ils y hébergèrent Daniel-Henry Kahnweiler 1884-1979 marchand d'art et collectionneur des avant-gardes de son temps".
Article 3 : La dépense correspondante, estimée à 1700 euros, sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants.

2022 DAC 504 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Hélène Bessette au 24 rue du Regard (6e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération du 5 mars 1979 réglementant les hommages rendus par la Ville ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Hélène Bessette au 24 rue du Regard à Paris 6e ;

Vu l'avis du conseil du 6e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE, au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvée la proposition de Mme la Maire de Paris tendant à l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Hélène Bessette au 24 rue du Regard à Paris 6e.
Article 2 : Le texte de la plaque est : "Hélène Bessette 1918-2000 Romancière Initiatrice du courant du Gang du Roman Poétique a vécu dans une chambre au sixième étage de cet immeuble de 1968 à 1971 Elle y a écrit Le Bonheur de la nuit".
Article 3 : La dépense correspondante, estimée à 1500 euros, sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants.

2022 DAC 511 Classement au titre des monuments historiques de la basilique du Sacré-Cœur, de ses annexes et du square Louise-Michel (18e).

Mme Karen TAIEB, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2511-1 et suivants ;
Vu les articles L.622-1 à L.622-4 et R.622-1 à R.622-10 du code du Patrimoine ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris sollicite l'autorisation d'accepter le classement au titre des monuments historiques de la basilique du Sacré-Cœur, de ses annexes et du square Louise-Michel, situées à Paris dans le 18e arrondissement ;
Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Karen TAÏEB, au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Mme la Maire de Paris est autorisée à accepter le classement au titre des monuments historiques de la basilique du Sacré Cœur, de ses annexes et du square Louise-Michel, situées à Paris dans le 18e arrondissement.

2022 DAC 512 Avenant n°1 à la CODP relative à l'exploitation d'un espace d'affichage sur l'échafaudage de restauration de l'église de La Trinité (9e) avec la société JCDecaux.

Mme Karen TAIEB, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et L.2511-1 et suivants ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu la convention d'occupation du domaine public relative à l'installation et à l'exploitation d'un espace d'affichage sur l'échafaudage des travaux de restauration de l'église de La Trinité (9e) avec la société JCDecaux France notifiée le 27 juin 2018 ;
Vu la délibération 2018 DAC 745 en date des 4, 5 et 6 juin 2018 portant attribution de la convention d'occupation du domaine public relative à l'installation et à l'exploitation d'un espace d'affichage sur l'échafaudage des travaux de restauration de l'église de La Trinité (9e) à la société JCDecaux France ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose de modifier la redevance due par le co-contractant JCDecaux France afin de préserver l'équilibre économique du contrat, et de signer un avenant à cet effet ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Karen TAÏEB au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : L'avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public relative à l'installation et à l'exploitation d'un espace d'affichage sur l'échafaudage des travaux de restauration de l'église de La Trinité (9e arrondissement) avec la société JCDecaux France, dont le projet est joint à la présente délibération, est approuvé.
Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public relative à l'installation et à l'exploitation d'un espace d'affichage sur l'échafaudage des travaux de restauration de l'église La Trinité (9e arrondissement) avec la société JCDecaux France, dont le projet est joint à la présente délibération.
Article 3 : Les recettes correspondantes seront inscrites sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et suivants.

2022 DAC 554 Subventions d'investissement (165.000 euros) et conventions avec 6 établissements cinématographiques parisiens.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ainsi que L2251-4 et R1511-40 à R1511-43 ;

Vu le projet en délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer 6 conventions relatives à l'attribution de subventions d'investissement avec 6 établissements cinématographiques parisiens ;

Vu l'avis du conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 6e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'investissement d'un montant de 30.000 euros est attribuée à la SARL Le Studio des Ursulines, 10, rue des Ursulines (5e), afin de participer aux travaux de rénovation du cinéma Le Studio des Ursulines (5e) (182839 / 2022-08506).

Article 2 : Une subvention d'investissement d'un montant de 80.000 euros est attribuée à la SARL Brady Spectacles, 39, bd de Strasbourg (10e), afin de participer aux travaux de rénovation et de création d'une salle supplémentaire du cinéma Le Brady (10e) (182926 / 2022-09200).

Article 3 : Une subvention d'investissement d'un montant de 10.000 euros est attribuée à la SARL Shellac Exploitation, 41, rue Jobin - Friche de la belle de Mai 13003 Marseille 3, afin de participer aux travaux de rénovation du cinéma Saint-André des Arts (6e) (199616 / 2022-09065).

Article 4 : Une subvention d'investissement d'un montant de 30.000 euros est attribuée à la SARL Cinévog, 101, rue Saint-Lazare (9e), afin de participer aux travaux de rénovation du cinéma Les 5 Caumartin (9e) (182830 / 2022-09113).

Article 5 : Une subvention d'investissement d'un montant de 10.000 euros est attribuée à la SARL Camélia Cinémas, 4, rue Christine (6e), afin de participer aux travaux de rénovation du cinéma Christine Cinéma Club (6e) (186050 / 2022-09155).

Article 6 : Une subvention d'investissement d'un montant de 5.000 euros est attribuée à la SARL Ciné Sorbonne, 9, rue Champollion (5e), afin de participer aux travaux de rénovation du cinéma La Filmothèque du Quartier Latin (5e), (182836 / 2022-09146).

Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer les 6 conventions dont les textes sont joints à la présente délibération.

Article 8 : Les dépenses correspondantes, d'un montant total de 165.000 euros, seront imputées sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 556 Subvention (25.000 euros) et convention avec l'association Cinémas Indépendants Parisiens (4e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec l'association Cinémas Indépendants Parisiens une convention annuelle relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Cinémas Indépendants Parisiens (4e).

Article 2 : Une subvention de fonctionnement de 25.000 euros est attribuée à l'association Cinémas Indépendants Parisiens, 135 rue Saint-Martin 75004 PARIS, pour l'organisation de l'événement Avant-premières !, du label et du Labo des cinémas indépendants parisiens (22061 - 2022-03596).

Article 3 : La dépense correspondante, soit 25.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris.

2022 DAC 557 Subvention (10.000 euros) à 2 associations agissant dans le domaine cinématographique en direction de publics éloignés.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution de subvention de fonctionnement à huit associations au titre de la politique en faveur de l'accès au cinéma pour les publics éloignés et empêchés et lui demande l'autorisation de signer une convention ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 5.000 euros est attribuée à l'association Captive, 52 rue Jean Pierre Timbaud 75011 Paris (199338-2022-09604).

Article 2 : Une subvention d'un montant de 5.000 euros est attribuée à l'association Étonnant Cinéma, 14, rue Etex 75018 Paris (187708-2022-09812).

Article 3 : La dépense correspondante, soit 10.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris.

2022 DAC 596 Subvention (11.000 euros) à l'association Fabrication Maison au titre des projets culturels élaborés dans les Quartiers Populaires de la Politique de la Ville (19e et 20e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs en date du 31 août 2021 relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Fabrication Maison et approuvée par délibération 2021 DAC 592 DDCT votée par le Conseil de Paris des 6, 7 et 8 juillet 2021 ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose le renouvellement de la subvention de fonctionnement à l'association Fabrication Maison pour la réalisation de ses actions dans les quartiers populaires ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant total de 11.000 euros, au titre des projets culturels élaborés dans le cadre de la politique de la ville, est attribuée à l'association Fabrication Maison, 4, rue de la Solidarité 75019 Paris, pour les projets Chantier graphique Danube, DAC 2022_08351 et DDCT-SPV 2022_08352; Chantier graphique Chaufourniers, DAC 2022_08349 et DDCT-SPV 2022_08350; Chantier graphique Portes du XXème, DAC 2022_ 08348 ; Paris Asso 15446.

Article 2 : La dépense totale correspondante, soit 11 000 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits, et ainsi répartie :

Pour le projet Chantier graphique Danube

- 4.000 euros sur le budget de la Direction des Affaires culturelles
- 2.000 euros sur le budget de la Direction de la Démocratie, de la Citoyenneté et des Territoires - Service de la Politique de la Ville, centre financier 14-11, chapitre 935, domaine fonctionnel P52, nature 65748, fonds 52000010 « Provisions pour les associations œuvrant pour le développement des quartiers »

Pour le projet Chantier graphique Chaufourniers

- 2.000 euros sur le budget de la Direction des Affaires culturelles ;
- 1.000 euros sur le budget de la Direction de la Démocratie, de la Citoyenneté et des Territoires - Service de la Politique de la Ville, centre financier 14-11, chapitre 935, domaine fonctionnel P52, nature 65748, fonds 52000010 « Provisions pour les associations œuvrant pour le développement des quartiers »

Pour le projet Chantier graphique Portes du XXème

- 2.000 euros sur le budget de la Direction des Affaires culturelles

2022 DAC 599 Subventions (7.000 euros) aux associations Poésie et chanson Sorbonne et 7 B 15 au titre de l'action culturelle locale du 15e arrondissement.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement aux associations Poésie et chanson Sorbonne et 7 B 15 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 4.000 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 15e arrondissement, à l'association Poésie et chanson Sorbonne, 128 rue Lecourbe 75015 Paris, pour l'organisation de la remise du Prix de la Poésie Léon Paul Fargue qui a eu lieu le 31 mai 2022 à la Médiathèque Marguerite Yourcenar (Paris Asso 159521 ; 2022-07805).
Article 2 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 3.000 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 15e arrondissement, à l'association 7 B 15, 105 rue Mademoiselle 75015 Paris, (Paris Asso 156402 ; 2022-08916).
Article 3 : La dépense totale correspondante, d'un montant de 7.000 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 600 Subventions (1.500 euros) à 2 associations dans le cadre de l'action culturelle locale du 17e arrondissement.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Union pour le Patrimoine du Lycée Carnot UPALYCA et à l'association Paris Courts devant ;
Vu l'avis du conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 500 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 17e arrondissement, à l'association Union pour le Patrimoine du Lycée Carnot UPALYCA -145, bd Malesherbes - 75017 Paris pour l'organisation de son exposition annuelle (96161 ; 2022-08573).
Article 2 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1000 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 17e arrondissement, à l'association Paris Courts devant - 8 cour Saint-Pierre -75017 Paris, pour soutenir la 17e édition du festival éponyme (20925 ; 2022-09116).
Article 3 : La dépense totale correspondante, soit 1.500 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 601 Subventions (7.000 euros) aux associations L'Onde et Cybèle et Les amis des jardins du ruisseau au titre de l'action culturelle locale du 18e arrondissement et signature d'un avenant à convention.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la convention en date du 5 avril 2022 relative au versement d'une subvention de 40.000 euros à l'association l'Onde et Cybèle et approuvée par le Conseil de Paris des 22 et 23 mars 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution de subventions de fonctionnement aux associations L'Onde et Cybèle et Les amis des jardins du ruisseau ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 5.000 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 18e arrondissement, à l'association L'Onde et Cybèle, 6, rue Duc 75018 Paris, pour son action au titre de 2022 (Paris Asso 10887 ; 2022-08337).
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 2.000 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 18e arrondissement, à l'association Les amis des jardins du ruisseau, 7, Villa des Tulipes - 75018 Paris pour soutenir la 10e édition du festival Clignancourt Danse sur les Rails (Paris Asso 17610 ; 2022-09157).
Article 4 : La dépense correspondante, d'un montant de 7.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de l'année 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 602 Subventions (3.500 euros) à l'association Vendredi Poésies et à l'atelier l'Oiseau rouge au titre de l'action culturelle locale du 11e arrondissement.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Vendredi Poésies et à l'atelier l'Oiseau rouge ;
Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.500 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 11e arrondissement, à l'association Vendredi Poésies, 70, rue Sedaine 75011 Paris, pour son projet Danse en Exil, atelier créatif autour de la danse proposé aux jeunes de 12 à 18 ans (Paris Asso 196849, 2022-07935).
Article 2 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 2.000 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 11e arrondissement, à l'atelier l'Oiseau rouge, 32, rue Basfroi 75011 Paris, pour la poursuite de ses ateliers de sensibilisation, de formation ou de perfectionnement aux arts plastiques (Paris Asso 191269, 2022-08127).
Article 3 : La dépense totale correspondante, d'un montant de 3.500 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 603 Subventions (11.000 euros) à 5 associations au titre de l'action culturelle locale du 14e arrondissement.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement aux associations Figures du 14e, La table des matières, Art sous X Paris 14, Paris 14 territoire de cinéma et Autres Brésils ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 2.000 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 14e arrondissement, à l'association Figures du 14e, 191, rue d'Alesia - 75014 Paris, pour son action au titre de 2022 (Paris Asso 199659, 2022-09158).
Article 2 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 14e arrondissement, à l'association La table des matières, 87, rue Daguerre - 75014 Paris, pour la mise en place de ses divers ateliers au titre de 2022 (Paris Asso 184123, 2022-08732).
Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 5.000 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 14e arrondissement, à l'association Art sous X Paris 14, 56, rue d'Alésia - 75014 Paris pour la soutenir dans l'organisation d'événements qu'elle propose tels que expositions, performances, clubs projection, activités associées et lui permettre d'accueillir au sein de la galerie L'Expo de jeunes créateurs en arts visuels (Paris Asso 185052, 2022-09056).

Article 4 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 2.000 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 14e arrondissement, à l'association Paris 14, territoire de cinéma - 22 rue Deparcieux - 75014 Paris, pour l'organisation de la 6e édition du Festival de Cinéma dans le 14e au titre de 2022 (Paris Asso 190158, 2022-09847).
Article 5 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 14e arrondissement, à l'association Autres Brésils - 21 ter rue Voltaire - 75011 Paris pour la réalisation de la 18e édition du Festival Brésil en Mouvements au cinéma Les 7 Parnassiens (Paris Asso 15907, 2022-09888).
Article 6 : La dépense totale correspondante, soit 11.000 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 604 Subvention (500 euros) à l'association 9e histoire dans le cadre de l'action culturelle locale du 9e arrondissement.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association 9e Histoire ;
Vu l'avis du conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention d'un montant de 500 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 9e arrondissement, à l'association 9e Histoire, 6, rue Drouot 75009 Paris, au titre de ses activités en 2022 (Paris Asso 19213, 2022-09306).
Article 2 : La dépense correspondante, d'un montant de 500 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de l'année 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 605 Subvention (5.000 euros) à l'association Vivre Lire au titre de l'action culturelle locale du 5e arrondissement.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'associations Vivre Lire ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 5.000 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 5e arrondissement, à l'association Vivre Lire, 1, rue Fédéric Sauton - 75005 Paris pour ses actions au titre de 2022 (Paris Assos 189163, 2022-08021).
Article 2 : La dépense totale correspondante, soit 5.000 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 607 Subvention (7.500 euros) à l'association Comité d'animation culturelle Paris 1 au titre de l'action culturelle locale de Paris Centre.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Comité d'animation culturelle Paris 1 ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 7.500 euros est attribuée, sur proposition de la mairie de Paris Centre, au Comité d'animation culturelle Paris 1, MVAC Paris Centre Louvre - Boite 48 - 5 bis rue du Louvre 75001 Paris, pour son action au titre de 2022 (Paris Asso 18149 ; 2022-07810).

Article 2 : La dépense totale correspondante, d'un montant de 7.500 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de l'année 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 608 Subvention (5.000 euros) à la Compagnie Oxymore au titre de l'action culturelle locale du 5e arrondissement.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à la Compagnie Oxymore ;

Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 5.000 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 5e arrondissement, à la Compagnie Oxymore, 42 rue de Clignancourt -75018 Paris, pour l'organisation d'un spectacle intitulé les 7 familles de Molière pour les 400 ans de la naissance de l'auteur. Paris Assos 186475, 2022_07638

Article 2 : La dépense totale correspondante, soit 5.000 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 609 Subvention (1.000 euros) à l'association Paris Artistes dans le cadre de l'action culturelle locale du 9e arrondissement.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association Paris Artistes ;

Vu l'avis du conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 9e arrondissement, à l'association Paris Artistes, 30 rue du Faubourg Poissonnière 75010 Paris, pour l'organisation de l'exposition Objectif femmes à la Mairie du 9e arrondissement en septembre 2022. Paris Asso 180570, 2022_09586.

Article 2 : La dépense correspondante, d'un montant de 1.000 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de l'année 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 610 Subventions (4.500 euros) à l'association Société d'Histoire et Mémoire du 11e arrondissement et à la Compagnie Maya (11e) au titre de l'action culturelle locale du 11e arrondissement.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Société d'Histoire et Mémoire du 11e arrondissement nouvellement créée et à la Compagnie Maya ;

Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mesdames Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 2.500 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 11e arrondissement, à l'association Société d'Histoire et Mémoire du 11e arrondissement, 29, bd Richard Lenoir - 75011 Paris, pour l'organisation d'un cycle de conférences, de balades et de visites pour faire connaître au public l'histoire et la mémoire du 11e arrondissement ; Paris Asso 200919, 2022-09845.
Article 2 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 2.000 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 11e arrondissement, à la Compagnie Maya, 14bis, rue Saint Maur - 75011 Paris pour l'organisation de spectacles à destination des bébés et leurs familles (et/ou professionnels Petite Enfance) permettant une sensibilisation à la Langue des signes pour favoriser la communication et l'acquisition du langage ; Paris Asso 46962, 2022-09873.
Article 3 : La dépense totale correspondante, d'un montant de 4.500 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 612 Subvention (1.500 euros) à l'association du Quartier Saint-Bernard (11e) au titre de l'action culturelle locale du 11e arrondissement.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association du Quartier Saint-Bernard ;
Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.500 euros est attribuée, sur proposition de la mairie du 11e arrondissement, à l'association du Quartier Saint-Bernard - 40 rue Saint-Bernard - 75011 Paris, pour son projet de faire découvrir aux enfants, par le biais d'ateliers, l'histoire de l'Afrique, et mener avec eux une enquête sur la traite négrière qui donnera lieu à un film (Paris Asso 17562, 2022-07442).
Article 2 : La dépense totale correspondante, d'un montant de 1.500 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 631 Signature d'un avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec la SEM Elogie-SIEMP pour un équipement culturel en rez-de-chaussée dans l'immeuble sis ZAC Paul Bourget lots 10 et 12 (13e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2511-1 et suivants ;
Vu le Code de l'urbanisme, notamment son articles L.300-1 ;
Vu la délibération 2013 DU 219 DLH 209 en date des 14 et 15 octobre 2013 ;
Vu la délibération 2013 DU 261 en date des 12 et 13 novembre 2013 ;
Vu les délibérations 2018 DU 217-1 et 2018 DU 217-2 DAC en date des 11 et 12 décembre 2018 ;
Vu la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage du 1er février 2019 avec la SEM Elogie-SIEMP pour un équipement culturel en rez-de-chaussée dans l'immeuble sis ZAC Paul Bourget lots 10 et 12 (13e) ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer un avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec la SEM Elogie-SIEMP pour un équipement culturel en rez-de-chaussée dans l'immeuble sis ZAC Paul Bourget lots 10 et 12 (13e) portant sur la révision du budget d'investissement et l'échéancier de l'opération ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société d'économie mixte Elogie-SIEMP l'avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour un équipement culturel en rez-de-chaussée dans l'immeuble sis ZAC Paul Bourget lots 10 et 12 à Paris 13eme arrondissement.

Article 2 : La dépense de 5 800 000 euros TDCVFE sera constatée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris exercices 2022 et/ou suivants, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 675 Subvention (60.000 euros) à l'association Espace Culturel et Universitaire Juif d'Europe –ECUJE (10e) et convention.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec l'association Espace Culturel et Universitaire Juif d'Europe - ECUJE une convention annuelle relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement ;
Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 60.000 euros est attribuée au titre de 2022 à l'association Espace Culturel et Universitaire Juif d'Europe - ECUJE, 119, rue La Fayette 75010 Paris, afin de soutenir ses activités culturelles (2022-08696, 39625).
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Espace Culturel et Universitaire Juif d'Europe - ECUJE une convention annuelle dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 676 Transfert à l'établissement public Paris Musées d'un contrat de don d'archives audiovisuelles conclu entre la Ville de Paris et M6.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2511-1 et suivants ;
Vu le contrat de don entre la Ville de Paris (pour le Palais Galliera - Musée de la mode de la Ville de Paris) et la société M6 en date du 1er juillet 2011 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de transférer à l'établissement public Paris Musées le don d'archives audiovisuelles conclu entre la Ville de Paris et M6 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le transfert à l'établissement public Paris Musées du contrat de don des archives audiovisuelles de la société M6 à la Ville de Paris pour un montant global valorisé à 80 000 euros. Le contrat de don et l'inventaire figure en annexe de la présente délibération. La date du transfert est fixée au 1er novembre 2022.
Article 2 : Le comptable public est autorisé à procéder à l'enregistrement des opérations nécessaires dans les comptes de bilan de la Ville de Paris et à passer les écritures d'ordre non budgétaires correspondantes.

2022 DAC 677 Convention de partenariat entre la Ville de Paris et RX France pour le Salon Paris Photo.

Mme Karen TAIEB, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe et les modalités de la convention de partenariat avec RX France, jointe en annexe ;
Sur le rapport présenté par Mme Karen TAÏEB au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés les principes de la convention de partenariat avec RX France pour l'opération Paris Photo.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer ladite convention.

2022 DAC 678 Délibération rectificative de la délibération 2022 DAC 666 : Subventions Culture et Solidarités, Justice, Santé (190.000 euros) à 31 structures, convention et avenants à convention.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu la délibération 2022 DAC 666 du Conseil de Paris en date des 5, 6, 7 et 8 juillet 2022, relative à l'attribution de subventions de fonctionnement à 31 structures au titre de Culture et Solidarités, Justice et Santé, ainsi que les signatures de convention et avenants à convention ;

Considérant que, suite à une erreur matérielle, il y a lieu de remplacer l'avenant à convention avec l'association Concert Spirituel initialement joint à la délibération 2022 DAC 666 relatif au versement d'une subvention de 5.000 euros par une convention ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de signer une convention avec l'association le Concert Spirituel ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à l'association Concert Spirituel (1er) pour la programmation de petites formes musicales et l'organisation d'ateliers de sensibilisation pour les enfants hospitalisés à l'hôpital Necker (46822 / 2022-03925).

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec l'association le Concert Spirituel, relative au versement d'une subvention de 5.000 euros dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 3 : Cette convention annule et remplace l'avenant à convention initialement proposé.

2022 DAC 692 Subventions (8.000 euros) à 2 associations permettant la promotion d'écrivains par l'attribution annuelle de prix littéraires.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer des subventions de fonctionnement à la Société Littéraire des Goncourt et à l'association de la Plume Noire ;

Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 15e en date du 26 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 5.000 euros est attribuée à la Société Littéraire des Goncourt dite Académie Goncourt chez Drouant, Place Gaillon, 75002 Paris (2022-05864, 19856).

Article 2 : Une subvention d'un montant de 3.000 euros est attribuée à l'association de la Plume Noire 17, rue du Docteur Jacquemaire Clemenceau 75015 Paris (2022-06695, 21166).

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 693 Subvention (13.000 euros) à l'association Maison de la Culture Yiddish Bibliothèque Medem (10e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Maison de la Culture Yiddish-Bibliothèque Medem ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 13.000 euros est attribuée à l'association Maison de la Culture Yiddish-Bibliothèque Medem, 29 rue du Château d'eau 75010 Paris (2022-05482/21001).

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée à hauteur de 13.000 euros sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris.

2022 DAC 698 Subvention (3.000 euros) à l'association PRIX CLARA (8e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2511-13, L2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Prix Clara ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 3.000 euros est attribuée à l'association Prix Clara, 31, rue d'Anjou 75008 Paris (dossier 2022-03567 / 194489).
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 699 Subvention (5.000 euros) à l'association le Labo des Histoires (3e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association le Labo des histoires œuvrant dans la prévention de l'illettrisme, de l'échec scolaire et de l'exclusion ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 5.000 euros est attribuée à l'association Le Labo des histoires située 161, rue Saint Martin 75003 Paris (2022-03520 / 132381).
Article 2 : La dépense de 5.000 euros sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 700 Subvention (15.000 euros) en faveur de l'association L.I.R.E, le Livre pour l'Insertion et le Refus de l'Exclusion (19e) et signature d'un avenant.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération du Conseil de Paris en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention à l'association L.I.R.E, le Livre pour l'Insertion et le Refus de l'Exclusion ;
Vu la convention annuelle en date du 18 avril 2022 relative à l'attribution d'une subvention au titre de l'année 2022 à l'association le Livre pour l'Insertion et le Refus de l'Exclusion ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 15.000 euros au titre de la culture est attribuée à l'association L.I.R.E le Livre pour l'Insertion et le Refus de l'Exclusion, 67, rue Curial 75019 Paris, (Paris Asso 16396 / 2022-02952).
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention annuelle d'objectifs avec l'association "L.I.R.E, le Livre pour l'Insertion et le Refus de l'Exclusion".
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 701 Subvention (50.000 euros) et premier avenant à la convention triennale avec l'association Centre de promotion du livre de jeunesse - Seine-Saint-Denis.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L-2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention et la signature d'un premier avenant à la convention triennale avec l'association Centre de promotion du livre de jeunesse Seine Saint Denis ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 50.000 euros est attribuée à l'association Centre de promotion du livre de jeunesse Seine-Saint-Denis 3, rue François Debergue, 93100 Montreuil, répartie comme suit :
- 40.000 euros au titre de la culture
- 10.000 euros au titre des relations avec les collectivités territoriales.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer le premier avenant à la convention triennale, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Centre de promotion du livre de jeunesse Seine-Saint-Denis. Simpa : 19546 / 2022-03447(DAC), 2022-03449(SG).
Article 3 : La dépense correspondante, soit 50.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 702 Subventions (8.500 euros) à 3 associations proposant des manifestations littéraires.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention à trois associations proposant des manifestations littéraires ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 4.000 euros est attribuée à l'association Festival du Livre et de la Presse d'Ecologie, Maison des associations, Boite n°9, 15 passage Ramey, 75018 (2022-04055 / 5502).
Article 2 : Une subvention d'un montant de 2.500 euros est attribuée à l'association l'Autre Livre, 5, rue Perrée - 75003 Paris (2022-04276 / 37482).
Article 3 : Une subvention d'un montant de 2.000 euros est attribuée à l'association So BD, 1, rue Guy Moquet - 92240 Malakoff (2022-04559/183976).
Article 4 : La dépense totale correspondante, soit 8.500 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 704 Subvention (4.000 euros) à l'association Culture et Bibliothèque pour Tous (15e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Culture et bibliothèque pour tous ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 4.000 euros est attribuée à l'association Culture et bibliothèque pour tous, 22, rue Cauchy 75015 (2022-03861 / 19714).
Article 2 : La dépense correspondante, d'un montant de 4.000 euros, sera imputée sur le budget 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 709 Subvention (3.000 euros) au Centre Medem Arbeter Ring (10e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement au Centre Medem Arbeter Ring ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 3.000 euros est attribuée à l'association Centre Medem Arbeter Ring 52, rue René Boulanger 75010 Paris (2022-04232 / 39161).
Article 2 : La dépense correspondante, d'un montant de 3.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 714 Signature d'une convention de service de maintenance et amélioration continue dans le cadre du programme Vitam en faveur de l'Archivage numérique en Territoire.

Mme Karen TAIEB, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer une convention de service de maintenance et amélioration continue dans le cadre du programme Vitam en faveur de l'Archivage numérique en Territoire ;
Sur le rapport présenté par Mme Karen TAÏEB au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention de service de maintenance et amélioration continue dans le cadre du programme Vitam en faveur de l'Archivage numérique en Territoire.
Article 2 : La convention n'a pas d'incidences financières, le programme Vitam est un partenariat gratuit qui ne fera l'objet d'aucune facturation.

2022 DAE 56 Conventions et subventions de fonctionnement (350.000 euros) en faveur de 17 structures parisiennes de l'économie sociale et solidaire pour la transition écologique de l'économie.

M. Florentin LETISSIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L 2511-1 et les suivants ;
Vu l'article L 1511-2 du CGCT ;
Vu la convention en date du 8 août 2022 passée entre la Région Ile-de-France et la Ville de Paris autorisant la Ville de Paris à attribuer des aides notamment sur le fondement du régime d'aide « aide aux projets à utilité sociale » et sur le fondement du régime d'aide « soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » ;
Vu le règlement d'intervention pour l'aide aux projets à utilité sociale adopté par le Conseil Régional d'Ile-de-France dans sa délibération n° CR 2017-14 en date du 6 juillet 2017 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention de fonctionnement à 17 organismes et de l'autoriser à signer une convention avec chacun d'entre eux ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Florentin LETISSIER, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération, entre la Ville de Paris et chacun des organismes suivants :

- 13 Avenir (Association)
- Association Travail et Vie (Association)
- Atelier R-Are (Association)
- Coup de Main (Association)
- Emmaüs Alternatives (Association)
- Envie Trappes en Yvelines (Association)
- Fashion Green Hub Grand Paris (Association)
- Fédération Envie (Association)
- H.A.W.A au féminin (Association)
- Halage (Association)
- La Fabrique en Nomade (Association)
- La Table de Cana (Société anonyme, entreprise de l'économie sociale et solidaire)
- La Table du Recho (Société par action simplifiée, entreprise de l'économie sociale et solidaire)
- Les Hôtels Solidaires (Association)
- Les restaurants du cœur - Les relais du cœur de Paris (Association)
- Rejoue (Association)
- RepareSeb (Société par action simplifiée agréée entreprise d'insertion)

Article 2 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 12 000 euros est attribuée à l'association 13 Avenirs, domiciliée au 10 rue Duchefdelaville - 75013 Paris (Paris Asso n°188600 /dossier 2022_08276) au titre de l'exercice 2022.

Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 euros est attribuée à l'association Association Travail et Vie, domiciliée au 212 rue Saint Maur - 75010 Paris (Paris Asso n° 190503 /dossier 2022_08286) au titre de l'exercice 2022.

Article 4 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 10 000 euros est attribuée à l'association Atelier R-Are, domiciliée au 11 rue Jean Jacques Rousseau - 93 230 Romainville (Paris Asso n° 200675 /dossier 2022_08236) au titre de l'exercice 2022.

Article 5 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 10 000 euros est attribuée l'association Coup de Main, domiciliée au 31 av. Edouard Vaillant - 93500 Pantin (Paris Asso n° 49281 /dossier 2022_08287) au titre de l'exercice 2022.

Article 6 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 euros est attribuée à l'association Emmaüs Alternatives, domiciliée au 260 rue de Rosny - 93 100 Montreuil (Paris Asso n° 188453/dossier 2022_08279) au titre de l'exercice 2022

Article 7 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 euros est attribuée l'association Envie Trappes en Yvelines, domiciliée au 17 av. Roger Hennequin - 78190 Trappes (Paris Asso n° 196703 /dossier 2022_08229) au titre de l'exercice 2022

Article 8 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 euros est attribuée à l'association Fashion Green Hub Grand Paris, domiciliée au 79 rue Notre Dame de Nazareth 75003 Paris (Paris Asso n° 200182 /dossier 2022_08604) au titre de l'exercice 2022.

Article 9 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 25 000 euros est attribuée à l'association Fédération Envie domiciliée au 10 rue Julien Lacroix - 75020 Paris (Paris Asso n°182443 / dossier 2022_08176) au titre de l'exercice 2022.

Article 10 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 35 000 euros est attribuée à l'association H.A.W.A au féminin, domiciliée au 83 rue de Turbigo - 75003 Paris (Paris Asso n°197154 / dossier 2022_08306) au titre de l'exercice 2022.

Article 11 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 euros est attribuée à l'association Halage domiciliée au 6 rue Arnold Géraux - 93450 L'Île-Saint-Denis (Paris Asso n° 15006 / dossier 2022_08231) au titre de l'exercice 2022.

Article 12 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 euros est attribuée à l'association La Fabrique Nomade domiciliée au 1bis av. Daumesnil - 75012 Paris (Paris Asso n° 187596/dossier 2022_08275) au titre de l'exercice 2022.

Article 13 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 euros est attribuée à la société anonyme, entreprise de l'économe sociale et solidaire, La Table de Cana domiciliée au 5bis av. Maurice Ravel - 92160 Antony (Paris Asso n° 188518 / dossier 2022_08267) au titre de l'exercice 2022.

Article 14 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 40 000 euros est attribuée à la société par action simplifiée, entreprise de l'économe sociale et solidaire, La Table du Récho, domiciliée au 10 rue de Penthièvre - 75008 Paris (Paris Asso n° 199028 / dossier 2022_08317) au titre de l'exercice 2022.

Article 15 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 18 000 euros est attribuée à l'association Les Hôtels Solidaires, domiciliée au 98 rue Régnault - 75013 Paris (Paris Asso n° 190872 /dossier 2022_08233) au titre de l'exercice 2022.

Article 16 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 euros est attribuée à l'association Les restaurants du cœur - Les relais du cœur de Paris domiciliée au 4 cite d'Hauteville - 75010 Paris (Paris Asso n° 20815 /dossier 2022_08419) au titre de l'exercice 2022.
Article 17 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 euros est attribuée à l'association Rejoué domiciliée au 22 rue Deparcieux - 75014 Paris (Paris Asso n° 18871/dossier 2022_08280) au titre de l'exercice 2022.
Article 18 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 euros est attribuée à la société par action simplifiée, agréée entreprise d'insertion, RéparSeb domiciliée au 14 rue Lesault - 93500 Pantin (Paris Asso n° 199454 /dossier 2022_07940) au titre de l'exercice 2022.
Article 19 : Les dépenses de fonctionnement correspondantes (articles 2 à 18), d'un montant de 350 000 euros, seront imputées au budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 58 Budget Participatif - Subventions (143.000 euros) et conventions avec 7 structures de l'économie circulaire et de l'entrepreneuriat social.

M. Florentin LETISSIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et les suivants ;
Vu la convention en date du 8 août 2022 passée entre la Région Ile-de-France et la Ville de Paris autorisant la Ville de Paris à attribuer des aides notamment sur le fondement du régime d'aide « aide aux projets à utilité sociale » et sur le fondement du régime d'aide « soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » ;
Vu le règlement d'intervention pour l'aide aux projets à utilité sociale adopté par le Conseil Régional d'Ile-de-France dans sa délibération n° CR 2017-141 en date du 6 juillet 2017 ;
Vu le règlement d'intervention pour la politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME adopté par le Conseil Régional d'Ile-de-France dans sa délibération n° CR 2017-14 en date du 6 juillet 2017 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'accorder des subventions à sept structures de l'économie circulaire et de l'entreprenariat social et de l'autoriser à signer une convention avec cinq de ces structures ;
Vu la saisine pour avis du Conseil d'arrondissement du 9e arrondissement en date du 16 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Florentin LETISSIER, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer les conventions, dont les textes sont joints à la présente délibération, entre la Ville de Paris et les structures suivantes :
- Coup de Main (association)
- Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire (association)
- Emmaüs Connect (association)
- Réseau Francilien du Réemploi (association)
- Une Autre Mode est Possible (association)

Article 2 : Une subvention de fonctionnement de 5 000 euros est attribuée à l'association Association régionale des cigales d'Ile de France, domiciliée 47 av. Pasteur, 93100 Montreuil (PARIS ASSO n° 197366 / dossier 2022_07637) au titre de l'exercice 2022.
Article 3 : Une subvention de fonctionnement de 20 000 euros est attribuée à l'association Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire, domiciliée 15 cité Malesherbes 75009 PARIS (PARIS ASSO n° 196788 / dossier 2022_07035) au titre de l'exercice 2022.
Article 4 : Une subvention de fonctionnement de 15 000 euros est attribuée à l'association Emmaüs Connect, domiciliée 69-71 rue Archereau 75019 Paris (PARIS ASSO n° 158021 / dossier 2022_08647) au titre de l'exercice 2022.
Article 5 : Une subvention de fonctionnement de 20 000 euros est attribuée à l'association Les Amis de l'ESS'pace, domiciliée 15 rue Jean-Antoine de Baïf, 75013 Paris (PARIS ASSO n° 190924/dossier 2022_07377) au titre de l'exercice 2022.

Article 6 : Une subvention de fonctionnement de 25 000 euros est attribuée à l'association Une autre mode est possible, domiciliée 15 rue Brezin 75014 Paris (PARIS ASSO n° 194259 / dossier 2022_05528) au titre de l'exercice 2022.
Article 7 : Une subvention d'investissement de 45 000 euros est attribuée à l'association Coup de Main, domiciliée 31 av. Edouard Vaillant 93500 Pantin (PARIS ASSO n° 49281 / dossier 2022_09021) au titre de l'exercice 2022.
Article 8 : Une subvention d'investissement de 13 000 euros est attribuée à l'association Réseau Francilien du Réemploi, domiciliée 125 rue du Chemin Vert 75011 Paris (PARIS ASSO n° 183150 / dossier 2022_08739) au titre de l'exercice 2022.
Article 9 : La dépense de fonctionnement correspondante (articles 2 à 6) de 85 000 euros sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.
Article 10 : La dépense d'investissement correspondante (articles 7 à 8) de 58 000 euros sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 75 Subvention de fonctionnement (35.000 euros) et convention avec l'association CoopCycle.

M. Florentin LETISSIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et les suivants ;
Vu la convention en date du 8 août 2022 passée entre la Région Ile-de-France et la Ville de Paris autorisant la Ville de Paris à attribuer des aides notamment sur le fondement du régime d'aide « aide aux projets à utilité sociale » et sur le fondement du régime d'aide « soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » ;
Vu le règlement d'intervention pour l'aide aux projets à utilité sociale adopté par le Conseil Régional d'Ile-de-France dans sa délibération n° CR 2017-141 en date du 6 juillet 2017 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention de fonctionnement à l'association CoopCycle et de l'autoriser à signer une convention avec cette association ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Florentin LETISSIER, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération, entre la Ville de Paris et l'association CoopCycle.
Article 2 : Une subvention de fonctionnement de 35 000 euros est attribuée à l'association CoopCycle domiciliée 55 rue d'orsel 75018 Paris (PARISASSO n° 189817/dossier 2022_08729) au titre de l'exercice 2022.
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 95 Conventions et subventions (40.000 euros) pour un Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée dans le 18e arrondissement.

Mme Afaf GABELOTAUD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée » (TZCLD) ;
Vu le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 et son décret modificatif n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 relatifs à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » ;
Vu l'arrêté du 26 juillet 2022 habilitant les territoires pour mener l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » ;
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et les suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose de l'autoriser à signer deux conventions avec, pour la première, l'association Activ'18 (18e), et la seconde avec l'association Aurore (4e); puis d'accorder une subvention à l'association Activ'18 ainsi qu'une subvention à l'association Aurore ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Afaf GABELOTAUD, au nom de la 1ère Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle de fonctionnement avec l'association Aurore, dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle de fonctionnement avec l'association Activ'18 dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 3 : Une subvention de fonctionnement de 20 000 euros est attribuée à l'association Aurore, domiciliée 34 bd Sébastopol 75004 Paris 4e (ParisAsso n°2541/2022_09156) au titre de l'exercice 2022.
Article 4 : Une subvention de fonctionnement de 20 000 euros est attribuée à l'association Activ'18, domiciliée 10 rue Tristan Tzara 75018 Paris (ParisAsso n° 200805 / 2022_09106) au titre de l'exercice 2022.
Article 5 : La dépense correspondante, d'un montant total de 40 000 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, et exercices suivants si besoin, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 104 Subventions de fonctionnement (547.100 euros), subventions d'investissement (157.300 euros) et conventions avec 20 associations et organismes de formation dans le cadre de l'appel à projets Paris Code.

Mme Afaf GABELOTAUD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et les suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention de fonctionnement aux associations et organismes suivants : Conservatoire National des Arts et Métiers, Ada Tech School, Descodeuses, Social Builder, École 42, Simplon, Lion, Ironhack, Konexio, Rocket School, Switch, Learneo Académie, Label Emmaüs, Colombbus, et de l'autoriser à signer des conventions avec ces associations et organismes ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention d'investissement aux associations et organismes suivants : Conservatoire National des Arts et Métiers, Ada Tech School, Descodeuses, École 42, Lion, Ironhack France Alumni, Konexio, Learneo Académie, et de l'autoriser à signer des conventions avec ces associations et organismes ;
Sur le rapport présenté par Mme Afaf GABELOTAUD, au nom de la 1ère Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer les conventions, dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 2 : Une subvention en fonctionnement est accordée aux organismes suivants au titre de l'exercice 2022 :

- 68 600 euros à l'Établissement public du Conservatoire National de Arts et Métiers (CNAM), dont le siège social est situé 292, rue Saint Martin 75003 Paris. (N°Paris Asso : 185842 /2022_08058).
- 8 000 euros à l'organisme AdaTech School, dont le siège social est situé 116, rue du Faubourg Saint Martin 75010 Paris. (N°Paris Asso : 198126 /2022_08100).
- 50 000 euros à l'association Descodeuses, dont le siège social est situé 18, rue Ramus MVAC 20e boîte 121 75020 Paris (N°Paris Asso : 191986/2022_08050).
- 75 000 euros à l'École 42, dont le siège social est situé 96, Boulevard Bessières 75017 Paris. (N°Paris Asso : 200391/2022_08121).
- 50 000 euros à l'association Social Builder, dont le siège social est situé 34 bis, Avenue Pierre Brossolette 94300 Vincennes. (N°Paris Asso : 103801/2022_08234).
- 60 000 euros à l'organisme Simplon.co dont 25 000 euros destinés à la formation « Refugeeks/welcode » (N°Paris Asso : 191995/2022_08120) et 35 000 destinés à la formation « SAS École Microsoft » (N°Paris Asso : 191995/2022_08149), dont le siège social est situé 55, Rue de Vincennes 93100 Montreuil.
- 25 300 euros à l'organisme Lion, dont le siège social est situé. 11, Rue d'Ormesson 75004 Paris. (N°Paris Asso : 200671/2022_08240).
- 59 300 euros à l'association Ironhack France Alumni, dont le siège social est situé. 40, Rue du Colisée 75008 Paris. (N°Paris Asso : 191057/2022_08139).
- 30 000 euros à l'organisme Rocket School, dont le siège social est situé 46, Rue René Clair 75018 Paris. (N°Paris Asso : 193403/2022_08075).
- 49 400 euros à l'organisme Switch/Winside, dont le siège social est situé 25, Rue de la Colline 54000 Nancy. (N°Paris Asso : 195507/2022_08222).

- 19 700 euros à l'organisme Learneo Académie, dont le siège social est situé 42, Rue de Clichy 75009 Paris. (N°Paris Asso : 198155/2022_08173).
- 30 000 euros à l'organisme Label Emmaüs, dont le siège social est situé 74, Rue Vaillant Couturier 93130 Noisy-Le-Sec. (N°Paris Asso : 199880/2022_08239).
- 21 800 euros à l'association Colombbus, dont le siège social est situé 10, Rue du Terrage 75010 Paris. (N°Paris Asso : 13326/2022_08164).

Article 3 : Une subvention en investissement est accordée aux organismes suivants au titre de l'exercice 2022 :

- 31 400 euros à l'Établissement public du Conservatoire National de Arts et Métiers (CNAM), dont le siège social est situé 292, rue Saint Martin 75003 Paris. (N°Paris Asso : 185842/2022_09310).
- 12 000 euros à l'organisme Ada Tech School, dont le siège social est situé 116, Rue du Faubourg Saint Martin 75010 Paris. (N°Paris Asso : 198126/2022_09314).
- 20 000 euros à l'association Descodeuses, dont le siège social est situé 18, rue Ramus MVAC 20e boîte 121 75020 Paris. (N°Paris Asso : 198126/2022_09315).
- 25 000 euros à l'École 42, dont le siège social est situé 96, Boulevard Bessières 75017 Paris (N° Paris Asso : 200391/2022_09316)
- 24 500 euros à l'organisme Lion, dont le siège social est situé. 11, Rue d'Ormesson 75004 Paris. (N°Paris Asso : 200671/2022_09318).
- 20 400 euros à l'association Ironhack France Alumni, dont le siège social est situé. 40, Rue du Colisée 75008 Paris. (N°Paris Asso : 191057/2022_09320).
- 5 000 à l'association Konexio, dont le siège social est situé 15, Rue de la Réunion 75020 Paris. (N°Paris Asso : 188179/2022_07895).
- 19 000 à l'organisme Learneo Académie, dont le siège social est situé 42, Rue de Clichy 75009 Paris. (N°Paris Asso : 198155/2022_09321)

Article 4 : Le label Pariscode, sans octroi de subventions, est attribué aux associations Epitech Alumni, Femin'in Tech, Systematic, Communication Sans frontières, le Wagon alumni et l'organisme Oreegami.

Article 5 : Le reversement de tout ou partie de la subvention à une association, organisme, société, toute personne privée ou œuvre, est autorisé dans le cadre d'un partenariat entre porteurs de projet du programme ParisCode.

Article 6 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, et exercices suivants si besoin, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Article 7 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, et exercices suivants si besoin, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 106 Subventions de fonctionnement (402.500 euros), subventions d'investissement (95.600 euros) et conventions avec 12 organismes de formation dans le cadre de l'appel à projets ParisFabrik et avenants aux conventions 2020 DAE 138 et 2021 DAE 64.

Mme Afaf GABELOTAUD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et les suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention de fonctionnement aux associations et organismes, Atelier Maurice Arnoult, Association pour l'Insertion des Jeunes, Lycée des métiers Boulle, Études et Chantiers Ile-de-France, Fab City Grand Paris, La Petite Rockette, Modafusion, Simplon.co, Villette Makerz by woma, Generation plus : ton emploi, et de l'autoriser à signer des conventions avec ces associations et organismes ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention d'investissement aux associations et organismes, Atelier Maurice Arnoult, Études et Chantiers Ile-de-France, Simplon.co, Nec Mergitur, Villette Makerz by woma et de l'autoriser à signer des conventions avec ces associations et organismes ;

Sur le rapport présenté par Mme Afaf GABELOTAUD, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer les conventions, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : Une subvention en fonctionnement est accordée aux organismes suivants au titre de l'exercice 2022 :

- 35 900 euros à l'Association pour l'Insertion des Jeunes, Association, dont le siège social est situé 5 Place Youri Gagarine, 93200 Saint Denis (N°Paris Asso : 19201/2022_07748).

- 33 600 euros à l'Atelier de Maurice Arnoult, Association, dont le siège social est situé 8 bis rue des Gardes, 75018 Paris (N°Paris Asso : 37001/2022_07751).
- 50 000 euros à Études et Chantiers, Association, dont le siège social est situé 10 Place Jules Vallès, 91000 Evry (N°Paris Asso : 111181/2022_07615).
- 28 000 euros à Fab City Grand Paris, Association, dont le siège social est situé 15 bis rue Léon Giraud, 75019 Paris (N°Paris Asso : 189453/2022_07753).
- 30 000 euros à Génération Plus : ton emploi, Association, dont le siège social est situé 198 av. de France, 75013 Paris (N°Paris Asso : 192897/2022_07645).
- 70 000 euros à La Petite Rockette, Association, dont le siège social est situé 125 rue du Chemin Vert, 75011 Paris Paris (N°Paris Asso : 59841/2022_07579).
- 33 000 euros à Lycée des métiers Boulle, EPLE Établissement support, dont le siège social est situé 21 rue de Sambre et Meuse, 75010 Paris (N°Paris Asso : 198022/2022_07658).
- 30 000 euros à Modafusion, Association, dont le siège social est situé 55 rue François Arago, 93100 Montreuil (N°Paris Asso : 194078/2022_07752).
- 58 000 euros à Simplon.co, Organisme, dont le siège social est situé 55 rue de Vincennes, 93100 Montreuil (N°Paris Asso : 191995/2022_07745).
- 34 000 euros à Villette Markez by Woma, Association, dont le siège social est situé 211 av. Jean-Jaurès, 75019 Paris. (N°Paris Asso : 187411/2022_07758).

Article 3 : Une subvention en investissement est accordée aux organismes suivants au titre de l'exercice 2022 :

- 4 000 euros à Atelier de Maurice Arnoult, Association, dont le siège social est situé 8 bis, rue des Gardes, 75018 Paris. (N°Paris Asso : 37001/2022_09035).
- 6 600 euros à Études et Chantiers, Association, dont le siège social est situé 10 Place Jules Vallès, 91000 Evry (N°Paris Asso : 111181/2022_08930).
- 20 000 euros à Modafusion, Association, dont le siège social est situé 55 rue François Arago, 93100 Montreuil. (N°Paris Asso : 194078/2022_09034).
- 45 000 euros à Nec Mergitur, Organisme, dont le siège social est situé 92 rue de Belleville, 75020 Paris (N° Paris Asso : 198052/2022_07743)
- 15 000 euros à Simplon.co, Organisme, dont le siège social est situé 55 rue de Vincennes, 93100 Montreuil (N°Paris Asso : 191995/2022_09033).
- 5 000 euros à Villette Markez by Woma, Association, dont le siège social est situé 211 av. Jean-Jaurès, 75019 Paris (N°Paris Asso : 187411/2022_09032).

Article 4 : Labellisation ParisFabrik

Le label ParisFabrik est octroyé à toutes les actions des associations et organismes bénéficiant d'une subvention ainsi qu'à l'organisme Moulinot compost et biogaz, dont le siège social est situé 163 rue de Rome, 75017 Paris (N°Paris Asso : 198010/2022_07642).

Article 5 : Le reversement de tout ou partie de la subvention à une association, organisme, société, toute personne privée ou œuvre, est autorisé dans le cadre d'un partenariat entre porteurs de projet du programme ParisFabrik.

Article 6 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, et exercices suivants si besoin, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Article 7 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, et exercices suivants si besoin, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Article 8 : Un avenant à la convention annuelle est accordé aux organismes suivants :

- L'association fédération écoconstruire, pour deux formations, maçon.ne en terre crue, ouvrier.ère professionnel.le en écoconstruction : modification de l'article 7 « Durée de la convention » de la convention annuelle du 7 décembre 2020,
- L'association Association pour l'Insertion des Jeunes, pour une formation de chantier d'apprentissage en éco-construction : modification de l'article 7 « Durée de la convention » de la convention annuelle du 18 octobre 2021.

2022 DAE 120 Subvention de fonctionnement (25.000 euros) et convention avec l'association MILA (18e).

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution de subventions à l'association MILA et lui demande l'autorisation de signer une convention ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association MILA, dont le siège social est situé 2, rue André Messager 75018 Paris (N° Paris Assos: 33422).

Article 2 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 15.000 euros est attribuée à l'association MILA au titre du soutien de la Ville aux réseaux d'entrepreneurs indépendants en pied d'immeubles commerciaux pour ses activités en 2022 (dossier n° 2022_09102)

Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros est attribuée à l'association MILA au titre de ses activités dans le domaine de la culture en 2022 (dossier n° 2022_09101)

Article 4 : les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement.

2022 DAE 125 Conventions et subventions (120.000 euros) pour 2 Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée dans les 18e et 19e arrondissements.

Mme Afaf GABELOTAUD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée » (TZCLD) ;

Vu le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 et son décret modificatif n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 relatifs à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » ;

Vu les arrêtés du 10 février 2022 et du 26 juillet 2022 habilitant les territoires pour mener l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et les suivants ;

Vu la délibération en date des 31 mai, 1er et 2 juin 2022 par lequel Mme la Maire de Paris est autorisée à signer les deux conventions pluriannuelles 2022-2026 encadrant la mise en œuvre de la phase expérimentale TZCLD, avec d'une part l'association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée (10e) pour préciser les engagements du Comité Local pour l'Emploi de Paris 19e, puis avec l'association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée (10e) et l'association Émile & Rosa (19e) d'autre part ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose de l'autoriser à signer deux conventions et à accorder deux subventions ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Afaf GABELOTAUD, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer deux conventions annuelles dont les textes sont joints à la présente délibération, entre la Ville de Paris et chacune des structures suivantes :

Activ'18 (association)

Émile & Rosa (association)

Article 2 : Une subvention d'investissement de 60 000 euros est attribuée à l'association Activ'18, domiciliée 10 rue Tristan Tzara 75018 Paris (ParisAsso n° 200805 / 2022_09107) au titre de l'exercice 2022.

Article 3 : Une subvention d'investissement de 60 000 euros est attribuée à l'association Émile & Rosa, domiciliée 9 rue Mathis 75019 Paris (ParisAsso n°199444/2022_09111) au titre de l'exercice 2022.

Article 4 : La dépense correspondante, d'un montant total de 120 000 euros, sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, et exercices suivants si besoin, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 152 Subventions (148.000 euros) et conventions avec 5 structures menant des actions d'insertion professionnelle auprès des bénéficiaires du RSA et d'autres publics fragiles.

M. Florentin LETISSIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et les suivants ;

Vu la convention en date du 8 août 2022 passée entre la Région Ile-de-France et la Ville de Paris autorisant la Ville de Paris à attribuer des aides notamment sur le fondement du régime d'aide « aide

aux projets à utilité sociale » et sur le fondement du régime d'aide « soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » ;
Vu le règlement d'intervention pour l'aide aux projets à utilité sociale adopté par le Conseil Régional d'Ile-de-France dans sa délibération n° CR 2017-141 en date du 6 juillet 2017 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention de fonctionnement à cinq organismes et de l'autoriser à signer une convention avec ces organismes ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Florentin LETISSIER, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération, entre la Ville de Paris et chacun des organismes suivants :
- Ares Atelier
- Au Poisson Volant
- Marmite d'Afrique
- Optim Emploi
- Optim ETTI

Article 2 : Une subvention de 7 000 euros est attribuée à Ares Atelier domiciliée 14, rue Lesault (93) (Paris Asso n° 191930 /dossier 2022_03031) au titre de l'exercice 2022.
Article 3 : Une subvention de 33 000 euros est attribuée à la SAS Au Poisson Volant domiciliée 86, rue du Commerce (15e) (Paris Asso n° 200702 /dossier 2022_08354) au titre de l'exercice 2022.
Article 4 : Une subvention de 25 000 euros est attribuée à l'association Marmite d'Afrique, domiciliée 21 ter, bd de la Commanderie (19e) (Paris Asso n° 18294 / dossier 2022_08624) au titre de l'exercice 2022.
Article 5 : Une subvention de 65 000 euros est attribuée à l'association Optim Emploi, domiciliée 17-19, rue de Cîteaux (12e) (Paris Asso n° 35841 /dossier 2022_ 08048) au titre de l'exercice 2022.
Article 6 : Une subvention de 18 000 euros est attribuée à l'association Optim ETTI, domiciliée 17-19, rue de Cîteaux (12e) (Paris Asso n°191868 /dossier 2022_ 08052) au titre de l'exercice 2022.
Article 7 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 154 Subvention (25.000 euros) et convention avec l'établissement public du Palais de la découverte et de la Cité des sciences et de l'industrie (EPPDCSI - UNIVERSCIENCE) (8e).

Mme Afaf GABELOTAUD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13 et les suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention de fonctionnement à l'établissement public du Palais de la découverte et de la Cité des sciences et de l'industrie (EPPDCSI - UNIVERSCIENCE) (8e) et de l'autoriser à signer une convention avec cet établissement ;
Sur le rapport présenté par Mme Afaf GABELOTAUD, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'établissement public du Palais de la découverte et de la Cité des sciences et de l'industrie (EPPDCSI - UNIVERSCIENCE).
Article 2 : Une subvention de 25.000 euros est attribuée à l'établissement public du Palais de la découverte et de la Cité des sciences et de l'industrie (EPPDCSI - UNIVERSCIENCE) domicilié 1 av. Franklin-D Roosevelt (8e) (SIMPA 187388 / dossier 2021_02905) au titre de l'exercice 2022.
Article 3 : La dépense correspondante de 25.000 euros sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 sous réserve de la décision de financement.

2022 DAE 155 Subvention de fonctionnement (75.000 euros) et convention avec l'association l'Incubateur au féminin - WILLA (2e).

Mme Pénélope KOMITES, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13 et les suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'accorder une subvention de fonctionnement à l'association l'Incubateur au féminin - WILLA (2e) et de signer une convention avec cette association ;

Sur le rapport présenté par Mme Pénélope KOMITES, au nom de la 1ere Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention liée au versement d'une subvention de fonctionnement, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association l'Incubateur au féminin - WILLA (2e).

Article 2 : Une subvention de fonctionnement de 75.000 euros est attribuée à l'association l'Incubateur au féminin - WILLA dont le siège social est situé 6 rue du Sentier 75002 Paris (SIMPA n° 41341), au titre de l'exercice 2022.

Article 3 : La dépense correspondante, d'un montant de 75.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement.

2022 DAE 159 Subventions (120.000 euros) et convention avec la Cité Internationale Universitaire de Paris (14e).

Mme Marie-Christine LEMARDELEY, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13 et les suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution de subventions à la Cité Internationale Universitaire de Paris (CIUP) et de l'autoriser à signer la convention correspondante ;

Sur le rapport présenté par Mme Marie-Christine LEMARDELEY, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, avec la Cité Internationale Universitaire de Paris.

Article. 2 : Une subvention de 40.000 euros est attribuée à la Cité Internationale Universitaire de Paris, sise 19, bd Jourdan, Paris (14e) pour la mise en place d'un service d'accueil des étudiants internationaux (Welcome Desk Paris), d'actions médicosociales dont l'antenne médicale et d'actions solidaires dont une épicerie sociale et solidaire, au titre de l'exercice 2021.

Article. 3 : Une subvention de 70.000 euros est attribuée à la Cité Internationale Universitaire de Paris, sise 19 bd Jourdan, Paris (14e) pour la mise en place du dispositif ACC&SS Paris Centre au titre de l'exercice 2021.

Article. 4 : Les dépenses correspondantes aux articles 2 et 3 seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 160 Écoles d'arts appliqués - Dotations de fonctionnement (1.918.200 euros) et subventions d'investissement (1.350.000 euros), au titre des exercices 2022 et 2023.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code de l'éducation, notamment son article L 422-3 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et les suivants ;

Vu la délibération 2021 DAE 164 du Conseil de Paris des 12n 13n 14 et 15 octobre 2021, portant fixation des dotations de fonctionnement 2022 et des subventions d'investissement 2021 des écoles d'arts appliqués;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'attribution de dotations de fonctionnement (1 918 200 euros) et de subventions d'investissement (1 350 000 euros) aux écoles d'arts appliqués, au titre des exercices 2022 et 2023 ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Les dotations municipales de fonctionnement des écoles d'arts appliqués sont fixées comme suit pour l'année 2023 :
- Duperré, 11, rue Dupetit-Thouars (3e): 330 600 euros ;
- Boulle, 9, rue Pierre Bourdan (12e) : 1 039 800 euros ;
- Estienne, 18, bd Auguste Blanqui (13e) : 547 800 euros.

Ces dotations seront mandatées en 2023, à raison de 60% au premier semestre et de 40% au second.
Article 2 : Des subventions d'investissement sont attribuées comme suit aux écoles d'arts appliqués sur l'exercice 2022, pour leur équipement en mobilier et matériel :
- Duperré : 350 000 euros ;
- Boulle : 500 000euros ;
- Estienne : 500 000 euros.

Article 3 : La dépense correspondant à l'article 1, soit 1 918 200 euros, sera inscrite au budget municipal de fonctionnement de l'exercice 2023, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.
Article 4 : La dépense correspondant à l'article 2, soit 1 350 000 euros, sera imputée au budget municipal d'investissement de l'exercice 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 162 Avenant à la convention du 26 juillet 2021 relative à l'exploitation du Pavillon de la Tunisie situé dans le Jardin d'Agronomie Tropicale à l'est du Bois de Vincennes.

Mme Audrey PULVAR, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13 et les suivants ;
Vu la convention du 26 juillet 2021 entre la Ville de Paris et l'Association FOOD DE RUE ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris sollicite l'autorisation de signer un avenant à la convention d'occupation du 26 juillet 2021 ;
Vu l'avis du conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Audrey PULVAR, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant à la convention d'occupation du domaine public du 26 juillet 2021 avec l'association Food de Rue.
Article 2 : L'article 15 alinéa 3 de la convention du 26 juillet 2021 est modifié comme suit : « Le versement de la redevance sera effectué dès la première année de la convention. Toutefois, une exonération de redevance est consentie pour prendre en compte la fermeture de l'établissement durant l'aménagement des locaux. La réduction sera équivalente au montant de la redevance dû entre la date de signature de la convention d'occupation du domaine public et l'ouverture de l'établissement au public. ».
Article 3 : La recette correspondante sera constatée sur le chapitre 70, nature 70 321, rubrique 91 du budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'année 2022 et les suivantes.

2022 DAE 163 Emplacements commerciaux sur le domaine public - Autorisation d'occupation du domaine public place Maquis du Vercors (20e).

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération 2018 DAE 53 des 20 à 22 mars 2018 portant réforme des redevances et règlements applicables aux activités commerciales durables sur le domaine public parisien ;
Vu l'appel à manifestation d'intérêt publié du 1er au 15 septembre 2022 pour l'exploitation de 4 attractions enfantines, place du Maquis du Vercors (20e), sous réserve de l'avis favorable de la Mairie du 20e arrondissement et de l'absence d'une manifestation concurrente ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation la conclusion d'une autorisation d'occupation du domaine public pour l'installation place du Maquis du Vercors (20e) de 4 attractions enfantines sur un emplacement du domaine public municipal ;

Vu l'avis du conseil d'arrondissement du 20e en date du 3 octobre 2022,
Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ère commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec M. Tom PENESSOT dont le siège social est situé 9, route de la Brie 94510 La Queue en Brie, une autorisation d'occupation du domaine public pour la période du 17 octobre 2022 au 5 janvier 2023 (montage et démontage inclus).
La redevance d'occupation du domaine public est de 2000 euros pour la période concernée.
Article 2 : Les effets pécuniaires inhérents à cette convention d'occupation du domaine public s'opéreront à compter de la date d'exploitation des emplacements.
Article 3 : Les recettes correspondantes seront constatées sur le budget municipal de fonctionnement de l'année 2022 et des exercices ultérieurs.

2022 DAE 165 Aides au développement de projets d'étudiant·e·s et de jeunes diplômé·e·s dans le domaine de l'économie sociale et solidaire et dans l'art et la culture.

Mme Marie-Christine LEMARDELEY, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose la mise en œuvre de l'aide au développement de projets d'étudiant·e·s et de jeunes diplômé·e·s dans le domaine de l'économie sociale et solidaire et dans l'art et la culture ;
Sur le rapport présenté par Mme Marie-Christine LEMARDELEY, au nom de la 6e commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à mettre en œuvre le dispositif d'aide au développement de projets d'étudiant·e·s et de jeunes diplômé·e·s dans le domaine de l'économie sociale et solidaire et dans l'art et la culture, conformément aux règlements ci-annexés.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à désigner, par arrêté, et sur proposition du jury compétent, les lauréat·e·s des dispositifs « Start'in ESS » et « Créart'UP ».
Article 3 : La dépense globale relative à ces dispositifs (30 000 euros), sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022, et des exercices ultérieurs sous réserve des décisions de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 166 Convention de partenariat avec l'AFPA pour l'ouverture, la gestion et l'animation d'un Point Paris Emploi (11e).

Mme Afaf GABELOTAUD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13 et les suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de l'autoriser à signer une convention de partenariat avec l'AFPA pour l'ouverture, la gestion et l'animation d'un Point Paris Emploi (11e) ;
Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Afaf GABELOTAUD, au nom de la 1ère Commission,
Délibère :
Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association AFPA la convention de partenariat pour l'ouverture et le fonctionnement d'un nouveau Point Paris Emploi dans le 11e arrondissement (site AFPA au 112, av. Philippe Auguste), dont le texte est joint à la présente délibération.

2022 DAE 167 Subvention de fonctionnement à l'association Paris et Compagnie (19e) pour l'incubateur du Welcome City Lab (45.000 euros) et convention pluriannuelle.

M. Frédéric HOCQUARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution de la subvention correspondant à l'exercice 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Frédéric HOCQUARD, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Les termes de la convention pluriannuelle entre la Ville de Paris et l'association Paris et Compagnie jointe à cette délibération sont approuvés. La Maire de Paris est autorisée à signer cette convention.

Article 2 : Pour l'année 2022, une subvention d'un montant de 45 000 euros est attribuée à l'association Paris et compagnie domiciliée au 157 bd Macdonald - Le Cargo 75019 Paris (n° simpa 75562, n° dossier 2022_09177).

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris 2022, et exercices suivants si besoin, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 192 Grand prix de la pâtisserie de la Ville de Paris - Dotation : 4.000 euros.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris crée le Grand prix de la pâtisserie de Paris ;

Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ere Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé l'organisation annuelle du Grand prix de la pâtisserie de la Ville de Paris doté d'un montant de 4.000 euros chaque année.

Article 2 : La composition du jury, les modalités d'organisation du prix, les dispositions relatives au dépôt des candidatures ainsi que le ou les noms des lauréats seront précisées par arrêté.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, et exercices suivants si besoin, sous réserve de la décision de financement.

2022 DAJ 14 Approbation d'un protocole transactionnel entre la Ville de Paris et le Syndicat des copropriétaires de l'immeuble 26 rue Monge (5e) visant à indemniser le SDC des frais exposés pour déterminer l'origine des désordres durant la procédure d'expertise et du préjudice subi à l'occasion des désordres.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2122-21,

Vu le rapport d'expertise du 4 mars 2020 déposé par M. Claude SEURIN, nommé en qualité d'expert judiciaire par ordonnance de référé du 5 juillet 2016 délivrée par le Tribunal de grande instance de Paris,

Vu l'ordonnance du juge de la mise en état du 15 décembre 2021 (N° RG 21/08078) ordonnant une mesure de médiation,

Vu le protocole transactionnel entre la Ville de Paris et le Syndicat des copropriétaires de l'immeuble situé 26 rue Monge 75005 PARIS,

Vu le projet de délibération du 27 septembre 2022 par lequel Mme le Maire de Paris lui propose de l'autoriser à signer le protocole transactionnel entre la Ville de Paris et le Syndicat des copropriétaires de l'immeuble situé 26 rue Monge 75005 PARIS visant à rembourser le SDC des sommes exposées dans la cadre de la procédure d'expertise pour un montant de 27 927, 68 €, auquel il convient d'ajouter la somme de 5 000 € au titre des dommages et intérêts et 1000€ au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Le protocole transactionnel, dont le projet est joint en annexe à la présente délibération, entre la Ville de Paris et le Syndicat des copropriétaires de l'immeuble situé 26 rue Monge 75005 PARIS est approuvé.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer le protocole transactionnel.

Article 3 : La dépense correspondante s'élève à 33 927, 68 €.

2022 DAJ 17 Approbation d'un protocole d'accord tripartite entre la Ville de Paris, la SCI GENERALI REAUMUR et le syndicat des copropriétaires de l'immeuble 3 rue du Nil (2e) visant à assurer la réalisation de travaux de ravalement et de retrait de l'étaiement sur le mur pignon dont la Ville de Paris est propriétaire en indivision.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2122-21 ;
Vu l'instance en référé engagée devant le Président du Tribunal judiciaire de Paris (RG n° 22/54770) ;
Vu le protocole transactionnel entre la Ville de Paris, la SCI GENERALI REAUMUR et le SDC du 3 rue du Nil ;
Vu le projet de délibération du 27 septembre 2022 par lequel Mme le Maire de Paris lui propose de l'autoriser à signer le protocole transactionnel entre la ville de Paris, la SCI GENERALI REAUMUR et le SDC du 3 rue du Nil visant à assurer la réalisation de travaux de ravalement et de retrait de l'étaiement sur le mur pignon dont la Ville de Paris est propriétaire en indivision ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1e commission,

Délibère :

Article 1 : Le protocole transactionnel, dont le projet est joint en annexe à la présente délibération, entre la Ville de Paris, la SCI GENERALI REAUMUR et le SDC du 3 rue du Nil est approuvé.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer le protocole transactionnel.
Article 3 : La dépense s'élève à 50% des travaux engagés par la SDC du 3 rue du Nil, consistant dans le retrait de l'étaiement vétuste, y compris la structure métallique et les socles en béton, le confortement du mur pignon et son ravalement.

2022 DAJ 23 Signature d'une convention relative au transfert des données personnelles pour l'indemnisation des victimes de l'explosion de la rue de Trévise (9e) en application de l'accord-cadre du 2 février 2022.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
Vu la délibération 2022 SG 26 du 17 janvier 2022 relative à la signature d'un accord-cadre relatif à l'indemnisation des victimes de l'explosion de gaz de la rue de Trévise à Paris (9e) ;
Vu l'accord-cadre relatif à l'indemnisation des victimes de l'explosion de gaz de la rue de Trévise en date du 2 février 2022 ;
Vu le projet de délibération, en date du 7 octobre 2022, par lequel la Maire de Paris soumet à son approbation l'autorisation de signer une convention relative au transfert des données personnelles pour l'indemnisation des victimes de l'explosion de la rue de Trévise (75009) en application de l'accord-cadre du 2 février 2022.
Sur le rapport présenté par M. NORDMAN au nom de la 3e commission ;

Délibère :

Article 1 : La convention relative au transfert des données personnelles pour l'indemnisation des victimes de l'explosion de la rue de Trévise (75009), dont le texte est joint à la présente délibération, est approuvée.
Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer ladite convention.

2022 DASCO 10 Convention avec la Région Ile-de-France relative à la gestion des anciens lycées municipaux imbriqués avec une école ou un service municipal.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Education ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation la signature de la convention avec la Région Ile-de-France relative à la gestion des lycées imbriqués avec un bâtiment ou un équipement municipal ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Région Ile-de-France la convention relative à la gestion des lycées imbriqués avec un bâtiment ou un équipement municipal, dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 2 : Les recettes correspondantes seront inscrites au budget de fonctionnement de la Ville des exercices 2022 et suivants.

2022 DASCO 58 Convention relative à l'occupation de locaux scolaires municipaux par les services de l'Académie de Paris.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2511-16 ;
Vu le Code de l'éducation et notamment son article L.212-15 du Code de l'éducation ;
Vu l'article 1.3, 3e partie de la convention cadre conclue le 25 octobre 2000 entre la Ville de Paris et l'État ;
Vu la dernière convention 2012 DASCO 85 relative à la concession de locaux scolaires municipaux aux services de l'Académie de Paris prolongée par avenant jusqu'à la date de la signature de la prochaine convention ;
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande de signer le projet de convention ci-joint ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention relative à l'occupation de locaux scolaires municipaux par les services de l'Académie de Paris et notamment les inspecteurs de l'Éducation Nationale.
Article 2 : La recette correspondant à la participation financière versée par le Ministère de l'Éducation Nationale sera constatée au budget de fonctionnement de la ville de Paris.

2022 DASCO 63 Subvention (4.300 euros) à l'association L'Ecole à l'Hôpital Marie-Louise Imbert (6e).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L2511-1 et suivant ;
Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association L'Ecole à l'Hôpital Marie-Louise Imbert ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 4.300 euros est attribuée à l'association L'Ecole à l'Hôpital Marie-Louise Imbert 89, rue d'Assas (6e) (16353) (2022_06292).
Article 2 : La dépense correspondante d'un montant de 4.300 euros sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022.

2022 DASCO 64 Caisses des écoles - Versement de subventions exceptionnelles (4.020.000 euros) pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-12, L.2121-29, L.2511-2, L.2511-13, L.2511-29 ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.212-10 et suivants, L.521-1, L.533-1 et R.531-52 ;
Vu l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, notamment son article 16 ;

Vu la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, notamment son article 16 ;
Vu la délibération 2021 DASCO 63 Conseil de Paris des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 fixant les modalités de conventionnement et de financement par la Ville de Paris pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire pour la période 2022-2024, notamment son chapitre IV ;
Vu les conventions pluriannuelles d'objectifs et de financement 2022-2024 pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire conclues avec chacune des 17 Caisses des écoles d'arrondissement le 22 octobre 2021 ;
Vu l'avis émis par le conseil de Paris centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 7e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 8e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu le projet de délibération du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution de subventions exceptionnelles à plusieurs Caisses des écoles ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e commission,

Délibère :

Article 1 : Compte-tenu du contexte sanitaire, géopolitique et économique et de son impact négatif sur la fréquentation, les charges de la restauration scolaire et les recettes familiales des Caisses des écoles, le versement de subventions exceptionnelles aux Caisses des écoles suivantes est autorisé, afin que celles-ci puissent procéder au paiment des charges de personnel et autres dépenses de fonctionnement au titre des mois d'octobre, novembre et décembre 2022, pour un montant maximum de :
- Caisse des écoles du secteur Paris centre : 30.000 €
- Caisse des écoles du 7e arrondissement : 70.000 €
- Caisse des écoles du 8e arrondissement : 80.000 €
- Caisse des écoles du 9e arrondissement : 200.000 €
- Caisse des écoles du 10e arrondissement : 250.000 €
- Caisse des écoles du 11e arrondissement : 1.010.000 €
- Caisse des écoles du 13e arrondissement : 260.000 €
- Caisse des écoles du 14e arrondissement : 660.000 €
- Caisse des écoles du 15e arrondissement : 380.000 €
- Caisse des écoles du 20e arrondissement : 1.080.000 €

Le montant effectivement versé par la Ville de Paris tiendra compte de la situation du compte au Trésor de chacune des Caisses des écoles listées ci-dessus au 1er jour des mois d'octobre, novembre et décembre 2022 et du montant prévisionnel des charges dues et des produits attendus au titre des mois d'octobre, novembre et décembre 2022.
Article 2 : Chacune des Caisses des écoles concernées devra communiquer, avant le 28 février 2023, les états suivants :
- Tableau des dépenses réalisées et payées au cours des mois d'octobre, novembre et décembre 2022 ;
- Tableau des recettes perçues au cours des mois d'octobre, novembre et décembre 2022 ;
- Situation du compte au Trésor au 31 décembre 2022 ;
- Tableau des dépenses mandatées mais non encore payées à la date du 31 décembre 2022 ;
- Tableau des recettes titrées mais non encore payées à la date du 31 décembre 2022.

Article 3 : La restitution de la subvention exceptionnelle effectivement versée s'effectue dans les conditions prévues par la délibération 2021 DASCO 63. L'arrêté fixant le solde de la subvention annuelle précisera, le cas échéant, le montant de la restitution qui viendra en déduction de ce solde.
Article 4 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2022.

2022 DASCO 67 Signature d'une convention de partenariat et de mise à disposition de locaux avec l'association Planète Sciences pour l'opération « Espace dans Ma Ville 2022 » et subvention (9.500 euros).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le Projet Éducatif Territorial de Paris 2021-2026 ;
Vu l'appel à candidature lancé par le Centre National d'Etudes Spatiales : Espace dans ma Ville 2022 ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer la convention de partenariat et de mise à disposition de locaux du Pôle des Enjeux Éducatifs Contemporains situés 25 rue de Reuilly 75012 PARIS avec l'association Planète Sciences 16, place Jacques Brel 91130 Ris-Orangis et de lui attribuer une subvention de 9.500 euros ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention de partenariat et de mise à disposition de locaux du Pôle des Enjeux Éducatifs Contemporains avec l'association Planète Sciences située 16, place Jacques Brel 91130 Ris-Orangis.
Article 2 : Une subvention d'un montant de 9.500 euros est attribuée à l'association Planète Sciences (8384 - 2022_09305).
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'année 2022 de la Ville de Paris et suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DASCO 69 Collèges publics parisiens - Dotations complémentaires de fonctionnement (619.430 euros) et subventions pour travaux (131.679 euros).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Education ;
Vu la délibération 2021 DASCO 111, du Conseil de Paris des 12, 13, 14 et 15 octobre 2021, fixant les dotations initiales de fonctionnement 2022 des collèges autonomes (10 925 189 euros) ;
Vu la délibération 2021 DASCO 112, du Conseil de Paris des 12, 13, 14 et 15 octobre 2021, fixant les dotations initiales de fonctionnement 2022 des collèges imbriqués avec un lycée (2 779 824 euros) ;
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris, soumet à son approbation l'octroi de dotations complémentaires de fonctionnement (619 430 euros) et de subventions pour travaux (131 679 euros) à certains collèges publics parisiens ;
Vu l'avis émis par le conseil de Paris centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 6e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 8e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Des dotations complémentaires de fonctionnement sont attribuées à certains collèges publics, suivant le tableau joint en annexe, pour un montant total de 619 430 euros.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022.
Article 3 : Des subventions pour la réalisation de travaux d'entretien sont attribuées à divers collèges publics parisiens, suivant le tableau figurant en annexe de la présente délibération, pour un montant total de 131 679 euros.
Article 4 : La dépense d'investissement correspondante, soit 98 988 euros, sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022.
La dépense de fonctionnement correspondante, soit 32 691 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de l'exercice 2022.
Chaque établissement rendra compte de l'utilisation des crédits alloués (descriptif des travaux et copies des factures).

2022 DASCO 70 Collèges publics autonomes - Dotations initiales de fonctionnement 2023 (10.947.737 euros).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Education ;
Vu la délibération 2020 DASCO 111 du Conseil de Paris des 6, 7 et 8 octobre 2020, fixant les conditions de mise en place du dispositif financier valorisant les collèges qui contribuent à la mixité sociale ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation les dotations initiales de fonctionnement des collèges publics autonomes pour 2023 (10 947 737 euros) ;
Vu l'avis émis par le conseil de Paris centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 6e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 7e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 8e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Les dotations initiales de fonctionnement des collèges publics autonomes sont fixées pour 2023 suivant le tableau annexé à la présente délibération, pour un montant total de 10 947 737 €.

Article 2 : Le mode de calcul des dotations est le suivant :

Forfaits éducatifs à l'élève, au titre des dépenses pédagogiques et des charges générales, fixés de la manière suivante :

- Un forfait de 47 à 128 euros est déterminé en fonction du taux moyen de boursiers, de l'indice de position sociale moyen et de la moyenne des notes obtenues aux épreuves écrites du Brevet au cours des années 2018, 2019 et 2021 ;
- Une majoration par élève des classes ULIS, SEGPA et UPE2A : + 93 € ;
- Un forfait pour le dispositif relais : + 186 €.

Les forfaits à l'élève sont appliqués aux effectifs de la rentrée scolaire 2021.

Conformément à l'article L.442-9 du code de l'éducation, la majoration par élève des classes ULIS, UPE2A et SEGPA, de 93 € s'applique aux collèges privés sous contrat d'association non imbriqués avec une école et/ou un lycée.

Dotation au titre des dépenses de chauffage :

- Pour les collèges autonomes en matière de chauffage, le montant pris en compte dans la dotation initiale de fonctionnement au titre des dépenses de chauffage pour 2023 correspond à 90% de la moyenne des dépenses réelles constatées au cours des exercices 2019 à 2021. Pour rappel, pour les autres collèges autonomes, les dépenses sont directement supportées par la Ville (DCPA).

Dotation au titre de la maintenance et de l'entretien :

- Pour les contrats de maintenance et de contrôle obligatoires : prise en compte de la dépense réelle sur la base d'un recensement réalisé auprès des collèges ;
- Pour les autres dépenses d'entretien (dont l'électricité et l'eau) : application d'un forfait de 7,60 € au m2.

Une partie des montants ainsi calculés est affectée à l'achat des vêtements de travail et des équipements de protection individuelle des adjoints techniques des établissements d'enseignement affectés dans les collèges.

Montant de la taxe de balayage constaté au compte financier 2021 des collèges qui la prennent en charge directement.

Prise en compte du niveau des fonds de roulement de chaque collège :

- Lorsque le montant du fonds de roulement dépasse 22 % de la dotation de fonctionnement 2022 (dotations initiales hors transport et dotation de restauration), la dotation 2023 est diminuée d'un montant équivalent à l'excédent, dans la limite de 25% de la dotation 2022.

- Les montants de fonds de roulement pris en compte sont ceux arrêtés au 19 juillet 2022, intégrant les demandes de prélèvement en cours d'instruction à cette date.

Article 3 : Les dotations attribuées aux collèges intègrent en outre :

- S'il y a lieu, le financement du transport des élèves vers les installations sportives pour les cours d'Education Physique et Sportive ;
- Un forfait pour la maintenance des matériels informatiques (2 870 € par établissement);
- Des dotations exceptionnelles au titre des dépenses de chauffage et d'électricité pour quinze établissements qui connaissent une très forte hausse de leurs dépenses dans ces domaines.
- Le cas échéant, des dotations spécifiques.

Article 4 : Les dotations feront l'objet d'un versement au cours du premier semestre 2023.

Article 5 : La dépense correspondante d'un montant total de 10 947 737 € sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2023, sous réserve de la décision de financement.

2022 DASCO 71 Collèges imbriqués avec un lycée - Dotations initiales de fonctionnement 2023 (2.779.333 euros).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Education ;
Vu la délibération 2020 DASCO 111 du Conseil de Paris des 6, 7 et 8 octobre 2020, fixant les conditions de mise en place du dispositif financier valorisant les collèges qui contribuent à la mixité sociale ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation les dotations initiales de fonctionnement des collèges imbriqués avec un lycée pour l'année 2023 (2 779 333 euros) ;
Vu l'avis émis par le conseil de Paris centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 6e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 7e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 8e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 16e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Les dotations initiales de fonctionnement des collèges publics imbriqués avec un lycée sont fixées pour 2023 suivant le tableau annexé à la présente délibération, pour un montant total de 2 779 333 €.

Article 2 : Le mode de calcul des dotations est le suivant :

Le forfait à l'élève, au titre des dépenses pédagogiques et des charges générales comprend :

- Un forfait à 86 à 118 euros déterminé en fonction du taux moyen de boursiers, de l'indice de position sociale moyen et de la moyenne des notes obtenues aux épreuves écrites du Brevet au cours des années 2018, 2019 et 2021 ;
- une majoration par élève des ULIS, UPE2A et SEGPA de + 86 euros ;
- une majoration par élève pour la structure expérimentale UPE2A-ULIS et pour l'atelier relais (sur la base de 10 élèves) de + 172 euros.

Les forfaits à l'élève sont appliqués aux effectifs constatés lors de la rentrée scolaire 2021.
Conformément à l'article L.442-9 du Code de l'éducation, la majoration par élève des ULIS, UPE2A et SEGPA de 86 € s'applique aux collèges privés sous contrat d'association imbriqués avec une école et/ou un lycée.

Le forfait au m² au titre des charges de maintenance des locaux est fixé à 4 € pour l'année 2023.

Article 3 : Les dotations attribuées aux collèges intègrent en outre, la taxe de balayage constatée au compte financier 2021 (pour la part relative au collège) une dotation spécifique pour deux établissements et s'il y a lieu, le financement du transport des élèves vers les installations sportives.

Article 4 : Les dotations feront l'objet d'un versement au cours du premier semestre 2023.

Article 5 : La dépense correspondante d'un montant total de 2 779 333 €, sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2023, sous réserve de la décision de financement.

2022 DASCO 74 Subvention (17.000 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'Association Départementale Académique des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public de Paris (20e).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L2511-1 et suivant ;
Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention à l'Association Départementale Académique des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public de Paris ;
Sur le rapport présenté par M Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'Association Départementale Académique des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public de Paris (ADAPEEP de Paris).
Article 2 : Une subvention de fonctionnement de 17.000 euros est attribuée à l'Association Départementale Académique des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public de Paris sise 14-16 rue Houdart 75020 PARIS (30542) (2022-08805).
Article 3 : La dépense correspondante d'un montant de 17.000 € sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et exercice suivant.

2022 DASCO 75 Subvention (34.926 euros) à un collège au titre du Budget Participatif Parisien Édition 2019.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Education ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'octroi d'une subvention d'investissement à un collège au titre du Budget Participatif Parisien, édition 2019 ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention d'investissement est attribuée au collège Georges Méliès 19e arrondissement au titre du Budget Participatif Parisien 2019 pour un montant de 34 926 euros.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et suivants. L'établissement rendra compte de l'utilisation du crédit alloué (copie des factures).

2022 DASCO 76 Subventions d'investissement (183.247 euros) à 16 collèges au titre du Budget Participatif des Collèges édition 2021/2022.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Education ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'octroi de subventions d'investissement à 16 collèges au titre du budget participatif des collèges, édition 2021/2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 6e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Vu l'avis émis par le conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'investissement est attribuée au titre du budget participatif des collèges 2021/2022 aux 16 collèges suivants :

- Une subvention d'investissement de 9.599 euros est attribuée au collège Rognoni (5e),
- Une subvention d'investissement de 9.609 euros est attribuée au collège Lavoisier (5e),
- Une subvention d'investissement de 14.708 euros est attribuée au collège Montaigne (6e),
- Une subvention d'investissement de 8.992 euros est attribuée au collège Jacques Decour (9e),
- Une subvention d'investissement de 12.000 euros est attribuée au collège Paul Gauguin (9e),
- Une subvention d'investissement de 5.000 euros est attribuée au collège Beaumarchais (11e),
- Une subvention d'investissement de 20.382 euros est attribuée au collège Paul Verlaine (12e),
- Une subvention d'investissement de 4.810 euros est attribuée au collège Georges Braque (13e),
- Une subvention d'investissement de 14.981 euros est attribuée au collège Auguste Rodin (13e),
- Une subvention d'investissement de 10.116 euros est attribuée au collège Andre Citroen (15e),
- Une subvention d'investissement de 19.991 euros est attribuée au collège Pierre de Ronsard (17e),
- Une subvention d'investissement de 10.083 euros est attribuée au collège Hector Berlioz (18e),
- Une subvention d'investissement de 14.940 euros est attribuée au collège Marie Curie (18e),
- Une subvention d'investissement de 10.045 euros est attribuée au collège Roland Dorgeles (18e),
- Une subvention d'investissement de 7.963 euros est attribuée au collège Colette Besson (20e),
- Une subvention d'investissement de 10.028 euros est attribuée au collège Pierre Mandes-France (20e),

Article 2 : La dépense correspondante d'un montant total de 183 247 euros sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et suivants. Les établissements rendront compte de l'utilisation du crédit alloué (copie des factures).

2022 DASCO 77 Académie du Climat - Subvention (4.600 euros) et avenant à convention de partenariat avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2511-1 et suivants, L.21-22 et suivants ;
Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 ;
Vu la délibération 2021 DASCO 146 adoptée au Conseil de Paris des 12, 13, 14 et 15 Octobre 2021 et autorisant notamment Mme la Maire de Paris à conclure avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) une convention de partenariat d'une durée de 3 ans ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose la signature d'un avenant à la convention de partenariat avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux et le versement d'une subvention à hauteur de 4 600 € ;
Considérant que la Ville de Paris souhaite continuer à soutenir le développement de projets de partenariat avec des associations et institutionnels investis à l'Académie du Climat dans des actions de sensibilisation et de formation des publics, notamment les jeunes ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention de partenariat annexé à la présente délibération avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux.
Article 2 : Une subvention d'un montant de 4 600€ est attribuée à l'association La Ligue pour la Protection des Oiseaux, dont le siège social se situe aux Fonderies Royales, 8 rue du Docteur Pujos CS 90263 - 17305 Rochefort Cedex. (56443 - dossier 2022-09482).
Cette participation sera versée à la Ligue pour le Protection des Oiseaux (LPO) selon l'échéancier indiqué dans l'avenant.
Article 3 : La dépense correspondante sera inscrite au budget de fonctionnement de la Ville de Paris (exercice 2022 et suivants).

2022 DASCO 78 Avenant n°2 à la convention pluriannuelle avec la Fondation Mémorial de la Shoah et subvention (73.120 euros).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le Projet Éducatif de Territorial de Paris 2021-2026 ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer l'avenant n°2 à la convention pluriannuelle avec la Fondation Mémorial de la Shoah et de lui attribuer une subvention de 73.120 euros pour un parcours d'histoire et de mémoire ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant n°2 à la convention pluriannuelle avec la Fondation Mémorial de la Shoah, 17, rue Geoffroy l'Asnier à Paris 4e, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 : Une subvention d'un montant de 73.120 euros est attribuée à la Fondation Mémorial de la Shoah (4e) (19627- 2022_09291).

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de l'année 2022 de la Ville de Paris.

2022 DASCO 79 Cours d'adultes de Paris - Modification du règlement intérieur.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L 2511-1 et suivants ;

Vu la délibération 2021 DASCO 153 des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021, par lequel Mme la Maire de Paris approuvait le précédent réglement intérieur ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver le règlement intérieur des Cours d'Adultes de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le règlement intérieur des cours d'adultes de Paris est approuvé.

Article 2 : Ce règlement est applicable à compter du 1er novembre 2022.

Article 3 : Un exemplaire de ce règlement sera envoyé aux auditeur.trices des cours d'adultes.

2022 DASCO 80 Caisse des écoles (Paris centre) - Subvention d'investissement (31.013,30 euros) au titre de la restauration scolaire du collège François Couperin.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.2511-2, L.2511-13, L.2511-29 ;

Vu le Code de l'Education, notamment ses articles L.212-10, L.213-1, L.213-2 et suivants ;

Vu la délibération 2021 DASCO 63 du Conseil de Paris des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 fixant les modalités de conventionnement et de financement par la Ville de Paris pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire pour la période 2022-2024 ;

Vu la délibération 2021 DASCO 51 des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 portant organisation de la restauration scolaire dans les collèges publics parisiens ;

Vu la délibération 2022 DASCO 38 des 5, 6, 7 et 8 juillet 2022 par laquelle les principes de l'intégration du collège François Couperin dans le périmètre de la Caisse des écoles secteur Paris centre, ainsi que d'une subvention complémentaire de fonctionnement, sont adoptés ;

Vu la convention d'objectifs et de financement pour la période 2022-2024 conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du secteur Paris centre, en date du 22 octobre 2021 ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer à la Caisse des écoles du secteur Paris centre une subvention d'investissement (31.013,30 euros) dans le cadre de la reprise d'exploitation du service de restauration scolaire du collège François Couperin ;

Vu l'avis émis par le conseil du secteur Paris centre en date du 28 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'investissement est attribuée à la Caisse des écoles du Secteur Paris centre, au titre de l'équipement du service de restauration du collège François Couperin, à la suite de son intégration dans le périmètre du service de restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire confié à la Caisse des écoles du secteur Paris centre, d'un montant de 31 013,30 euros. Cette somme correspond aux dépenses suivantes :

Intitulé des équipements	Quantité	Prix total hors taxes
Vitrine froide avec réserves	1	13 671,20€
Enregistreur de disques	2	873,22€
Armoire positive GN 2/1, 1361 L	1	4 159,00€
Armoire de maintien en température (+75°C)	1	4 821,00€
Livraison, installation, raccordement et mise en service	1	2 320,00€
Total hors taxes		**25 844,42€**
Total toutes taxes comprises		**31 013,30€**

Article 2 : La subvention prévue à l'article 1 est versée dans son intégralité à la Caisse des écoles du secteur Paris centre avant la fin de l'année 2022. La dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2022.

Article 3 : La Caisse des écoles du secteur Paris centre communique à la Ville de Paris l'ensemble des justificatifs et factures correspondant aux achats d'équipements et prestations de services listées à l'article 1 avant le 30 juin 2023.

Article 4 : La non utilisation de tout ou partie du montant versé, constatée sur la base des justificatifs prévus à l'article 3, donne lieu à reversement des sommes correspondantes à la Ville de Paris par la Caisse des écoles du secteur Paris centre.

2022 DASCO 81 Caisse des écoles (11e) - Subvention d'investissement (99.939,24 euros) au titre de la restauration scolaire des collèges Beaumarchais et Alain Fournier.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.2511-2, L.2511-13, L.2511-29 ;

Vu le Code de l'Education, notamment ses articles L.212-10, L.213-1, L.213-2 et suivants ;

Vu la délibération 2021 DASCO 63 du Conseil de Paris des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 fixant les modalités de conventionnement et de financement par la Ville de Paris pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire pour la période 2022-2024 ;

Vu la délibération 2021 DASCO 51 des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 portant organisation de la restauration scolaire dans les collèges publics parisiens ;

Vu la délibération 2022 DASCO 40 des 5, 6, 7 et 8 juillet 2022 par laquelle les principes de l'intégration du collège Beaumarchais dans le périmètre de la Caisse des écoles du 11e arrondissement, ainsi que d'une subvention complémentaire de fonctionnement, sont adoptés ;

Vu la convention d'occupation du domaine public conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du 11e arrondissement, en date du 30 octobre 2014 ;

Vu la convention d'objectifs et de financement pour la période 2022-2024 conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du 11e arrondissement, en date du 22 octobre 2021 ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer à la Caisse des écoles du 11e arrondissement une subvention d'investissement (99.939,24 euros) dans le cadre de la reprise d'exploitation du service de restauration scolaire des collèges Beaumarchais et Alain Fournier ;

Vu l'avis émis par le conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'investissement est attribuée à la Caisse des écoles du 11e arrondissement, au titre de l'équipement du service de restauration du collège Beaumarchais, à la suite de leur intégration dans le périmètre du service de restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire confié à la Caisse des écoles du 11e arrondissement, d'un montant de 20.062,22 euros. Cette somme correspond aux dépenses suivantes :

Intitulé des équipements	Quantité	Prix total hors taxes
Equipements frigorifiques de 3 chambres froides	3	7 740,52€
Système d'enregistrement web	1	2 278,00€
Livraison, mise en service, raccordement, essais	1	6 700,00€
Total hors taxes		**16 718,52€**
Total toutes taxes comprises		**20 062,22€**

Article 2 : La Caisse des écoles du 11e arrondissement est chargée de réaliser des travaux de rénovation des locaux dédiés au service public de la restauration scolaire du collège Alain Founier, situé 87 rue Léon-Frot à Paris 11e, afin de préparer sa reprise en gestion prévue le 1er septembre 2023.

Article 3 : Une subvention d'investissement est attribuée à la Caisse des écoles du 11e arrondissement, au titre des travaux mentionnés à l'article 2, d'un montant de 79.877,02 euros. Cette somme correspond aux interventions listées ci-dessous, à titre indicatif :

Intitulé des interventions	Quantité	Prix total hors taxes
Général chantier maçonnerie (montage, protection, nettoyage)	1	1 345,00€
Rénovation circulations	1	16 549,91€
Rénovation plonge / légumerie	1	1 377,18€
Rénovation cuisine	1	12 413,00€
Rénovation plonge	1	1 854,90€
Rénovation débarrassage déchets alimentaires	1	2 088,26€
Rénovation réserve humide	1	11 896,48€
Rénovation vestiaires du personnel	1	3 783,20€
Rénovation accès	1	1 279,45€
Baguettes d'angle	1	2 205,00€
Plomberie	1	3 186,80€
Forfait pilotage du chantier	1	3 500,00€
Intervention électricité	1	5 085,00€
Total hors taxes		**66 564,18€**
Total toutes taxes comprises		**79 877,02€**

Article 4 : Les subventions prévues aux articles 1 et 3 sont versées dans leur intégralité à la Caisse des écoles du 11e arrondissement avant la fin de l'année 2022. La dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2022.

Article 5 : La Caisse des écoles du 11e arrondissement communique à la Ville de Paris l'ensemble des justificatifs et factures correspondant aux achats d'équipements et prestations de services listées aux articles 1 et 3 avant le 30 juin 2023.

Article 6 : La non utilisation de tout ou partie du montant versé, constatée sur la base des justificatifs prévus à l'article 5, donne lieu à reversement des sommes correspondantes à la Ville de Paris par la Caisse des écoles du 11e arrondissement.

Article 7 : Le projet de convention relative à l'organisation de la phase préparatoire à la reprise du service de restauration scolaire du collège Alain Fournier par la Caisse des écoles du 11e arrondissement, entre la Ville de Paris, la Caisse des écoles du 11e arrondissement et le Collège Alain Fournier, est approuvé.

Article 8 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention approuvée à l'article 7.

2022 DASCO 82 Caisse des écoles (12e) - Subvention d'investissement (81.607,90 euros) au titre de la restauration scolaire des collèges Guy Flavien et Germaine Tillion.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.2511-2, L.2511-13, L.2511-29 ;

Vu le Code de l'Education, notamment ses articles L.212-10, L.213-1, L.213-2 et suivants ;

Vu la délibération 2021 DASCO 63 du Conseil de Paris des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 fixant les modalités de conventionnement et de financement par la Ville de Paris pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire pour la période 2022-2024 ;

Vu la délibération 2021 DASCO 51 des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 portant organisation de la restauration scolaire dans les collèges publics parisiens ;

Vu la délibération 2022 DASCO 41 des 5, 6, 7 et 8 juillet 2022 par laquelle les principes de l'intégration des collèges Guy-Flavien et Germaine-Tillion dans le périmètre de la Caisse des écoles du 12e arrondissement, ainsi que d'une subvention complémentaire de fonctionnement, sont adoptés ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer à la Caisse des écoles du 12e arrondissement une subvention d'investissement (81.607,90

euros) dans le cadre de la reprise d'exploitation du service de restauration scolaire des collèges Guy Flavien et Germaine Tillion ;
Vu l'avis émis par le conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'investissement est attribuée à la Caisse des écoles du 12e arrondissement, au titre de l'équipement du service de restauration des collèges Guy Flavien et Germaine Tillion, à la suite de leur intégration dans le périmètre du service de restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire confié à la Caisse des écoles du 12e arrondissement, d'un montant de 81.607,90 euros. Cette somme correspond aux dépenses suivantes :

Collège Guy Flavien :

Intitulé des équipements	Quantité	Prix total hors taxes
Trancheur électrique	1	1 996,68€
Armoire haute porte coulissante	3	7 829,16€
Cutter de table R4 V.V.	1	1 591,93
Livraison	1	425,00€
Installation	1	550,00€
Total hors taxes		**12 392,77€**
Total toutes taxes comprises		**14 871,32€**

Collège Germaine Tillion :

Intitulé des équipements	Quantité	Prix total hors taxes
Table mobile TS15N adossée	2	1 812,42€
Coupe légumes CL52 + disques	1	2 789,43€
Essoreuse ES10	1	3 322,44€
Table de cuisson + plan de travail	1	7 967,60€
Trancheur électrique	1	1 996,68€
Meuble à plateaux / pain / couverts	1	1 225,25€
Meuble neutre + habillage	1	1 305,20€
Vitrine réfrigérée + bac évaporation + habillage	2	22 688,90€
Elément de façade	1	505,05€
Bain marie + tablette neutre + prise électrique + habillage	1	4 826,90€
Meuble neutre + habillage	1	1 305,20€
Armoire froide positive	1	2 268,75€
Dépose et enlèvement	1	1 100,00€
Fouriture et installation	1	2 500,00€
Total hors taxes		**55 613,82€**
Total toutes taxes comprises		**66 736,58€**

Article 2 : La subvention prévue à l'article 1 est versée dans son intégralité à la Caisse des écoles du 12e arrondissement avant la fin de l'année 2022. La dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2022.
Article 3 : La Caisse des écoles du 12e arrondissement communique à la Ville de Paris l'ensemble des justificatifs et factures correspondant aux achats d'équipements et prestations de services listées à l'article 1 avant le 30 juin 2023.
Article 4 : La non utilisation de tout ou partie du montant versé, constatée sur la base des justificatifs prévus à l'article 3, donne lieu à reversement des sommes correspondantes à la Ville de Paris par la Caisse des écoles du 12e arrondissement.

2022 DASCO 83 Caisse des écoles (13e) - Subvention d'investissement (31.844,38 euros) au titre de la restauration scolaire des collèges Camille Claudel et Elsa Triolet.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.2511-2, L.2511-13, L.2511-29 ;
Vu le Code de l'Education, notamment ses articles L.212-10, L.213-1, L.213-2 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DASCO 63 du Conseil de Paris des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 fixant les modalités de conventionnement et de financement par la Ville de Paris pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire pour la période 2022-2024 ;
Vu la délibération 2021 DASCO 51 des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 portant organisation de la restauration scolaire dans les collèges publics parisiens ;

Vu la délibération 2022 DASCO 42 des 5, 6, 7 et 8 juillet 2022 par laquelle les principes de l'intégration des collèges Camille Claudel et Elsa Triolet dans le périmètre de la Caisse des écoles du 13e arrondissement, ainsi que d'une subvention complémentaire de fonctionnement, sont adoptés ;
Vu la convention d'occupation du domaine public conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du 13e arrondissement, en date du 30 octobre 2014 ;
Vu la convention d'objectifs et de financement pour la période 2022-2024 conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du 13e arrondissement, en date du 22 octobre 2021 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer à la Caisse des écoles du 13e arrondissement une subvention d'investissement (31.844,38 euros) dans le cadre de la reprise d'exploitation du service de restauration scolaire des collèges Camille Claudel et Elsa Triolet ;
Vu l'avis émis par le conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'investissement est attribuée à la Caisse des écoles du 13e arrondissement, au titre de l'équipement du service de restauration des collèges Camille Claudel et Elsa Triolet, à la suite de leur intégration dans le périmètre du service de restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire confié à la Caisse des écoles du 13e arrondissement, d'un montant de 28.904,38 euros. Cette somme correspond aux dépenses suivantes :

Camille Claudel :

Intitulé des équipements	Quantité	Prix total hors taxes
Armoire froide à chariot 1200	1	4 879,58€
Installation	1	594,00€
Total hors taxes		**5 473,58€**
Total toutes taxes comprises		**6 568,30€**

Elsa Triolet:

Intitulé des équipements	Quantité	Prix total hors taxes
Sauteuse brasière 150L	1	16 738,56€
Guide jet	1	386,84€
Installation + manutention spécialisée	1	1 488,00€
Total hors taxes		**18 613,40€**
Total toutes taxes comprises		**22 336,08€**

Article 2 : La Caisse des écoles du 13e arrondissement est chargée, à sa demande, de réaliser des travaux électriques pour l'alimentation d'un équipement de cuisson, dans les locaux dédiés au service public de la restauration scolaire du collège Elsa Triolet, situé 9 rue Yéo-Thomas à Paris 13e.
Article 3 : Une subvention d'investissement est attribuée à la Caisse des écoles du 13e arrondissement, au titre des travaux mentionnés à l'article 2, d'un montant de 2.940,00 euros.
Article 4 : Les subventions prévues aux articles 1 et 3 sont versées dans leur intégralité à la Caisse des écoles du 13e arrondissement avant la fin de l'année 2022. La dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2022.
Article 5 : La Caisse des écoles du 13e arrondissement communique à la Ville de Paris l'ensemble des justificatifs et factures correspondant aux achats d'équipements et prestations de services listées aux articles 1 et 2 avant le 30 juin 2023.
Article 6 : La non utilisation de tout ou partie du montant versé, constatée sur la base des justificatifs prévus à l'article 5, donne lieu à reversement des sommes correspondantes à la Ville de Paris par la Caisse des écoles du 13e arrondissement.

2022 DASCO 84 Caisse des écoles (14e) - Subvention d'investissement (27.291,60 euros) au titre de la restauration scolaire du collège Alberto Giacometti.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.2511-2, L.2511-13, L.2511-29 ;
Vu le Code de l'Education, notamment ses articles L.212-10, L.213-1, L.213-2 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DASCO 63 du Conseil de Paris des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 fixant les modalités de conventionnement et de financement par la Ville de Paris pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire pour la période 2022-2024 ;
Vu la délibération 2021 DASCO 51 des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 portant organisation de la restauration scolaire dans les collèges publics parisiens ;

Vu la délibération 2022 DASCO 43 des 5, 6, 7 et 8 juillet 2022 par laquelle les principes de l'intégration du collège Alberto Giacometti dans le périmètre de la Caisse des écoles du 14e arrondissement, ainsi que d'une subvention complémentaire de fonctionnement, sont adoptés ;
Vu la convention d'occupation du domaine public conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du 14e arrondissement, en date du 30 octobre 2014 ;
Vu la convention d'objectifs et de financement pour la période 2022-2024 conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du 14e arrondissement, en date du 22 octobre 2021 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer à la Caisse des écoles du 14e arrondissement une subvention d'investissement (27.291,60 euros) dans le cadre de la reprise d'exploitation du service de restauration scolaire du collège Alberto Giacometti ;
Vu l'avis émis par le conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'investissement est attribuée à la Caisse des écoles du 14e arrondissement, au titre de l'équipement du service de restauration du collège Alberto Giacometti, à la suite de son intégration dans le périmètre du service de restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire confié à la Caisse des écoles du 14e arrondissement, d'un montant de 23.619,60 euros. Cette somme correspond aux dépenses suivantes :

Intitulé des équipements	Quantité	Prix total hors taxes
Sauteuse Vario pro L	1	13 779,00€
Accessoires	1	711,00€
Option cuisson pression	1	2 320,00€
Soubassement hauteur réglable	1	2 323,00€
Forfait installation	1	550,00€
Total hors taxes		**19 683,00€**
Total toutes taxes comprises		**23 619,60€**

Article 2 : La Caisse des écoles du 14e arrondissement est chargée, à sa demande, de réaliser des travaux électriques pour l'alimentation d'une future plonge, dans les locaux dédiés au service public de la restauration scolaire du collège Alberto Giacometti, situé 7 rue du Cange à Paris 14e.
Article 3 : Une subvention d'investissement est attribuée à la Caisse des écoles du 14e arrondissement, au titre des travaux mentionnés à l'article 2, d'un montant de 3.672,00 euros. Cette somme correspond aux interventions listées ci-dessous, à titre indicatif :

Intitulé des interventions	Quantité	Prix total hors taxes
Déplacement	1	120,00€
Dépose des dalles de faux plafond	1	250,00€
Remise en place en fin de travaux	1	350,00€
Percements des planchers béton	1	240,00€
Fourniture et pose d'un cable G21 électrique	1	1 500,00€
Branchement dans le tableau	1	450,00€
Mise en attente à côté de la future machine	1	150,00€
Total hors taxes		**3 060,00€**
Total toutes taxes comprises		**3 672,00€**

Article 4 : Les subventions prévues aux articles 1 et 3 sont versées dans leur intégralité à la Caisse des écoles du 14e arrondissement avant la fin de l'année 2022. La dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2022.
Article 5 : La Caisse des écoles du 14e arrondissement communique à la Ville de Paris l'ensemble des justificatifs et factures correspondant aux achats d'équipements et prestations de services listées aux articles 1 et 3 avant le 30 juin 2023.
Article 6 : La non utilisation de tout ou partie du montant versé, constatée sur la base des justificatifs prévus à l'article 5, donne lieu à reversement des sommes correspondantes à la Ville de Paris par la Caisse des écoles du 14e arrondissement.

2022 DASCO 85 Caisse des écoles (15e) - Subvention d'investissement (39.163,58 euros) au titre de la restauration scolaire des collèges Guillaume Apollinaire et Mme de Staël.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.2511-2, L.2511-13, L.2511-29 ;
Vu le Code de l'Education, notamment ses articles L.212-10, L.213-1, L.213-2 et suivants ;

Vu la délibération 2021 DASCO 63 du Conseil de Paris des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 fixant les modalités de conventionnement et de financement par la Ville de Paris pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire pour la période 2022-2024 ;
Vu la délibération 2021 DASCO 51 des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 portant organisation de la restauration scolaire dans les collèges publics parisiens ;
Vu la délibération 2022 DASCO 44 des 5, 6, 7 et 8 juillet 2022 par laquelle les principes de l'intégration des collèges Guillaume Apollinaire et Mme de Staël dans le périmètre de la Caisse des écoles du 15e arrondissement, ainsi que d'une subvention complémentaire de fonctionnement, sont adoptés ;
Vu la convention d'objectifs et de financement pour la période 2022-2024 conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du 15e arrondissement, en date du 22 octobre 2021 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer à la Caisse des écoles du 15e arrondissement une subvention d'investissement (39.163,58 euros) dans le cadre de la reprise d'exploitation du service de restauration scolaire des collèges Guillaume Apollinaire et Mme de Staël ;
Vu l'avis émis par le conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'investissement est attribuée à la Caisse des écoles du 15e arrondissement, au titre de l'équipement du service de restauration des collèges Guillaume Apollinaire et Mme de Staël, à la suite de leur intégration dans le périmètre du service de restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire confié à la Caisse des écoles du 15e arrondissement, d'un montant de 39 163,58 euros. Cette somme correspond aux dépenses suivantes :

Mme-de-Staël :

Intitulé des équipements	Quantité	Prix total hors taxes
Thermoport chauffant	3	14 356,53€
Thermoport non chauffant	2	5 587,30€
Plaque eutectique GN 1/1	5	529,25€
Cutter coupe légumes	1	2 532,63€
Accessoires cutter	1	432,18€
Armoire froide négative	1	2 614,20€
Total hors taxes		**26 052,09€**
Total toutes taxes comprises		**31 262,51€**

Guillaume-Apollinaire :

Intitulé des équipements	Quantité	Prix total hors taxes
Essoreuse	1	2 683,73€
Eplucheuse	1	3 280,00€
Socle avec filtre anti-mousse	1	620,49€
Total hors taxes		**6 584,22€**
Total toutes taxes comprises		**7 901,06€**

Article 2 : La subvention prévue à l'article 1 est versée dans son intégralité à la Caisse des écoles du 15e arrondissement avant la fin de l'année 2022. La dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2022.
Article 3 : La Caisse des écoles du 15e arrondissement communique à la Ville de Paris l'ensemble des justificatifs et factures correspondant aux achats d'équipements et prestations de services listées à l'article 1 avant le 30 juin 2023.
Article 4 : La non utilisation de tout ou partie du montant versé, constatée sur la base des justificatifs prévus à l'article 3, donne lieu à reversement des sommes correspondantes à la Ville de Paris par la Caisse des écoles du 15e arrondissement.

2022 DASCO 86 Caisse des écoles (20e) - Subvention d'investissement (24.162 euros) au titre de la restauration scolaire du collège Pierre Mendès France.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.2511-2, L.2511-13, L.2511-29 ;
Vu le Code de l'Education, notamment ses articles L.212-10, L.213-1, L.213-2 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DASCO 63 du Conseil de Paris des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 fixant les modalités de conventionnement et de financement par la Ville de Paris pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire pour la période 2022-2024 ;

Vu la délibération 2021 DASCO 51 des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 portant organisation de la restauration scolaire dans les collèges publics parisiens ;
Vu la délibération 2022 DASCO 45 des 5, 6, 7 et 8 juillet 2022 par laquelle les principes de l'intégration du collège Pierre-Mendès-France dans le périmètre de la Caisse des écoles du 20e arrondissement, ainsi que d'une subvention complémentaire de fonctionnement, sont adoptés ;
Vu la convention d'occupation du domaine public conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du 20e arrondissement, en date du 30 octobre 2014 ;
Vu la convention d'objectifs et de financement pour la période 2022-2024 conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du 20e arrondissement, en date du 22 octobre 2021 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer à la Caisse des écoles du 20e arrondissement une subvention d'investissement (24.162 euros) dans le cadre de la reprise d'exploitation du service de restauration scolaire du collège Pierre Mendès France ;
Vu l'avis émis par le conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'investissement est attribuée à la Caisse des écoles du 20e arrondissement, au titre de la rénovation du service de restauration du collège Pierre Mendès France, à la suite de son intégration dans le périmètre du service de restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire confié à la Caisse des écoles du 20e arrondissement, d'un montant de 24.162 euros. Cette somme correspond aux dépenses suivantes :

Intitulé des équipements	Quantité	Prix total hors taxes
Porte double	3	6 345,00€
Porte simple	4	6 160,00€
Habillage des murs	1	3 930,00€
Livraison, installation du matériel	1	500,00€
Evacuation ancien matériel	1	200,00€
Protection bas de porte	1	900,00€
Maîtrise d'œuvre et déplacement	1	2 100,00€
Total hors taxes		**20 135,00€**
Total toutes taxes comprises		**24 162,00€**

Article 2 : La subvention prévue à l'article 1 est versée dans son intégralité à la Caisse des écoles du 20e arrondissement avant la fin de l'année 2022. La dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2022.
Article 3 : La Caisse des écoles du 20e arrondissement communique à la Ville de Paris l'ensemble des justificatifs et factures correspondant aux achats d'équipements et prestations de services listées à l'article 1 avant le 30 juin 2023.
Article 4 : La non utilisation de tout ou partie du montant versé, constatée sur la base des justificatifs prévus à l'article 3, donne lieu à reversement des sommes correspondantes à la Ville de Paris par la Caisse des écoles du 20e arrondissement.

2022 DASCO 87 Subventions (284.000 euros) avec conventions ou avenants, à des associations pour des résidences artistiques dans les collèges dans le cadre de l'Art pour Grandir et de l'Olympiade Culturelle.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'éducation ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation la signature de conventions ou avenants pour des résidences artistiques dans les collèges dans le cadre de l'Art pour Grandir et l'Olympiade Culturelle, et l'attribution des subventions associées ;
Vu la convention du 10 décembre 2021 relative au soutien financier de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif De rue et de cirque (SCIC SARL) ;
Vu la convention du 3 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association Maison du Geste et de l'Image ;
Vu la convention du 5 janvier 2022 relative au soutien financier de l'établissement public Cité de la Musique Philharmonie de Paris ;
Vu la convention du 5 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association Orchestre de Chambre de Paris ;
Vu la convention du 5 janvier 2022 relative au soutien financier de la Société par Actions Simplifiée Madline ;

Vu la convention du 5 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association « ARCAL » ;
Vu la convention du 5 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association Institut des cultures d'Islam ;
Vu la convention du 6 janvier 2022 relative au soutien financier de la SARL Théâtre du Rond-Point ;
Vu la convention du 6 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association Maison de la Poésie ;
Vu la convention du 7 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association parisienne pour l'animation culturelle et sportive (APACS)/Théâtre13 ;
Vu la convention du 6 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association Théâtre ouvert ;
Vu la convention du 10 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association International Visual Theatre ;
Vu la convention du 10 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association Atelier de Paris - CDCN ;
Vu la convention du 11 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association des Concerts Pasdeloup ;
Vu la convention du 11 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association Festival d'Automne à Paris ;
Vu la convention du 17 janvier 2022 relative au soutien financier de l'Établissement public de coopération culturelle 104 Centquatre ;
Vu la convention du 17 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association Cité-Théâtre ;
Vu la convention du 17 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association La Maison Ouverte ;
Vu la convention du 17 janvier 2022 relative au soutien financier de l'Association Paris-Audiovisuel - Maison Européenne de la Photographie ;
Vu la convention du 17 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association La Place, centre culturel hip hop ;
Vu la convention du 20 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association Les Plateaux Sauvages ;
Vu la convention du 20 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association L'Etoile du Nord ;
Vu la convention du 20 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association Théâtre aux Mains Nues ;
Vu la convention du 21 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association Théâtre du Monfort ;
Vu la convention du 28 janvier 2022 relative au soutien financier de l'établissement public de coopération culturelle « Maison des Métallos » ;
Vu la convention du 31 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association Théâtre de la marionnette ;
Vu la convention du 3 février 2022 relative au soutien financier de l'association le BAL ;
Vu la convention relative au versement d'un premier acompte de 72.600 euros à l'association Cinémas indépendants parisiens, au titre du fonctionnement 2022, approuvé par la délibération 2021 DAC 720 du 14 juin 2022 ;
Vu la convention relative à la subvention pour résidence artistique de l'association L'ensemble Les Talens Lyriques, en cours de signature autorisée par la délibération 2022 DAC 149 ;
Vu la convention relative au soutien financier à l'association Le Concert spirituel, en cours de signature autorisée par la délibération 2022 DAC 149 ;
Vu la convention relative au soutien financier de l'association Atelier des artistes en exil, en cours de signature autorisée par la délibération 2022 DAC 234 ;
Vu l'avis émis par le conseil de Paris centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 16e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire est autorisée à signer les conventions et avenants, tels que joints au présent projet.

Article 2 : Une subvention de 10.000 euros est attribuée au « Centquatre » (19e) (181068, 2022_06417, 2022_06418) pour deux résidences artistiques en collège « Les lignes et le temps » et « Jade Tang ».

Article 3 : Une subvention de 10.000 euros est attribuée à l'« Association Cité Théâtre » (14e) (187793, 2022_06355) pour deux résidences artistiques en collège « Un pour tous, tous pour un ».
Article 4 : Une subvention de 10.000 euros est attribuée à l'« Association des concerts Pasdeloup » (Paris Centre) (20375, 2022_06419) pour deux résidences artistiques en collège « Découverte de l'univers symphonique et parrainage d'élèves ».
Article 5 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à l'« Atelier de recherche et de création pour l'art lyrique » (20e) (20555, 2022_06398) pour une résidence artistique en collège « Chimène, faire entendre sa voix ».
Article 6 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée « Centre National des dramaturgies contemporaines / Théâtre Ouvert » (18e) (31301, 2022_06391) pour une résidence artistique « Du texte à la scène : à la découverte du théâtre d'aujourd'hui ».
Article 7 : Une subvention de 10.000 euros est attribuée à la « Compagnie KeatBeck » (10e) (173421, 2022_06407) pour deux résidences artistiques en collège « Apprends-moi ta danse : Olympics » et « Dance Keat Olympics ».
Article 8 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à la « Coopérative de rue et de cirque » (11e) (19110, 2022_06445) pour une résidence artistique en collège « LFD - La Fabrique dansée #5 ».
Article 9 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à l'« Ensemble Les Talens Lyriques » (9e) (20119, 2022_06408) pour une résidence artistique en collège « Les Talens au collège - Découverte de la musique baroque ».
Article 10 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à l'« Institut des Cultures d'Islam » (18e) (20149, 2022_06427) pour une résidence artistique en collège « Sculpte tes histoires ».
Article 11 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à l'« International Visual Theatre » (9e) (20064, 2022_06387) pour une résidence artistique en collège « Au-delà des mots ».
Article 12 : Une subvention de 10.000 euros est attribuée à la « Cité de la musique - Philharmonie de Paris » (19e) (181017, 2022_06446, 2022_06447) pour deux résidences artistiques en collège « Chant d'oiseau » et « Écologie sonore ».
Article 13 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à l'association « La Maison ouverte » (13e) (20808, 2022_06387) pour une résidence artistique en collège « Improvisations sportives et théâtrales ».
Article 14 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à « La Place, centre culture hip-hop » (Paris Centre) (182456, 2022_06467) pour une résidence artistique en collège « Atelier d'écriture et oralité autour du Rap ».
Article 15 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à l'association « Le Concert Spirituel » (Paris Centre) (46822, 2022_06399) pour une résidence artistique en collège « Une classe / un parrain : à la découverte du baroque ».
Article 16 : Une subvention de 10.000 euros est attribuée à l'association « Les Plateaux Sauvages » (20e) (187676, 2022_06346) pour deux résidences artistiques en collège « Transmission artistique Robert Doisneau 2022 » et « Transmission artistique Colette Besson 2022 ».
Article 17 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à « L'Étoile du nord » (18e) (16322, 2022_06525) pour une résidence artistique en collège « Jeu de dames 360° ».
Article 18 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à « Madline » (18e) (192173, 2022_06423) pour une résidence artistique en collège « La Symphonie des Mots - Episode VI : du Rythmotcorps ».
Article 19 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à « Paris audiovisuel - Maison Européenne de la Photographie » (Paris Centre) (51461, 2022_06994) pour une résidence artistique en collège « Histoires des gestes ».
Article 20 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à l'« Orchestre de chambre de Paris » (19e) (20963, 2022_06388) pour une résidence artistique en collège « Sinfonia Villette ».
Article 21 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée au « Théâtre aux mains nues » (20e) (19565, 2022_06490) pour une résidence artistique en collège « Manteau d'Arlequin et poésies à jouer ».
Article 22 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée au « Théâtre de la Marionnette à Paris » (6e) (53761, 2022_06433) pour une résidence artistique en collège « La belle transition ».
Article 23 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée au « Théâtre du Rond-Point » (8e) (182481, 2022_06486) pour une résidence artistique en collège « Le marathon des Dieux ».
Article 24 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée au « Théâtre du Shabano » (10e) (12502, 2022_06469) pour une résidence artistique en collège « La nature et moi ».
Article 25 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée au « Théâtre Silvia Monfort » (15e) (51803, 2022_06400) pour une résidence artistique en collège « Shakespeare dans tous ses états ! ».
Article 26 : Une subvention de 5.000 est attribuée à l'« Association du Festival d'Automne à Paris » (1er) (8381, 2022_06444) pour une résidence artistique en collège « Juke Vox ».
Article 27 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à l'« Association parisienne pour l'animation culturelle et sportive / Théâtre 13 » (13e) (20185, 2022_06449) pour une résidence artistique en collège « Théâtre sportif ».
Article 28 : Une subvention de 10.000 euros est attribuée à l'« Association Vibrisses » (18e) (195254, 2022_06464) pour deux résidences artistiques en collège « Figures ».

Article 29 : Une subvention de 10.000 est attribuée à l'« Atelier de Paris Carolyn Carlson » (12e) (20428, 2022_06397) pour deux résidences artistiques en collège « Animé.es » et « Danse avec Ailes ».
Article 30 : Une subvention de 10.000 euros est attribuée à l'« Atelier des artistes en exil » (11e) (188418, 2022_06465) pour deux résidences artistiques en collège « L'atelier street art » et « Let's dance ».
Article 31 : Une subvention de 15.000 euros (10.000 euros au titre de l'Art pour Grandir, 5.000 euros au titre de la Mission Cinéma) est attribuée aux « Cinémas Indépendants Parisiens » (4e) (22061, 2022_06450) pour deux résidences artistiques en collège « Réalisez un court-métrage documentaire » et « Réalisez un court-métrage d'animation de A à Z ».
Article 32 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à « Hack The Radio » (14e) (200106, 2022_06479) pour une résidence artistique en collège « Podcasts et sport ».
Article 33 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à « La Fabrique des Petits Hasards » (17e) (11246, 2022_06420) pour une résidence artistique en collège « Ecole de spectateurs - Résidence de création et ateliers artistiques en collège ».
Article 34 : Une subvention de 10.000 euros est attribuée à « La Générale Nord-Est » (11e) (20772, 2022_06380, 2022_06402) pour deux résidences artistiques en collège « Flux » et « Récits d'exils : autofictions et témoignages ».
Article 35 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à « La Tornade » (Paris Centre) (55781, 2022_06468) pour une résidence artistique en collège « Comédie musicale 2022 ».
Article 36 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à « Le Bal » (18e) (15948, 2022_06478) pour une résidence artistique en collège « La Fabrique du Regard - création photographique et numérique ».
Article 37 : Une subvention de 10.000 euros est attribuée à « L'Orange rouge » (19e) (20678, 2022_06385, 2022_06386) pour deux résidences artistiques en collège « Résidences artistiques en dispositif ULIS C Hegron / Lacorre » et « Résidences artistiques en dispositif ULIST Casciani / Dolto ».
Article 38 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à la « Maison de la Poésie » (3e) (21191, 2022_06430) pour une résidence artistique en collège « Corpé Diem ».
Article 39 : Une subvention de 4.000 euros est attribuée à la « Maison des Métallos » (11e) (180823, 2022_06480) pour une résidence artistique en collège « Portraits intérieurs ».
Article 40 : Une subvention de 10.000 euros est attribuée à la « Maison du Geste et de l'Image Centre de Recherche et d'Education Artistique » (Paris Centre) (19415, 2022_06411) pour deux résidence artistique en collège « Libère ta culture, cultive ta liberté ! » et « Notre Far Away ».
Article 41 : Une subvention de 20.000 euros est attribuée à la « Société publique locale du Carreau du Temple » (Paris Centre) (168163, 2022_06414, 2022_09325) pour deux résidences artistique en collège « Passement de jambes 2022 » (5.000 euros) et « résidence croisée avec le Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis » (15.000 euros)
Article 42 : La dépense correspondante, soit 284.000 euros, est imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris et ainsi répartie :
- 150.000 euros au titre de l'Art pour grandir, sur le budget de la Direction des Affaires Scolaires
- 134.000 euros sur le budget de la Direction des Affaires Culturelles
- 129.000 euros au titre de l'Art pour grandir
- 5.000 euros au titre de la Mission Cinéma

2022 DASCO 89 Subvention (62.000 euros) et convention d'objectifs avec l'association « Coup de Pouce, Partenaire de la réussite à l'école » pour l'année scolaire 2022-2023.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de l'éducation ;
Vu le Projet Educatif Territorial Parisien 2021-2026 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer une nouvelle convention annuelle avec l'association et propose d'attribuer une subvention de 62 000 euros à l'association « Coup de Pouce, Partenaire de la réussite à l'école » pour l'année scolaire 2022-2023 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs avec l'association « Coup de Pouce, Partenaire de la réussite à l'école » pour l'année scolaire 2022-2023, reconductible annuellement avec accord express des parties dans la limite de 5 ans, telle qu'annexée à la présente délibération.
Article 2 : Une subvention de 62 000 euros est attribuée à l'association « Coup de Pouce, Partenaire de la réussite à l'école » (111621) afin de permettre le fonctionnement du dispositif pendant l'année scolaire 2022-2023.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée au budget municipal de fonctionnement de l'exercice 2022 à hauteur de 70%, et le suivant à hauteur de 30%, sous réserve de la décision de financement pour ce dernier.

2022 DASCO 90 Académie du Climat - Convention de partenariat avec le Laboratoire Collaboratif de conception et de fabrication - Villette Makerz.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer une convention de partenariat avec le Laboratoire Collaboratif de conception et de fabrication - Villette Makerz ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer, avec le Laboratoire Collaboratif de conception et de fabrication - Villette Makerz la convention de partenariat annexée à la présente délibération.

2022 DASCO 91 Convention de partenariat avec l'association Mission Locale de Paris.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer une convention de partenariat avec l'association Mission Locale de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer, avec l'association Mission Locale de Paris, la convention de partenariat annexée à la présente délibération.

2022 DASCO 92 Académie du Climat - Subvention (10.000 euros) et convention annuelle d'objectifs et de partenariat avec l'association Cultures aux Jardins.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer une convention annuelle d'objectifs et de partenariat avec l'association Cultures aux Jardins et de lui verser une subvention ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Cultures aux Jardins, la convention annuelle d'objectifs et de partenariat annexée à la présente délibération.
Article 2 : Une subvention d'un montant de 10 000 euros est attribuée à l'association Cultures aux Jardins sise 26 rue du Commerce, 37600 Saint Flovier (PARIS ASSOS 166021).
Article 3 : La dépense correspondante sera inscrite au budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022 et suivants sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DASCO 94 Académie du Climat - Subvention (1.000 euros) et convention d'objectifs et de partenariat avec l'association Humeco.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L.2111-1 et suivants et L.2125-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention à l'association Humeco ainsi que la signature d'une convention d'objectifs et de partenariat ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention d'objectifs et de partenariat et l'attribution d'une subvention, dont le texte est annexé à la présente délibération, avec l'association Humeco.
Article 2 : Une subvention d'un montant de 1000 € est attribuée à l'association Humeco 31 rue Voltaire 93100 Montreuil (Paris AssoS 198899).
Cette participation sera versée à l'association selon l'échéancier indiqué dans l'avenant.
Article 3 : La dépense correspondante sera inscrite au budget de fonctionnement de la Ville de Paris (exercice 2022 et suivants) sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DASCO 95 Académie du Climat - Subvention (1.000 euros) et convention annuelle d'objectifs et de partenariat avec l'Institut de la Transition Environnementale - Alliance Sorbonne Université.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de verser une subvention d'un montant de 1000 € et de signer une convention annuelle d'objectifs et de partenariat avec l'Institut de la Transition Environnementale - Alliance Sorbonne Université ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer, avec l'Institut de la Transition Environnementale - Alliance Sorbonne Université la convention annuelle d'objectifs et de partenariat annexée à la présente délibération.
Article 2 : Une subvention d'un montant de 1000 € est attribuée à Institut de la Transition Environnementale - Alliance Sorbonne Université, 4 Place Jussieu 75005 Paris.
Cette participation sera versée à l'association selon l'échéancier indiqué dans la convention.
Article 3 : La dépense correspondante sera inscrite au budget de fonctionnement de la Ville de Paris (exercice 2022 et suivants) sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DASCO 96 Divers collèges - Dotations (1.087.099 euros) pour le soutien de la Ville de Paris aux projets éducatifs.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.2511-1 à L.2512-29 ;
Vu le Code de l'éducation, notamment son article L.213-2 ;
Vu la convention signée le 30 septembre 2021 entre la Ville de Paris, le Rectorat, la Préfecture et la Caisse d'allocations familiales de Paris relative au Projet éducatif de territoire parisien 2021-2026 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer des dotations aux collèges pour le financement de projets éducatifs ;
Vu l'avis émis par le conseil de Paris centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 6e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 7e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 8e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 16e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Vu l'avis émis par le conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Des dotations sont attribuées, en fonctionnement, aux collèges pour le financement de projets éducatifs pour l'année scolaire 2022-2023. Leur montant maximal est précisé par collège dans le tableau annexé à la présente délibération.

Article 2 : Le versement du montant de la dotation 2022-2023, tel que prévu par le tableau annexé à la présente délibération, est conditionné à la transmission préalable par l'établissement du bilan de la dotation de l'exercice précédent. Son montant est ajusté du reliquat communiqué par l'établissement.

Article 3 : La dépense maximale correspondante de 1 087 099 euros est imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris et des exercices suivants, sous réserve des décisions de financement.

2022 DASCO 97 Convention avec l'Académie de Paris pour favoriser le cumul d'emploi entre accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) et personnels d'animation.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses article articles L 2511-1 et suivants ;
Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L111-1, L.212-4, L. 351-1, D.916-2 et D. 917-1 ;
Vu l'arrêt du Conseil d'Etat du 20 novembre 2020 n°422248 ;
Vu le décret 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires ;
Vu le règlement départemental des écoles maternelles et élémentaires de Paris arrêté après consultation du Conseil départemental de l'Éducation nationale du 19 octobre 2021 ;
Vu la convention signée le 30 septembre 2021 entre la Ville de Paris, le Rectorat, la Préfecture et la Caisse d'allocations familiales de Paris relative au Projet éducatif de territoire parisien 2021-2026 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation la signature d'une convention avec l'Académie de Paris pour favoriser le cumul d'emploi entre accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) et personnels d'animation ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'Académie de Paris la convention de partenariat, telle qu'annexée à la présente délibération, qui vise à favoriser le cumul d'emploi entre accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) et adjoints d'animation titulaires et contractuels et animateurs vacataires.

2022 DASCO 98 Convention avec l'Académie de Paris pour l'accompagnement des collégiens en situation de handicap sur le temps de l'interclasse, scolarisés dans les collèges publics.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses article articles L 2511-1 et suivants ;
Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L111-1, L.212-4, L. 351-1, D.916-2 et D. 917-1 ;
Vu l'arrêt du Conseil d'Etat du 20 novembre 2020 n°422248 ;
Vu la convention signée le 30 septembre 2021 entre la Ville de Paris, le Rectorat, la Préfecture et la Caisse d'allocations familiales de Paris relative au Projet éducatif de territoire parisien 2021-2026 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation la signature d'une convention avec l'Académie de Paris pour l'accompagnement des collégiens en situation de handicap sur le temps de l'interclasse, scolarisés dans les collèges publics ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'Académie de Paris la convention de partenariat, telle qu'annexée à la présente délibération, pour l'accompagnement des collégiens en situation de handicap sur le temps de l'interclasse dans les collèges publics.

Article 2 : La mobilisation des AESH pour l'accompagnement des collégiens sur le temps de l'interclasse, dans le respect des notifications faites par la MDPH, prendra la forme d'une vacation rémunérée aux taux en vigueur.

Article 3 : La mobilisation des coordonnateurs de Pôle inclusif d'accompagnement localisé de l'Académie de Paris pour les actes d'engagement et de gestion prendra la forme d'une vacation administrative rémunérée aux taux en vigueur.

2022 DASCO 99 Convention-type pour la mise à disposition de locaux scolaires aux unités d'enseignement externes (UEE) et l'organisation de l'accueil des enfants de l'UEE dans les services péri et extrascolaires.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses article articles L 2511-1 et suivants ;
Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L111-1, L.212-4, L. 351-1 et D. 351-17 à D. 351-20 ;
Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
Vu le décret 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires ;
Vu l'arrêté du Ministère de l'Éducation nationale du 2 avril 2009 précisant les modalités de création et d'organisation d'unités d'enseignement dans les établissements et services médico-sociaux ou de santé pris pour l'application
Vu le règlement départemental des écoles maternelles et élémentaires de Paris arrêté après consultation du Conseil départemental de l'Éducation nationale du 19 octobre 2021 ;
Vu la convention signée le 30 septembre 2021 entre la Ville de Paris, le Rectorat, la Préfecture et la Caisse d'allocations familiales de Paris relative au Projet éducatif de territoire parisien 2021-2026 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation la signature d'une convention-type pour la mise à disposition de locaux scolaires aux Unités d'enseignement externes (UEE) et l'organisation de l'accueil des enfants de l'UEE dans les services péri et extrascolaires ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer des conventions de mise à disposition des locaux pour les unités d'enseignement externalisées (UEE) et d'organisation de l'accueil des enfants de l'UEE au sein des services péri et extrascolaires de la Ville, sur la base du projet de convention-type joint en annexe à la présente délibération.

2022 DASCO 100 Signature de la convention d'indemnisation avec la société ELASTISOL titulaire du marché public n° 20191120026100.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2511-1 ;
Vu le Code de la commande publique et notamment son article L. 6 ;
Vu la circulaire du 1er ministre 6338 du 30 mars 2022 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières ;
Vu la convention d'indemnisation provisionnelle liée au marché n° 20191120026100 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire demande l'autorisation de signer la convention d'indemnisation liée au marché public n° 20191120026100 dont le titulaire est la société ELASTISOL ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention d'indemnisation provisionnelle fondée sur la théorie de l'imprévision et liée au marché public n°20191120026100 ;
Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer la convention avec la société ELASTISOL ;
Article 3 : Les dépenses en résultant seront imputées sur les crédits inscrits et à inscrire au budget de fonctionnement de la Ville de Paris 2022 et suivants, sous réserve des décisions de financement.

2022 DASCO 101 Académie du Climat - Convention de partenariat avec l'Institut Nemo, l'école de logistique et de transport à Paris (13e).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer une convention de partenariat avec l'Institut NEMO ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer, avec l'Institut NEMO sis 40 rue de la Colonie 75013 PARIS, la convention de partenariat annexée à la présente délibération.

2022 DASCO 102 Indemnisation amiable de ALLIANZ IARD, subrogée dans les droits de son assuré, en réparation du préjudice subi suite à un dégât des eaux dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de procéder à l'indemnisation amiable de ALLIANZ IARD, subrogée dans les droits de son assuré, PARIS HABITAT OPH, pour son immeuble à usage d'habitation locative situé 14, rue Jean Fautrier (75013), en réparation du préjudice subi suite à des infiltrations en provenance de l'école publique 40 rue du Château des Rentiers (75013), dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris ;
Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder à l'indemnisation amiable de ALLIANZ IARD, subrogée dans les droits de son assuré, PARIS HABITAT OPH, pour son immeuble à usage d'habitation locative situé 14, rue Jean Fautrier (75013), en réparation du préjudice subi suite à des infiltrations en provenance de l'école publique 40 rue du Château des Rentiers (75013), dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris, pour un montant total de 8.964 euros.
Article 2 : La dépense correspondante, d'un montant total de 8 964 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022 et suivants.

2022 DCPA 20 Protocole transactionnel définissant les modalités de reprise du carrelage des plages de la halle bassin de la piscine Saint Merri (4e).

M. Jacques BAUDRIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le protocole transactionnel convenu avec la société BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE, définissant les modalités de reprise du carrelage des plages de la halle bassin de la piscine Saint Merri, suite au phénomène de glissance constaté postérieurement au délai de garantie de parfait achèvement ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Maire de Paris Centre en date du 16 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvées les modalités de reprise du carrelage des plages de la halle bassin de la piscine Saint Merri, 16 rue du Renard 75004 PARIS, telles que définies dans le protocole transactionnel convenu avec la société BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer le protocole transactionnel correspondant, dont le texte est joint à la présente délibération.

2022 DDCT 49 Subventions (26.000 euros) à 20 associations au titre de la quote-part du fonds d'animation locale (FAL) attribuée au 19e arrondissement.

Mme Anouch TORANIAN, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2511-14 ;
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités d'attribution de subventions de fonctionnement à 20 associations ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Anouch TORANIAN, au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 2.800 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Association Accorderie de Paris 19e » (190224 / 2022_09442), 18 rue de l'Orme 75019 Paris.
Article 2 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 700 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Association Pour l'Assistance Totale à Domicile (APATD) » (159101 / 2022_08727), 12 rue Georges Thill - 75019 Paris.
Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 500 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Atelier Saint Martin » (194843 / 2022_09219), 51 rue de Belleville - 75019 Paris.
Article 4 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Compagnie Varsorio » (9385 / 2022_08554), 20 rue de la Solidarité - 75019 Paris.
Article 5 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Croque ta Ville » (198689 / 2022_09309), 77 Bis rue Legendre - 75017 Paris.
Article 6 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.400 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Fondation Maison des Champs de Saint François d'Assise » (19885 / 2022_08550), 55 rue de Belleville - 75019 Paris.
Article 7 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 750 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « GLAZ'ART » (20705 / 2022_08788), 7/15 av. de la Porte de la villette - 75019 Paris.
Article 8 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 500 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « ILMATAR » (200443 / 2022_09410), 56 rue Sedaine - 75011 Paris.
Article 9 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.500 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Jaurès Pantin Petit (J2P) » (19485 / 2022_08616), 32 rue Petit - 75019 Paris.
Article 10 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.350 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Kapital Jeunesse » (200682 / 2022_08566), 5 rue des Annelets - 75019 Paris.
Article 11 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 2.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Korhom » (47682 / 2022_08704), 156 rue d'Aubervilliers 75019 Paris.
Article 12 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à « L'Appel de la Forêt » (199424 / 2022_08583), 133 av. Jean Jaures - 75019 Paris.
Article 13 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 3.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à « Les Jeunes Ambitieux » (196649 / 2022_09469), 13 rue Augustin Thierry - 75019 Paris.
Article 14 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à « Mouvement ATD Quart Monde » (11225 / 2022_09429), 63 rue Beaumarchais - 93100 Montreuil.
Article 15 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.500 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à « Régie de Quartier du 19e » (11485 / 2022_08631), 3 bis rue de Cambrai - 75019 Paris.
Article 16 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à « Société Athlétique Club des Arts Martiaux Paris (SACAMP) » (17464 / 2022_09474), 75 RUE de l'Ourcq - 75019 Paris.
Article 17 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 800 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Sévessentielle » (199625 / 2022_08665), 40 rue D'Hautpoul - 75019 Paris.
Article 18 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Silhouette » (3821 / 2022_08557), 20 rue Edouard Pailleron - 75019 Paris.

Article 19 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 2.500 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Tendance 19 » (197878 / 2022_08848), 123-125 av. Jean Jaures - 75019 Paris.
Article 20 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 700 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Ticket d'entrée » (182566 / 2022_09170), 27 rue de Mouzaia - 75019 Paris 19.
Article 21 : Les dépenses correspondantes sont imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022.

2022 DDCT 50 Subventions (26.000 euros) à 4 associations au titre de la quote-part du fonds d'animation locale (FAL) attribuée au 20e arrondissement.

Mme Anouch TORANIAN, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2511-14 ;
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités d'attribution de subventions de fonctionnement à 4 associations ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Anouch TORANIAN, au nom de la 7e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 6.500 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Autremonde » (8563 / 2022_09443), 30 rue de la Mare - 75020 Paris.
Article 2 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 7.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Ensemble et Solidaires-Union Nationale Retraités et Personnes Âgées-Fédération de Paris » (21175 / 2022_09448), 14 rue Tlemcen - 75020 Paris.
Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 6.000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Les Marmoulins de Ménil » (186714 / 2022_09444), 97 rue des Amandiers - 75020 Paris.
Article 4 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 6.500 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association « Paris Sport Club » (11645 / 2022_09445), 3 rue des Balkans - 75020 Paris.
Article 5 : Les dépenses correspondantes sont imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022.

2022 DDCT 57 Subvention (10.000 euros) à la Fédération des Centres Sociaux pour la préparation et le passage des examens DILF - DELF.

Mme Anne-Claire BOUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2511-14 ;
Vu le contrat de Ville voté le 16 mars 2015, et prorogé jusqu'en 2023 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose une subvention à une association ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne-Claire BOUX, au nom de la 5e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention de 10.000 euros est attribuée à l'association Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de Paris - FCS 75 (17954), pour le projet « Préparation et passage des examens DILF - DELF dans les centres sociaux associatifs parisiens. » (DDCT-SPV/2022_07910). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pour le projet mentionné.
Article 2 : La dépense correspondante, d'un total de 10.000 euros, est imputée sur les crédits du Service politique de la Ville, budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris.

2022 DDCT 60 États spéciaux d'arrondissement - Détermination du cadre de référence de la répartition des dotations d'animation et de gestion locales 2023.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le titre I du livre V du code général des collectivités territoriales relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon et notamment ses articles L.2511-16, L.2511-18, L.2511-36 à L.2511-41 et R. 2511-22 ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de déterminer, au titre de l'exercice 2023, les modalités de répartition des sommes destinées aux dotations des arrondissements ;

Vu l'avis émis par le conseil de Paris centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 6e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 7e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 8e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 16e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE, au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : La dotation d'animation locale des états spéciaux comprend les crédits suivants :

A. Les crédits dits d'animation locale. Ces crédits seront inscrits selon les principes suivants :
- attribution à chaque arrondissement d'une dotation forfaitaire égale pour chaque arrondissement ;
- attribution ensuite 50 % des crédits en fonction de l'importance de la population légale de chaque arrondissement, suivant la statistique la plus récente connue ;
- attribution des 50 % de crédits restants en fonction de critères socio-économiques à raison de :
  - 40 % au prorata de la répartition par arrondissement des foyers fiscaux relevant de la première tranche du revenu fiscal de référence, suivant la statistique la plus récente connue ;
  - 10 % au prorata des effectifs scolaires par arrondissement du premier degré et des collèges publics relevant des politiques d'éducation prioritaire, suivant la statistique la plus récente connue.

B. Les crédits relatifs aux conseils de quartiers qui sont répartis par arrondissement selon des modalités forfaitaires.

C. Les crédits pour les travaux d'urgence dans les équipements dont les arrondissements ont la charge.

Article 2 : A défaut d'accord entre le conseil municipal et les conseils d'arrondissements sur les modalités de calcul des dotations de gestion locale des arrondissements, la répartition des sommes destinées à ces dotations est effectuée entre les arrondissements dans les conditions fixées ci-après.

La dotation de gestion locale des états spéciaux comprend deux parts :

1ère part :
- les sommes affectées par le conseil municipal au titre de la première part pour l'ensemble des arrondissements ne peuvent être inférieures à 80 pour 100 du montant total des dotations de gestion locale des arrondissements ;
- la part de chaque arrondissement est modifiée pour tenir compte des changements intervenus dans la liste des équipements ou services relevant des attributions de l'arrondissement. Le conseil municipal évalue la charge correspondant aux nouveaux équipements et services par référence à la charge des équipements ou services comparables existant dans la commune ; en l'absence de référence ou en cas de désaccord du maire d'arrondissement, cette évaluation est déterminée par le conseil municipal sur proposition de la commission prévue à l'article L.2511-36.

2e part :
- les sommes affectées par le conseil municipal au titre de la seconde part sont réparties entre les arrondissements en tenant compte des caractéristiques propres des arrondissements et, notamment, de la composition socio-professionnelle de leur population ;
- la répartition de la seconde part est effectuée de la manière suivante :

a) 50 % des crédits sont répartis entre les arrondissements ou groupes d'arrondissements ou certains d'entre eux selon des critères arrêtés par le conseil municipal à partir des caractéristiques propres de chaque arrondissement ou groupe d'arrondissements, et notamment de la composition socio-professionnelle de leur population ;
Pour l'application de l'alinéa ci-dessus, la composition socio-professionnelle de chaque arrondissement ou groupe d'arrondissements est déterminée en tenant compte de l'importance de la population non active dans la population totale telle qu'elle résulte du dernier recensement connu au 1er juillet de l'année précédant l'exercice budgétaire.
b) 50 % des crédits sont répartis entre les arrondissements ou groupes d'arrondissements, à raison de :
- 25 % en fonction de l'importance de la population de chaque arrondissement ou groupe d'arrondissements ;
- 25 % en fonction de l'écart relatif entre le montant moyen par habitant des bases nettes d'imposition à la taxe d'habitation de l'ensemble des arrondissements ou groupes d'arrondissements et le montant, par habitant, des bases nettes d'imposition à la taxe d'habitation de chaque arrondissement ou groupe d'arrondissements, multiplié par le nombre d'habitants de chaque arrondissement ou groupe d'arrondissements.

2022 DDCT 61 États spéciaux d'arrondissement - Délibération cadre-investissement 2023.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le livre V, titre I du Code général des Collectivités territoriales portant dispositions particulières applicables à Paris, Marseille et Lyon et notamment les articles L. 2511-16, L. 2511-18, L. 2511-22, L. 2511 -27, L. 2511-28, L. 2511-36, L. 2511-36-1 et L. 2511-43 ;
Vu le Code de la Commande publique du 1er avril 2019 ;
Vu la délibération du Conseil de Paris 2020 DFA 28 des 23 et 24 juillet 2020 relative à la délégation donnée aux conseils d'arrondissement pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être passés selon la procédure adaptée ;
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'autoriser les conseils d'arrondissement à effectuer des dépenses d'investissement sur des équipements autres que ceux visés à l'article L. 2511-16 du Code général des Collectivités territoriales ;
Vu l'avis émis par le conseil de Paris centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 6e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 7e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 8e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 16e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE, au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Conformément à l'article L. 2511-16 - alinéa 6 du Code général des Collectivités territoriales et dans la limite des crédits ouverts dans leurs états spéciaux correspondants, les conseils d'arrondissement sont autorisés à effectuer des dépenses d'investissement afférentes à des équipements autres que ceux visés à l'article L. 2511-16 du Code général des Collectivités territoriales et pour lesquelles les marchés de travaux correspondants peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant.
Article 2 : Les équipements visés à l'article premier doivent être propriété de la Ville de Paris ou gérés par la Ville de Paris qui devra disposer du titre de gestion correspondant.
Article 3 : Les décisions de réalisations des travaux liées à ces dépenses d'investissement doivent être conformes aux lois et règlements en vigueur.
Article 4 : Les avis et autorisations de travaux nécessaires doivent être préalablement obtenus.

Article 5 : Ces décisions peuvent s'appliquer aux opérations de travaux programmées au sens de l'article L. 2511-36 du Code général des Collectivités territoriales.

2022 DDCT 62 Inventaire des équipements de proximité pour l'année 2023.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le titre I du livre V du code général des collectivités territoriales relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon et notamment ses articles L.2511-16 et L.2511-18 ;
Vu l'avis émis par le conseil de Paris centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 6e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 7e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 8e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 16e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose, au titre de l'exercice 2023, de mettre à jour l'inventaire des équipements dont les conseils d'arrondissement ont la charge ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE, au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : L'inventaire des équipements de proximité dont les conseils d'arrondissement du secteur Paris Centre et des 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements ont la charge, est fixé conformément à la liste ci-annexée.
Article 2 : L'ensemble des précédentes délibérations concernant l'inventaire des équipements dont les conseils d'arrondissement ont la charge est abrogé.

2022 DDCT 87 Attribution de subventions de fonctionnement aux associations Amazones Princesas (4.000 euros) et Noctambules Citoyens (3.000 euros).

M. Frédéric HOCQUARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui demande l'autorisation d'attribuer deux subventions de fonctionnement aux associations Amazones Princesas (4 000 €) et Noctambules Citoyens (3 000 €) ;
Sur le rapport présenté par M. Frédéric HOCQUARD, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 4 000 euros est attribuée à l'association Amazones Princesas, sise 16 rue Gérando 75009 Paris, au titre de l'année 2022 (2022_06737).
Article 2 : Une subvention de fonctionnement de 3 000 euros est attribuée à l'association Noctambules Citoyens, sise 195 rue du Faubourg Saint Martin 75010 Paris, au titre de l'année 2022 (2022_04337).
Article 3 : La dépense sera imputée au titre de la Politique de la Nuit, sous réserve de la décision de financement, au budget 2022 de la Ville de Paris.

2022 DDCT 89 Prise en charge par la Ville de Paris des frais d'accueil des victimes et proches des victimes du 13 novembre 2015 invités aux cérémonies de commémorations du 13 novembre 2022.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme La Maire de Paris lui propose une participation aux frais engagés pour l'accueil des victimes et proches de victimes invitées aux cérémonies de commémoration du 13 novembre 2021 ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris est autorisée à rembourser les dépenses engagées par les victimes et proches des victimes d'attentats, invitées aux cérémonies de commémorations organisées à Paris pour leur déplacement et leur hébergement.

Article 2 : Les frais de déplacement doivent relever du transport en avion en classe économique, en train de seconde classe sauf si la première classe est moins onéreuse, ou en véhicule particulier ou en transport en commun. En cas d'utilisation d'un véhicule particulier, le remboursement s'effectuera soit sur la base des frais réels (essence, péage, tickets de stationnement) soit sur la base des frais kilométriques avec application du barème kilométrique fiscal pour l'année 2022. Les frais de taxi ou de voiture de transport avec chauffeur peuvent être remboursés lors d'un transfert du domicile vers un moyen de transport ou du domicile vers les lieux de commémoration pour des résidents d'ile de France et retour.

Article 3 : Les dépenses d'hébergement sont limitées à quatre-vingt-dix euros (90€) par personne pour une nuit. L'hébergement ne peut excéder cinq nuits.

Article 4 : Les remboursements seront effectués sur présentation des justificatifs requis.

Article 5 : Les dépenses correspondantes, estimées à un montant maximal de 100 000 € seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Direction de la communication au titre du protocole sous réserve du vote des crédits par le Conseil de Paris

2022 DDCT 92 Désignation d'une association en tant que membre de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Ville de Paris.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 2003-DDATC 52 du 24 mars 2003 du Conseil de Paris, instituant la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Ville de Paris ;

Vu la délibération 2020 DDATC 16 des 23 et 24 juillet 2020 du Conseil de Paris désignant les associations membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris propose la désignation d'une association en tant que membre de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Ville de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

L'association INDOSA-CGT est désignée en tant que membre de la Commission Consultative des Services Publics Locaux, en remplacement de l'association Emmaüs Connect.

2022 DDCT 93 Demande de modification des statuts de la « Province de France de la congrégation Notre-Dame, Chanoinesses de Saint-Augustin ».

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la loi du 1er juillet 1901, relative au contrat d'association ;

Vu le décret du 16 août 1901, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901, et notamment son article 21 ;

Vu le procès-verbal de l'assemblée provinciale de la « Province de France de la congrégation Notre-Dame, Chanoinesses de Saint-Augustin » en date du 19 février 2021 ;

Vu le courrier du Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris en date du 5 août 2022 demandant que le Conseil de Paris délibère sur la modification des statuts de la « Province de France de la congrégation Notre-Dame, Chanoinesses de Saint-Augustin » ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui soumet la demande de modification des statuts formulée par la « Province de France de la congrégation Notre-Dame, Chanoinesses de Saint-Augustin » ;
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement, en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e commission,

Délibère :

Un avis favorable est donné à la demande de modification des statuts de la « Province de France de la congrégation Notre-Dame, Chanoinesses de Saint-Augustin ».

2022 DDCT 101 Modification de la délibération fixant les conditions d'emploi des collaborateurs et collaboratrices des maires d'arrondissement.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994, modifié, portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;
Vu la loi n°82-1169 du 31 décembre 1982 modifiée relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale, notamment son article 36 ;
Vu la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, notamment son article 38 ;
Vu la délibération 2002 DRH 51 des 8 et 9 juillet 2002 modifiée fixant les conditions d'emploi des collaborateurs et collaboratrices de maire d'arrondissement ;
Vu la délibération des 27,28 et 29 mars 2017, modifiant l'article 10 de la délibération du Conseil de Paris 2002 DRH 51 des 8 et 9 juillet 2002-51 ;
Vu la délibération en date des 23 et 24 juillet 2020, modifiant l'article 10 de la délibération du Conseil de Paris 2002 DRH 51 des 8 et 9 juillet 2002 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose de modifier l'article 10 de la délibération du Conseil de Paris 2002 DRH 51 des 8 et 9 juillet 2002 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Les dotations des mairies d'arrondissement prévues par la délibération 2002 DRH 51 pour la rémunération des collaboratrices et collaborateurs des maires d'arrondissement, sont revalorisées comme indiqué dans le tableau ci-après :

Mairies	Dotation annuelle 2022
Mairie de Paris Centre	363 808,18 €
Mairie du 5e arrondissement	251 835,04 €
Mairie du 6e arrondissement	207 964,26 €
Mairie du 7e arrondissement	244 310,01 €
Mairie du 8e arrondissement	198 588,69 €
Mairie du 9e arrondissement	250 079,73 €
Mairie du 10e arrondissement	338 433,48 €
Mairie du 11e arrondissement	498 635,28 €
Mairie du 12e arrondissement	471 501,85 €
Mairie du 13e arrondissement	573 136,67 €
Mairie du 14e arrondissement	460 071,46 €
Mairie du 15e arrondissement	508 433,80 €
Mairie du 16e arrondissement	508 433,80 €
Mairie du 17e arrondissement	538 954,53 €
Mairie du 18e arrondissement	623 715,98 €
Mairie du 19e arrondissement	580 049,36 €
Mairie du 20e arrondissement	611 346,64 €

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au chapitre 930, rubrique 020, nature 6413, du budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022 et suivants.

2022 DEVE 27 École du Breuil - Approbation du contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2022-2024.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mars 1867, autorisant la création d'une école théorique et pratique d'arboriculture, destinée à l'enseignement public et gratuit des plantes ;

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2221-1 à L2221-10, L.2512-9, R.2221-1 à R.2221-26 et R.2221-53 à R.2221-62 ;

Vu la délibération 2018 DEVE 107 en date des 2 au 5 juillet 2018 relative à la création de la régie personnalisée École du Breuil ;

Vu la délibération 2020 DEVE 76 en date des 15 au 17 décembre 2020 approuvant le contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2019-2021 ;

Vu les statuts de la régie personnalisée École du Breuil ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris propose d'approuver le contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2022-2024 ;

Vu le bilan du contrat d'objectifs et de moyens 2019-2021 ci-joint ;

Vu le projet de contrat d'objectifs et de moyens 2022-2024 ci-joint ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e commission,

Délibère :

Article 1 : Le contrat d'objectifs et de moyens 2022-2024 de l'Ecole du Breuil est approuvé et Mme la Maire de Paris est autorisée à le signer.

Article 2 : La Ville de Paris maintiendra une subvention de fonctionnement annuelle à hauteur de 4.2M€ sur la période 2023/2024, hors subventions destinées à développer ou maintenir des actions spécifiques, sous réserve des décisions de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DEVE 59 Adhésion (5.000 euros) à l'association Organic Cities Network Europe qui œuvre dans le domaine de l'alimentation durable.

Mme Audrey PULVAR, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver l'adhésion de la Ville de Paris à l'association Organic Cities Network Europe ;

Sur le rapport présenté par Mme Audrey PULVAR, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris, représentée par Mme la Maire de Paris, est autorisée à adhérer à l'association Organic Cities Network Europe dont le siège social est situé au 17-19 bd de l'Impératrice 1000 Bruxelles pour une durée correspondant à celle de la mandature.

Article 2 : Le montant de la cotisation à Organic Cities Network Europe est fixé à 5 000 euros au titre de l'année 2022.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices ultérieurs sous réserve de la disponibilité des crédits.

2022 DEVE 60 Subvention (15.000 euros) à la Ligue française pour la protection des oiseaux (L.P.O.) et convention pluriannuelle d'objectifs pour ses actions en faveur de la biodiversité.

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'autoriser Mme la Maire de Paris à signer une convention pluriannuelle d'objectifs et à verser une subvention de 15.000 euros à l'association Ligue de Protection de Oiseaux (LPO) ;

Sur le rapport présenté par M. Christophe NAJDOVSKI, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : la convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024 avec l'association Ligue de Protection des oiseaux (LPO) dont le siège est au 8-10 rue du docteur Pujos 17305 Rochefort, est adoptée. Mme la Maire est autorisée à signer cette convention dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : une subvention de 15 000 euros est attribuée à l'association au titre de l'année 2022 (Paris Asso 56443, dossier 2022_05338).

Article 3 : la dépense correspondant sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris des exercices 2022 et suivants, sous réserve des décisions de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DEVE 62 Animation des espaces verts parisiens - Subvention (8.000 euros) à l'association « La fabrique documentaire » (18e).

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui demande l'autorisation d'accorder une subvention à la Fabrique Documentaire ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Christophe NAJDOVSKI, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 8 000 euros est attribuée à l'Association « La Fabrique Documentaire », sise 73 Boulevard Barbès, 75018 PARIS.
Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et suivants sous réserve des décisions de financement.

2022 DEVE 64 Dénomination Jardin des colonnes-Ricardo Bofill attribuée au jardin des colonnes situé 2 place de Séoul (14e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer la dénomination Jardin des colonnes-Ricardo Bofill au jardin des colonnes situé 2, place de Séoul dans le 14e arrondissement de Paris ;
Vu le plan annexé audit projet de délibération ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La dénomination Jardin des colonnes-Ricardo Bofill est attribuée au jardin des colonnes situé 2, place de Séoul dans le 14e arrondissement de Paris.
Article 2 : Il est dérogé à la délibération du Conseil municipal en date du 23 décembre 1932 portant réglementation de la dénomination des voies de Paris, modifiée par la délibération du 9 décembre 1938.

2022 DEVE 65 Dénomination square Valentine Schlegel attribuée au square situé 17 rue Pauly (14e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer la dénomination square Valentine Schlegel au square situé 17, rue Pauly (14e) ;
Vu le plan annexé audit projet de délibération ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La dénomination square Valentine Schlegel est attribuée au square situé 17, rue Pauly (14e).
Article 2 : Il est dérogé à la délibération du Conseil municipal en date du 23 décembre 1932 portant réglementation de la dénomination des voies de Paris, modifiée par la délibération du 9 décembre 1938.

2022 DEVE 67 Dénomination de l'allée Yvonne Beauvais située perpendiculairement à la rue Mirabeau dans le parc Sainte Périne (16e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer la dénomination Yvonne Beauvais à l'allée située perpendiculairement à la rue Mirabeau dans le parc Sainte Périne dans le 16e arrondissement de Paris ;

Vu le plan annexé audit projet de délibération ;

Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,

Délibère :

La dénomination « allée Yvonne Beauvais » est attribuée à l'allée située perpendiculairement à la rue Mirabeau dans le parc Sainte Périne dans le 16e arrondissement de Paris.

2022 DEVE 68 Dénomination square Edith Girard attribuée au square situé 31 quai de la Loire (19e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer la dénomination square Edith Girard au square situé 31 quai de la Loire dans le 19e arrondissement de Paris ;

Vu le plan annexé audit projet de délibération ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,

Délibère :

La dénomination square Edith Girard est attribuée au square situé 31 quai de la Loire dans le 19e arrondissement de Paris.

2022 DEVE 69 Subvention (20.000 euros) à l'Agence Parisienne du Climat en faveur de la végétalisation et du rafraîchissement des copropriétés privées.

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose une convention avec l'agence parisienne du Climat en faveur de la végétalisation et du rafraîchissement des copropriétés privées ;

Sur le rapport présenté par M. Christophe NAJDOVSKI, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint en annexe à la présente délibération, avec l'association Agence Parisienne du Climat, 3 rue François Truffaut, Pavillon du lac, 75012 Paris.

Article 2 : une subvention d'un montant de 20.000 euros est attribuée à l'association Agence Parisienne du Climat au titre de l'année 2022 (Paris Asso 48843 - 2022_08670).

Article 3 : La dépense correspondante d'un montant de 20.000 euros sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022, sous réserve de la décision de financement, et ainsi répartie :

- 10.000 € sur le budget de fonctionnement 2022 de la Direction des espaces verts et de l'environnement (DEVE) ;
- 10.000 € sur le budget de fonctionnement de la Direction de la propreté et de l'eau (DPE).

2022 DEVE 70 Approbation de la candidature de la Ville de Paris à l'appel à projet Émergence et amplification des Projets Alimentaires Territoriaux d'Ile-de-France pour des actions d'accompagnement des gestionnaires de la restauration collective parisienne vers des pratiques durables.

Mme Audrey PULVAR, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver la candidature de la Ville de Paris à l'appel à projets Émergence et amplification des Projets Alimentaires Territoriaux d'Ile-de-France de la DRIAAF Île-de-France pour des actions d'accompagnement des gestionnaires de la restauration collective parisienne vers des pratiques durables ;

Sur le rapport présenté par Mme Audrey PULVAR, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le Conseil de Paris approuve la candidature de la Ville de Paris à l'appel à projet Émergence et amplification des Projets Alimentaires Territoriaux d'Ile-de-France et son plan de financement afin d'accompagner les gestionnaires de la restauration collective parisienne vers des pratiques durables.

Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris des exercices 2023 et suivants, sous réserve d'obtention du soutien financier de l'État.

2022 DEVE 71 Subvention (25.000 euros) à l'association Bio Consom'acteurs pour l'amplification du projet « Des cantines scolaires bas carbone avec Climat Cantines ».

Mme Audrey PULVAR, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver la subvention de la Ville de Paris à l'association Bio Consom'acteurs ;

Vu la convention passée avec l'association Bio consom'acteurs (2021 DEVE 129) ;

Sur le rapport présenté par Mme Audrey PULVAR, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : une subvention de 25 000 euros est attribuée à l'association Bio Consom'acteurs, dont le siège social est situé 10 rue Beaumarchais, 93100 Montreuil, pour son projet intitulé « Financement complémentaire du projet Climat cantines, pour la formation et la sensibilisation » - Paris Asso n° 2022_06536.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention fixant les modalités d'octroi de la subvention prévue avec l'association Bio Consom'acteurs.

Article 3 : la dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 sous réserve de la disponibilité des crédits.

2022 DEVE 73 Subvention (19.000 euros) à l'association Veni Verdi pour 3 projets d'agriculture urbaine et signature d'un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs.

Mme Audrey PULVAR, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles 2511-1 et suivants ;

Vu le Contrat Urbain de Cohésion Sociale voté le 27 mars 2007 ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver le versement d'une subvention de la Ville de Paris à l'association Veni Verdi pour la réalisation de trois projets dont les thématiques d'agriculture urbaine à Paris permettent d'améliorer le cadre de vie et la mobilisation des Parisiennes et des Parisiens, dans des quartiers relevant de la politique de la Ville ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Audrey PULVAR, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : Trois subventions d'un montant total de 19 000 euros sont attribuées à l'association Veni Verdi dont le siège social est situé au 18-20 rue Ramus, Maison des Associations du 20e (Boite 38) Paris 20e, se décomposant ainsi :

- Une subvention de 10 500 euros pour le projet intitulé « Agriculture urbaine au collège Pierre Mendès France » à Paris 20e - Paris Asso n° 2022_08341. Cette subvention fait l'objet d'un cofinancement DEVE-DDCT-DASCO réparti comme suit, 5 000 euros pour la DEVE, 3 000 euros pour la DDCT et 2 500 euros pour la DASCO.
- Une subvention de 5 000 euros de la DEVE pour le projet intitulé « Agriculture urbaine au collège Flora Tristan » à Paris 20e - Paris Asso n° 2022_02270.
- Une subvention de 3 500 euros de la DEVE pour le projet intitulé « Agriculture urbaine dans le quartier Stalingrad/Riquet » à Paris 19e - Paris Asso n° 2022_00480.

Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Article 3 : L'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération, fixant les modalités d'octroi des subventions prévues à l'association Veni Verdi.est approuvé. Mme la Maire de Paris est autorisée à le signer.

2022 DEVE 74 Protocole d'accord transactionnel relatif à une concession funéraire dans le cimetière du Père Lachaise (20e).

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de procéder à l'indemnisation des titulaires d'une concession du cimetière du Père Lachaise en réparation de dommages dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris, et de signer le protocole d'accord correspondant ;

Vu le protocole d'accord joint au présent projet de délibération ;

Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ere commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder à l'indemnisation des ayants droit du titulaire de la concession représentée par M. X et à signer le protocole d'accord correspondant.

L'indemnisation du préjudice subi s'effectue d'une part, par l'attribution à titre gratuit d'un emplacement perpétuel dans le cimetière du Père Lachaise au bénéfice des ayants droits de M. X et d'autre part par le versement d'une somme globale et forfaitaire de 13 500 € correspondant à la construction d'un caveau de 7 cases et au transfert du monument funéraire sur le nouvel emplacement ainsi qu'au coût de l'exhumation et de la réinhumation des deux derniers défunts inhumés dans la sépulture.

Article 2 : La dépense sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris et suivants, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DEVE 75 Subvention (5.000 euros) au Centre d'Écologie et des Sciences de la Conservation du Muséum National d'Histoire Naturelle, pour son projet d'étude des populations de corneilles.

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver la subvention de la Ville de Paris au Centre d'Écologie et des Sciences de la Conservation du Muséum d'Histoire Naturelle ;

Sur le rapport présenté par M. Christophe NAJDOVSKI, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 5 000 euros est attribuée au Centre d'Écologie et des Sciences de la Conservation du Muséum d'Histoire Naturelle, dont le siège social est situé au 57, rue Cuvier, 75005 Paris.

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, sous réserve de la disponibilité des crédits.

2022 DEVE 76 Subvention (5.000 euros) à l'association la Société d'Agriculture Urbaine Généreuse et Engagée et signature d'un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs.

Mme Audrey PULVAR, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles 2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 7 mai 2021 avec l'association la Société d'Agriculture Urbaine Généreuse et Engagée, d'une durée de 3 ans ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver le versement d'une subvention de la Ville de Paris à l'association la Société d'Agriculture Urbaine Généreuse et Engagée pour l'organisation d'un événement relatif à l'agriculture urbaine dont les thématiques permettent d'améliorer le cadre de vie et la mobilisation des Parisiennes et des Parisiens ;

Sur le rapport présenté par Mme Audrey PULVAR, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant total de 5 000 euros est attribuée à l'association la Société d'Agriculture Urbaine Généreuse et Engagée dont le siège social est situé au 118 av. Jean Jaurès - Résidence Le Belvédère - Appartement 71 - 75019 Paris.

Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Article 3 : L'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération, fixant les modalités d'octroi des subventions prévues à l'association la Société d'Agriculture Urbaine Généreuse et Engagée est approuvé. Mme la Maire de Paris est autorisée à le signer.

2022 DEVE 77 Subvention (23.000 euros) à l'association Vergers Urbains et signature d'un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs.

Mme Audrey PULVAR, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles 2511-1 et suivants ;

Vu le Contrat Urbain de Cohésion Sociale voté le 27 mars 2007 ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 21 juillet 2021 avec l'association Vergers Urbains, d'une durée de 3 ans ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver le versement d'une subvention de la Ville de Paris à l'association Vergers Urbains pour la réalisation de cinq projets dont les thématiques d'agriculture urbaine à Paris permettent d'améliorer le cadre de vie et la mobilisation des Parisiennes et des Parisiens, dans des quartiers relevant de la politique de la Ville ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Audrey PULVAR, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 23 000 euros est attribuée à l'association Vergers Urbains dont le siège social est situé 14 bd La Chapelle 75018 Paris, pour cinq projets :

- Verger partagé Fleury (20e) ;
- Renforcement de la vocation pédagogique du jardin pédagogique Comm'un jardin (18e) et développement de sa vocation d'espace relais, espace ressource dédié au jardinage urbain et à la nature urbaine ;
- Accompagnement d'un jardin partagé pour le quartier Chapelle Charbon (18e) ;
- Animations rue Charles Hermite, dans le jardin partagé Rosa Rosette (18e) ;
- La Chapelle Comestible : animation de quartier, sensibilisation et formation de publics (18e) (DDCT-SECA/2022_01665/1000 euros - DDCT-SPV/2022_09458/7000 euros).

Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération, fixant les modalités d'octroi des subventions prévues à l'association Vergers Urbains.

2022 DEVE 78 Budget Participatif - Autorisation donnée à l'association « Compost 13 » de déposer toutes les autorisations administratives, notamment d'urbanisme, nécessaires à l'installation d'un pavillon de compostage sur la placette Broca à l'angle du bd Arago, de la rue de Julienne et de la rue Léon Maurice Nordman (13e).

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'autoriser l'association « compost 13 » à déposer toutes les autorisations administratives, notamment d'urbanisme, nécessaires à l'installation d'un pavillon de compostage sur la placette Broca à l'angle du bd Arago, de la rue de Julienne et de la rue Léon Maurice Nordman (13e) ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Christophe NAJDOVSKI, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

En vue de l'installation d'un pavillon de compostage sur la placette Broca à l'angle du bd Arago, de la rue de Julienne et de la rue Léon Maurice Nordman (13e), l'association « Compost 13 » est autorisée par anticipation à déposer toutes les demandes d'autorisations administratives, notamment d'urbanisme, nécessaires à la réalisation de son projet.

2022 DEVE 79 Autorisation donnée à l'association « la goutte verte » de déposer toutes les autorisations administratives, notamment d'urbanisme, nécessaires à l'installation d'un portail d'art dans le jardin partagé du 23 Rue Richomme (18e).

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'autoriser l'association « la goutte verte » à déposer toutes les autorisations administratives, notamment d'urbanisme, nécessaires à l'installation d'un portail d'art sur le jardin partagé du 23 rue Richomme (18e) ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Christophe NAJDOVSKI, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

En vue de l'installation d'un portail d'art sur le jardin partagé du 23 rue Richomme (18e), l'association « la goutte verte » est autorisée à déposer par anticipation toutes les demandes d'autorisation administratives, notamment d'urbanisme, nécessaires à la réalisation de son projet.

2022 DEVE 80 Travaux de démolition et reconstruction d'un mur mitoyen - Avenant à la convention entre la Ville de Paris et le Syndicat de Copropriétaires du 18 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie (4e).

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération 2022 DEVE 1 : Travaux de démolition et reconstruction d'un mur mitoyen - Convention entre la Ville de Paris et le Syndicat de Copropriétaires du 18, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie (Paris Centre) ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose de signer avec le Syndicat des copropriétaires du 18, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie (Paris Centre) un avenant à la convention relative au financement des travaux de démolition et reconstruction du mur du jardin du Clos des Blancs Manteaux, mitoyen entre la Ville de Paris et la copropriété du 18, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Christophe NAJDOVSKI, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec le Syndicat des copropriétaires du 18, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie (Paris Centre) l'avenant à la convention joint à la présente délibération, relatif

au mur du jardin du Clos des Blancs Manteaux, mitoyen entre la Ville de Paris et la copropriété du 18, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie.

2022 DEVE 81 Subvention complémentaire de fonctionnement (200.000 euros) au bénéfice de la régie personnalisée de l'École du Breuil pour l'exercice 2022.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mars 1867, autorisant la création d'une école théorique et pratique d'arboriculture, destinée à l'enseignement public et gratuit des plantes ;

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2221-1 à L2221-10, R.2221-1 à R.2221-26 et R.2221-53 à R.2221-62 ;

Vu la délibération 2018 DEVE 107 en date des 2, 3, 4 et 5 juillet 2018 relative à la création de la régie personnalisée École du Breuil ;

Vu la délibération 2021 DEVE 116, en date des 14 au 17 décembre 2021 ayant notamment approuvé le renouvellement convention cadre entre la Ville de Paris et la régie personnalisée Ecole du Breuil ;

Vu la délibération 2021 DEVE 123 en date en date des 14 au 17 décembre 2021 ayant approuvé le versement d'une subvention de fonctionnement à hauteur de 3,8 millions d'euros au titre de l'année 2022 à la régie personnalisée de l'École du Breuil et autorisé la Maire de Paris à procéder à son versement ;

Vu la délibération 2022 DFA 8 en date des 5 au 8 juillet 2022 ayant approuvé le budget supplémentaire 2022 du budget général de la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération 2022 DEVE 81 en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'approuver le versement d'une subvention de fonctionnement complémentaire d'un montant de 200 000 euros au titre de l'année 2022 à la régie personnalisée de l'Ecole du Breuil et de l'autoriser à procéder à son versement ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à verser à la régie personnalisée École du Breuil une subvention de fonctionnement complémentaire d'un montant de 200 000 euros au titre de l'année 2022.

Article 2 : La subvention complémentaire fera l'objet d'un versement unique.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et suivants sous réserve des décisions de financement.

2022 DFA 37 Exonérations facultatives de taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour 2023.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu les articles 1520 à 1526 du code général des impôts autorisant les communes à instituer une taxe d'enlèvement des ordures ménagères et définissant ses modalités de détermination et de perception ;

Vu les dispositions du III de l'article 1521 du code général des impôts qui prévoient que les conseils municipaux déterminent annuellement les cas où les locaux à usage industriel ou commercial peuvent être exonérés de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022,

Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Le Conseil de Paris décide de ne pas faire usage de la possibilité de déterminer des cas d'exonération de taxe d'enlèvement des ordures ménagères au titre de l'année 2023.

2022 DFA 44 Etats spéciaux d'arrondissement - Dotations 2023.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le titre I du livre V du code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2511-40 ;

Vu les projets de délibérations 2022 DDCT 60, 2022 DDCT 61 et 2022 DDCT 62 relatifs respectivement aux modalités de répartition des dotations affectées aux états spéciaux d'arrondissement, au cadre d'investissement et à la mise à jour de l'inventaire des équipements de proximité ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver le montant des dotations inscrites aux états spéciaux d'arrondissements au titre du budget primitif de la Ville pour 2023 ;
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1re commission,

Délibère :

Article 1 : Le montant des crédits à inscrire au budget primitif de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2023 au titre de la dotation de gestion locale des états spéciaux d'arrondissement est fixé à 136 965 536,00 €. La dépense correspondante sera inscrite au chapitre 930, rubrique 038 dudit budget.
Article 2 : Le montant des crédits à inscrire au budget primitif de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2023 au titre de la dotation d'animation locale des états spéciaux d'arrondissement est fixé à 13 882 797,00 €. La dépense correspondante sera inscrite au chapitre 930, rubrique 038 dudit budget.
Article 3 : Le montant des crédits à inscrire au budget primitif d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2023 au titre de la dotation d'investissement des états spéciaux d'arrondissement est fixé à 5 478 978,00 €. La dépense correspondante sera inscrite au chapitre 900, rubrique 038 dudit budget.

2022 DFA 45 Avenants d'adhésion au groupement de commandes pour l'achat de fournitures, services et travaux, couvrant les besoins relatifs au fonctionnement des services de ses membres ainsi qu'à la convention de partenariat signée avec l'UGAP.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2511-1 ;
Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L. 2113-2 et suivants et L2113-6 ;
Vu la délibération 2021DFA54 date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ayant pour objet l'adhésion à la convention constitutive d'un groupement de commandes pour l'achat de fournitures, services et travaux, couvrant les besoins relatifs au fonctionnement des services de ses membres ;
Vu la convention de groupement de commande 2021DFA54 en date du 24 janvier 2022 pour l'achat de fournitures, services et travaux, couvrant les besoins relatifs au fonctionnement des services de ses membres, et notamment son article 9 ;
Vu la convention de partenariat définissant les modalités de recours à l'UGAP par le groupement de commandes, et notamment son article 3.2 ;
Vu l'avenant d'adhésion transmis par la Caisse des écoles du 5e arrondissement, joint ;
Vu l'avenant d'adhésion transmis par la Caisse des écoles du 7e arrondissement, joint ;
Vu l'avenant d'adhésion transmis par la Caisse des écoles du 13e arrondissement, joint ;
Vu l'avenant d'adhésion transmis par les services funéraires de la Ville de Paris, joint ;
Vu l'avenant d'adhésion transmis par Eau de Paris, joint ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire demande l'autorisation de signer les avenants d'adhésion à la convention constitutive d'un groupement de commandes précité ;
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés les cinq avenants d'adhésion au groupement de commandes pour l'achat de fournitures, services et travaux, couvrant les besoins relatifs au fonctionnement des services de ses membres, dont la Ville de Paris est coordonnateur.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer les avenants d'adhésion à la convention de groupement de commandes annexés au présent projet.

2022 DFA 46 Signature d'un contrat de concession de travaux relative à la rénovation et à l'exploitation de l'établissement dénommé « Chalet des Iles Daumesnil », situé sur l'Ile de Reuilly sur le lac Daumesnil, dans le Bois de Vincennes (12e).

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code de la commande publique ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses article L1411-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris, Présidente du Conseil de Paris lui propose d'autoriser la signature d'un contrat de concession de travaux

relative à la rénovation et à l'exploitation de l'établissement dénommé « Chalet des Iles Daumesnil », situé sur l'Ile de Reuilly sur le lac Daumesnil, dans le Bois de Vincennes à Paris 12e ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : La Maire de Paris est autorisée à signer un contrat de concession de travaux relative à la rénovation et à l'exploitation de l'établissement dénommé « Chalet des Iles Daumesnil », situé sur l'Ile de Reuilly sur le lac Daumesnil, dans le Bois de Vincennes à Paris 12e, pour une durée de 15 ans à compter de la mise à disposition des biens avec la société SAS COMA, dont le texte est joint en annexe du présent projet de délibération.

Article 2 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement des années 2023 et suivantes.

Article 3 : Le concessionnaire est autorisé à déposer toutes les demandes d'autorisations au titre du code de l'urbanisme et notamment les demandes de permis d'aménager, permis de construire, permis de démolir et déclaration préalable ainsi que toutes les demandes d'autorisations au titre des codes du patrimoine et de l'environnement qui seraient nécessaires à la réalisation de travaux ou aménagements prévus par le contrat de concession de service public.

2022 DFA 73 Délégation donnée à Mme La Maire de Paris pour procéder à l'évolution des tarifs d'occupation de l'espace public de la Ville de Paris.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2122-22 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 présenté par Mme la Maire de Paris lui donnant délégation pour procéder à l'évolution des tarifs des services de la Ville de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Au titre des droits d'occupation de l'espace public perçus par la Ville de Paris, à l'exclusion de ceux faisant l'objet de modalités d'indexation particulières et conformément aux règles juridiques en vigueur, Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder, par voie d'arrêté, à des revalorisations de tarifs, dans la limite du niveau d'inflation.

2022 DFA 74 Renégociation des conditions financières d'occupation des biens immobiliers de la Ville de Paris mis à disposition de l'État.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2122-21 et L. 2122-22 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 présenté par Mme la Maire de Paris lui donnant délégation pour procéder à la négociation des recettes d'occupation relatives à la mise à disposition des biens immobiliers de la ville de Paris à l'État ;
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder aux négociations avec l'État visant à réexaminer les modalités de mise à disposition des biens immobiliers de la Ville de Paris au profit de l'État, notamment les recettes d'occupation relatives à ces biens.
Les conditions financières et les modalités de mise à disposition négociées par la maire de Paris seront délibérées par le Conseil de Paris.

2022 DFPE 91 Subvention (185.619 euros), avenant n° 1 avec l'association Le Figuier (4e) pour la crèche collective.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 09 décembre 2021 par l'association Le Figuier et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Le Figuier ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Le Figuier ayant son siège social 6, rue de l'Ave Maria (4e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 185 619 euros est allouée à l'association Le Figuier. N° tiers PARIS ASSO : 32602 - N° dossier : 2022_02891
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 93 Subvention (49.326 euros) et avenant n° 1 avec l'association Institut d'Éducation et des Pratiques Citoyennes pour son établissement multi-accueil A Petits Pas au 6/8 impasse du curé (18e).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 09 décembre 2021 par l'association Institut d'Éducation et des Pratiques Citoyennes (IEPC) et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Institut d'Éducation et des Pratiques Citoyennes ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Institut d'Éducation et des Pratiques Citoyennes ayant son siège social 59-61, rue de la Commune de Paris à Aubervilliers (93300), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 49 326 euros est allouée à l'association Institut d'Éducation et des Pratiques Citoyennes. (N° tiers PARIS ASSO : 85541, N° dossier : 2022_02660).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 102 Subvention (316.065 euros), avenant n° 1 avec l'association Crèche Laïque du Quartier St Fargeau (20e) pour l'établissement multi-accueil.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association Crèche Laïque du Quartier St Fargeau et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Crèche Laïque du Quartier St Fargeau ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Crèche Laïque du Quartier St Fargeau ayant son siège social 33, rue du Télégraphe (20e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 316 065 euros est allouée à l'association Crèche Laïque du Quartier St Fargeau. (N° tiers PARIS ASSO : 19022, N° dossier : 2022_03249).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 107 Subvention (25.492 euros) et avenant n° 1 avec l'association Crèche Parentale du Marais (4e).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 09 décembre 2021 par l'association Crèche Parentale du Marais et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Crèche Parentale du Marais ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Crèche Parentale du Marais ayant son siège social 8/10, rue François Miron (4e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 25 492 euros est allouée à l'association Crèche Parentale du Marais
N° tiers PARIS ASSO : 18558 - N° dossier : 2022_02682.

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 117 Subvention (302.610 euros) et convention avec l'association CRESCENDO (11e) pour son établissement d'accueil de la petite enfance 36 quai Henri IV (4e).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association CRESCENDO ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association CRESCENDO ayant son siège social 102C, rue Amelot - 75011 Paris, pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 302 610 euros est allouée à l'association CRESCENDO pour son multi-accueil Morland situé 36, quai Henri IV (4e). (N° tiers PARIS ASSO : 9608 - N° dossier : 2022_ 07409).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 122 Subvention (319.727 euros) et convention avec l'association ENVOLUDIA (93100 Montreuil) pour son établissement d'accueil de la petite enfance 21 bis rue Etex (18e).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association ENVOLUDIA ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association ENVOLUDIA ayant son siège social 261 rue de Paris 93100 Montreuil, pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 319 727 euros est allouée à l'association ENVOLUDIA pour son multi-accueil Ram Dam situé 21 bis, rue Etex (18e). (N° tiers PARIS ASSO : 7361, N° dossier : 2022_02684).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 125 Subvention (66.591 euros) et avenant n° 2 avec l'association Les Petits Loups (19e) pour la crèche parentale.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021, par l'association Les Petits Loups et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Les Petits Loups ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 2 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Les Petits Loups ayant son siège social 76, quai de la Loire (19e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 66.591 euros est allouée à l'association Les Petits Loups. (Tiers PARIS ASSO : 21079 - N° de dossier : 2022_05008).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 126 Subventions (620.553 euros), avenant n° 1 avec l'association FRANCE HORIZON (10e) pour ses 3 établissements de petite enfance.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association FRANCE HORIZON et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution de subventions à l'association FRANCE HORIZON,

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association FRANCE HORIZON ayant son siège social 5 place du Colonel Fabien (10e), pour l'attribution de subventions de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 174 194 euros est allouée à l'association FRANCE HORIZON pour son établissement multi-accueil sis 1, rue Claude Vellefaux dans le 10e arrondissement de Paris (n° tiers PARIS ASSO 185613, n° dossier 2022_02652).

Article 3 : Une subvention de 124 000 euros est allouée à l'association FRANCE HORIZON pour son établissement multi-accueil sis 56, av. Jean Moulin dans le 14e arrondissement de Paris (n° tiers PARIS ASSO 185613, n° dossier 2022_02651).

Article 4 : Une subvention de 322 359 euros est allouée à l'association FRANCE HORIZON pour son établissement multi-accueil sis 143, av. de Clichy dans le 17e arrondissement de Paris (n° tiers PARIS ASSO 185613, n° dossier 2022_02650).

Article 5 : Les dépenses de fonctionnement correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 135 Subvention (171.665 euros) et avenant n° 1 avec l'association La Chouine (18e) pour la crèche parentale.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 09 décembre 2021 par l'association La Chouine et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association La Chouine ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association La Chouine ayant son siège social 7/8, Square Ornano (18e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 171 665 euros est allouée à l'association La Chouine. N° tiers PARIS ASSO : 24941 - N° dossier : 2022_03133.

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 139 Subvention (97.668 euros) et avenant n° 1 avec l'association Le Moulin Bleu (12e) pour la crèche parentale Pic Puce (12e).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association Le Moulin Bleu et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Le Moulin Bleu ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Le Moulin Bleu ayant son siège social 60, bis rue de Picpus (12e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 97 668 euros est allouée à l'association Le Moulin Bleu. (N° tiers PARIS ASSO : 20490, N° dossier : 2022_05021).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 140 Subvention (65.819 euros) et avenant n°1 avec l'association Les Gardons (12e) pour la crèche parentale.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association Les Gardons et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Les Gardons ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Les Gardons ayant son siège social 15, rue Montgallet (12e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 65 819 euros est allouée à l'association Les Gardons (N° tiers Paris Asso : 22501, N° dossier : 2022_05718).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 143 Subventions exceptionnelles (498.065 euros) dans le cadre d'un plan de soutien de la Ville de Paris aux établissements d'accueil du jeune enfant des associations gérant 100 places ou moins et avenants avec 80 associations.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu les conventions pluriannuelles d'objectifs signées le 9 décembre 2021 par les associations citées ci-dessous et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution de subventions aux 80 associations citées ci-dessous ;
Vu l'avis émis par le conseil de Paris centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 7e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu la saisine pour avis du conseil du 9e arrondissement en date du 20 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 16e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer des avenants aux conventions, dont les textes sont joints à la présente délibération avec les 80 associations citées ci-dessous pour l'attribution d'une subvention exceptionnelle.
Article 2 : Une subvention de 4 140 euros est allouée à l'association Centre Social d'Accueil Protestant (CASP) ayant son siège social 20 rue Santerre (12e), pour sa structure multi-accueil située 1, rue Dussoubs (2e). (N° tiers PARIS ASSO : 48161, N° dossier : 2022_08774).
Article 3 : Une subvention de 2 300 euros est allouée à l'association Crèche Parentale du Sentier ayant son siège social 17, rue du Sentier (2e), pour sa crèche parentale située 17, rue du Sentier (2e). (N° tiers PARIS ASSO : 18410, N° dossier : 2022_08787).
Article 4 : Des subventions sont allouées à l'Association des Cités Caritas ayant son siège social 72 rue Orfila (20e), pour ses établissements :
- une subvention de 1 311 euros pour sa crèche familiale située 2 bis rue Mornay (4e).
- une subvention de 6 900 euros pour sa crèche collective située 72, rue Orfila (20e).
- une subvention de 9 200 euros pour sa structure multi-accueil située 42, rue Orfila (20e).

(N° tiers PARIS ASSO : 29981, N° dossier : 2022_08781, 2022_08782 et 2022_08783).
Article 5 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association Crèche Parentale du Marais ayant son siège social 8/10 rue François Miron (4e), pour sa crèche parentale située 8-10 rue François Miron (4e). (N° tiers PARIS ASSO : 18558, N° dossier : 2022_08785).
Article 6 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association Le Figuier ayant son siège social 6 rue de l'Ave Maria (4e), pour sa crèche collective située 6 rue de l'Ave Maria (4e). (N° tiers PARIS ASSO : 32602, N° dossier : 2022_08871).
Article 7 : Une subvention de 6 900 euros est allouée à l'association Fondation Maison des Champs de Saint François d'Assise ayant son siège social 55 rue de Belleville (19e), pour sa crèche collective située 13 bis rue des Bernardins (5e). (N° tiers PARIS ASSO : 19885, N° dossier : 2022_08828).

Article 8 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à la Fondation Henriette Viollet ayant son siège social 12 rue Chomel (7e), pour sa halte-garderie située 12 rue Chomel (7e). (N° tiers PARIS ASSO : 16834, N° dossier : 2022_08830).
Article 9 : Une subvention de 6 900 euros est allouée à l'association La Joannaise du Gros Caillou ayant son siège social 11 rue Pierre Villey (7e), pour sa halte-garderie 11 rue Pierre Villey (7e). (N° tiers PARIS ASSO : 37021, N° dossier : 2022_08849).
Article 10 : Une subvention de 5 037 euros est allouée à l'Association Pour le Développement de la Pré Scolarisation ayant son siège social 18 bis rue de Bruxelles (9e), pour sa halte-garderie située 18 bis rue de Bruxelles (9e). (N° tiers PARIS ASSO : 20590, N° dossier : 2022_08752).
Article 11 : Des subventions sont allouées à l'Association Franco-Asiatique Pour l'Enfance (A.F.A.P.E.) ayant son siège social 10 rue du Buisson Saint Louis (10e), pour ses établissements :
- une subvention de 11 500 euros pour sa crèche collective située 5 rue Yves Toudic (10e).
- une subvention de 11 500 euros pour sa structure multi-accueil située 12 rue Bellot (19e).
(N° tiers PARIS ASSO : 19933, N° dossier : 2022_08754 et 2022_08753).
Article 12 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association Le Club des Petits Gavroches ayant son siège social 33 rue Beaurepaire (10e), pour sa halte-garderie située 33 rue Beaurepaire (10e). (N° tiers PARIS ASSO : 20653, N° dossier : 2022_08868).
Article 13 : Une subvention de 6 900 euros est allouée à l'association Les Petits Lardons ayant son siège social 20 rue des Écluses Saint Martin (10e), pour sa crèche parentale située 20 rue des Écluses Saint Martin (10e). (N° tiers PARIS ASSO : 21172, N° dossier : 2022_08883).
Article 14 : Une subvention de 2 300 euros est allouée à l'association République Enfants ayant son siège social 48 quater, rue du Faubourg Saint Denis (10e), pour sa crèche parentale située 48 quater, rue du Faubourg Saint-Denis (10e). (N° tiers PARIS ASSO : 44801, N° dossier : 2022_08909).
Article 15 : Des subventions sont allouées à l'association ESTRELIA ayant son siège social 10, rue Perdonnet (10e), pour ses établissements :
- une subvention de 3 588 euros sa crèche familiale située 15 rue du Maroc (19e).
- une subvention de 1 242 euros sa crèche collective située 31bis, rue de la Cour des Noues (20e).
- une subvention de 6 808 euros sa crèche collective située 45 rue de la Cour des Noues (20e).
(N° tiers PARIS ASSO : 15992, N° dossier : 2022_08826, 2022_08825 et 2022_08824).
Article 16 : Une subvention de 6 900 euros est allouée à l'association Babillages ayant son siège social 10 impasse Delépine (11e), pour sa crèche parentale située 10 Impasse Delépine (11e). (N° tiers PARIS ASSO : 32401, N° dossier : 2022_08768).
Article 17 : Une subvention de 4 393 euros est allouée à l'association Balustrade ayant son siège social 39 Cité Industrielle (11e), pour sa crèche parentale située 39 Cité Industrielle (11e). (N° tiers PARIS ASSO : 67321, N° dossier : 2022_08769).
Article 18 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à la fondation de l'Armée du Salut ayant son siège social 60, rue des Frères Flavien (20e), pour sa structure multi- accueil située 94, rue de Charonne (11e). (N° tiers PARIS ASSO : 188995, N° dossier : 2022_08760).
Article 19 : Une subvention de 6 808 euros est allouée à l'association Institutions Ganone Yad ayant son siège social 10 rue Pavée (4e), pour sa crèche collective située 145 rue Saint-Maur (11e). (N° tiers PARIS ASSO : 20674, N° dossier : 2022_08838).
Article 20 : Une subvention de 7 659 euros est allouée à l'association Haut Comme 3 Pommes ayant son siège social 42 bis rue Sedaine (11e), pour sa halte-garderie située 42 bis rue Sedaine (11e). (N° tiers PARIS ASSO : 32661, N° dossier : 2022_08836).
Article 21 : Une subvention de 2 300 euros est allouée à l'association Les 400 Coups ayant son siège social 1 rue Jean Macé (11e), pour sa crèche parentale située 1 rue Jean Macé (11e). (N° tiers PARIS ASSO : 20745, N° dossier : 2022_08874).
Article 22 : Des subventions sont allouées à l'association La Planète des Enfants ayant son siège social 6 Villa Moderne (14e), pour ses établissements :
- une subvention de 4 646 euros pour sa structure multi-accueil située 8 Passage des Taillandiers (11e)
- une subvention de 5 382 euros pour sa structure multi-accueil située 6 Villa Moderne (14e)
- une subvention de 6 900 euros pour sa structure multi-accueil située 10, rue Philidor (20e)
(N° tiers PARIS ASSO : 20200, N° dossier : 2022_08853, 2022_08854 et 2022_08856).
Article 23 : Une subvention de 6 900 euros est allouée à l'association Solidarité Roquette ayant son siège social 47 rue de la Roquette (11e), pour sa structure multi-accueil situé 47 rue de la Roquette (11e). (N° tiers PARIS ASSO : 17036, N° dossier : 2022_08911).
Article 24 : Une subvention de 6 440 euros est allouée à l'association Mosaïque l'Atelier des Enfants ayant son siège social 21, rue de la Folie-Méricourt (11e), pour sa structure multi accueil située 21, rue de la Folie-Méricourt (11e). (N° tiers PARIS ASSO : 21801, N° dossier : 2022_08892).
Article 25 : Une subvention de 7 613 euros est allouée à l'association Ozar Hatorah 11 ayant son siège social 40, rue de l'Orillon (11e), pour sa crèche collective située 40, rue de l'Orillon (11e). (N° tiers PARIS ASSO : 193571, N° dossier : 2022_08897).

Article 26 : Une subvention de 6 900 euros est allouée à l'association Petit Concept ayant son siège social 18 rue de l'Orillon (11e), pour sa structure multi-accueil située 18 rue de l'Orillon (11e). (N° tiers PARIS ASSO : 20504, N° dossier : 2022_08904).
Article 27 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association Square Bande ayant son siège social 5 rue du Général Guilhem (11e), pour sa crèche parentale située 5 rue du Général Guilhem (11e). (N° tiers PARIS ASSO : 20845, N° dossier : 2022_08914).
Article 28 : Une subvention de 5 750 euros est allouée à l'association pour la diversité culturelle et sociale "Enfance en Couleurs" ayant son siège social 6-10 rue Guillaume Bertrand (11e), pour sa structure multi-accueil située 6-10 rue Guillaume Bertrand (11e). (N° tiers PARIS ASSO : 16904, N° dossier : 2022_08820).
Article 29 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association Les Crocos ayant son siège social 180, av. Daumesnil (12e), pour sa crèche parentale située 180, av. Daumesnil (12e). (N° tiers PARIS ASSO : 48921, N° dossier : 2022_08877).
Article 30 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association Les Pieds Tendres ayant son siège social 10-12 passage Abel Leblanc (12e), pour sa crèche parentale située 10-12 passage Abel Leblanc (12e). (N° tiers PARIS ASSO : 20697, N° dossier : 2022_08886).
Article 31 : Une subvention de 5 405 euros est allouée à l'association Le Moulin Bleu ayant son siège social 60 bis rue de Picpus (12e), pour sa crèche parentale située 60 bis rue Picpus (12e). (N° tiers PARIS ASSO : 20490, N° dossier : 2022_08872).
Article 32 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association Relais 59 ayant son siège social 1 rue Hector Malot (12e), pour sa halte-garderie située 1 rue Hector Malot (12e). (N° tiers PARIS ASSO : 18896, N° dossier : 2022_08907).
Article 33 : Une subvention de 4 140 euros est allouée à l'association ORIGAMI ayant son siège social 8, rue de Prague à Paris 12e, pour sa halte-garderie située 8, rue de Prague (12e). (N° tiers PARIS ASSO : 17958, N° dossier : 2022_08895).
Article 34 : Une subvention de 6 900 euros est allouée à la Fondation Rothschild ayant son siège social 76, rue de Picpus (12e), pour sa structure multi-accueil 15 A, rue Lamblardie (12e). (N° tiers PARIS ASSO : 49701, N° dossier : 2022_08827).
Article 35 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association Capucine et Papillons, Jardin d'Enfance ayant son siège social 35-37 rue Clisson (13e), pour sa crèche parentale située 35-37 rue Clisson (13e). (N° tiers PARIS ASSO : 18939, N° dossier : 2022_08772).
Article 36 : Des subventions sont allouées à l'association Arthur et Marine ayant son siège social 6 Villa Nieuport (13e), pour ses établissements :
- une subvention de 2 300 euros pour sa crèche collective en appartements située 6 rue Villa Nieuport (13e).
- une subvention de 2 300 euros pour sa crèche collective en appartements située 3 bis, rue Christiani (18e).

(N° tiers PARIS ASSO : 19933, N° dossier : 2022_08764 et 2022_08763).
Article 37 : Une subvention de 7 866 euros est allouée à l'association Ozar Hatorah 13 ayant son siège social 31 rue des Cordelières (13e), pour sa crèche collective située 31 rue des Cordelière (13e). (N° tiers PARIS ASSO : 20498, N° dossier : 2022_08898).
Article 38 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association La Passerelle ayant son siège social 42, rue de la Colonie (13e), pour sa structure multi-accueil située 42 rue de la Colonie (13e). (N° tiers PARIS ASSO : 18255, N° dossier : 2022_08852).
Article 39 : Une subvention de 9 200 euros est allouée à l'association Pirouett' ayant son siège social 147 bd Auguste Blanqui (13e), pour sa crèche parentale située 147 bd Auguste Blanqui (13e). (N° tiers PARIS ASSO : 32261, N° dossier : 2022_08905).
Article 40 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association Réseau Treize ayant son siège social 27 rue du Javelot (13e), pour sa structure multi-accueil située 27, rue du Javelot (13e). (N° tiers PARIS ASSO : 31401, N° dossier : 2022_08910).
Article 41 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'Association Familiale Catholique Saint-Pierre Saint-Dominique ayant son siège social 12 rue des Suisses (14e), pour sa halte-garderie située 12 rue des Suisses (14e). (N° tiers PARIS ASSO : 41041, N° dossier : 2022_08755).
Article 42 : Une subvention de 6 509 euros est allouée à l'association La Cool Douche ayant son siège social 167 rue d'Alésia (14e), pour sa crèche parentale située 167, rue d'Alésia (14e). (N° tiers PARIS ASSO : 11905, N° dossier : 2022_08841).
Article 43 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association La Porte Entr'ouverte ayant son siège social 67 rue Maurice Ripoche (14e), pour sa crèche parentale située 67 rue Maurice Ripoche (14e). (N° tiers PARIS ASSO : 27561, N° dossier : 2022_08866).
Article 44 : Une subvention de 6 095 euros est allouée à l'association Gribouille Alésia ayant son siège social 11 ter/11 quater rue d'Alésia (14e), pour sa crèche collective située 11 ter/quater rue d'Alésia (14e). (N° tiers PARIS ASSO : 18428, N° dossier : 2022_08834).

Article 45 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association Au Fil de la Découverte ayant son siège social 6 rue de Cronstadt (15e), pour sa halte-garderie située 6, rue de Cronstadt (15e). (N° tiers PARIS ASSO : 20414, N° dossier : 2022_08765).
Article 46 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association Calinot Singe ayant son siège social 184 rue de la Croix Nivert (15e), pour sa crèche parentale située 184, rue de la Croix Nivert (15e). (N° tiers PARIS ASSO : 20283, N° dossier : 2022_08771).
Article 47 : Des subventions sont allouées à l'association La Goutte de Lait Saint Léon ayant son siège social 35-37 rue Dupleix (15e), pour ses établissements :
- une subvention de 4 600 euros pour sa halte-garderie située 14 rue Edgar Faure (15e).
- une subvention de 6 900 euros pour sa structure multi-accueil située 4/18, rue François Bonvin (15e).
- une subvention de 2 300 euros pour sa structure multi-accueil située 9 rue George Bernard Shaw (15e).
- une subvention de 4 140 euros pour sa structure multi-accueil située 37, rue Dupleix (15e). (N° tiers PARIS ASSO : 16828, N° dossier : 2022_08843, 2022_08846, 2022_08842 et 2022_08845).

Article 48 : Une subvention de 4 048 euros est allouée à l'association Halte-garderie du Grand Pavois ayant son siège social 189-193 rue de Lourmel (15e), pour sa halte-garderie située 189-193, rue de Lourmel (15e). (N° tiers PARIS ASSO : 40761, N° dossier : 2022_08835).
Article 49 : Une subvention de 2 300 euros est allouée à l'association La Maison de l'Enfance ayant son siège social 7 rue Serge Prokofiev (16e), pour sa halte-garderie située 7 rue Serge Prokofiev (16e). (N° tiers PARIS ASSO : 34481, N° dossier : 2022_08850).
Article 50 : Une subvention de 2 300 euros est allouée à l'association Accueil Goutte d'Or ayant son siège social 26, rue de Laghouat (18e), pour sa halte-garderie située 1, rue de la Goutte d'Or (18e). (N° tiers PARIS ASSO : 9510, N° dossier : 2022_08750).
Article 51 : Une subvention de 8 234 euros est allouée à l'association Centre d'Action Locale du 18e ayant son siège social 1 rue Firmin Gémier, hall 6 (18e), pour sa halte-garderie située 1, rue Firmin Gémier (18e). (N° tiers PARIS ASSO : 20293, N° dossier : 2022_08770).
Article 52 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association Acidulés et à Croquer ayant son siège social 70bis rue Championnet (18e), pour sa crèche parentale située 70bis rue Championnet (18e). (N° tiers PARIS ASSO : 20987, N° dossier : 2022_08751).
Article 53 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association La Chouine ayant son siège social 7/8 square Ornano (18e), pour sa crèche parentale située 7/8 square Ornano (18e). (N° tiers PARIS ASSO : 24941, N° dossier : 2022_08840).
Article 54 : Des subventions sont allouées à l'association Le Dauphin Bleu ayant son siège social 81-83 rue Vauvenargues (18e), pour ses établissements :
- une subvention de 4 600 euros pour sa structure multi accueil située 34, rue des Cloÿs (18e).
- une subvention de 4 600 euros pour sa structure multi-accueil située 81-83 rue Vauvenargues (18e).

(N° tiers PARIS ASSO : 21078, N° dossier : 2022_08869 et 2022_08870).
Article 55 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association Les Enfances ayant son siège social 33 rue Boucry (18e), pour sa crèche parentale située 33, rue Boucry (18e). (N° tiers PARIS ASSO : 20526, N° dossier : 2022_08878).
Article 56 : Une subvention de 6 900 euros est allouée à l'association L'Araignée Gentille ayant son siège social 6 square Ornano (18e), pour sa structure multi-accueil située 6, square Ornano (18e). (N° tiers PARIS ASSO : 30361, N° dossier : 2022_08867).
Article 57 : Une subvention de 9 016 euros est allouée à l'association Les Ateliers pour les Petits ayant son siège social 26 rue Durantin (18e), pour sa halte-garderie située 26, rue Durantin (18e). (N° tiers PARIS ASSO : 20553, N° dossier : 2022_08876).
Article 58 : Une subvention de 9 200 euros est allouée à l'association Institut d'Éducation et des Pratiques Citoyennes (IEPC) ayant son siège social 59-61 rue de la Commune de Paris Aubervilliers (93300), pour sa structure multi-accueil située 6-8 impasse du Curé (18e). (N° tiers PARIS ASSO : 85541, N° dossier : 2022_08837).
Article 59 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association Une Nouvelle Idée de la Crèche Paris (UNIC) ayant son siège social 15 rue Martel (10e), pour sa structure multi-accueil située 25 rue Stephenson (18e). (N° tiers PARIS ASSO : 184857, N° dossier : 2022_08915).
Article 60 : Des subventions sont allouées à l'association Espace 19 ayant son siège social 6 rue Henri Verneuil (19e), pour ses établissements :
- une subvention de 4 600 euros pour sa structure multi accueil située 92bis rue Curial (19e).
- une subvention de 4 140 euros pour sa structure multi accueil située 15/17 rue des Ardennes (19e).
- une subvention de 8 740 euros pour sa structure multi-accueil située 51/53 rue Riquet (19e).

(N° tiers PARIS ASSO : 246, N° dossier : 2022_08821, 2022_08822 et 2022_08823).
Article 61 : Une subvention de 2 300 euros est allouée à l'association Crèche Avenir ayant son siège social 38-40 rue des Annelets (19e), pour sa crèche collective située 38-40 rue des Annelets (19e). (N° tiers PARIS ASSO : 20178, N° dossier : 2022_08818).

Article 62 : Une subvention de 2 300 euros est allouée à l'association Crèche Gan Esther ayant son siège social 14 rue de Thionville (19e), pour sa crèche collective située 14 rue de Thionville (19e). (N° tiers PARIS ASSO : 20167, N° dossier : 2022_08829).
Article 63 : Une subvention de 6 325 euros est allouée à l'association Jeunesse Loubavitch ayant son siège social 8 rue Lamartine (9e), pour sa crèche collective située 49-51 rue Petit (19e). (N° tiers PARIS ASSO : 20081, N° dossier : 2022_08839).
Article 64 : Une subvention de 4 140 euros est allouée à l'association Les 19e Rugissants ayant son siège social 8-10, allée Darius Milhaud (19e), pour sa crèche parentale située 8-10, allée Darius Milhaud (19e). (N° tiers PARIS ASSO : 29121, N° dossier : 2022_08873).
Article 65 : Une subvention de 8 740 euros est allouée à l'association Les Petits Loups ayant son siège social 76 quai de la Loire (19e), pour sa crèche parentale située 76 quai de la Loire (19e). (N° tiers PARIS ASSO : 21079, N° dossier : 2022_08885).
Article 66 : Une subvention de 1 150 euros est allouée à l'association L'Ile aux Trésors ayant son siège social 19 rue des Chaufourniers (19e), pour sa crèche parentale située 19 rue des Chaufourniers (19e). (N° tiers PARIS ASSO : 16991, N° dossier : 2022_08889).
Article 67 : Une subvention de 1 794 euros est allouée à l'association La Nouvelle Etoile des Enfants de France ayant son siège social 3 rue Cochin (5e), pour sa crèche collective située 32 rue de Romainville (19e). (N° tiers PARIS ASSO : 31181, N° dossier : 2022_08851).
Article 68 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association Ohel Esther ayant son siège social 4-8 rue Henri Murger (19e), pour sa halte-garderie située 4-8 rue Henri Murger (19e). (N° tiers PARIS ASSO : 22041, N° dossier : 2022_08894).
Article 69 : Une subvention de 6 900 euros est allouée à l'association Quel Univers Inventer ? ayant son siège social 43 rue des Bois (19e), pour sa crèche parentale située 43 rue des Bois (19e). (N° tiers PARIS ASSO : 19890, N° dossier : 2022_08906).
Article 70 : Une subvention de 6 440 euros est allouée à l'association Grenadine et Menthe à l'Eau ayant son siège social 9, rue du Dr Potain (19e), pour sa crèche parentale située 9, rue du Dr Potain (19e). (N° tiers PARIS ASSO : 20639, N° dossier : 2022_08833).
Article 71 : Une subvention de 9 200 euros est allouée à l'association Crèche Laïque du Quartier Saint-Fargeau ayant son siège social 33 rue du Télégraphe (20e), pour sa crèche collective située 33, rue du Télégraphe (20e). (N° tiers PARIS ASSO : 19022, N° dossier : 2022_08819).
Article 72 : Des subventions sont allouées à l'association Gan Yossef Crèche et Jardin d'Enfants ayant son siège social 15-17 rue de la Mare (20e), pour ses établissements :
- une subvention de 4 600 euros pour crèche collective située 15-17, rue de la Mare (20e).
- une subvention de 2 300 euros pour sa crèche familiale située 15-17, rue de la Mare (20e).
(N° tiers PARIS ASSO : 20602, N° dossier : 2022_08831 et 2022_08832).
Article 73 : Une subvention de 4 025 euros est allouée à l'association Relais Ménilmontant ayant son siège social 70 rue des Rigoles (20e), pour sa structure multi-accueil située 155, rue Pelleport (20e). (N° tiers PARIS ASSO : 18888, N° dossier : 2022_08908).
Article 74 : Une subvention de 2 300 euros est allouée à l'association Les Apaches des Vignoles ayant son siège social 60 rue des Vignoles (20e), pour sa crèche parentale située 60, rue des Vignoles (20e). (N° tiers PARIS ASSO : 21122, N° dossier : 2022_08875).
Article 75 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association Halte-garderie Les Poussins d'Annam ayant son siège social 4 rue d'Annam (20e), pour sa halte-garderie située 4, rue d'Annam (20e). (N° tiers PARIS ASSO : 19953, N° dossier : 2022_08888).
Article 76 : Une subvention de 4 301 euros est allouée à l'association Lutinlune ayant son siège social 37, rue de la Réunion (20e), pour sa crèche parentale située 37, rue de la Réunion (20e). (N° tiers PARIS ASSO : 20724, N° dossier : 2022_08890).
Article 77 : Une subvention de 2 300 euros est allouée à l'association Métramômes ayant son siège social 5 bis rue Olivier Métra (20e), pour sa crèche parentale située 5 bis, rue Olivier Métra (20e). (N° tiers PARIS ASSO : 20890, N° dossier : 2022_08891).
Article 78 : Une subvention de 6 900 euros est allouée à l'association « Actions et Ressources pour l'Inclusion Sociale par le Soin et l'Éducation » (A.R.I.S.S.E) 10, chemin de la butte au beurre 78350 Jouy-en-Josas, pour sa structure multi accueil située 140bis, Boulevard Davout (20e). (N° tiers PARIS ASSO : 199478, N° dossier : 2022_08757).
Article 79 : Une subvention de 9 200 euros est allouée à la Fondation Comité d'Action Sociale Israélite de Paris - Comité Juif d'Action Sociale et de Reconstruction (C.A.S.I.P.-C.O.J.A.S.O.R.) ayant son siège social 8 rue de Pali Kao (20e), pour sa halte-garderie située 8 rue de Pali Kao (20e). (N° tiers PARIS ASSO : 20706, N° dossier : 2022_08773).
Article 80 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association Crèche parentale Farandole ayant son siège social 105, rue Alexandre Dumas (20e), pour sa crèche parentale située 105, rue Alexandre Dumas (20e). (N° tiers PARIS ASSO : 16928, N° dossier : 2022_08789).
Article 81 : Une subvention de 4 600 euros est allouée à l'association ARCHIPELIA ayant son siège social 17 rue des Envierges (20e), pour sa structure multi-accueil située 12, Allée du Père Julien Dhuit (20e). (N° tiers PARIS ASSO : 18047, N° dossier : 2022_08756).

Article 82 : Les dépenses de fonctionnement correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité de crédits.

2022 DFPE 144 Subvention (56.765 euros), avenant n° 1 avec l'association Haut Comme 3 Pommes (11e) pour la halte-garderie.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 09 décembre 2021 par l'association Haut Comme 3 Pommes et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Haut Comme 3 Pommes ;

Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Haut Comme 3 Pommes ayant son siège social 42 bis, rue Sedaine (11e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 56 765 euros est allouée à l'association Haut Comme 3 Pommes. N° tiers PARIS ASSO : 32661 - N° dossier : 2022_02339

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 145 Subvention (9.613 euros) et convention avec l'Association Pour l'Accueil de Tous les Enfants (APATE) (11e) pour des travaux de rénovation et mise aux normes du multi accueil « La Caverne d'Ali Baba » 27-29 av. Philippe Auguste (11e).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Pour l'Accueil de Tous les Enfants (APATE) ;

Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention d'investissement, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'Association Pour l'Accueil de Tous les Enfants (APATE) ayant son siège social 27-29, av. Philippe Auguste (11e), pour l'attribution d'une subvention d'investissement.

Article 2 : Une subvention de 9 613 euros est allouée à l'Association Pour l'Accueil de Tous les Enfants (APATE), pour des travaux de rénovation et mise aux normes dans le multi accueil « la caverne d'Ali Baba » situé 27 -29 av Philippe Auguste (11e). N° tiers PARIS ASSO : 21221, n° dossier : 2022_ 06902.

Article 3 : La dépense d'investissement correspondante sera imputée au budget d'investissement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 149 Subventions (14.398 euros) et conventions avec l'association « ABC Puériculture » (16e) pour la réalisation de travaux de mises aux normes pour 2 établissements d'accueil du jeune enfant.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association ABC Puériculture ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer des conventions d'investissement, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association ABC Puériculture ayant son siège social 9, rue de La Fontaine à Paris (16e), pour l'attribution de subventions d'investissement.
Article 2 : Une subvention d'investissement de 4 124 € (quatre mille cent vingt-quatre euros) est allouée à l'association ABC Puériculture (n° Paris Asso 17957 - n° de dossier 2022_08630) pour des travaux de mise aux normes dans le multi accueil situé 21 bis, rue Jonquoy (14e).
Article 3 : Une subvention d'investissement de 10 274 € (dix mille deux cent soixante-quatorze euros) est allouée à l'association ABC Puériculture (n° Paris Asso 17957 - n° de dossier 2022_07853) pour la réalisation de travaux dans un établissement d'accueil du jeune enfant au 73, bd Flandrin (16e).
Article 4 : Les dépenses d'investissement correspondantes seront imputées au budget d'investissement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 152 Subventions (81.250 euros) et conventions avec 6 associations pour leurs actions d'accompagnement des parents à l'ère du numérique.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à six associations et la signature de conventions ;
Vu l'avis émis par le conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 16e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'Association Science, Technologie et Société - ASTS ayant son siège social 54, av. Edison (13e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 10.500 euros est allouée à l'Association Science, Technologie et Société - ASTS pour son action d'accompagnement des parents à l'ère numérique dans le 13e arrondissement (N° tiers PARIS ASSO : 12948, N° dossier : 2022_08582).
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association KOCOYA THINKLAB ayant son siège social 113 bis, rue de la Tour (16e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 4 : Une subvention de 15.500 euros est allouée à l'association KOCOYA THINKLAB (N° tiers PARIS ASSO : 187150) selon la répartition suivante :
- pour son action d'accompagnement des parents à l'ère numérique dans le 14e arrondissement : 10.500 euros (N° de dossier : 2022_08552) ;
- pour son action d'inclusion numérique dans le 16e arrondissement : 5.000 euros (N° de dossier : 2022_08612).

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association D2L ayant son siège social 1, rue de la Solidarité (19e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 6 : Une subvention de 7.500 euros est allouée à l'association D2L pour son action d'accompagnement des parents à l'ère numérique dans le 19e arrondissement (N° tiers PARIS ASSO : 189232, N° dossier : 2022_08591).
Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association RECONNECT ayant son siège social 102 C, rue Amelot (11e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 8 : Une subvention de 12.750 euros est allouée à l'association RECONNECT pour son action d'accompagnement à l'ère numérique des familles parisiennes hébergées en structures sociales sur tout Paris (N° tiers PARIS ASSO : 138841, N° dossier : 2022_08602).
Article 9 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Centre d'Intervention Thérapeutique et d'Accompagnement

Famille et Professionnel - CITHEA ayant son siège social 43, rue de Charenton (12e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 10 : Une subvention de 25.000 euros est allouée à l'association Centre d'Intervention Thérapeutique et d'Accompagnement Famille et Professionnel - CITHEA pour son action d'accompagnement des parents à l'ère numérique dans le 15e et sur tout Paris (N° tiers PARIS ASSO : 88041, N° dossier : 2022_08607).

Article 11 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association WETECHCARE ayant son siège social 71, rue Archereau (19e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 12 : Une subvention de 10.000 euros est allouée à l'association WETECHCARE pour son action d'accompagnement des parents à l'ère numérique sur tout Paris (N° tiers PARIS ASSO : 200711, N° dossier : 2022_08615).

Article 13 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 153 Subvention (96.949 euros), avenant n° 1 avec l'association Halte-Garderie Les Poussins d'Annam (20e).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 09 décembre 2021 par l'association Halte-Garderie Les Poussins d'Annam et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Halte-Garderie Les Poussins d'Annam ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Halte-Garderie Les Poussins d'Annam ayant son siège social 4, rue d'Annam (20e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 96 949 euros est allouée à l'association Halte-Garderie Les Poussins d'Annam. N° tiers PARIS ASSO : 19953 - N° dossier : 2022_03126

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 162 Signature de protocoles transactionnels entre la Ville de Paris et les gestionnaires de crèches en gestion externalisée afin de compenser partiellement les frais fixes supportés durant le confinement d'avril 2021.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles 2044 et suivants du Code civil ;

Vu le projet de délibération du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à l'approbation du Conseil de Paris le principe et les modalités des six conventions de transaction entre la Ville de Paris et ses partenaires en charge de la gestion et de l'exploitation externalisées d'établissements d'accueil de la petite enfance ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés le principe et les modalités de la convention de transaction avec Crescendo figurant en annexe, qui prévoit le versement d'une indemnité compensatrice de 154 462 € nets de TVA à Crescendo.

Article 2 : Sont approuvés le principe et les modalités de la convention de transaction avec La Maison Bleue figurant en annexe, qui prévoit le versement d'une indemnité compensatrice de 130 900 € nets de TVA à La Maison Bleue.

Article 3 : Sont approuvés le principe et les modalités de la convention de transaction avec Les Petits Chaperons Rouges figurant en annexe, qui prévoit le versement d'une indemnité compensatrice de 152 320 € nets de TVA à Les Petits Chaperons Rouges.
Article 4 : Sont approuvés le principe et les modalités de la convention de transaction avec Léo Lagrange figurant en annexe, qui prévoit le versement d'une indemnité compensatrice de 57 120 € nets de TVA à Léo Lagrange.
Article 5 : Sont approuvés le principe et les modalités de la convention de transaction avec la Fondation Œuvre de la Croix Saint-Simon figurant en annexe, qui prévoit le versement d'une indemnité compensatrice de 28 798 € nets de TVA à la Fondation Œuvre de la Croix Saint-Simon.
Article 6 : Sont approuvés le principe et les modalités de la convention de transaction avec People and Baby figurant en annexe, qui prévoit le versement d'une indemnité compensatrice de 6 188 € nets de TVA à People and Baby.
Article 7 : Les dépenses correspondantes aux versements des indemnités compensatrices prévues par les conventions de transaction seront imputées sur le chapitre fonctionnel 934, rubrique élémentaire 4221, nature 611, du budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'année 2022.

2022 DFPE 163 Renouvellement du soutien de la Ville de Paris au fonctionnement des maisons d'assistant-e-s maternel-le-s existantes et approbation du cahier des charges applicable aux projets de maisons d'assistant.e.s maternel.le.s.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2018 DFPE 116 approuvant le cahier des charges définissant les conditions à réunir pour prétendre au soutien de la Ville de Paris pour la création de Maisons d'assistant-e-s maternel-le-s (MAM) ;
Vu le bail civil signé le 10 octobre 2018 entre la Ville de Paris et l'association « O' Rêves d'enfants » et portant sur le local situé 22, rue Laure Diebold à Paris (8e) ;
Vu le bail civil signé le 13 juin 2019 entre la Ville de Paris et l'association « MAM le Pti chat-pitre » et portant sur le local situé 27-35 rue Bréguet/7-19 Villa Marcès à Paris (11e) ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose le renouvellement du soutien financier et technique de la Ville de Paris aux deux maisons d'assistantes maternelle (MAM) existantes dans le 8e et le 11e arrondissement et l'adoption d'un nouveau cahier des charges applicable aux projets de maisons d'assistant-e-s maternel-le-s ;
Vu l'avis Conseil du 8e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association « O' Rêves d'enfants », ayant son siège social au 22, rue Laure Diebold à paris (8e), une convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération, définissant les modalités de la poursuite du soutien de la Ville de Paris au fonctionnement de la Maison d'assistantes Maternelles située 22, rue Laure Diebold à Paris (8e). Cette convention prévoit l'attribution d'une aide en nature estimée à 88.350 euros par an, pour le fonctionnement de la MAM.
Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association « MAM Le Pti Chat-pitre », ayant son siège social 23, rue de la Py à Paris (20e), une convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération, définissant les modalités de la poursuite du soutien de la Ville de Paris au fonctionnement de la Maison d'assistantes Maternelles située 7 Villa Marcès/ 27-35 rue Bréguet à Paris (11e). Cette convention prévoit l'attribution d'une aide en nature estimée à 18.350 euros par an, pour le fonctionnement de la MAM.
Article 3 : Le Conseil de Paris approuve le cahier des charges, dont le texte est joint à la présente délibération, qui définit les conditions à réunir pour pouvoir prétendre au soutien technique et financier de la Ville de Paris pour la création de maisons d'assistant.e.s maternel.le.s (MAM) pour la période 2022-2025. La Maire de Paris est autorisée à le publier dans Paris.fr.
Article 4 : Le Conseil de Paris approuve les deux modèles de convention type, dont le texte est joint à la présente délibération, qui définissent le cadre applicable au soutien de la Ville de Paris pour les associations dont le projet de MAM remplira les exigences du cahier des charges visé à l'article 3 du présent délibéré. Le premier modèle de convention est applicable lorsque le soutien de la Ville de Paris prend la forme d'une subvention. Le second modèle est applicable lorsque le soutien de la Ville de Paris prend la forme d'une aide en nature visant à minorer l'impact du loyer.

Article 5 : Les dépenses de fonctionnement correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivant de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.
Article 6 : Les dépenses d'investissement correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivant de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DGGP 8 Dissolution du syndicat mixte ouvert « Forum métropolitain du Grand Paris » - Versement de la contribution au titre de l'année 2022 (97.192,62 euros).

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris sollicite l'autorisation de procéder, pour l'année 2022, au versement de la contribution de Paris dans le cadre de la dissolution du syndicat mixte ouvert « Le Forum métropolitain du Grand Paris » ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GRÉGOIRE, au nom de la 5e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder pour l'année 2022 au versement de la contribution de la collectivité parisienne dans le cadre de la dissolution du syndicat mixte ouvert « Forum métropolitain du Grand Paris ».
Article 2 : Pour l'année 2022, le montant de la contribution de la Ville de Paris s'élève à 97 192, 62 €.
Article 3 : La dépense correspondante sera inscrite au budget de fonctionnement de la Ville de Paris (exercice 2022 et suivants).

2022 DGRI 44 Solde de la subvention (291.500 euros) à l'Association Internationale des Maires Francophones - AIMF.

M. Arnaud NGATCHA, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1115-1, L1115-1-1 et L.2512-11 ;
Vu la délibération n° 2022 DGRI (Subvention -.633.000 euros- et avenant à la convention triennale avec l'Association Internationale des Maires Francophones - AIMF) adoptée au Conseil de Paris de février 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose le versement du solde de la subvention en fonctionnement à l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) au titre de l'exercice 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Arnaud NGATCHA, au nom de la 7e commission,
Délibère :
Article 1 : Le solde de la subvention de fonctionnement d'un montant de 291.500 € est attribué à l'AIMF, 9 rue des Halles, 75001 Paris (n° simpa 36841 ; dossier 2022_04872) au titre de l'année 2022.
Article 2 : La dépense correspondante de 291.500 € sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022 et suivants, au titre des relations internationales, sous réserve de décision de financement et de disponibilité des crédits.

2022 DGRI 49 Signature d'un pacte d'amitié et de coopération avec la région de Nouakchott.

M. Arnaud NGATCHA, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1115-1, L. 1115-1-1 et L.2512-11 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose la signature d'un accord de coopération avec la Région de Nouakchott ;
Sur le rapport présenté par M. Arnaud NGATCHA au nom de la 7e commission,
Délibère :
Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la région de Nouakchott, le Pacte d'amitié et de coopération dont le texte est annexé à la présente délibération.

2022 DGRI 50 Signature d'un pacte d'amitié et de coopération avec la ville de Douala.

M. Arnaud NGATCHA, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1115 - 1 - 1 ;

Vu le projet en délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose la signature d'un Pacte d'amitié et de coopération entre la ville de Douala au Cameroun et la Ville de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Arnaud NGATCHA au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer le Pacte d'amitié et de coopération entre la ville de Douala et la Ville de Paris, dont le texte est annexé à la présente délibération.

2022 DGRI 51 Convention et subvention (32.000 euros) à l'association Électriciens sans frontières pour une intervention humanitaire d'urgence à Madagascar.

M. Arnaud NGATCHA, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1115-1, L1115-1-1 et L.2512-11 ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'attribution d'une subvention à l'association ÉLECTRICIENS SANS FRONTIÈRES ;

Sur le rapport présenté par M. Arnaud NGATCHA au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une aide d'urgence d'un montant de 32 000 € est attribuée au titre de l'exercice 2022 et suivants, à l'association Électriciens sans frontières, dont le siège social est situé 5, rue Jean Nicot 93691 Pantin Cedex ;

Article 2 : La dépense sera imputée au titre du « 1% énergie » sur le budget de la délégation générale aux relations internationales de la Ville de Paris, exercice 2022, et suivants, sous réserve du vote des crédits correspondants ;

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association la convention dont le texte est joint à la présente délibération.

2022 DGRI 53 Citoyenneté d'honneur de la Ville de Paris attribuée à Jina Mahsa Amini, à titre posthume, et à travers elle, aux femmes iraniennes luttant pour leurs droits.

M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1115-1, L. 1115-1-1 et L.2512-11 ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution de la Citoyenneté d'honneur de la Ville de à Jina Mahsa Amini, à titre posthume, et à travers elle, aux femmes iraniennes luttant pour leurs droits ;

Sur le rapport présenté par M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, au nom de la 4e commission,

Délibère :

La Maire de Paris est autorisée à attribuer la Citoyenneté d'honneur de la Ville de Paris à Jina Mahsa Amini, à titre posthume, et à travers elle, aux femmes iraniennes luttant pour leurs droits.

2022 DICOM 16 Convention d'Occupation du Domaine Public relative au concert de musique classique du 14 juillet 2022.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe de la passation d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative au concert de musique classique du 14 juillet 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le principe de la passation d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative au concert de musique classique du 14 juillet 2022, jointe en annexe.
Article 2 : Sont approuvées les modalités de la convention d'occupation temporaire du domaine public relative au concert de musique classique du 14 juillet 2022, jointe en annexe.
Article 3 : La Maire est autorisée à signer ladite convention.
Article 4 : Les recettes correspondant à la convention d'occupation temporaire du domaine public relative au concert de musique classique du 14 juillet 2022, jointe en annexe, seront imputées au budget du fonctionnement de la Ville de Paris, chapitre 930, compte-nature 70323, fonction P022.

2022 DICOM 19 Conventions de partenariat en faveur de l'opération « Paris Plages ».

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe et les modalités des conventions de partenariat avec Cafézoïde et la RATP en faveur de l'opération "Paris Plages" ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvé le principe de la passation des conventions de partenariat avec Cafézoïde et la RATP.
Article 2 : Sont approuvées les modalités des conventions de partenariat avec Cafézoïde et la RATP.
Article 3 : La Maire est autorisée à signer lesdites conventions.

2022 DICOM 20 Conventions de partenariats en soutien de l'opération Nuit Blanche.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe et les modalités des conventions de mécénat avec Westfield Forum des Halles et le Dôme du Marais (Chéper), et des conventions de partenariats médias avec la RATP, Télérama et 20 minutes ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvé le principe de passation des conventions de mécénat avec Westfield Forum des Halles, et le Dôme du Marais (Chéper), et des conventions de partenariats médias avec la RATP, Télérama et 20 minutes.
Article 2 : Sont approuvées les modalités des conventions de mécénat avec Westfield Forum des Halles et le Dôme du Marais (Chéper), et des conventions de partenariats médias avec la RATP, Télérama et 20 minutes.
Article 3 : La Maire est autorisée à signer lesdites conventions.

2022 DICOM 21 Convention de mécénat en soutien à l'exposition "CAPITALE(s), 60 ans d'art urbain à Paris".

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe et les modalités de la convention de mécénat avec La Chaise française ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvé le principe de la convention de mécénat pour l'exposition "CAPITALE(s), 60 ans d'art urbain à Paris", organisée du 15 octobre 2022 au 11 février 2023, avec La Chaise française.
Article 2 : Sont approuvées les modalités de la convention de mécénat pour l'exposition "CAPITALE(s), 60 ans d'art urbain à Paris", organisée du 15 octobre 2022 au 11 février 2023, avec La Chaise française.
Article 3 : La Maire est autorisée à signer ladite convention.

2022 DICOM 22 Conventions de co-production pour les expositions sur la voie publique.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe et les modalités des conventions de co-production pour l'exposition "Venezuela, Traces of a Promise" avec la Fondation Carmignac et pour l'exposition "Revoir Paris" avec l'association PhotoSaintGermain ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le principe de la passation des conventions de co-production des expositions suivantes sur la voie publique : "Venezuela, Traces of a Promise" avec la Fondation Carmignac et « Revoir Paris » avec l'association PhotoSaintGermain.

Article 2 : Sont approuvées les modalités des conventions de co-production des expositions suivantes sur la voie publique : "Venezuela, Traces of a Promise" avec la Fondation Carmignac et "Revoir Paris" avec l'association PhotoSaintGermain.

Article 3 : La Maire est autorisée à signer lesdites conventions.

2022 DICOM 23 Contrats de concession de droits relatifs à l'exposition "CAPITALE(S), 60 ans d'art urbain à Paris" au sein de la salle Saint-Jean de l'Hôtel de Ville.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe et les modalités des contrats de concession de droits avec : Pierre Terrasson, Marc-Aurèle Vecchione, Rosine Klatzmann, Lionel Belluteau et Tarek Ben Yakhlef ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le principe de la passation des contrats de concession de droits avec Pierre Terrasson, Marc-Aurèle Vecchione, Rosine Klatzmann, Lionel Belluteau et Tarek Ben Yakhlef.

Article 2 : Sont approuvées les modalités des contrats de concession de droits avec Pierre Terrasson, Marc-Aurèle Vecchione, Rosine Klatzmann, Lionel Belluteau et Tarek Ben Yakhlef.

Article 3 : La Maire est autorisée à signer lesdits contrats.

2022 DICOM 25 Conventions de mécénat en nature et conventions de mécénat en nature et compétences en soutien au 14 juillet 2022.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe et les modalités des conventions de mécénat en nature avec les sociétés Teisseire France, Semmaris, Heineken Entreprise et Pernod Ricard France, ainsi que les conventions de mécénat en nature et compétences avec les sociétés Pâtisserie des Martyrs et Tartempion (Pâtisserie Panade Paris) ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le principe de passation des conventions de mécénat en nature avec les sociétés Teisseire France, Semmaris, Heineken Entreprise et Pernod Ricard, et des conventions de mécénat en nature et compétences avec les sociétés Pâtisserie des Martyrs et Tartempion (Pâtisserie Panade Paris).

Article 2 : Sont approuvées les modalités des conventions de mécénat en nature avec les sociétés Teisseire France, Semmaris, Heineken Entreprise et Pernod Ricard, et des conventions de mécénat en nature et compétences avec les sociétés Pâtisserie des Martyrs et Tartempion (Pâtisserie Panade Paris).

Article 3 : La Maire est autorisée à signer lesdites conventions.

2022 DICOM 29 Convention de parrainage pour les célébrations du jumelage Paris-Rome avec FERRERO FRANCE COMMERCIALE.

M. Arnaud NGATCHA, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe et les modalités de la convention de parrainage pour les célébrations du jumelage entre Paris et Rome de juillet 2022 avec FERRERO FRANCE COMMERCIALE ;

Sur le rapport présenté par M. Arnaud NGATCHA au nom de la 7e commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le principe de la convention de parrainage pour les célébrations du jumelage entre Paris et Rome de juillet 2022 avec FERRERO FRANCE COMMERCIALE ;

Article 2 : Sont approuvées les modalités de la convention de parrainage pour les célébrations du jumelage entre Paris et Rome de juillet 2022 avec FERRERO FRANCE COMMERCIALE ;

Article 3 : La Maire est autorisée à signer ladite convention ;

Article 4 : Les recettes correspondant au parrainage de FERRERO FRANCE COMMERCIALE seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'année 2022, chapitre 74, compte-nature 74-78.

2022 DILT 4 Budget annexe des transports automobiles municipaux - Budget supplémentaire de l'exercice 2022.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu l'instruction budgétaire M4 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le budget primitif de l'exercice 2022 du budget annexe du service technique des transports automobiles municipaux, délibéré par le Conseil de Paris lors de la séance des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;

Vu le compte administratif de l'exercice 2021 du budget annexe du service technique des transports automobiles municipaux, délibéré par le Conseil de Paris lors de la séance des 31 mai, 1, 2 et 3 juin 2022 ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui soumet le projet de budget supplémentaire du budget annexe du service technique des transports automobiles municipaux pour l'exercice 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Le budget supplémentaire du budget annexe du service technique des transports automobiles municipaux pour l'exercice 2022 est arrêté à la somme de :

- 1 930 201,08 €, en équilibre pour la section d'exploitation, conformément à la présentation par chapitre annexée à la présente délibération ;
- 5 569 480,57 €, en équilibre pour la section d'investissement en ce qui concerne les crédits de paiement, conformément à la présentation par chapitre annexée à la présente délibération ;
- 2 953 199,04 €, en dépenses en ce qui concerne les autorisations de programme, soit un total net post budget supplémentaire de 24 505 716,98 €, selon l'état annexé (récapitulatif général des autorisations de programme).

Article 2 : La Maire est autorisée à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par les insuffisances éventuelles de dotations constatées au cours de l'exécution du budget.

Article 3 : La Maire de Paris est autorisée à procéder aux virements de crédits, rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget, de chapitre à chapitre dans les limites de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section.

Récapitulatif général des autorisations de programme

Stock Brut au 31/12/2021 (a)	CA 2021		Stock net au 31/12/2021 reporté en 2022 (d = a-b-c)	BP 2022 ('e)	Liquidé au 21/09/2022 (f)	Stock net avant BS au 21/09/2022 (g=d+e-f)	Annulations (h)	Inscriptions BS (i)	Stock net après BS (j=g-h+i)
	mandaté après régularisation (b)	solde des AP terminées (c)							
38 105 055,40	12 783 921,12	10 913 074,95	14 408 059,33	17 520 000,00	4 469 143,31	27 458 916,02	3 203 199,04	250 000,00	24 505 716,98

2022 DJS 129 Signature d'une convention de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales de Paris au titre de la Prestation de Service Jeunes.

Mme Hélène BIDARD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du Conseil de Paris 2021 DJS 122 en date des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 concernant l'ouverture de la Maison pour la Jeunesse au sein de l'immeuble communal 4 place du Louvre (1er) ;

Vu la décision de la Commission d'action sociale de la CAF de Paris en date du 14 décembre 2021 ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose au Conseil de Paris d'autoriser la signature d'une convention de financement avec la Caisse l'Allocations Familiales de Paris au titre de la Prestation de Service Jeunes ;

Sur le rapport présenté par Mme Hélène BIDARD au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Maire de Paris est autorisée à signer la convention de financement avec la Caisse l'Allocations Familiales de Paris au titre de la Prestation de Service Jeunes dans le cadre du projet « Quartier Jeunes ».

Article 2 : Les recettes correspondantes seront inscrites à la section de fonctionnement du budget 2022 et suivants de la Ville de Paris.

2022 DJS 133 Courts de tennis parisiens - Modification des tarifs.

M. Karim ZIADY, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L- 2511-1 et suivants ;

Vu la délibération 2014 DJS 371 des 15, 16 et 17 décembre 2014 fixant les tarifs des courts de tennis municipaux ;

Vu la délibération 2017 DJS 109 des 30, 31 janvier et 1er février 2017 relative à l'application de la gratuité aux bénéficiaires de l'allocation pour demandeur d'asile dans l'accès aux établissements sportifs parisiens ;

Vu la délibération 2017 DFA 107-3 des 11, 12 et 13 décembre 2017 relative à l'évolution des tarifs ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel la Maire de Paris propose la modification des tarifs des courts de tennis parisiens ;

Sur le rapport présenté par M. Karim ZIADY au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : les tarifs des courts de tennis parisiens sont approuvés, tels qu'annexés à la présente délibération.

Article 2 : les présents tarifs seront appliqués à partir du 1er novembre 2022.

Article 3 : le Directeur de la jeunesse et des sports les mettra en œuvre par voie d'arrêté au nom de la Maire de Paris. Cet arrêté déterminera les justificatifs à présenter à l'appui des demandes de réduction ou d'exonération.

Article 4 : les recettes correspondantes seront constatées au chapitre 933-70631, domaine fonctionnel P322, du budget de fonctionnement de la Ville de Paris des exercices 2022 et suivants.

2022 DJS 139 Garantie à 50% de la Ville de Paris accordée à la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade pour l'emprunt bancaire (3.200.000 euros) à souscrire auprès du Crédit Lyonnais.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code civil ;

Vu l'Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) d'une durée d'occupation de 15 ans à signer entre l'Établissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette et la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade fixant les modalités d'exécution des travaux d'aménagement du site (le Cinaxe, une ancienne salle de cinéma), puis ensuite l'exploitation des lieux incluant son entretien et sa maintenance ainsi que ses abords ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris à la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade, à hauteur de 50 %, pour le service des intérêts et l'amortissement d'un prêt bancaire de

3.200.000 euros à contracter par la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade auprès du Crédit Lyonnais en vue de financer des travaux d'aménagement d'un espace pour permettre la pratique de l'escalade dans une ancienne salle de cinéma « Le Cinaxe » qui jouxte la Cité des Sciences et de l'Industrie ;

Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit à hauteur de 50%, soit pour un montant en principal de 1.600.000 euros, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement d'un prêt bancaire d'un montant en principal de 3.200.000 euros, remboursable en 17 ans maximum, durée incluant une période d'utilisation progressive de deux ans, engendrant un différé d'amortissement sur la même durée, que la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade (SIREN 784 354 193) se propose de souscrire à un taux fixe de 2,44% par an auprès du Crédit Lyonnais pour le financement de travaux d'aménagement d'un espace pour permettre la pratique de l'escalade dans une ancienne salle de cinéma qui jouxte la Cité des Sciences et de l'Industrie. Les modalités d'exploitation des locaux par la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade se feront au titre d'une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) à signer avec par l'Établissement Public du Parc de La Villette.

Cette garantie est octroyée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai d'un an à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt ;
- des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat ;

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, à la demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat de prêt visé à l'article 1 de la présente délibération, et à conclure avec la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade, la convention prévoyant la rémunération de la garantie ainsi que les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

2022 DJS 140 Délégation de Service Public pour la gestion de l'espace sportif Pontoise (5e) - Modalités de passation.

M. Karim ZIADY, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L. 1411-1 à L. 1411-18, L. 1413-1 et suivants, L. 2511-1 et suivants ;

Vu le Code de la commande publique notamment ses articles L. 1121-3 et suivants ;

Vu l'avis émis le 20 septembre 2022 par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, en application de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis du conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel la Maire de Paris lui propose d'approuver le principe de passation d'un contrat de délégation de service public pour la gestion de l'espace sportif Pontoise (5e) ;

Sur le rapport présenté par M. Karim ZIADY, au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : est approuvé le principe de passation d'un contrat de délégation de service public pour la gestion de l'espace sportif Pontoise (5e), suivant les articles L. 1411-1 à L. 1411-18 du Code général des collectivités territoriales.

Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à engager, sur la base du rapport prévu par l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales et joint à la présente délibération, la procédure de consultation ainsi qu'à accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation de service public et, en application de l'article R. 3121-6 du Code de la commande publique, lorsque qu'aucune candidature ou aucune offre n'a été reçue ou lorsque seules des candidatures irrecevables ou des offres inappropriées ont été déposées, à recourir à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables.

2022 DLH 10 Subvention (25.000 euros) à l'association Vers un Réseau d'Achat en Commun Paris (V.R.A.C. Paris).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 3411-1 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DLH 172 adoptée en Conseil de Paris les 12, 13, 14 et 15 octobre 2021 visant à subventionner (25 000€) l'association VRAC Paris dans le cadre d'une première année de convention triennale afin de proposer à des habitants de quartiers populaires des produits principalement alimentaires de qualité à des prix attractifs ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville de Paris et l'association Vers un Réseau d'Achat en Commun Paris (V.R.A.C. Paris) signée le 7 décembre 2021 ;
Vu le projet de délibération 2022 DLH 10 en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Présidente du Conseil de Paris sollicite l'autorisation d'attribuer, au titre de l'exercice 2022, une subvention de fonctionnement (25 000 €), pour la deuxième année de la convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2023, à l'association Vers un Réseau d'Achat en Commun Paris (V.R.A.C. Paris) pour un projet visant à proposer à des ménages locataires du parc social à faibles ressources et des habitants des quartiers populaires des produits de consommation courante à des prix attractifs issus prioritairement de circuits courts et de l'agriculture biologique ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Il est attribué une subvention de fonctionnement de 25 000 €, au titre de l'année 2022, au bénéfice de l'association Vers un Réseau d'Achat en Commun Paris (V.R.A.C. Paris), dont le siège est situé 40 bd Ney, dans le 18e arrondissement de Paris, pour le projet visant à proposer à des ménages locataires du parc social à faibles ressources et des habitants des quartiers populaires des produits de consommation courante (denrées alimentaires, produits d'hygiène et d'entretien, etc.) à des prix attractifs issus prioritairement de circuits courts et de l'agriculture biologique dans le cadre de la deuxième année de la convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2023 (n° SIMPA 191806 et n° de dossier 2022_08421).
Article 2 : Le versement de la subvention mentionnée à l'article 1 est subordonné à la conclusion, avec l'association Vers un Réseau d'Achat en Commun Paris (V.R.A.C. Paris), d'un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2023 annexé au présent délibéré que la Maire de Paris, Présidente du Conseil de Paris est autorisée à signer.
Article 3 : Les dépenses correspondantes sont imputées, à hauteur de 25 000 € sur le budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris et suivants.

2022 DLH 123-1 Octroi et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (2.124.555 euros) finançant le programme de logement social situé 72 rue Alexandre Dumas et 79 bd de Charonne (11e)

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu la délibération 2019 DLH 148 du Conseil de Paris en date des 12, 14 et 15 novembre 2019 approuvant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme d'acquisition-amélioration de 19 logements sociaux (6 PLAI - 8 PLUS- 5 PLS) à réaliser par la RIVP au 72, rue Alexandre Dumas et 79, bd de Charonne (11e) ;
Vu le contrat de prêt n°136254 signé le 03/06/2022 entre la RIVP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe 1 et faisant partie intégrante de la présente délibération ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder, de modifier et de réitérer la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement, en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 6 logements PLAI à réaliser par la RIVP au 72, rue Alexandre Dumas et 79, bd de Charonne (11e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLAI 325 554 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt - marge fixe de 0,2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 6 logements PLAI à réaliser par la RIVP au 72, rue Alexandre Dumas et 79, bd de Charonne (11e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLAI foncier 266 336 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	60 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,52% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLAI foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 8 logements PLUS, à réaliser par la RIVP au 72, rue Alexandre Dumas et 79, bd de Charonne (11e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLUS 519 618 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,53% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 8 logements PLUS à réaliser par la RIVP au 72, rue Alexandre Dumas et 79, bd de Charonne (11e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLUS foncier 425 101 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	60 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,52% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLUS foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 5 logements PLS à réaliser par la RIVP au 72, rue Alexandre Dumas et 79, bd de Charonne (11e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLS 250 285 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,53% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 6 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS foncier, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 5 logements PLS à réaliser par la RIVP au 72, rue Alexandre Dumas et 79, bd de Charonne (11e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLS foncier 264 562 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	60 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,52% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLS foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 7 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS complémentaire, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 5 logements PLS à réaliser par la RIVP au 72, rue Alexandre Dumas et 79, bd de Charonne (11e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLS complémentaire 73 099 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,53% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLS complémentaire est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 8 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, la RIVP ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 9 : Les charges des garanties ainsi accordées seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.
Article 10 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris aux contrats d'emprunts concernés par les garanties visées aux articles 1 à 7 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.
Article 11 : Les conditions et les montants définitifs des contrats d'emprunts seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 123-2 Octroi et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP - Garantie des prêts PLAI et PLUS (33.812.766 euros) finançant le programme de logement social situé 74-82 av. Denfert Rochereau et 51-53 rue Boissonade (14e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu la délibération 2019 DLH 263 du Conseil de Paris en date des 9, 10, 11, 12 et 13 décembre 2019 approuvant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de construction neuve de 158 logements sociaux (90 PLAI - 68 PLUS) à réaliser par la RIVP au 74-82, av. Denfert Rochereau et 51-53, rue Boissonade (14e) ;
Vu l'offre de prêt n°U089964 émise par la Caisse des Dépôts et Consignations, jointe en annexe 2 et faisant partie intégrante de la présente délibération ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder, de modifier et de réitérer la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement, en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de construction neuve de 90 logements PLAI à réaliser par la RIVP au 74-82, av. Denfert Rochereau et 51-53, rue Boissonade (14e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLAI 11 771 169 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt - marge fixe de 0,2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.
Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de construction neuve de 90 logements PLAI à réaliser par la RIVP au 74-82, av. Denfert Rochereau et 51-53, rue Boissonade (14e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLAI foncier 5 897 261 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	62 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,16% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLAI foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de construction neuve de 68 logements PLUS à réaliser par la RIVP au 74-82, av. Denfert Rochereau et 51-53, rue Boissonade (14e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLUS 11 248 879 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de construction neuve de 68 logements PLUS à réaliser par la RIVP au 74-82, av. Denfert Rochereau et 51-53, rue Boissonade (14e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLUS foncier 4 895 457 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	62 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,16% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLUS foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, la RIVP ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 6 : Les charges des garanties ainsi accordées seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris aux contrats d'emprunts concernés par les garanties visées aux articles 1 à 4 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 8 : Les conditions et les montants définitifs des contrats d'emprunts seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 123-3 Octroi et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP - Garantie des prêts PLAI et PLUS (2.635.579 euros) finançant le programme de logement social situé 89 rue Blomet (15e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2018 DLH 271 du Conseil de Paris en date des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 approuvant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme d'acquisition-amélioration de 27 logements sociaux (13 PLAI - 14 PLUS) situé 89, rue Blomet (15e) ;

Vu le contrat de prêt n°136760 signé le 15/06/2022 entre la RIVP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe 3 et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder, de modifier et de réitérer la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement, en date du 26 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 13 logements PLAI, situé 89, rue Blomet (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLAI 539 577 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt - marge fixe de 0,2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 13 logements PLAI, situé 89, rue Blomet (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLAI foncier 440 164 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	59 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,3% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLAI foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration 14 logements PLUS, situé 89, rue Blomet (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLUS 910 003 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,53% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 14 logements PLUS, situé 89, rue Blomet (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLUS foncier 745 835 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	59 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,3% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLUS foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, la RIVP ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 6 : Les charges des garanties ainsi accordées seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris aux contrats d'emprunt concernés par les garanties visées aux articles 1 à 4 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 8 : Les conditions et les montants définitifs des contrats d'emprunts seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 123-4 Octroi et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP - Garantie des prêts PLS (611.211 euros) finançant le programme de logement social situé 27 rue Stephen Pichon (13e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2018 DLH 303 du Conseil de Paris en date des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 approuvant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme d'acquisition de l'usufruit de 9 logements sociaux PLS situé 27, rue Stephen Pichon (13e) ;

Vu le contrat de prêt n°136761 signé le 15/06/2022 entre la RIVP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe 4 et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder, de modifier et de réitérer la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement, en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme d'acquisition de l'usufruit de 9 logements sociaux PLS situé 27, rue Stephen Pichon (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLS 611 211 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	11 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,53% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, la RIVP ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 123-5 Octroi, modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP - Garantie des prêts PAM et PHB (23.990.000 euros) finançant le programme de rénovation de logements sociaux situé 1 à 3 place Henri Matisse et 8 à 10 rue Soleillet (20e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu la délibération 2015 DLH 424 du Conseil de Paris en date des 14, 15 et 16 décembre 2015 approuvant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de réhabilitation Plan Climat Energie situé 1 à 3, place Henri Matisse et 8 à 10, rue Soleillet (20e) ;
Vu le contrat de prêt n°136738 signé le 16/06/2022 entre la RIVP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe 5 et faisant partie intégrante de la présente délibération ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder, de modifier et de réitérer la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement, en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de réhabilitation Plan Climat Energie situé 1 à 3, place Henri Matisse et 8 à 10, rue Soleillet (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PAM Eco-prêt 1 387 500 €
Durée totale :	23 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt – marge fixe de 0.25 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM BEI à taux fixe, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de réhabilitation Plan Climat Energie situé 1 à 3, place Henri Matisse et 8 à 10, rue Soleillet (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PAM BEI à Taux fixe complémentaire 852 500 €
Durée totale :	20 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Taux fixe
Taux d'intérêt actuariel	1.76%

Cette garantie PAM BEI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PHB, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de réhabilitation Plan Climat Energie situé 1 à 3, place Henri Matisse et 8 à 10, rue Soleillet (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PHB 750 000 €
Durée totale : Dont durée de la phase 1	30 ans 20 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Taux fixe
Taux d'intérêt :	0%
Dont durée de la phase 2	10 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0.6 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PHB est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, la RIVP ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 5 : Les charges des garanties ainsi accordées seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris aux contrats d'emprunts concernés par les garanties visées aux articles 1 à 3 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : Les conditions et les montants définitifs des contrats d'emprunts seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 126 Avenants 2022 aux conventions 2017-2022 signées avec l'État et l'Agence nationale de l'habitat, en matière d'aide au logement et d'habitat.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la convention conclue le 1er juin 2017 avec l'État, relative à la délégation de compétences au Département de Paris en matière d'aides au logement, modifiée ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 proposant d'autoriser la Maire de Paris à signer un avenant n° 2022-12 à la convention susvisée ;

Vu la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé conclue le 1er juin 2017 entre l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et le Département de Paris, modifiée ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 proposant d'autoriser la Maire de Paris à signer un avenant n° 2022-8 à la convention susvisée ;

Vu la convention de délégation de gestion aides municipales à l'habitat privé conclue le 1er juin 2017 entre la Ville de Paris et l'Agence nationale de l'habitat (Anah), modifiée ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 proposant d'autoriser la Maire de Paris à signer un avenant 2022-7 à la convention susvisée ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 - La Maire de Paris est autorisée à signer avec l'État l'avenant n° 2022-12 à la convention de délégation de compétences conclue le 1er juin 2017 en application de l'article L.301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, conformément à l'annexe de la présente délibération.

Article 2 - La Maire de Paris est autorisée à signer avec l'Agence nationale de l'Habitat (Anah) les avenants n° 2022-8 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé et 2022-7 à la convention de gestion des aides municipales conclues le 1er juin 2017 en application de l'article L.301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, conformément à l'annexe de la présente délibération.

2022 DLH 130 Signature d'une convention avec l'Association départementale pour la promotion et l'accès aux droits des Tsiganes/Gens du voyage (ADEPT), gestionnaire du centre social itinérant des aires d'accueil de Paris, et subvention (55.000 euros) pour son fonctionnement au titre de l'année 2022.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage ;

Vu le schéma départemental d'accueil des gens du voyage de Paris signé le 17 octobre 2013 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;

Considérant le projet de centre social itinérant porté par l'Association Départementale pour la Promotion et l'accès aux droits des Tsiganes / Gens du voyage (ADEPT) pour renforcer l'accompagnement social des familles accueillies sur les deux aires d'accueil des gens du voyage parisiennes ;

Considérant l'expertise de l'association en direction de ces populations, ainsi que le soutien que lui apporte la CAF avec l'attribution de deux agréments pour ce centre social itinérant qui seront renouvelés pour une durée de quatre ans d'ici fin 2022 ;

Considérant la convention d'objectifs établie entre la Ville de Paris et l'ADEPT pour l'année 2022 ;

Considérant que le budget prévisionnel pour le fonctionnement du centre social itinérant sur l'année 2022 est de 151 307,15 € ;

Considérant le co-financement apporté par la CAF à ce projet d'un montant de 96 307,15 € ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'Association Départementale pour la Promotion et l'accès aux droits des Tsiganes / Gens du voyage (ADEPT) et demande l'autorisation de signer une convention ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention d'objectifs pour l'année 2022 avec l'Association Départementale pour la Promotion et l'accès aux droits des Tsiganes / Gens du

voyage (ADEPT) pour l'animation et la gestion du centre social itinérant sur les deux aires d'accueil de gens du voyage du bois de Boulogne et du bois de Vincennes.
Article 2 : La subvention de la Ville de Paris attribuée à l'association au titre de l'exercice 2022, est fixée à 55 000 €.

2022 DLH 141-1 Réalisation 29 rue Calmels Prolongée (18e) d'un programme de construction de 4 logements sociaux (1 PLA I - 2 PLUS - 1 PLS) et 5 logements intermédiaires par Immobilière 3F - Subvention (549.673 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'approuver la participation de la Ville de Paris au financement du programme de construction de 4 logements sociaux (1 PLA I - 2 PLUS - 1 PLS) et 5 logements intermédiaires à réaliser par la société Immobilière 3F au 29 rue Calmels Prolongée (18e) ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la réalisation au 29 rue Calmels Prolongée (18e) du programme de construction comportant 4 logements sociaux (1 PLA I - 2 PLUS - 1 PLS) et 5 logements intermédiaires par Immobilière 3F.
Article 2 : Est approuvée la participation de la Ville de Paris au financement du programme visé à l'article 1. Pour ce programme, Immobilière 3F bénéficiera d'une subvention municipale d'un montant maximum global de 549 673 euros ; cette dépense sera inscrite au budget de la Ville de Paris pour les exercices 2021 et suivants.
Article 3 : 3 logements seront réservés à des candidats locataires désignés par la Ville de Paris pour une durée de 65 ans.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la société Immobilière 3F la convention fixant les modalités de versement de la participation de la Ville de Paris au financement du programme et, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris, dont la durée sera de 65 ans. Cette convention comportera en outre l'engagement de l'organisme de ne procéder à aucune cession de logement locatif sur le territoire parisien, sauf avis favorable donné par la Ville de Paris en application des articles L 443-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.

2022 DLH 141-2 Réalisation 29 rue Calmels Prolongée (18e) d'un programme de construction de 4 logements sociaux (1 PLA I - 2 PLUS - 1 PLS) et 5 logements intermédiaires par Immobilière 3F - Garantie des prêts PLAI et PLUS par la Ville de Paris (687.322 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de prêts PLAI-PLUS à contracter par la société Immobilière 3F en vue du financement d'un programme de construction de 4 logements sociaux (1 PLA I - 2 PLUS - 1 PLS) et 5 logements intermédiaires à réaliser au 29 rue Calmels Prolongée (18e) ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier à souscrire par la société Immobilière 3F auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer la création d'un logement PLAI situé 29 rue Calmels Prolongée (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt : Montant :	PLAI foncier 124 847 euros
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement	62 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0,20% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier à souscrire par la société Immobilière 3F auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer la création de 2 logements PLUS situés 29 rue Calmels Prolongée (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt : Montant :	PLUS foncier 562 475 euros
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement	62 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,60% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où Immobilière 3F, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec la société Immobilière 3F la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 141-3 Réalisation 29 rue Calmels Prolongée (18e) d'un programme de construction de 4 logements sociaux (1 PLA I - 2 PLUS - 1 PLS) et 5 logements intermédiaires par Immobilière 3F - Garantie des prêts PLS par la Ville de Paris (416.351 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de prêts PLS à contracter par la société Immobilière 3F, en vue du financement d'un programme de construction de 4 logements sociaux (1 PLA I - 2 PLUS - 1 PLS) et 5 logements intermédiaires à réaliser au 29 rue Calmels Prolongée (18e) ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par la société Immobilière 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme bancaire habilité à distribué ce type de prêt, destiné à financer la création d'un logement PLS situé 29 rue Calmels Prolongée (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt : Montant :	PLS 98 725 euros
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1,11% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS travaux est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS foncier, à souscrire par la société Immobilière 3F auprès d'un organisme bancaire agréé, destiné à financer la création d'un logement PLS situé 29 rue Calmels Prolongée (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt : Montant :	PLS foncier 317 626 euros
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	62 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1,11% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où la société Immobilière 3F, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris aux contrats d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec la société Immobilière 3F la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels

2022 DLH 141-4 Réalisation 29 rue Calmels Prolongée (18e) d'un programme de construction de 4 logements sociaux (1 PLA I - 2 PLUS - 1 PLS) et 5 logements intermédiaires par Immobilière 3F - Garantie à hauteur de 50% des prêts LLI par la Ville de Paris (1.735.806 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de prêts LLI à contracter par la société Immobilière 3F en vue du financement d'un programme de construction de 4 logements sociaux (1 PLA I - 2 PLUS - 1 PLS) et 5 logements intermédiaires à réaliser au 29 rue Calmels Prolongée (18e) ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,
Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit à hauteur de 50%, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt Logement Intermédiaire, à souscrire par la société Immobilière 3F auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations ou d'un organisme bancaire habilité à distribuer ce type de prêt, destiné à financer la création de 5 logements intermédiaires situés 29 rue Calmels Prolongée (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt : Montant :	Prêt Logement Intermédiaire 1 031 946 euros
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1,40% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie Prêt Logement Intermédiaire est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit à hauteur de 50%, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt Logement Intermédiaire foncier, à souscrire par la société Immobilière 3F auprès d'un organisme bancaire agréé, destiné à financer la création de 5 logements intermédiaires situés 29 rue Calmels Prolongée (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt : Montant :	Prêt Logement Intermédiaire foncier 2 439 666 euros
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	62 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1,40% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie Prêt Logement Intermédiaire foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où la société Immobilière 3F, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;

- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris aux contrats d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec la société Immobilière 3F la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 145 Réalisation 147 av. de Clichy (17e) d'un programme de rénovation d'un logement par SNL Prologues - Subvention (14.704 euros).

M. Jacques BAUDRIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris propose d'approuver la participation de la Ville de Paris au financement du programme de rénovation d'un logement à réaliser par SNL Prologues au 147 Avenue de Clichy (17e) ;

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la participation de la Ville de Paris au financement du programme de rénovation à réaliser par SNL Prologues au 147 Avenue de Clichy Paris (17e).

Pour ce programme, SNL Prologues bénéficiera d'une subvention municipale d'un montant maximum global de 14 704 euros ; cette dépense sera inscrite au budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

Article 2 : Dans le cadre de la démarche « bâtiments durables », le projet permettra de réduire les consommations énergétiques et les émissions de CO2 du logement.

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec SNL Prologues la convention fixant les modalités de versement de la participation de la Ville de Paris au financement du programme. Cette convention comportera en outre l'engagement de l'organisme de ne procéder à aucune cession de logement locatif sur le territoire parisien, sauf avis favorable donné par la Ville de Paris en application des articles L 443-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.

2022 DLH 146 Réalisation 44 rue Raymond Losserand (14e) d'un programme de rénovation de 1 logement social par SNL Prologues - Subvention (12.150 euros).

M. Jacques BAUDRIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris propose d'approuver la participation de la Ville de Paris au financement du programme de rénovation à réaliser par SNL Prologues au 44 Rue Raymond Losserand (14e) ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la participation de la Ville de Paris au financement du programme de rénovation à réaliser par SNL Prologues au 44 Rue Raymond Losserand Paris (14e).

Pour ce programme, SNL Prologues bénéficiera d'une subvention municipale d'un montant maximum global de 12 150 euros ; cette dépense sera inscrite au budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

Article 2 : Dans le cadre de la démarche « bâtiments durables », le projet permettra de réduire les consommations énergétiques et les émissions de CO2 du logement.
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec SNL Prologues la convention fixant les modalités de versement de la participation de la Ville de Paris au financement du programme. Cette convention comportera en outre l'engagement de l'organisme de ne procéder à aucune cession de logement locatif sur le territoire parisien, sauf avis favorable donné par la Ville de Paris en application des articles L 443-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.

2022 DLH 154-1 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie du prêt PLA-I (97.785 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration d'un logement social situé 3 square du Tarn (17e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu le contrat de prêt n° 133585 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration d'un logement social situé 3 square du Tarn (17e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLA-I 97 785 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	6 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.
Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.
Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.
Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 154-2 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie du prêt PLA-I (57.042 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration d'un logement social situé 3 rue Moreas (17e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le contrat de prêt n° 133587 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat ;

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration d'un logement social situé 3 rue Moreas (17e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLA-I 57 042 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	6 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 154-3 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie des prêts Réhabilitation (5.308.568 euros) finançant le programme de réhabilitation de 106 logements sociaux situés 32 rue Gabon et 35 rue Montera (12e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu la délibération 2016 DLH 391 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PAM à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme de rénovation thermique et de requalification des espaces extérieurs à réaliser au 32 rue de Gabon et 35 rue Montera (12e) ;
Vu le contrat de prêt n° 134593 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt Réhabilitation, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la réhabilitation de 106 logements sociaux situés 32 rue Gabon et 35 rue Montera (12e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 4 672 568 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	26 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.53% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt Réhabilitation Taux Fixe, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la réhabilitation de 106 logements sociaux situés 32 rue Gabon et 35 rue Montera (12e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 636 000 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	16 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Taux Fixe
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt 1,68%

Cette garantie PAM taux fixe est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;

- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 154-4 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie du prêt PLA-I (113.234,91 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 4 logements sociaux situés 109 bd Sérurier (19e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le contrat de prêt n° 133582 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 4 logements sociaux situés 109 bd Sérurier (19e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLA-I 113 234,91 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	6 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.
Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 154-5 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie du prêt Réhabilitation (1.355.371 euros) finançant le programme de réhabilitation de 38 logements sociaux situés 36 rue Tolbiac (13e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu le contrat de prêt n° 134545 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt Réhabilitation, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la réhabilitation de 38 logements sociaux situés 36 rue Tolbiac (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 1 355 371 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	26 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.53% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.
Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.
Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 154-6 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie du prêt PLUS (57.176 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration d'un logement social situé 6 rue Florence Blumenthal, 34 av. de Versailles (16e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le contrat de prêt n° 133590 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;

Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration d'un logement social situé 6 rue Florence Blumenthal, 34 av. de Versailles (16e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 57 176 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	6 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.53% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 154-7 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie du prêt PLAI (238.099 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 1 logement social situé 75 rue Saint Charles (15e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2018 DLH 242 du Conseil de Paris en date des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme de création d'un logement PLAI au 75 rue Saint Charles ;

Vu le contrat de prêt n° 134899 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 1 logement social situé 75 rue Saint Charles (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 238 099 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	40 ans 0 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 154-8 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie des prêts Réhabilitation (726.487 euros) finançant le programme de réhabilitation de 43 logements sociaux situés 31-33 rue des Vinaigriers (10e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2015 DLH 391 du Conseil de Paris en date des 14, 15 et 16 décembre 2015 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PAM à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme d'acquisition-conventionnement comportant 43 logements sociaux par Paris Habitat OPH au 31-33 rue des Vinaigriers (10e) ;

Vu le contrat de prêt n° 136343 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt Réhabilitation, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la réhabilitation de 43 logements sociaux situés 31-33 rue des Vinaigriers (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 726 487 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	16 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.53% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 154-9 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie des prêts Réhabilitation (2.971.993 euros) finançant le programme de résidentialisation de 282 logements sociaux situés 159 rue du Château des Rentiers (13e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2018 DLH 324 du Conseil de Paris en date des 14, 15 et 16 décembre 2018 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PAM à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme d'amélioration de la qualité de service au 159 rue du Château des Rentiers ;

Vu le contrat de prêt n° 136339 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt Réhabilitation, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la résidentialisation de 282 logements sociaux situés 159 rue du Château des Rentiers (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 2 971 993 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	5 ans 0 mois 0 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.53% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 154-10 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie du prêt PLA-I (78.981,21 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration d'un logement social 28 rue de Saussure - 30 bd Gouvion St-Cyr - 3 Square du Vivarais - Groupe Gouvion St-Cyr (17e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu le contrat de prêt n° 133583 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration d'un logement social 28 rue de Saussure - 30/30 bd Gouvion St-Cyr -3 Square du Vivarais - Groupe Gouvion St-Cyr (17e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 78 981,21 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	6 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 154-11 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie des prêts Réhabilitation (1.737.531 euros) finançant le programme de réhabilitation de 40 logements sociaux situés 52 rue Custine (18e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le contrat de prêt n° 136325 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu la délibération 2014 DLH 1307, du Conseil de Paris en date des 15, 16 et 17 décembre 2014 autorisant la réalisation d'un programme de 40 logements sociaux au 52 rue Custine (18e) ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt Réhabilitation, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la réhabilitation de 40 logements sociaux situés 52 rue Custine (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 1 737 531 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	26 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.53% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 154-12 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie des prêts Réhabilitation (263.822 euros) finançant le programme de végétalisation et d'agriculture urbaine du groupe « Erard Rozanoff » situé 30 rue Erard, 35 rue du Colonel Rozanoff (12e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2016 DLH 384 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PAM à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme de végétalisation et d'agriculture urbaine sur le groupe « Erard Rozanoff » situé 30 rue Erard, 35 rue du Colonel Rozanoff (12e) ;

Vu le contrat de prêt n° 136338 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt Réhabilitation, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer une opération de végétalisation et d'agriculture urbaine du groupe « Erard Rozanoff » situé 30 rue Erard, 35 rue du Colonel Rozanoff (12e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 263 822 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	16 ans 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.53% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 168 Réitération des garanties d'emprunts finançant un programme de logement social réalisé par ERILIA - Garantie de prêts PLAI et PLUS par la Ville.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2013 DLH 71 du Conseil de Paris en date des 16, 17 et 18 décembre 2013 approuvant la participation de la Ville de Paris au financement du programme d'acquisition-amélioration comportant 1 logements PLA-I, 4 logements PLUS et 5 logements PLS à réaliser par ERILIA, 64 rue Pajol (18e) ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI et PLUS à contracter par la société ERILIA en vue du financement du programme de logement social à réaliser, 64 rue Pajol (18e) ;

Vu le contrat de prêt n°131638 entre ERILIA et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe, partie intégrante de la présente délibération ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement, en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par la société ERILIA auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme d'acquisition-amélioration d'un logement PLA-I à réaliser par ERILIA, 64 rue Pajol (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLAI 12 751 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	42 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt - marge fixe de 0,20 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI Foncier, à souscrire par la société ERILIA auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme d'acquisition-amélioration d'un logement PLA-I à réaliser, 64 rue Pajol (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLAI Foncier 38 673 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	82 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,50 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLAI Foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par la société ERILIA auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme d'acquisition-amélioration comportant 4 logements PLUS à réaliser, 64 rue Pajol (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLUS 88 846 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	42 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,6 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS Foncier, à souscrire par la société ERILIA auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme d'acquisition-amélioration comportant 4 logements PLUS à réaliser, 64 rue Pajol (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLUS Foncier 269 452 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	82 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,50 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLUS Foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, la société ERILIA ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 6 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris aux contrats d'emprunt concernés par les garanties visées aux articles 1, 2, 3 et 4 de la présente délibération et à signer avec la société ERILIA les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 8 : Les conditions et les montants définitifs des contrats d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 170 Mise à disposition de locaux aux associations et organismes éligibles aux financements publics œuvrant pour l'aide, l'accompagnement, l'accueil et l'hébergement de personnes, mineures ou majeures, en situation de rue et de grande précarité, réfugiées, ou faisant l'objet d'un suivi au titre de l'aide sociale à l'enfance.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L 2111-1 et suivants et L 2125-1 et suivants ;

Vu le code civil et notamment ses articles 1708 et suivants ;

Vu la délibération 2022 DLH 170 en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris autorise la gratuité des mises à disposition de locaux municipaux aux associations et organismes éligibles aux

financements publics œuvrant pour l'aide, l'accompagnement, l'accueil et l'hébergement de personnes en situation de rue et de grande précarité, ou ayant le statut de réfugiés climatiques ou de guerre, ou faisant l'objet d'une prise en charge ou d'un suivi au titre de l'aide sociale à l'enfance ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris entend participer à l'aide, l'accompagnement, l'accueil et l'hébergement de personnes en situation de rue et de grande précarité, réfugiées, ou faisant l'objet d'une prise en charge ou d'un suivi au titre de l'aide sociale à l'enfance, en concluant avec les associations et organismes éligibles aux financements publics œuvrant dans ces domaines et qui en feront la demande, des conventions d'occupation temporaire du domaine public ou des baux civils portant sur des locaux municipaux.

Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à mettre à disposition à titre gratuit, aux associations visées à l'article premier, les locaux municipaux, qu'ils relèvent du domaine public ou du domaine privé. Une contribution non financière, découlant de cette gratuité et correspondant à la valeur locative de marché des locaux considérés, sera accordée à ces associations, à compter de la date d'effet de la mise à disposition des locaux.
Cette contribution non financière fera l'objet d'une convention et devra être valorisée dans les comptes annuels des associations qui en bénéficient.

Article 3 : La Maire de Paris est autorisée à mettre à disposition aux organismes éligibles aux subventions publiques visés à l'article premier et qui n'ont pas le statut « d'association à but non lucratif qui concourt à la satisfaction d'un intérêt général »

- À titre gratuit, les locaux municipaux relevant du domaine privé de la Ville de Paris ;
- Selon une redevance annuelle fixée à 100 euros, les locaux municipaux relevant du domaine public de la Ville de Paris.

Une contribution non financière, découlant de cette aide en nature et correspondant à la différence entre la valeur locative de marché des locaux considérés et le montant de la redevance, sera accordée à ces associations ou organismes, à compter de la date d'effet de la mise à disposition des locaux.
Cette contribution non financière fera l'objet d'une convention et devra être valorisée dans les comptes annuels des organismes qui en bénéficient.

Article 4 : Les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 173 Garantie d'emprunt au bénéfice de la RIVP pour un emprunt à hauteur de 20.000.000 euros visant le financement de diverses opérations de logement social, libre et de locaux d'activité.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2252-1 et L. 2252-2 ;
Vu le code civil, et notamment son article 2321 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 seprtembre 2022 par laquelle Mme le Maire de Paris demande l'autorisation d'octroyer une garantie à hauteur de 50 % pour les emprunts à contracter par la REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS (RIVP) 11-13, av. de la Porte d'Italie 75013 Paris, destinés au financement des opérations d'investissement.
Vu l'avis émis par le conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis émis par le conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission.

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris accorde sa garantie à première demande soumise à l'article 2321 du Code civil, aux conditions fixées ci-dessous, pour le service des intérêts et l'amortissement du Titre émis par la RIVP le 13 mai 2022 au Porteur Initial du Titre ainsi qu'à tout Porteur qui pourra lui succéder (la Garantie).
La quotité garantie est de 50 % dudit emprunt, conformément à l'article L. 2252-2 du code général des collectivités territoriales.
Le montant plafond de la Garantie est défini comme indiqué dans la colonne de droite du tableau ci-dessous, pour chaque période annuelle correspondante se terminant à la date figurant dans la colonne de gauche ci-dessous, dans la limite totale cumulée de 10.000.000 euros :

Période annuelle se terminant le	Montant plafond de la Garantie par la Ville de Paris (euros)
13/04/2022	
13/05/2023	10.000.000
13/05/2024	10.000.000
13/05/2025	10.000.000
13/05/2026	9.900.000
13/05/2027	9.800.000
13/05/2028	9.700.000
13/05/2029	9.600.000
13/05/2030	9.500.000
13/05/2031	9.400.000
13/05/2032	9.300.000
13/05/2033	9.200.000
13/05/2034	9.100.000
13/05/2035	9.000.000
13/05/2036	8.900.000
13/05/2037	8.800.000
13/05/2038	8.700.000
13/05/2039	8.600.000
13/05/2040	8.400.000
13/05/2041	8.300.000
13/05/2042	8.200.000
13/05/2043	8.000.000
13/05/2044	7.900.000
13/05/2045	7.700.000
13/05/2046	7.600.000
13/05/2047	7.400.000
13/05/2048	7.200.000
13/05/2049	7.100.000
13/05/2050	6.900.000
13/05/2051	6.700.000
13/05/2052	6.500.000
13/05/2053	6.300.000
13/05/2054	6.100.000
13/05/2055	5.900.000
13/05/2056	5.600.000
13/05/2057	5.400.000
13/05/2058	5.200.000
13/05/2059	4.900.000
13/05/2060	4.700.000
13/05/2061	4.400.000
13/05/2062	4.100.000
13/05/2063	3.900.000
13/05/2064	3.600.000
13/05/2065	3.300.000
13/05/2066	3.000.000
13/05/2067	2.600.000
13/05/2068	2.300.000
13/05/2069	2.000.000
13/05/2070	1.600.000
13/05/2071	1.200.000
13/05/2072	900.000
13/05/2073	500.000

En tant qu'obligation de payer, la Garantie n'emporte pas une substitution des obligations de faire de la RVP.

Article 2 : Les caractéristiques du Titre objet de la Garantie sont les suivantes :

a) Porteur Initial : Bayerische Landesbank
b) Agent Payeur : Bayerische Landesbank
c) Montant : 20.00.000 euros

d) Montant initial garanti par la Ville de Paris 10.000.000 euros soit 50 % du montant global de prêt
e) Durée: 50 ans, 13 mai 2072
f) Amortissement : en 50 échéances constantes de principal et intérêt de 698.132,38 euros à partir du 13 mai 2023
g) Taux d'intérêt fixe : 2,45 %

Périodicité des intérêts : annuelle à terme échu

Article 3 : Au cas où la REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS (« RIVP ») pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus au titre du Titre Nominatif, la Ville de Paris s'engage à payer à première demande toute somme dans la limite du montant total de la garantie sur simple demande du ou des Porteurs concernés adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que les Porteurs concernés ne discutent au préalable l'organisme défaillant. Il convient de préciser que le présent Article est purement explicatif (en ce sens qu'il précise les obligations du Garant au titre de la Garantie) et qu'il ne saurait remettre en cause le caractère autonome de la Garantie, cette dernière étant soumise à l'article 2321 du Code civil.

Article 4 : Les charges de la Garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative du taux des taxes foncière et d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme le Maire de Paris est autorisée à signer la convention relative à la Garantie, dont le projet figure en annexe 1 de la présente délibération.

Article 6 : Mme le Maire de Paris est autorisée à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2022 DLH 176 Contrôle des règles d'hygiène de l'habitat. Convention de prestation de service Ville de Paris/État 2022-2025.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la loi n° 82 - 1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire propose la signature du projet de convention de prestation de service relative au contrôle des règles d'hygiène de l'habitat à Paris au titre des années 2022 à 2025 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'Agence Régionale de Santé Île-de-France la convention pour le contrôle des règles d'hygiène de l'habitat à Paris, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : Les recettes correspondantes seront inscrites au budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 179 Acquisition 20 rue Gasnier-Guy (20e) d'un terrain par La Coop Foncière en vue de la création de 5 logements à céder dans le cadre d'un bail réel solidaire - Garantie du prêt Gaïa par la Ville de Paris (301.519 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 2022 DU 53 du Conseil de Paris des 22 et 23 mars 2022, autorisant la transformation du projet du groupe Dedans-Dehors initialement en coopérative loi de 1948, en un projet d'habitat participatif dans le cadre d'un montage en Bail Réel Solidaire (BRS), permettant l'accession sociale à la propriété des ménages formant le groupe Dedans-Dehors, par le biais de l'OFS « La Coopérative Foncière Francilienne » (dite « La Coop Foncière ») et de son opérateur « Coopimmo » ;

Vu le contrat de prêt n° 135862 entre La Coopérative Foncière Francilienne et la Caisse des Dépôts et Consignations signé le 15 juin 2022, annexé à la présente délibération et faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement du prêt Gaïa à

contracter par « La Coop Foncière » en vue du financement d'un programme de 5 logements BRS en accession sociale à la propriété ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt Gaïa, souscrit par La Coopérative Foncière Francilienne (dite « La Coop Foncière ») auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la création de 5 logements BRS en accession sociale à la propriété, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	Gaïa 301.519 euros
Durée totale Différé d'amortissement	80 ans 48 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.53% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie du prêt Gaïa est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec La Coopérative Foncière Francilienne la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 180 Acquisition 20 rue Gasnier-Guy (20e) d'un terrain par La Coop Foncière en vue de la création de 5 logements à céder dans le cadre d'un bail réel solidaire - Garantie du prêt Action Logement Service par la Ville de Paris (75.000 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération 2022 DU 53 du Conseil de Paris des 22 et 23 mars 2022, autorisant la transformation du projet du groupe Dedans-Dehors initialement en coopérative loi de 1948, en un projet d'habitat participatif dans le cadre d'un montage en Bail Réel Solidaire (BRS), permettant l'accession sociale à la propriété des ménages formant le groupe Dedans-Dehors, par le biais de l'OFS La Coopérative Foncière Francilienne (dite « La Coop Foncière ») et de son opérateur « Coopimmo » ;
Vu la convention de prêt de long terme n° 107093 entre La Coopérative Foncière Francilienne et Action Logement Services signée le 22 avril 2022 et annexée à la présente délibération ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement du prêt Action Logement à contracter par « La Coop Foncière » en vue du financement d'un programme de 5 logements BRS en accession sociale à la propriété ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt Action Logement à souscrire par La Coopérative Foncière Francilienne (dite « La Coop Foncière ») auprès d'Action Logement Services, destiné à financer la création de 5 logements BRS en accession sociale à la propriété, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	Action Logement 75.000 euros
Durée totale Différé d'amortissement	40 ans 120 mois
Périodicité des échéances	Trimestrielle
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux fixe de 0.5 %

Cette garantie du prêt Action Logement est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec La Coopérative Foncière Francilienne la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 181 Location de l'immeuble 32 rue Réaumur (Paris Centre) à ELOGIE-SIEMP - Bail emphytéotique.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;
Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions de location à ELOGIE-SIEMP de l'immeuble 32, rue Réaumur (Paris Centre) ;
Vu l'avis du Domaine de Paris en date du 28 juillet 2022 ;
Vu l'avis de M. le Maire de Paris Centre en date du 16 septembre 2022;
Vu l'avis du conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la société ELOGIE-SIEMP, dont le siège social est situé 8, bd d'Indochine (19e) un bail à caractère emphytéotique portant location de l'immeuble 32, rue Réaumur (Paris Centre), cadastré AE12, après transfert de la propriété de ce dernier.

La location sera assortie des conditions essentielles suivantes :

- le bail prendra effet à compter de la date de sa signature ou, si elle est plus tardive, à la date de remise de l'immeuble au preneur à bail. Sa durée sera de 65 ans ;
- le preneur à bail prendra la propriété dans l'état où elle se trouvera à la date d'effet de la location ;
- le preneur à bail renoncera à demander toutes indemnités ou dommages intérêts en raison des défauts apparents ou cachés qui pourront résulter de la nature du sol et du sous-sol ;

- le preneur à bail souffrira des servitudes passives, apparentes ou occultes qui grèvent ou pourront grever la propriété louée ; en sa qualité d'emphytéote, le preneur à bail bénéficiera des droits réels lui permettant notamment d'opérer sur la propriété tout changement, amélioration ou construction en application de l'article L.451-7 du code rural et de la pêche maritime ;
- à l'expiration du bail, la totalité des aménagements et équipements réalisés par le preneur à bail deviendra, sans indemnité, propriété de la Ville de Paris ;
- pendant toute la durée de la location, le preneur à bail devra assumer la charge de tous les travaux d'entretien et de grosses réparations, y compris ceux que l'article 606 du Code Civil met d'ordinaire à la charge du propriétaire ;
- le preneur à bail sera autorisé à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- le preneur à bail aura la faculté de céder au prix du marché la totalité des surfaces de commercialité sous réserve d'un intéressement de la Ville de Paris sur le prix de cession correspondant à 50% des prix hors taxes de cession par l'acquéreur de toute ou partie de ladite commercialité, nets des frais, droits, taxes et honoraires dus par le preneur à bail aux termes de l'acte de mutation et nets des frais de l'acte complémentaire constatant le paiement de l'intéressement par le preneur à bail à la Ville de Paris.
- le loyer capitalisé sera fixé à 1 370 000 euros et sera payable :
- à hauteur de 10.000 euros dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la signature de l'acte, par les comptabilités des notaires du bailleur et du preneur ;
- pour le reliquat trois mois après la décision d'agrément prévue par les articles R 331-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, et au plus tard deux ans après la date de signature du bail.
- en fin de location, l'immeuble réalisé devra être rendu à la Ville de Paris en parfait état d'entretien et de réparations de toute nature ;
- dans l'hypothèse où la Ville de Paris serait amenée à aliéner sa propriété, un droit de préférence sera donné au preneur à bail ;
- le preneur à bail devra, en outre, acquitter pendant la durée du bail, les impôts, taxes et charges de toute nature grevant ou pouvant grever la propriété ;
- tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité du bail, et de ses avenants, qui seront passés par devant notaire, seront à la charge du preneur à bail.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tout acte préalable ou constitution de servitude éventuellement nécessaire à l'opération visée à l'article 1.

Article 3 : Cette recette sera inscrite sur le budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 184-1 Réitération des garanties d'emprunts finançant un programme de logement social réalisé par ANTIN Résidences - Garantie de prêts PLAI et PLUS par la Ville (2.774.240 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2018 DLH 50 du Conseil de Paris en date des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 approuvant la participation de la Ville de Paris au financement du programme de construction comportant 7 logements PLA-I, 7 logements PLUS et 3 logements PLS à réaliser par la société ANTIN Résidences, 21 rue Etex (18e) ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de renouveler la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI, PLUS, PLS et Booster Taux Fixe à contracter par la société ANTIN Résidences en vue du financement du programme de construction de logements sociaux à réaliser, 21 rue Etex (18e) ;

Vu le contrat de prêt n°130893 entre la société ANTIN Résidences et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe, partie intégrante de la présente délibération ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement, en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par la société ANTIN Résidences auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme de construction de 7 logements PLA-I à réaliser par ANTIN Résidences, 21 rue Etex (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLAI 656 240€
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	42 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt - marge fixe de 0,20 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI Foncier, à souscrire par la société ANTIN Résidences auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme de construction de 7 logements PLA-I à réaliser, 21 rue Etex (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLAI Foncier 488 000 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	52 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt - marge fixe de 0,20 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLAI Foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par la société ANTIN Résidences auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme de construction comportant 7 logements PLUS à réaliser, 21 rue Etex (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLUS 1 092 000 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	42 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,6 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS Foncier, à souscrire par la société ANTIN Résidences auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme de construction comportant 7 logements PLUS à réaliser, 21 rue Etex (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLUS Foncier 538 000 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	52 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,60 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLUS Foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, la société ANTIN Résidences ne s'acquitterait pas:

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;

- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 6 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris aux contrats d'emprunt concernés par les garanties visées aux articles 1, 2, 3 et 4 de la présente délibération et à signer avec la société ANTIN Résidences les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 8 : Les conditions et les montants définitifs des contrats d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 184-2 Réitération des garanties d'emprunts finançant un programme de logement social réalisé par ANTIN Résidences - Garantie de prêts PLS par la Ville (244.930 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2018 DLH 50 du Conseil de Paris en date des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 approuvant la participation de la Ville de Paris au financement du programme de construction comportant 7 logements PLA-I, 7 logements PLUS et 3 logements PLS à réaliser par la société ANTIN Résidences, 21 rue Etex (18e) ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de renouveler la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI, PLUS, PLS et Booster Taux Fixe à contracter par la société ANTIN Résidences en vue du financement du programme de construction de logements sociaux à réaliser, 21 rue Etex (18e) ;

Vu le contrat de prêt n°130893 entre la société ANTIN Résidences et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe, partie intégrante de la présente délibération ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement, en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par la société ANTIN Résidences auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme de construction de 3 logement PLS à réaliser par ANTIN Résidences, 21 rue Etex (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLS 121 930€
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	42 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 1,03 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS Foncier, à souscrire par la société ANTIN Résidences auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme de construction de 3 logements PLS à réaliser, 21 rue Etex (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLS Foncier 123 000 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	52 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 1,03 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLS Foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, la société ANTIN Résidences ne s'acquitterait pas:

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris aux contrats d'emprunt concernés par les garanties visées aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec la société ANTIN Résidences les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 6 : Les conditions et les montants définitifs des contrats d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 184-3 Réitération des garanties d'emprunts finançant un programme de logement social réalisé par ANTIN Résidences - Garantie des Prêts CDC Booster Taux Fixe par la Ville (255.000 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2018 DLH 50 du Conseil de Paris en date des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 approuvant la participation de la Ville de Paris au financement du programme de construction comportant 7 logements PLA-I, 7 logements PLUS et 3 logements PLS à réaliser par ANTIN Résidences, 21 rue Etex (18e) ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de renouveler la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI, PLUS, PLS et Booster Taux Fixe à contracter par la société ANTIN Résidences en vue du financement du programme de construction de logements sociaux à réaliser, 21 rue Etex (18e) ;

Vu le contrat de prêt n°130893 entre la société ANTIN Résidences et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe, partie intégrante de la présente délibération ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du Prêt Booster Taux Fixe à souscrire par la société ANTIN Résidences auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme de construction comportant 7 logements PLA-I, 7 logements PLUS et 3 logements PLS à réaliser au 21 rue Etex (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	Booster Taux Fixe Soutien à la Production 255 000 euros	
Période	Période 1	Période 2
Durée totale Dont différé d'amortissement	20 ans -	30 ans -
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle
Index	-	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux fixe de 1,08%	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie Booster Taux Fixe est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où la société ANTIN Résidences, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas:

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec la société ANTIN Résidences la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs des contrats d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 185 Réitération de la garantie des emprunts PLS finançant un programme de logement social réalisé par ERILIA (528.541 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2013 DLH 71 du Conseil de Paris en date des 16, 17 et 18 décembre 2013 approuvant la participation de la Ville de Paris au financement du programme d'acquisition-amélioration comportant 1 logements PLA-I, 4 logements PLUS et 5 logements PLS à réaliser par ERILIA, 64 rue Pajol (18e) ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLS à contracter par la société ERILIA en vue du financement du programme de logement social à réaliser, 64 rue Pajol (18e) ;

Vu les contrats de prêt n°A292209S et A 292209T entre ERILIA et la Caisse d'Epargne CEPAC, joints en annexe, parties intégrantes de la présente délibération ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement, en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par la société ERILIA auprès de la Caisse d'Epargne CEPAC, destiné à financer le programme d'acquisition-amélioration de 5 logements PLS à réaliser par ERILIA, 64 rue Pajol (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLS 189 448 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	42 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 1,11 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS Foncier, à souscrire par la société ERILIA auprès de la Caisse d'Epargne CEPAC, destiné à financer le programme d'acquisition-amélioration de 5 logements PLS à réaliser, 64 rue Pajol (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt : Montant :	PLS Foncier 339 093 €
Durée totale : Dont durée de la phase de préfinancement :	52 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 1,11 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLS Foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, la société ERILIA ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris aux contrats d'emprunt concernés par les garanties visées aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec la société ERILIA les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 6 : Les conditions et les montants définitifs des contrats d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 188 Location de l'immeuble 5 bd Saint-Denis/4 rue Sainte-Apolline (Paris-Centre) à la RIVP - Avenant à bail emphytéotique.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;

Vu le bail emphytéotique du 22 avril 1997, portant location à la RIVP, de l'immeuble communal 5, bd Saint-Denis / 4, rue Sainte-Apolline (Paris-Centre) ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de conclure un avenant au bail emphytéotique de la RIVP portant location de l'immeuble communal 5, bd Saint-Denis / 4, rue Sainte-Apolline (Paris-Centre) ;

Vu l'avis de M. le Maire de Paris Centre en date du 16 septembre 2022;

Vu l'avis du conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la société RIVP, dont le siège social est situé 13, avenue de la Porte d'Italie (13e), un avenant au bail emphytéotique du 22 avril 1997, portant location à la RIVP, de l'immeuble communal 5, bd Saint-Denis / 4, rue Sainte-Apolline (Paris-Centre) ;

L'avenant sera assorti des conditions essentielles suivantes :

- le preneur à bail sera autorisé à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- toutes les autres clauses du bail demeureront sans changement.

Article 2 : Les frais entraînés par la rédaction ou la publicité de cet avenant, qui sera passé par devant notaire, seront à la charge de la RIVP.

2022 DLH 189 Adhésion en tant que membre fondateur à l'Association Agir Contre le Logement Vacant (cotisation 2022/2023 : 3.000 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de délibération 2022 DLH 189 en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris propose d'adhérer à l'Association Agir Contre le Logement Vacant (ACLV) en tant que membre fondateur ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée l'adhésion de la Ville de Paris à l'Association Agir Contre le Logement Vacant, en tant que membre fondateur, dont la création est prévue au dernier trimestre 2022, aux côtés d'une dizaine d'autres collectivités territoriales.

Article 2 : La Maire de Paris, Présidente du Conseil de Paris, est autorisée à signer, en tant que membre fondateur, les statuts de l'association Agir contre le logement vacant dont les clauses essentielles sont présentées en annexe du présent délibéré et qui seront déposés, après l'Assemblée Générale constitutive prévue au dernier trimestre 2022, à Strasbourg, selon le droit en vigueur en Alsace-Moselle.

Article 3 : Est autorisé le versement d'une cotisation annuelle de 3 000 € (trois mille euros) au titre de l'année 2022/2023 dans le cadre de l'adhésion à l'association Agir contre le logement vacant (ACLV).

Article 4 : Les dépenses correspondantes sont imputées sur le budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris et suivants.

2022 DLH 191 Location de l'immeuble 17 rue Dautancourt (17e) à la RIVP - Bail emphytéotique.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions de location à la RIVP de l'immeuble 17, rue Dautancourt (17e) ;

Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 2 août 2022 ;

Vu l'avis de M. le Maire du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la société RIVP (ou un autre bailleur social du groupe RIVP), dont le siège social est situé 13, avenue de la Porte d'Italie (13e) un bail à caractère emphytéotique portant location de l'immeuble 17, rue Dautancourt (17e), cadastré DL 111, après transfert de la propriété de ce dernier.

La location sera assortie des conditions essentielles suivantes :

- le bail prendra effet à compter de la date de sa signature ou, si elle est plus tardive, à la date de remise de l'immeuble au preneur à bail. Sa durée sera de 65 ans ;
- le preneur à bail prendra la propriété dans l'état où elle se trouvera à la date d'effet de la location ;

- le preneur à bail renoncera à demander toutes indemnités ou dommages intérêts en raison des défauts apparents ou cachés qui pourront résulter de la nature du sol et du sous-sol ;
- le preneur à bail souffrira des servitudes passives, apparentes ou occultes qui grèvent ou pourront grever la propriété louée ; en sa qualité d'emphytéote, le preneur à bail bénéficiera des droits réels lui permettant notamment d'opérer sur la propriété tout changement, amélioration ou construction en application de l'article L.451-7 du code rural et de la pêche maritime ;
- à l'expiration du bail, la totalité des aménagements et équipements réalisés par le preneur à bail deviendra, sans indemnité, propriété de la Ville de Paris ;
- pendant toute la durée de la location, le preneur à bail devra assumer la charge de tous les travaux d'entretien et de grosses réparations, y compris ceux que l'article 606 du Code Civil met d'ordinaire à la charge du propriétaire ;
- le preneur à bail sera autorisé à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- le preneur à bail aura la faculté de céder au prix du marché la totalité des surfaces de commercialité sous réserve d'un intéressement de la Ville de Paris sur le prix de cession correspondant à 50% des prix hors taxes de cession par l'acquéreur de toute ou partie de ladite commercialité, nets des frais, droits, taxes et honoraires dus par le preneur à bail aux termes de l'acte de mutation et nets des frais de l'acte complémentaire constatant le paiement de l'intéressement par le preneur à bail à la Ville de Paris.
- le loyer capitalisé sera fixé à 1.850.000 euros et sera payable :
- à hauteur de 10.000 euros dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la signature de l'acte, par les comptabilités des notaires du bailleur et du preneur ;
- pour le reliquat trois mois après la décision d'agrément prévue par les articles R 331-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, et au plus tard deux ans après la date de signature du bail.
- en fin de location, l'immeuble réalisé devra être rendu à la Ville de Paris en parfait état d'entretien et de réparations de toute nature ;
- dans l'hypothèse où la Ville de Paris serait amenée à aliéner sa propriété, un droit de préférence sera donné au preneur à bail ;
- le preneur à bail devra, en outre, acquitter pendant la durée du bail, les impôts, taxes et charges de toute nature grevant ou pouvant grever la propriété ;
- tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité du bail, et de ses avenants, qui seront passés par devant notaire, seront à la charge du preneur à bail;

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tout acte préalable ou constitution de servitude éventuellement nécessaire à l'opération visée à l'article 1.

Article 3 : Cette recette sera inscrite sur le budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 192 Location de l'immeuble 1 rue des Petites Ecuries (10e) à ELOGIE-SIEMP - Bail emphytéotique.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;
Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions de location à ELOGIE-SIEMP de l'immeuble 1, rue des Petites Ecuries (10e) ;
Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 28 juillet 2022 ;
Vu l'avis de Mme la Maire du 10e arrondissement en date du 16 septembre 2022;
Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la société ELOGIE-SIEMP, dont le siège social est situé 8, bd d'Indochine (19e) un bail à caractère emphytéotique portant location de l'immeuble 1, rue des Petites Ecuries (10e), cadastré AU 69, après transfert de la propriété de ce dernier.

La location sera assortie des conditions essentielles suivantes :
- le bail prendra effet à compter de la date de sa signature ou, si elle est plus tardive, à la date de remise de l'immeuble au preneur à bail. Sa durée sera de 65 ans ;
- le preneur à bail prendra la propriété dans l'état où elle se trouvera à la date d'effet de la location ;

- le preneur à bail renoncera à demander toutes indemnités ou dommages intérêts en raison des défauts apparents ou cachés qui pourront résulter de la nature du sol et du sous-sol ;
- le preneur à bail souffrira des servitudes passives, apparentes ou occultes qui grèvent ou pourront grever la propriété louée ; en sa qualité d'emphytéote, le preneur à bail bénéficiera des droits réels lui permettant notamment d'opérer sur la propriété tout changement, amélioration ou construction en application de l'article L.451-7 du code rural et de la pêche maritime ;
- à l'expiration du bail, la totalité des aménagements et équipements réalisés par le preneur à bail deviendra, sans indemnité, propriété de la Ville de Paris ;
- pendant toute la durée de la location, le preneur à bail devra assumer la charge de tous les travaux d'entretien et de grosses réparations, y compris ceux que l'article 606 du Code Civil met d'ordinaire à la charge du propriétaire ;
- le preneur à bail sera autorisé à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- le preneur à bail aura la faculté de céder au prix du marché la totalité des surfaces de commercialité sous réserve d'un intéressement de la Ville de Paris sur le prix de cession correspondant à 50% des prix hors taxes de cession par l'acquéreur de toute ou partie de ladite commercialité, nets des frais, droits, taxes et honoraires dus par le preneur à bail aux termes de l'acte de mutation et nets des frais de l'acte complémentaire constatant le paiement de l'intéressement par le preneur à bail à la Ville de Paris.
- le loyer capitalisé sera fixé à 2 910 000 euros et sera payable :
- à hauteur de 10.000 euros dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la signature de l'acte, par les comptabilités des notaires du bailleur et du preneur ;
- pour le reliquat trois mois après la décision d'agrément prévue par les articles R 331-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, et au plus tard deux ans après la date de signature du bail.
- en fin de location, l'immeuble réalisé devra être rendu à la Ville de Paris en parfait état d'entretien et de réparations de toute nature ;
- dans l'hypothèse où la Ville de Paris serait amenée à aliéner sa propriété, un droit de préférence sera donné au preneur à bail ;
- le preneur à bail devra, en outre, acquitter pendant la durée du bail, les impôts, taxes et charges de toute nature grevant ou pouvant grever la propriété ;
- tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité du bail, et de ses avenants, qui seront passés par devant notaire, seront à la charge du preneur à bail;

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tout acte préalable ou constitution de servitude éventuellement nécessaire à l'opération visée à l'article 1.

Article 3 : Cette recette sera inscrite sur le budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 195 Signature de la convention de partenariat locale du Programme RECIF+ entre la Ville de Paris, l'Agence Parisienne du Climat et Ile-de-France Énergies.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Plan Climat Air Énergie Territorial de Paris (PCAET), adopté par le Conseil de Paris des 20, 21 et 22 novembre 2017, révisé et adopté par le Conseil de Paris le 22 mars 2018 ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs (2021- 2023) conclue le 9 avril 2021 entre la Ville de Paris et l'Agence Parisienne du Climat ;

Vu le Programme d'Intérêt Général « Éco-rénovons Paris + » adopté par le conseil de Paris de 5, 6 7 et 8 juillet 2022 ;

Vu l'article L. 221-7 du Code de l'énergie ;

Vu la délibération du Conseil de Paris 2022 DLH 195, en date du 27 septembre 2022 autorisant la signature de la présente convention ;

Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention de partenariat locale entre la Ville de Paris, l'Agence Parisienne du Climat et Ile-de-France Énergie, relative au Programme RECIF+, portant sur la massification de l'information de la rénovation énergétique et environnementale des immeubles d'habitation privés à Paris (Annexe 1).

2022 DLH 239 Location de l'immeuble 153-161 rue Nationale (13e) à la RIVP - Avenant au bail emphytéotique.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;

Vu le bail emphytéotique conclu les 20, 27 septembre et 20 octobre 1972 portant location au profit de la RIVP de l'immeuble 153-161, rue Nationale (13e) ;

Vu les avenants en date du 21 décembre 2017 portant résiliation partielle et anticipée du bail et portant sur les emplacements de stationnement (lots 112-139-140-141-204 et 205) et sur les locaux commerciaux (lots n°1001 à 1003 et 1005) ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions d'un avenant à ce bail emphytéotique en vue de proroger sa durée ;

Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 11 août 2022 ;

Vu la saisine pour avis de M. le Maire du 13e arrondissement en date du 15 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP, dont le siège social est situé 13, avenue de la Porte d'Italie (13e) un avenant au bail emphytéotique des 20, 27 septembre et 20 octobre 1972, portant location de l'immeuble 153-161, rue Nationale (13e).

Les conditions essentielles de cet avenant sont les suivantes :

- La durée du bail emphytéotique est prorogée jusqu'au 19 avril 2023 ;
- En cas de résiliation anticipée du bail emphytéotique, pour quelque raison que ce soit, la RIVP ne pourra prétendre à une quelconque indemnité ;
- Toutes les autres clauses et conditions du bail demeurent inchangées ;
- Tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité de cet avenant, qui sera passé par devant notaire, seront à la charge du preneur à bail.

2022 DPE 17 Mise en œuvre et exploitation d'une station de pompage provisoire par la Ville de Paris - Convention avec le SIAAP.

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'approuver une convention entre la Ville de Paris et le SIAAP relative à la mise en œuvre et à l'exploitation de la station de pompage provisoire pour la mise en chômage du SAR amont et de l'autoriser à signer ladite convention ;

Sur le rapport présenté par Mme Colombe BROSSEL, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le projet de convention entre la Ville de Paris et le SIAAP relative à la mise en œuvre et à l'exploitation de la station de pompage provisoire pour la mise en chômage du SAR amont.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer ladite convention.

Article 3 : Les dépenses estimées à 200 000 euros hors taxes et les recettes prévues à 75 000 euros hors taxes correspondantes seront constatées en section d'investissement du budget annexe de l'assainissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et 2023.

2022 DPE 21 Subventions (27.000 euros) et conventions avec 2 associations œuvrant pour la réduction des déchets et au déploiement des « Territoires Zéro Déchet ».

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L3411-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution de deux subventions d'un montant total de 27.000 euros aux associations Agir Solidairement pour le Quartier Popincourt et La Boutique Sans Argent ;

Vu l'avis du conseil d'arrondissement de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;

Vu la saisine pour avis du conseil du 9e arrondissement en date du 16 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Colombe BROSSEL, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer des conventions financières, dont les textes sont joints à la présente délibération, avec les associations Agir Solidairement pour le Quartier Popincourt et La Boutique Sans Argent.
Article 2 : Une subvention de 20.000 euros est attribuée à l'association Agir Solidairement pour le Quartier Popincourt (numéro Paris Asso 17357, numéro de dossier 2022_04208).
Article 3 : Une subvention de 7.000 euros est attribuée à l'association La Boutique Sans Argent (numéro Paris Asso 180566, numéro de dossier 2022_07450).
Article 4 : Les dépenses correspondantes (27.000 euros) seront imputées sur le budget de fonctionnement de l'année 2022 de la Ville de Paris sous réserve de la décision de financement.

2022 DPE 27 Convention de co-organisation entre la Ville de Paris et l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU) pour l'organisation de l'événement « Rencontres nationales de l'AVPU ».

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération 2018 DICOM 9 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation la convention de co-organisation de l'événement « Rencontres nationales de l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine », jointe en annexe. ;
Sur le rapport présenté par Mme Colombe BROSSEL, au nom de la 8eme commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés le principe et les modalités de la co-organisation de l'événement « Rencontres nationales de l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine », précisés dans la convention jointe en annexe à la présente délibération.
Article 2 : La Ville de Paris s'engage à mettre à disposition du co-organisateur à titre gratuit la salle des Fêtes et le salon Jean-Paul Laurens de l'Hôtel de Ville ainsi que les moyens techniques et logistiques afférents pour l'organisation de l'événement.
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention de co-organisation avec l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine pour l'organisation de l'événement « Rencontres nationales de l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine ».

2022 DPE 33 Subventions (61.000 euros) et conventions avec 3 associations oeuvrant pour la réduction des déchets.

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L3411-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer quatre subventions d'un montant total de 61.000 euros aux associations Extramuros (20e), Fédération Envie (20e) et Réseau Môm'artre (19e) et de lui autoriser à signer les conventions annuelles d'objectifs passées avec ces associations ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement, en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement, en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement, en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement, en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement, en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement, en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement, en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement, en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement, en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Colombe BROSSEL, au nom de la 8e commissionn

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer des conventions annuelles d'objectifs, dont les textes sont joints à la présente délibération, avec les associations Extramuros (20e), Fédération Envie (20e) et Réseau Môm'artre (19e)
Article 2 : Une subvention d'un montant de 25.000 euros est attribuée à l'association Extramuros (numéro PARIS ASSOS 15247, numéro de dossier 2022_06712)
Article 3 : Une subvention d'un montant de 24.000 euros est attribuée à l'association Fédération Envie, (numéro PARIS ASSOS 182443, numéro de dossier 2022_09097)
Article 4 : Une subvention d'un montant de 12.000 euros est attribuée à l'association Réseau Môm'artre (numéro PARIS ASSOS 19394, numéro de dossier 2022_04354)
Article 5 : Les dépenses correspondantes seront imputées de la manière suivante : 61.000 euros en fonctionnement sur le budget du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) sous réserve de la décision de financement.

2022 DPE 34 Subvention (20.000 euros) à l'association Surfrider Foundation Europe pour son projet « Paris aquatique et sans plastique, création et installation d'une exposition ».

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'autoriser le versement d'une subvention de 20.000 euros à Surfrider Foundation Europe pour son projet « Paris aquatique et sans plastique, création et installation d'une exposition » ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 5e commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement d'une subvention de 20.000 euros à l'association Surfrider Foundation Europe pour son projet « Paris aquatique sans plastique, création et installation d'une exposition ».
Article 2 : la dépense correspondante sera imputée en section d'exploitation du budget annexe de l'assainissement de la Ville de Paris pour l'année 2022 à hauteur de 10 000 €, et sur le budget général de la Ville de Paris à hauteur de 10 000 € pour l'année 2022.

2022 DPE 35 Subvention (4.000 euros) à l'association Enlarge your Paris pour son projet « Ménage ton canal ».

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'autoriser le versement d'une subvention de 4.000 euros à l'association Enlarge Your Paris pour son projet « Ménage ton canal » ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement, en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement, en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Colombe BROSSEL, au nom de la 8e commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement d'une subvention de 4.000 euros à l'association Enlarge Your Paris pour son projet « Ménage ton canal »;
Article 2 : la dépense correspondante sera imputée en section d'exploitation du budget annexe de l'assainissement de la Ville de Paris pour l'année 2022.

2022 DPMP 9 Approbation d'une convention de partenariat avec le CNFPT pour la formation initiale de Directeurs de Police Municipaux de la Ville de Paris.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu le Code de la sécurité intérieure, et notamment son article L. 533-3 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel la Ville de Paris représentée par Mme la Maire de Paris propose l'approbation d'une convention de partenariat avec le CNFPT pour la formation initiale de Directeurs de Police Municipaux de la Ville de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN au nom de la 3e commission,
Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) une convention de partenariat pour la formation initiale de Directeurs de Police Municipaux de la Ville de Paris.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée sur les budgets de fonctionnement de la Ville de Paris, des exercices 2022 et suivants, chapitre 931, article 6184, rubrique P11, sous réserve de la disponibilité des crédits.

2022 DRH 3 Modification de la délibération 2021 DRH 27 du 20 avril 2021 fixant les modalités de rémunération de certains agents vacataires de la Ville de Paris.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général de la Fonction Publique ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;
Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu la délibération 2021 DRH 27 du 20 avril 2021 fixant les modalités de rémunération de certains agents vacataires de la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de modifier la délibération 2021 DRH 27 du 20 avril 2021 susvisée ;
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère Commission,
Délibère :
Article 1 : La délibération 2021 DRH 27 du 20 avril 2021 susvisée est modifiée comme suit :
Il est ajouté un article 2 rédigé comme suit :
« Article 2 - I - Le taux des indemnités horaires des vacations qui peuvent être versées aux personnels vacataires et aux agents de la Ville de Paris de toutes catégories qui peuvent être amenés à effectuer des travaux administratifs ou techniques pour répondre à des besoins particuliers ou provisoires ou à un surcroît de travail momentané, ou qui concourent aux activités, évènements organisés et menés directement par celle-ci dans différents domaines d'intervention - citoyen, culturel, économique, éducatif, environnemental, sociétal, sanitaire et sportif - et effectuent des vacations à l'un ou l'autre de ces titres, notamment les soirs et les week-ends, au titre de la préparation, de la mise en œuvre ou du déroulement de ces activités et évènements, est fixé comme suit :
1°) 113 % du SMIC horaire pour les personnels vacataires et les agents de catégorie C ;
2°) 119 % du SMIC horaire pour les personnels vacataires et les agents de catégorie B ;
3°) 125 % du SMIC horaire pour les personnels vacataires et les agents de catégorie A ;
Ce taux est fixé à 150 % du SMIC horaire dès lors que les missions confiées impliquent un haut niveau d'expertise, de technicité ou des responsabilités plus importantes.
II - Les taux horaires mentionnés au 1°), 2°) et 3°) ci-dessus sont majorés de 10 % au titre des congés payés.
III - Ces vacations sont exclusives de toute autre rémunération versée par la Ville de Paris. »
Article 2 : Les délibérations D.264, D.286 et D.292 du 17 janvier 1983, fixant respectivement la rémunération des agents vacataires des bibliothèques de la Ville de Paris, des agents et adjoints administratifs vacataires et celle des ouvriers professionnels vacataires de la Commune de Paris sont abrogées.
Article 3 : La présente délibération prend effet au 1er novembre 2022.

2022 DRH 39 Modification du statut particulier et de l'échelonnement indiciaire des personnels de maîtrise d'administrations parisiennes.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général de la Fonction Publique ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n°2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics ;

Vu le décret n°2009-1388 du 11 novembre 2009 modifié portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'État ;
Vu la délibération 2007 DRH 110-1° des 17, 18 et 19 décembre 2007 modifiée portant statut particulier applicable au corps des personnels de maîtrise d'administrations parisiennes ;
Vu la délibération 2007 DRH 110-3° des 17, 18 et 19 décembre 2007 modifiée fixant l'échelonnement indiciaire du corps des personnels de maîtrise d'administrations parisiennes ;
Vu l'avis du Conseil supérieur des administrations parisiennes,
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de modifier le statut particulier et l'échelonnement indiciaire des personnels de maîtrise d'administrations parisiennes ;
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : À l'article 1 de la délibération 2007 DRH 110-1° susvisée portant statut particulier applicable au corps des personnels de maîtrise d'administrations parisiennes, les mots : « l'article 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 susvisée » sont remplacés par les mots : « l'article L. 411-2 du code général de la fonction publique ».

Article 2 : Le tableau figurant à l'article 1 de la délibération 2007 DRH 110-3° susvisée fixant l'échelonnement indiciaire du corps des personnels de maîtrise d'administrations parisiennes est remplacé par le tableau suivant :

Échelons	Indices bruts au 1er novembre 2022
Agent supérieur d'exploitation	
10e échelon	707
9e échelon	689
8e échelon	671
7e échelon	658
6e échelon	620
5e échelon	578
4e échelon	548
3e échelon	516
2e échelon	480
1er échelon	458
Agent de maîtrise	
12e échelon	661
11e échelon	655
10e échelon	635
9e échelon	610
8e échelon	569
7e échelon	540
6e échelon	502
5e échelon	476
4e échelon	449
3e échelon	429
2e échelon	415
1er échelon	401

2022 DRH 42 Modification de l'échelonnement indiciaire des sages-femmes de la Ville de Paris.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général de la Fonction Publique ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n°2022-753 du 28 avril 2022 relatif à l'échelonnement indiciaire applicable aux sages-femmes territoriales ;
Vu la délibération 2018 DRH 33 du 11 juillet 2018 portant statut particulier du corps des sages-femmes de la Ville de Paris ;
Vu l'avis du Conseil supérieur des administrations parisiennes,
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de fixer l'échelonnement indiciaire du corps des sages-femmes de la Ville de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : L'échelonnement indiciaire du corps des sages-femmes de la Ville de Paris est fixé comme suit :

Échelons	Indices bruts
Sage-femme hors classe	
10e échelon	1027
9e échelon	1024
8e échelon	974
7e échelon	929
6e échelon	887
5e échelon	841
4e échelon	795
3e échelon	755
2e échelon	716
1er échelon	676
Sage-femme de classe normale	
10e échelon	880
9e échelon	824
8e échelon	780
7e échelon	732
6e échelon	694
5e échelon	660
4e échelon	631
3e échelon	607
2e échelon	577
1er échelon	541

Article 2 : Les fonctionnaires relevant du corps des sages-femmes de la Ville de Paris régi par la délibération 2018 DRH 32 susvisée bénéficient d'une indemnité différentielle dont le montant brut mensuel est fixé comme suit :

1) 24,67 euros pour les fonctionnaires classés au premier échelon du grade de sage-femme de classe normale ;
2) 49,33 euros pour les fonctionnaires classés au dixième échelon du grade de sage-femme hors classe.

Le montant de l'indemnité différentielle est réduit au prorata de la durée des services accomplis lorsque les fonctionnaires occupent un emploi à temps non complet et suit le sort du traitement en cas de travail à temps partiel et dans les divers cas d'absence prévus statutairement.

Cette indemnité est versée mensuellement à terme échu. Elle cesse d'être versée en cas d'évolution des fonctionnaires bénéficiaires sur un échelon autre que ceux mentionnés au présent article.

Article 3 : La délibération 2018-33 du 11 juillet 2018 fixant l'échelonnement indiciaire du corps des sages-femmes de la Ville de Paris est abrogée.

Article 4 : Les dispositions de la présente délibération sont applicables aux rémunérations dues à compter du mois d'avril 2022.

2022 DRH 64 Modification de délibérations relatives à des primes et indemnités des personnels de la Ville de Paris et à la nouvelle bonification indiciaire.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général de la Fonction Publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu la délibération DRH 14 du 28 avril 1997 modifiée, portant attribution d'une nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires de la Ville de Paris chargés de certaines fonctions spécifiques à une ou plusieurs directions ;

Vu la délibération 2016 DRH 29 des 27, 28 et 29 septembre 2016 modifiée, portant attribution d'une NBI à certains personnels au titre de la mise en œuvre de la politique de la ville, à la suite de la création des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

Vu la délibération 2018 DRH 76 du 2 octobre 2018 fixant le régime indemnitaire de certains personnels enseignants de la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de modifier les délibérations DRH 14 du 28 avril 1997, 2016 DRH 29 de septembre 2016, et 2018 DRH 76 du 2 octobre 2018 susvisées ;
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : L'article 1 de la délibération DRH 14 du 28 avril 1997 susvisée est modifié comme suit :

I - Le tableau relatif à la Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé est supprimé et remplacé par les deux tableaux relatifs à la Direction des solidarités et à la Direction de la santé publique rédigés comme suit :

Direction des solidarités

Assistant socio-éducatif exerçant à Paris et chargé : - soit principalement de l'admission à l'aide sociale à l'enfance, sur injonction judiciaire, de mineurs en danger		15	1er août 1994
- soit exclusivement de l'accueil, de l'accompagnement et du conseil en insertion des allocataires du revenu de solidarité active (RSA)		15	1er janvier 2018
Chargés exclusivement du conseil en insertion auprès des usagers demandeurs et allocataires du RSA et de la contractualisation	B	15	1er janvier 2018
Chargés exclusivement du conseil en insertion auprès des usagers demandeurs et allocataires du RSA et de la contractualisation	C	10	1er janvier 2018

Direction de la santé publique

Infirmière en service accueillant des personnes présentant une forte prévalence au V.I.H	A et B	15	1er août 1993
Fonctions exercées dans les centres d'information et de dépistage anonyme et gratuit	A et B	15	1er août 1993
Fonctions exercées dans les centres d'information et de dépistage anonyme et gratuit	C	10	1er août 1993

II - Le tableau relatif à la Direction de la famille et de la petite enfance est remplacé par le tableau suivant :

Cadres de santé paramédicaux spécialité « puéricultrice »	A	19	1er janvier 2002
Éducateurs de jeunes enfants assurant la direction d'un établissement d'accueil de la petite enfance	A	19	1er août 1992

III - Dans le tableau relatif à la Direction de la police municipale et de la prévention, les deuxième, troisième et quatrième lignes sont supprimées et remplacées par la ligne suivante :

Chefs de brigade et adjoints encadrant une équipe d'au moins 10 agents parmi les agents d'accueil et de surveillance, les agents de surveillance de Paris, les inspecteurs de sécurité de la Ville de Paris et les agents de police municipale de Paris	C	10	1er novembre 2022

Article 2 : Dans le tableau figurant à l'article 1 de la délibération 2016 DRH 29 de septembre 2016 susvisée, au sein de la rubrique relative à la Direction des familles et de la petite enfance, les mots : « auxiliaires de puériculture et de soins » sont remplacés par les mots : « auxiliaires de puériculture ».

Dans ce tableau, la rubrique relative à la Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé est remplacée par les deux rubriques relatives à la Direction des solidarités et à la Direction de la Santé publique, rédigées comme suit :

Direction des solidarités	
Secrétaire administratif	15
Adjoint administratif	10
Psychologue	30
Assistant socio-éducatif	20
Sage-femme	20
Secrétaire médico-sociale	15
Direction de la santé publique	
Secrétaire administratif	15
Adjoint administratif	10
Psychologue	30
Assistant socio-éducatif	20
Sage-femme	20
Secrétaire médico-sociale	15

Article 3 : La délibération 2018 DRH 76 du 2 octobre 2018 susvisée est modifiée comme suit :
I - Au dernier alinéa du II de l'article 1, le mot : « trimestriellement » est remplacé par le mot : « mensuellement ».
II - L'article 3 est abrogé.
Article 4 : La présente délibération prend effet au 1er novembre 2022.

2022 DRH 69 Modification du statut particulier et de l'échelonnement indiciaire du corps des auxiliaires de puériculture de la Ville de Paris et du statut particulier du corps des conseillers des activités physiques et sportives et de l'animation de la Ville de Paris.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général de la Fonction Publique ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n°92-364 du 1er avril 1992 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives ;
Vu le décret n°2021-1882 du 29 décembre 2021 portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux ;
Vu la délibération 2003 DRH 38-1° des 15 et 16 décembre 2003 modifiée portant statut particulier du corps des conseillers des activités physiques et sportives et de l'animation de la Ville de Paris ;
Vu la délibération 2021 DRH 58 du 22 décembre 2021 portant statut particulier du corps des auxiliaires de puériculture de la Ville de Paris ;
Vu la délibération 2021 DRH 64 du 22 décembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire du corps des auxiliaires de puériculture de la Ville de Paris ;
Vu l'avis du Conseil supérieur des administrations parisiennes,
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de modifier le statut particulier et l'échelonnement indiciaire du corps des auxiliaires de puériculture de la Ville de Paris et le statut particulier du corps des conseillers des activités physiques et sportives et de l'animation de la Ville de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,
Délibère :

TITRE I

Dispositions relatives au statut particulier du corps des conseillers des activités physiques et sportives et de l'animation de la Ville de Paris

Article 1 : La délibération 2003 DRH 38-1° susvisée portant statut particulier applicable au corps des conseillers des activités physiques et sportives et de l'animation de la Ville de Paris est modifiée comme suit, à compter du 1er novembre 2022 :

I. À l'article 1, les mots : « l'article 13 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée » sont remplacés par les mots : « l'article L. 411-2 du code général de la fonction publique » ;
II. Au sein du tableau figurant au III de l'article 9, les lignes se rapportant à la situation dans le deuxième grade du corps ou cadre d'emplois de catégorie B sont remplacées par le tableau suivant :

Situation dans le 2e grade du corps ou du cadre d'emplois de catégorie B	Situation dans le grade de conseiller du corps des conseillers des activités physiques et sportives et de l'animation de la Ville de Paris	
Échelons	Échelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
12e échelon	8e échelon	Ancienneté acquise
11e échelon	8e échelon	Sans ancienneté
10e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	6e échelon	Ancienneté acquise
8e échelon	6e échelon	Sans ancienneté
7e échelon	5e échelon	Ancienneté acquise
6e échelon	5e échelon	Sans ancienneté
5e échelon	4e échelon	Sans ancienneté
4e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise
3e échelon	3e échelon	Sans ancienneté
2e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
1er échelon	2e échelon	Sans ancienneté

TITRE II

Dispositions relatives au statut particulier du corps des auxiliaires de puériculture de la Ville de Paris

Article 2 : La délibération 2021 DRH 58 du 22 décembre 2021 susvisée portant statut particulier du corps des auxiliaires de puériculture de la Ville de Paris est modifiée comme suit à compter du 1er novembre 2022 :

I. À l'article 1, les mots : « l'article 13 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée » sont remplacés par les mots : « l'article L. 411-2 du code général de la fonction publique » ;

II. Au deuxième alinéa de l'article 2, les mots : « douze échelons » sont remplacés par les mots : « onze échelons » ;

III. Au sein du tableau figurant à l'article 16, les lignes relatives au grade de classe normale sont remplacées par les lignes suivantes :

Classe normale	
11e échelon	
10e échelon	4 ans
9e échelon	3 ans
8e échelon	3 ans
7e échelon	3 ans
6e échelon	3 ans
5e échelon	2 ans et six mois
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans
2e échelon	1 an et six mois
1er échelon	1 an et six mois

IV. À l'article 17, les mots : « 5e échelon » sont remplacés par les mots : « 4e échelon » ;

V. Le tableau figurant à l'article 18 est remplacé par le tableau suivant :

SITUATION DANS LA CLASSE NORMALE	SITUATION DANS LA CLASSE SUPERIEURE	ANCIENNETÉ CONSERVÉE dans la limite de la durée de l'échelon
11e échelon	9e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	8e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
9e échelon	7e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
8e échelon	6e échelon	5/6 de l'ancienneté acquise
7e échelon	5e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
6e échelon	4e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
5e échelon	3e échelon	4/5 de l'ancienneté acquise
À partir d'un an dans le 4e échelon	2e échelon	Sans ancienneté

VI. Après l'article 27, est inséré un chapitre VII intitulé « Dispositions transitoires de la délibération 2022 DRH 69 », contenant les articles 28 et 29 suivants :

« Art.28 : Les auxiliaires de puériculture relevant, à la date d'entrée en vigueur de la délibération 2022 DRH 69, du grade d'auxiliaire de puériculture de classe normale, sont reclassés dans leur grade conformément au tableau suivant, à compter du 1er novembre 2022 :

ANCIENNE SITUATION DANS LA CLASSE NORMALE	NOUVELLE SITUATION DANS LA CLASSE NORMALE	ANCIENNETÉ CONSERVÉE dans la limite de la durée de l'échelon
12e échelon	11e échelon	Ancienneté acquise
11e échelon	10e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	9e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	8e échelon	Ancienneté acquise
8e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
7e échelon	6e échelon	Ancienneté acquise
6e échelon	5e échelon	Ancienneté acquise
5e échelon	4e échelon	Ancienneté acquise
4e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise
3e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise majorée de 6 mois
2e échelon : - À partir de 6 mois - Avant 6 mois	 2e échelon 1er échelon	Ancienneté acquise au-delà de 6 mois Ancienneté acquise majorée d'un an
1er échelon	1er échelon	Ancienneté acquise

II. - Les services accomplis dans les grades de classe normale et de classe supérieure avant la date d'entrée en vigueur de la délibération 2022 DRH 69 sont assimilés à des services accomplis dans les grades de reclassement conformément au tableau de correspondance figurant au I.

Art. 29 : Les tableaux d'avancement établis au titre de 2022 avant l'entrée en vigueur de la délibération 2022 DRH 69 pour l'accès au grade de classe supérieure demeurent valables jusqu'au 31 décembre 2022.

Les auxiliaires de puériculture promus, en application du premier alinéa, sont classés dans le grade de classe supérieure en tenant compte de la situation qui aurait été la leur s'ils n'avaient cessé de relever, jusqu'à la date de leur promotion, des dispositions de l'article 18 ci-dessus, dans sa rédaction antérieure à la date d'entrée en vigueur de la délibération 2022 DRH 69.
Les intéressés sont ensuite reclassés, à la date de leur promotion, respectivement en application des dispositions des articles 6, 7, 8 et 9 ci-dessus.
II. - Les auxiliaires de puériculture qui, à la date d'entrée en vigueur de la délibération 2022 DRH 69, réunissaient les conditions pour une promotion à la classe supérieure et ceux qui auraient réuni les conditions pour une promotion à ce grade au plus tard au titre de l'année 2023, sont réputés réunir ces conditions à la date à laquelle ils les auraient réunies en application des dispositions antérieures à la délibération 2022 DRH 69.
Les auxiliaires de puériculture promus, au titre du II, à la classe supérieure sont classés au 4e échelon, sans ancienneté d'échelon conservée.
Ils conservent, à titre personnel, dans l'échelon dans lequel ils sont classés au grade supérieur, l'indice brut qu'ils détenaient préalablement à leur avancement si cet indice est supérieur à l'indice brut de l'échelon d'accueil. »

TITRE III

Dispositions relatives à l'échelonnement indiciaire du corps des auxiliaires de puériculture de la Ville de Paris

Article 3 : Le tableau figurant à l'article 1 de la délibération 2021 DRH 64 susvisée est, pour les lignes relatives à la classe normale, remplacé par le tableau ci-dessous :

Auxiliaires de puériculture de classe normale à compter du 1er novembre 2022	
Échelons	Indice bruts
11e échelon	610
10e échelon	567
9e échelon	535
8e échelon	510
7e échelon	491
6e échelon	468
5e échelon	452
4e échelon	434
3e échelon	416
2e échelon	397
1er échelon	389

2022 DRH 70 Modification des statuts particuliers des professeurs de la Ville de Paris et des professeurs de l'école du Breuil et abrogation du statut particulier et de l'échelonnement indiciaire des professeurs du centre de formation professionnelle d'Alembert.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général de la Fonction Publique ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n°2022-481 du 4 avril 2022 relatif à la promotion à la classe exceptionnelle de certains personnels enseignants, d'éducation et psychologues de l'éducation nationale relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;
Vu la délibération D 2143-1° des 10 et 11 décembre 1990 modifiée portant statut particulier du corps des professeurs de la Ville de Paris ;
Vu la délibération D 131-1° du 26 février 1996 portant statut particulier du corps des professeurs certifiés de l'École horticole de la Ville de Paris (École du Breuil) ;
Vu l'avis du Conseil supérieur des administrations parisiennes,
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de modifier les statuts particuliers des professeurs de la Ville de Paris et des professeurs de l'école du Breuil et d'abroger le statut particulier et l'échelonnement indiciaire des professeurs du centre de formation professionnelle d'Alembert ;
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,
Délibère :

Article 1 : À l'article 1 des délibérations D 2143-1° et D 131-1° susvisées, les mots : « l'article 13 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée » sont remplacés par les mots : « l'article L. 411-2 du code général de la fonction publique »
Article 2 : L'article 13 des délibérations D 2143-1° et D 131-1° susvisées est ainsi modifié :
1° Au premier alinéa du I, les mots : « huit années » sont remplacés par les mots : « six années » ;
2° Au III, les mots : « de 20 % du nombre » sont remplacés par les mots : « de 30 % du nombre ».
Article 3 : Les délibérations 2018-34 et 2018-35 du 11 juillet 2018 relatives au statut particulier et à l'échelonnement indiciaire des professeurs du centre de formation professionnelle d'Alembert sont abrogées.

2022 DRH 71 Approbation d'un projet de décret modifiant les statuts particuliers des corps des attachés d'administrations parisiennes, de directeur de police municipale de Paris et de chef de service de police municipale de Paris.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de la fonction publique ;
Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n°2007-767 du 9 mai 2007 portant statut particulier du corps des attachés d'administrations parisiennes ;
Vu le décret n° 2021-1077 du 12 août 2021 portant statut particulier du corps de directeur de municipale de Paris ;
Vu le décret n°2021-1078 du 12 août 2021 portant statut particulier du corps de chef de service de police municipale de Paris ;
Vu l'avis du Conseil supérieur des administrations parisiennes,
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver un projet de décret modifiant les statuts particuliers des corps d'attachés d'administrations parisiennes, de directeur de police municipale de Paris et de chef de service de police municipale de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Les articles du projet de décret modifiant les décrets n° 2007-767 du 9 mai 2007 portant statut particulier du corps des attachés d'administrations parisiennes, n° 2021-1077 du 12 août 2021 portant statut particulier du corps de directeur de police municipale de Paris et n° 2021-1078 du 12 août 2021 portant statut particulier du corps de chef de service de police municipale de Paris sont approuvés.

ANNEXE

Décret n° du modifiant les statuts particuliers des corps des attachés d'administrations parisiennes, de directeur de police municipale de Paris et de chef de service de police municipale de Paris

modifiant NOR :

Publics concernés : fonctionnaires appartenant aux corps des attachés d'administrations parisiennes et directeur de police municipale de Paris de catégorie A, et au corps de chef de service de police municipale de Paris de catégorie B.
Objet :
Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le.
Notice :
Références : le décret et les textes qu'il modifie, dans leur rédaction résultant de cette modification, peuvent être consultés sur le site Légifrance (http://legifrance.gouv.fr).
La Première ministre,
Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des outre-mer,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L 417-1 à L 417-3 ;
Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n°2007-767 du 9 mai 2007 portant statut particulier du corps des attachés d'administrations parisiennes
Vu le décret n°2021-1077 du 12 août 2021 portant statut particulier du corps de directeur de police municipale
Vu le décret n°2021-1078 du 12 août 2021 portant statut particulier du corps de chef de service de police municipale de Paris;
Vu l'avis du Conseil supérieur des administrations parisiennes en date du ;
Vu l'avis du Conseil de Paris dans sa séance des 11, 12 et 13 octobre 2022 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

Décrète :

CHAPITRE IER

Dispositions modifiant certaines règles de classement lors de la nomination dans le corps des chefs de service de police municipale de Paris

Article 1

Le décret n° 2021-1078 du 12 août 2021 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 1, les mots : « l'article 13 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée » sont remplacés par les mots : « l'article L. 411-2 du code général de la fonction publique »

2° Au troisième alinéa de l'article 2, les mots : « treize échelons » sont remplacés par les mots : « douze échelons » ;

3° A l'article 5 :

a) Au premier alinéa du 2°, les mots : « à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée » sont remplacés par les mots : « à l'article L. 5 du code général de la fonction publique » ;

b) Au deuxième alinéa du 2°, les mots : « au deuxième alinéa du 2° de l'article 36 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée, dans les conditions fixées par cet alinéa » sont remplacés par les mots : « à l'article L. 325-3 du code général de la fonction publique, dans les conditions fixées par cet article »;

c) Au 3°, les mots : « au 3° de l'article 36 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée » sont remplacés par les mots : « à l'article L.325-7 du code général de la fonction publique »

4° A l'article 6, les mots : « des 1° et 2° de l'article 39 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée » sont remplacés par les mots : « de l'article L. 523-1 du code général de la fonction publique » ;

5° A l'article 14, le tableau figurant au I est remplacé par le tableau suivant pour les situations dans les échelles C2 et C1 :

SITUATION DANS L'ÉCHELLE C2 de la catégorie C	SITUATION DANS LE GRADE DE CHEF DE SERVICE DE POLICE MUNICIPALE	
	Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
12e échelon	9e échelon	Ancienneté acquise
11e échelon	8e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
10e échelon	8e échelon	Sans ancienneté
9e échelon	8e échelon	Sans ancienneté
8e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
7e échelon	6e échelon	Ancienneté acquise
6e échelon	5e échelon	Ancienneté acquise
5e échelon	4e échelon	Ancienneté acquise
4e échelon	4e échelon	Sans ancienneté
3e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise
2e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	Ancienneté acquise

SITUATION DANS L'ÉCHELLE C1 de la catégorie C	SITUATION DANS LE GRADE DE CHEF DE SERVICE DE POLICE MUNICIPALE	
	Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
11e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	6e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
9e échelon	5e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
8e échelon	4e échelon	Sans ancienneté
7e échelon	3e échelon	1/3 de l'ancienneté acquise, majoré de six mois
6e échelon	3e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
5e échelon	2e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
4e échelon	2e échelon	Sans ancienneté
3e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise, majoré de six mois
2e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	Sans ancienneté

6° Au sein du tableau figurant à l'article 19, les lignes relatives aux grades de chef de service de police municipale et de chef de service de police municipale principal de 2e classe, sont remplacées par les lignes suivantes :

Chef de service de police municipale principal de 2e classe	
12e échelon	
11e échelon	4 ans
10e échelon	3 ans
9e échelon	3 ans
8e échelon	3 ans
7e échelon	3 ans
6e échelon	2 ans
5e échelon	2 ans
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans
2e échelon	1 an
1er échelon	1 an
Chef de service de police municipale	
13e échelon	
12e échelon	4 ans
11e échelon	3 ans
10e échelon	3 ans
9e échelon	3 ans
8e échelon	3 ans
7e échelon	2 ans
6e échelon	2 ans
5e échelon	2 ans
4e échelon	1 an
3e échelon	1 an
2e échelon	1 an
1er échelon	1 an

7° L'article 21 est ainsi modifié :

a) Au 1° du I, les mots : « 4e échelon » sont remplacés par les mots : « 6e échelon » ;

b) Au 2° du I, les mots : « 6e échelon » sont remplacés par les mots : « le 8e échelon » ;

c) Au 1° du II, les mots : « 5e échelon » sont remplacés par les mots : « 6e échelon » ;

d) Au 2° du II, les mots : « 6e échelon » sont remplacés par les mots : « 7e échelon ».

8° L'article 23 est ainsi modifié :

a) Le tableau figurant au I est remplacé par le tableau suivant :

SITUATION dans le grade de chef de service de police municipale de Paris	SITUATION dans le grade de chef de service de police municipale principal de 2e classe	ANCIENNETÉ D'ÉCHELON CONSERVÉE dans la limite de la durée de l'échelon
13e échelon :	12e échelon	Sans ancienneté
-à partir de quatre ans -avant quatre ans	11e échelon	Ancienneté acquise
12e échelon	10e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
11e échelon	9e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	8e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	7e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise, majorés d'un an
8e échelon :		
-à partir de deux ans	7e échelon	Ancienneté acquise au-delà de deux ans
-avant deux ans	6e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise, majoré d'un an
7e échelon :		
-à partir d'un an et quatre mois	6e échelon	3/2 de l'ancienneté acquise au-delà d'un an et quatre mois
-avant un an et quatre mois	5e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise, majorés d'un an
6e échelon :	5e échelon	3/2 de l'ancienneté acquise au-delà d'un an et quatre mois
-à partir d'un an et quatre mois -avant un an et quatre mois	4e échelon	Ancienneté acquise

b) Le tableau figurant au II est remplacé par le tableau suivant :

SITUATION dans le grade de chef de service de police municipale principal de 2e classe	SITUATION dans le grade de chef de service de police municipale principal de 1ère classe	ANCIENNETÉ D'ÉCHELON CONSERVÉE dans la limite de la durée de l'échelon
12e échelon :		
-à partir de trois ans	9e échelon	Sans ancienneté
-avant trois ans	8e échelon	Ancienneté acquise
11e échelon	7e échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
10e échelon	6e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	5e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
8e échelon	5e échelon	Sans ancienneté
7e échelon	4e échelon	Ancienneté acquise
6e échelon, à partir d'un an	3e échelon	Ancienneté acquise

Article 2

I. - Les fonctionnaires relevant, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, des quatre premiers échelons du premier grade et ceux relevant du deuxième grade du décret n° 2021-1078 du 21 août 2021 susvisé sont reclassés dans leur grade, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, conformément au tableau de correspondance suivant :

ANCIENNE SITUATION DANS LE PREMIER GRADE	NOUVELLE SITUATION DANS LE PREMIER GRADE	ANCIENNETÉ D'ÉCHELON CONSERVÉE dans la limite de la durée de l'échelon d'accueil
Echelons	Echelons	
4e échelon	4e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
3e échelon	3e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
2e échelon	2e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
ANCIENNE SITUATION DANS LE DEUXIÈME GRADE	NOUVELLE SITUATION DANS LE DEUXIÈME GRADE	ANCIENNETÉ D'ÉCHELON CONSERVÉE dans la limite de la durée de l'échelon d'accueil
Echelons	Echelons	
13e échelon	12e échelon	Ancienneté acquise
12e échelon	11e échelon	Ancienneté acquise
11e échelon	10e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	9e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	8e échelon	Ancienneté acquise
8e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
7e échelon	6e échelon	Ancienneté acquise
6e échelon	5e échelon	Ancienneté acquise
5e échelon	4e échelon	Ancienneté acquise
4e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise
3e échelon	2e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
2e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	Sans ancienneté

II. - Les services accomplis dans les quatre premiers échelons du premier grade et dans le deuxième grade avant la date d'entrée en vigueur du présent décret sont assimilés à des services accomplis dans les grades de reclassement conformément au tableau de correspondance ci-dessus.

Article 3

I. - Les tableaux d'avancement établis au titre de 2022 avant l'entrée en vigueur du présent décret pour l'accès au grade de chef de service de police municipale principal de 2e classe demeurent valables jusqu'au 31 décembre 2022.

Les fonctionnaires promus, en application du premier alinéa, sont classés dans le grade d'avancement en tenant compte de la situation qui aurait été la leur s'ils n'avaient cessé de relever, jusqu'à la date de leur promotion, des dispositions de l'article 21 du décret n°2021-1078 du 12 août 2021 susvisé, dans sa rédaction antérieure au présent décret. Les intéressés sont ensuite reclassés, à la date de leur promotion, en application des dispositions de l'article 2.

II. - Les fonctionnaires mentionnés au I qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, réunissaient les conditions pour une promotion au grade de chef de service de police municipale principal de 2e classe et ceux qui auraient réuni les conditions pour une promotion au grade de chef de service de police municipale principal de 2e classe au plus tard au titre de l'année 2023 sont réputés réunir ces conditions à la date à laquelle ils les auraient réunies en application des dispositions antérieures au présent décret. Les fonctionnaires promus au deuxième grade au titre du présent II sont classés au 4e échelon du grade d'avancement, sans ancienneté d'échelon conservée. Les fonctionnaires mentionnés au deuxième alinéa du présent II conservent, à titre personnel, dans l'éche-

lon dans lequel ils sont classés au grade supérieur, l'indice brut qu'ils détenaient préalablement à leur avancement si cet indice est supérieur à l'indice brut de l'échelon d'accueil.

Chapitre II

Dispositions modifiant certaines règles de classement lors de la nomination dans les corps des attachés d'administrations parisiennes et de directeur de police municipale de Paris

Article 4

Le décret n°2007-767 du 9 mai 2007 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 1er, les mots : « à l'article 13 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée » sont remplacés par les mots : « à l'article L. 411-2 du code général de la fonction publique » ;

2° L'article 5 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du 2°, les mots : « à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière » sont remplacés par les mots : « à l'article L. 5 du code général de la fonction publique » ;

b) Au second alinéa du même 2°, les mots : « au deuxième alinéa du 2° de l'article 36 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée, dans les conditions fixées par cet alinéa » sont remplacés par les mots : « à l'article L. 325-5 du code général de la fonction publique, dans les conditions fixées par cet article » ;

c) Au 3°, les mots : « l'article 36 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée » sont remplacés par les mots : « l'article L. 325-7 du code général de la fonction publique ».

3° Au sein du tableau figurant au II de l'article 15, les lignes se rapportant à la situation dans le deuxième grade du corps ou cadre d'emplois de catégorie B sont remplacées par le tableau suivant :

SITUATION DANS LE DEUXIEME GRADE DU CORPS OU DU CADRE D'EMPLOIS DE CATEGORIE B	SITUATION DANS LE GRADE D'ATTACHE DU CORPS DES ATTACHES D'ADMINISTRATIONS PARISIENNES	
Echelons	Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
12e échelon	8e échelon	Ancienneté acquise
11e échelon	8e échelon	Sans ancienneté
10e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	6e échelon	Ancienneté acquise
8e échelon	6e échelon	Sans ancienneté
7e échelon	5e échelon	Ancienneté acquise
6e échelon	5e échelon	Sans ancienneté
5e échelon	4e échelon	Sans ancienneté
4e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise
3e échelon	3e échelon	Sans ancienneté
2e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
1er échelon	2e échelon	Sans ancienneté

4° A l'article 27-1, les mots : « à l'article 13 ter de la loi du 13 juillet 1983 susvisée » sont remplacés par les mots : « à l'article L. 513-14 du code général de la fonction publique »

Article 3

Le décret n°2021- 1077 du 12 août 2021 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 1er, les mots : « à l'article 13 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée » sont remplacés par les mots : « à l'article L. 411-2 du code général de la fonction publique » ;

2° Au sein du tableau figurant au I de l'article 15, les lignes se rapportant à la situation dans le deuxième grade du corps ou cadre d'emplois de catégorie B sont remplacées par le tableau suivant :

SITUATION DANS LE DEUXIEME GRADE DU CORPS OU DU CADRE D'EMPLOIS DE CATEGORIE B	SITUATION DANS LE GRADE DE DIRECTEUR DE POLICE MUNICIPALE DU CORPS DES DIRECTEURS DE POLICE MUNICIPALE DE PARIS	
Echelons	Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
12e échelon	8e échelon	Sans ancienneté
11e échelon	7e échelon	Sans ancienneté
10e échelon	6e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	5e échelon	Ancienneté acquise
8e échelon	5e échelon	Sans ancienneté
7e échelon	4e échelon	Ancienneté acquise
6e échelon	4e échelon	Sans ancienneté
5e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise
4e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
3e échelon	2e échelon	Sans ancienneté
2e échelon	1e échelon	Ancienneté acquise
1er échelon	1e échelon	Sans ancienneté

3° Au premier alinéa de l'article 26 les mots : « l'article L. 412-56 du code des communes » sont remplacés par les mots : « l'article L 828-3 du code général de la fonction publique ».

Article 5

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le ministre de la transformation et de la fonction publiques, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics et la ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer et du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé des collectivités territoriales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

Par la Première ministre

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, Gérald DARMANIN

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et commercial, Bruno LE MAIRE

Le ministre de la transformation et de la fonction publiques, Stanislas GUERINI

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics, Gabriel ATTAL

2022 DRH 74 Modification de la délibération 2016 DRH 13 fixant des modalités des dispositifs de scolarité relevant de la petite enfance et du social, en faveur du personnel de la collectivité parisienne pour l'accès à certains recrutements sur titre de la ville de Paris.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu le décret n° 2007 - 1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'État ;

Vu la délibération n° 2016 DRH 13 des 4, 5 et 6 juillet 2016 relative à la fixation des modalités des dispositifs de scolarité relevant de la petite enfance et du social en faveur du personnel de la collectivité parisienne pour l'accès à certains recrutements sur titre de la ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de modifier les modalités des dispositifs scolarité relevant de la petite enfance et du social en faveur du personnel de la collectivité parisienne pour l'accès à certains recrutements sur titre de la ville de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

La délibération DRH 13 des 4, 5 et 6 juillet 2016 est ainsi modifiée :

Après l'article 3, il est inséré un article 3 bis ainsi rédigé :

« Article 3 bis : Par dérogation à l'article 3 de la présente délibération, les agents techniques de la petite enfance exerçant des fonctions auprès des enfants ne sont pas soumis, pour l'entrée en scolarité d'auxiliaire de puériculture, à la condition d'ancienneté fixée au deuxième alinéa de l'article 3. »

2022 DSOL 31 FSL de Paris - Avenant à conventions avec EDF et convention avec le SIAAP relatifs aux aides au maintien de la fourniture d'énergie et d'eau et aux conditions de participation au Fonds, convention avec la CAF de Paris relative à la réalisation de diagnostics sociaux et avenant à convention avec l'État relatif au Fonds national d'aide aux impayés locatifs.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment son article L 115-3 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2511-2 ;

Vu la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ;

Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;

Vu la loi n°2011-156 du 7 février 2011 relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;
Vu la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
Vu le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux fonds de solidarité pour le logement ;
Vu le plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées de Paris, approuvé le 15 janvier 2010 par arrêté conjoint du Préfet de Paris et du Maire de Paris ;
Vu le règlement intérieur du FSL de Paris modifié par délibération n° 2020 DASES 310 des 15, 16 et 17 décembre 2020 du Conseil de Paris ;
Vu la convention pluriannuelle relative aux aides au maintien de la fourniture d'énergie du Fonds de solidarité pour le logement de Paris signée le 20 octobre 2021 entre la Ville de Paris, le Centre d'action sociale de la Ville de Paris et Électricité de France ;
Vu la convention de mandat relative à la gestion comptable et financière du Fonds de solidarité pour le logement de Paris et contribution financière au Fonds signée le 24 décembre 2021 entre la Ville de Paris et la Caisse d'allocations familiales de Paris ;
Vu la convention annuelle « Fonds national d'aide aux impayés locatifs » signée le 28 février 2022 entre la Ville de Paris et l'État ;
Vu l'instruction du 11 mai 2021 du Ministère chargé du logement relative à la mise en place du Fonds national de prévention des impayés locatifs ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel il est proposé à Mme la Maire de Paris de signer avec le Centre d'action sociale de la Ville de Paris et Électricité de France un avenant à la convention pluriannuelle relative aux aides au maintien de la fourniture d'énergie du Fonds de solidarité pour le logement de Paris, avec le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne une convention relative aux conditions de participation au Fonds de solidarité pour le logement de Paris pour l'année 2022, avec la Caisse d'allocations familiales de Paris une convention relative à la réalisation de diagnostics sociaux dans le cadre de la prévention des expulsions et du Fonds de solidarité pour le logement de Paris, avec l'État un avenant à la convention annuelle « Fonds national d'aide aux impayés locatifs » ;
Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Maire de Paris est autorisée à signer avec le Centre d'action sociale de la Ville de Paris (CASVP), dont le siège social est situé 5 bd Diderot (12e), et Électricité de France (EDF), Société Anonyme au capital de 1 868 467 354 euros, dont le siège social est situé 22-30 av. de Wagram (8e), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 552 081 317, un avenant à la convention pluriannuelle relative aux aides au maintien de la fourniture d'énergie du FSL de Paris, joint au présent délibéré.
Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer avec le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération Parisienne (SIAAP), dont le siège social est situé 2 rue Jules César (12e), une convention relative aux conditions de participation au Fonds de solidarité pour le logement de Paris pour l'année 2022, jointe au présent délibéré.
Article 3 : La Maire de Paris est autorisée à signer avec la Caisse d'allocation familiales (Caf) de Paris, dont le siège social est situé 50 rue du Docteur Finlay (15e), une convention relative à la réalisation de diagnostics sociaux par la Caf de Paris dans le cadre de la prévention des expulsions et du Fonds de solidarité pour le logement de Paris, jointe au présent délibéré.
Article 4 : La Maire de Paris est autorisée à signer avec l'État un avenant à la convention annuelle « Fonds national d'aide aux impayés locatifs », joint au présent délibéré.
Article 5 : La recette de 927 609 € prévue dans l'avenant à la convention annuelle « Fonds national d'aide aux impayés locatifs » sera inscrite au budget de fonctionnement de la Ville de Paris au titre de l'exercice 2022.

2022 DSOL 39 Subventions de fonctionnement (552.546 euros) et conventions avec 7 structures (associations et CASVP) pour leur mobilisation dans l'accueil à Paris des personnes ayant fui la guerre en Ukraine.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer à sept structures, au titre de l'exercice 2022, neuf subventions de fonctionnement pour des actions mises en œuvre à Paris visant à favoriser l'accueil des personnes fuyant la guerre en Ukraine et de signer les conventions correspondantes ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 76 000 € est attribuée à la Fondation de l'Armée du Salut (n° Paris Asso 191905) dont le siège social est situé au 60, rue des Frères Flavien Paris 20e, pour l'approvisionnement et la coordination des distributions de collations et repas à l'Accueil Ukraine (dossier 2022_07036). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.

Article 2 : Deux subventions de fonctionnement sont attribuées au Centre d'action sociale de la Ville de Paris (16539) dont le siège est situé 5 bd Diderot - 75012 PARIS :

- 6 500€ pour la production et la livraison de 1 250 repas en urgence entre le 4 et le 10 mars ;
- 16 332 € pour la coordination des actions mises en œuvre par la Fabrique de la Solidarité en faveur des Ukrainiens.

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative aux projets subventionnés.

Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 7 500€ est attribuée à l'association France Horizon (n° Paris Asso 185613), dont le siège social est situé 5 place du Colonel Fabien Paris 10e pour l'approvisionnement et la livraison de 200 repas par jour du 6 au 10 mars (2022_08041).

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.

Article 4 : Deux subventions de fonctionnement sont attribuées à l'association Aurore (n° Paris Asso 2541), dont le siège social est situé 34 bd Sébastopol Paris 4e :

- 35 276 € pour la préparation et la livraison de 200 à 300 repas quotidiens du 7 mars au 7 avril par son ESAT/restaurant social de Santeuil (2022_07481) ;
- 282 474 € pour la gestion de deux centres d'accueil et de transit jour/nuit dans les gymnases Marie Paradis et Victor Perez, pour les personnes fuyant la guerre en Ukraine (2022_07634).

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer les deux conventions annuelles correspondant aux deux projets subventionnés.

Article 5 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 101 016 € est attribuée à l'association FOODSWEETFOOD (n° Paris Asso 188177), dont le siège social est situé 26 rue M. Le Prince 75010 Paris pour la distribution de repas diversifiés et complets aux personnes réfugiées de l'Ukraine (2022_07629).

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.

Article 6 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 16 000 € est attribuée à l'association TRACES (n° Paris Asso 19127), dont le siège social est situé 23 rue Beaurepaire Paris 10e pour soutenir les bénévoles face à l'impact psychique lié à l'accueil des victimes de la guerre en Ukraine (2022_07928). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.

Article 7 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 11 448 € est attribuée à la Coopérative de Santé Richerand (n° Paris Asso 189869), dont le siège social est situé 4 av. Richerand Paris 10e pour la prise en charge sanitaire des réfugiés ukrainiens au gymnase Marie Paradis - Paris 10e (2022_07196).

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.

Article 8 : Les dépenses de fonctionnement correspondantes sont imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 42 Stratégie parisienne handicap et accessibilité universelle 2022-2026.

Mme Pénélope KOMITES, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312- 4 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris demande l'approbation de la stratégie parisienne handicap et accessibilité universelle pour la période 2022-2026 ;

Sur le rapport présenté par Mme Pénélope KOMITÈS, au nom de la 4e commission ;

Délibère :

Approuve la Stratégie parisienne handicap et accessibilité universelle pour la période 2022- 2026 jointe à la présente délibération.

2022 DSOL 46 Subvention (105.000 euros) et avenant à la convention 2021-2023 avec la Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de Paris (19e) pour son fonctionnement global.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer un avenant avec la Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels fixant le montant total de la subvention de la Ville de Paris à 105 000 euros, au titre de l'année 2022, pour son fonctionnement global ;

Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant à la convention en date du 23 novembre 2021 avec l'association la Fédération des Centres Sociaux et Socio-culturels de Paris (FCS), 23 rue Mathis (19e), dont le texte est joint.

Article 2 : La participation financière de la Ville de Paris à l'association la Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de Paris (19e) est fixée à 105 000 euros, au titre de l'année 2022, pour son fonctionnement global (numéro Paris Asso : 17954, dossier n°2022_08027).

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 47 Subventions d'investissement (78.800 euros) et conventions avec 3 centres sociaux pour la réalisation de travaux d'aménagement et l'achat de matériels.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris, propose l'attribution de subventions d'investissement à trois centres sociaux pour la réalisation de travaux et l'achat de matériels, pour un montant total de 78 800 euros, au titre de l'année 2022 ;

Vu l'avis du conseil d'arrondissement du 11e arrondissement, en date du 27 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil d'arrondissement du 15e arrondissement, en date du 26 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil d'arrondissement du 19e arrondissement, en date du 27 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention d'investissement avec l'association le Picoulet Mission Populaire du XIème (8561) pour la mise aux normes du réseau internet et téléphonie du centre social, ainsi que la rénovation d'une salle polyvalente. Le texte de la convention, joint au présent délibéré, prévoit l'attribution d'une subvention de 50 000 euros au titre de l'année l'année 2022 (2022_07588).

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention d'investissement avec l'association Foyer de Grenelle (20822) pour réaliser des travaux pour améliorer l'isolation thermique et les conditions d'évacuation en cas de sinistre du rez-de-chaussée du bâtiment C. Le texte de la convention, joint au présent délibéré, prévoit l'attribution d'une subvention de 23 800 euros au titre de l'année l'année 2022 (2022_07449).

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention d'investissement avec l'association Rosa Parks (183499) pour l'achat d'un équipement de projection et de visioconférence. Le texte de la convention, joint au présent délibéré, prévoit l'attribution d'une subvention de 5 000 euros au titre de l'année l'année 2022 (2022_08484).

Article 4 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 49 Convention annuelle d'objectifs et de moyens 2022 entre l'État et la Ville de Paris relative aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle des allocataires du RSA et conventions pluriannuelles de gestion avec l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ; et notamment les Articles L-2511-13 et L -2511-14 ;
Vu le code du travail, et notamment les articles L. 5134-19-1, L. 5134-19-3, L. 5134-20, L. 5134-30 ;
Vu la loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu la loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;
Vu la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir ;
Vu la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne ;
Vu le décret n°2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au Contrat Unique d'Insertion ;
Vu circulaire DGEFP/MIP/METH/MPP/2022/29 du 7 février 2022 relative au Fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE) en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail (parcours emploi compétences, contrats initiative emploi, insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification) ;
Vu les arrêtés du Préfet de la Région Ile-de-France des 22 février 2022, 18 mai et 19 août 2022 fixant le montant des aides de l'État pour les Parcours Emploi Compétences ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs et de moyens 2022 entre l'État et la Ville de Paris relative aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle des allocataires du RSA et conventions pluriannuelles de gestion avec l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;
Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e commission,

Délibère :

Article 1 : Les objectifs de la convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) conclue avec l'État pour 2022 sont de permettre de majorer des aides versées aux employeurs et de favoriser l'accès à ces dispositifs aux allocataires du RSA.
Article 2 : La CAOM fixe, dans son premier volet, les engagements respectifs de la Ville de Paris et de l'État vis-à-vis des modalités de mise en œuvre d'un Parcours Emploi Compétences ainsi que les conditions du cofinancement de ces contrats pour les allocataires du RSA par la Ville. Le second volet traite des modalités relatives à l'aide aux postes des ateliers et des chantiers d'insertion pour les allocataires du RSA.
Article 3 : L'aide municipale mensuelle par salarié est égale à 88% du montant forfaitaire du RSA socle pour une personne seule sans enfant, montant qui au 1er juillet 2022 s'élève à 598,54 euros. Ce montant et cette participation sont fixés par décret, ils évolueront en fonction de la législation, sans qu'il soit besoin de représenter une convention devant le Conseil de Paris.
Article 4 : Le budget prévisionnel maximum de la Ville de Paris pour sa participation financière concernant 100 Parcours emplois compétences (PEC), et 375 aides aux postes pour les structures porteuses d'ateliers et de chantiers d'insertion (ACI) est fixé pour l'exercice 2022 à 2.272.000 euros, auxquels s'ajoutent des crédits d'un montant de 463 400 euros déjà versés à l'ASP au titre des exercices antérieurs.
Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs et de moyens au titre de l'année 2022.
Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'Agence de Services et de Paiement les deux conventions de gestion : convention de mandat relative à la gestion de l'aide de la Ville de Paris aux employeurs de salariés en contrat unique d'insertion - parcours emploi compétences, d'une part, et, convention de mandat relative à la gestion de l'aide au poste octroyée par la Ville de Paris pour les structures porteuses d'ateliers et chantiers d'insertion (ACI), d'autre part.
Article 7 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 55 Subventions (465.000 euros) et conventions avec 25 associations pour leurs actions favorisant l'inclusion numérique.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution de financements à 25 associations pour soutenir des actions favorisant l'inclusion numérique sociale dans un cadre conventionnel ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle 2022-2025 avec l'Association Science Technologie Société - ASTS (12948), 54 av. Edison (13e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 90 000 euros (2022_05245).
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle (2022-2025) avec l'association pour la Gestion d'un Centre d'Animation Culturelle -AGECA 177 rue de Charonne (11e) (6662). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 50.000 euros (2022_05557).
Article 3 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention pluriannuelle (2022-2025) avec l'association des Loisirs Résidentiels des Mariniers - LOREM, 4 rue des Mariniers (14e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 40.000 euros (18650) (2022_06325).
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association Emmaüs Connect, Fondateur Abbé, 69, 71 rue Archereau (19e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 40 000 euros (158021) (2022_06350).
Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle (2022-2025) avec l'association D2L, 1 rue de la Solidarité (19e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 35.000 euros (189232) (2022_06155).
Article 6 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association AOCSA La 20e CHAISE, 38 rue des Amandiers (20e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 30 000 euros (16203) (2022_06160).
Article 7 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'Association PIMM'S de Paris, 181 av. Daumesnil (12e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 30 000 euros (49501) (2022_01280).
Article 8 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle (2022-2025) avec l'association Florimont, 5/9 place Marcel Paul (14e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 25 000 euros (12706) (2022_05411).
Article 9 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association Espace 19, 251 rue de Crimée (19e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 15 000 euros (246) (2022_04936).
Article 10 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association Foyer de Grenelle-centre social, 17 rue de l'Avre (15e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 15 000 euros (20822) (2022_03063).
Article 11 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association Les Astroliens, 30 rue Simart (18e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 11 000 euros (188726) (2022_05875).

Article 12 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association Les Jardins numériques, 2 rue Wilfrid Laurier (14e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 11 000 euros (13732) (2022_03807).
Article 13 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association Le Moulin, 23 bis rue du Moulin de la Vierge (14e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 8 000 euros (16410) (2022_04299).
Article 14 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association Franco Chinoise Pierre Ducerf, 29 rue Michel le comte (Centre). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 6 000 euros (523) (2022_04215).
Article 15 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association La Salle Saint-Bruno, 9 rue Saint Bruno (18e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 8 000 euros (12109) (2022_03743).
Article 16 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association ANTANAK, 18 rue BERNARD DIMEY (18e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 9 000 euros (183663) (2022_05658).
Article 17 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association Chinois de France Français de Chine, 45 rue de Tourtille (20e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 5 000 euros (19009) (2022_06366).
Article 18 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association HALAYE, 15 passage Ramey (18e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 6 000 euros (184696) (2022_03610).
Article 19 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association Le Danube Palace, 4 rue de la Solidarité (19e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 5 000 euros (14187) (2022_06107).
Article 20 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association L'Ile aux langues, 23 rue Emile Duployer (18e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 4 000 euros (66681) (2022_02534).
Article 21 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association Colombbus, 10 rue du Terrage 75010 (10e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 5 000 euros (13326) (2022_01768).
Article 22 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association Cyber Écrivain Public, 33 bd Serurier (19e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 5 000 euros (191321) (2022_09319).
Article 23 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association Konexio, 15 rue de la Réunion (20e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 4 000 euros (188179) (2022_03054).
Article 24 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association Code Code Codec, 22 rue d'Hauteville (10e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 5 000 euros (195813) (2022_03009).
Article 25 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association Belleville Citoyenne, 18 rue Bisson (20e). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 3 000 euros (19230) (2022_09312).
Article 26 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 72 Subvention d'investissement (100.000 euros) et convention pluriannuelle d'objectif avec la Fondation CASIP-COJASOR pour les travaux de rénovation de 7 logements accompagnés.

Mme Pénélope KOMITES, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-13 et suivants ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération 2022 DSOL 72 en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer une subvention d'investissement et de signer une convention pluriannuelle d'objectif avec la Fondation CASIP-COJASOR ;
Vu l'Avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Pénélope KOMITÈS, au nom de la 4e Commission,
Délibère :

Article 1 : Approuve la subvention d'investissement d'un montant de 100 000 euros et autorise Mme la Maire de Paris à signer avec la Fondation CASIP-COJASOR (20e), simpa : 20706, dossier 2022_06371, une convention d'investissement pluriannuelle dont le texte est joint à la présente délibération, pour l'année 2022.
Article 2 : La dépense sera imputée sur les crédits du budget d'investissement de l'année 2022 de la Ville de Paris et des années suivantes, sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 80 Subventions (70.000 euros) et conventions pluriannuelles d'objectifs avec 4 associations pour leurs actions d'aide à l'accès à l'enseignement supérieur et à l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap.

Mme Pénélope KOMITES, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-1, L. 2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération 2022 DSOL 80 DAE en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer des subventions pour un montant total de 70 000 euros à 4 associations ;
Vu l'Avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'Avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'Avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Pénélope KOMITÈS, au nom de la 4e Commission,
Délibère :
Article 1 : Approuve la subvention d'un montant de 13 000 euros et autorise Mme la Maire de Paris à signer la convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association « 100% Handinamique - pour la réussite des jeunes handicapés », simpa : 20532, dossier 2022_09275, pour l'année 2022.
Article 2 : Approuve la subvention d'un montant de 28 000 euros et autorise Mme la Maire de Paris à signer la convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024 avec l'Association Nationale pour la Prévention des Handicaps et pour l'Information ANPHI, simpa : 16026, dossier 2022_08703, pour l'année 2022.
Article 3 : Approuve la subvention d'un montant de 18 000 euros et autorise Mme la Maire de Paris à signer la convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Clubhouse France, simpa : 20297, dossier 2022_05778, pour l'année 2022.
Article 4 : Approuve la subvention d'un montant de 11 000 euros et autorise Mme la Maire de Paris à signer la convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association La Vague à l'Âme, simpa : 18257, dossiers 2022_02868 et 2022_02869, pour l'année 2022.
Article 5 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement de l'année 2022 de la Ville de Paris et des années suivantes sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 81 Subvention (2.000 euros) à l'association Acoeurvoix pour son action culturelle en direction de personnes en situation de handicap dans le cadre de la Nuit Blanche 2022.

Mme Pénélope KOMITES, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-13 et suivants ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération 2022 DSOL 81 en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer une subvention à l'association Acoeurvoix ;
Sur le rapport présenté par Mme Pénélope KOMITÈS, au nom de la 4e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association Acoeurvoix (3e), simpa : 49221, dossier 2022_08606 pour l'année 2022.

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée sur les crédits du budget de fonctionnement de l'année 2022 de la Ville de Paris et des années suivantes sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 82 Subvention (35.000 euros) et convention avec l'association LOISIRS PLURIEL DE PARIS 13 pour son service Loisirs Pluriel Ados 13e pour des adolescents en situation de handicap.

Mme Pénélope KOMITES, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-13 et suivants ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération 2022 DSOL 82 en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer une subvention à l'association LOISIRS PLURIEL DE PARIS 13 pour son action de loisirs adaptés en direction des personnes en situation de handicap ;
Vu l'Avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Pénélope KOMITÈS, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Approuve la subvention d'un montant de 35 000 euros et autorise Mme la Maire de Paris à signer la convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024 avec l'association LOISIRS PLURIEL DE PARIS 13 dont le texte est joint à la présente délibération, simpa : 19258, dossier 2022_04796, au titre de l'année 2022.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de l'année 2022 de la Ville de Paris et des années suivantes sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 83 Subventions de fonctionnement (522.858 euros) et conventions avec 4 associations pour des actions à destination des familles en situation d'exclusion.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2511-13 ; L 2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le budget primitif de la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer à plusieurs organismes, au titre de l'exercice 2022 des subventions de fonctionnement pour leurs actions à destination des familles en situation d'exclusion ;
Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 200 000 € est attribuée à l'association Emmaüs Coup de Main (N° Paris asso : 49281), dont le siège est situé 31 Avenue Edouard Vaillant, 93500 Pantin, pour le dispositif « Toti Impreuna » destiné à des familles migrantes intracommunautaires (dossier n°2022_03837). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle (2022-2024) relative au projet subventionné.
Article 2 : Une subvention d'un montant de 119 431 € est attribuée à l'association la Croix-Rouge Française (N° Paris asso : 18099), dont le siège est situé 98 rue Didot, Paris 14e, pour son projet d'accompagnement social des familles à l'hôtel (dossier n°2022_08669). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.
Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 150 000 € est attribuée à l'association « Basiliade » (N° Paris asso : 19835) dont le siège social est situé au 6 rue du Chemin vert, 75011 Paris, pour la gestion du centre d'hébergement d'urgence pour femmes sortantes de maternité « Maison des FEES » (dossier n°2022_08655). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle entre la Ville de Paris et Basiliade relative au projet subventionné.
Article 4 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 53 427 € au Centre d'Action Sociale Protestant (CASP) (N° Paris asso : 48161), dont le siège social est situé au 20, rue Santerre Paris 12e, pour la gestion de la résidence sociale « Championnet » (dossier n°2022_08691). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle (2022-2024) relative au projet subventionné.

Article 5 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 85 Subventions (26.000 euros) à 8 associations et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association Un regard pour toi, pour leurs actions d'information et de soutien en direction des personnes en situation de handicap et leurs familles.

Mme Pénélope KOMITES, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-13, L. 2511-14 et suivants ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération 2022 DSOL 85 en date du 27septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer des subventions pour un montant total de 26 000 euros à 8 associations,

Sur le rapport présenté par Mme Pénélope KOMITÈS, au nom de la 4e commission,

Délibère :

Article 1 : Approuve la subvention d'un montant de 4 000 euros, attribuée à l'association ART'SIGN, simpa : 20788, dossier 2022_05278 et 2022_08658, pour l'année 2022.

Article 2 : Approuve la subvention d'un montant de 4 000 euros, attribuée à l'association Fédération nationale des Sourds de France (FNSF), simpa : 12265, dossier 2022_08042, pour l'année 2022.

Article 3 : Approuve la subvention d'un montant de 2 000 euros, attribuée à l'association Handinamik, simpa : 186058, dossier 2022_00468, pour l'année 2022.

Article 4 : Approuve la subvention d'un montant de 1 500 euros, attribuée à l'association IFRATH, simpa : 73521, dossier 2022_09048, pour l'année 2022.

Article 5 : Approuve la subvention d'un montant de 1 500 euros, attribuée à l'association Judo Club Baudricourt, simpa : 16668, dossier 2022_09115, pour l'année 2022

Article 6 : Approuve la subvention d'un montant de 3 500 euros, attribuée à l'association Le Livre de l'Aveugle, simpa : 45361, dossier 2022_07233, pour l'année 2022.

Article 7 : Approuve la subvention d'un montant de 1 500 euros, attribuée à l'association UNAPEDA, simpa : 44185, dossier 2022_07385, pour l'année 2022.

Article 8 : Approuve la subvention d'un montant de 8 000 euros, et autorise Mme la Maire de Paris à signer l'avenant n° 1 à la convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2023, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Un regard pour toi, simpa : 183027, dossier 2022_07424 pour l'année 2022.

Article 9 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'année 2022 et des années suivantes sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 87 Avenant à la convention pluriannuelle avec la DRIHL et l'agence départementale d'information sur le logement de Paris relatif au financement pour 2022 de l'équipe mobile de prévention des expulsions locatives.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le document de cadrage des équipes mobiles de prévention des expulsions locatives de la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement ;

Vu la convention pluriannuelle « Équipe mobile de prévention des expulsions locatives » Mission de traitement des assignations et des commandements de quitter les lieux des locataires du parc privé confiée à la Ville de Paris et à l'Agence départementale d'information sur le logement de Paris, signée le 27 juillet 2021 entre la Ville de Paris, la DRIHL et l'Agence départementale d'information sur le logement de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel il est proposé à Mme la Maire de Paris de signer avec la DRIHL et l'Agence départementale d'information sur le logement de Paris

(ADIL 75) un avenant à la convention pluriannuelle relatif au financement pour 2022 de l'équipe mobile de prévention des expulsions locatives ;
Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e Commission,
Délibère :
Article 1 : La Maire de Paris est autorisée à signer avec la DRIHL, dont le siège est situé le Ponant, 5 rue Leblanc (15e) et l'Agence départementale d'information sur le logement de Paris (ADIL 75), dont le siège est situé 46 bis bd Edgar Quinet (14e), un avenant à la convention pluriannuelle « Équipe mobile de prévention des expulsions locatives » Mission de traitement des assignations et des commandements de quitter les lieux des locataires du parc privé confiée à la Ville de Paris et à l'Agence départementale d'information sur le logement de Paris, joint au présent délibéré.
Article 2 : La recette de 118 200 euros prévue dans l'avenant à la convention sera inscrite au budget de fonctionnement de la Ville de Paris au titre de l'exercice 2022.

2022 DSOL 88 Subvention (40.000 euros) à l'association Passerelle Assist'Aidant.

Mme Véronique LEVIEUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville de Paris et l'association Passerelle Assist'Aidant en date du 21 avril 2021 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer une subvention à l'association Passerelle Assist'Aidant (6e) ;
Vu l'avis du Conseil de l'arrondissement Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 6e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 7e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Véronique LEVIEUX, au nom de la 4e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention d'un montant de 40 000 euros est attribuée à l'association Passerelle Assist'Aidant (SIMPA 185855 - dossier n° 2022_07011) au titre de 2022.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris 2022 et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 91-DLH Avenant à la convention du Pacte Parisien pour le Logement d'Abord.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;
Vu la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
Vu l'appel à manifestation d'intérêt en date du 10 septembre 2020 portant sur la mise en œuvre accélérée du plan logement d'abord et la validation de la candidature par la DIHAL ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectif 2021-2022 conclue avec l'État dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt numéro 2 « Territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'Abord », signée le 24 novembre 2021 ;
Vu le projet de délibération en date du 27septembre 2022, par lequel il est proposé à Mme la Maire de Paris de signer avec la DRIHL, un avenant à la convention pluriannuelle d'objectif 2021-2022 dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt numéro 2 « Territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'Abord », et avec Y-Säätiö sr et la FEANTSA un contrat d'adhésion au Housing First Europe Hub ;
Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e Commission,
Délibère :
Article 1 : La Maire de Paris est autorisée à signer avec la DRIHL, dont le siège est situé 5 rue Leblanc (15e), un avenant à la convention pluriannuelle d'objectif 2021-2022 dans le cadre de l'Appel à Mani-

festation d'Intérêt numéro 2 « Territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'Abord », joint au présent délibéré.

Article 2 : La recette de 478.242 euros prévue dans l'avenant mentionné à l'article 1 sera inscrite au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

Article 3 : La Maire de Paris est autorisée à signer un contrat d'adhésion au Housing First Europe Hub, avec Y-Säätiö sr, business ID 0623680-7, dont le siège est situé Pitkänsillanranta 3 A, 00530 Helsinki Finlande, et la Fédération Européenne d'Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abri, dont le siège est situé 194, Chaussée de Louvain 1210 Bruxelles Belgique, pour un montant de 1.000 euros par année d'adhésion à compter de la date de signature du contrat, joint au présent délibéré.

Article 4 : La dépense correspondante mentionnée à l'article 3 sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 92 Subvention d'investissement (7. 000 euros) sur le budget participatif 2021 et convention d'équipement avec l'association Radio Olympiades œuvrant contre l'isolement des personnes âgées en établissement.

Mme Véronique LEVIEUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L-2511.13 et suivants ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris, lui propose l'attribution d'une subvention d'investissement dans le cadre du budget participatif 2021 et la signature d'une convention d'équipement avec l'association Radio Olympiades (13e) ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Véronique LEVIEUX, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Radio Olympiades (13e) une convention d'équipement dont le texte est joint à la présente délibération pour la fabrication d'une roue numérique pour l'animation du projet Mémoires Vives conduit dans plusieurs EHPAD parisiens.

Article 2 : Une subvention d'investissement d'un montant de 7 000 euros est attribuée à l'association Radio Olympiades (13e), (n° Parisasso 187670, n° dossier 2022_06721), dans le cadre du budget participatif 2021, pour le financement d'une roue numérique, support du projet Mémoires Vives.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris au titre du budget participatif (édition 2021).

2022 DSOL 93 Subvention (6.000 euros) à l'association Avec nos aînées (18e) pour son action en faveur de l'accès aux droits de femmes âgées prostituées.

Mme Véronique LEVIEUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-13 et suivants ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération 2022 DSOL 93 en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer une subvention à l'association Avec nos Ainées pour son action en faveur de l'accès aux droits de femmes âgées prostituées ;

Vu l'Avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Vu l'Avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Véronique LEVIEUX, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 6 000 euros au titre de 2022 est attribuée à l'association Avec nos aînées (18e) (ParisAsso 42501 - dossier 2022_07118)

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des années suivantes sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 94 Subventions de fonctionnement (125.000 euros) et conventions avec 5 organismes pour leurs programmes et actions favorisant l'insertion sociale, culturelle et professionnelle des réfugié.es à Paris.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération 2022 DSOL 94 en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer à plusieurs organismes, au titre de l'exercice 2022, des subventions de fonctionnement pour leurs programmes favorisant l'insertion des réfugié.es à Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000€ est attribuée à l'association Fabrique Nomade (187596), dont le siège est situé 1 bis, av. Daumesnil Paris 12e, pour le fonctionnement de son dispositif de formation certifiante, dédié aux artisan.es d'arts réfugié.es et migrant.es (2022_07025). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.

Article 2 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 30 000 € est accordée à l'association Action Emploi Réfugiés (186621) dont le siège social est situé au 29 bd bourdon à Paris 14e, pour le cofinancement des programmes SOCLE et AVEC favorisant l'intégration des personnes bénéficiaires de protection internationale via un accompagnement personnalisé vers l'emploi et la formation professionnelle (2022_05286). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.

Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 30 000€ est attribuée à l'association Kodiko (187051), dont le siège est situé 2, square de Robiac, Paris 7e, pour son projet d'accompagnement vers l'insertion professionnelle de 180 personnes réfugiées (2022_00113). Mme la Maire est autorisée à signer la convention pluriannuelle (2022-2024) relative au projet subventionné.

Article 4 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 € est accordée à la SAS Simplon.Co (191995), dont le siège social est situé 55, rue de Vincennes 93100 Montreuil, pour son projet « Welcode » permettant aux personnes réfugiées d'accéder à une formation aux métiers du numérique (2022_07624). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.

Article 5 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 30 000 € est accordée à l'association Food Sweet Food (188177) dont le siège social est situé au 26, rue M. Le Prince Paris 6e, pour ses actions d'insertion à destination des réfugiés parisiens (2022_09296) conformément à la convention pluriannuelle (2021-2023) entre la Ville de Paris et l'association.

Article 6 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 95 Subventions de fonctionnement (2.464.749 euros), avenant N°2 et conventions avec 4 organismes pour leurs dispositifs d'accueil et de réponse aux besoins fondamentaux des réfugié.es à Paris.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération 2022 DSOL 95 en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer à plusieurs organismes, au titre de l'exercice 2022, des subventions de fonctionnement pour leurs dispositifs d'accueil des réfugiés à Paris et de m'autoriser à signer l'avenant N°2 et les conventions correspondantes le cas échéant ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 654 829€ est attribuée à l'association France Terre d'Asile (55901) dont le siège social est situé 22-24 rue Marc Seguin, Paris 18e, pour la

maraude migrants 75 (2022_06824). Mme la Maire est autorisée à signer la convention pluriannuelle (2022-2024) relative au projet subventionné.

Article 2 : Deux subventions de fonctionnement sont attribuées respectivement aux associations suivantes pour le dispositif Le Kiosque :

- 290 513€ à l'association Emmaüs Solidarité (24921), dont le siège est situé 32, rue des Bourdonnais Paris 1er (2022_06581) ;
- 109 440€ à l'association France Terre d'Asile (55901) dont le siège social est situé 22-24 rue Marc Seguin, Paris 18e (2022_07030).

Mme la Maire est autorisée à signer la convention annuelle tripartite relative au projet subventionné entre la Ville de Paris et les deux associations.

Article 3 : Une subvention d'un montant de 35 000€ est attribuée à l'association Secours catholique (7181), dont le siège est situé 106 rue du Bac, Paris 7e, pour le dispositif Le CEDRE (2022_06717). Mme la Maire est autorisée à signer la convention pluriannuelle (2022-2024) relative au projet subventionné.

Article 4 : Une subvention d'un montant de 30 000€ est attribuée à l'association Secours catholique (7181), dont le siège est situé 106 rue du Bac, Paris 7e, pour les actions d'accueil et d'accompagnement des réfugiés au sein des Maisons Caritas (2022_05231). Mme la Maire est autorisée à signer la convention pluriannuelle (2022-2024) relative au projet subventionné.

Article 5 : Une subvention d'un montant de 608 967€ est attribuée à la Fondation de l'Armée du Salut (191905), dont le siège est situé 60, rue des frères Flavien 75976 Paris Cedex 20, pour le fonctionnement de la Halte Humanitaire au titre de l'année 2022 (2022_07625). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle relative au projet subventionné.

Article 6 : Une subvention d'un montant de 736 000€ est attribuée à l'association Emmaüs Solidarité (24921), dont le siège est situé 32, rue des Bourdonnais Paris 1er, pour la gestion de l'accueil de jour Aboukir (2022_06582) conformément à la convention pluriannuelle (2020-2022) relative au projet subventionné. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant N°2 joint au présent projet.

Article 7 : Les dépenses de fonctionnement seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 96 Subventions de fonctionnement (139.000 euros) et conventions avec 4 associations pour leurs programmes et actions de soutien psychologique aux réfugiés à Paris.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération 2022 DSOL 96 en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer à plusieurs organismes, au titre de l'exercice 2022, des subventions de fonctionnement pour leurs programmes et actions de soutien psychologique aux réfugiés à Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 100 000€ est attribuée à l'association Centre Primo Levi (18209) dont le siège est situé 107, av. Parmentier Paris 11e, pour son action « Soigner et soutenir les personnes exilées victimes de torture et de violence politique », répartie comme suit :

- 80 000€ au titre de l'accueil des réfugiés (2022_03972) ;
- 20 000€ au titre de la prévention santé (2022_09323).

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle relative au projet subventionné.

Article 2 : Une subvention d'un montant de 30 000 € est attribuée à l'association Le Chêne et l'Hibiscus (194146), dont le siège est situé 21, av. du Bel Air Paris 12e, pour son programme « Permanences psychologiques au sein de la Halte Humanitaire de Paris » (2022_05690). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle relative au projet subventionné.

Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 4 000 € est accordée à l'association 4A Ateliers artistiques, accompagnement, art-thérapie (192750), dont le siège social est situé 1 place Robert Desnos, 75010 Paris, pour son atelier « Edition Originale » dispositif de médiation artistique pour de jeunes exilés (2022_03414). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.

Article 4 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 5 000 € est attribuée à l'association L'EPOC - Espace Psychanalytique d'Orientation et de Consultations (10266), dont le siège social est

situé 18, rue Georges Thill Paris 19e, pour ses actions de soutien psychologique aux personnes exilées (2022_03556). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.

Article 5 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 97 Subventions de fonctionnement (32.500 euros) et conventions avec 4 associations pour leurs projets favorisant l'inclusion des réfugiés par la culture et le sport.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération 2022 DSOL 97 en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer à plusieurs organismes, au titre de l'exercice 2022, des subventions de fonctionnement pour leurs programmes favorisant l'inclusion des réfugiés par le sport et la culture ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 5 000 € est accordée à l'association M.U (13685), dont le siège social est situé 12 rue d'Oran, 75018 Paris, pour son projet « Air de Repos » pour (2022_03972). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.

Article 2 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 10 000 € est accordée à l'association Good Chance Théâtre (191544) dont le siège social est situé au 3 rue Carpeaux, 75018 Paris, pour ses activités favorisant l'intégration socio-culturelle des personnes exilées à Paris (2022_05477). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.

Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 2 500 € est accordée à l'association Théâtre du Chaos (119560), dont le siège social est situé au 5-7, rue Henri Poincaré, 75020 Paris, pour la mise en œuvre d'un « Laboratoire de pratique artistique ALTER EGO » (2022_07467). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.

Article 4 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000 € est accordée à l'association Kabubu (190497) dont le siège social est situé au 99, rue Jean Pierre Timbaud, 75011 Paris, pour son programme « Favoriser l'engagement citoyen et le lien social entre personnes exilées et locales grâce au sport » (2022_01109). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle relative au projet subventionné.

Article 5 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 102 Signature d'un protocole transactionnel visant la résolution d'un litige opposant la Ville de Paris à un tiers au titre du remboursement de la créance d'aide sociale.

Mme Pénélope KOMITES, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 132-8 et l'article L. 344-5 ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 autorisant la Maire de Paris à signer un protocole transactionnel visant la résolution d'un litige opposant la Ville de Paris à un tiers au titre du remboursement de la créance d'aide sociale ;

Sur le rapport présenté par Mme Pénélope KOMITES, au nom de la 4e commission,

Délibère :

Autorisation est donnée à la Présidente du Conseil de Paris de signer le protocole transactionnel visant la résolution d'un litige opposant la Ville de Paris à M. X au titre du remboursement de la créance d'aide sociale générée par le paiement de l'hébergement de sa mère, Mme X, au titre de l'aide sociale.

2022 DSOL 105 Subvention (10.000 euros) à l'association Unis-Cité dont les actions favorisent la solidarité intergénérationnelle.

Mme Véronique LEVIEUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-13, L. 2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Unis-Cité (18e) au titre de l'année 2022 ;
Vu la convention pluriannuelle signée le 30 novembre 2020 ;
Sur le rapport présenté par Mme Véronique LEVIEUX, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 10 000 euros est attribuée à l'association Unis-Cité, au titre de l'année 2022 (ParisAsso 105941 - dossier 2022_03623) dans le cadre de la convention pluriannuelle signée le 30 novembre 2020.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la ville de Paris de 2022 et exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 112 Subventions de fonctionnement (237.671 euros) et conventions avec 2 associations pour des actions d'accompagnement de familles mises à l'abri dans des gymnases mis à disposition par la Ville de Paris.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2511-13 ; L 2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le budget primitif de la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer à plusieurs organismes, au titre de l'exercice 2022 des subventions de fonctionnement pour leurs actions à destination des familles en situation d'exclusion ;
Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 177 671 € est attribuée à l'association Emmaüs Solidarité (N° Paris assos : 24921), dont le siège est situé 32 rue des Bourdonnais, 75001 Paris, pour son projet d'accompagnement des familles mises à l'abri au gymnase Marie Paradis en décembre 2021 et janvier 2022 (dossier n° 2022_06746). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.
Article 2 : Une subvention d'un montant de 60 000 € est attribuée à l'association Aurore (N° Paris assos : 2541), dont le siège est situé au 34, bd de Sébastopol, 75004 Paris, pour son projet d'accompagnement des femmes seules et familles avec enfants mises à l'abri au gymnase Victor Y Pérez, dans le 12e arrondissement, entre le 14 et le 28 juin 2022 (dossier n°2022_09575). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.
Article 3 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DSP 14 Subvention (50.000 euros) et avenant n° 1 à la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association « Le Comité pour la santé des exilés » (COMEDE) (94 Le Kremlin-Bicêtre).

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2511-13, L2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de l'autoriser à signer l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association « Le Comité pour la santé des exilés » (COMEDE) et de lui attribuer une subvention au titre de 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association « Le Comité pour la santé des exilés » (COMEDE), sise : 78 rue du Général Leclerc, 94 272 Le Kremlin Bicêtre (locaux de l'Hôpital Bicêtre), l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 2 : Une subvention de 50 000 euros est attribuée à l'association « Le Comité pour la santé des exilés » (COMEDE) (n° ParisAsso 18447), pour le projet n° ParisAsso - dossier 2022_00391) au titre de l'exercice 2022.
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et ultérieurs sous réserve des décisions de financement.

2022 DSP 18 Subventions (288.000 euros) à 7 associations dans le cadre de la mise en œuvre de projets favorisant l'accompagnement et l'insertion des publics vulnérables présentant des conduites à risques. Conventions.

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13 et suivants ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris, propose de soutenir financièrement sept associations dans le cadre de la mise en œuvre de projets favorisant l'accompagnement et l'insertion des publics vulnérables présentant des conduites à risques ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 13 000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'Association pour la Communication, l'Espace et la Réinsertion de Malades Addictifs (ACERMA), située 22, quai de la Loire à Paris 19e (8021) pour l'action d'« ateliers culturels Adultes Précarité » (dossier 2022_03726).
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle de 3 ans, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association avec l'Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie (ANPAA) pour les projets « Promotion de la santé et prévention des conduites addictives auprès des bénéficiaires du RSA » et « Réduction des risques « Alcool » au sein des structures d'hébergement de personnes en situation de grande précarité ».
Article 3 : Une subvention globale de 35 000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie, située 20, rue Saint Fiacre à Paris (2e) au titre de l'activité de son comité parisien (ANPAA 75) 13, rue d'Aubervilliers à Paris (18eme), (87241) pour assurer les actions suivantes :
- « Promotion de la santé et prévention des conduites addictives auprès des bénéficiaires du RSA» (2022_04169) : 15 000 euros ;
- « Réduction des risques « Alcool » au sein des structures d'hébergement de personnes en situation de grande précarité » (2022_04171) : 20 000 euros ;

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association AURORE, situé 34, rue de Sébastopol pour les projets « Stabilisation et insertion des usagers de drogues au CHRS SILOE », « Maraudes équipe mobile CAARUD EGO - volet médiation » et « Encadrement par des travailleurs pairs ».
Article 5 : Une subvention globale de 110 000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association AURORE, 34, rue bd Sébastopol à Paris 4e (2541) pour assurer les actions suivantes :
- « Stabilisation et insertion des usagers de drogues au CHRS SILOE » (2022_04163) : 30 000 euros ;
- « Équipe mobile CAARUD EGO- volet médiation » (2022_04162) : 60 000 euros ;
- « Encadrement des travailleurs-pairs » (2022_04142) : 20 000 euros ;

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle avec l'Association Aux Captifs La Libération, 33 av. Parmentier à Paris 11e, (17393) dont le texte est joint à la présente délibération pour son « Projet Marcel Olivier - Améliorer la prise en charge des personnes SDF consommatrices ».

Article 7 : Une subvention de 15 000 euros est attribuée à l'Association Aux Captifs La Libération pour le « Projet Marcel Olivier - Améliorer la prise en charge des personnes SDF consommatrices » (2022_05858) pour l'exercice 2022.
Article 8 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle avec l'Association GAIA PARIS, située 12 bis, rue de la Pierre Levée à Paris 11e, (81741) dont le texte est joint à la présente délibération pour son action « Labofabrik ».
Article 9 : Une subvention de 25 000 euros est attribuée à l'Association GAIA PARIS pour son action « Labofabrik » (2022_03699) pour l'exercice 2022.
Article 10 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle avec le Groupe SOS Solidarités située 102 C, rue Amelot à Paris (11e) (72421) dont le texte est joint à la présente délibération pour son action de « Développement des maraudes du Kaléidoscope ».
Article 11 : Une subvention de 30 000 euros est attribuée au Groupe SOS Solidarités pour son action « Labofabrik » (2022_03699) pour l'exercice 2022
Article 12 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle avec l'association OPPELIA pour sa structure Charonne, située 60-64, rue du Rendez-Vous à Paris (12e) (53242) dont le texte est joint à la présente délibération pour son action de « Maraudes de médiation sociale dans les 10e, 18e et 19e arrondissements de Paris ».
Article 13 : Une subvention de 60 000 euros est attribuée à l'association OPPELIA pour sa structure Charonne pour son action de « Maraudes de médiation sociale dans les 10e, 18e et 19e arrondissements de Paris » (2022_01904) pour l'exercice 2022.
Article 14 : Les dépenses correspondantes sont imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et suivant sous réserve de la décision de financement.

2022 DSP 20 Subventions (257.000 euros) à 10 associations dans le cadre de la mise en œuvre d'actions de prévention des conduites à risques à destination des jeunes parisiens.

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2511-13, L2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention à dix associations œuvrant dans le champ de la prévention des conduites à risques et addictives des publics jeunes et jeunes adultes ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention globale de 32 000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022, à l'Association pour la Communication, l'Espace et la Réinsertion de Malades Addictifs (ACERMA), dont le siège social est situé 22, quai de la Loire (19e) (Parisassos 8021) (2022_03724 ; 2022_03714) dans le cadre de la convention 2021-2023 du 9 novembre 2021 pour assurer les deux actions suivantes :
- « Emprise » : 12 000 €
- « Toi, Moi & Co » : 20 000 €

Article 2 : Une subvention de 20 000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie, au titre de l'activité du comité parisien (ANPAA 75), 13, rue d'Aubervilliers (18e), (Parisassos 87241 - dossier 2022_04170) dans le cadre de la convention 2021-2023 du 9 novembre 2021 pour le projet de « Prévention des conduites addictives en direction d'un public jeune et auprès du grand public ».
Article 3 : Une subvention de 62 000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'Association AREMEDIA - Action-Recherche Européenne Médecine et Interactions Associatives, situé 113, rue du Faubourg du Temple (10e) (Parisassos 15286 - dossiers 2022_04032 ; 2022_04034) pour les projets « Développement des capacités personnelles et sociales des jeunes au sein de structures socio-éducatives » et pour le projet « Jeunes exposés au trafic et à la consommation de produits stupéfiants », dans le cadre de la convention 2020-2022 du 10 septembre 2020.

Article 4 : Une subvention de 10 000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association AURORE pour sa structure « Itinérances » (Parisassos 2541 - dossier 2022_05570) », dans le cadre de la convention 2020-2022 du 11 août 2020.
Article 5 : Une subvention de 13 000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'École des Parents et des Éducateurs d'Ile-de-France (Parisassos 19633 - dossier 2022_03698) dans le cadre de la convention 2021-2023 du 9 novembre 2021 pour la « Mise en place de rencontres/échanges à destination des parents ».
Article 6 : Une subvention de 20 000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022, à Jeunesse Feu Vert - Fondation Robert Steindecker (Parisassos 226 - dossier 2022_05632) dans le cadre de la convention 2021-2023 du 9 novembre 2021 pour son action « Nouvelle Chance » au SAFIP.
Article 7 : Une subvention de 26 000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022, à l'association le Kiosque Infos Sida et Toxicomanie (Parisassos 21048 - dossier 2022_04294) dans le cadre de la convention 2021-2023 du 9 novembre 2021 pour les « Actions de prévention des conduites addictives et de promotion de la santé en milieu scolaire à Paris ».
Article 8 : Une subvention de 20 000 euros est attribuée à la Mutualité Fonction publique Action Santé Social (MFPASS), pour son Centre « Émergence Espace Tolbiac », (Parisassos 194661 - dossier 2022_05976) pour l'exercice 2022, dans le cadre de la convention 2020-2022 du 11 août 2020 pour l'équipe mobile de prévention.
Article 9 : Une subvention de 15 000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association OPPELIA pour sa structure Charonne (Parisassos 53242 - Dossier 2022_01266), dans le cadre de la convention 2021-2023 du 9 novembre 2021 pour le projet « Parce que ma santé le vaut bien ! »
Article 10 : Une subvention de 39 000 euros est attribuée à l'Union pour la Défense de la Santé Mentale (UDSM), (Parisassos 181746 - dossier 2022_03120) pour l'exercice 2022, pour le projet « Face au mal-être des jeunes, développer leurs compétences psychosociales », dans le cadre de la convention 2020-2022 signée le 11 août 2020.
Article 11 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et les exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSP 22 Subventions (22.000 euros) à 2 associations et conventions dans le cadre de la mise en œuvre d'actions de prévention et de réduction des risques en milieu festif spécifique et/ou alternatif.

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2511-13, L2511-14;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris, propose de soutenir financièrement quatre associations dans le cadre de la mise en œuvre d'actions de prévention et de réduction des risques et des dommages en milieu festif spécifique et/ou alternatif ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer la convention pluriannuelle 2022-2024 avec l'Association Avenir Santé France, 15/20, rue Bancel (69007 Lyon) pour son antenne régionale, Avenir Santé Ile-de-France, 100, rue Petit (19e), dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 2 : Une subvention de 5 000 euros est attribuée à l'association Avenir Santé France (SIMPA 5063 - dossier 2022_04167) au titre de l'exercice 2022.
Article 3 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer la convention pluriannuelle 2022-2024, avec l'association Techno Plus, 5, passage de la Moselle (19e), dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 4 : Une subvention de 17 000 euros est attribuée à l'association Techno Plus (SIMPA 18260 - dossiers 2022_03665 et 2022_03666) au titre de l'exercice 2022.
Article 5 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et suivants.

2022 DSP 23 Subventions (1.646.546 euros) et conventions dans le cadre du plan d'action pour une meilleure régulation de l'espace public et une politique coordonnée de réduction des risques et des dommages.

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2511-13 et suivants ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités d'attribution de subventions, dans le cadre de conventions et avenants à convention, à différentes associations œuvrant pour renforcer les dispositifs sanitaires et sociaux existants à Paris à destination des usagers de drogues et des publics en errance ;

Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention 2022 avec l'association AURORE pour « Espace d'accueil et de repos, Porte de la Chapelle », dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : Une subvention globale de 1 381 546 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association AURORE, 34, rue bd Sébastopol à Paris 4e (2541) pour assurer les actions suivantes :

- « Accompagnement Social et aux Soins, Orientation Réinsertion Ensemble-ASSORE » (2022_09103/DSP/SPS/MMPCR/825 000 euros) pour 440 places en année pleine, dans le cadre de la convention du 17 février 2020 ;
- « Espace d'accueil et de repos, Porte de la Chapelle » (2022_04161/DSP/SPS/MMPCR/556 546 euros), dans le cadre de la convention ci-jointe.

Article 3 : Une subvention globale de 105 000 euros au titre de l'exercice 2022 est attribuée à Groupe SOS Solidarités, 102-C rue Amelot (11e) (72421), pour assurer l'action suivante :

- « Espace de repos Sleep In » (2022_06610/DSP/SPS/MMPCR/105 000 euros) dans le cadre de la convention du 17 février 2020.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention avec l'association SAFE pour 2022, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 5 : Une subvention globale de 160 000 euros est attribuée au titre de l'exercice 2022 à l'association SAFE, 11 av. de la Porte de la Plaine à Paris 15e, (20944) pour assurer l'action suivante :

- « Gestion du parc d'automates de réduction des risques et des dommages à Paris » (2022_04099/DSP/SPS/MMPCR/160 000 euros), dans le cadre de la convention ci-jointe.

Article 6 : Les dépenses correspondantes sont imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSP 26 Subvention (10.000 euros) et avenant n°1 à la convention avec l'Association pour la Promotion et le Développement du Centre Ressource Européen en clinique transculturelle (14e).

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2511-13, L2511-14 ;

Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;

Vu le décret 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention de fonctionnement à l'Association pour la Promotion et le Développement du Centre Ressource Européen en clinique transculturelle et de l'autoriser à signer l'avenant n°1 à la convention du 26 juillet 2021 entre la Ville de Paris et cette association ;

Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'Association pour la Promotion et de Développement du Centre Ressource Européen en clinique transculturelle (2022_05299- PARIS ASSO 58221), Maison des Adolescents de Cochin- Maison de Solenn, 97 bd du Port Royal à Paris 14e, l'avenant n°1 à la convention du 26 juillet 2021 dont le texte est joint à la présente délibération, pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention d'un montant de 10.000 euros est attribuée à l'Association pour la Promotion et le Développement du Centre Ressource Européen en clinique transculturelle (14e) pour le projet Babel au titre de l'exercice 2022.
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSP 27 Subvention (100.000 euros) et avenant n°1 à la convention avec l'association Comité de Paris de la Ligue nationale contre le cancer (13e).

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2511-13, L2511-14 ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10;
Vu la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de l'autoriser à signer l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association Comité de Paris de la Ligue nationale contre le cancer et d'attribuer une subvention à cette association au titre de 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Comité de Paris de la Ligue nationale contre le cancer, 89 bd Blanqui (13e), l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 2 : Une subvention (2022_02612) d'un montant de 100.000 euros est attribuée à l'association Comité de Paris de la Ligue nationale contre le cancer (18651) au titre de l'année 2022.
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSP 33 Subvention (5.000 euros) à l'association Argos 2001 (14e).

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2511-13, L2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention à l'association Argos 2001 (14e) ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention de 5.000 euros est attribuée à l'association Argos 2001, 119 rue du Faubourg Saint-Jacques 75014 Paris (PARIS ASSOS 18797 - dossier 2022_04580), au titre de l'exercice 2022.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSP 34 Subvention (30.000 euros) et avenant n°1 à la convention avec l'Association Droits d'Urgence (10e).

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2511-13, L2511-14 ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention de fonctionnement à l'association Droits d'Urgence et de l'autoriser à signer l'avenant n°1 à la convention du 28 juin 2021 entre le Ville de Paris et cette association ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Droits d'Urgence (2022_01035 - 184146), 5 rue du Buisson Saint Louis (10e), l'avenant n°1 à la convention du 28 juin 2021 dont le texte est joint à la présente délibération, pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention d'un montant de 30.000 euros est attribuée à l'association Droits d'Urgence au titre de l'exercice 2022.
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSP 38-DSOL Subvention (170.500 euros) et convention avec l'association Basiliade (11e).

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2511-13, L2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention de fonctionnement à l'association Basiliade située 6 rue du Chemin Vert (11e) et de l'autoriser à signer une convention avec cette association ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Basiliade, 6 rue du Chemin Vert 75011 Paris, une convention pluriannuelle, dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 2 : Une subvention d'un montant total de 170.500 € est attribuée à l'association Basiliade (PARIS ASSOS 19835 - dossiers 2022_01735, 2022_04122, 2022_04123,2022_01737) au titre de l'année 2022.
La subvention est répartie comme suit :

- 30.000 € au titre de l'accueil et de l'accompagnement global des personnes en situation de précarité atteintes par le VIH ;
- 74.000 € au titre des activités d'insertion par l'emploi et la formation ;
- 36.500 € en faveur des actions menées par la « Maison Uraca » : 30.000 € au titre de la prévention des maladies chroniques et 6.500 € au titre de l'accompagnement psycho-social et interculturel ;
- 30.000 € au titre des actions d'accompagnement juridique : 15.000 € au titre de la santé et 15.000 € au titre de l'insertion.

Article 3 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSP 44 Subvention (20.000 euros) et avenant n° 1 à la convention avec l'association Emmaüs Solidarité (1er).

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2511-13, L2511-14 ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention à l'association Emmaüs Solidarité et de l'autoriser à signer l'avenant n°1 à la convention du 26 Juillet 2021 ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Emmaüs Solidarité, 32 rue des Bourdonnais (1er) l'avenant n°1 à la convention du 27 juillet 2021 dont le texte est joint à la présente délibération, pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention d'un montant de 20.000 euros est attribuée à Emmaüs Solidarité (2022_03721- 24921) au titre de l'exercice 2022.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSP 45 Subvention (200.000 euros) et convention avec l'association Santé Daviel pour la création de la maison de santé pluridisciplinaire-MSP Daviel (13e).

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L1511-3, L2511-13, L2511-14 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention pour des travaux de restructuration et d'aménagement de la MSP Daviel à l'association Santé Daviel et de l'autoriser à signer une convention pluriannuelle avec cette structure ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Santé Daviel, pour la MSP Daviel - 42 rue Daviel / 69 rue de la Glacière à Paris 13e, une convention pluriannuelle dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : Une subvention d'investissement de 200 000 euros est attribuée à l'association Santé Daviel (PARIS ASSOS 197741; dossier n°2022_06027).

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et ultérieurs, sous réserve des décisions de financement.

2022 DSP 46 Subventions (166.500 euros) à 8 associations et avenants avec 5 d'entre elles dans le cadre de l'appel à projets « Dispositif de prévention des conduites à risques et/ou de réduction des risques en milieux festifs - Fêtez Clairs ».

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13 et 2511-14 ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques;

Vu le projet de délibération 2021 DASES 120 des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021, par lequel Mme la Maire de Paris propose de renouveler son soutien financier à huit associations en lien avec l'appel à projet « Dispositif de prévention des conduites à risques et/ou de réduction des risques en milieux festifs - Fêtez Clairs » dans le cadre de conventions pluriannuelles 2021-2023;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose de renouveler son soutien financier à huit associations et signer un avenant avec cinq d'entr'elles dans le cadre de l'appel à projet « Dispositif de prévention des conduites à risques et/ou de réduction des risques en milieux festifs - Fêtez Clairs » ;

Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n°1 à convention 2021-2023 avec l'Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie (ANPAA), communément appelée Addictions France, dont le siège social est situé 20, rue Saint Fiacre (2e), pour son comité de Paris, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : Une subvention de 90 000 € est attribuée à l'Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie (ANPAA) pour son comité de Paris (anciennement dénommée « ANPAA 75 ») 13, rue d'Aubervilliers (18e), (SIMPA 87241 - dossier 2022_03815) pour la coordination du dispositif Fêtez Clairs, au titre de l'année 2022.

Article 3 : Une subvention de 5 000 euros est attribuée à l'Association de Recherche Européenne pour la Médecine et l'Informatique InterActive - AREMEDIA, 113, rue du Faubourg du Temple (10e) (SIMPA 15286 - dossier 2022_04033) au titre de l'année 2022, dans le cadre du dispositif Fêtez Clairs.
Article 4 : Une subvention de 15 000 euros est attribuée à l'association Avenir Santé France 15/20, rue Bancel (69007 Lyon) pour son antenne régionale, Avenir Santé Ile-de-France, 12, rue Anselme à Saint-Ouen (93) (SIMPA 5063 - dossier 2022_03838), au titre de l'année 2022, dans le cadre du dispositif Fêtez Clairs.
Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n°1 à la convention 2021-2023 avec La Croix-Rouge française, 98 rue Didot (14e), pour son centre Saint-Germain Pierre Nicole, situé 27, rue Pierre Nicole (5e) dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 6 : Une subvention de 5 000 euros est attribuée à la Croix-Rouge française (SIMPA 18099 - dossier 2022_06207) pour son centre Saint-Germain Pierre Nicole au titre 2022, dans le cadre du dispositif Fêtez Clairs.
Article 7 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer un avenant n°1 à la convention 2021-2023 avec l'association le Kiosque Infos Sida et Toxicomanies, 102C, rue Amelot (11 e), dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 8 : Une subvention de 35 000 euros est attribuée à l'association Le Kiosque Infos Sida et Toxicomanie (SIMPA 21048 - dossiers 2022_04296) au titre de l'année 2022, dans le cadre du dispositif Fêtez Clairs.
Article 9 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer un avenant n°1 à la convention 2021-2023 avec l'association OPPELIA 60-64 rue du Rendez-vous à Paris (12e) pour sa structure Charonne, 3, quai d'Austerlitz - 75013 Paris dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 10 : Une subvention de 5 000 euros est attribuée à l'association OPPELIA pour sa structure Charonne (SIMPA 53242, Dossier 2022_01905) au titre l'année 2022, dans le cadre du dispositif Fêtez Clairs.
Article 11 : Une subvention de 3 500 euros est attribuée à l'association Planet Roller (SIMPA 19434 - dossier 2022_00384) au titre de l'année 2022, dans le cadre du dispositif Fêtez Clairs.
Article 12 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer un avenant n°1 à la convention 2021-2023 avec l'association Solidarité Sida, 16 bis, av. Parmentier (11e), dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 13 : Une subvention de 8 000 euros est attribuée à l'association Solidarité Sida (SIMPA 21188 - dossier 2022_04397) au titre de l'année 2022, dans le cadre du dispositif Fêtez Clairs.
Article 14 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris au titre de l'exercice 2022 et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DSP 56 Renouvellement de la convention de partenariat entre le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis et la Ville de Paris pour la Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques (MMPCR).

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2511-13, L2511-14;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu la convention du 1er juillet 2013, votée au Conseil de Paris le 25 sept, relative à constitution d'une plate-forme commune de services dans le domaine de la prévention des conduites à risques entre les deux collectivités ;
Vu l'avenant à la convention précédemment conclue du 29 octobre 2013, voté au Conseil de Paris le 15 octobre 2013, précisant les modalités de constitution de la plate-forme commune entre les deux collectivités ;
Vu la convention du 7 novembre 2019, votée au Conseil de Paris des 1er au 4 octobre 2019, relative au renouvellement de la convention de partenariat entre le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis et la Ville de Paris pour la Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques (MMPCR) ;
Considérant la volonté de la Ville de Paris et du Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis de poursuivre le travail partenarial engagé depuis neuf ans dans le domaine de la prévention des conduites à risques ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer le renouvellement d'une convention avec le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention jointe au présent projet de délibération pour permettre la mise en œuvre d'une politique publique commune plus efficace et solidaire dans le domaine de la prévention des conduites à risques entre la Ville de Paris et le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis, dans le cadre des actions menées par la Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques.

Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris au titre de l'exercice 2022 et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DSP 64 Subvention (7.000 euros) à l'Association des Familles Victimes du Saturnisme - AFVS (17e).

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2511-13, L2511-14 ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention à l'Association des Familles Victimes du Saturnisme (AFVS) sise 20, villa Compoint 75017 Paris ;

Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 7.000 euros est attribuée à l'Association des Familles Victimes du Saturnisme (AFVS) (2022_04581 - PARIS ASSOS 19816) sise 20, villa Compoint 75017 Paris, au titre de l'année 2022.

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSP 73 Convention avec la Préfecture d'Ile-de-France - Préfecture de Paris sur le financement 2022 des Ateliers Santé Ville. Recette : 60.000 euros.

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2511-2 et suivants ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L. 2125-1 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de l'autoriser à signer une convention avec la Préfecture d'Ile-de-France - Préfecture de Paris sur le financement 2022 des Ateliers Santé Ville ;

Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec la Préfecture d'Ile-de-France - Préfecture de Paris sur le financement 2022 des Ateliers Santé Ville.

Article 2 : La recette correspondante d'un montant de 60 000 € sera constatée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022.

2022 DSP 75 Subvention (15.000 euros) à l'association Le Comité des Familles (20e).

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention de fonctionnement à l'association Le Comité des Familles, 18 rue de la Mare (20e) ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000 euros est attribuée à l'association Le Comité des Familles (PARIS ASSO 1481 - dossier 2022_09196) 18 rue de la Mare (20e), au titre de l'année 2022.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSP 76 Subvention (30.434 euros) et convention avec l'établissement public de coopération culturelle Centquatre-Paris pour l'hébergement d'un centre de vaccination (19e).

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement et lui demande l'autorisation de signer la convention afférente avec l'EPCC Centquatre-Paris ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e commission,

Délibère :

Article 1 : Le soutien attribué par la Ville de Paris à l'EPCC Centquatre-Paris, 104 rue d'Aubervilliers - 75019 Paris au titre de l'année 2022 pour la prise en charge des surcoûts liés à l'hébergement d'un centre de vaccination est fixé à un montant total de 30.434 euros. (Paris Asso : 181068 ; N° de dossier : 2022_09292).
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention dont le texte est joint à la présente délibération qui en fixe les conditions de versement.
Article 3 : La dépense correspondante de 30.434 euros est imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris.

2022 DTEC 21 Demande d'autorisation de recherche de gîte géothermique par le SIPPEREC au 39 rue Danton (Malakoff 92), en vue de la création d'un réseau de chaleur pour les communes de Malakoff et de Montrouge.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L2511-1 et suivants ;
Vu le Code minier, article 7-8 du décret 78-498 du 28 mars 1978 modifié ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'émettre un avis sur la demande d'autorisation de recherche de gîte géothermique à Malakoff (92) ;
Considérant le Plan Climat Air Energie Métropolitain ;
Considérant le Plan Climat Air Energie Territorial, intitulé Plan Climat de Paris ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : Le Conseil de Paris émet un avis favorable à la demande formulée par le SIPPEREC, relative à l'autorisation de recherche de gîte géothermique à Malakoff (92).
Article 2 : Le Conseil de Paris assortit son avis favorable des recommandations suivantes :
- lever les réserves émises par l'IGC et la MRAe ;
- tenir compte des observations complémentaires des services techniques de la Ville de Paris ;
- développer davantage les coopérations entre les territoires voisins sur les questions énergétiques ;
- sécuriser les installations et les ouvrages pendant l'exploitation et à l'issue de l'exploitation, durablement, pour prévenir tout impact sur les nappes traversées, ou la qualité de l'air environnant.

Article 3 : Mme la Maire de Paris est invitée à communiquer la présente délibération à M. le Préfet des Hauts-de-Seine

2022 DTEC 23 Demande d'autorisation de recherche de gîte géothermique par le SIPPEREC au 12 bd Jean Jaurès (Les Lilas 93), en vue de la création d'un réseau de chaleur pour les communes des Lilas, de Pantin et du Pré-Saint-Gervais (93).

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L2511-1 et suivants ;
Vu le Code minier, article 7-8 du décret 78-498 du 28 mars 1978 modifié ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'émettre un avis sur la demande d'autorisation de recherche de gîte géothermique aux Lilas (93) ;
Considérant le Plan Climat Air Energie Métropolitain ;
Considérant le Plan Climat Air Energie Territorial, intitulé Plan Climat de Paris ;
Considérant le Schéma Régional de Cohérence Ecologique et le Plan biodiversité métropolitain ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : Le Conseil de Paris émet un avis favorable à la demande formulée par le SIPPEREC, relative à l'autorisation de recherche de gîte géothermique aux Lilas (93).
Article 2 : Le Conseil de Paris assortit son avis favorable des recommandations suivantes :
- suivre les recommandations émises par l'IGC et la MRAe ;
- tenir compte des observations complémentaires des services techniques de la Ville de Paris ;
- développer davantage les coopérations entre les territoires voisins sur les questions énergétiques ;
- mettre en œuvre la séquence éviter-réduire-compenser en matière de biodiversité, ce qui inclut de réaliser en amont des travaux une carte des emprises concernées par les 22,1 km de réseau et un calendrier opérationnel démontrant la compatibilité du déroulement du chantier avec tous les groupes d'espèces ;
- sécuriser les installations et les ouvrages pendant l'exploitation et à l'issue de l'exploitation, durablement, pour prévenir tout impact sur les nappes traversées, ou la qualité de l'air environnant.

Article 3 : Mme la Maire de Paris est invitée à communiquer la présente délibération à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis.

2022 DTEC 24 Convention fixant le montant de la participation de la Ville de Paris (106.000 euros) au budget de l'association BRUITPARIF pour l'année 2022.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articlesL.2511- 1 et suivants ;
Vu le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement de la Ville de Paris pour la période 2015-2020 (PPBE) adopté par le Conseil de Paris en sa séance des 28, 29 et 30 septembre 2015 ;
Vu le projet de Plan d'amélioration de l'environnement sonore de la Ville de Paris pour la période 2022- 2026 adopté par le Conseil de Paris en sa séance des 12, 13 , 14 et 15 octobre 2021 ;
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer une convention annuelle avec l'association BRUITPARIF fixant le montant de la subvention de la Ville de Paris au budget de l'association pour l'exercice 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association BRUITPARIF domiciliée 32 bd d'Ornano 93200 Saint- Denis, la convention annuelle d'objectifs jointe en annexe, fixant le montant de la subvention de la Ville au budget de l'association pour l'exercice 2022.
Article 2 : Une subvention d'un montant de 106 000 € est attribuée à l'association BRUITPARIF pour l'exercice 2021, répartie de la façon suivante :
- 30 000 € au titre de la DTEC ;
- 36 000 € au titre de la DVD ;
- 30 000 € au titre de la DDCT ;
- 10 000 € au titre de la DPMP.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur les budgets de fonctionnement et d'investissement de la Ville de Paris, de l'exercice 2022, sous réserve de la disponibilité des crédits.

2022 DTEC 32 Convention de partenariat entre la Ville de Paris et la Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris pour la résilience du territoire et de ses habitants (43.590 euros).

Mme Pénélope KOMITES, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du 25 septembre 2017 par laquelle Mme la Maire de Paris a présenté le projet de Stratégie de résilience de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'approuver la convention de partenariat avec la Brigade des Sapeurs-pompiers de Paris ;

Sur le rapport présenté par Mme Pénélope KOMITES au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : la Ville de Paris, représentée par Mme la Maire de Paris, est autorisée à procéder à la signature de la convention de partenariat avec la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Article 2 : est approuvé le soutien financier (43 590 euros) apporté par la Ville de Paris à la Brigade pour la réalisation de ce projet.

2022 DTEC 35 Subvention (15.000 euros) à l'association La Guinguette Pirate pour un projet culturel, social et environnemental sur la Seine, nommé Odyssée.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le dossier de demande de subvention présenté par l'association La Guinguette Pirate le 18 mai 2021 ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention de 15.000 € à l'association Guinguette Pirate pour l'édition 2021 du projet Odyssée ;

Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : le projet d'intervention joint à la présente délibération est validé et l'attribution d'une subvention de 15.000 € est approuvée.

Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à verser le montant de 15.000 € à l'association La Guinguette Pirate.

2022 DTEC 39 Subventions (25.500 euros) aux associations participant à la Transition Écologiques de Paris.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les dossiers de demande de subvention présenté par les associations agissant en faveur de la transition écologique du territoire ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention de 25 500 € aux associations agissant en faveur de la transition écologique du territoire ;

Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Les projets de subventions joints à la présente délibération sont validés et l'attribution de subventions, pour un montant global, de 25 500 € est approuvée.

Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à verser :

- 2 500 € à l'Association Festival du Livre et de la presse d'écologie FELIPE,
- 7 000 € à l'association Réseau Action Climat France,
- 7 000 € à l'association ALTERNATIBA,
- 7 000 € à l'association Graine Ile-de-France,
- 2 000 € à l'association ATELIER 21.

Article 3 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur les budgets de fonctionnement de la Ville de Paris, de l'exercice 2022, sous réserve de la disponibilité des crédits.

2022 DTEC 41 Souscription de la Ville de Paris au sociétariat de la SCIC Coopérative Carbone Paris & Métropole du Grand Paris.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le rôle moteur de la Ville de Paris pour accélérer la transition écologique du territoire, et sa volonté d'adopter des approches innovantes au niveau local ;

Considérant l'ambition partagée par la Métropole du Grand Paris et par la Ville de Paris d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 ;

Considérant la Communication 2021-SG-39 : Accélération de la transition écologique à Paris - Communication sur la création d'Énergies de Paris et de la Coopérative carbone ;

Vu La délibération 2018-DEVE-54 approuvant l'adoption du Plan Climat Air Énergie Territorial à l'unanimité par le Conseil de Paris ;

Vu le vœu 2019 V. 302 relatif au rôle de Paris dans la lutte contre le réchauffement climatique, déclarant l'urgence climatique, adopté par le Conseil de Paris des 8 - 11 juillet 2019 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L229-25, L122-4 et suivants, R229-51 et suivants ;

Vu les articles 188 et 190 de la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte sur les plans climat-air-énergie territoriaux ;

Vu l'article 1524-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT) relatif aux prises de participation des sociétés d'économie mixte ;

Vu le projet de statuts de la Coopérative Carbone Paris & Métropole du Grand Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose au conseil de Paris d'approuver la prise de participation de la Ville de Paris au capital de la Société Coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Coopérative Carbone Paris & Métropole du Grand Paris et d'autoriser les représentants du Conseil de Paris au Conseil Coopératif à approuver les décisions nécessaires à cette prise de participation et la création de la SCIC ;

Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : Décide de la constitution d'une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) dont la dénomination est « Coopérative Carbone Paris & Métropole du Grand Paris ».

Article 2 : Fixe le montant de la participation de la Ville de Paris à 200 000 euros, correspondant à 16 % du montant du capital social fixé à 1 257 500 euros (sous réserve de la libération des fonds par l'ensemble des associés pressentis) et décide, en conséquence, la souscription par la Ville de Paris de 2 000 parts sociales d'un montant de 100 euros chacune.

Article 3 : Approuve les projets de statuts annexés à la présente délibération, autorise Mme la Maire de Paris à y apporter, le cas échéant, des modifications mineures et à les signer.

Article 4 : Approuve la prise de participation de la SEM SOGARIS au sein de la SCIC Coopérative Carbone Paris & Métropole du Grand Paris, à hauteur de 200 000 €, correspondant à 16% du montant du capital social.

Article 5 : Approuve la prise de participation de la SEM Elogie-SIEMP au sein de la SCIC Coopérative Carbone Paris & Métropole du Grand Paris, à hauteur de 10 000 €, correspondant à 0,8 % du montant du capital social.

Article 6 : Approuve la prise de participation de l'Office public d'habitat Paris Habitat au sein de la SCIC Coopérative Carbone Paris & Métropole du Grand Paris, à hauteur de 10 000 €, correspondant à 0,8 % du montant du capital social.

Article 7 : Approuve la prise de participation du Crédit Municipal de Paris au sein de la SCIC Coopérative Carbone Paris & Métropole du Grand Paris, à hauteur de 100 000 €, correspondant à 8 % du montant du capital social.

Article 8 : Approuve la prise de participation d'Eau de Paris au sein de la SCIC Coopérative Carbone Paris & Métropole du Grand Paris, à hauteur de 100 000 €, correspondant à 8 % du montant du capital social.

Article 9 : Approuve la prise de participation de la SEM PariSeine au sein de la SCIC Coopérative Carbone Paris & Métropole du Grand Paris, à hauteur de 10 000 €, correspondant à 0,8% du montant du capital social.

2022 DTEC 43 Subvention (10.000 euros) à l'Association Climate Chance.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les dossiers de demande de subvention présenté par les associations agissant en faveur de la transition écologique du territoire ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention de 10 000 € aux associations agissant en faveur de la transition écologique du territoire ;

Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Les projets de subventions joints à la présente délibération sont validés et l'attribution de subventions, pour un montant global, de 10 000 € est approuvée.

Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à verser une subvention de 10 000 € pour l'exercice 2022, répartie comme suit : 5 000 € au titre de la DTEC ; 5 000 € au titre de la DEVE.

Article 3 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur les budgets de fonctionnement de la Ville de Paris, de l'exercice 2022, sous réserve de la disponibilité des crédits.

2022 DTEC 44 Convention de partenariat et de participation financière avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de Paris (CAUE) sur la concertation relative à la révision du Plan Climat de Paris.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de Paris (CAUE 75) une convention de partenariat et de participation financière pour l'accompagnement à la concertation relative à la révision du Plan Climat de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : La convention de partenariat et de participation financière avec l'association Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de Paris (CAUE 75) pour l'accompagnement à la concertation relative à la révision du Plan Climat de Paris, dont le texte est joint à la présente délibération, est approuvée. Mme la Maire de Paris est autorisée à la signer.

Article 2 : Cette convention prévoit le versement de 40 000 euros par la Ville de Paris au CAUE au titre de la participation aux frais de concertation relative à la révision du Plan Climat de Paris.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris, au titre des années 2022 et suivantes sous réserve de la disponibilité des crédits et des décisions de financement.

2022 DTEC 47 Approbation de la charte Ecowatt.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment son article. L.1111- 2 ;

Vu le Plan Climat Air Énergie de la Ville de Paris, adopté par le Conseil de Paris, délibération 2018 DEVE 54 du 22 mars 2018 ;

Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : La charte d'adhésion au dispositif Ecowatt est joint à la présente délibération, est approuvé.

Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer la charte Ecowatt.

2022 DU 11 Cession de la propriété lieudit « Le Château » à Nescus (09240).

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2241-1 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 3112-1 ;

Considérant que la Ville de Paris est propriétaire d'un ensemble immobilier lieudit « Le Château » à Nescus (09240), d'une contenance cadastrale totale d'environ 33 548 m² ;
Considérant que cette propriété se compose d'un bâtiment principal se développant sur 4 niveaux dont sous-sol partiel, d'un deuxième bâtiment sur 2 niveaux, et de prairies et terrains arborés ;
Considérant que la propriété susmentionnée a été acquise par la Ville de Paris par actes notariés en date des 29 décembre 1970 et 14 janvier 1971 d'une part, et du 17 janvier 1986 d'autre part ;
Considérant que l'acte notarié du 17 janvier 1986 rappelle l'existence établie par acte du 16 février 1920 d'une servitude de passage grevant la propriété pour accéder à l'église située sur la parcelle actuellement cadastrée section A n°337 ;
Considérant que cette propriété, précédemment occupée à usage de centre de vacances par l'AGOSPAP qui n'en a plus l'usage et l'a remise à la Ville de Paris en 2007, est désormais libre d'occupation ;
Considérant que la Ville de Paris n'a aucun intérêt à conserver plus longtemps dans son patrimoine cette propriété devenue inutile à la collectivité parisienne ;
Vu l'attestation de désaffectation du 21 décembre 2021 relative aux parcelles section A n°333, 335, 338, 339, 520, 346, 347, 349, 357 et 358 à Nescus (09240) ;
Considérant que la commune de Nescus a manifesté son intérêt à acquérir la parcelle section A n°336 à Nescus (09240) en vue de faciliter l'accès à l'église voisine par les véhicules funéraires ;
Vu l'attestation de la commune de Nescus du 27 mai 2021 relative à la parcelle section A n°336 à Nescus (09240) ;
Vu la délibération du Conseil municipal de Nescus en date du 27 mai 2021 se prononçant en faveur de l'acquisition, au prix de 300 € net vendeur, de la parcelle section A n°336 à Nescus (09240) ;
Vu le courrier du 22 juin 2021 de M. et Mme X, cultivateurs et propriétaires mitoyens, par lequel ils proposent d'acquérir les parcelles section A n°338, 339 et 358 à Nescus (09240) au prix de 1 342 € net vendeur ;
Considérant le marché public n° 20191360001454 passé entre la Ville de Paris et la société Agorastore, et notifié à ladite société le 25 novembre 2019, et le courrier du 28 janvier 2021 par lequel la Ville de Paris a confié à Agorastore un mandat de vente exclusif pour les parcelles section A n°333, 335, 520, 346, 347, 349 et 357 à Nescus (09240), dans le cadre de ce marché ;
Considérant que les parcelles sus-évoquées ont été proposées à la vente par voie d'enchères en ligne dans le cadre d'une consultation ayant fait l'objet d'une large publicité locale et nationale, sur la base d'un cahier des charges élaboré en association avec la Commune de Nescus ;
Considérant qu'à l'issue des enchères en ligne qui se sont déroulées du 14 au 16 septembre 2021, et après concertation de la Ville de Paris avec la Commune de Nescus et le Département de l'Ariège, l'offre la mieux-disante émane de MM. X au regard des critères d'appréciation retenus ;
Vu l'offre de MM. X en date du 18 août 2022, qui propose d'acquérir le bien objet de la consultation au prix de 118 613 € net vendeur ;
Vu le courrier de MM. X en date du 8 septembre 2022 par lequel ils acceptent d'assortir l'acte de vente du bien objet de la consultation, d'une clause de respect par leurs soins du projet, d'une durée de 10 ans à compter de la cession ;
Vu les avis du Service Local du Domaine du 13 avril 2021 et du 17 janvier 2022 ;
Vu les avis du Conseil du Patrimoine du 19 mai 2021 et du 31 août 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'autoriser : la cession à la commune de Nescus de la parcelle section A n°336 située lieudit « Le Château » à Nescus (09) au prix de 300 € net vendeur ; la cession, après déclassement, à M. et Mme Bergé des parcelles section A n°338, 339 et 358 situées lieudit « Le Château » à Nescus (09) au prix de 1 342 € net vendeur ; et la cession, après déclassement, à MM. X, des parcelles section A n°333, 335, 520, 346, 347, 349 et 357 situées lieudit « Le Château » à Nescus (09) au prix de 118 613 € net vendeur et aux conditions agréées par le Conseil du Patrimoine ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'acte de cession de la parcelle section A n°336 située lieudit « Le Château » à Nescus (09240), au profit de la commune de Nescus, sans aucune condition suspensive.
La présente autorisation est valable 18 mois à compter de la présente délibération.
Article 2 : Est constatée la désaffectation et prononcé le déclassement du domaine public des parcelles section A n° 333, 335, 338, 339, 520, 346, 347, 349, 357 et 358, situées lieudit « Le Château » à Nescus (09240).
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'acte de cession des parcelles section A n°338, 339 et 358, situées lieudit « Le Château » à Nescus (09240), au profit de M. et Mme X (ou de toute personne physique ou morale qui leur serait substituée avec l'accord de la Maire de Paris), sans aucune condition suspensive.
La présente autorisation est valable 18 mois à compter de la présente délibération.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'acte de cession des parcelles section A n°333, 335, 520, 346, 347, 349 et 357, situées lieudit « Le Château » à Nescus (09240), au profit de MM. X (ou

de toute personne physique ou morale qui leur serait substituée avec l'accord de la Maire de Paris), sans aucune condition suspensive.
L'acte de vente comportera une clause, d'une durée de 10 ans à compter de la signature de l'acte, de respect par les acquéreurs du projet présenté dans leur offre qui a constitué un élément déterminant dans la décision de la Ville de lui céder le bien.
La présente autorisation est valable 18 mois à compter de la présente délibération.
Article 5 : Le prix de cession du bien visé à l'article 1 est de 300 € net vendeur. Cette recette sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).
Article 6 : Le prix de cession des biens visés à l'article 3 est de 1 342 € net vendeur. Cette recette sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).
Article 7 : Le prix de cession des biens visés à l'article 4 est de 118 613 € net vendeur. Cette recette sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).
Article 8 : Dans l'hypothèse où le titulaire d'un droit de préemption viendrait à exercer ledit droit à un prix inférieur à celui stipulé aux articles 6 et 7, Mme la Maire de Paris est autorisée à saisir la juridiction compétente en matière de fixation du prix.
Article 9 : Tous les frais, droits et honoraires auxquels pourra donner lieu la réalisation de la vente seront supportés par les acquéreurs.
Les contributions et taxes de toutes natures auxquelles les biens sont ou seront assujettis seront acquittées par les acquéreurs à compter du jour de la signature du contrat de vente.
Article 10 : La sortie des biens du patrimoine et la différence sur réalisation seront constatées par écritures d'ordre conformément aux règles de la comptabilité publique.
Article 11 : Est autorisée la constitution de toutes servitudes éventuellement nécessaires aux opérations visées aux articles 1, 3 et 4.

2022 DU 22-1 Opération d'aménagement Les Halles (Paris Centre) - Déclassement et cession à la Société Civile du Forum des Halles de Paris de surfaces inscrites au protocole foncier signé en 2010.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de la voirie routière, et notamment l'article L.141-3 ;
Vu la délibération 2010 DU 49 - SG 95 autorisant l'approbation et la signature d'un protocole foncier entre la Ville de Paris et la Société Civile du Forum des Halles de Paris (SCFHP), des actes subséquents et avenants aux conventions de gestion du site ;
Vu le protocole foncier signé le 18 novembre 2010 entre la Ville de Paris et la Société Civile du Forum des Halles de Paris et notamment ses articles 7, 10 et 14 (prévoyant notamment, en cas d'ajustement de l'assiette du projet, un prix de cession des volumes commerces des circulations verticales de 10 673 €/m² GLA) ;
Vu l'arrêté préfectoral du 19 mai 2009 prescrivant l'ouverture du 15 juin 2009 au 17 juillet 2009 inclus d'enquêtes publiques conjointes et notamment d'une enquête publique de déclassement du domaine public viaire ;
Vu le dossier d'enquête publique ;
Vu le rapport et les conclusions de la commission d'enquêtes publiques conjointes du 7 janvier 2010, ayant rendu un avis favorable au déclassement du domaine public viaire d'emprises situées en sous-sol, aux niveaux -1, -2, -3 et -4 du Forum des Halles (1er) ;
Considérant que ces volumes ne remplissent plus leur fonction de dépendance ou d'accessoire du domaine public viaire municipal ;
Vu le cahier « Identification des surfaces protocole » du géomètre n°01107/F039/h en date d'avril 2022 modifié en septembre 2022 listant et identifiant ces volumes ;
Vu le cahier modificatif 76 du géomètre n°01107/V76/c de décembre 2017 modifié en janvier 2019 ;
Considérant qu'il a été constaté par les services de la Ville de Paris, la désaffectation de leur usage du domaine public des volumes des circulations figurant aux plans annexés ;
Considérant que les volumes objet de la vente à la SCFHP représentent une superficie estimée d'environ 12 205 m² pour les surfaces horizontales et 104,80 m² GLA pour les surfaces verticales ;
Vu le courrier de la SCFHP en date du 19 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Service local du Domaine du 13 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du Patrimoine de la Ville de Paris du 31 août 2022 ;
Vu le projet en délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de déclasser et céder à la SCFHP un ensemble de lots dans le Forum des Halles pour un montant prévisionnel de 5 719 815,40 € HT pour constater la bonne exécution des engagements réciproques contractualisés au travers du protocole foncier de 2010 ;
Vu l'avis du Maire de Paris Centre, en date du 3 octobre 2022;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre, en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est constatée la désaffectation des volumes des circulations verticales situés aux niveaux -2 et -3 du Forum des Halles (1er) figurant aux plans annexés. N'étant plus affectés ou nécessaires à la circulation publique, leur déclassement du domaine public viaire communal et du domaine public général est prononcé.

Article 2 : Est autorisée la cession à la Société Civile du Forum des Halles de Paris, ou au profit de toute autre personne morale s'y substituant avec l'accord de la Maire de Paris, des volumes visés à l'article 1.

Article 3 : La cession des biens visés à l'article 1 se fera au prix de global prévisionnel de 1 118 530,40 € HT acte en main selon l'échéancier de paiement suivant :

- 40 % à la signature de l'acte, soit 447 412,16 euros HT,
- 60 % six ans après la signature de l'acte, soit 671 118,24 euros HT.

Article 4 : En garantie du paiement du prix de cette cession par la Société Civile du Forum des Halles de Paris, la Ville bénéficiera :

- d'un privilège de vendeur avec dispense d'inscription, cette dernière n'intervenant qu'en cas de défaut de paiement, à l'expiration d'une période de douze mois suivant l'échéance de paiement de ce prix. Les frais d'inscription dans ce cas seront à la charge de la Société Civile du Forum des Halles de Paris,
- d'un cautionnement des sociétés mères de la Société Civile du Forum des Halles de Paris à concurrence de 65% des montants dus par cette dernière pour la société Uni-Commerces SAS (groupe Unibail-Rodamco-Westfield) et à concurrence de 35% pour la société Vendôme Commerces SCI (groupe AXA).

Article 5 : La recette prévisionnelle de 1 118 530,40 € HT visée à l'article 3 sera constatée sur le budget de la Ville de Paris (exercices 2022 et/ou suivants) de la manière suivante :

- 447 412,16 € HT et la totalité de la TVA à la signature de l'acte
- 671 118,24 € dans un délai maximum de 6 ans après la date de la signature de l'acte

Article 6 : Est constatée la désaffectation des volumes des circulations horizontales situés aux niveaux -1, -2, -3 et -4 du Forum des Halles (1er) figurant aux plans annexés, par la fermeture desdites circulations la nuit, et par la mise en place d'un certain nombre de dispositifs indicatifs et signalétiques pour permettre aux usagers du Pole Transport d'emprunter un autre itinéraire. Ces circulations ne constituent pas un axe essentiel pour l'accès au public au Pôle Transport ou aux équipements publics, et assure à titre principal la desserte des commerces. Dans ce cadre, leur déclassement du domaine public est prononcé.

Article 7 : Est autorisée la cession à la Société Civile du Forum des Halles de Paris, ou au profit de toute autre personne morale s'y substituant avec l'accord de la Maire de Paris des volumes visés à l'article 6.

Article 8 : La cession des biens visés à l'article 6 se fera au prix de 377 € HT/m², soit un prix global prévisionnel de 4 601 285 € HT acte en main.

Article 9 : La recette prévisionnelle de 4 601 285 € HT visée à l'article 8 sera constatée sur le budget de la Ville de Paris (exercices 2022 et/ou suivants).

Article 10 : Les contributions et taxes de toutes natures auxquelles les biens visés aux articles 1 et 6 sont ou pourraient être assujettis seront supportées par l'acquéreur à compter du jour de la signature du contrat à intervenir.

Article 11 : La sortie du patrimoine des biens visés aux articles 1 et 6 et la différence sur réalisation seront constatées par écriture d'ordre conformément aux règles comptables en vigueur.

Article 12 : Sont autorisés le dépôt de toute autorisation d'urbanisme et la constitution de toute servitude nécessaires à la réalisation de l'opération projetée, et notamment la constitution des servitudes prévues aux termes du protocole foncier signé le 18 novembre 2010 entre la Ville de Paris et la SCFHP, et /ou tout recollement/ cantonnement volumétrique qui s'avérerait nécessaire à la mise en œuvre de l'opération projetée.

Article 13 : La date limite pour la signature des actes visés aux articles 2 et 7 sera fixée au 30 novembre 2023.

2022 DU 22-2 Opération d'aménagement Les Halles (Paris Centre) - Déclassement et cession à la Société Civile du Forum des Halles de Paris de surfaces complémentaires au protocole foncier de 2010.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le cahier « Identification des surfaces hors protocole » du géomètre n°01107/F039/h en date d'avril 2022 modifié en septembre 2022 ;

Vu le tableau ci-annexé listant et identifiant les lots de volumes pouvant être cédés à la SCFHP ;
Considérant qu'il a été constaté par les services de la Ville de Paris, l'absence d'affectation à un service public et d'usage direct par le public pour ces volumes et leur utilisation par les usagers ou les commerçants du centre commercial ;
Vu le courrier de la SCFHP en date du 19 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Service local du Domaine du 13 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du Patrimoine de la Ville de Paris du 31 août 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de déclasser et céder à la SCFHP un ensemble de lots dans le Forum des Halles pour un montant de 9 976 270 € HT pour optimiser la répartition des volumes et régulariser les usages constatés ;
Vu l'avis du Maire de Paris Centre, en date du 3 octobre 2022;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre, en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est constatée la désaffectation des lots situés aux niveaux -1, -2, -3 et -4 du Forum des Halles (1er) figurant au tableau et aux plans annexés. Leur déclassement du domaine public est prononcé.
Article 2 : Est autorisée la cession à la Société Civile du Forum des Halles de Paris, ou au profit de toute autre personne morale s'y substituant avec l'accord de la Maire de Paris, des volumes visés à l'article 1. L'acte comportera une clause de révision de prix sur une durée de 15 ans, exclusivement à la hausse, pour la vente des lots à usage de réserves dans l'hypothèse où l'acquéreur ou l'exploitant modifierait l'usage initialement retenu pour la valorisation de ces surfaces ainsi qu'une clause d'affectation sur une durée de 15 ans pour la vente des lots à usage de locaux techniques.
Article 3 : La cession des biens visés à l'article 1 se fera au prix de global de 9 976 270 € HT.
Article 4 : La recette prévisionnelle de 9 976 270 € HT visée à l'article 3 sera constatée sur le budget de la Ville de Paris (exercices 2022 et/ou suivants).
Article 5 : Tous les frais, droits, taxes et honoraires auxquels pourra donner lieu l'acte de vente seront à la charge de l'acquéreur. Les contributions et taxes de toutes natures auxquelles les biens visés à l'article 1 sont ou pourraient être assujettis seront supportées par l'acquéreur à compter du jour de la signature du contrat à intervenir.
Article 6 : La sortie des biens du patrimoine et la différence sur réalisation seront constatées par écriture d'ordre conformément aux règles comptables en vigueur.
Article 7 : Sont autorisés le dépôt de toute autorisation d'urbanisme et la constitution de toute servitude nécessaires à la réalisation de l'opération projetée.
Article 8 : La date limite pour la signature de l'acte visé à l'article 2 est fixée au 30 novembre 2023.

2022 DU 22-3 Opération d'aménagement Les Halles (Paris Centre) - Signature avec la RATP d'un acte complémentaire aux échanges fonciers.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu la convention de financement relative à la réalisation de l'opération de « Réaménagement du pôle RER Châtelet-Les Halles » du 9 mars 2011 ;
Vu le cahier « Echange RATP » listant et identifiant les volumes considérés ;
Vu l'avis du Service local du Domaine du 13 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du Patrimoine de la Ville de Paris du 31 août 2022 ;
Vu le projet en délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de procéder à des échanges fonciers avec la RATP dans le Forum des Halles pour optimiser la répartition des volumes et régulariser les usages constatés, représentant une soulte de 188 160 € HT pour la Ville de Paris ;
Vu l'avis du Maire de Paris Centre, en date du 3 octobre 2022;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre, en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Maire de Paris est autorisée à procéder à un échange foncier avec la RATP ou au profit de toute autre personne morale s'y substituant avec l'accord de la Maire de Paris.
Article 2 : La valeur du bien entrant dans le patrimoine de la Ville correspondant au lot de volumes situé en sortie de l'aire de livraison Sud au niveau -2 du Forum des Halles (Paris Centre, se fera au prix global prévisionnel de 26 691,60 € HT (exercice 2022 et/ou suivants).

Article 3 : La valeur du bien sortant du patrimoine de la Ville de Paris, correspondant au lot 17 674 du Forum des Halles (Paris Centre), se fera au prix de global prévisionnel de 214 851,60 € HT ce qui génère une soulte de 188 160,00 € HT au profit de la Ville (exercice 2022 et/ou suivants).
Article 4 : La recette prévisionnelle de 188 160,00 € HT sera constatée sur le budget de la Ville de Paris (exercices 2022 et/ou suivants).
Article 5 : Tous les frais, droits, taxes et honoraires auxquels pourra donner lieu l'acte d'échange visé à l'article 1 seront à la charge de l'acquéreur. Les contributions et taxes de toutes natures auxquelles les biens visés aux articles 2 et 3 sont ou pourraient être assujettis seront supportées par l'acquéreur à compter du jour de la signature du contrat à intervenir.
Article 6 : L'entrée et la sortie des biens du patrimoine et la différence sur réalisation seront constatées par écriture d'ordre conformément aux règles comptables en vigueur (exercices 2022 et/ou suivants).
Article 7 : Sont autorisés le dépôt de toute autorisation d'urbanisme et la constitution de toute servitude nécessaires à la réalisation de l'opération projetée.
Article 8 : La date limite pour la signature de l'acte visé à l'article 1 est fixée au 30 novembre 2023.

2022 DU 49 Acquisition auprès de la SEMAPA de volumes abritant des équipements publics dans la ZAC Paris Rive Gauche (13e).

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération du Conseil de Paris du 27 mai 1991 approuvant la création de la zone d'aménagement concerté Paris Seine Rive Gauche ;
Vu le contrat de concession d'aménagement signé entre la Ville de Paris et la SEMAPA le 12 janvier 2004, et ses avenants, et notamment l'avenant n°3 du 14 décembre 2015 ;
Vu les plans et états descriptifs de division en volumes afférents aux équipements publics dont la liste figure en annexe, à acquérir par la Ville de Paris auprès de la Semapa ;
Vu l'avis Service Local du Domaine de Paris du 15 avril 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose au Conseil de Paris d'autoriser l'acquisition à titre gratuit auprès de la SEMAPA des volumes abritant des équipements publics dont la liste figure en annexe ;
Vu la saisine pour avis de M. le Maire du 13e arrondissement en date du 20 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à acquérir auprès de la SEMAPA les volumes abritant les équipements publics livrés et ouverts au public, dont la propriété des constructions a été transférée à la Ville de Paris au titre de la concession d'aménagement, et dont la liste figure en annexe.
Article 2 : L'acquisition mentionnée à l'article 1 aura lieu à titre gratuit. Les écritures pour ordre relatives à l'entrée des biens seront effectuées conformément aux règles de la comptabilité publique et seront prévues au budget (exercice 2022 et/ou suivants)
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tous les actes nécessaires à cette opération et à constituer toutes les servitudes nécessaires sur les emprises et les volumes figurant en annexe de la présente délibération.

2022 DU 57 ZAC Paul Bourget (13e) - Acquisition auprès de la SEMAPA du jardin central.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.300-4 et L.300-5 ;
Vu la délibération 2013 DU 261 des 12 et 13 novembre 2013, approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Paul Bourget ;
Vu le traité de concession d'aménagement du 7 février 2014 signé entre la Ville de Paris et la Société publique locale d'Aménagement SEMAPA ;
Vu la fiche d'ouvrage du jardin public de la ZAC Paul Bourget en date du 30 juillet 2018 ;
Vu le procès verbal de remise à la Ville de Paris de la première phase du jardin public du 15 mars 2019 ;
Considérant les modalités prévisionnelles de financement prévues au dossier de réalisation de la ZAC approuvé en 2013, prévoyant que l'acquisition de l'emprise du jardin public central intervienne à un prix correspondant au coût complet du foncier dépollué augmenté de la TVA en vigueur ;

Vu le plan périmétrique ci-annexé ;
Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris du 9 septembre 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'autoriser l'acquisition par la Ville de Paris auprès de la SEMAPA du jardin central de la ZAC Paul Bourget (phases 1 et 2), au prix de 8 843 925.17 € HT, augmenté de la TVA en vigueur, soit 10 612 710.20 € TTC, et moyennant le paiement du montant restant dû, soit 1 246 710,20 € TTC, compte tenu des acomptes sur participation déjà versés (9.366.000 €), et assorti, concernant la phase 2, d'un différé de jouissance au profit de la SEMAPA ;
Vu la saisine pour avis de M. le Maire du 13e arrondissement en date du 16 septembre 2022;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la SEMAPA l'acte authentique assurant le transfert en pleine propriété du jardin central de la ZAC Paul Bourget (phases 1 et 2), d'une surface de 7.215 m². Ce transfert interviendra au prix de 8 843 925.17 € HT, augmenté de la TVA, soit 10 612 710.20 € TTC (soit 100% du coût complet de cet équipement), et moyennant le paiement du montant restant dû, soit 1 246 710,20 € TTC, compte tenu des acomptes sur participation déjà versés (9.366.000 €). L'acte authentique sera assorti, concernant la phase 2, d'un différé de jouissance au profit de la SEMAPA.
Article 2 : Les crédits sont prévus au budget de la Ville de Paris et les écritures comptables d'entrée de ces biens dans le patrimoine seront effectuées selon les règles de la comptabilité en vigueur (exercice 2022 et/ou suivants).
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tous les actes et à constituer toutes les servitudes nécessaires à cette opération.

2022 DU 65 Déclassement et cession d'un local situé 1 à 7 place Edmond Michelet (4e).

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Considérant que la Ville de Paris est propriétaire du lot de volume 12 d'environ 51 m² à ancien usage de toilettes publiques, dépendant de l'ensemble immobilier 1 à 7 place Edmond Michelet, 22-24 rue Quincampoix et 91 rue Saint-Martin à Paris 4e arrondissement ;
Considérant que Paris Habitat est propriétaire de plusieurs volumes à usage d'ateliers d'artistes, de logements sociaux et de commerces dans ce même ensemble immobilier ;
Considérant que le lot de volume 12 n'est plus affecté au service public des toilettes publiques depuis 2009, mais qu'une emprise d'environ 10 m² de ce lot de volume a été cloisonnée et confiée par la Ville de Paris à Eau de Paris pour l'aménagement des installations techniques d'une fontaine à eau ;
Considérant que cette emprise de 10 m² a vocation, à ce jour, à rester propriété de la Ville de Paris ;
Considérant que Paris Habitat porte un projet de réhabilitation de l'ensemble immobilier et souhaite dans ce cadre acquérir la surface résiduelle du lot de volume 12, afin d'améliorer les parties communes de l'immeuble ;
Considérant qu'un projet de modification de l'État Descriptif de Division en Volumes (EDDV) est en cours d'élaboration par le cabinet de géomètres-experts Roulleau-Huck-Plomion, afin de diviser le lot de volume 12 en deux nouveaux lots de volumes 16 et 17 d'une surface respective de 10,10 m² et 41,60 m² ;
Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 5 mai 2022 ;
Considérant que le Conseil du Patrimoine, lors de sa séance du 6 juillet 2022, a émis un avis favorable à la cession de gré à gré du local à Paris Habitat pour un prix de cession de 1.520 € HT par m²;
Vu l'attestation du 29 juin 2022 établie par la DVD constatant la désaffectation du local qui n'est plus utile au service public des lavatories ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose notamment :

- d'approuver la division du lot de volume 12 de l'ensemble immobilier situé 1 à 7 place Edmond Michelet, 22-24 rue Quincampoix et 91 rue Saint-Martin à Paris (4e), d'autoriser la signature de l'EDDV modificatif établi par le cabinet de géomètres-experts Roulleau-Huck-Plomion et d'autoriser la constitution de toutes servitudes nécessaires à la réalisation du projet de cession susvisé ;
- de constater la désaffectation et prononcer le déclassement dudit local ;
- d'autoriser la signature de l'acte de vente au profit de Paris Habitat, aux conditions validées par le Conseil du Patrimoine, ainsi que des actes complémentaires constatant l'exigibilité des éventuels compléments de prix.

Vu l'avis de M. le Maire de l'arrondissement Paris Centre en date du 20 septembre 2022;

Vu l'avis du Conseil d'arrondissement de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la division du lot de volume 12 dépendant de l'ensemble immobilier 1 à 7 place Edmond Michelet, 22-24 rue Quincampoix et 91 rue Saint-Martin à Paris 4e arrondissement, en 2 nouveaux lots de volumes 16 et 17 d'une surface respective de 10,10 m² et 41,60 m², ce dernier lot de volume représentant le local à céder à Paris Habitat.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'État Descriptif de Division en Volumes (EDDV) modificatif établi par le cabinet de géomètres-experts Roulleau-Huck-Plomion dans le cadre des travaux de division visés à l'article 1.

Article 3 : Est autorisée la constitution de toutes servitudes nécessaires, notamment dans le cadre de l'EDDV modificatif, à la réalisation du projet de cession.

Article 4 : Est constatée la désaffectation et prononcé le déclassement du nouveau lot de volume de 41,60 m², issu de la division de l'actuel lot de volume 12.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'acte de vente au profit de Paris Habitat du nouveau lot de volume 17 de 41,60 m², issu de la division du lot de volume 12, pour un prix de cession de 1.520 € HT/m².

Un (ou deux) complément(s) de prix donnant lieu à la signature d'acte(s) complémentaire(s) sera (seront) perçu(s) par la Ville de Paris dans les hypothèses suivantes :

En cas de déconventionnement des logements de Paris Habitat : un complément de prix sera alors exigible afin de porter le prix unitaire (à indexer sur l'indice INSEE de référence des loyers) de cession à 4 000 € HT /m².

En cas de changement de destination du local en commerce : un complément de prix sera alors exigible afin de porter le prix unitaire de cession à 9 000 € HT /m² (le complément de prix étant indexé sur l'indice Insee des loyers commerciaux).

La durée de validité de la clause de compléments de prix sera de 10 ans.

Article 6 : Tous les frais, droits et honoraires (à l'exception des frais modificatifs d'EDDV) auxquels pourra donner lieu la réalisation de la vente seront à la charge de l'acquéreur. Les contributions et taxes de toute nature auxquelles le bien cédé est et pourra être assujetti seront acquittées par l'acquéreur, à compter de la signature du contrat de vente à intervenir.

Article 7 : La recette d'un montant prévisionnel de 63 232 € HT sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).

Article 8 : La sortie du bien du patrimoine et la différence sur réalisation seront constatées par écriture d'ordre conformément aux règles comptables en vigueur.

2022 DU 80 Cession des droits de la Ville de Paris sur le mur séparatif situé entre le 36 rue du Chemin Vert et les 21 P rue Bréguet/17z villa Marcès (11e).

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2241-1 ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le code de la voirie routière ;
Considérant que la Ville de Paris est propriétaire de la parcelle identifiée 21/P rue Breguet (cadastrée section BI n° 101) et de la parcelle identifiée 17/Z villa Marcès (cadastrée section BI n°102), acquises pour réaliser le prolongement de la Villa Marcès à Paris 11e arrondissement et qu'elle est détient à ce titre des droits sur le mur séparatif entre le 36 rue du Chemin Vert et les 21 P rue Bréguet/17z villa Marcès (11e) ;
Considérant que les travaux de prolongement de la villa Marcès sont désormais achevés, à l'exception du traitement dudit mur et de son assiette ; que les emprises actuellement libérées et aménagées pour la circulation sont de fait rattachées au domaine public routier, conformément au Code général de la propriété des personnes publiques ;
Considérant le projet constructif de la Mutuelle des Architectes Français (MAF), propriétaire du terrain 36 rue du Chemin Vert, ayant fait l'objet du dépôt d'une demande de permis de construire le 5 novembre 2021 ; considérant que cette demande, qui n'inclut pas ledit mur, a fait l'objet le 16 mars 2022 d'un accord de la Préfecture de Police, qui n'a pas conditionné sa délivrance à la nécessité pour la MAF de disposer d'un second accès pompiers via la Villa Marcès, en sus de celui déjà existant côté rue du Chemin Vert ;
Considérant que, nonobstant cette absence de nécessité réglementaire, la MAF souhaite pouvoir acquérir les droits de la Ville sur ledit mur, pour pouvoir le démolir et reconstruire à son endroit la façade du futur bâtiment à édifier côté Villa Marcès ;

Considérant dans ce contexte que la cession des droits de la Ville de Paris sur ce mur, ainsi que sa démolition, permettront de supprimer ce mur incompatible avec une urbanisation harmonieuse de la Villa Marcès, de recréer un tracé rectiligne de la voie, d'édifier la future construction en limite de propriété avec des ouvertures et des accès sur la voie publique, ainsi que des percées visuelles sur le cœur d'ilot, contribuant à son ouverture ;
Considérant que les droits de la Ville sur ledit mur ont fait l'objet d'une offre d'acquisition de la part de la MAF ;
Considérant que la Ville de Paris n'a pas intérêt à conserver dans son patrimoine ses droits sur ce mur en mauvais état et que sa démolition/reconstruction permettra de parachever l'aménagement urbain de la Villa Marcès ;
Vu l'avis favorable du Service Local du Domaine de Paris du 5 avril 2022 ;
Vu l'avis favorable du Conseil du Patrimoine du 6 avril 2022 ;
Vu le courrier du 19 avril 2022 d'accord de la MAF ;
Vu le projet de délibération du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose notamment de céder de gré à gré des droits de la Ville le mur séparatif entre le 36 rue du Chemin Vert et les 21 P rue Bréguet/17z villa Marcès (11e) ; signer en cas de besoin une promesse de vente préalable ; autoriser le dépôt d'une demande d'urbanisme intégrant le mur séparatif ; réunir à la Villa Marcès le solde de l'assiette foncière dudit mur, après sa démolition et la construction du nouveau bâtiment ;
Vu l'avis de M. le Maire du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022;
Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire est autorisée à signer l'acte de vente des droits de la Ville de Paris sur le mur séparatif situé entre le 36 rue du Chemin Vert et les 21 P rue Bréguet/17z villa Marcès (11e), au profit de la Mutuelle des Architectes Français (MAF), ou de toute personne physique ou morale s'y substituant avec l'accord de Mme la Maire.
Cette autorisation est valable 24 mois à compter de la présente délibération.
La cession interviendra au prix de 150 000 €, payable comptant à la signature dudit acte. L'acte de cession comportera notamment des clauses de : destination du bâtiment côté Villa Marcès à usage d'établissement privé d'enseignement ; engagement de démolition et reconstruction du mur par l'acquéreur ; compléments de prix - pendant une durée de 20 ans et à indexer sur l'indice INSEE du coût de la construction- de 1 600 €/m² SdP en cas de constructibilité supplémentaire et de 400 €/m² SDP en cas de changement de destination du bâtiment à édifier le long de la Villa Marcès. Ces compléments de prix s'appliqueront au-delà d'une surface de plancher de 2200 m² correspondant à la surface créée pour l'école d'enseignement tel que présentée dans le permis de construire en cours d'examen et augmentée des surfaces ajoutées avec l'intégration du mur acquis.
Mme la Maire de Paris est autorisée en tant que de besoin à signer tous les actes préparatoires à la signature de l'acte de vente susmentionné, y compris une promesse de vente éventuellement nécessaire à l'obtention du permis de construire ou d'un permis modificatif-, au profit de la MAF, ou à toute personne physique ou morale s'y substituant avec l'accord de Mme la Maire. Cette promesse de vente - en cas de besoin- devra être signée au plus tard dans les 6 mois de la présente délibération.
Article 2 : Est autorisé en tant que de besoin le dépôt par la MAF - ou par toute personne physique ou morale s'y substituant avec l'accord de Mme la Maire-, de toutes les demandes d'autorisations d'urbanisme et administratives portant sur l'emprise parisienne concernée, ainsi que la constitution de toutes les servitudes éventuellement nécessaires à la réalisation du projet susvisé.
Article 3 : La recette prévisionnelle d'un montant de 150 000 € sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants) ;
Article 4 : La sortie des biens du patrimoine et la différence sur réalisation seront constatées par écritures d'ordre conformément aux règles comptables en vigueur.
Article 5 : Tous les frais, droits et honoraires auxquels pourra donner lieu la réalisation des ventes seront supportés par l'acquéreur. Les contributions et taxes de toute nature auxquelles les propriétés cédées sont et pourront être assujetties seront acquittées par l'acquéreur à compter de la signature des contrats de vente à intervenir.
Article 6 : La partie d'assiette du mur séparatif entre le 36 rue du Chemin Vert et les 21/P rue Bréguet/17z villa Marcès (11e), contenue dans les parcelles BI n°s 101 et 102, sera réunie à la voie publique après la démolition du mur.

2022 DU 105 Cession de la propriété lieudit « La Roudette » à Aydat (63970).

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2241-1 ;

Considérant que la Ville de Paris est propriétaire d'un ensemble immobilier lieudit La Roudette à Aydat (63970), d'une contenance cadastrale totale d'environ 60 000 m² ;

Considérant que cette propriété développe, sur un terrain pentu et aménagé en terrasses, dont la partie basse est totalement boisée, un bâtiment central élevé en RDC+2 sous-sols, 48 chalets à simple RDC, 2 bâtiments d'activités et diverses annexes liées aux activités ;

Considérant que la propriété susmentionnée a été acquise par la Ville de Paris par acte notarié en date du 31 décembre 1971 ;

Considérant que cette propriété, précédemment occupée à usage de centre de vacances par l'AGOSPAP qui n'en a plus l'usage et l'a remise à la Ville de Paris en janvier 2007, est désormais libre d'occupation ;

Vu la délibération 2011 DU 15 du Conseil de Paris des 28, 29 et 30 mars 2011, prononçant le déclassement de la propriété au vu de sa désaffectation, et autorisant sa cession au profit de M. X ;

Considérant que la vente au profit de M. X n'a pas pu être concrétisée ;

Considérant que la Ville de Paris n'a aucun intérêt à conserver plus longtemps dans son patrimoine cette propriété devenue inutile à la collectivité parisienne ;

Considérant que les collectivités locales concernées ont fait savoir leur absence d'intérêt à acquérir la propriété mais ont manifesté leur souhait d'être associées à la procédure de cession, compte tenu de l'enjeu important attaché à la valorisation de cette emprise dans un site faisant l'objet de multiples protections au titre de sa richesse patrimoniale et paysagère ;

Considérant le marché public n° 20222022502860 passé entre la Ville de Paris et la société Agorastore, et notifié à ladite société le 26 avril 2022, pour la propriété lieudit La Roudette à Aydat (63970) ;

Considérant que la propriété a été proposée à la vente par voie d'appel à manifestation d'intérêt dans le cadre d'une consultation ayant fait l'objet d'une publicité locale et nationale, sur la base d'un cahier des charges élaboré en association avec la Commune d'Aydat, la Communauté de communes Mond'Arverne Communauté et le Département du Puy-de-Dôme ;

Considérant qu'à l'issue de la remise des offres le 16 juin 2022, et après concertation de la Ville de Paris avec les collectivités locales, il est décidé de retenir l'offre de M. X -seule offre remise- au regard des critères d'appréciation retenus ;

Vu l'offre portée par M. X en date du 2 septembre 2022, qui propose d'acquérir le bien objet de la consultation au prix de 100 000 € net vendeur, sans condition suspensive, en l'état, avec reprise du contrat de travail du gardien et insertion d'une clause de maintien d'affectation à une activité d'écotourisme pendant 15 ans ;

Vu le courrier en date du 17 août 2022, par lequel le gardien a donné son accord à la reprise de son contrat de travail par M. X ;

Considérant que les travaux liés à une présence d'amiante sur le site sont valorisés à plus de 300 000 € HT par devis d'entreprise ;

Vu l'avis du Service Local du Domaine du 26 août 2022 ;

Vu les avis du Conseil du Patrimoine des 6 avril et 31 août 2022 ;

Vu le projet en délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'autoriser la cession à M. X de la propriété parisienne située lieudit La Roudette à Aydat (63) au prix de 100 000 € net vendeur, sans condition suspensive, en l'état, avec reprise du contrat de travail du gardien et insertion d'une clause de maintien d'affectation à une activité d'écotourisme pendant 15 ans ;

Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est abrogée la délibération 2011 DU 15 du Conseil de Paris des 28, 29 et 30 mars 2011, à l'exception de son article 1.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'acte de cession de la propriété parisienne cadastrée section ZE n°20, située lieudit La Roudette à Aydat (63970), en son état actuel, au profit de M. X (ou de toute personne physique ou morale qui lui serait substituée avec l'accord de la Maire de Paris), sans aucune condition suspensive.

L'acte de vente comportera notamment deux clauses prévoyant :

- La reprise par l'acquéreur du contrat de travail du gardien présent sur place ;
- Le maintien de l'affectation à une activité d'écotourisme pendant 15 ans.

La présente autorisation est valable 12 mois à compter de la présente délibération.

Article 3 : Est autorisée la constitution de toutes servitudes éventuellement nécessaires à l'opération visée à l'article 2.

Article 4 : Le prix de cession du bien visé à l'article 2 est de 100 000 € net vendeur. Cette recette sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).
Article 5 : Dans l'hypothèse où le titulaire d'un droit de préemption viendrait à exercer ledit droit à un prix inférieur à celui stipulé à l'article 4, Mme la Maire de Paris est autorisée à saisir la juridiction compétente en matière de fixation du prix.
Article 6 : Tous les frais, droits et honoraires auxquels pourra donner lieu la réalisation de la vente seront supportés par l'acquéreur, à l'exclusion des frais de l'intermédiaire.
Les contributions et taxes de toute nature auxquelles le bien est ou sera assujetti seront acquittées par l'acquéreur à compter du jour de la signature du contrat de vente.
Article 7 : La sortie du bien du patrimoine et la différence sur réalisation seront constatées par écritures d'ordre conformément aux règles de la comptabilité publique.

2022 DU 121 Cession des 2 parcelles AK 174 et AK 176 à Herblay (95) à la commune d'Herblay.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Considérant que, par courrier du 9 juin 2021, la commune d'Herblay (95) a informé de son projet de création d'un poste de police municipale ;
Considérant que, dans le cadre de ce projet, la commune d'Herblay souhaite acquérir deux parcelles de terrains non contigües cadastrées section AK n°174, d'une superficie de 22 m² environ, et section AK n°176, d'une superficie de 63 m² environ, toutes les deux propriétés de la Ville de Paris ;
Considérant que ces deux parcelles, anciennement mises à la disposition du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) dans le cadre de la convention du 16 février 1971, n'étaient plus utiles à l'activité de celui-ci et qu'en conséquence, elles ont été remises à la Ville de Paris en vue de leur cession ;
Vu le procès-verbal de restitution établi par le SIAAP le 1er octobre 2019 ;
Considérant que les deux parcelles concernées ne présentent plus aucune utilité pour la Ville de Paris ;
Vu l'avis du Service local du Domaine du 2 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du Patrimoine du 31 août 2022 ;
Vu le courrier adressé le 22 août 2022 au SLD 95 par lequel le maire d'Herblay-sur-Seine et la maire de Paris présentent les conditions de la cession négociées entre les deux collectivités ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'autoriser la cession au profit de la commune d'Herblay (95) des deux parcelles de terrains nécessaires à la réalisation de son projet de création d'un poste de police municipale, au prix global de 26 300 € ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Est autorisée la cession au profit de la commune d'Herblay (95), ou au profit de toute personne morale s'y substituant avec l'accord de la Maire de Paris, des deux parcelles de terrains cadastrées section AK n°174, d'une superficie de 22 m² environ, et section AK n°176, d'une superficie de 63 m² environ, toutes les deux propriétés de la Ville de Paris sur la commune d'Herblay, en vue de permettre la réalisation de son projet de création d'un poste de police municipale.
Article 2 : La cession des biens visés à l'article 1 se fera au prix global de 26 300 €.
Article 3 : L'acte de vente comprendra une clause d'affectation à usage d'équipement public d'une durée de 15 ans à compter de la signature de l'acte de vente.
Article 4 : La recette prévisionnelle de 26 300 € visée à l'article 2 sera constatée sur le budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).
Article 5 : Tous les frais, droits, taxes et honoraires auxquels pourra donner lieu l'acte de vente seront à la charge de l'acquéreur. Les contributions et taxes de toutes natures auxquelles les biens objets de la vente sont ou pourraient être assujettis seront supportées par l'acquéreur à compter du jour de la signature du contrat à intervenir.
Article 6 : La sortie des biens du patrimoine et la différence sur réalisation seront constatées par écritures d'ordre conformément aux règles comptables en vigueur.
Article 7 : Sont autorisés le dépôt de toute autorisation d'urbanisme et la constitution de toute servitude nécessaires à la réalisation de l'opération projetée ; toutefois, le démarrage des travaux du projet est conditionné à la signature de l'acte de vente.
Article 8 : Dans l'hypothèse où le titulaire d'un droit de préemption viendrait à exercer ledit droit à un prix inférieur à celui stipulé à l'article 2, Mme la Maire de Paris est autorisée à saisir la juridiction compétente en matière de fixation du prix.

2022 DU 122 Vente à Elogie-SIEMP des lots de copropriétés n° 5, 8, 29, 33, 34, 37 et 41, correspondant à 6 logements et 1 atelier, en vue de réaliser des logements locatifs sociaux 83-85 rue de Belleville (19e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2254-1 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du Conseil de Paris 2011 DLH 89 des 28 et 29 mars 2011 qui adopte le programme local de l'habitat entre 2011 et 2016, ainsi que le cadre des actions mises en œuvre par la Ville pour mener à bien ce programme ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment son article L302-5, fixant un objectif de 25% de logements locatifs sociaux ;

Vu la délibération du Conseil de Paris 2015 DLH 19 des 9 et 10 février 2015 modifiant le programme local de l'habitat ;

Vu la décision de préemption des lots de copropriétés n° 5, 8, 29, 33, 34, 37 et 41, correspondant à six logements et un atelier, dépendant de l'immeuble 83-85 rue de Belleville à Paris 19e du 28 juin 2022 ;

Vu la lettre de l'Adjoint à la Maire de Paris chargé du logement et de l'hébergement d'urgence en date du 25 juillet 2022 proposant à Elogie-SIEMP d'acquérir ces 6 lots de copropriété ;

Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 5 juillet 2022 relatif à la vente avec décote des lots de copropriétés susmentionnés, annexé à la présente délibération ;

Vu le projet en délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de céder à Elogie-SIEMP les lots de copropriétés n° 5, 8, 29, 33, 34, 37et 41 correspondant à six logements et un atelier, dépendant de l'immeuble 83-85 rue de Belleville à Paris 19e aux conditions mentionnées en annexe jointe à la présente délibération, en vue de lui permettre d'y réaliser des logements locatifs sociaux ;

Vu l'avis de M. le Maire du 19e arrondissement en date du 28 septembre 2022;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder à la cession à Elogie-SIEMP des lots de copropriétés n° 5, 8, 29, 33, 34, 37 et 41 correspondant à six logements et un atelier, dépendant de l'immeuble 83-85 rue de Belleville à Paris 19e aux conditions mentionnées dans le tableau en annexe à la présente délibération, en vue de lui permettre de réaliser des logements locatifs sociaux.

Article 2 : La recette d'un montant prévisionnel de 234 355 € sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).

Article 3 : La sortie des biens du patrimoine et la différence sur réalisation seront constatées par écritures d'ordre conformément aux règles comptables en vigueur.

Article 4 : Tous les frais, droits, émoluments et honoraires auxquels pourra donner lieu la réalisation de la vente seront supportés par l'acquéreur. Les contributions et taxes de toute nature auxquelles les propriétés cédées sont et pourront être assujetties seront acquittées par l'acquéreur à compter de la signature du contrat de vente à intervenir.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tous les actes et à constituer toutes les servitudes éventuellement nécessaires à la réalisation de cette opération.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à voter favorablement en assemblée générale de copropriété toutes décisions visant à permettre ou faciliter les opérations listées à l'article 1.

2022 DU 124 Dénomination place Josette et Maurice Audin (5e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet en délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose de substituer la dénomination "place Josette et Maurice Audin" à celle de "place Maurice Audin", à Paris (5e) ;

Vu le plan annexé à l'exposé des motifs de la présente délibération ;

Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La dénomination "place Josette et Maurice Audin" est substituée à celle de "place Maurice Audin", pour l'emprise située à l'intersection des rues des Écoles, Saint-Victor et de Poissy, à Paris (5e).

Article 2 : Il est dérogé à la délibération du Conseil Municipal en date du 23 décembre 1932, modifiée par la délibération du 9 décembre 1938, portant nouvelle réglementation relative à la dénomination des voies de Paris.

2022 DU 125 Dénomination rue Louis Puteaux (17e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet en délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose de substituer la dénomination "rue Louis Puteaux" à celle de "rue Puteaux" (17e) ;
Vu le plan annexé à l'exposé des motifs de la présente délibération ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,
Délibère :
La dénomination "rue Louis Puteaux" est substituée à celle de "rue Puteaux", dont l'emprise commence au numéro 52 bd des Batignolles et finit au numéro 59 rue des Dames (17e).

2022 DU 126 Vente à AXIMO de 4 lots de copropriété préemptés en vue de réaliser un logement locatif social 20 rue Ernest Lacoste - 151 rue de Picpus (12e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2254-1 ;
Vu le code de l'urbanisme ;
Vu l'article L302-5 du code de la construction et de l'habitation ;
Vu la délibération du Conseil de Paris 2011 DLH 89 des 28 et 29 mars 2011 qui adopte le programme local de l'habitat entre 2011 et 2016, ainsi que le cadre des actions mises en œuvre par la Ville pour mener à bien ce programme ;
Vu la loi n°2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production du logement social fixant un objectif de 25% de logements locatifs sociaux ;
Vu la délibération du Conseil de Paris 2015 DLH 19 des 9 et 10 février 2015 modifiant le programme local de l'habitat ;
Vu la décision de préemption des lots nos 12, 13, 14, 15 dépendant de l'immeuble cadastré 112 AX 20, situé 20 rue Ernest Lacoste / 151 rue de Picpus à Paris 12e du 28 juin 2022, dont la description est reportée dans le tableau annexé à la présente délibération ;
Vu la lettre de l'Adjoint à la Maire de Paris chargé du logement et de l'hébergement d'urgence en date du 1er septembre 2022 proposant à AXIMO d'acquérir ces 4 lots de copropriété ;
Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 9 août 2022 relatif à la vente avec décote des lots de copropriétés susmentionnés, annexé à la présente délibération ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de céder à AXIMO les lots de copropriétés nos 12, 13, 14, 15 dépendant de l'immeuble cadastré 112 AX 20 situé 20 rue Ernest Lacoste / 151 rue de Picpus à Paris 12e aux conditions mentionnées en annexe jointe à la présente délibération, en vue de lui permettre d'y réaliser un logement locatif social ;
Vu la saisine pour avis de Mme la Maire du 12e arrondissement en date du 15 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder à la cession à AXIMO des lots de copropriétés nos 12, 13, 14, 15 dépendant de l'immeuble cadastré 112 AX 20 situé 20 rue Ernest Lacoste / 151 rue de Picpus à Paris 12e aux conditions mentionnées dans le tableau en annexe à la présente délibération, en vue de lui permettre de réaliser un logement locatif social.
Article 2 : La recette d'un montant prévisionnel de 138 826 euros sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).
Article 3 : La sortie des biens du patrimoine et la différence sur réalisation seront constatées par écritures d'ordre conformément aux règles comptables en vigueur.
Article 4 : Tous les frais, droits, émoluments et honoraires auxquels pourra donner lieu la réalisation de la vente seront supportés par l'acquéreur. Les contributions et taxes de toute nature auxquelles les propriétés cédées sont et pourront être assujetties seront acquittées par l'acquéreur à compter de la signature du contrat de vente à intervenir.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tous les actes et à constituer toutes les servitudes éventuellement nécessaires à la réalisation de cette opération.
Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à voter favorablement en assemblée générale de copropriété toutes décisions visant à permettre ou faciliter les opérations listées à l'article 1.

2022 DU 127 Dénomination place Philippe de Broca (12e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer la dénomination " place Philippe de Broca" à une place située dans le 12e arrondissement ;
Vu le plan annexé à l'exposé des motifs de la présente délibération ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,
Délibère :
La dénomination " place Philippe de Broca " est attribuée à la place située à l'intersection du bd de la Bastille, de la place Mazas, du quai de la Rapée et du pont Morland, à Paris (12e).

2022 DU 130 Modification des tarifs 2022 pour les dispositifs de chauffage ou de climatisation en terrasses.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales en sa partie législative, et notamment les articles L. 2122-22, L. 2231-6 et L. 2331-4 ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2122-1-1 A et R. 2122-7-1 ;
Vu le code de la voirie routière ;
Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 Climat et résilience posant le principe de l'interdiction du chauffage en extérieur sur le domaine public, à l'article L. 2122-1-1-A du code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le décret d'application n° 2022-452 du 30 mars 2022, applicable au 31 mars 2022 relatif à l'interdiction de l'utilisation sur le domaine public en extérieur de systèmes de chauffage ou de climatisation et précisant le champ d'application de cette interdiction ;
Vu les délibérations 2003-DU-197 en date des 24 et 25 novembre 2003, DU-2004-198 en date des 7 et 8 février 2005 et 2011-DU-54 en date des 28, 29 et 30 mars 2011 fixant les modalités des tarifs des droits de voirie en fonction de leurs dates d'opposabilités ;
Vu l'arrêté municipal du 11 juin 2021, publié au BOVP du 18 juin 2021 portant règlement des étalages et terrasses modifié par l'arrêté du 29 juillet 2022 ;
Vu la délibération 2021 DU 76 en date des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 portant fixation des tarifs des droits de voirie des terrasses estivales pour 2021, ainsi que des contre-terrasses et contre-étalages sur stationnement et exonération jusqu'au 30 septembre 2021 dans le cadre du plan de soutien de la Ville de Paris en faveur du secteur économique impacté par la crise sanitaire liée à l'épidémie de la COVID-19 ;
Vu l'arrêté municipal du 24 décembre 2021 portant revalorisation des droits de voirie pour l'année 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose la modification des tarifs 2022 pour les dispositifs de chauffage ou de climatisation en terrasse ;
Considérant qu'à compter du 31 mars 2022, les dispositifs de chauffage et de climatisation sont interdits sur les terrasses ouvertes, même équipées d'écrans parallèles et perpendiculaires et couvertes par des stores bannes, et sur les contre-terrasses ;
Considérant qu'il convient de modifier les tarifs 2022 pour les chauffages ou climatisation installés sur ces terrasses,
Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ère commission,
Délibère :
Article 1 : les tarifs des droits de voirie additionnels 2022 perçus pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation sont fixés à 25% du montant des tarifs précisés dans l'arrêté du 24 décembre 2021 et son annexe.

Codes	Désignation des ouvrages et objets	Mode de taxation	CATEGORIES					minimum de perception
			HC	1	2	3	4	
C - ETALAGES ET TERRASSES - DROITS ANNUELS								
534	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes protégées, dans le tiers du trottoir	Au m² et par an	38,67 €	28,95 €	17,68 €	10,30 €	6,72 €	-
535	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes protégées, au-delà du tiers du trottoir	Au m² et par an	116,04 €	86,65 €	53,16 €	30,91 €	20,55 €	-
536	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes protégées, dans les voies piétonnes	Au m² et par an	116,04 €	86,65 €	53,16 €	30,91 €	20,55 €	-
537	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes non pourvues de protections, dans le tiers du trottoir	Au m² et par an	116,03 €	86,86 €	53,03 €	30,90 €	20,16 €	-
538	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes non pourvues de protections, au-delà du tiers du trottoir	Au m² et par an	348,11 €	259,96 €	159,50 €	92,72 €	61,66 €	-
539	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes non pourvues de protections, dans les voies piétonnes	Au m² et par an	348,11 €	259,96 €	159,50 €	92,72 €	61,66 €	-

Article 2 : Il est créé un tarif applicable, à compter du 1er janvier 2023, aux chauffages ou climatisations installés ou maintenus de façon irrégulière sur les terrasses ouvertes ou les contre-terrasses de toute nature :

Codes	Désignation des ouvrages et objets	Mode de taxation	CATEGORIES					minimum de perception
			HC	1	2	3	4	
C - ETALAGES ET TERRASSES - DROITS ANNUELS								
544	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes protégées, dans le tiers du trottoir	Au m² et par an	154,69 €	115,81 €	70,72 €	41,19 €	26,87 €	-
545	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes protégées, au-delà du tiers du trottoir	Au m² et par an	464,14 €	346,61 €	212,64 €	123,62 €	82,21 €	-
546	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes protégées, dans les voies piétonnes	Au m² et par an	464,14 €	346,61 €	212,64 €	123,62 €	82,21 €	-
547	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes de toute nature non pourvues de protections, dans le tiers du trottoir	Au m² et par an	464,11 €	347,43 €	212,13 €	123,59 €	80,62 €	-
548	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes de toute nature non pourvues de protections, au-delà	Au m² et par an	1 392,42 €	1 039,85 €	637,99 €	370,87 €	246,64 €	-

Codes	Désignation des ouvrages et objets	Mode de taxation	CATEGORIES					minimum de perception
			HC	1	2	3	4	
C - ETALAGES ET TERRASSES - DROITS ANNUELS								
	du tiers du trottoir							
549	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes de toute nature non pourvues de protections, dans les voies piétonnes	Au m² et par an	1 392,42 €	1 039,85 €	637,99 €	370,87 €	246,64 €	-
543	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation sur les contre-terrasses de toute nature	Au m² et par an	1 392,42 €	1 039,85 €	637,99 €	370,87 €	246,64 €	-

Article 3 : Les majorations de tarifs relatives aux surfaces s'appliqueront également à partir du 1er janvier 2023 aux suppléments pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans tout type de terrasse ouverte et contre-terrasse.

Ces majorations sont ainsi définies :

« L'ensemble des dispositifs de chauffage ou de climatisation dans tout type de terrasse ouverte ou contre-terrasse excédant 20 m², subit une majoration de tarif de 5 % (majoration s'appliquant sur la totalité de la surface taxée). Cette majoration est de 10 % pour toute surface totale excédant 30 m2, 15 % pour toute surface totale excédant 40 m2 et ainsi de suite à raison de 5 % par 10 m2 supplémentaires sans que la majoration totale puisse excéder 40 %.»

Article 4 : La nomenclature des tarifs des droits de voirie de la Ville de Paris, ainsi que les modalités de perception afférentes seront mises en conformité avec ces nouveaux tarifs, majorations, et modalités de perception.

Article 5 : La recette globale à escompter sera constatée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris.

Article 6 : Mme la Secrétaire Générale de la Ville de Paris et M. le Directeur de l'urbanisme sont chargés de l'application de la présente délibération.

2022 DU 131 Prolongation sur 2022 de l'exonération des droits de voirie pour les commerces situés à proximité de la cathédrale Notre-Dame (Paris Centre) et dont l'activité économique est fortement perturbée par les conséquences de l'incendie des 15 et 16 avril 2019.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales en sa partie législative, et notamment les articles L 2122-22, L 2231-6 et L 2331-4 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la loi n° 2019-803 du 29 juillet 2019 pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet ;

Vu les délibérations 2003-DU-197 en date des 24 et 25 novembre 2003, DU-2004-198 en date des 7 et 8 février 2005 et 2011-DU-54 en date des 28, 29 et 30 mars 2011 fixant les modalités des tarifs des droits de voirie en fonction de leurs dates d'opposabilités ;

Vu la délibération 2021 DU 76 en date des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 portant fixation des tarifs des droits de voirie des terrasses estivales pour 2021, ainsi que des contre-terrasses et contre-étalages sur stationnement et exonération jusqu'au 30 septembre 2021 dans le cadre du plan de soutien de la Ville de Paris en faveur du secteur économique impacté par la crise sanitaire liée à l'épidémie de la COVID-19 ;

Vu la délibération 2019 DU 238 des 1er, 2, 3, et 4 octobre 2019 portant exonération des droits de voirie pour les commerces adjacents à la cathédrale Notre-Dame dont l'activité économique a été fortement perturbée par son incendie les 15 et 16 avril 2019, 4e arrondissement ;

Vu la délibération 2020 DU 112 des 17 et 18 novembre 2020 prolongeant sur 2020 l'exonération des droits de voirie pour les commerces adjacents à la cathédrale Notre-Dame (Paris Centre) dont l'activité économique a été fortement perturbée suite à son incendie les 15 et 16 avril 2019 ;

Vu l'arrêté municipal du 16 décembre 2019 portant revalorisation des tarifs des droits de voirie pour l'année 2020 ;

Vu la délibération 2021 DU 76-1 prolongeant de 3 mois l'exonération de droits de voirie 2021 pour les dispositifs de terrasses approuvée lors du Conseil de Paris des 17 et 18 novembre 2020 dans le cadre

du plan de soutien de la Ville de Paris en faveur du secteur économique impacté par la crise sanitaire liée à l'épidémie de la COVID-19 ;
Vu la délibération 2021 DU 138 des 12,13,14 et 15 octobre 2021 prolongeant sur 2021 l'exonération des droits de voirie pour les commerces adjacents à la cathédrale Notre-Dame dont l'activité économique a été fortement perturbée par les conséquences de son incendie les 15 et 16 avril 2019 (Paris Centre).
Vu l'arrêté municipal du 24 décembre 2021 portant revalorisation des droits de voirie pour l'année 2022.
Considérant qu'il convient de prolonger l'exonération des droits de voirie pour les commerces à proximité de la cathédrale Notre-Dame et dont l'activité économique continue a être fortement perturbée par l'incendie des 15 et 16 avril 2019 ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu le projet en délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose au Conseil de Paris de prolonger sur l'exercice 2022 l'exonération de droits de voirie des commerces situés à proximité de la cathédrale Notre-Dame et dont l'activité économique est fortement perturbée par les conséquences de l'incendie des 15 et 16 avril 2019 (Paris Centre) ;
Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : L'exonération de la totalité des droits de voirie est prolongée jusqu'au 31 décembre 2022 pour les commerces implantés dans les voies suivantes de Paris Centre :
- rue du cloître Notre-Dame,
- rue Chanoinesse,
- rue d'Arcole,
- quai aux fleurs;

Article 2 : Dans le secteur considéré, cette mesure prend effet au titre de l'année 2022 uniquement.
Article 3 : L'impact financier sera constaté au budget de fonctionnement de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).
Article 4 : Mme la Secrétaire Générale de la Ville de Paris et M. le Directeur de l'urbanisme sont chargés de l'application de la présente délibération.

2022 DU 133 Avenant à la convention d'études avec GRT Gaz dans le cadre du projet d'aménagement du secteur de la Porte de la Villette (19e).

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L2512-1 et suivants ;
Vu l'appel à projets 2021 Recyclage foncier pour l'aménagement des friches en Ile-de-France en date du 17 décembre 2020, lancé par le Préfet de la Région Ile-de-France ;
Vu la lettre du Préfet de Région à la Maire de Paris, en date du 4 juin 2021, informant la Ville de Paris que le dossier déposé dans le cadre de l'appel à projets 2021 Recyclage foncier pour l'aménagement des friches en Ile-de-France a été déclaré éligible ;
Vu l'avenant à la convention d'études de 1ère phase joint à la présente délibération ;
Vu la délibération 2021 DU 132 relative à la convention de financement avec le Ministère de la transition écologique pour une étude de déviation d'une canalisation de gaz av. de la Porte de la Villette (19e) et à la convention d'études avec la société GRT Gaz ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose de l'autoriser à signer un avenant à la convention d'études avec GRT Gaz dans le cadre du projet d'aménagement du secteur de la Porte de la Villette (19e) ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : L'avenant à la convention d'études avec GRT Gaz dans le cadre du projet d'aménagement du secteur de la Porte de la Villette à Paris est approuvé.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer cet avenant à la convention d'études.
Article 3 : Les dépenses et les recettes correspondantes seront imputées au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).

2022 DU 136 Opération d'aménagement Les Halles (Paris Centre) - Signature d'une convention de groupement de commandes avec la RATP et la Société d'Exploitation des Parkings et du Forum des Halles de Paris (SEPFH), pour la mise à jour du Plan de Prévention Contre les Inondations du Forum des Halles.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles, L.2121-29 et L.2511-1 ;
Vu le code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 et suivants ;
Vu le projet de convention de groupement de commandes ci-annexé ;
Vu le projet de délibération 2022 DU 136 en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris demande au Conseil de Paris de l'autoriser à signer la convention de groupement de commandes avec la RATP et la SEPFH, pour la mise à jour du Plan de Prévention Contre les Inondations du Forum des Halles ;
Vu l'avis du Conseil de Paris centre en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention de groupement de commandes avec la RATP et la SEPFH pour la mise à jour du Plan de Prévention Contre les Inondations du Forum des Halles. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

2022 DU 137 PLU de Paris - Approbation de la modification des dispositions réglementaires applicables au site de la Cité Mixte Régionale Paul Valéry (12e).

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.2131-1, L.2131-2, L.2511-1 et suivants ;
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-3, L. 153-34, L.153-36 à L.153-44, et R.153-20 à R.153-22 ;
Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L.123-1 à L.123-18, R.122-17 et R.123-2 à R.123-27 ;
Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de Paris approuvé les 12 et 13 juin 2006 et ses mises à jour, modifications, révisions simplifiées et mises en compatibilité intervenues depuis cette date ;
Vu la décision du 27 janvier 2022 par laquelle la Mission régionale d'autorité environnementale d'Ile-de-France a décidé de dispenser d'évaluation environnementale la modification du PLU relative aux dispositions réglementaires applicables au site de la Cité Mixte Régionale Paul Valéry (12e) ;
Vu la notification du projet de modification du PLU aux personnes publiques associées, en date du 5 mai 2022 ;
Vu l'avis de la Préfète, Directrice du Cabinet du Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris, en date du 3 juin 2022 ;
Vu l'avis du Directeur Général Adjoint, Pôle Logement, Aménagement et Transports de la région Ile-de-France, en date du 8 juin 2022 ;
Vu le dossier de l'enquête publique qui s'est déroulée du 22 juin au 22 juillet 2022, notamment la note de présentation de la procédure prévue par le 2° de l'article R. 123 8 du code de l'environnement ;
Vu le rapport et les conclusions ci-annexés du commissaire enquêteur en date du 23 août 2022 (Annexe n° 1) ;
Vu le dossier ci-annexé de modification du PLU de Paris concernant les dispositions réglementaires applicables au site de la Cité Mixte Régionale Paul Valéry (12e), comportant :
- Le rapport de présentation de la modification du PLU (Annexe n°2) ;
- Le recueil des documents réglementaires modifiés (Annexe n°3) ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver la modification du PLU de Paris concernant les dispositions réglementaires applicables au site de la Cité Mixte Régionale Paul Valéry (12e) ;
Vu l'avis du conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Considérant l'avis favorable sans réserve du commissaire enquêteur assorti de trois recommandations ;
Considérant que la première recommandation émise par le commissaire enquêteur est relative à la plantation de sujets arborés d'une taille et d'une force suffisantes pour répondre rapidement aux objectifs poursuivis à travers la modification du PLU en particulier, et aux enjeux environnementaux et climatique de manière générale ;

Considérant qu'il est prévu dans le cadre des aménagements des espaces libres de la future CMR la plantation de 156 sujets, que ces plantations seront réalisées par la Région Ile-de-France, et que la Ville de Paris lui demandera de veiller à ce que la taille et la force des sujets plantés soient suffisantes pour apporter rapidement une réponse adaptée aux objectifs poursuivis ;
Considérant la seconde recommandation émise par le commissaire enquêteur invitant la Région Ile-de-France et la Ville de Paris, dans le cadre de la rénovation de la CMR, à bien anticiper les conditions de gestion de la future cour Oasis dès la conception de cette dernière, afin de garantir un bon usage de celle-ci par les élèves et les riverains du quartier ;
Considérant que la gestion du futur jardin à usage mutualisé (cour Oasis dans le rapport du commissaire enquêteur) fera l'objet d'une convention entre la Ville de Paris et la Région Ile-de-France définissant le calendrier d'ouverture au public ainsi que les modalités de gestion, de maintenance et de sûreté ;
Considérant la troisième recommandation émise par le commissaire enquêteur invitant la Ville de Paris à recourir, dans le cadre de l'élaboration du PLU Bioclimatique en cours, à l'emploi de terminologies plus claires et plus simples que celles existantes actuellement afin de faciliter sa compréhension et son appropriation par l'ensemble des citoyens ;
Considérant que l'avant projet du règlement du PLU bioclimatique, actuellement soumis à la concertation, prévoit de rationnaliser les différents outils qui permettent de protéger les espaces libres de construction, et que cette rationnalisation concourra à rendre le PLU plus accessible aux citoyens en clarifiant les objectifs et en gommant les subtilités associées à la pluralité des outils de protection actuels ;
Considérant que les éléments apportés permettent de répondre aux recommandations du commissaire enquêteur ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le projet de modification du PLU de Paris relative aux dispositions réglementaires applicables au site de la Cité Mixte Régionale Paul Valéry (12e), conformément aux pièces du dossier de modification annexées à la présente délibération : Rapport de présentation (Annexe n° 2) et Documents graphiques modifiés (Annexe n° 3).
Article 2 : Conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois à l'Hôtel de Ville de Paris et en mairie du 12e arrondissement et publiée sur le Portail des Publications Administratives de la Ville de Paris. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé sur le territoire de la Ville de Paris. Chacune de ces formalités mentionnera le ou les lieux où le dossier pourra être consulté.
Article 3 : La présente délibération sera notifiée à M. le Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris.

2022 DU 144 Mise en compatibilité avec le projet de rénovation du site administratif sis 21-23 rue Miollis (15e) - Avis du Conseil de Paris.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29, ainsi que L.2511-1 et suivants ;
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 300-6, L.153-54 et suivants et R.153-17 ;
Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de Paris approuvé les 12 et 13 juin 2006 et ses mises à jour, modifications, révisions simplifiées et mises en compatibilité intervenues depuis cette date ;
Vu le dossier de mise en compatibilité du PLU de Paris relatif au projet de rénovation du site administratif sis 21-23 rue Miollis ;
Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées concernant la déclaration de projet de rénovation du site Miollis à Paris (75015) emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Paris, qui s'est déroulée le 25 avril 2022 ;
Vu la décision, après examen au cas par cas, n°MRAe DKIF-2022-057 du 5 mai 2022 de la Mission régionale d'autoriré environnementale d'Île-de-France (MRAe) dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Paris par déclaration de projet relative à l'intérêt général du projet de rénovation et d'extension du site administratif de Miollis, situé 21-23 rue Miollis à Paris 15e arrondissement, en application de l'article R 104-28 du code de l'urbanisme ;
Vu l'arrêté préfectoral n°75-2022-05-11-00002 en date du 11 mai 2022 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique unique préalable à la déclaration de projet de rénovation et d'extension du site administratif de Miollis situé 21-23 rue Miollis à Paris 15e arrondissement nécessitant une mis en

compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de Paris pris par le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris ;
Vu le dossier de l'enquête publique qui s'est déroulée du 10 juin au 13 juillet 2022, ainsi que le rapport et les conclusions motivées de la commissaire enquêtrice, en date du 13 août 2022 ;
Vu la saisine de M. le préfet de la région Île-de-France, préfet de Paris, en date du 12 septembre 2022 soumettant pour avis à Mme la Maire de Paris le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Paris ;
Vu le dossier de mise en compatibilité du PLU de Paris relatif au projet de rénovation du site administratif sis 21-23 rue Miollis (15e) ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'émettre son avis sur la mise en compatibilité du PLU de Paris avec le projet de rénovation du site administratif sis 21-23 rue Miollis (15e) ;
Considérant que le projet de rénovation du site administratif Miollis poursuit un objectif de rationalisation de l'implantation des services de l'Etat à Paris ;
Considérant que le projet fait montre d'un fort volontarisme sur le plan environnemental, que ce soit au niveau de la performance énergétique du bâti ainsi qu'à celui de la végétalisation du site ;
Considérant que le choix d'intégrer les surfaces créées dans le gabarit existant permet une bonne insertion des nouvelles constructions dans le site ;
Considérant enfin que le projet prévoit l'implantation d'une crèche, équipement permettant de répondre à un besoin d'intérêt général ;
Considérant que pour toutes ces raisons, ce projet présente un caractère d'intérêt général justifiant la mise en compatibilité du PLU de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Un avis favorable est émis sur le projet de rénovation du site administratif sis 21-23 rue Miollis (15e) et sur la mise en compatibilité du PLU de Paris avec ce projet.
Article 2 : La présente délibération sera notifiée à M. le Préfet de la Région Île-de-France, préfet de Paris. Elle sera publiée sur le Portail des publications administratives de la Ville de Paris.

2022 DVD 35 Avenant n°2 à la convention de concession du parc de stationnement Porte Maillot (17e).

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;
Vu la convention de concession en date du 30 octobre 2019 pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement Porte Maillot (17e) et son avenant n°1 du 18 décembre 2020 conclus avec la société INDIGO Infra ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer, avec la société INDIGO Infra, l'avenant n°2 à la convention de concession qui a pour objet de définir les modalités de réalisation et de financement de travaux non prévus initialement dans la DSP et de compléter les modalités de stationnement des vélos et des deux-roues motorisés ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer, avec la société INDIGO Infra, l'avenant n°2 à la convention de concession, qui a pour objet de définir les modalités de réalisation et de financement de travaux non prévus initialement dans la DSP et de compléter les modalités de stationnement des vélos et des deux-roues motorisés, dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 2 : Les dépenses seront imputées sur le budget d'investissement de la Ville, exercices 2022 et suivants.

2022 DVD 61-1 Volet mobilité du Plan Climat Air Energie - Aides financières à l'écomobilité pour les personnes physiques domiciliées à Paris.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la délibération 2017 DVD 104 des 11, 12 et 13 décembre 2017 relative aux mesures d'accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale ;

Vu la délibération 2018 DVD 38 des 20, 21 et 22 mars 2018 relative au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale ;
Vu la délibération 2018 DVD 66 des 2, 3 et 4 mai 2018 relative au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale ;
Vu la délibération 2018 DVD 78 des 2, 3, 4 et 5 juillet 2018 relative au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation d'accorder des aides financières à l'écomobilité pour les personnes physiques domiciliées à Paris ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Les aides financières à l'écomobilité sont octroyées uniquement aux personnes majeures physiques, domiciliées à Paris.
Article 2 : Toute action relative à cette aide doit être réalisée à compter du 15 octobre 2022 afin d'être éligible.
Article 3 : Les douze (12) aides à l'écomobilité pour les personnes physiques domiciliées à Paris sont les suivantes :

- Aide N°1 : Acquisition d'un vélo à assistance électrique (VAE)

Le montant de l'aide est fixé à 33% du prix d'achat HT du véhicule avec un plafond de 400€.
Cette aide est cumulable avec les aides 6, 8, 9, 10 et 12.

- Aide N°2 : Acquisition d'un dispositif permettant de transformer un vélo sans assistance électrique en vélo avec assistance électrique (DAE)

Le montant de l'aide est fixé à 33% du prix d'achat HT du dispositif avec un plafond de 400€.
Cette aide est cumulable avec les aides 5, 6, 8, 9, 10 et 12.

- Aide N°3 : Acquisition d'un vélo cargo ou d'un triporteur, à assistance électrique, soit un cycle à 2 ou 3 roues équipé d'un plateau ou d'une caisse à l'avant ou à l'arrière

Le montant de l'aide est fixé à 33% du prix d'achat HT du véhicule avec un plafond de 600€.
Cette aide est cumulable avec les aides 6, 8, 9, 10 et 12.

- Aide N°4 : Acquisition d'un vélo cargo ou d'un triporteur, sans assistance électrique, soit un cycle à 2 ou 3 roues équipé d'un plateau ou d'une caisse à l'avant ou à l'arrière

Le montant de l'aide est fixé à 33% du prix d'achat HT du véhicule avec un plafond de 600€.
Cette aide est cumulable avec les aides 6, 8, 9, 10 et 12.

- Aide N°5 : Acquisition d'un vélo mécanique

Le montant de l'aide est fixé à 100 % du prix d'achat hors taxe avec un plafond de 100€.
Cette aide est cumulable avec les aides 2, 6, 8, 9, 10 et 12.

- Aide N°6 : Acquisition d'une remorque permettant de transformer un vélo classique en vélo cargo, conforme aux normes européennes de sécurité

Le montant de l'aide est fixé à 33% du prix d'achat HT de la remorque avec un plafond de 100€.
Les remorques dédiées au transport des animaux ne sont pas éligibles.
Cette aide est cumulable avec les aides 1, 2, 5, 8, 9 et 10.

- Aide N°7 : Acquisition d'un vélo adapté aux personnes à mobilité réduite

Le montant de l'aide est fixé à 33% du prix d'achat HT du véhicule avec un plafond de 900€.
Cette aide est cumulable avec les aides 6, 8, 9, 10 et 12.

- Aide N°8 : Participation à un stage d'apprentissage du vélo ou de remise en selle effectué par un organisme agréé.

Le montant de l'aide est fixé à 100% du prix d'achat hors taxe avec un plafond de 60€.
Cette aide est cumulable avec les aides 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10 et 12.

- Aide N°9 : Souscription à un abonnement annuel permettant de stationner un vélo de façon sécurisée sur des places de stationnement vélos en ouvrage ou dans des parkings privés de copropriétés ou bailleurs sociaux.

Le montant de l'aide est fixé à 50% du coût annuel de l'abonnement avec un plafond de 100€.
Cette aide est cumulable avec les aides 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 12.

- Aide N°10 : Découverte des services de mobilité partagée Mobilib.

Le montant de l'aide est fixé à 100% du prix d'achat hors taxe de crédits d'usage avec un plafond de 100€.
Cette aide est cumulable avec les aides 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 7, 8, 9 et 12.

- Aide N°11 : Bénéficier d'une télécommande permettant aux personnes déficientes visuelles d'activer les feux piétons équipés d'un module sonore.

Une télécommande est envoyée par la Ville de Paris au demandeur.
Cette aide n'est pas cumulable avec les autres aides.

- Aide N°12 : Acquisition d'accessoires.

Le montant de l'aide est fixé à 33% du prix d'achat HT des accessoires avec un plafond de 50€.
Les accessoires éligibles sont les suivants : casque et antivol.

Cette aide est cumulable avec les aides N°1, 2, 3, 4, 5 et 7. Ces accessoires doivent figurer sur la même facture que celle des aides N°1, 2, 3, 4, 5 ou 7

Article 4 : Pour les aides N°1, 2, 3, et 7 le cas échéant, l'assistance électrique s'entend au sens de la définition de la directive européenne en vigueur n° 2002/24/CE du 18 mars 2012 : « cycle à pédalage assisté, équipé d'un moteur auxiliaire électrique d'une puissance nominale continue maximale de 0,25 kilowatt dont l'alimentation est réduite progressivement et finalement interrompue lorsque le véhicule atteint une vitesse de 25 km/h, ou plus tôt, si le cycliste arrête de pédaler ». Le certificat d'homologation du véhicule doit mentionner la norme EN15194.

Le dispositif d'assistance électrique permettant de transformer un vélo sans assistance en vélo avec assistance devra se couper au-delà de 25 km/h et devra répondre aux mêmes exigences que l'assistance disponible sur les VAE.

Les véhicules disposant de batterie au plomb ne sont pas éligibles.

Article 5 : L'aide N°7 est dédiée aux personnes à mobilité réduite et/ou présentant des spécificités les empêchant d'utiliser un vélo à deux roues classique.

Sont éligibles à l'aide N°7 « vélo adapté » :

- les vélos individuels à deux-roues dont la taille, le renforcement, l'enjambement et/ou l'assise sont adaptés ;
- les vélos individuels à trois roues (tricycles), assis, semi-couchés ou couchés, équipés d'un différentiel entre les roues arrière.

Article 6 : Les aides N°1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 concernent des articles neufs. Tous les vélos devront être marqués à compter de janvier 2021, conformément à la Loi d'Orientation des Mobilités.

Article 7 : Les aides N°1, 2, 3, 4, 5 et 6 sont soumises à conditions de ressources. Seuls les résidents parisiens dont le revenu fiscal de référence par part est inférieur ou égal à 6300 euros sont éligibles à cette aide, selon le dernier avis d'imposition sur les revenus disponibles.

Article 8 : Le nombre d'aide par personne est limité à une (1) par type d'aide, dans la limite des cumuls possibles détaillés dans l'article 3.

Article 9 : Les Parisiens ayant déjà bénéficié d'une aide à la mobilité depuis le 1er septembre 2017 ne sont pas éligibles aux aides 1 à 6 (délibérations 2018 DVD 78, 2018 DVD 66 et 2017 DVD 104).

Article 10 : Chaque dossier est nominatif. Toutes les pièces d'un même dossier (facture, justificatif de domicile, RIB) doivent obligatoirement mentionner les mêmes noms, prénom et adresse parisienne que ceux déclarés dans le formulaire de demande d'aide.

Les justificatifs de domicile éligibles sont les factures d'énergie (électricité, gaz) ou d'eau de moins de trois mois ainsi que les taxes d'habitation indiquant le type de bien concerné (appartement ou maison).

Tout dossier présentant une ou plusieurs pièces justificatives non conformes sera automatiquement rejeté.

Article 11 : Les dispositions des délibérations ci-après sont abrogées dans leur intégralité à compter du 15 octobre 2022.

Délibération 2015 DVD 106-1 et 2 des 9, 10 et 11 février 2015 relative aux mesures d'accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale concernant les aides financières :

- Aux personnes physiques domiciliées à Paris renonçant à leur véhicule personnel ancien (2015 DVD 106-1) ;
- Aux jeunes conducteurs afin de les orienter vers des solutions de mobilité partagée (2015 DVD 106-2).

Délibération 2016 DVD 88-1 des 4, 5, 6 et 7 juillet2016 relative à l'élargissement des mesures d'accompagnement proposées dans le cadre du plan d'actions contre la pollution atmosphérique locale liée au trafic routier et pour l'amélioration de la qualité de l'air concernant les aides financières :

- Aux personnes physiques domiciliées à Paris propriétaires d'un deux-roues motorisé immatriculé avant le 1er juin 2000, renonçant à leur véhicule (2016 DVD 88-1).

Délibération 2017 DVD 104-1, 4, 12 et 13 des 11, 12 et 13 décembre 2017 relative aux mesures d'accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale concernant les aides financières :

- Pour les personnes domiciliées à Paris, propriétaires d'un véhicule motorisé, renonçant à leur véhicule (2017 DVD 104-1) ;
- Visant à encourager les primo conducteurs à utiliser les services de mobilité partagée (2017 DVD 104-4) ;
- Pour les personnes domiciliées à Paris désirant acquérir des cycles (2017 DVD 104-12) ;
- Pour les personnes domiciliées à Paris souhaitant remplacer un deux roues thermique par un modèle électrique (2017 DVD 104-13).

Délibération 2018 DVD 66-1 à 4 des 2, 3 et 4 mai 2018 relative au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale concernant les aides financières :

- Pour les personnes domiciliées à Paris désirant acquérir des cycles (2018 DVD 66-1) ;
- Pour les personnes domiciliées à Paris souhaitant remplacer un deux roues thermique par un modèle électrique (2018 DVD 66-2) ;

- Pour les personnes domiciliées à Paris, propriétaires d'un véhicule motorisé, renonçant à leur véhicule (2018 DVD 66-3) ;
- Visant à encourager les primo conducteurs à utiliser les services de mobilité partagée (2018 DVD 66-4).

Délibération 2018 DVD 78-1 des 2, 3, 4 et 5 juillet 2018 relative au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale concernant les aides financières :

- Pour les personnes domiciliées à Paris désirant acquérir un vélo à assistance électrique (VAE), un dispositif permettant de transformer un vélo en VAE, un vélo cargo ou un deux roues électrique de faible motorisation (2018 DVD 78-1).

Article 12 : la Maire de Paris est autorisée à accorder des aides financières à l'écomobilité pour les personnes majeures physiques domiciliées à Paris, à hauteur de 6 millions d'euros.

Article 13 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget d'investissement et au budget de fonctionnement de la Ville de Paris, au titre de l'année 2023 et des années suivantes sous réserve des décisions de financement.

2022 DVD 61-2 Volet mobilité du Plan Climat Air Energie - Aides financières pour les habitats collectifs parisiens installant un abri vélos sécurisé à destination de l'ensemble de leurs résidents.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération 2017 DVD 104 des 11, 12 et 13 décembre 2017 relative aux mesures d'accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale ;

Vu la délibération 2018 DVD 38 des 20, 21 et 22 mars 2018 relative au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale ;

Vu la délibération 2018 DVD 66 des 2, 3 et 4 mai 2018 relative au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale ;

Vu la délibération 2018 DVD 78 des 2, 3, 4 et 5 juillet 2018 relative au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation d'accorder des aides financières aux habitats collectifs parisiens installant un abri vélos sécurisé à destination de l'ensemble de leurs résidents

Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : L'aide concernée par cette délibération est octroyée uniquement aux habitats collectifs parisiens effectuant des travaux de création d'abris vélos sécurisés dans leurs locaux ou sur leur parcelle.

Article 2 : Toute action relative à cette aide doit être réalisée à compter du 15 octobre 2022 afin d'être éligible.

Article 3 : Le montant de l'aide est fixé à 50% du coût des travaux HT avec un plafond de 2 000 €.

Article 4 : Le nombre d'aides par ensemble d'habitats collectifs est limité à trois (3).

Article 5 : Afin d'être éligible, l'abri vélos sécurisé créé doit impérativement respecter les critères énoncés ci-après :

- L'abri vélos doit être installé dans un lieu sécurisé (local ou cour fermé par code, badge ou clef).
- Si la dimension du local le permet, des arceaux vélos doivent être scellés dans le sol ou sur les murs afin de pouvoir y accrocher les vélos de façon sécurisée, à l'aide d'un cadenas par exemple.
- Si l'abri vélos est réalisé dans un lieu ouvert, comme une cour intérieure, une protection aux intempéries doit être installée. Celle-ci doit recouvrir toute la longueur du vélo.
- Des vélos adultes doivent pouvoir s'y stationner.
- Dans la mesure du possible, les aménagements doivent respecter le guide pratique pour les professionnels de l'immobilier concernant le stationnement des vélos dans les immeubles d'habitation et de bureaux, édité par la Fédération des Usagers de la Bicyclette (FUB) en 2016 et/ou le guide « installer un vélo dans copropriété » édité par l'association Paris En Selle (2022).

Article 6 : La demande d'aide doit être réalisée par la personne en charge de la gestion de l'immeuble : bailleur, syndic professionnel, syndicat des copropriétaires ou syndic bénévole.

Article 7 : Les factures doivent impérativement mentionner l'adresse de l'habitat collectif concerné et celle-ci doit être identique à l'adresse parisienne déclarée dans le dossier, sous peine de rejet lors de l'instruction. Tout dossier présentant une ou plusieurs pièce(s) justificative(s) non conforme(s) sera automatiquement rejeté.

Article 8 : La Ville de Paris se réserve le droit (1) de rejeter un dossier si les travaux réalisés ne sont manifestement pas en lien direct ou principal avec la création d'un abri vélos sécurisé au sens de l'article 5 du présent délibéré ; (2) de ne subventionner que les éléments liés directement à la création de l'abri vélos sécurisé si les autres éléments de la facture ne sont pas en lien direct avec la création

dudit abri vélos sécurisé. Des photos avant-après travaux doivent pouvoir justifier des travaux réalisés à l'adresse du dossier.

Article 9 : Les dispositions des délibérations ci-après sont abrogées dans leur intégralité à compter du 15 octobre 2022 :

Délibération 2015 DVD 106-3 et 4 des 9, 10 et 11 février 2015 relative aux mesures d'accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale concernant les aides financières :

- Pour aider les copropriétés désireuses d'installer des abris vélos sécurisés à usage de l'ensemble des résidents de l'immeuble (2015 DVD 106-3) ;
- Pour aider les copropriétés à installer des points de recharge pour véhicules électriques dans leurs parties communes (2015 DVD 106-4).

Délibération 2016 DVD 88-2 et 3 des 4, 5, 6 et 7 juillet2016 relative à l'élargissement des mesures d'accompagnement proposées dans le cadre du plan d'actions contre la pollution atmosphérique locale liée au trafic routier et pour l'amélioration de la qualité de l'air concernant les aides financières :

- Pour aider les copropriétés désireuses d'installer des abris vélos sécurisés, à usage de l'ensemble des résidents de l'immeuble (2016 DVD 88-2) ;
- Pour aider les copropriétés à installer des points de recharge pour véhicules électriques dans leurs parties communes (2016 DVD 88-3).

Délibération 2017 DVD 104-2 et 3 des 11, 12 et 13 décembre 2017 relative aux mesures d'accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale concernant les aides financières :

- Pour aider les copropriétés désireuses d'installer des abris vélos sécurisés à usage des résidents de l'immeuble (2017 DVD 104-2) ;
- Pour les copropriétés installant des points de recharge pour véhicules électriques dans leurs locaux (2017 DVD 104-3).

Délibération 2018 DVD 66-12 des 2, 3 et 4 mai 2018 relative au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale concernant les aides financières :

- Pour les copropriétés installant des points de recharge pour véhicules électriques dans leurs locaux (2018 DVD 66-12).

Article 10 : la Maire de Paris est autorisée à accorder des aides financières aux habitats collectifs parisiens créant un abri vélos sécurisé à destination de l'ensemble de leurs résidents dans leurs locaux ou sur leur parcelle, à hauteur de 1 million d'euros.

Article 11 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget d'investissement de la Ville de Paris, au titre de l'année 2023 et des années suivantes sous réserve des décisions de financement.

2022 DVD 61-3 Volet mobilité du Plan Climat Air Energie - Aides financières à l'écomobilité des personnes morales domiciliées à Paris.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération 2017 DVD 104 des 11, 12 et 13 décembre 2017 relative aux mesures d'accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale ;

Vu la délibération 2018 DVD 38 des 20, 21 et 22 mars 2018 relative au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale ;

Vu la délibération 2018 DVD 66 des 2, 3 et 4 mai 2018 relative au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale ;

Vu la délibération 2018 DVD 78 des 2, 3, 4 et 5 juillet 2018 relative au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation d'accorder des aides financières aux personnes morales domiciliées à Paris.

Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Les aides concernées par cette délibération sont octroyées uniquement :

- Aux personnes morales (entreprises de moins de 50 salariés, y compris entrepreneurs individuels, artisans, commerçants, professions libérales) domiciliées à Paris.
- Aux associations caritatives reconnues d'utilité publique ayant un local parisien, dont l'objet est de fournir de l'aide aux personnes en difficulté.

Article 2 : Toute action relative à cette aide doit être réalisée à compter du 15 octobre 2022 afin d'être éligible.

Article 3 : Les deux aides concernées par cette délibération sont :

- Aide N°1 : Installation d'un abri vélos sécurisé à destination des professionnels
  Le montant de l'aide est fixé à 50% du coût total HT de la facture des travaux avec un plafond de 2.000 €.

- Aide N°2 : Installation d'un pré-équipement électrique permettant l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques
  Le montant de l'aide est fixé à 60% du reste à charge HT avec un plafond de 4 000 €.

L'installation de borne de recharge n'est pas éligible (fourniture et travaux).

Article 4 : Le nombre d'aides par professionnel ou association est limité à une, par type d'aide.

Article 5 : Afin d'être éligible, l'abri vélos sécurisé créé doit impérativement respecter les critères énoncés ci-après :

- L'abri vélos doit être installé dans un lieu sécurisé (local ou cour fermé par code, badge ou clef).
- Si la dimension du local le permet, des arceaux vélos doivent être scellés dans le sol ou sur les murs afin de pouvoir y accrocher les vélos de façon sécurisée, à l'aide d'un cadenas par exemple.
- Si l'abri vélos est réalisé dans un lieu ouvert, comme une cour intérieure, une protection aux intempéries doit être installée. Celle-ci doit couvrir toute la longueur du vélo.
- Des vélos adultes doivent pouvoir s'y stationner.
- Dans la mesure du possible, les aménagements doivent respecter le guide pratique pour les professionnels de l'immobilier concernant le stationnement des vélos dans les immeubles d'habitation et de bureaux, édité par la Fédération des Usagers de la Bicyclette (FUB) en 2016 et/ou le guide « installer un vélo dans copropriété » édité par l'association Paris En Selle (2022).

Article 6 : Chaque dossier est nominatif. Toutes les pièces d'un même dossier (facture, justificatif d'activité, RIB) doivent mentionner les mêmes nom de l'entreprise et adresse parisienne que ceux déclarés dans le formulaire de demande d'aide, sous peine d'être rejeté lors de l'instruction.

Les factures émises pour le compte d'un entrepreneur individuel doivent mentionner ses nom, prénom et adresse parisienne déclarée.

Afin d'être éligibles :

- Les entreprises de moins de 50 salariés doivent justifier d'une immatriculation de leur établissement principal au RCS de Paris (KBIS).
- Les associations caritatives reconnues d'utilité publique ayant un local parisien dont l'objet est de fournir de l'aide aux personnes en difficulté, les entrepreneurs individuels et les personnes exerçant une profession libérale doivent justifier d'une domiciliation parisienne (fiche SIRENE accompagnée d'une facture d'énergie (électricité, gaz) ou d'eau de moins de trois mois).

Tout dossier présentant une ou plusieurs pièce(s) justificative(s) non conforme(s) sera automatiquement rejeté.

Article 7 : Les dispositions des délibérations ci-après sont abrogées dans leur intégralité à compter du 15 octobre 2022 :

Délibération 2013 DVD 240-1 des 16, 17 et 18 décembre 2013 relative aux mesures d'accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale concernant les aides financières :

- Pour l'achat de cyclomoteurs électriques et de vélos à assistance électrique (2013 DVD 240-1).

Délibération 2015 DVD 117-1 des 16, 17 et 18 mars 2015 relative aux mesures d'accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale concernant les aides financières :

- Visant à aider les professionnels à remplacer leur véhicule thermique ancien par un véhicule utilitaire « propre » (électrique ou GNV) (2015 DVD 117-1).

Délibération 2017 DVD 104-5 à 11 des 11, 12 et 13 décembre 2017 relative aux mesures d'accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale concernant les aides financières :

- Pour les détenteurs de licence de taxi parisien visant à encourager l'usage de taxis hybrides rechargeable essence, électriques ou hydrogène et à installer un pré-équipement électrique pour borne dans les copropriétés qu'ils habitent en Ile de France (2017 DVD 104-5) ;
- Pour les professionnels désirant acquérir un véhicule utilitaire neuf électrique, hydrogène ou GNV (2017 DVD 104-6) ;
- Pour les professionnels désirant acquérir des deux-roues motorisés électriques (2017 DVD 104-7) ;
- Pour les professionnels désirant acquérir des vélos électriques, des vélos cargos et des triporteurs (2017 DVD 104-8) ;
- Pour aides les professionnels du transport fluvial à rendre moins polluants les moteurs de bateaux (2017 DVD 104-9) ;
- Pour aider les professionnels à acquérir un autocar électrique, hydrogène ou GNV (2017 DVD 104-10) ;
- Pour les auto-écoles désirant un véhicule-école électrique (2017 DVD 104-11).

Délibération 2018 DVD 38-1 et 2 des 20, 21 et 22 mars 2018 relative au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale concernant les aides financières :

- Pour les professionnels souhaitant réaliser des travaux d'insonorisation dans leur local parisien (2018 DVD 38-1) ;
- Pour les professionnels souhaitant acquérir des véhicules utilitaires propres insonorisés (2018 DVD 38-2).

Délibération 2018 DVD 66-5, 6 et 9 des 2, 3 et 4 mai 2018 relatives au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale concernant les aides financières :
- Pour les professionnels désirant acquérir des vélos électriques, des vélos cargos et des triporteurs (2018 DVD 66-5) ;
- Pour les professionnels désirant acquérir des deux-roues motorisés électriques (2018 DVD 66-6) ;
- Pour les professionnels désirant acquérir un autocar utilitaire neuf électrique, hydrogène ou GNV (2018 DVD 66-9).

Article 8 : Les dispositions des délibérations ci-après sont abrogées partiellement à compter du 15 octobre 2022 :

Délibération 2018 DVD 66-7 des 2, 3 et 4 mai 2018 relatives au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale
- Ne sont plus éligibles à l'aide financière pour les professionnels désirant acquérir un véhicule utilitaire neuf électrique, hydrogène ou GNV :
  - Les entreprises immatriculées dans les départements 92, 93 et 94 non détentrices de la carte Pro-Mobile (article 2) ;
  - Les véhicules loués (articles 4 et 9) ;
  - Les véhicules utilitaires légers GNV (colonne J3 de la carte grise GN ou EN) dont le poids total autorisé en charge est strictement inférieur à 3,5T (article 8) ;
  - Les véhicules à quatre roues conçus pour le transport de marchandises, électrique, hydrogène ou GNV, définis dans code de la route par les catégories de véhicules L6e-BU et L7e-CU (article 8).

Délibération 2018 DVD 66-10 des 2, 3 et 4 mai 2018 relatives au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale
- Ne sont plus éligibles à l'aide financière pour les auto-écoles désirant acquérir un véhicule-école électrique :
  - Les véhicules loués (articles 4 et 8).

Délibération 2018 DVD 66-11 des 2, 3 et 4 mai 2018 relatives au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale
- Ne sont plus éligibles à l'aide financière pour les détenteurs de licence de taxi parisien visant à encourager l'usage de taxis hybrides rechargeable essence, électriques ou hydrogène et à installer un pré-équipement électrique pour une borne de recharge :
  - Les véhicules hybrides rechargeables essence (colonne J3 de la carte grise EE) (article 1).
  - Les véhicules loués (articles 3 et 6).
  - Les articles 11 et 12 sont abrogés dans leur ensemble.

Délibération 2018 DVD 78-2 des 2, 3, 4 et 5 juillet 2018 relative au dispositif d'aides complété en accompagnement du plan de lutte contre la pollution atmosphérique locale ;
- Ne sont plus éligibles à l'aide financière pour les professionnels désirant acquérir des vélos à assistance électrique (VAE), des dispositifs permettant de transformer des vélos en VAE, des vélos cargos ou triporteurs, des deux-roues électriques de faible motorisation :
  - Les véhicules loués (articles 4 et 9).
  - Les véhicules deux-roues électriques de faible motorisation de type L1e et L2e définies dans le code de la route et limité à 45 km/h dont la puissance du moteur est supérieure ou égale à 2 kW (article 8).

L'article 10 est abrogé dans son ensemble.

Article 9 : la Maire de Paris est autorisée à accorder des aides financières aux entreprises domiciliées à Paris et aux associations caritatives reconnues d'utilité publique ayant un local parisien, dont l'objet est de fournir de l'aide aux personnes en difficulté, à hauteur de 4,5 millions d'euros.

Article 10 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget d'investissement et au budget de fonctionnement de la Ville de Paris, au titre de l'année 2023 et des années suivantes sous réserve des décisions de financement.

2022 DVD 87 Parc de stationnement BOURSE (2e) - Avenant n° 8 à la convention de concession pour la prise en compte de l'impact de la crise sanitaire.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu la convention de délégation du 11 mars 1966, pour la construction et l'exploitation du parc de stationnement BOURSE et ses avenants du 25 janvier 1968, 25 avril 1975, 12 septembre 1988, 11 juin 1990, 12 octobre 2004, 18 juillet 2006 et 18 décembre 2020 conclus avec la Société Paris Parking Bourse (groupe INDIGO) ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°8 qui a pour objet de prolonger la concession du parc de stationnement BOURSE à Paris 2e de 7 mois, pour prendre en compte de l'impact de la crise sanitaire sur la délégation de service public ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Paris Parking Bourse (groupe INDIGO) l'avenant n° 8 à la convention de délégation de service public du parc de stationnement BOURSE (2e) en date du 11 mars 1966 modifiée, dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 2 : L'impact sur les recettes sera constaté sur le budget de fonctionnement 2022 et suivants de la Ville de Paris.

2022 DVD 94 Canal de l'Ourcq à Petit Gabarit (Seine-Saint-Denis) - Convention avec la ville de Sevran pour l'exploitation d'un ponton canoë-kayak.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L.2123-7 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer avec la ville de Sevran, une convention d'occupation du domaine public fluvial de la Ville de Paris pour un ponton d'embarquement de canoë-kayak ;
Vu l'arrêté n°2014238-0013 de M. le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, du 26 août 2014, portant réglement particulier de police de la navigation intérieure sur le réseau fluvial de la Ville de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la ville de Sevran (93) la convention d'occupation temporaire sur son domaine public fluvial à Sevran aux fins d'y installer, dans le cadre des activités de canoë-kayak implantées sur son territoire, un ponton faisant office de rampe de mise à l'eau, ainsi que la pratique du canoë-kayak sur le canal de l'Ourcq. La présente convention sera valable à compter de sa signature et jusqu'au 31 décembre 2032. Le texte de la convention, ainsi que ses annexes sont joints à la présente délibération.
Article 2 : L'intégralité des dépenses seront à la charge de la ville de Sevran. Cette convention ne génèrera aucuns frais supplémentaires pour la Ville de Paris. Aucune redevance ne sera perçue par la Ville de Paris pour l'occupation de son domaine public fluvial, l'aménagement intéressant un service public bénéficiant gratuitement à tous, conformément au code général de la propriété des personnes publiques.

2022 DVD 96 Indemnisation amiable de différents tier, en réparation de dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris. Montant : 158.792,07 euros.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2511-1, L.2511-2 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de procéder à l'indemnisation amiable de différents tiers, en réparation de dommages causés aux intéressés lors d'accidents survenus sur l'espace public et dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder, à concurrence de 158 792,07 euros, à l'indemnisation amiable des tiers énumérés ci-après, en réparation de dommages causés aux intéressés lors d'accidents survenus sur l'espace public et dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris sous réserve de financement.

DESIGNATION	DATE	MONTANT
Société A2CB (AXA France)	19/07/2020	8 599,70 €
M. X (CPAM des Hauts de Seine)	15/04/2021	16 759,79 €
Mme X	10/08/2019	10 920,60 €
Mme X (CPAM de Paris)	10/08/2019	16 241,62 €
M. X	28/05/2021	18 623,20 €
Société JEAN JAURES EXPANSION (ALLIANZ IARD)	12/05/2020	7 680,00 €
M. X (CPAM du Puy de Dome)	11/09/2015	6 957,34 €
Mme X	05/07/2019	16 677,22 €
Mme X	07/06/2021	27 317,56 €
M. X (CPAM de Paris)	04/11/2018	11 780,40 €
M. X (CPAM de Paris)	07/12/2019	10 049,90 €
Mme X (CPAM des Yvelines)	24/01/2020	7 184,74 €

2022 DVD 97 Adhésion de la Ville de Paris à l'association de la Fabrique de la Logistique dans le cadre de la stratégie logistique.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la stratégie logistique urbaine de la Ville de Paris 2022 - 2026 approuvée au Conseil de Paris,

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation d'adhérer à l'association la Fabrique de la Logistique, et par ce biais de verser les frais d'adhésion ;

Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris est autorisée à adhérer, en qualité de collectivité territoriale, à l'Association de la Fabrique de la Logistique, dont les statuts sont joints à la présente délibération.

Article 2 : Mme la Maire est autorisée à procéder au versement de la cotisation annuelle de la Ville de Paris à cette association

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris.

2022 DVD 100 Signature d'un protocole d'accord transactionnel et d'une convention d'occupation du domaine public avec la SCI La Foncière du Maine pour un parc de stationnement privé en sous-sol de la rue Georges Pitard (15e).

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L2122-1-3 4° ;

Vu l'article 2044 et suivants du Code civil ;

Vu le projet de délibération 2022 DVD 100 en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer avec la SCI La Foncière du Maine d'une part, le protocole d'accord transactionnel et d'autre part, la convention d'occupation du domaine public pour le parc de stationnement privé en sous-sol de la rue Georges Pitard (15e) ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Maire de Paris est autorisée à signer avec la SCI La Foncière du Maine d'une part, le protocole d'accord transactionnel et d'autre part, la convention d'occupation du domaine public pour le parc de stationnement privé en sous-sol de la rue Georges Pitard (15e). Les textes du protocole d'accord transactionnel et la convention sont joints à la présente délibération.

Article 2 : Les recettes correspondantes seront constatées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercices 2022 et ultérieurs.

2022 DVD 102 Subventions (31.500 euros) et conventions avec 8 associations pour des actions contribuant au partage de l'espace public et à la Stratégie Paris Piéton.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2511-14 ;
Vu la délibération 2017 DVD 5 en date du 5 janvier 2017 approuvant la Stratégie Paris piéton et la signature de la Charte internationale de la marche ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer huit conventions avec huit associations pour l'attribution de subventions dans le cadre de la mise en œuvre d'action en faveur du partage de l'espace public et du Plan Piéton ;
Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2012 ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2012 ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Rue de l'Avenir (n° SIMPA 90682 n° dossier 2022_04359) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 5 000 euros pour le projet de définition de la typologie des conflits entre piétons, cyclistes et trottinettes et de proposition de mesures pour éviter ces accidents et pour réduire leur gravité. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.
Article 2 : Mme la Maire est autorisée à signer avec l'association Le Picoulet (n° SIMPA 8561 n° dossier 2022_09358) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 3 000 euros pour étendre son activité d'animation de rues aux enfants à de nouveaux espaces et notamment à l'impasse Piver, la rue de la Présentation et à l'impasse de la Baleine. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.
Article 3 : Mme la Maire est autorisée à signer avec la fédération Léo Lagrange Nord-Ile de France (n° SIMPA 185552 n° dossier 2022_09359) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 1 000 euros pour accompagner en partenariat avec le comité d'usagers, le conseil des jeunes usagers et les bénévoles du centre Maurice Noguès, des initiatives locales d'aménagement éphémères du quartier et des animations intergénérationnelles et ainsi travailler sur l'amélioration du cadre de vie des habitants. Le texte de la convention est joint à la présente délibération.
Article 4 : Mme la Maire est autorisée à signer avec l'association Home Sweet Mômes (n° SIMPA 161081 n° dossier 2022_09357) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 7 000 euros pour poursuivre avec les habitants la programmation itinérante d'animations de rues aux enfants, notamment sur les rues Émile Duployé, Marcadet, Richomme, de Suez, l'esplanade de l'Église Saint Bernard. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.
Article 5 : Mme la Maire est autorisée à signer avec l'association Rosa Parks (n° SIMPA 183499 n° dossier 2022_09360) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 5 500 euros pour poursuivre ses animations des "rues aux enfants" dans les quartiers Charles-Hermite et MacDonald/Émile Bollaert en coordination avec diverses associations. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.
Article 6 : Mme la Maire est autorisée à signer avec l'association Fabrication Maison (n° SIMPA 15446 n° dossiers 2022_08351 et 2022_00684) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 4 000 euros pour développer des projets participatifs d'images et de signalétiques dans les quartiers Danube Solidarité et les portes du 20e et ainsi faire vivre l'identité de ces secteurs à travers des représentations territorialisées. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.
Article 7 : Mme la Maire est autorisée à signer avec l'association Des cris des villes (n° SIMPA 196554 n° dossier 2022_00560) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 3 000 euros pour finaliser le diagnostic genré débuté en 2021 afin d'aboutir à des préconisations d'aménagements dans des espaces publics problématiques du quartier Belleville-Amandiers-Ménilmontant. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.
Article 8 : Mme la Maire est autorisée à signer avec l'association Quartiers du monde (n° SIMPA 19878 n° dossier 2022_01635) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 3 000 euros pour accompagner un groupe de jeunes filles dans un parcours émancipatoire via la réappropriation de leur quartier et appréhender les usages qu'elles ont du quartier de Belleville. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 9 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris.

2022 DVD 103 Subventions (42.000 euros) et conventions avec 3 associations pour des actions contribuant à l'amélioration de la sécurité routière sur le territoire parisien.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2511-14 ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer quatre conventions avec trois associations pour l'attribution de subventions ;

Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Prévention Routière (n° SIMPA 111901 n° dossier 2022_06351) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 12 000 euros pour ces actions de sensibilisation des usagers de la route et notamment des plus vulnérables (enfants et seniors). Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 2 : Mme la Maire est autorisée à signer avec l'association Wimoov (n° SIMPA 18534 n° dossier 2022_04390 et dossier 2022_04391) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 14 000 euros (10.000 euros DVD et 4.000 euros DAE) pour ces actions de sensibilisation et de prévention à destination des usagers et notamment des publics fragiles (personnes atteintes de handicap et séniors), à la mobilité durable (alternatives à la voiture individuelle, nouvelles mobilités, changement de comportements) et responsable (sécurité routière, prévention des conduites à risques) et une convention lui attribuant une subvention d'investissement d'un montant de 12 000 € pour l'acquisition d'équipements permettant d'adapter les ateliers de sensibilisation à la sécurité routière, aux personnes en situation de handicap et aux séniors. Le texte de ces conventions est joint à la présente délibération.

Article 3 : Mme la Maire est autorisée à signer avec l'association Avenir santé France (n° SIMPA 5063 n° dossier 2022_06522) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 4 000 euros pour ces actions en faveur de la prévention et de la réduction des risques d'accidents de la circulation chez les jeunes parisiens (18-25 ans) sur leurs temps festifs et de convivialité. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 4 : Les dépenses correspondantes seront imputées aux budgets 2022 de fonctionnement et d'investissement de la Ville de Paris.

2022 DVD 105 Soutien aux associations vélo - Subventions (171.000 euros) à 15 associations et conventions associées.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2511-14 ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer avec les associations Animation, Insertion, Culture et Vélo ; Cocyclette ; Rosa-Parks Paris ; La Petite Rockette ; Mieux se Déplacer à Bicyclette ; Régie de Quartier du 19e ; La Maison du Canal ; Accueil Goutte d'Or ; Solicycle Études et Chantiers ; RéPAR ; Développement Animation Vélo Solidaire ; Cyclocube ; La Cyclofficine ; Paillettes et Cambouis ; Le Petit Biclou des conventions leur attribuant des subventions de fonctionnement pour promouvoir la culture et la pratique du vélo ;

Vu l'avis du conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 5e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 6e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 7e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 8e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Vu la saisine pour avis du conseil du 9e arrondissement en date du 19 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 16e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Animation, Insertion, Culture et Vélo (n° SIMPA : 567 / n° dossier : 2022_04992) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 18 000 euros. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Cocyclette (n° SIMPA : 193441 / n° dossier : 2022_04049) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 3 000 euros. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Rosa Parks Paris (n° SIMPA : 183499 / n° dossier : 2022_01319) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 1 000 euros. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association La Petite Rockette (n° SIMPA : 59841/ n° dossier : 2022_05629) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 18 000 euros. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Mieux se Déplacer à Bicyclette (n° SIMPA : 13845/ n° dossier : 2022_06250) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 28 000 euros. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Régie de Quartier du 19e (n° SIMPA : 11485/ n° dossier : 2022_06278) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 1 000 euros. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association La Maison du Canal (n° SIMPA : 10068/ n° dossier : 2022_00767) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 3 000 euros. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 8 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Accueil Goutte d'Or (n° SIMPA : 9510/ n° dossier : 2022_00667) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 6 000 euros. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 9 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Solicycle Etudes et Chantiers (n° SIMPA : 111181/ n° dossier : 2022_06206 et 2022_06211) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 12 000 euros. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 10 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association RéPAR (n° SIMPA : 192572/ n° dossier : 2022_06218 et 2022_06317) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 22 000 euros. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 11 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Développement Animation Vélo Solidaire (n° SIMPA : 183918 / n° dossier : 2022_06269) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 18 000 euros. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 12 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Cyclocube (n° SIMPA : 197345 / n° dossier : 2022_06268) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 9 000 euros. Le texte de ces conventions est joint à la présente délibération.

Article 13 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association La Cyclofficine (n° SIMPA : 55983/ n° dossier : 2022_06286) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 17 000 euros. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 14 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Paillettes et Cambouis (n° SIMPA : 196764 / n° dossier : 2022_06305) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 6 000 euros. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 15 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Le Petit Biclou (n° SIMPA : 194122 / n° dossier : 2022_00252) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 9 000 euros. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 16 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris.

2022 DVD 106 Convention avec l'association syndicale libre Olympiades (ASLO) relative aux charges de fonctionnement des espaces ouverts au public pour l'année 2022 (700.000 euros).

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-11 et suivants ;
Vu l'arrêté préfectoral du 18 mars 1977 inscrivant en particulier les dalles piétonnes des Olympiades et les rues du Disque et du Javelot sur la liste des voies privées ouvertes à la circulation publique ;
Vu la convention-cadre pluriannuelle signée le 27 juin 2019 pour la période 2019-2026 fixant un dispositif partenarial avec l'ASLO relatif au fonctionnement et à l'amélioration des espaces ouverts au public de l'ensemble immobilier des Olympiades, objet de la délibération 2019 DU 100 des 1er, 2, 3 et 4 avril 2019 ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer avec l'Association Syndicale Libre des Olympiades (ASL Olympiades) la convention relative aux charges de fonctionnement du site des Olympiades pour l'année 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'Association Syndicale Libre des Olympiades (ASL Olympiades) la convention relative aux charges de fonctionnement du site des Olympiades pour l'année 2022. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.
Article 2 : La participation financière de la Ville de Paris aux charges de fonctionnement des espaces ouverts au public de l'ensemble immobilier des Olympiades au titre de l'année 2022 correspond à 80 % de l'assiette des dépenses éligibles sans excéder 700 000 € révisés. Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris sous réserve de financement.

2022 DVD 107 Principe de délégation de service public pour la mise en conformité et l'exploitation du parc de stationnement Ternes (17e).

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L-1411-1 et suivants ;
Vu l'avis émis le 20 septembre 2022 par la "Commission Consultative des Services Publics Locaux", en application de l'article L 1411-4 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu le rapport de présentation établi au titre de l'article L-1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'approuver le principe de délégation de service public pour la mise en conformité et l'exploitation du parc de stationnement (Paris 17e), de l'autoriser à lancer la consultation, d'accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation et à procéder à toutes les demandes administratives nécessaires au projet ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le principe de délégation de service public pour la mise en conformité et l'exploitation du parc de stationnement Ternes à Paris 17e, est approuvé.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à lancer la consultation et à accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation et à procéder à toutes les demandes administratives nécessaires au projet.

2022 DVD 108 Canal de l'Ourcq à Petit Gabarit (Seine-et-Marne) - Convention de gestion et d'occupation avec la Ville de Meaux.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu l'article L-2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L-2123-7 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer avec la ville de Meaux une convention de superposition d'affectation, de gestion et d'occupation du domaine public fluvial de la Ville de Paris pour des aménagements paysagers en rive droite et gauche du canal de l'Ourcq à Petit Gabarit ;
Sur le rapport présenté par M. Dan LERT au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la ville de Meaux la convention de superposition de gestion et d'occupation sur son domaine public fluvial à Meaux pour des aménagements paysagers, en rive droite et gauche du canal de l'Ourcq à Petit Gabarit. Le texte de la convention, ainsi que ses plans sont joints à la présente délibération.
Article 2 : L'intégralité des dépenses seront à la charge de la ville de Meaux. Cette convention ne générera aucun frais supplémentaire pour la Ville de Paris. Aucune redevance ne sera perçue par la Ville de Paris pour la superposition d'affectation, de gestion et d'occupation de son domaine public fluvial, les aménagements intéressant un service public bénéficiant gratuitement à tous, conformément au code général de la propriété des personnes publiques.
Article 3 : La présente convention sera délivrée pour la durée de vie des aménagements.

2022 DVD 111 Subvention (10.000 euros) et convention avec l'association Boites à vélo-France pour des actions contribuant à la stratégie logistique urbaine durable 2022-2026.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2511-14 ;
Vu la délibération en date du 11 juillet 2022 approuvant la stratégie logistique urbaine durable de la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer la convention avec l'association Boîtes à vélo-France pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la mise en œuvre d'actions en faveur de la stratégie logistique ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Boîte à vélo-France (n° SIMPA 193511 n° dossier 2022_04226) une convention lui attribuant une subvention de fonctionnement de 10 000 euros pour le projet de sensibilisation des entreprises et partenaires institutionnels à l'usage du vélo-cargo pour les déplacements professionnels, d'accompagnement de la ville sur la cyclomobilité professionnelle et la cyclologistique, de structuration et d'animation de l'écosystème parisien des entreprises à vélo.
Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.
Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris.

2022 DVD 112 Avenant n°1 à la convention de concession des parcs de stationnement Meyerbeer (9e), Anvers (9e) et Cardinet (17e).

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;
Vu la convention de concession du 27 juillet 2022 pour l'entretien et la rénovation des parcs de stationnement Meyerbeer-Opéra (Paris 9e), Anvers (Paris 9e) et Cardinet (Paris 17e) conclue avec la Société d'Assistance et de Gestion du Stationnement - SAGS;
Vu la lettre du 18 juillet 2022 de la SAGS, société mère et actionnaire unique de SAGS Meyerbeer Anvers Cardinet - SAGS MAC précisant que la SAGS se porte garante de la SAGS MAC ;
Vu les statuts de SAGS Meyerbeer Anvers Cardinet - SAGS MAC en date du 20 juillet 2022 ;
Vu l'annonce n° EBM-C-2207-00025 parue dans le Journal de Saône et Loire du 22 juillet 2022 ;
Vu l'extrait K-Bis du 27 juillet 2022 de la Société d'Assistance et de Gestion du Stationnement Meyerbeer Anvers Cardinet - SAGS MAC ;
Vu le projet de délibération du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant à la convention de concession des parcs de stationnement Meyerbeer-Opéra (Paris 9e), Anvers (Paris 9e) et Cardinet (Paris 17e), afin de transférer le contrat signé avec la SAGS le 27 juillet 2022 à SAGS Meyerbeer Anvers Cardinet - SAGS MAC ;

Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission.

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant n°1, dont le texte est joint à la présente délibération, qui a pour objet de transférer la convention de concession des parcs de stationnement Meyerbeer-Opéra (Paris 9e), Anvers (Paris 9e) et Cardinet (Paris 17e) conclue le 27 juillet 2022 avec la Société d'Assistance et de Gestion du Stationnement - SAGS immatriculé sous le n°389 337 817 RCS Mâcon à la SAGS Meyerbeer Anvers Cardinet - SAGS MAC immatriculé sous le n°917 685 067 RCS Mâcon.

2022 DVD 115 Parc de stationnement MILTON (9e) - Rectification de l'erreur matérielle portant sur le délibéré 2022 DVD 63-2.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;
Vu la convention de concession pour la construction et l'exploitation du parc de stationnement « MILTON » à Paris 9e en date du 29 septembre 1992 modifiée par ses avenants n°1 du 19 mai 1993 et n°2 du 21 décembre 1998 ;
Vu la délibération 63-2 des 5, 6, 7 et 8 juillet 2022, par lequel Mme la Maire de Paris a eu l'autorisation de signer avec la Société Anonyme d'Économie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n°3 à la convention de concession du parc de stationnement « MILTON », pour proroger de 24 mois la durée de la concession ;
Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée dans cette délibération et qu'il fallait comprendre 12 mois et non 24 mois ;
Vu le projet de délibération du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation d'annuler la délibération 2022 DVD 63-2 des 5,6, 7 et 8 juillet 2022 et de signer avec la Société Anonyme d'Économie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n°3 à la convention de concession du parc de stationnement « MILTON », pour proroger de 12 mois la durée de la concession ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : la délibération 2022 dvd 63-2 des 5,6 7 et 8 juillet 2022 est annulée.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Société Anonyme d'Économie Mixte d'Exploitation du Stationnement (SAEMES) l'avenant n°3 à la convention de concession du parc de stationnement « MILTON » à Paris 9e pour proroger la concession de 12 mois et en adapter les modalités financières. Le texte de cet avenant est joint à la présente délibération.
Article 3 : Les recettes seront constatées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022 et suivants.

2022 DVD 120 Avenant n° 1 à la convention d'occupation et d'utilisation du domaine public avec l'Établissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette et la société Mia Mao (19e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 18 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 18 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L2122-1-3 4° ;
Vu la convention d'occupation du domaine public conclue le 19 juin 1987 entre la Ville de Paris et l'Établissement Public du Parc de la Grande Halle de la Villette portant sur l'occupation du domaine public en dessous du bd périphérique entre la rue de la clôture et le canal de l'Ourcq à Paris 19e ;
Vu la délibération en date des 6, 7 et 8 juillet 2021 (2021 DVD 65 DAC) par lequel Mme la Maire de Paris a été autoriser à signer avec l'Établissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette une convention cadre 2021-2026 relative à la gestion de l'Espace Périphérique, ainsi que deux conventions d'occupation et utilisation du domaine public pour, d'une part, une parcelle située en dessous du bd Périphérique entre la rue de la Clôture et le canal de l'Ourcq à Paris 19e avec l'Établissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette et d'autre part, pour l'installation d'un tiers lieu culturel sur un terrain municipal au bord du canal de l'Ourcq (19e) avec la société Mia Mao et l'Établissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer avec la société Mia Mao et l'Établissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette un avenant n°1 à la convention d'occupation et d'utilisation du domaine public pour l'installation d'un tiers lieu culturel sur un terrain municipal au bord du canal de l'Ourcq (19e) ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

La Maire de Paris est autorisée à signer avec la société Mia Mao, occupant, et l'Établissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette, coordonnateur, l'avenant n°1 à la convention d'occupation et d'utilisation du domaine public pour l'installation d'un tiers lieu culturel sur un terrain municipal au bord du canal de l'Ourcq (19e). Le texte de l'avenant n° 1 est joint à la présente délibération.

2022 PP 89 Modification des dispositions relatives aux astreintes et permanences effectuées par certains adjoints techniques de la préfecture de police.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des communes en sa partie réglementaire ;
Vu le code de la santé publique ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
Vu le décret n° 94-415 du 14 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n° 2000-815 du 15 août 2000 modifié relatif au relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;
Vu le décret 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement ;
Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargé du développement durable et du logement ;
Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant le taux de l'indemnité de permanence aux ministères chargés du développement durable et du logement ;
Vu la délibération n° 1999 PP 5 du 25 janvier 1999 modifiée fixant la liste des emplois de la préfecture de police donnant droit à un logement de fonction ;
Vu la délibération n° 2017 PP 24 des 9, 10 et 12 mai 2017 modifiée portant dispositions statutaires applicables au corps des adjoints techniques de la préfecture de police ;
Vu la délibération n° 2012 PP 71-1° des 15 et 16 octobre 2012 modifiée portant dispositions statutaires applicables au corps des techniciens supérieurs de la préfecture de police ;
Vu la délibération n° 2016 PP 21 des 17, 18 et 19 mai 2016 modifiée portant astreintes et permanences effectuées par certains adjoints techniques de la préfecture de police ;
Vu l'avis émis par le comité technique des administrations parisiennes en date du 19 mai 2022 ;
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la modification des dispositions relatives aux astreintes et permanences effectuées par certains adjoints techniques de la préfecture de police ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le titre de la délibération n° 2016 PP 21 des 17, 18 et 19 mai 2016 susvisée est modifié et rédigé comme suit : « Astreintes et permanences effectuées par certains techniciens supérieurs et adjoints techniques de la préfecture de police ».
Article 2 : L'article 1er de la délibération n° 2016 PP 21 des 17, 18 et 19 mai 2016 susvisée est ainsi modifié :
1°) Après les mots : « adjoints techniques » sont ajoutés les mots : « et aux techniciens supérieurs » ;
2°) Après les mots : « affectés » sont ajoutés les mots : « au département exploitation ».
Article 3 : A l'article 2 de la délibération n° 2016 PP 21 des 17, 18 et 19 mai 2016 est ajouté un alinéa rédigé comme suit : « L'astreinte d'exploitation qui est imposée avec un délai de prévenance inférieur à quinze jours francs de sa date de réalisation entraîne une majoration du taux de l'indemnisation de 50%. ».

Article 4 : L'article 3 de la délibération n° 2016 PP 21 des 17, 18 et 19 mai 2016 susvisée est ainsi modifié :
1°) Après les mots : « adjoints techniques » sont ajoutés les mots : « et aux techniciens supérieurs » ;
2°) Après les mots : « affectés » sont ajoutés les mots : « au département exploitation ».
Article 5 : A l'article 5 de la délibération n° 2016 PP 21 des 17, 18 et 19 mai 2016 susvisée, les mots « et de l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires » sont supprimés.
Article 6 : A l'article 6 de de la délibération n° 2016 PP 21 des 17, 18 et 19 mai 2016 susvisée, un troisième et dernier alinéa est inséré selon les termes suivants : « L'indemnisation horaire des interventions versée en application du titre II du décret du 14 avril 2015 susvisé pendant les périodes d'astreintes est de :
- 16 € pour une intervention effectuée un jour de semaine ;
- 22 € pour une intervention effectuée une nuit, un samedi, un dimanche ou un jour férié. ».
Article 7 : La présente délibération entre en vigueur au lendemain de sa publication au bulletin officiel de la Ville de Paris.

2022 PP 90 Création d'une allocation forfaitaire attribuée aux maîtres d'apprentissage relevant du statut des administrations parisiennes de la préfecture de police.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des communes en sa partie réglementaire ;
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 6223-5 et suivants, ses articles L. 6227-1 et suivants et son article D. 6273-1 ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;
Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
Vu le décret n° 94-415 du 14 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n° 2021-1861 du 27 décembre 2021 portant création d'une allocation forfaitaire attribuée aux maîtres d'apprentissage ;
Vu l'avis émis par le conseil technique des administrations parisiennes en date du 19 mai 2022 ;
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les dispositions relatives à la création d'une allocation forfaitaire attribuée aux maîtres d'apprentissage relevant du statut des administrations parisiennes de la préfecture de police ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Les agents publics relevant du statut des administrations parisiennes de la préfecture de police exerçant les fonctions de maître d'apprentissage bénéficient, lorsqu'ils remplissent la condition de compétence professionnelle exigée à l'article D. 6273-1 du code du travail, d'une allocation forfaitaire annuelle de 500 euros.
Article 2 : Cette allocation est versée par tranche de 250 euros aux agents visés à l'article 1 de la présente délibération, pour chaque période de tutorat d'une durée minimale de six mois.
Article 3 : L'allocation forfaitaire est exclusive de tout autre élément de rémunération dont la finalité vise à valoriser les fonctions de maître d'apprentissage.
Elle ne se substitue pas aux dispositifs indemnitaires de même nature, lorsque ces derniers sont plus favorables.
Article 4 : La présente délibération entre en vigueur le 1er janvier 2022.
Pour les conventions en cours à cette date, le versement des tranches de l'allocation forfaitaire est calculé à compter du 1er janvier 2021.

2022 PP 91 Modification de la délibération 1994 D.205 du 28 février 1994 portant fixation des conditions de rémunération du personnel médical de l'infirmerie psychiatrique.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des communes en sa partie réglementaire ;
Vu le code de la santé publique, notamment son article R.6152-21 ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;
Vu la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge ;
Vu le décret n° 94-415 du 14 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n° 2020-1182 du 28 septembre 2020 relatif à la modification de la grille des émoluments des praticiens hospitaliers à temps plein et à temps partiel ;
Vu le décret n° 2020-1743 du 28 décembre 2020 portant création de trois échelons au sommet de la grille des émoluments des praticiens hospitaliers à temps plein et des praticiens des hôpitaux à temps partiel ;
Vu le décret n° 2022-134 du 5 février 2022 relatif au statut de praticien hospitalier ;
Vu l'arrêté ministériel du 15 juin 2016 modifié relatif aux émoluments, rémunérations et indemnités des personnels médicaux exerçant leurs fonctions à temps plein ou à temps partiel dans les établissements publics de santé ;
Vu l'arrêté du 8 juin 2000 modifié, relatif à l'indemnité d'engagement de service public exclusif ;
Vu la délibération n° 1994 D. 205 du 28 février 1994 modifiée portant fixation des conditions de rémunération du personnel médical de l'infirmerie psychiatrique ;
Vu l'avis émis par le comité technique des administrations parisiennes en date du 19 mai 2022 ;
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police propose la modification de la délibération n° 1994 D. 205 du 28 février 1994 portant fixation des conditions de rémunération du personnel médical de l'infirmerie psychiatrique ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : La délibération n° 1994 D.205 du 28 février 1994 susvisée est modifiée conformément aux articles 2 à 9 de la présente délibération.

Article 2 : Le 5e et le 6e alinéa de l'article 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le médecin-chef, le médecin-chef adjoint et les médecins adjoints peuvent accomplir jusqu'à 5 vacations d'une demi-journée par semaine. »

Article 3 : A l'article 5, les mots : « à compter du 1er janvier 1994 » sont supprimés.

Article 4 : L'article 6 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le médecin-chef et le médecin-chef adjoint de l'infirmerie psychiatrique perçoivent, après service fait, des émoluments variant selon l'échelon des intéressés sur la base de 5/6e des émoluments des praticiens hospitaliers, conformément aux dispositions prévues par l'article R.6152-23 du code de la santé publique. Un arrêté du préfet de police fixe cette rémunération actuelle par référence à l'arrêté ministériel du 15 juin 2016 susvisé. »

Article 5 : L'article 7 est remplacé et rédigé ainsi qu'il suit :

« Conformément à l'article R.6152-21 du code de la santé publique, le médecin-chef de l'infirmerie psychiatrique bénéficie d'un niveau de rémunération par référence à un échelon fixé ainsi qu'il suit :

Echelons de référence	Durée
13e	-
12e	4 ans
11e	4 ans
10e	4 ans
9e	4 ans
8e	2 ans
7e	2 ans

Article 6 : L'article 8 est remplacé et rédigé ainsi qu'il suit :

« Conformément à l'article R.6152-21 du code de la santé publique, le médecin-chef adjoint de l'infirmerie psychiatrique bénéficie d'un niveau de rémunération par référence à un échelon fixé ainsi qu'il suit :

Echelons de référence	Durée
10e	-
9e	4 ans
8e	2 ans
7e	2 ans
6e	2 ans
5e	2 ans
4e	2 ans

Article 7 : L'article 10 est remplacé et rédigé ainsi qu'il suit :
« Conformément à l'article R.6152-21 du code de la santé publique, les médecins adjoints de l'infirmerie psychiatrique bénéficient d'un niveau de rémunération par référence à un échelon fixé ainsi qu'il suit :

Echelons de référence	Durée
6e	-
5e	2 ans
4e	2 ans
3e	2 ans
2e	2 ans
1er	2 ans

Article 8 : L'article 11 est supprimé.
Article 9 : A l'article 16 est ajouté un deuxième alinéa rédigé comme suit :
« En complément de leur rémunération principale, ces personnels peuvent bénéficier d'indemnités fixées par arrêté du préfet de police en référence aux indemnités fixées par arrêté du ministre de la santé. »
Article 10 : La présente délibération entre en vigueur au lendemain de sa publication au bulletin officiel de la Ville de Paris.

2022 PP 92 Protocole d'accord transactionnel.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police demande l'autorisation de signer un protocole d'accord transactionnel avec M. X, demeurant 8 rue de la Motte à CUISY (77165) ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,
Délibère :
Article 1 : Sont approuvés le principe du recours à la transaction, ainsi que les termes du protocole transactionnel avec M. X, demeurant 8 rue de la Motte à CUISY (77165).
Article 2 : M. le préfet de police est autorisé à signer le protocole transactionnel susvisé.
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur les crédits de la section de fonctionnement du budget spécial de la préfecture de police, exercice 2022, chapitre 921, chapitre-article 921-1312, compte nature 678.

2022 PP 93 Prélèvements et analyses des poussières métalliques dans des espaces publics extérieurs et contribution financière de l'ARS d'Ile-de-France.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code de la commande publique ;
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les modalités de la convention relative à la validation par le Laboratoire central de la préfecture de police (LCPP) d'une méthodologie de prélèvements et analyses des poussières métalliques (dont le plomb) pour un usage dans des espaces publics extérieurs et à la contribution financière de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvée la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, relative à la participation du Laboratoire central de la préfecture de police (LCPP) à la validation d'une méthodologie de prélèvements et analyses des poussières métalliques (dont le plomb) pour un usage dans des espaces publics extérieurs et aux modalités de la contribution financière versée par l'agence régionale de santé d'Ile-de-France.
Article 2 : M. le préfet de police est autorisé à signer ladite convention.

2022 PP 94 Groupement de commandes relatif à l'entretien et la maintenance des ascenseurs et monte-charges des bâtiments de la PP et d'autres services relevant du SGAMI IDF ou de l'administration centrale.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code de la commande publique,

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police demande l'autorisation de signer la convention constitutive d'un groupement de commandes relatif à l'entretien et la maintenance des ascenseurs et monte-charges des bâtiments de la préfecture de police, de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, des compagnies républicaines de sécurité et d'autres services relevant du SGAMI Ile de France ou de l'administration centrale ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : La convention de groupement de commandes établie entre, d'une part, la préfecture de Police de Paris, service déconcentré du ministère de l'Intérieur, représentée par le préfet secrétaire général pour l'administration, et d'autre part, la Ville de Paris, représentée par le préfet de police, en application de l'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII et des articles L.2512-14 et L.2512-17 du Code général des collectivités Territoriales (CGCT), habilité par le Conseil de Paris, est approuvée.

Article 2 : Le préfet de police est autorisé à signer ladite convention.

Article 3 : Les dépenses relevant du budget spécial de la préfecture de Police sont imputées sur les exercices 2023 et suivants, à la section fonctionnement et à la section investissement.

2022 PP 95 Groupement de commandes relatif au nettoyage des locaux de la préfecture de police et d'autres services relevant du SGAMI d'Ile de France ou de l'administration centrale.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code de la commande publique,

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police demande l'autorisation de signer la convention constitutive d'un groupement de commandes relatif au nettoyage des locaux de la préfecture de Police et d'autres services relevant du SGAMI d'Ile de France ou de l'administration centrale ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : La convention de groupement de commandes établie entre, d'une part, la préfecture de Police de Paris, service déconcentré du ministère de l'Intérieur, représentée par le préfet, secrétaire général pour l'administration, et d'autre part, la Ville de Paris, représentée par le préfet de police, en application de l'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII et des articles L.2512-14 et L.2512-17 du Code général des collectivités Territoriales (CGCT), habilité par le Conseil de Paris, est approuvée.

Article 2 : Le préfet de police est autorisé à signer ladite convention.

Article 3 : Les dépenses relevant du budget spécial sont imputées sur les exercices 2023 et suivants, section fonctionnement.

2022 PP 96 Travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques - Bâtiment Cité - Lot n°4 Electricité courants forts-courants faibles.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération n° 2018 PP 106 du Conseil de Paris des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 par laquelle le Conseil de Paris approuve le principe de l'opération et les modalités des travaux pour l'opération de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité, de la caserne de la Cité à Paris 4e ;

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu l'avis de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police sollicite l'autorisation de signer le projet de modification de contrat n°3 au marché n°20190000020701 relatif aux travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité, de la caserne de la Cité à Paris - Lot n°4 - Electricité courants forts-courants faibles ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer la modification de contrat n°3 au marché de travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité, de la caserne de la Cité à Paris - Lot n°4 - Electricité courants forts-courants.

Article 2 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de Police, exercices 2022 et suivants, à la section investissement.

2022 PP 97 Opération de mise en sécurité incendie des sous-sols de la caserne Cité (4e).

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération n° 2021 PP 37 du Conseil de Paris des 13, 14 et 15 avril 2021 par laquelle le Conseil de Paris approuve le principe du marché de maîtrise d'œuvre relatif à la mise en sécurité incendie des 1er et 2e sous-sols de la caserne Cité à Paris 75004 ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu l'avis de la commission d'appel d'offres de la ville de Paris ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police sollicite l'autorisation de signer le projet de modification de contrat n°1 au marché n°202100000229601 relatif à l'opération de mise en sécurité incendie des 1er et 2e sous-sols de la caserne Cité à Paris 75004 ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer la modification de contrat n°1 au marché de maîtrise d'œuvre relatif à l'opération de mise en sécurité incendie des 1er et 2e sous-sols de la caserne Cité à Paris 75004.

Article 2 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de Police, exercices 2022 et suivants, à la section investissement.

2022 PP 98 Fourniture de matériels de formation et d'instruction à la lutte contre l'incendie et prestations associées au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les modalités de passation de l'accord-cadre relatif à la fourniture de matériels de formation et d'instruction à la lutte contre l'incendie et prestations associées au profit du groupement de formation, d'instruction et de secours (GFIS) de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés le principe de l'opération, ainsi que les pièces administratives [règlement de la consultation (RC) et ses annexes, cahier des clauses particulières (CCP), actes d'engagements (AE) et leurs annexes] dont les textes sont joints à la présente délibération, relatives à l'appel d'offres ouvert concernant la fourniture de matériels de formation et d'instruction à la lutte contre l'incendie et prestations associées au profit du groupement de formation, d'instruction et de secours (GFIS) de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Article 2 : Conformément à l'article R.2124-3 du code de la commande publique, dans le cas où l'appel d'offres n'a fait l'objet que d'offres irrégulières ou inacceptables, le préfet de police est autorisé à lancer une procédure avec négociation.

Conformément à l'article R.2122-2 du code de la commande publique, dans le cas où l'appel d'offres n'a fait l'objet d'aucune candidature ou aucune offre dans les délais prescrits, que seules des candidatures irrecevables définies à l'article R.2144-7 ou des offres inappropriées définies à l'article L.2152-4 ont été présentées, le préfet de police est autorisé à lancer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Article 3 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de Police, exercices 2022 et suivants, à la section fonctionnement et à la section investissement.

2022 PP 99 Reconstruction de la caserne de la BSPP à Neuilly-sur-Marne - Lot n° 2.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération n° 2018 PP 90 du Conseil de Paris des 14, 15, 16 et 19 novembre 2018 par laquelle le Conseil de Paris approuve le principe de l'opération et les modalités des travaux pour l'opération de reconstruction de la caserne de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Neuilly-sur-Marne ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu l'avis de la commission d'appel d'offres de la ville de Paris ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation le projet de modification de contrat n°4 au marché n°2019-94 ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer la modification de contrat n°4 au marché de travaux pour la reconstruction de la caserne de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris à Neuilly-sur-Marne - lot n°2 Dépollution/VRD/ Terrassement/Gros œuvre.

Article 2 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de Police, exercices 2022 et suivants, à la section investissement.

2022 PP 100 Reconstruction de la caserne de la BSPP à Neuilly-sur-Marne - Lot n° 4.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération n° 2018 PP 90 du Conseil de Paris des 14, 15, 16 et 19 novembre 2018 par laquelle le Conseil de Paris approuve le principe de l'opération et les modalités des travaux pour l'opération de reconstruction de la caserne de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Neuilly-sur-Marne ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu l'avis de la commission d'appel d'offres de la ville de Paris ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de Police soumet à son approbation le projet de modification de contrat n°3 au marché n°2019-97 ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer la modification de contrat n°3 au marché de travaux pour la reconstruction de la caserne de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris à Neuilly-sur-Marne - lot n°4 Electricité CFO/CFA.

Article 2 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de Police, exercices 2022 et suivants, à la section investissement.

2022 PP 101 Elargissement de la mutualisation des achats de la préfecture de la région d'Île-de-France et de Paris aux besoins de la préfecture de police.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la convention constitutive d'un groupement de commandes relatif à l'élargissement de la mutualisation des achats pour lesquels la préfecture de la région d'Île-de-France et de Paris est missionnée en 2022 par la direction des achats de l'Etat (DAE), aux besoins de la préfecture de Police relevant de ses compétences communales ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, constitutive d'un groupement de commandes relatif à l'élargissement de la mutualisation des achats pour lesquels la préfecture de la région d'Île-de-France et de Paris est missionnée en 2022 par la DAE, aux besoins de la préfecture de Police relevant de ses compétences communales.

Article 2 : M. le préfet de police est autorisé à signer ladite convention.

Article 3 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, à la section fonctionnement.

2022 PP 102 Convention de groupement de commandes avec l'UGAP concernant l'acquisition de matériels informatiques, accessoires et prestations associées (ODICE).

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de Police soumet à son approbation la convention constitutive d'un groupement de commandes relatif à l'acquisition de matériels informatiques, accessoires et prestations associées ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, constitutive d'un groupement de commandes relatif à l'acquisition de matériels informatiques, accessoires et prestations associées.

Article 2 : M. le préfet de police est autorisé à signer ladite convention.

Article 3 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de Police, exercices 2023 et suivants, à la section investissement.

2022 PP 103 Convention de groupement de commandes avec le ministère de l'Intérieur relatif à l'acquisition de licences de logiciels, prestations de maintenance et supports associés (ESRI).

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la convention constitutive d'un groupement de commandes relatif à l'acquisition de licences de logiciels, prestations de maintenance et supports associés ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, constitutive d'un groupement de commandes relatif à l'acquisition de licences de logiciels, prestations de maintenance et supports associés.

Article 2 : M. le préfet de police est autorisé à signer ladite convention.

Article 3 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, aux sections investissement et fonctionnement.

2022 PP 104 Convention de groupement de commandes avec les services État de la préfecture de Police relative à l'achat d'espaces publicitaires.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de Police soumet à son approbation la convention constitutive d'un groupement de commandes relatif à l'achat d'espaces publicitaires ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, constitutive d'un groupement de commandes relatif à l'achat d'espaces publicitaires.

Article 2 : M. le préfet de police est autorisé à signer ladite convention.

Article 3 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de Police, exercices 2023 et suivants, à la section fonctionnement.

2022 PP 105 Maintien en conditions opérationnelles de la suite logicielle « e-Sirius » et définition d'unités d'œuvre pour la mise en œuvre d'évolutions techniques et/ou fonctionnelles.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les modalités d'attribution du marché public relatif au maintien en conditions opérationnelles de la suite logicielle dite « e-Sirius » assurant la gestion des files d'attente et définition d'unités d'œuvre permettant la mise en œuvre d'évolutions techniques et/ou fonctionnelles ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés le principe de l'opération, ainsi que les pièces administratives [règlement de la consultation (RC) et ses annexes, cahier des clauses administratives particulières (CCAP), cahier des clauses techniques particulières (CCTP), acte d'engagement (AE) et ses annexes], dont les textes sont joints à la présente délibération relative au maintien en conditions opérationnelles de la suite logicielle dite « e-Sirius » assurant la gestion des files d'attente et définition d'unités d'œuvre permettant la mise en œuvre d'évolutions techniques et/ou fonctionnelles.

Article 2 : Le préfet de police est autorisé à signer l'accord-cadre concernant le maintien en conditions opérationnelles de la suite logicielle dite « e-Sirius » assurant la gestion des files d'attente et définition d'unités d'œuvre permettant la mise en œuvre d'évolutions techniques et/ou fonctionnelles avec la société ESII, domiciliée au 2, rue de la Prade, Zone Industrielle Sud, 34880 LAVERUNE, SIRET : 343 616 751 000 32.

Article 3 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de Police, exercices 2022 et suivants, à la section fonctionnement et à la section investissement.

2022 PP 106 Autorisation de signer les marchés publics à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris et/ou les marchés publics lancés suivant la procédure prévue aux articles R.2122-1 à R.2122-10 du Code de la commande publique.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2122-21-6e ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu les délibérations approuvant le principe des opérations et les pièces de marchés publics jointes, dont les dates et références figurent au tableau annexé au présent projet de délibération ;

Vu les décisions de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris et, le cas échéant, du représentant du pouvoir adjudicateur concernant les marchés publics lancés suivant la procédure prévue aux articles R.2122-1 à R.2122-10 du Code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police sollicite l'autorisation de signer les marchés publics dont l'objet, le montant et l'attributaire sont indiqués dans le tableau annexé ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer chaque marché public dont l'objet, le montant et l'attributaire sont indiqués dans le tableau susvisé. Il est autorisé à procéder à leur mise au point éventuelle, dans les conditions et limites fixées par le Code de la commande publique.

Article 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées au budget spécial de la préfecture de Police selon les indications figurant dans les délibérations susvisées, approuvant le principe de l'opération et les pièces du marché public.

2022 PP 107 Cession de matériels BSPP.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le Préfet de police soumet à son approbation la cession de matériels non-amortis pour une valeur nette comptable totale de 29 441,51 euros,

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :
Est approuvée la cession des matériels, dont la liste est jointe à la présente délibération.

2022 PP 108 Fourniture de produits ménagers, de matériels et de produits d'entretien et d'hygiène et d'activité alimentaire ainsi que de nettoyage pour la vaisselle pour la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-21-6e ;
Vu le Code de la commande publique ;
Vu la décision de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police sollicite l'autorisation de signer l'accord-cadre relatif à la fourniture de produits ménagers, de matériels et de produits d'entretien et d'hygiène pour la brigade de sapeurs-pompiers de Paris - Relance lot n°1 « « Produits d'entretien d'hygiène et d'activité alimentaire ainsi que de nettoyage pour la vaisselle » ;
Vu les pièces des marchés et le procès-verbal relatif aux marchés attribués par la commission d'appel d'offres ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,
Délibère :
Article 1 : Le principe de l'opération et l'engagement d'une procédure, passée conformément à l'article R.2124-3 du Code de la commande publique, relative à la fourniture de produits ménagers, de matériels et de produits d'entretien et d'hygiène pour la brigade de sapeurs-pompiers de Paris - Relance lot n°1 « Produits d'entretien, d'hygiène et d'activité alimentaire ainsi que de nettoyage pour la vaisselle», sont approuvés.
Article 2 : Sont approuvés le règlement de la consultation (RC) et son annexe, le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), ainsi que l'acte d'engagement, et son annexe, du marché de fourniture précité.
Article 3 : Le préfet de police est autorisé à signer le marché public avec l'attributaire désigné par la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris. Il est autorisé à procéder à sa mise au point éventuelle, dans les conditions et limites fixées par le Code de la commande publique.
Article 4 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de Police, exercices 2022 et suivants, à la section fonctionnement et à la section investissement.

2022 PP 109 Fourniture de produits ménagers, de matériels et de produits d'entretien et d'hygiène pour la brigade de sapeurs-pompiers de Paris - Relance lot n°2 « Fourniture de matériel d'entretien et consommables ».

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-21-6e ;
Vu le Code de la commande publique ;
Vu la décision de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police sollicite l'autorisation de signer l'accord-cadre relatif à la fourniture de produits ménagers, de matériels et de produits d'entretien et d'hygiène pour la brigade de sapeurs-pompiers de Paris - Relance lot n°2 « « Fourniture de matériel d'entretien et consommables » ;
Vu les pièces des marchés et le procès-verbal relatif aux marchés attribués par la commission d'appel d'offres ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,
Délibère :
Article 1 : Le principe de l'opération relative à une procédure passée conformément à l'article l'article R.2124-3 du Code de la commande publique pour la fourniture de produits ménagers, de matériels et de produits d'entretien et d'hygiène pour la brigade de sapeurs-pompiers de Paris - Relance lot n°2 « Fourniture de matériel d'entretien et consommables », est approuvé.
Article 2 : Sont approuvés le règlement de la consultation (RC) et son annexe, le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), ainsi que l'acte d'engagement, et son annexe, du marché de fourniture précité.
Article 3 : Le préfet de police est autorisé à signer le marché public avec l'attributaire désigné par la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris. Il est autorisé à procéder à sa mise au point éventuelle, dans les conditions et limites fixées par le Code de la commande publique.
Article 4 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de Police, exercices 2022 et suivants, à la section fonctionnement et à la section investissement.

2022 PP 110 Travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques - Bâtiment Cité - Lot n°2.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération n° 2018 PP 106 du Conseil de Paris des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 par laquelle le Conseil de Paris approuve le principe de l'opération et les modalités des travaux pour l'opération de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité, de la caserne de la Cité à Paris 4e ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu l'avis de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation le projet de modification de contrat n°3 au marché n°20190000015101 relatif aux travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité, de la caserne de la Cité à Paris - Lot n°2 Gros-œuvre - Structures métalliques - Second œuvre ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer la modification de contrat n°3 au marché de travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité, de la caserne de la Cité à Paris - Lot n°2 Gros-œuvre - Structures métalliques - Second œuvre.

Article 2 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de Police, exercices 2022 et suivants, à la section investissement.

2022 PP 111 Marché de travaux pour la restauration des façades et réfection des toitures de l'immeuble MASSILLON (4e) - Lot n°1.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 19 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 19 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération n° 2019 PP 29 du Conseil de Paris des 1er, 2, 3 et 4 octobre 2019 par laquelle le Conseil de Paris approuve le principe de l'opération et les modalités des travaux pour l'opération de restauration des façades et réfection des toitures de l'immeuble Massillon ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu l'avis de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation le projet de modification de contrat n°2 au marché n°2019-338-1 ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer la modification de contrat n°2 au marché de travaux de restauration des façades et réfection des toitures de l'immeuble Massillon, lot n°1 Clos & Couvert - Restauration des façades, restructuration des tourelles, installations de chantier, échafaudages, couverture zinc, couverture des dômes, isolation.

Article 2 : La dépense correspondante est imputée au budget spécial de la préfecture de Police, exercices 2022 et suivants, à la section investissement.

2022 SG 8 Convention d'objectifs régissant les rapports entre la Ville de Paris, la SOLIDEO et Paris 2024 relative au site de l'AccorArena de Bercy (12e).

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel la Maire de Paris lui propose de conclure la convention d'objectifs entre la Ville de Paris, la SOLIDEO et Paris 2024 relative au site de l'AccorArena de Bercy (12e) ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention d'objectifs avec la SOLIDEO et Paris 2024 relative au site de l'AccorArena de Bercy (Paris 12e), ci-annexée.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention d'objectifs avec la SOLIDEO et Paris 2024 relative au site de l'AccorArena de Bercy (12e) ainsi qu'à intégrer ses stipulations dans la

convention de délégation de service public, en date du 29 septembre 2011, passée avec la SAEPOPB pour l'exploitation de l'ouvrage.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront constatées sur le budget d'investissement de la Ville des années 2022 et suivantes, sous réserve des décisions de financement correspondantes.

2022 SG 21 Modification des dispositifs déontologiques de la Ville de Paris et création de la Commission de Déontologie de la Ville de Paris.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article L. 302-5 ;

Vu le code pénal, notamment ses articles 432-12 et 432-13 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment son article 40 ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre II du livre Ier ;

Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Vu la délibération du Conseil de Paris 2011 DRH 53 des 11 et 12 juillet 2011 fixant les conditions de rémunération par vacations horaires ou journalières ou par indemnités forfaitaires mensuelles de certains collaborateurs extérieurs de la Ville de Paris ;

Vu la délibération du Conseil de Paris 2015 DDCT 27 des 13 et 14 avril 2015 relative à la fixation du montant de l'indemnité forfaitaire représentative de frais versée aux membres de la Commission de Déontologie ;

Vu les délibérations du Conseil de Paris 2014 DAJ 1017 et 2014 DAJ 1002 G des 20 et 21 octobre 2014 portant création de la commission de déontologie des Conseillers de Paris modifiées par la délibération du Conseil de Paris 2017 DDCT 140 du 27 novembre 2017 et par la délibération du Conseil de Paris 2019 DDCT 129 des 1er, 2, 3 et 4 octobre 2019 ;

Vu la délibération n° 2021-49 du 30 mars 2021 de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique relative au projet de la Ville de Paris de mise en place d'une instance unique, la Commission Déontologique de la Ville de Paris compétente pour les élus, leurs collaborateurs, les agents de la Ville de Paris et des sociétés d'économie mixte de la Ville, des sociétés publiques locales, de Paris Habitat et des autres établissements publics rattachés à la collectivité parisienne dont le CASVP, Eaux de Paris et Paris Musées ;

Vu le projet de délibération 2022 SG 21 en date du 27 septembre 2022 par lequel la Maire de Paris propose la modification des dispositifs déontologiques de la Ville de Paris et la création de la Commission de Déontologie de la Ville de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Création de la Commission de Déontologie de la Ville de Paris

Il est institué une Commission de Déontologie de la Ville de Paris, ci-après dénommée « la Commission ».

La Commission remplace, dans l'exercice de ses compétences, la Commission de Déontologie du Conseil de Paris.

Article 2 : Compétence et organisation

I. La Commission veille à l'application de l'ensemble des principes déontologiques résultant notamment de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, des articles 432-12 et 432-13 du code pénal, ainsi que des documents, codes et chartes qui leur sont applicables.

II. La Commission est collégiale et organisée autour de deux Référents et d'un Correspondant.

Chaque Référent ou Correspondant est saisi des questions relatives à l'application des principes déontologiques concernant les personnes relevant de son champ de compétence.

Au sein de la Commission, le Référent Élus est compétent pour :

- les conseillers de Paris ;
- les conseillers d'arrondissement ;
- les collaborateurs, quel que soit leur statut, affectés auprès des élus ou des groupes politiques du conseil de Paris.

La Commission constitue le « référent déontologue » des élus conformément à l'article L. 1111-1-1 du code général des collectivités territoriales. Elle est chargée de leur apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques.

Pour l'exercice de ses compétences en matière de déontologie en application des dispositions du code général de la fonction publique, notamment du titre II de son livre Ier, et de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 susvisée, en ce qui concerne les agents de la Ville de Paris et de ses établissements

publics, la Maire de Paris est autorisée à créer un autre Référent au sein de la Commission et à procéder à sa désignation.
La Maire de Paris est également autorisée à créer pour ses « opérateurs », à savoir les organismes dont la Ville de Paris est actionnaire majoritaire ou la collectivité de rattachement - les sociétés d'économie mixte, les sociétés publiques locales et Paris Habitat-, un Correspondant qui les accompagne et les conseille, à titre consultatif et dans le respect de leur statut et de leurs compétences
III. Dans le cadre de sa compétence à l'égard des élus et des collaborateurs d'élus et de groupes politiques, la Commission est saisie par la Maire de Paris, les présidents de groupes politiques du conseil de Paris, les présidents de commission du conseil de Paris, tout membre du conseil de Paris, les maires et conseillers d'arrondissement, le chef du service du conseil de Paris pour toute question relative aux délibérations présentées au conseil municipal, ainsi que les collaborateurs des élus et des groupes politiques sur toute question concernant l'interprétation et l'application des principes déontologiques en lien avec l'exercice de leurs fonctions.
Elle assure une mission de sensibilisation des élus et des collaborateurs aux questions déontologiques.
IV. La Commission exerce, à l'égard des personnes relevant de la compétence du Référent Élus, les compétences suivantes :
1° elle examine les documents dont elle est rendue destinataire, notamment :
Pour les élus :
Les déclarations d'intérêts étant précisé que :
La Maire de Paris, ses adjoints et conseillers de Paris délégués sont tenus de déposer cette déclaration auprès de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique en début de mandat ;
Les conseillers de Paris déposent cette déclaration, sur une base volontaire, auprès de la Commission depuis la délibération 2017 DDCT 140 du 27 novembre 2017 en début de mandat, ce dispositif est confirmé par la présente délibération ;
Les conseillers d'arrondissement sont invités, sur une base volontaire, à déposer une déclaration simplifiée auprès de la Commission, par la présente délibération, dès que possible pour cette mandature et à compter de leur prise de fonctions pour les prochaines mandatures.
Les déclarations de situation patrimoniale étant précisé :
La Maire de Paris, ses adjoints et conseillers de Paris délégués sont tenus de déposer cette déclaration auprès de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique en début et en fin de mandat ;
Les conseillers de Paris déposent cette déclaration, sur une base volontaire, auprès de la Commission depuis la délibération 2017 DDCT 140 du 27 novembre 2017 en début et fin de mandat, ce dispositif est confirmé par la présente délibération ;
Les déclarations de voyages accomplis durant et en lien avec l'exercice de leur mandat municipal ou à l'invitation, totale ou partielle, d'une personne morale et si les frais exposés ont été totalement ou partiellement pris en charge par cette personne, les déclarations de frais afférents à ces voyages ;
Les déclarations annuelles des invitations et cadeaux reçus au cours et en lien avec leur mandat municipal conformément aux règles déontologiques applicables à chaque catégorie d'intéressés.
Pour les collaborateurs d'élus :
les déclarations d'intérêts étant précisé que :
Le directeur, les directeurs adjoints et le chef de cabinet de la Maire de Paris sont tenus de déposer cette déclaration auprès de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique dès leur prise de fonctions ;
Les autres collaborateurs du cabinet de la Maire de Paris et les directeurs de cabinet de ses adjoints déposent cette déclaration, sur une base volontaire, auprès de la Commission depuis la délibération 2017 DDCT 140 du 27 novembre 2017 dès leur prise de fonctions, ce dispositif est confirmé par la présente délibération ;
Les directeurs de cabinet des Maires d'arrondissement sont invités, sur une base volontaire, à déposer une déclaration simplifiée auprès de la Commission par la présente délibération dès que possible pour cette mandature et à compter de leur prise de fonctions pour les prochaines mandatures.
les déclarations de situation patrimoniale étant précisé que :
Le directeur, les directeurs adjoints et le chef de cabinet de la Maire de Paris sont tenus de déposer cette déclaration auprès de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique dès leur prise de fonctions et à la fin de celles-ci ;
Les autres collaborateurs du cabinet de la Maire de Paris et les directeurs de cabinet de ses adjoints déposent cette déclaration, sur une base volontaire, auprès de la Commission depuis la délibération 2017 DDCT 140 du 27 novembre 2017 dès leur prise de fonctions et à la fin de celles-ci, ce dispositif est confirmé par la présente délibération ;
les déclarations de voyages accomplis en rapport avec leurs fonctions au sein de la municipalité ou à l'invitation, totale ou partielle, d'une personne morale et si les frais exposés ont été totalement ou partiellement pris en charge par cette personne, les déclarations de frais afférents à ces voyages ;
les déclarations annuelles des invitations et cadeaux reçus au cours de leur fonction conformément aux règles déontologiques applicables à chaque catégorie d'intéressés ;

2° elle émet toute recommandation à destination de l'élu ou du collaborateur d'élu ou de groupe politique du conseil de Paris placé dans une situation présentant ou susceptible de faire naître un conflit d'intérêts, au regard de l'examen des déclarations reçues ;
3° à la demande de la Maire de Paris ou de l'élu intéressé, elle examine la situation des conseillers de Paris qui considèrent être dans la nécessité de demeurer dans un logement locatif social, au sens du IV de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation, géré par un bailleur social de la Ville de Paris. La Commission rend des conclusions qu'elle adresse simultanément à l'élu concerné et à la Maire de Paris ;
4° elle est saisie par la Maire de Paris ou le chef du service chargé du conseil de Paris de toute question déontologique en lien avec l'exercice du mandat des élus, et pendant un délai de trois ans après son expiration, notamment des situations dans lesquelles des membres du conseil de Paris ou des conseils d'arrondissement pourraient être intéressés à une affaire soumise au vote, au sens des articles L. 1111-6 et L. 2131-11 du code général des collectivités territoriales ;
5° elle assure un accompagnement des élus dans l'utilisation de l'outil dédié aux rendez-vous avec les représentants d'intérêts, en relation avec la Haute Autorité de la Transparence de la Vie Publique ;
6° elle peut être saisie par les élus de toute question relative à leur situation déontologique et pendant un délai de trois ans après l'expiration de leur mandat ;
7° elle peut être saisie par les collaborateurs de cabinet affectés auprès des élus ou des groupes politiques, quel que soit leur statut, sur toute question déontologique relative à leurs fonctions et pendant un délai de trois ans après la fin de leurs fonctions ;
8° elle propose des évolutions et harmonisations des documents et chartes de déontologie applicables au sein de la Ville de Paris ;
9° la Maire de Paris peut saisir la Commission de toute question déontologique.

Article 3 : Composition

La Commission comprend neuf membres parmi lesquels :
- Un professeur des Universités;
- Un membre du Conseil d'État en fonction ou honoraire ;
- Un membre de la Cour de Cassation en fonction ou honoraire ;
- Un membre de la Cour des Comptes en fonction ou honoraire ;
- Des personnalités qualifiées compétentes en matière de déontologie.

Le Président de la Commission est nommé par la Maire de Paris.

Article 4 : Désignation des membres et durée du mandat

I. Les membres de la Commission sont nommés par arrêté de la Maire de Paris pour une durée de cinq ans.
Ces membres peuvent être affectés auprès des deux Référents et un Correspondant composant la Commission.
Le règlement intérieur détermine les modalités d'affectation des différents collèges.
II. Un président est désigné par la Maire de Paris parmi les membres de la Commission exerçant ou ayant exercé des fonctions de magistrat judiciaire, administratif ou financier.
Un Référent ou un Correspondant est compétent pour chaque catégorie d'intéressés, il est désigné parmi ses membres par la Maire de Paris.
III. Toute vacance d'un des sièges avant la fin du mandat, pour quelque cause que ce soit, donne lieu à un remplacement dans les meilleurs délais pour la durée du mandat restant à courir.
IV. Il ne peut être mis fin au mandat des membres de la Commission que sur leur demande ou avec leur accord exprès.

Article 5 : Déontologie des membres de la Commission

Les membres de la Commission transmettent une déclaration d'intérêts à la Maire de Paris et à la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique.
Ils sont soumis au secret professionnel dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.
La Commission assure ses fonctions en toute indépendance. Elle ne peut solliciter ni recevoir d'instruction dans l'examen d'une situation individuelle.
La Commission qui, dans l'exercice de ses fonctions aurait connaissance d'un crime ou d'un délit, a toute compétence pour faire un signalement auprès du Procureur de la République sur le fondement de l'article 40 du code de procédure pénale. Elle informe la Maire de Paris et la Direction des affaires juridiques d'un tel signalement.

Article 6 : Fonctionnement

I. Les réunions de la Commission ne sont pas publiques.
La Commission se réunit en formation plénière à la demande de la majorité de ses membres sur un ordre du jour déterminé, au moins une fois par trimestre ou toutes les fois que la Maire de Paris le lui demande.
Chaque collège se réunit sur convocation de son Référent ou de son Correspondant, au moins une fois par trimestre.
La Commission adopte un règlement intérieur qui définit notamment la répartition de ses membres dans chaque collège et ses règles de fonctionnement.

II. Les avis de la Commission sont rendus par écrit.
Les avis rendus sont confidentiels.
Article 7 : Code de déontologie
Le code de déontologie joint à la présente délibération est approuvé.
Article 8 : Moyens
La Ville de Paris met à la disposition de la Commission les moyens d'exercer ses fonctions en toute indépendance :
La Commission dispose d'un budget dédié ;
Les membres de la Commission sont indemnisés. Le Référent Élus et le Référent Agents percevront l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par la délibération 2011 DRH 53 des 11 et 12 juillet 2011 fixant les conditions de rémunération par vacations horaires ou journalières ou par indemnités forfaitaires mensuelles de certains collaborateurs extérieurs de la Ville de Paris. Les autres membres de la Commission seront rémunérés conformément à la délibération 2015 DDCT 27 des 13 et 14 avril 2015 relative à la fixation du montant de l'indemnité forfaitaire représentative de frais versée aux membres de la Commission de Déontologie.
Article 9 : Dispositions finales
Les délibérations 2014 DAJ 1017 et 2014 DAJ 1002 G des 20 et 21 octobre 2014 portant création de la Commission de Déontologie des Conseillers de Paris modifiées par la délibération 2017 DDCT 140 du 27 novembre 2017 et par la délibération 2019 DDCT 129 des 1er, 2, 3 et 4 octobre 2019 sont abrogées.

2022 SG 47 Transformations Olympiques - Subventions (600.000 euros) et conventions entre la Ville de Paris, le FDD Paris 2024 et 54 associations dans le cadre du projet « Impact 2024 ».

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 20 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 20 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver 54 conventions entre la Ville de Paris, le FDD Paris 2024 et 54 associations dans le cadre de l'appel à projets « Impact 2024 » ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 28 septembre 2022 ;
Vu la saisine pour avis du Conseil d'arrondissement du 5e arrondissement en date du 20 septembre 2022;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 7e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 8e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 12e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 16e arrondissement en date du 28 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024, ci-annexée.
Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à signer la convention de financement pour subventions entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024.
Article 3 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à 13 Pour Tous. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 4 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à 3027 (Trois Mille Vingt Sept). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 5 : Une subvention de 5 000 euros (3 500 euros versés à la signature de la convention et 1500 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Analog Sport. Mme la Maire de Paris est

autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 6 : Une subvention de 10 500 euros (7 350 euros versés à la signature de la convention et 3 150 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à APASO (Association pour la Prévention l'Accueil, le Soutien et l'Orientation). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 7 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à APEES - Association de Prévention d'Éducation et d'Épanouissement par le Sport. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 8 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à APSAJ. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 9 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à ARTAXE. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 10 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à l'association Anqa. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 11 : Une subvention de 5 000 euros (3 500 euros versés à la signature de la convention et 1 500 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à l'association Bête à Bon Dieu Production. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 12 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à l'Association d'Accompagnement Global contre l'Exclusion. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 13 : Une subvention de 40 000 euros (28 000 euros versés à la signature de la convention et 12 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Association de Prévention du Site de la Villette. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 14 : Une subvention de 20 000 euros (14 000 euros versés à la signature de la convention et 6 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Association Florimont. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 15 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Association Jeunesse de Saint-Vincent de Paul. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 16 : Une subvention de 15 000 euros (10 500 euros versés à la signature de la convention et 4 500 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Association les Enfants de la Goutte D'Or. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 17 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Association Montmartre Natation Sauvetage. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 18 : Une subvention de 15 000 euros (10 500 euros versés à la signature de la convention et 4 500 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Association Proximsport. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 19 : Une subvention de 5 000 euros (3 500 euros versés à la signature de la convention et 1 500 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Axes Pluriels. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 20 : Une subvention de 17 000 euros (11 900 euros versés à la signature de la convention et 5 100 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Belleville Citoyenne. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 21 : Une subvention de 15 000 euros (10 500 euros versés à la signature de la convention et 4 500 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Boxer Inside Club. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 22 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée au Centre social et culturel la Maison Bleue. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 23 : Une subvention de 15 000 euros (10 500 euros versés à la signature de la convention et 4 500 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Championnet Sports. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 24 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée au Comité Départemental de Cyclotourisme de Paris. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 25 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Comité Départemental UFOLEP de Paris. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 26 : Une subvention de 12 000 euros (8 400 euros versés à la signature de la convention et 3 600 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée au Comité Régional Sports Pour Tous Ile-de-France. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 27 : Une subvention de 5 000 euros (3 500 euros versés à la signature de la convention et 1 500 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Développement Animation Vélo Solidaire (DAVS). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 28 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Espace19. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 29 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Fight For Diginity. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 30 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Groupe SOS Solidarités. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 31 : Une subvention de 5 000 euros (3 500 euros versés à la signature de la convention et 1 500 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Impulsion75. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 32 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à La Grande Plage. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 33 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à La Petite Rockette. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 34 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée au Club des Naïades. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 35 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée au Théâtre de Léonie. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 36 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Lepic Populaire. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 37 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Libre Vue. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 38 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à la Ligue Île-de-France de Rugby. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 39 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à la Ligue Paris Ile-de-France du Sport Universitaire. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 40 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Maison RoseUp Paris. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 41 : Une subvention de 5 000 euros (3 500 euros versés à la signature de la convention et 1 500 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Moi & Mes Enfants. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 42 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Nour. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 43 : Une subvention de 12 000 euros (8 400 euros versés à la signature de la convention et 3 600 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Paris 13 Tennis de Table. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 44 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Paris Basket 18. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 45 : Une subvention de 5 000 euros (3 500 euros versés à la signature de la convention et 1 500 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Paris Cycliste Olympique. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 46 : Une subvention de 15 000 euros (10 500 euros versés à la signature de la convention et 4 500 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Paris Est Mouv'. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 47 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Paris Université Club. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 48 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Plus Loin. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 49 : Une subvention de 13 500 euros (9 450 euros versés à la signature de la convention et 4 050 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Roller Squad Institut RSI. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 50 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Rookies. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 51 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée au Secours populaire de Paris. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 52 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Socios Solidaires. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.

Article 53 : Une subvention de 20 000 euros (14 000 euros versés à la signature de la convention et 6 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Tu Vis ! Tu Dis !. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 54 : Une subvention de 15 000 euros (10 500 euros versés à la signature de la convention et 4 500 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Up Sport ! unis pour le sport. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 55 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Womenability. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 56 : Une subvention de 10 000 euros (7 000 euros versés à la signature de la convention et 3 000 euros à la remise des bilans par l'organisme) est attribuée à Yaralé. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe. Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention prévue par la convention.
Article 57 : Les dépenses correspondantes, d'un montant total de 600 000 euros, seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris sur l'exercice 2022 et des années suivantes, sous réserve de décisions de financement correspondantes.
Article 58 : Les recettes correspondantes, d'un montant total de 300 000 euros, seront constatées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris des années 2022 et suivantes.

2022 SG 55 Transformations Olympiques - Convention entre le fonds de dotation Paris 2024 et la Ville de Paris dans le cadre du dispositif « Savoir nager 2022 ».

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver la convention de financement et d'objectifs entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024 ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvée la convention de financement et d'objectifs entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024 dans le cadre du projet « Savoir Nager 2022 », ci-annexée.
Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer la convention de financement et d'objectifs entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024 dans le cadre du projet « Savoir Nager 2022 ».

2022 SG 60 Transformations Olympiques - Subventions (300.000 euros) et conventions entre la Ville de Paris, le FDD Paris 2024 et 25 associations dans le cadre du projet « Éducation par le sport ».

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution de subventions annuelles de fonctionnement à plusieurs associations parisiennes ;
Vu la saisine du conseil d'arrondissement du 5e arrondissement en date du 20 septembre 2022 ;
Vu la saisine du conseil d'arrondissement du 9e arrondissement en date du 20 septembre 2022 ;
Vu le Conseil d'arrondissement du 10e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu le Conseil d'arrondissement du 11e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu le Conseil d'arrondissement du 13e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu le Conseil d'arrondissement du 14e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu le Conseil d'arrondissement du 15e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu le Conseil d'arrondissement du 17e arrondissement en date du 26 septembre 2022 ;
Vu le Conseil d'arrondissement du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu le Conseil d'arrondissement du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu le Conseil d'arrondissement du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,
Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention de financement et d'objectifs entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024 dans le cadre du projet « Éducation par le sport », ci-annexée.
Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer la convention de financement et d'objectifs entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024 dans le cadre du projet « Éducation par le sport ».
Article 3 : Une subvention totale de 4 000 euros est attribuée à l'Académie Football Paris 18 (184366/2022_09769) dont le siège social est situé au 11 rue Charles Lauth (18e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 4 : Une subvention totale de 16 000 euros est attribuée à l'ACASA Futsal (7185/ 2022_09336) dont le siège social est situé au 8 bd de Denain (10e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 5 : Une subvention totale de 10 000 euros est attribuée à l'AICV dont le siège social est situé au 38bis Quai de la Marne (19e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 6 : Une subvention totale de 12 000 euros est attribuée à l'AJA Paris XX (23/ 2022_09187) dont le siège social est situé au 59 rue Saint Blaise (20e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 7 : Une subvention totale de 5 000 euros est attribuée à CAPSAA dont le siège social est situé au 190 rue Lecourbe (15e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 8 : Une subvention totale de 10 000 euros est attribuée au Cercle d'escrime Franco-cubain (309/ 2022_09208) dont le siège social est situé au 8-10 rue de Savies (20e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 9 : Une subvention totale de 7 500 euros est attribuée au Club d'Enfants de la Goutte d'Or (17594/ 2022_09194) dont le siège social est situé au 25 rue de Chartres (18e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 10 : Une subvention totale de 10 000 euros est attribuée au District de Paris de Football (197603/ 2022_09226) dont le siège social est situé au 6 av. Joseph Bedier (13e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 11 : Une subvention totale de 20 000 euros est attribuée à Eiffel Basket (17560/ 2022_09210) dont le siège social est situé au 26 Rue montagne Sainte Geneviève (5e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 12 : Une subvention totale de 6 500 euros est attribuée à l'Esprit Savoir Sport Equité (174421/) dont le siège social est situé au 2 rue de la Solidarité (19e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 13 : Une subvention totale de 12 000 euros est attribuée au Hustle Paris Basket (195673/ 2022_09185) dont le siège social est situé au 1 rue Sophie Germain (14e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 14 : Une subvention totale de 8 000 euros est attribuée à Keatbeck (173421/2022_09222) dont le siège social est situé au 131 rue Legendre (17e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 15 : Une subvention totale de 18 000 euros est attribuée à la Domremy Baket 13 (45/ 2022_09117) dont le siège social est situé au 5 rue Aumont (13e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 16 : Une subvention totale de 12 000 euros est attribuée à Ladies and Basketball (193506/2022_09225) dont le siège social est situé au 3 rue Victor Dejeante (20e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 17 : Une subvention totale de 18 000 euros est attribuée à P.A.R.I.S (16167/2022_09212) dont le siège social est situé au 39 rue Victor Masse (9e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 18 : Une subvention totale de 7 500 euros est attribuée au Paris Basket 15 (440/ 2022_09220) dont le siège social est situé au 35 rue de la gaité (14e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération
Article 19 : Une subvention totale de 7 500 euros est attribuée à l'Athletic Club Paris 15 (440/ 2022_09220) dont le siège social est situé au 44 bd de Grenelle (15e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 20 : Une subvention totale de 20 000 euros est attribuée au Paris Basket 18 (17410/2022_09213) dont le siège social est situé 15 passage Ramey (18e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 21 : Une subvention totale de 10 000 euros est attribuée au PUC omnisports (16598/2022_09211) dont le siège social est situé au 17 Avenue Pierre de Coubertin (13e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 22 : Une subvention totale de 15 000 euros est attribuée au PUC Volley (19533/2022_09247) dont le siège social est situé au 5/7 rue Leredde (13e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 23 : Une subvention totale de 15 000 euros est attribuée au SCUF (16711/2022_09232) dont le siège social est situé au 31 rue Gauthey (17e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 24 : Une subvention totale de 10 000 euros est attribuée au Sparring Partner JBC (17592/2022_09202) dont le siège social est situé au 26 Rue Henri Chevreau (20e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 25 : Une subvention totale de 7 000 euros est attribuée au Speals Academie (186943/2022_09231) dont le siège social est situé au 17 Rue du Buisson Saint Louis (10e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 26 : Une subvention totale de 19 000 euros est attribuée à Tatane (185433/2022_09134) dont le siège social est situé au 9 rue de la Croix Faubin (11e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 27 : Une subvention totale de 10 000 euros est attribuée à l'UFOLEP (17542/ 2022_09243) dont le siège social est situé au 167 bd de la Villette (10e). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération
Article 28 : Une subvention totale de 10 000 euros est attribuée à l'USOMC (16906/ 2022_09227) dont le siège social est situé au 25 Avenue de la République 94220 Charenton Le Pont. Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération
Article 29 : Les dépenses correspondantes, d'un montant total de 300 000 euros seront imputées sur la section de fonctionnement du budget de la Ville de Paris de 2022 et des années suivantes, sous réserve des décisions de financement correspondantes.
Article 30 : Les recettes correspondantes, d'un montant total de 150 000 euros, seront constatées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris des années 2022 et suivantes.

2022 SG 61 Transformations Olympiques - Subventions (100.000 euros) et conventions entre la Ville de Paris, le FDD Paris 2024 et le CDOS Paris dans le cadre du projet « Forma'Sport ».

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver la convention entre la Ville de Paris et le FDD Paris 2024 ainsi que la convention entre la Ville et le Comité Départemental Olympique et Sportif de Paris (CDOS 75) dans le cadre du programme héritage de la Ville de Paris « Transformations Olympiques » ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvée la convention entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024, ci-annexée.
Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à signer la convention de financement pour subventions entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024.
Article 3 : Est approuvée la convention entre la Ville de Paris et le Comité Départemental Olympique et Sportif de Paris, ci-annexée.
Article 4 : La Maire de Paris est autorisée à signer la convention entre la ville de Paris et le Comité Départemental Olympique et Sportif de Paris.
Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention, prévue par la convention entre la ville de Paris et le Comité Départemental Olympique et Sportif de Paris, d'un montant de 100 000€ (70 000€ versés à la signature de la convention et 30 000€ à la remise des bilans par l'organisme).

Article 6 : Les dépenses correspondantes, d'un montant total de 100 000€, seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris sur l'exercice 2022 ou des années suivantes, sous réserve de décisions de financement correspondantes.
Article 7 : Les recettes correspondantes seront constatées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris des années 2022 et suivantes.

2022 SG 62 Transformations Olympiques - Subventions (28.790 euros) et conventions entre la Ville de Paris, le FDD Paris 2024 et 3 associations dans le cadre du projet « Sport et décrochage scolaire ».

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver quatre conventions entre la Ville de Paris, le FDD Paris 2024 et trois associations (PEP75, Socios Solidaires et Institut El Marhomy) dans le cadre du programme héritage de la Ville de Paris « Transformations Olympiques » ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvée la convention entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024, ci-annexée.
Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à signer la convention de financement pour subventions entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024.
Article 3 : Est approuvée la convention entre la Ville de Paris et l'association PEP75, ci-annexée.
Article 4 : La Maire de Paris est autorisée à signer la convention entre la ville de Paris et l'association PEP75.
Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention, prévue par la convention entre la ville de Paris et l'association PEP75, d'un montant de 5 490€ (3 843 euros versés à la signature de la convention et 1 647 euros à la remise des bilans par l'organisme).
Article 6 : Est approuvée la convention entre la Ville de Paris et l'institut El Marhomy, ci-annexée.
Article 7 : La Maire de Paris est autorisée à signer la convention entre la ville de Paris et l'institut El Marhomy.
Article 8 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention, prévue par la convention entre la ville de Paris et l'institut El Marhomy, d'un montant de 3 300€ (2 310 euros versés à la signature de la convention et 990 euros à la remise des bilans par l'organisme).
Article 9 : Est approuvée la convention entre la Ville de Paris et l'association Socios Solidaires, ci-annexée.
Article 10 : La Maire de Paris est autorisée à signer la convention entre la ville de Paris et Socios Solidaires.
Article 11 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention, prévue par la convention entre la ville de Paris et l'association Socios Solidaires, d'un montant de 20 000€ (14 000 euros versés à la signature de la convention et 6 000 euros à la remise des bilans par l'organisme).
Article 12 : Les dépenses correspondantes, d'un montant total de 28 790€, seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris sur l'exercice 2022 ou des années suivantes, sous réserve de décisions de financement correspondantes.
Article 13 : Les recettes correspondantes seront constatées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris des années 2022 et suivantes.

2022 SG 66 Subventions (20.000 euros) à 2 associations pour la mise en œuvre d'actions sociales et sanitaires à destination des originaires de l'Outre-Mer en 2022.

M. Jacques MARTIAL, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention aux associations Association pour l'Information et la Prévention de la Drépanocytose (APIPD) et Comité d'Action Sociale en faveur des Originaires des Départements d'Outre-Mer en Métropole (CASODOM) ;
Sur le rapport présenté par M. Jacques MARTIAL au nom de la 2e Commission,
Délibère :

Article 1 : Une subvention de 8 000 euros est attribuée à l'association APIPD, 20 bis rue Édouard Pailleron 75019 Paris, pour l'organisation de nombreuses manifestations dont une semaine de sensibilisation à Paris en 2022 pour informer le public sur la Drépanocytose.
Une subvention de 12 000 euros est attribuée au CASODOM, 7 bis rue du Louvre 75001 Paris, pour la mise en œuvre de son programme d'actions sociales.
Article 2 : La dépense correspondante d'un montant de 20 000 euros, répartie comme suit, 8 000 euros à l'APIPD et 12 000 euros au CASODOM sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris 2022 et suivants, au titre des DOM-TOM.

2022 SG 67 Subventions (42.600 euros) à 6 associations pour l'organisation d'évènements mettant en avant et promouvant les cultures et initiatives de l'Outre-Mer en 2022.

M. Jacques MARTIAL, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention aux associations Académie de l'Art Culinaire du Monde Créole (AACMC), Centre d'Information de Formation Recherche et Développement pour les Originaires d'Outre-Mer (CIFORDOM), Couleurs Pays, Difé Kako, Institut du Tout Monde (ITM) et Le Grand Mélange ;
Sur le rapport présenté par M. Jacques MARTIAL au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'Académie de l'Art Culinaire du Monde Créole dont le siège social est situé 2 place Rutebeuf 75012 Paris, pour l'organisation d'une manifestation intitulée « Festival des Accras ».
Une subvention de 11 000 est attribuée au CIFORDOM dont le siège social est situé rue du Languedoc 91300 Massy, pour l'organisation du réseau « Lire à la Maison ».
Une subvention de 1 600 euros est attribuée à l'association Couleurs Pays dont le siège est situé 18-20 rue Ramus 75020 Paris pour l'organisation d'une exposition intitulée « Art Freedom ».
Une subvention de 15 000 euros est attribuée à DIFÉ KAKO dont le siège social est situé 54 rue Vergniaud 75013 Paris, pour l'organisation du Festival « Le Mois Kréyol ».
Une subvention de 10 000 euros est attribuée à l'Institut du Tout Monde dont le siège social est situé 217 bd Saint Germain 75007 Paris, pour l'organisation d'une manifestation intitulée « La traversée des Mémoires ».
Une subvention de 3 000 euros est attribuée à l'association Le Grand Mélange, dont le siège est situé 55 rue Montmartre 75002 Paris, pour un projet de lecture de textes d'Aimé CÉSAIRE par des enfants de collèges.
Article 2 : La dépense correspondante d'un montant de 42 600 euros, répartie comme suit, 2 000 euros à l'AACMC, 11 000 euros au CIFORDOM, 1 600 euros à Couleurs Pays, 15 000 euros à Difé Kako, 10 000 euros à l'ITM et 3 000 euros à Le Grand Mélange sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris 2022 et suivants, au titre des DOM-TOM.

2022 SG 69 Transformations Olympiques - Subventions (20.000 euros) convention entre la Ville de Paris et le comité de randonnée pédestre de Paris pour le projet « Marchons à Paris ».

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver une convention entre la Ville de Paris, le FDD Paris 2024 et 1 association (Comité de Randonnée Pédestre de Paris) dans le cadre du programme héritage de la Ville de Paris « Transformations Olympiques » ;
Vu le Conseil d'arrondissement du 18e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Vu le Conseil d'arrondissement du 19e arrondissement en date du 27 septembre 2022 ;
Vu le Conseil d'arrondissement du 20e arrondissement en date du 3 octobre 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvée la convention entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024, ci-annexée.
Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à signer la convention de financement pour subventions entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024.

Article 3 : Est approuvée la convention entre la Ville de Paris et le Comité Départemental de Randonnée Pédestre de Paris, ci-annexée.
Article 4 : La Maire de Paris est autorisée à signer la convention entre la ville de Paris et le Comité Départemental de Randonnée Pédestre de Paris.
Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder au versement de la subvention, prévue par la convention entre la ville de Paris et le Comité Départemental de Randonnée Pédestre de Paris, d'un montant de 20 000€ (14 000 euros versés à la signature de la convention et 6 000 euros à la remise des bilans par l'organisme).
Article 6 : Les dépenses correspondantes, d'un montant total de 20 000 €, seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris sur l'exercice 2022 ou des années suivantes, sous réserve de décisions de financement correspondantes.
Article 7 : Les recettes correspondantes, d'un montant total de 30 000 €, seront constatées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris des années 2022 et suivantes.

2022 SG 76 Conventions de partenariats pour le « Carnaval Tropical de Paris » édition 2022.

M. Jacques MARTIAL, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 17 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 17 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le projet de délibération, en date du 27 septembre 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe et les modalités des conventions de partenariats avec les partenaires suivants : France Télévision, Eau de Paris, l'Union des Groupements de Producteurs de Bananes de Guadeloupe et Martinique - UGPBAN, Billets Discount et Bruno FORTUNÉ, jointes en annexe, pour l'édition 2022 du Carnaval Tropical de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Jacques MARTIAL, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le principe des conventions de partenariats avec France Télévision, Eau de Paris, l'Union des Groupements de Producteurs de Bananes de Guadeloupe et Martinique - UGPBAN, Billets Discount et Bruno FORTUNÉ pour l'édition 2022 du Carnaval Tropical de Paris.
Article 2 : Sont approuvées les modalités de conventions de partenariat avec France Télévision, Eau de Paris, l'Union des Groupements de Producteurs de Bananes de Guadeloupe et Martinique - UGPBAN, Billets discount et Bruno FORTUNÉ pour l'édition 2022 du Carnaval Tropical de Paris, jointes à la présente délibération.
Article 3 : La Maire est autorisée à signer lesdites conventions.

2022 les Ecologistes 1 Participation générale à l'effort de sobriété : interdiction temporaire de l'éclairage des dispositifs publicitaires dans l'espace public, dans les réseaux de transports en commun et dans les vitrines et façades commerciales et d'activités économiques.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu les traités internationaux ratifiés par la France, en particulier l'accord de Paris du 12 décembre 2015 ;
Vu le règlement (UE) 2018/842 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030 contribuant à l'action pour le climat afin de respecter les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de la commande publique ;
Vu le code de l'énergie, notamment ses articles L. 100-2 et L. 100-4 ;
Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 110-1 et L. 220-1, ainsi que le titre VIII du livre V, notamment son article R. 581-35 ;
Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant sur la lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets, notamment son article 1 ;
Vu le décret n°2022-1294 du 5 octobre 2022 portant modification de certaines dispositions du code de l'environnement relatives aux règles d'extinction des publicités lumineuses et aux enseignes lumineuses ;
Vu du fait de ce décret, l'extinction effective depuis le 6 octobre 2022 des éclairages de bâches publicitaires et panneaux publicitaires se trouvant sur des palissades de chantier entre 1h et 6h du matin ;
Vu le jugement du Tribunal administratif de Paris n° 1904967, 1904968, 1904972, 1904976/4-1 du 3 février 2021 sur « l'Affaire du siècle » par lequel le Tribunal a reconnu que l'État « n'a pas réalisé les

actions qu'il avait lui-même reconnues comme étant susceptibles de réduire les émissions de gaz à effet de serre » ;
Vu le rapport final de la Convention citoyenne pour le climat du 29 janvier 2021 et notamment sa proposition C2.2 “Réguler la publicité pour limiter fortement les incitations quotidiennes et non-choisies à la consommation” ;
Vu la proposition de délibération proposée par le Groupe Les Écologistes à la date du 22 septembre 2022, visant à interdire temporairement l'usage énergétique à des fins publicitaires sur les dispositifs d'affichage dans l'espace public et dans les vitrines et façades commerciales et d'activité économiques ;
Considérant l'actuelle crise de l'approvisionnement énergétique en raison du conflit armé en Ukraine, dont les conséquences se feront particulièrement sentir par les personnes les plus modestes ;
Considérant la possibilité d'une hausse massive de la demande énergétique cet hiver, en particulier en cas de températures très rigoureuses, impliquant un risque non négligeable de réduction de la tension sur le réseau, un risque de délestage, voire même un risque de black-out ;
Considérant la responsabilité de chaque collectivité dont la Ville de Paris de prendre sa part dans les efforts de réduction de la consommation énergétique et de faire preuve d'exemplarité ;
Considérant que la sobriété énergétique est au cœur de l'action municipale depuis le premier Plan climat de la Ville de Paris avec des objectifs ambitieux : diminuer de 35% les consommations énergétiques en 2030 et de 50% en 2050 ;
Considérant les objectifs écologiques et de sobriété conforme au plan Climat Air Énergie et au plan Biodiversité du nouveau marché global de performance de l'éclairage public de la ville mis en œuvre à partir du 28 octobre 2021 (CIELIS), des illuminations et de la signalisation lumineuse tricolore de la Ville de Paris, avec un gain énergétique attendu de près de 60% par rapport à 2004 ;
Considérant les premières annonces de la Maire de Paris, en septembre 2022, au sujet du plan de sobriété de la Ville qui prévoit notamment l'interruption avancée de l'éclairage de certains bâtiments municipaux et de la tour Eiffel ;
Considérant qu'au regard des enjeux de sobriété, il est impératif d'aller plus loin en réduisant temporairement la consommation énergétique des dispositifs non-essentiels ;
Considérant l'engagement de la Ville de Paris de réduire de 10% sa consommation d'énergie en un an ;
Considérant l'impact de la publicité sur le comportement des consommateurs, sur la création de besoins et sur l'incitation à la surconsommation, phénomène contradictoire avec l'urgence de préserver les ressources et de réduire nos émissions de gaz à effet de serre, dans le respect des limites planétaires ;
Considérant qu'en raison de l'inflation et la soudaine hausse des prix à la consommation auxquelles font face tous les Français et toutes les Françaises, il apparaît nécessaire de réduire l'exposition des administrés à l'incitation au geste d'achat ;
Considérant les différents vœux votés par le Conseil de Paris tels que :
- la demande de retrait de la publicité numérique dans les gares ferroviaires, stations et arrêts de transports en commun de personnes (novembre 2020),
- la condamnation des pratiques abusives en matière de publicité dans l'espace public (juillet 2022) ;

Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GRÉGOIRE, au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris demande, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et notamment au code de la commande publique, aux titulaires des contrats existants pour l'exploitation des mobiliers urbains d'information et de tous dispositifs publicitaires dans l'espace public :
- L'extinction de 23h45 à 6h du matin, dès le 1er décembre 2022, de l'éclairage des :
  - panneaux publicitaires numériques situés sur la voie publique,
  - panneaux informatifs de la Ville nécessitant un affichage électrique ou électronique, à l'exception des panneaux d'affichage destinés à l'information liée aux services publics, à l'information relative à la sécurité routière, et à l'information relative à l'accès aux droits,
  - panneaux publicitaires rétro-éclairés,
  - panneaux publicitaires déroulants.
- L'extinction de 1h à 6h du matin, également à compter du 1er décembre de l'éclairage des :
  - mâts porte-affiches et colonnes porte-affiches, dites colonnes Morris ;
  - panneaux publicitaires rétro éclairés situés sur les kiosques de presse ;
  - abris voyageurs dans le cadre des horaires de service des lignes.

Article 2 : La Ville de Paris interpelle l'ensemble des acteurs institutionnels et privés qui interviennent sur l'espace public parisien afin de leur demander les mêmes efforts en faveur de l'interdiction de la consommation d'énergie pour l'alimentation, l'éclairage et le fonctionnement de dispositifs publicitaires ou informatifs entre 23h45 et 6h du matin.
Sont visés par cette limitation, les panneaux numériques et électriques situés dans les stations de métro, de RER, dans les gares ferroviaires ainsi que sur les abris-bus - selon les horaires de service.
En cas de non coopération à l'effort collectif porté par la Ville, le Conseil de Paris autorise la Maire à considérer tous les leviers de pénalités voire la suspension d'une partie de sa contribution à Île-de-

France Mobilités pouvant être proportionnelle aux recettes générées par les dispositifs publicitaires répartis dans les transports en commun parisiens.

Article 3 : La Ville de Paris, à compter du 1er novembre, renforce son action de contrôle et de limitation des écrans numériques à vocation publicitaire dans les locaux d'activités économiques ou d'activités associatives, ou sur une façade extérieure de ceux-ci, lorsque ces écrans sont visibles depuis l'extérieur de ces locaux avec l'objectif d'une extinction de tous les dispositifs dès lors que ces organisations cessent leur activité journalière et que ces locaux ne sont plus occupés sous peine de verbalisation et de sanctions administratives dans le respect des dispositions réglementaires existantes.

2022 V.193 Vœu relatif au soutien de la Ville de Paris aux Iraniennes et Iraniens mobilisés pour leurs droits et libertés.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que Jina Mahsa Amini, jeune iranienne de 22 ans, a été arrêtée par la police des mœurs à Téhéran le 13 septembre 2022 pour « tenue inappropriée » en vertu de la législation iranienne imposant le port du voile pour les femmes ;

Considérant les témoignages qui attestent que Jina Mahsa Amini a été violement battue lors de son arrestation avant d'être transférée de force dans un centre de détention et qu'à la suite de ses blessures Jina Mahsa Amini est tombée dans le coma avant de décéder trois jours plus tard à l'hôpital ;

Considérant que depuis, en réaction au décès de Jina Mahsa Amini, des manifestations ont lieu dans tout le pays, au premier rang desquelles figurent les femmes iraniennes pour exiger que leurs droits changent et de pouvoir user de leur liberté de choix ;

Considérant les actes héroïques de ces femmes iraniennes qui luttent en ôtant leurs voiles publiquement, risquant ainsi leur liberté et leurs vies alors même que le port du voile islamique est imposé par la force en Iran depuis 1983 ;

Considérant la répression violente et généralisée des manifestations pacifiques par le pouvoir iranien qui a entrainé à ce jour la mort de 92 personnes selon l'ONG Human Rights Watch et des centaines de personnes blessées et arrêtées ;

Considérant que les autorités iraniennes restreignent drastiquement la circulation de l'information, réduisant ainsi la capacité d'agir des manifestants et les isolant de la mobilisation internationale en leur faveur ;

Considérant que ces actes de répression du pouvoir iranien constituent des violations des droits fondamentaux et notamment d'expression, de manifestation et d'information ;

Considérant l'engagement de la Ville de Paris pour les droits humains dans le monde et en particulier en Iran où le cinéaste Jafar Panahi, l'avocate Nasrin Sotoudeh et l'avocate et prix Nobel de la paix Shirin Ebadi, ont été élevés au rang de Citoyen et Citoyennes d'honneur pour avoir défendu les libertés fondamentales dans leur pays ;

Considérant le soutien de la Ville de Paris à la chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah depuis son arrestation arbitraire à Téhéran en juin 2019 et qui demeure en prison ;

Considérant la solidarité exprimée par la Ville de Paris avec le peuple iranien à travers la pose de banderoles sur la façade de l'Hôtel de Ville en soutien aux femmes iraniennes et l'installation du portrait de Jina Mahsa Amini, devenue symbole de leur lutte, devant ce même Hôtel de Ville ;

Sur proposition de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que Les autorités iraniennes mettent fin à la violente répression des manifestations et libèrent les prisonniers politiques détenus arbitrairement, dont notamment le Citoyen d'honneur de Paris Jafar Pahani, et la chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah, conformément à leurs engagements internationaux en matière de droits humains et du Pacte international des droits civils et politiques ratifié en 1975 ;
- Que La Ville de Paris :
  - Apporte son plein soutien au combat des femmes iraniennes qui luttent pour leurs droits à disposer de leur corps librement et aux Iraniennes et Iraniens mobilisés pour dénoncer le régime théocratique iranien et réclamer la démocratie ;
  - Octroie sa Citoyenneté d'honneur à Jina Mahsa Amini, à titre posthume, et à travers elle, aux femmes iraniennes luttant pour leurs droits ;
  - Rappelle le souvenir et le combat de Jina Mahsa Amini en donnant son nom à un lieu de l'espace public parisien ;

2022 V.194 Vœu relatif au classement du collège Françoise Seligmann en Réseau d'Éducation Prioritaire (REP).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que la création du collège Françoise Seligmann, d'abord comme annexe du collège Valmy en 2012, puis en tant que collège autonome en 2015, répondait à la nécessité de mieux accueillir les collégiens du quartier Buisson Saint-Louis, partie intégrante du quartier politique de la Ville du grand Belleville ;

Considérant qu'au moment de sa transformation en établissement autonome, le collège Françoise Seligmann n'a pas été intégré à la carte de l'éducation prioritaire au seul motif que cette dernière avait été révisée quelques mois plus tôt ;

Considérant que pour tenir compte de sa situation et de la sociologie de son bassin de recrutement, au cœur du quartier prioritaire du grand Belleville, l'académie de Paris a depuis lors doté le collège Françoise Seligmann de moyens humains et éducatifs (effectifs allégés, dotation horaire…), le rapprochant des établissements bénéficiant du classement REP, via une Convention Académique Pluriannuelle de Priorité Éducative (CAPPE) ;

Considérant que cet engagement de l'académie de Paris, s'il prend en compte la réalité du quartier dans lequel se trouve le collège, ne se traduit pas par une reconnaissance suffisante du travail des enseignants qui ne bénéficient pas, à situation égale, des contreparties correspondantes à l'affectation dans un collège relevant de l'éducation prioritaire (indemnité REP, prime de point pour les mouvements de personnel…) ;

Considérant que le classement REP assurerait une pérennisation des moyens humains et matériels alloués, et que cette pérennisation est nécessaire au projet pédagogique de l'établissement ;

Considérant que l'ensemble des écoles maternelles et des écoles élémentaires du quartier, dont sont issus les élèves du collège, bénéficient du classement en réseau d'éducation prioritaire ;

Considérant que pour déterminer ceux des établissements scolaires devant disposer de moyens renforcés, l'Éducation nationale s'appuie désormais sur l'Indice de positionnement sociale (IPS) qui est un outil de mesure de la situation sociale des élèves face aux apprentissages ;

Considérant que l'IPS ne permet pas d'appréhender totalement les disparités sociales existantes dans le quartier et au sein du collège, disparités qui on eut tendance à s'accentuer ces dernières années dans le quartier Belleville ;

Considérant que le collège Françoise Seligmann dispose ainsi d'un IPS de 94, parmi les 20 plus bas de Paris et que cet IPS a diminué de 4 points depuis 2019 ;

Considérant que la proportion d'élèves du collège issus de milieux défavorisés est passée en 3 ans de 28 à 43% et que durant la même période, la proportion d'élèves bénéficiant des 3 tarifs les plus bas de la restauration scolaire est passé de 26.5 à 33%, conséquences visibles des crises sanitaires et économiques actuelles ;

Considérant la mobilisation de la communauté éducative, à laquelle se sont associés les élus de l'arrondissement, depuis le début de l'année scolaire demandant le classement du collège en réseau d'éducation prioritaire ;

Considérant le courrier du directeur de l'académie de Paris du 14 septembre, à l'issue d'une rencontre avec les représentants des parents d'élèves et des personnels du collège indiquant que le Rectorat de Paris soutenait le classement du collège en REP auprès du ministère de l'Éducation nationale ;

Considérant le courrier adressé le 22 juillet 2022 par Patrick Bloche, adjoint à la maire de Paris en charge de l'éducation, et la question écrite du 15 septembre 2022 adressée par Rémi Féraud, sénateur de Paris, au ministre de l'Éducation nationale demandant le classement du collège dans le réseau d'éducation prioritaire ;

Sur proposition de Rémi Féraud, Alexandra Cordebard et des élu.e.s du groupe Paris en Commun, de Nicolas Bonnet-Oulaldj et les élues du groupe Communiste et Citoyen,

Émet le vœu :

- Que le collège Françoise Seligmann bénéficie dès cette année du classement en Réseau d'Éducation Prioritaire.

2022 V.195 Vœu relatif à la qualité de l'air et aux capteurs de CO2 dans les écoles.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant l'importance de la qualité de l'air intérieur sur la santé, en particulier la santé des enfants et les capacités d'apprentissage ;

Considérant la circulation par aérosol du COVID-19, et la pertinence conséquente d'aérer les espaces collectifs clos, comme les salles des établissements recevant des enfants ;

Considérant l'importance de la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les établissements recevant des enfants et de modifications des bâtis et comportements permettant une bonne qualité de l'air intérieur ;
Considérant l'intérêt de dispositifs d'incitation à l'aération, tels les capteurs de CO2, recommandés par le Haut Conseil de la Santé Publique dans un avis du 28 avril 2021 et l'Organisation mondiale de la santé ;
Considérant le travail précurseur engagé par les collectivités locales, dont la Ville de Paris dans une démarche scientifique, d'installation de capteurs de CO2 dans les établissements recevant des enfants ;
Considérant l'achat de capteurs de CO2 par la Ville de Paris afin de les installer dans les salles des établissements recevant des enfants, dans les écoles avec un objectif d'équipement de 25% des salles ;
Considérant la nécessité de promouvoir plus largement l'aération des 11 000 classes parisiennes ;
Considérant le vœu relatif aux conditions sanitaires dans les établissements scolaires adopté par le Conseil de Paris en séance de février 2022, sur proposition de Raphaëlle REMY-LELEU, Emmanuelle RIVIER, Nour DURAND-RAUCHER, Fatoumata KONÉ et des élu.e.s du Groupe Écologiste de Paris ;
Sur proposition de Chloé SAGASPE, Nour DURAND-RAUCHER, Raphaëlle RÉMY-LELEU, Fatoumata KONÉ et les élu.e.s du Groupe Les Écologistes,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris :
  - Présente un bilan de l'installation de capteurs de CO2 dans les écoles ;
  - Mette en place un plan d'action pour la qualité de l'air intérieur dans les écoles ;
  - Planifie l'élargissement de la flotte de capteurs de CO2 dans les collèges, écoles et crèches qui en font la demande pour parvenir à un équipement d'au moins 50% des salles recevant des enfants d'ici la fin de la mandature.

2022 V.196 Vœu relatif aux moyens alloués aux dispositifs éducatifs.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant les retombées positives des classes découvertes, dispositif très apprécié des professeur.e.s des écoles tant pour ses aspects pédagogiques que d'émancipation des élèves ;
Considérant qu'un certain nombre de demandes de classes découvertes ne sont pas satisfaites, pouvant conduire à ce que certaines écoles s'auto-censurent dans leurs demandes afin de ne pas mettre en concurrence différents projets ;
Considérant l'engagement de la Ville pour le développement du dispositif de classes découvertes, conforme aux engagements de campagne municipale ;
Considérant que la Ville de Paris a décidé sans concertation la suppression du service de bagage pour les départs en classes découvertes conformément à la pratique déjà installée pour les Vacances Arc en Ciel, pouvant compliquer dans certains cas l'organisation matérielle de celles-ci pour des enfants en primaire devant gérer un bagage d'une à deux semaines dans les métro et gares ;
Considérant la dématérialisation des titres de transport engagée depuis 2021 par Île-de-France Mobilités, visant la suppression des tickets en papier ;
Considérant que cette dématérialisation pose des difficultés logistiques pour l'organisation des sorties scolaires ;
Considérant le vœu du groupe communiste sur la dématérialisation des titres de transport en décembre 2021 ;
Considérant que la Ville de Paris propose à ses agents de faire bénéficier à leurs enfants d'un stage de révision du brevet des collèges ou du baccalauréat pour leurs enfants scolarisés en classe de 3e ou de terminale auprès de cours privés (Legendre, Acadomia etc) ;
Considérant que ces cours privés participent à la mise en concurrence de l'éducation nationale et aux inégalités scolaires basées sur les revenus ou situation des parents ;
Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Jean-Noël Aqua et des élu·es du Groupe Communiste et citoyen, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que le passage des classes dans le métro soit garanti pour l'année par la fourniture de tickets par la Ville en nombre suffisant, sans attendre la réponse de la Région à la mise en place d'un titre de transport par classe pour faciliter les sorties scolaires ;
- Qu'à l'occasion d'une 6e commission, soient présentés :
  - Un état des lieux du nombre de demandes de classes découvertes, d'acceptation ou de refus de celles-ci, dans les différentes écoles parisiennes ;
  - Un bilan du retour de la communauté éducative sur la suppression du service des bagages;
- Que la Ville poursuive sa réflexion sur la suppression du dispositif permettant le recours par les agentes et agents de la Ville de Paris à des stages de révision du brevet des collèges ou du baccalauréat auprès d'entreprises privées de cours particuliers.

2022 V.197 Vœu relatif à la mixité sociale dans les écoles parisiennes.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 25 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 25 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant les travaux du Conseil National d'Évaluation du système scolaire (CNESCO) menés en 2015 portant sur les mixités sociale, scolaire et ethnoculturelle à l'école ;

Considérant que ces travaux, basés sur des recherches internationales menées dans des contextes différents, soulignent « les effets dévastateurs de la ségrégation sociale sur la cohésion nationale », effets qui rejaillissent sur « les attitudes citoyennes des jeunes, la vie en collectivité et les apprentissages scolaires » ;

Considérant que la concentration d'élèves en difficultés scolaires et sociales dans un même établissement pénalise fortement la réussite et l'insertion des élèves défavorisés, quand en contrepartie, favoriser les mixités sociale et scolaire permet de « garantir des apprentissages bénéfiques pour l'ensemble des élèves » ;

Considérant que l'Académie de Paris est l'académie la plus ségrégée de France :

Considérant que les ségrégations sociale et scolaire prennent leurs racines essentiellement et à égale hauteur par deux facteurs : la question résidentielle, et l'évitement vers les établissements privés ;

Considérant que ces facteurs sont à l'origine d'importantes disparités entre collèges parisiens, avec, d'une part, des collèges (principalement privés) accueillant moins de 5% (et 0% pour plusieurs d'entre eux) d'élèves issus de catégories sociales défavorisées ; et d'autre part, des collèges publics pouvant accueillir jusqu'à 59% d'élèves de ces catégories ;

Considérant que les établissements privés sont les plus mauvais élèves en matière de ségrégation sociale ;

Considérant la délibération du Groupe Communiste et Citoyen « 2019 PCF-FG Amélioration de la mixité sociale dans les collèges parisiens : mise en place d'un dispositif financier incitatif valorisant les collèges contribuant à la mixité sociale » ayant introduit le principe de modulation des dotations de fonctionnement versées aux collèges parisiens en fonction de leur composition sociale ;

Considérant la délibération « 2020 DASCO 112 Collèges publics autonomes - Dotations initiales de fonctionnement 2021 (10 500 406) » ayant mis en place ce mécanisme financier en modulant la part du forfait éducatif versé à l'élève selon le taux d'élèves boursier·es et la valeur de l'indice de position sociale (IPS) de l'établissement ;

Considérant que l'entrée en vigueur de cette modulation a permis de rehausser les dotations de fonctionnement versées à 80 des 140 collèges publics parisiens (les 60 autres ayant vu leur dotation inchangée), ce qui constitue un premier pas vers la revalorisation du service public de l'enseignement parisien ;

Considérant les difficultés budgétaires nouvelles des établissements scolaires liées à l'inflation et en particulier à celle concernant le chauffage et l'électricité ;

Considérant que les ségrégations sociale et scolaire sont opérantes dès l'inscription des élèves dans le premier degré ;

Considérant que la loi de 2018 « pour une École de la confiance » a abaissé le seuil de l'instruction obligatoire à 3 ans, ce qui a eu pour conséquence d'enjoindre les communes à prendre en charge les dépenses des écoles maternelles privées au même titre que celles des écoles maternelles publiques ;

Considérant que cette loi s'est traduite par une augmentation de près de 7 millions par an du versement de la collectivité parisienne aux écoles privées ;

Considérant que cette loi a permis aux écoles privées d'augmenter leur part de financements publics dont elles disposent, quand dans le même temps, l'Académie de Paris et la Ville de Paris ne disposent d'aucun droit de regard sur les modalités de sélection des dossiers d'inscription, notamment sur le recours à un fichage religieux des élèves ;

Considérant que le rectorat - comme exposé lors du CDEN du premier degré du 17 février 2022 - dispose de l'IPS moyen de chaque école parisienne, ce qui constitue une base de données fiables sur laquelle la Ville de Paris peut s'appuyer pour mesurer les taux de mixité sociale des écoles maternelles et élémentaires ;

Considérant que certaines écoles privées ne communiquent pas les données relatives aux compositions sociales des familles des enfants scolarisées alors même que la collectivité parisienne participe grandement à leur financement ;

Considérant que la ségrégation entre collèges publics et privés se renforce d'années en années, comme démontré par une note des services statistiques de l'éducation nationale, révélant que 40% des élèves scolarisés dans un collège privé sous contrat étaient issus d'un milieu social favorisé contre 20% dans les collèges publics ;

Considérant le vœu du Groupe Communiste et Citoyen de mars 2022 sur la modulation des dotations des écoles parisiennes en fonction de leur mixité sociale ;

Considérant la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, qui a exonéré les établissements scolaires publics ou privés des dispositions considérant comme discriminatoires les différences

de traitement fondées sur le sexe, organisant ainsi la possibilité d'organiser des enseignements non mixtes dans les établissements scolaires ;
Considérant que la non-mixité en milieu scolaire est un choix à contre-courant du « vivre ensemble » défendu par l'école de la République ;
Considérant que ces pratiques reposent sur des allégations telles qu'une meilleure qualité de l'enseignement lorsque filles et garçons seraient séparé·es, voire même que ces séparations permettraient de limiter les situations de harcèlement ;
Considérant qu'il existe, à Paris, des établissements scolaires sous contrat d'association qui mettent en œuvre la non-mixité de genre lors de temps de classe ou activités pédagogiques, notamment le collège Stanislas (6e arrondissement), le collège Saint-Jean-de-Passy (16e arrondissement) ou le collège-lycée Beth Hanna (19e arrondissement)
Considérant que ces établissements bénéficient ou ont déjà bénéficié du soutien de la Ville de Paris ;
Considérant que la Ville de Paris est résolument engagée pour l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment en milieu scolaire via son dispositif « Collèges pour l'égalité » ;
Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Jean-Noël Aqua et des élu·e·s du Groupe Communiste et citoyen, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que soit préparée la mise en place pour la rentrée 2023 ou 2024 d'une modulation des dotations aux écoles maternelles et élémentaires publiques et privées en fonction de la mixité sociale des écoles concernées, afin de valoriser celles contribuant à la mixité sociale ;

2022 V.198 Vœu relatif au bilan parisien des affectations de professeur·es, d'Affelnet et de Parcoursup.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant la rentrée chaotique dans l'éducation nationale gravement en difficulté pour affecter des personnels devant chacune des classes ;
Considérant la rentrée chaotique dans l'éducation nationale gravement en difficulté pour affecter des personnels devant chacune des classes ;
Considérant le recours massif à des personnels contractuels, pour certains recrutés par petites annonces ou « job-dating », deux ou trois jours avant la rentrée et affectés sans formation, et la démission de certains de ces personnels quelques jours après leur prise de fonction ;
Considérant que cette situation chaotique résulte d'une politique de long terme d'austérité appliquée au service public d'éducation, qui s'est traduite notamment sous le dernier quinquennat d'Emmanuel Macron par la suppression de plus de 7500 postes d'enseignantEs, par la dégradation des conditions de travail, et par la stagnation des salaires des enseignants diminuant l'attractivité du métier ;
Considérant que cette dégradation du service public d'éducation détériore le climat d'apprentissage de l'ensemble des élèves, et en particulier des plus fragiles alors que les besoins d'encadrement augmentent, notamment suite aux difficultés liées au confinement de la crise du Covid ;
Considérant que cette dégradation accentue les déterminismes sociaux et culturels des élèves des différentes classes sociales ;
Considérant la mise en place du dispositif Affelnet pour l'affectation des élèves de collège dans les différents lycées parisiens ;
Considérant les difficultés rencontrées notamment par certains collégiens voulant s'inscrire dans les lycées professionnels parisiens ;
Considérant le manque de moyens récurrent rencontré par la filière professionnelle manifestement insuffisamment dotée sous l'ancien et actuel quinquennat ;
Considérant la mise en place de la sélection généralisée à l'Université en 2018 avec le dispositif de Parcoursup ;
Considérant l'opacité du système et notamment des algorithmes de traitement des données, et l'incompréhension du système par de nombreuses familles devant des affectations manifestement arbitraires en comparant différents dossiers scolaires ;
Considérant qu'à la mi-juillet, plus de 10% des bacheliers étaient toujours en attente d'affectation dans le supérieur, et que 109 000 candidats néobacheliers n'ont pas été admis par la procédure Parcoursup en 2021 ;
Considérant que près de 30% des bacheliers ne sont pas satisfaits des résultats de la procédure, que 61% la jugent injuste, et qu'une part importante sort du dispositif ;
Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Jean-Noël Aqua et des élu·e·s du Groupe Communiste et citoyen,

Émet le vœu :

- Que les services du rectorat et de l'académie présentent lors de la prochaine 6e commission un bilan relatif :
  - A la présence effective des professeur·es dans les classes du premier et second degré à Paris, tant sur les établissements publics que privés sous contrat, la proportion de personnels contractuels, à

l'affectation des professeur·es stagiaires, au recrutement des professeur·es des écoles, au nombre de démission de personnels contractuels et titulaires ou stagiaires depuis la rentrée ;
- Au dispositif Affelnet : les taux de satisfaction, les différences entre établissements, notamment entre établissements publics et privés, et selon les filières, notamment pour les lycées professionnels ;
- Au dispositif Parcoursup, notamment en termes de satisfaction des vœux des élèves issus des établissements parisiens.

2022 V.199 Vœu relatif à la prise en charge des parisiens en situation de handicap vieillissants.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant l'enquête de la DREES de 2018 montrant une hausse importante du nombre de personnes handicapées âgées de 50 ans et plus dans les établissements et services médico sociaux ;
Considérant qu'ainsi leur part est passé de 20% à 28% des résidents entre 2010 et 2014 ;
Considérant que les foyers occupationnels ou de vie, ceux d'accueil médicalisé et ceux d'accueil polyvalent sont les structures qui disposent le plus de places adaptées aux personnes en situation de handicap vieillissantes, avec respectivement 7%, 13% et 6% de leurs capacités ;
Considérant qu'une part non négligeable des personnes âgées de 60 ans et plus auparavant accueillies par une structure pour personnes handicapées rejoignent un établissement pour personnes âgées, notamment pour les personnes issues de foyers occupationnels, de vie ou polyvalent ou de foyers d'hébergement (respectivement 42% et 37%) ;
Considérant les difficultés de prise en charge des personnes handicapées vieillissantes, nécessitant davantage d'accompagnement ainsi qu'un personnel formé ;
Considérant le cloisonnement de la prise en charge des personnes handicapées et du grand-âge ;
Considérant l'augmentation de l'espérance de vie des personnes handicapées, et le changement de paradigme conséquent, les aidants familiaux - principalement les parents - décédant plus fréquemment avant leur enfant ;
Considérant l'exemple de l'évolution de l'espérance de vie d'une personne trisomique, passée de 9 ans en 1929 à plus de 55 ans aujourd'hui ;
Considérant que les Ehpad manquent déjà cruellement de personnel ;
Considérant qu'au sein des accueils spécialisés pour la prise en charge du handicap, il est fréquent que les professionnels n'abordent les usagers que par le prisme du handicap, risquant ainsi de passer à côté de problèmes de santé ou de premiers signes de vieillissement ;
Sur proposition de Véronique BUCAILLE, Hélène JACQUEMONT et des élus du groupe Changer Paris,

Émet le vœu :

- Que la Maire de Paris :
  - Communique un état des lieux de la prise en charge des personnes handicapées vieillissantes à Paris (nombre de places disponibles, nombre de demandes en attente…) ;
  - Étudie l'opportunité d'engager Paris dans l'expérimentation d'Unités de vie pour personnes handicapées vieillissantes (UPHV) adossées à un Ehpad, une MAS ou à un FAM ;
  - Engage une réflexion sur le décloisonnement de la prise en charge du handicap et la prise en charge de la vieillesse ;
  - S'engage à soutenir le développement d'une offre complémentaire pour le maintien à domicile (services d'aide et d'accompagnement à domicile, habitat inclusif, offre de répit…).

2022 V.200 Vœu relatif à la représentation des élus de Paris au sein des instances de l'AP-HP, au niveau de vie de ses employés et à son offre de soins.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le vœu n°16 déposé par Jean-Pierre LECOQ, Jérôme LORIAU, Véronique BUCAILLE, Nicolas JEANNETE, Emmanuel MESSAS et les élus du groupe Changer Paris ;
Considérant la définition de la santé constitutive de l'Organisation mondiale de la santé, selon laquelle la santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ;
Considérant la prévention et le soin comme les deux faces complémentaires des politiques publiques de santé ;
Considérant la légitimité de la Ville de Paris de porter des politiques publiques de santé, compte tenu sa connaissance des populations et du territoire, sa proximité aux populations et ses compétences en santé environnementale, santé scolaire et santé sexuelle ;

Considérant la nécessité de répondre aux besoins territoriaux de santé et de réduction des inégalités de santé par une approche permettant la collaboration efficace de la médecine de ville, de l'hôpital et du territoire ;
Considérant en particulier la pertinence du portage par les collectivités territoriales d'une politique d'accès aux soins, ainsi qu'une politique de coordination et de création d'offre de soins, via notamment le Conseil Territorial de Santé, les Conseils Locaux de Santé Mentale, les Communautés Professionnelles Territoriales de Santé, le GHU Paris Psychiatrie Neurosciences, les centres et maisons de santé, le dispositif Paris Med' ;
Considérant en particulier la participation de la Ville de Paris à la présidence du Conseil de surveillance de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP) ;
Considérant la nécessité de développer une véritable démocratie en santé, après les leçons des épidémies de VIH-SIDA, de COVID-19 et les scandales sanitaires des dernières décennies ;
Considérant l'épuisement de l'hôpital public, cristallisé dans les difficultés matérielles d'exercice des soignantes, l'insuffisance des recrutements, la perte de sens pour les professionnel.les de santé ;
Considérant l'insuffisance des revalorisations mises en place par le Gouvernement dans le cadre du "Ségur de la santé", qui, s'il a permis une augmentation globale des salaires, n'a pas permis une revalorisation suffisante du travail de nuit et l'amélioration des conditions de travail entres autres ;
Considérant les politiques de santé menées par la Ville de Paris au regard de la situation hospitalière afin de garantir le droit des Parisiennes et Parisiens à l'accès aux soins ;
Considérant en particulier la création de la Direction de la santé publique de la Ville de Paris ;
Considérant en particulier la collaboration entre la Ville de Paris et ses partenaires ayant permis grâce aux centres municipaux de santé la continuité du soin pendant l'été pour les populations de Paris et des territoires limitrophes ;
Considérant en particulier la collaboration entre la Ville de Paris et I'AP-HP autour de la réservation de logements pour les soignantes et les discussions menées actuellement ;
Considérant les travaux entamés par la direction générale de I'AP-HP afin d'améliorer la qualité de vie au travail de ses professionnels ;
Sur proposition de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que l'Exécutif parisien :
  - Interpelle à nouveau le Gouvernement pour le lancement d'un plan d'urgence nationale pour sauver l'hôpital public ;
  - Interpelle à nouveau le Parlement et le Gouvernement pour une mise à l'ordre du jour une réforme du financement du soin, en particulier de l'hôpital public, qui permette de sortir d'une seule logique marchande, de prendre en compte les besoins des populations, de développer une réelle politique de prévention dans les territoires, de redonner du sens aux missions des professionnel.les de santé et de donner les moyens aux soignantes d'exercer leurs métiers ;
  - Interpelle à nouveau le Parlement et le Gouvernement pour une mise à l'ordre du jour d'une réforme de la gouvernance de l'hôpital public, de sorte à ce que l'administration et les orientations stratégiques des hôpitaux publics soient véritablement déterminées collégialement par les représentant.es des collectivités territoriales, des personnels de l'établissement et des personnalités qualifiées, dont des représentantes d'usager.es ;
  - Interpelle à nouveau le Gouvernement pour une revalorisation de l'ensemble des professions de santé ;
  - Interpelle la direction de I'AP-HP sur le développement d'une stratégie de santé environnementale et de prévention dans ses politiques de santé ;
- Qu'un bilan annuel des lits supprimés - ou suspendus faute de personnels - services fermés dans les hôpitaux du territoire parisien, des stratégies d'attractivité planifiées pour - le cas échéant - les réouvrir, du délai moyen d'attente pour la consultation de médecins à l'hôpital public, du nombre moyen de patientes et patients accueillis dans l'année par le service d'urgence par membre du personnel soignant, soit présenté par les représentantes des services de l'Etat en 4e commission du Conseil de Paris.

2022 V.201 Vœu relatif à la lutte contre la désertification médicale.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant le vœu n°18 déposé par Jean-Pierre LECOQ, Jérôme LORIAU, Véronique BUCAILLE, Nicolas JEANNETE, Emmanuel MESSAS et les élus du groupe Changer Paris ;
Considérant le rapport de Mars 2022 de l'Union régionale des professionnels de santé (URPS) d'Ile-de-France, pour qui notre région devient « le premier désert médical de France métropolitaine », et dénonçant « un risque vital engagé » pour les deux tiers des franciliens vivant dans des zones en sous effectif de médecins généralistes ;

Considérant que ce rapport indique qu'actuellement 7,5 millions de Franciliens (62,4 % de la population) vivent dans un « désert médical, et 4,2 millions d'habitants vivent en zone fragile (soit 33,9 %) où « il n'y a également pas le nombre de médecins et de soignants nécessaires pour accéder correctement aux soins », 1,7 million de patients se retrouvent « sans médecin traitant en Ile-de-France », et que la région a perdu 3.742 médecins libéraux en dix ans dont 1.821 généralistes mais aussi 28 % de ses dermatologues, 26 % de ses gynécologues, 22 % de ses ophtalmologues et de ses rhumatologues ;
Considérant que, pour autant, Paris concentre une densité de l'offre médicale tout de même plus riche que le reste du territoire national : à Paris on compte 11,1 omnipraticiens /10 000 habitants contre 8,5 dans le reste de la France ; 25,3 spécialistes /10 000 habitants contre 8, 1/10 000 habitants dans le reste de la France, 10,3 dentistes/10 000 habitants contre 5,5/10 000 dans le reste de la France) ;
Considérant que cette tension est accentuée par un phénomène propre à Paris, dont la patientèle n'est pas uniquement parisienne, en rappelant l'exemple du Centre de santé Richerand (10e), dont la population accueillie par cette structure en 2021 provenait pour 66 % de Paris, pour 19 % de la Petite Couronne (92,93 et 94), pour 11 % de la Grande couronne (77,78, 91 et 95) et pour 4 % d'autres départements ;
Considérant qu'il existe des « zones d'intervention prioritaire » (ZIP), zones considérées comme « sous-denses » et « zones d'action complémentaire » à Paris parce que pas assez pourvues en professionnels de santé ;
Considérant que malgré tout, les médecins parisiens soignent, suivent et prennent en charge des non-Parisiens, ressortissants de territoires franciliens plus carencés en médecins (généralistes et spécialistes ;
Considérant les propos du Dr Nathalie REGENSBERG DE ANDREIS - secrétaire générale adjointe de l'URPS médecins d'Île-de-France - lors de son audition par la Mission d'information sur la Santé à Paris au sujet de la démographie médicale, qui a indiqué qu'en 2020, 57 % des médecins spécialistes avaient plus de 60 ans et 54 % des médecins généralistes avaient plus de 54 ans, que « les gens qui étaient installés sont en train de tous partir » et que ceux qui devraient remplacer les médecins issus du baby-boom manquent ;
Considérant que vieillissement de la population parisienne en cours et à venir (projection démographique rappelée dans le Schéma Sénior par exemple) est un défi majeur auquel les milieux du médical et du médico-social sont confrontés et qu'une plus grande mise en réseau (hôpital, soins de suite, médecine de ville, etc.) entre les différents acteurs est nécessaire ;
Considérant le travail en cours sur la Convention entre la Ville de Paris et I'AP-HP qui vise, entre autres, à accentuer le travail de coopération entre la médecine de ville et l'hôpital ;
Considérant que le sous-investissement national chronique dans le domaine de la santé depuis une vingtaine d'années a impacté tous les champs du soin, l'hôpital comme la médecine "de ville" ;
Considérant que la crise de l'hôpital a déporté une demande de soin et une charge de travail plus importantes sur les médecins généralistes et que le contexte sanitaire depuis la crise du covid 19 a encore accru cette charge ;
Considérant qu'entres autres paramètres, la qualité d'exercice des médecins généralistes et donc, l'attractivité de cette profession est mise en péril par les lourdeurs administratives, la solitude du quotidien professionnel - qui nécessitent un encouragement plus fort à la mutualisation et l'exercice collectif ;
Considérant le dispositif ParisMed' lancé en 2015 qui a accompagné à Paris, grâce à presque 4 millions d'euros d'aides, l'installation de plus de 200 professionnels de santé dont 119 médecins généralistes conventionnés secteur 1, prioritairement dans les zones déficitaires et fragiles définies par le Schéma régional d'organisation des soins et dans les quartiers définis comme prioritaires par l'Agence Régionale de Santé ;
Considérant qu'un travail d'étude et de rédaction d'un bilan du dispositif ParisMed est actuellement en cours par la Direction de la Santé Publique en lien avec les CPTS (Communautés Professionnelles Territoriales de Santé qui permettent aux acteurs de la santé d'un même territoire de se rassembler autour d'un projet de santé pour une meilleure prise en charge des patients) ;
Considérant que dans le cadre de la Révision du PLUb, la Ville de Paris, en lien avec les mairies d'arrondissement, effectue un travail de repérage des parcelles qui seront réservées pour les équipements de santé, cabinets de groupes, MSP, centres de santé ;
Considérant que la Direction de la Santé Publique renforce sa capacité d'accueil des étudiants en médecine en partenariat avec trois facultés parisiennes : en 2023 : 13 médecins généralistes de la DSP seront MSU et participeront à la formation des futur.e.s internes en médecine ;
Considérant l'expérimentation menée par la ville de mise à disposition du centre de santé municipal Yvonne Pouzin (Paris Centre) à SOS médecin pour permettre d'assurer des permanences de prise en charge les soirs et weekends ;
Sur proposition de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Qu'un bilan du dispositif ParisMed soit présenté en 4e commission du Conseil de Paris d'ici le printemps 2023 ;

- Qu'un bilan de l'expérimentation d'ouverture élargie du centre Yvonne Pouzin par SOS médecin soit présenté en 4eme commission et que la Ville développe cette mise à disposition des centres de santé municipaux à des professionnels de santé afin d'encourager le développement de permanences de soins les soirs et les weekends dans l'objectif de désengorger les urgences ;
- Que la Ville de Paris :
  - Continue et renforce son accompagnement à l'installation et à l'exercice de professionnels de santé, notamment des spécialistes, conventionnés 1 dans des structures mutualisées afin de répondre aux besoins et attentes de ces derniers ;
  - Encourage d'avantage les professionnels de santé à assurer du soin à domicile et de garde de nuit dans les centres de santé municipaux et dans le cadre du dispositif ParisMed ;
  - Continue à renforcer l'offre médicale et paramédicale accessible à toutes et tous dans le réseau municipal de centres de santé et centres médico-sociaux ;
  - Participe avec l'agence régionale de santé, l'assurance maladie et l'APHP aux travaux pour renforcer la permanence des soins ambulatoires (PDSA).

2022 V.202 Vœu relatif au maintien de la présence postale à Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le vœu n° 20 déposé par Frédéric BADINA-SERPETTE, Raphaëlle REMY-LELEU, Corine FAUGERON, Fatoumata KONÉ et les élu·e·s du groupe Les Écologistes et le vœu n° 21 déposé par Nicolas BONNET-OULALDJ, Barbara GOMES et les élu.e.s du groupe Communiste et Citoyen ;

Considérant le vœu de relatif au développement du service postal à Paris adopté lors des séances du Conseil de Paris de novembre et décembre 2016 ;

Considérant le vœu de l'exécutif relatif au maintien de la présence postale adopté lors des séances du Conseil de Paris de mars 2017 ;

Considérant le débat en première commission en juillet 2017 sur la présence postale à Paris, le compte rendu effectué et le débat qui a suivi lors du Conseil de Paris de juillet 2017, conduisant à l'adoption d'un vœu de l'exécutif relatif à l'avenir de la présence postale à Paris ;

Considérant le vœu de l'exécutif relatif au maintien de la présence postale adopté lors des séances du Conseil de Paris de février 2018 ;

Considérant la signature du nouveau contrat d'entreprise État - Poste 2018-2022 signé entre l'État, la Poste et l'Association des Maires de France signé le 16janvier 2018, prolongeant les objectifs du contrat d'entreprise État - Poste 2017-2019, maintenant les points de contact en France mais s'engageant dans une stratégie de diversification de ceux-ci, de développement des partenariats et de nouvelles formes de mutualisation au sein des agences ;

Considérant cependant la fermeture régulière depuis 2014 de bureaux de poste à Paris, soit 42 bureaux de poste de plein exercice et les mobilisations locales en cours dans plusieurs arrondissements autours de bureaux de poste, notamment les bureaux de poste Médicis (6e), Vauvenargues (18e) et Lourmel (15e) ;

Considérant que les partenariats avec des entreprises de commerce de proximité et le développement de « poste-relais » via ceux-ci ne sauraient être qualifiés de service public ;

Considérant que l'existence d'un service public postal de proximité et de qualité est fondamental pour les Parisiens, notamment ceux des quartiers populaires ;

Considérant la présence de 1600 boites aux lettres dites « boîtes de rue » dans l'espace public, l'entretien nécessaire de celles-ci, responsabilité de leur propriétaire et considérant les échanges en cours avec la Ville de Paris sur ces modalités ;

Considérant l'attachement de la Ville de Paris, de ses élus et des citoyens à un service public postal de qualité, présent sur l'ensemble du territoire parisien ;

Considérant l'attention toute particulière que le Conseil de Paris porte au développement et à la présence territoriale de ce service public, attention renforcée grâce à la présence de 6 élus du conseil de Paris à la Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT), dont la Présidence est assurée par une Conseillère de Paris ;

Sur proposition de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Maire de Paris rappelle au Président du Groupe La Poste son attachement et celui du Conseil de Paris et des conseils d'arrondissement au service public postal et aux agents qui permettent de le déployer sur l'ensemble du territoire.
- Que la Poste renonce aux fermetures annoncées pour fin octobre 2022 des bureaux de Poste Médicis (6e), Vauvenargues (18e) et Lourmel (15enæ).
- Que le développement de « Postes-relais » via des partenariats avec des entreprises de commerce de proximité ne se fasse pas au détriment du maillage territorial essentiel des bureaux de poste de plein exercice qui assurent auprès des Parisiens le service public postal.

- Que le maintien des bureaux de poste, composante essentielle du service public postal doit être privilégié sur l'ensemble du territoire parisien, notamment dans les quartiers populaires.
- Que l'entretien du patrimoine et tout particulièrement celui des boites aux lettres, soit remis au cœur des missions de service public de la Poste et qu'un plan de remise en état complet et de nettoyage régulier soit élaboré en lien avec la Ville de Paris.
- Que la Commission départementale de présence postale, et notamment les élus du Conseil de Paris y siégeant, poursuivent, avec le soutien du Conseil de Paris, son travail indispensable de lien entre les élus, les Parisiens et le service public postal, continue à être attentive à toutes les évolutions pouvant nuire au service rendu aux Parisiens et se voit renforcée dans son rôle de concertation.

2022 V.203 Vœu relatif à l'accueil d'animaux domestiques sur le lieu de travail dans le cadre de la politique des ressources humaines de bien-être, santé et sécurité au travail.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu l'article L.2511-12, alinéa 5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le vœu adopté en Conseil du 5e arrondissement le lundi 26 septembre 2022 ;

Considérant plusieurs études scientifiques démontrant les effets bénéfiques de la présence d'un animal sur la santé, notamment la baisse de 23 % des risques de maladie cardiovasculaire (étude menée par les docteurs Mubanga, Byberg et Nowak Dog ownership and the risk of cardiovascular disease end death - a nationwide cohort study menée en 2017) ;

Considérant les nombreuses enquêtes d'opinion démontrant que la présence de chiens au bureau permettrait d'améliorer l'équilibre vie professionnelle / vie privée et de réduire le stress au travail notamment l'enquête menée par IPSOS en 2017 relevant que pour 40% des sondés la présence de chiens au bureau permettrait d'améliorer l'équilibre vie privée /vie professionnelle et, pour 45% des sondés, de réduire le stress au travail ;

Considérant l'apport de la présence d'un animal dans les échanges entre les personnes, impact relevé par le Dr. Patrick LEGERON, psychiatre spécialiste du stress en entreprise qui rappelle que « la présence d'un animal domestique sur le lieu de travail est un facteur d'apaisement, de stimulation, permet de pacifier les relations et de faciliter les échanges entre collègues » ;

Considérant la journée mondiale du chien au travail chaque année le 24 juin ;

Considérant les pratiques expérimentales d'autres collectivités notamment dans le cadre du label « Ville amie des animaux » visant à créer les conditions optimales d'un environnement de travail apaisant et stimulant, source de créativité ;

Considérant la nécessité de mettre en œuvre toute action favorisant le bien-être animal ;

Considérant la volonté de privilégier toute mesure de nature à favoriser la qualité de vie au travail des agents de la ville ;

Considérant la nécessité de recueillir le consentement des agents concernés ;

Considérant les mesures d'encadrement qui devront accompagner la mise en œuvre de ce dispositif, notamment une charte d'engagement signée par les agents (modèle en annexe) ;

Sur proposition de Florence BERTHOUT et les élus du groupe Indépendants et Progressistes,

Émet le vœu :

- Que la Maire de Paris autorise les agents n'étant pas en contact avec le public à venir travailler accompagnés de leur animal domestique, dans le respect de conditions restrictives mentionnées règlementairement et en application des accords en vigueur.

Annexe - document d'accord relatif à l'accueil d'animaux domestiques au sein des locaux de la ville/de la mairie d'arrondissement

FORMULAIRE A REMPLIR PAR CHAQUE AGENT CONCERNE

Conformément à l'accord signé (date) par (élu(e)e au dialogue social, à l'innovation sociale et aux ressources humaines) et les organisations syndicales (les citer), et à la suite de l'avis favorable du comité technique du (date), la Ville a décidé d'autoriser les agents qui ne sont pas en contact avec le public d'accueillir un animal domestique sur leur lieu de travail.

Comme indiqué dans l'accord, de nombreuses études soulignent les effets bénéfiques de la présence d'un animal sur le lieu de travail.

Selon une enquête Ipsos de 2017, la présence de chiens au bureau permettrait de réduire le stress au travail pour 45% des sondés. La présence d'animaux à un réel impact sur la performance des employés comme le confirme une étude faite par Wamiz, un site spécialisé sur les animaux de compagnie : 80% des sondés estiment que la présence d'un animal a un impact positif sur leur travail.

L'accord prévoit qu'aucun collègue ne doit être affecté par l'accueil, en sa présence, d'un animal domestique sur son lieu de travail.

Ainsi, il a été prévu que « le chef de service/ responsable hiérarchique doit organiser le service de manière à ce qu'aucun agent ne soit affecté négativement par la présence d'un animal de compagnie sur son lieu de travail ».
En conséquence, il est demandé à chaque chef de service/responsable hiérarchique de recueillir, par ce formulaire, le consentement des agents concernés.
Exception est néanmoins faite pour l'accueil par un agent d'un chien d'assistance, dont la présence est promue au sein de la collectivité dans le cadre de la politique RH en faveur de l'accompagnement du handicap.
Nom - Prénom de l'agent :
(Case à cocher si vous donnez votre accord express)
☐ Je donne mon accord express à l'accueil d'animaux domestiques en ma présence
Signature de l'agent Fait à (lieu), le

2022 V.204 Vœu relatif à l'Observatoire de la téléphonie mobile.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant l'adoption d'une nouvelle Charte relative à la téléphonie mobile et la création de l'Observatoire de la téléphonie mobile votées en mars 2021 par le Conseil de Paris ;
Considérant qu'aux termes de cette charte les quatre opérateurs téléphoniques se sont engagés à diverses obligations dont :
Mener de nombreuses actions en faveur du recyclage et du réemploi des terminaux sur le territoire de Paris et informer régulièrement la ville sur les taux de recyclage et de réemploi ;
II. Informer régulièrement la Ville de Paris de leur trajectoire vers la neutralité carbone et de leurs actions pour compenser leurs émissions résiduelles selon les méthodologies proposées par l'ADEME et l'ARCEP ;
III. Respecter strictement leurs obligations de neutralité et de protection des données individuelles ;
IV. Alimenter le Fonds de Solidarité Logement afin de développer l'inclusion numérique ;
V. D'informer les citoyen.ne.s notamment via des campagnes de sensibilisation dans les établissements scolaires afin de promouvoir la consommation responsable et prévenir les conduites à risque ;
Considérant la conservation, pour les mesures de contrôle sur site, du seuil de 5 V/m toutes fréquences et technologies confondues qui devait donner lieu à un retour d'expérience ;
Considérant qu'afin de s'assurer de la bonne exécution par les opérateurs téléphoniques des obligations susmentionnées, la ville devait mettre en place l'Observatoire parisien de la téléphonie mobile composé d'élu.e.s, des opérateurs, des associations de consommateurs et de locataires, des associations de protection de l'environnement, des agences nationales et régionales concernées, de deux expert.e.s scientifiques ainsi que de deux participant.e.s à la conférence citoyenne réunie préalablement au déploiement de la 5G ;
Considérant en outre que l'Observatoire a comme mission de partager l'état des connaissances sur la téléphonie mobile et des enjeux liés aux prochaines évolutions technologiques (nouvelles fréquences millimétriques, prochaines générations, etc.) ;
Considérant que l'Observatoire est un outil favorisant une meilleure compréhension de la 5G et une plus grande transparence sur cette technologie pour les Parisiennes et les Parisiens ;
Considérant que plus d'un an et demi après le vote de sa création, l'Observatoire n'a toujours pas été réuni malgré de nombreuses relances des groupes politiques et le vote, à l'unanimité du Conseil de Paris de mai-juin 2022, d'un voeu demandant d'appliquer la délibération, ce qui devrait pourtant couler de source… ;
Considérant de ce fait qu'aucun bilan n'a été présenté aux élu.e.s, associations et citoyen.ne.s concernant par exemple les points atypiques parisiens (points où l'exposition aux ondes dépasse les seuils de la charte) ou la bonne information des locataires par les bailleurs sociaux lors de l'installation des antennes ou même les mesures de contrôles ;
Considérant que l'absence d'Observatoire n'est pas de nature à rassurer les citoyen.ne.s (et les élu.e.s) tant sur la capacité de la Ville de Paris à appliquer ses propres décisions et à réguler l'action des opérateurs téléphoniques, que sur les conséquences environnementales et sanitaires du déploiement des antennes téléphoniques et de la technologie 5G.
Sur proposition d'Emile MEUNIER, Sylvain RAIFFAUD, Frédéric BADINA-SERPETTE, Fatoumata KONÉ et des élu.es du groupe Les Écologistes,

Émet le vœu :

- Que l'Observatoire de la téléphonie mobile soit mis en place sans délai conformément au vote de la délibération lors du Conseil de Paris de mars 2021.

2022 V.205 Vœu relatif au recours aux délégations de service public.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que l'apprentissage de la nage est obligation de service public à la charge des collectivités ;

Considérant que le lundi 5 septembre 2022, 30 piscines étaient fermées en France, et que ces fermetures ont fortement impacté la rentrée scolaire des établissements avoisinants ;

Considérant que de nombreuses collectivités font le choix de déléguer au privé la gestion de leurs équipements de proximité en fixant des critères pour les créneaux scolaires et de certains clubs sportifs ;

Considérant que ce choix pose des problèmes de continuité de service public lorsque le délégataire ne respecte pas le contrat passé avec la Ville ;

Considérant que l'espace sportif Pailleron situé dans le 19e arrondissement, dont la gestion a été confié par la Ville à la société Vert Marine, n'a pas rouvert ses portes comme prévu dans la convention de délégation de service public (DSP) qui prenait effet le 1er septembre et qui a n'a ouvert que 8 jours plus tard ;

Considérant que l'espace sportif est resté fermé plusieurs jours sans qu'aucune explication ne soit donnée aux usager·e·s et aux établissements scolaires censés reprendre les cours de natation ;

Considérant la sur-fréquentation des établissements aquatiques, particulièrement dans les quartiers politique de la ville où le taux d'équipements aquatiques est inférieur de 40% à la moyenne nationale, et que la fermeture inopinée de ces équipements impacte fortement les parisien·ne·s ;

Considérant que les disfonctionnements mis à jour par cette DSP illustrent les limites de ce modèle et nous obligent à questionner un modèle économique précaire face aux crises qui se font au détriment des usager·ère·s ;

Considérant que seule la maitrise publique de certains équipements publics ou services publics permettent de répondre à l'intérêt général.

Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Barbara Gomes et des élu·e·s du Groupe Communiste et citoyen, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris dresse un État des lieux des DSP à Paris et fasse une présentation devant la 1ere commission du Conseil de Paris.

2022 V.206 Vœu relatif à l'augmentation des recettes fiscales de la Ville de Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que l'année 2022 est celle de tous les records pour les plus riches : record de super-profits pour les multinationales du secteur de l'énergie (TotalEnergies à lui seul a enregistré 18,8 milliards de dollars de bénéfices sur les six premiers mois de 2022, soit presque le triple du premier semestre 2021), record de dividendes pour les actionnaires du CAC 40 (+ 32,7% au deuxième trimestre 2022), record du nombre de milliardaires dans notre pays ;

Considérant que les crises que nous affrontons successivement depuis mars 2020, celle du Covid impactent massivement les budgets des collectivités locales déjà réduits par des réformes successives ces 20 dernières années ;

Considérant que cette rentrée 2022 est marquée par les choix contraints de nombre de collectivités d'imposer une réduction de l'offre de services publics, notamment en fermant des piscines municipales ou lune augmentation de certaine tarification, comme les cantines ;

Considérant que certaines collectivités ont annoncé qu'elles ne pourraient pas payer les factures d'énergie, de fluides et des denrées alimentaires compte tenu de l'explosion des prix du marché ;

Considérant qu'il est urgent de redonner aux collectivités les moyens de fonctionner correctement ainsi que de leur permettre de retrouver une autonomie financière et engager les investissements publics massifs attendus de nos concitoyens ;

Considérant qu'il est urgent de trouver de nouvelles recettes sans grever le pouvoir d'achat des classes moyennes et des classes populaires, déjà fortement impactées par les crises qui se sont succédées depuis mars 2020 ;

Considérant les préconisations présentées dans le rapport présenté par Nicolas Bonnet Oulaldj et Paul Simondon, relatif à l'« Avenir des finances locales à Paris : des propositions pour un système plus juste, social et écologique » ;

Considérant que les propositions qui y sont effectuées n'auront d'effet que sur nos concitoyens les plus aisés, ceux-là même qui se sont enrichis lors de ces différentes crises ;

Considérant les vœux relatifs à l'augmentation des recettes fiscales de la Ville de Paris qui ont été adoptés lors des conseils d'arrondissement de septembre des 10e, 11e, 12e arrondissements ;

Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Barbara Gomes et des élu·es du groupe Communiste et Citoyen,

Émet le vœu :

- Que la Maire de Paris demande au Gouvernement d'agir immédiatement pour :
  - L'instauration d'une progressivité des DMTO par un taux plus élevé pour les biens de luxe ;
  - L'augmentation de la taxe sur les logements vacants en la multipliant par quatre ;
  - Le déplafonnement de la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires ;
  - La création d'une taxe sur les bureaux vacants additionnelle à la taxe locale sur les bureaux ;
  - Le déplafonnement de la taxe de séjour sur les palaces et les hôtels de luxe afin de se situer au même niveau des autres métropoles internationales ;
  - L'instauration d'une progressivité des DMTO par un taux plus élevé pour les biens de luxes.
- Que la Maire de Paris demande au Gouvernement de changer de modèle fiscal en utilisant tous les leviers :
  - En rétablissant un lien fiscal entre les citoyens et les collectivités locales qui prendrait en compte dans son calcul leur situation économique, en particulier celle des plus riches
  - En rétablissant un véritable lien fiscal entre les entreprises et le territoire afin d'instaurer une juste contribution de celles-ci au financement public local, qu'il s'agisse de dépenses d'infrastructures ou d'équipements publics, comme l'éducation, les loisirs, les sports, la santé.
  - En créant de nouvelles contributions afin de mieux taxer les bénéfices des multinationales et de faire davantage contribuer l'économie numérique, de réguler par une taxation le quick commerce et les dark kitchen.
- Que la Maire de Paris s'engage à œuvrer pour le rétablissement du consentement à l'impôt avec nos concitoyens afin qu'il se situe au cœur du contrat social par la présentation du budget parisien par l'exécutif dans tous les arrondissements lors de réunions publiques régulières.

2022 V.207 Vœu relatif à la mémoire de Mathurin Moreau, sculpteur et homme politique français du 19e siècle.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Mathurin Moreau, né le 18 novembre 1822 et décédé le 14 février 1912, est un sculpteur et homme politique français.

Après avoir intégré l'École des beaux-arts de Paris en 1841 et remporté le second prix de Rome en 1842, il se distingue en obtenant une médaille de seconde classe en 1855 puis une médaille de première classe en 1878 à l'Exposition universelle de Paris.

Renommé pour ses sculptures décoratives, il a largement contribué à la physionomie de la capitale à la fin du XIXe siècle. Un grand nombre de ses œuvres habillent encore les rues de la ville comme le parvis du Musée d'Orsay, l'Opéra de Paris, la façade de la Gare du Nord, l'Église Saint-Augustin ou encore la place André Malraux.

Administrateur de la Fonderie d'art du Val d'Osne, Mathurin Moreau est un artiste à la renommée nationale et internationale. Ses œuvres ornent de nombreuses villes françaises et étrangères, notamment en Amérique latine. Il y a quelques années, la ville de Rio de Janeiro au Brésil a entrepris un vaste travail de restauration de toutes ses œuvres dont certaines ont été classées monument historique.

Artiste reconnu, Mathurin Moreau est également un homme politique de premier plan dans le 19e arrondissement.

À partir de 1879, dès la fin de la Commune de Paris, il devint le premier Maire élu du 19e arrondissement de Paris, fonction qu'il occupera jusqu'à sa mort en 1912. Afin de lui rendre un premier hommage, la rue Priestley prit le nom d'av. Mathurin Moreau dès juillet 1912. Un tableau peint par Henri Gervex en 1882, toujours accroché dans la salle des mariages de la Mairie du 19e, représente Mathurin Moreau célébrant le mariage civil de son fils.

La maison qu'occupait Mathurin Moreau, 15 passage du Monténégro, ancienne dépendance du château de Saint-Fargeau, est l'un des rares vestiges d'architecture antérieure au XIXe siècle dans le quartier Porte des Lilas. Dans une démarche de mise en lumière et de préservation du patrimoine architectural de l'arrondissement, et en accord avec les nouveaux propriétaires de cette maison, nous souhaitons honorer la mémoire de Mathurin Moreau sur les lieux mêmes où il vécut.

Sur proposition de François Dagnaud, Mahor Chiche, Roger MADEC et des élu.e.s du groupe Paris en Commun et de Nicolas Bonnet Oulaldj, Camille NAGET et des élu·e·s du groupe Communiste et Citoyen,

Émet le vœu :

- Qu'une plaque en hommage à Mathurin Moreau soit apposée sur la façade du 15 passage du Monténégro.
- Que cette proposition soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine Commission de dénomination de la Ville de Paris.

2022 V.208 Vœu relatif à une dénomination en hommage à Jean Rochefort.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que Jean Rochefort (29 avril 1930 - 9 octobre 2017) est né et mort à Paris, y a étudié et y a habité de nombreuses années ;

Considérant que récompensé par le César du meilleur acteur dans un second rôle pour Que la fête commence… (1976) de Bertrand Tavernier, par le César du meilleur acteur pour Le Crabe-Tambour (1978) de Pierre Schoendoerffer puis par un trophée pour l'ensemble de sa carrière en 1999, Jean Rochefort est une figure reconnue pour sa longue et belle carrière, au cinéma mais aussi au théâtre et à la télévision ;

Considérant qu'il est l'un des représentants d'une génération d'acteurs illustres entrés au panthéon du cinéma français, et l'un des membres de la célèbre « Bande du Conservatoire » aux côtés de Jean-Paul Belmondo, Jean-Pierre Marielle, Claude Rich ou encore Bruno Cremer ;

Considérant qu'il fut populaire auprès des Français de toutes les générations confondues, ayant su se renouveler ainsi qu'il le résumait dans un de ses derniers entretiens : « Les vieux se souviennent du Retour du grand blond, les moins vieux des Jeux olympiques de 2004 et de 2008, où j'ai commenté les épreuves équestres, les jeunes m'ont découvert avec Les Boloss des belles lettres, sur France 5. Je suis devenu patrimonial. Je crois que j'ai enfin compris que je suis aimé pour ce que je suis. » ;

Considérant qu'il a rendu un bel hommage à Paris avec la chanson « Paris Jadis », générique du film Des enfants Gâtés de Bertrand Tavernier qu'il interpréta en duo avec son ami Jean-Pierre Marielle en 1977 et qui reste un petit bijou dans la liste des nombreuses chansons nostalgiques sur Paris, dont nous sommes encore nombreux à nous rappeler les paroles :

« Paris c'est plusieurs villages
Et chacun a son visage
Le 16e a son langage
Et la Bastoche a le sien
On y cause en argotmuche
Et Pantin se dit Pantruche
Ménilmontant Menilmuche
Et le temps n'y change rien. »

Sur proposition de Franck MARGAIN et des élus du groupe Changer Paris,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris rende hommage à Jean Rochefort par le biais d'une dénomination, sous réserve de l'accord de ses héritiers ou ayant-droits.

2022 V.209 Vœu relatif à la mémoire de Marcel Duchamp.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que Marcel Duchamp (1887 - 1968), peintre, plasticien et homme de lettres inventeur des ready-made, a occupé un appartement-atelier situé au 11 rue Larrey dans le Vème arrondissement entre 1926 et 1946 ;

Considérant que ce lieu d'habitation marqua profondément Marcel Duchamp, qui donne de l'appartement la description suivante « J'habitais à Paris un appartement minuscule. Pour utiliser au maximum ce maigre espace, j'imaginai d'utiliser un seul battant de porte qui se rabattrait alternativement sur deux chambranles placés à angle droit. Je montrai la chose à des amis, en leur disant que le proverbe il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée se trouvait pris en flagrant délit d'inexactitude. Mais on a oublié la raison pratique qui m'avait dicté cette mesure pour ne retenir que le geste dada » ;

Considérant que cette anecdote de la porte de la rue Larrey a donné lieu à une première œuvre d'hommage, une reconstitution intitulée « porte, 11, rue Larrey », réalisée par Spoerri pour l'exposition « L'art en mouvement » présentée en 1961 au Stedelijk Museum Amsterdam ;

Considérant qu'en 1963, Duchamp rend visite à son ancien appartement du 11 rue Larrey occupé depuis son départ par la sculptrice Isabelle Waldberg, et signe son ancienne porte à l'occasion de cette visite, lui attribuant « officiellement » son statut d'œuvre d'art ;

Considérant qu'il la fit ensuite démonter, mettre en cadre et expédier à New-York en vue d'une exposition se préparant à la galerie Cordier et Ekstrom la même année et dont elle fut l'une des pièces de ready-made emblématiques ;

Considérant donc que le parcours de la porte du 11 rue Larrey transformée en « porte, 11, rue Larrey », du domestique à l'artistique, offre d'autre part un joli contrepoint quasi illustratif aux remarques d'André Breton qu'il faille « transformer le monde » et « changer la vie », sur le rapprochement de l'art et de la vie, sur la disparition des frontières entre l'art et la vie ;

Considérant que cette place centrale du 11 rue Larrey dans l'histoire de l'art du XXe siècle, place centrale que rien à cette adresse ne laisse présager de nos jours ;
Sur proposition d'Anne BIRABEN et des élus du groupe Changer Paris,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris mette en valeur l'histoire originale du 11, rue Larrey par le biais :
  - D'une exposition sur l'œuvre de Marcel Duchamp voire plus largement sur les ready-made, sous forme d'accrochages photographiques et/ou d'installations dans le square Robert Montagne, situé vis-à-vis de l'immeuble habité par l'artiste ;
  - De l'apposition d'une plaque ou d'un écriteau relatant l'aventure du 11 rue Larrey, dévoilé à l'occasion de l'exposition organisée dans le square attenant.

2022 V.210 Vœu relatif à un hommage à Sempé.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant que Jean-Jacques Sempé nous a quittés le 11 août 2022 à 89 ans ;
Considérant que, bien que né à Bordeaux, le dessinateur lie très rapidement sa vie à Paris, dès ses 19 ans, il y vient effectuer son service militaire et n'en repart plus ;
Considérant que c'est à Paris que Sempé rencontre René Goscinny, « son premier ami parisien, autant dire son premier ami », avec qui il crée l'écolier le plus célèbre de France Le Petit Nicolas, mais aussi qu'il y fait la connaissance d'un autre ami Patrick Modiano avec qui il imagine Catherine Certitude, cette danseuse new-yorkaise nostalgique de son enfance dans le Xe arrondissement ;
Considérant qu'à partir de son installation dans notre ville, Sempé intègre rapidement les milieux artistiques de la Rive Gauche des années 1960-1970, devenant un habitué des cafés et brasseries emblématiques des 6e et 14e arrondissements, mais aussi des clubs de jazz de la capitale ;
Considérant sa passion pour un Paris toujours en mouvement, dans lequel il se fraie un chemin à bicyclette, imprégnant de tous les détails du paysage urbain, des façades des immeubles haussmanniens aux ombres saisies derrière leur balcon, de la poésie des squares à la monumentalité de l'architecture, des bancs publics de nos av.s à leurs Colonnes Morris jusqu'à ces autobus à plateforme pour lesquels il développe une affection et une nostalgie toute particulières qu'il restitue dans son œuvre ;
Considérant combien ses chroniques tendres, rêveuses ou parfois légèrement caustiques de la vie parisienne traduisent l'amour immense que Sempé porte à la capitale, aux parisiennes et aux parisiens qui l'habitent et qui en sont l'âme, constituant la source intarissable de son inspiration ;
Considérant combien les parisiennes et les parisiens ont tant d'affection en retour pour Sempé, aimant se retrouver dans son œil, au cœur de son œuvre, comme en témoigne le grand succès populaire de la rétrospective qui lui a été consacrée à l'Hôtel de Ville, à l'automne 2011 et hiver 2012 ;
Considérant la large diffusion internationale de l'Œuvre de Sempé, notamment à travers sa collaboration au prestigieux New Yorker qui fait que ses nombreuses représentations de Paris participent aussi au rayonnement de la capitale de par le monde ;
Sur proposition de la Maire de Paris et de l'exécutif municipal, représenté par Laurence Patrice, adjointe à la Maire de Paris, chargée de la Mémoire et du Monde Combattant et de Carine Rolland, adjointe à la Maire de Paris chargée de la Culture et de la Ville du Quart d'heure, et avec l'accord de sa famille ;

Émet le vœu :

- Qu'un lieu ou un équipement public de la Ville de Paris, situé non loin de son domicile bd du Montparnasse, soit dénommé en mémoire de Jean-Jacques Sempé.

2022 V.211 Vœu relatif à la sauvegarde du cinéma Luminor Hôtel de Ville.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant le vœu n° 31 déposé par Corine Faugeron, Mélody Tonolli, Fatoumata KonÉ et les élu·e·s du groupe Les Écologistes et le vœu n° 32 déposé par Aurélien VERON et les élu.e.s du groupe Changer Paris ;
Considérant que le Luminor Hôtel de Ville est l'un des plus anciens cinémas indépendants de la capitale, implanté à Paris depuis 1912 et qu'il constitue, dès lors, un lieu patrimonial de premier plan qu'il est nécessaire de protéger ;
Considérant le soutien financier que la Ville de Paris apporte au Luminor comme à tous les cinémas indépendants parisiens afin de maintenir une offre et une diversité culturelles essentielles à notre capitale ;
Considérant la grande fragilité du secteur, notamment suite à la crise sanitaire et aux difficultés qui en découlent relatives au retour tendanciellement bas du public dans les salles obscures ;

Considérant la programmation riche et précieuse dans le domaine du cinéma d'art et d'essai et le remarquable travail de proximité effectué par le Luminor aussi bien avec diverses associations que le public scolaire ;
Considérant que le Luminor est le seul cinéma indépendant du Marais, fortement implanté dans le quartier, auquel les habitantes et les habitants sont particulièrement attachés ;
Considérant la mobilisation d'ampleur, relayée notamment par les professionnels du secteur, les habitué.es du cinéma et les habitant.es du quartier, pour la préservation du Luminor, qui s'est exprimée à travers une pétition en ligne rassemblant, à ce jour, plus de 8 000 signatures ;
Sur proposition de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris :
  - Renouvelle son soutien total au Luminor Hôtel de Ville pour qu'il puisse poursuivre son activité de salle de cinéma indépendant.
  - Poursuive la démarche de conciliation qu'elle a déjà engagée entre le propriétaire SOFRA et l'exploitant du cinéma pour le renouvellement du bail.
  - S'engage à mettre en œuvre tous les moyens d'action légaux et réglementaires à sa disposition pour sauvegarder le Luminor Hôtel de Ville dans le Marais et intervienne auprès du Ministère de la Culture pour les dispositifs légaux relevant de l'Etat.

2022 V.212 Vœu relatif au lancement d'une campagne d'identification des cycles pour lutter contre le vol des vélos.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le décret n°2020-1439 du 23 novembre 2020 relatif à l'identification des cycles ;
Vu l'arrêté conjoint de la ministre de la Transition écologique et du ministre de l'Intérieur du 29 décembre 2020 ;
Considérant que depuis le 1er janvier 2021 le marquage de tous les vélos neufs est obligatoire et que depuis le 1er juillet 2021 cette mesure s'applique également aux vélos d'occasion vendus dans le commerce ;
Considérant que le marquage se matérialise par la gravure d'un identifiant apposée sur le cadre du vélo et que ce marquage est réalisé par un opérateur agréé ;
Considérant que tous les identifiant sont répertoriés dans un fichier national unique et que ce fichier est accessible aux forces de police y compris aux agents de police municipale ;
Considérant que tous les vélos déjà en circulation peuvent également être marqués et que le coût de l'opération est modéré puisqu'il s'élève entre 10 et 30 euros ;
Considérant que près de 7 000 vélos ont été volés à Paris en 2021 selon la Préfecture de Police soit une augmentation de 5 % par rapport à l'année 2020 qui avait déjà connu une forte augmentation du nombre de vols ;
Considérant que l'identification des vélos permet de dissuader les voleurs et de retrouver son vélo volé sachant que sur les 400 000 vélos volés en France, 100 000 sont retrouvés mais que très peu sont restitués faut d'identifier le propriétaire ;
Considérant que de très nombreux vélos à Paris ne sont pas identifiés et que beaucoup de parisiens ignorent la possibilité de faire marquer leur vélo d'occasion ;
Sur proposition de Nicolas JEANNETÉ et les élus du groupe Changer Paris,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris lance une campagne de communication pour inciter les parisiens à faire identifier leurs vélo en s'appuyant sur le réseau des associations vélo.

2022 V.213 Vœu relatif à la qualité de l'offre de transports en commun dans le 13e arrondissement et à Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant la décision d'Ile-de-France Mobilités en conseil d'administration du 11 octobre 2021 de réduire l'offre de transport pour une durée indéterminée sur 13 lignes de métro, 165 lignes de bus, 6 lignes de RER et de transilien, ainsi que 4 lignes de tramways ;
Considérant le maintien de cette décision malgré un retour de la fréquentation à un niveau proche des niveaux antérieurs à la pandémie de Covid-19 et les demandes des associations d'usagers ;
Considérant en particulier les difficultés rencontrées durant l'été par les usager.e.s des bus parisiens et franciliens, avec des temps d'attente bien supérieurs à la normale ;
Considérant l'importance du bus comme mode de déplacement à Paris avec 222 millions de voyages effectués en 2021 ;
Considérant que ce mode de transport est fortement utilisé par les personnes à mobilité réduite, les personnes en situation de handicap ainsi que les parents avec de jeunes enfants ;

Considérant également que la dégradation du service a perduré après la rentrée scolaire, avec régulièrement plus de 30 minutes d'attente à tout moment de la journée, en semaine et le week-end, et que plus de 1200 services de bus n'ont pas été assurés chaque jour de la première semaine de septembre ;
Considérant les retards fréquents sur différentes lignes impactant directement le quotidien des habitants du 13e arrondissement, comme le bus 67, le RER C ou encore la ligne 7 du métropolitain, qui a le plus bas taux de ponctualité des différentes lignes ;
Considérant que le courrier en date du 14 janvier 2022 adressé par le Maire du 13e et l'Adjoint à la Maire de Paris et élu du 13e en charge des mobilités à la Présidente de la Région Ile-de-France et au Directeur général d'Ile-de-France Mobilités demandant que soient publiés d'une part les objectifs de qualité de service demandés par IDFM à la RATP pour l'ensemble des lignes de bus du 13e arrondissement et, d'autre part, les indicateurs annuels reflétant l'atteinte ou non par la RATP de ces objectifs, est resté sans réponse ;
Considérant que l'ouverture à la concurrence en 2025 des bus RATP entraîne d'ores et déjà une dégradation des conditions de travail des employés et le manque de 1800 conducteurs en Ile-de-France, dont 1500 pour le seul réseau RATP, soit plus de 9% des effectifs de machinistes ;
Considérant les situations de surfréquentation des lignes concernées par cette réduction de l'offre de transport ;
Considérant que l'on peut légitimement craindre que cette dégradation des conditions de circulation dans les transports en commun incite les usager·e·s des transports en commun à se reporter vers des véhicules individuels, à l'image de ce qui est constaté depuis la rentrée de septembre sur le réseau routier national avec des embouteillages atteignant un niveau bien supérieur à la moyenne ;
Considérant l'impact environnemental et climatique de la circulation routière qui se manifeste notamment par la répétition d'épisodes de pics de pollution, et donc l'impératif de favoriser les transports en commun ;
Considérant que la Ville de Paris contribue au financement d'Ile-de-France Mobilités à hauteur de 400 millions d'euros par an et à hauteur de 40 millions en tant qu'employeur dans le cadre du Versement Mobilité ;
Considérant la volonté de la Présidente de la Région Ile-de-France d'augmenter le prix du Pass Navigo alors même qu'elle réduit en parallèle l'offre de transports ;
Sur proposition de Jérôme Coumet, Emmanuel Coblence, Johanne Kouassi, Nathalie Laville, Marie-José Raymond-Rossi et des élu.e.s du groupe Paris en Commun,

Émet le vœu :

- Que la Maire de Paris interpelle Ile-de-France Mobilités afin de :
  - Réclamer un retour immédiat à l'offre complète de transports ;
  - Demander la publication transparente de l'ensemble des objectifs en matière d'offre et de qualité de service fixés par Ile-de-France Mobilités à la RATP et aux différents opérateurs, ainsi que la publication régulière des résultats atteints ou non, et ce pour tous les moyens de transports en commun, ligne par ligne ;
  - S'opposer à l'augmentation annoncée du Pass Navigo.

2022 V.214 Vœu relatif à la dégradation de la qualité du service public des bus parisiens.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le vœu relatif à la dégradation de la qualité du service public des bus parisiens adopté au conseil du 19e arrondissement ;
Considérant les vœux similaires relatifs à la restauration de la qualité de service des bus parisiens et au retour à une offre complète de transports en commun sur toutes les lignes, adoptés aux conseil des 10e, 12e, 13e, 14e, 18e, et 20e arrondissements ;
Considérant l'importance du bus comme mode de déplacement à Paris avec 222 millions de voyages effectués en 2021 ;
Considérant que ce mode de transport est fortement plébiscité par les personnes à mobilité réduite, les personnes en situation de handicap ainsi que les parents avec de jeunes enfants ;
Considérant que la Ville de Paris contribue au financement d'Ile-de-France Mobilités à hauteur de 400 millions d'euros par an et à hauteur de 40 millions en tant qu'employeur dans le cadre du Versement Mobilité ;
Considérant les difficultés rencontrées durant l'été par les usager.e.s des bus parisiens et franciliens, avec des temps d'attente bien supérieurs à la normale ;
Considérant que la dégradation du service a perduré après la rentrée scolaire, avec régulièrement plus de 30 minutes d'attente à tout moment de la journée, en semaine et le week-end ;
Considérant que l'ouverture à la concurrence en 2025 des bus RATP entraîne d'ores et déjà une dégradation des conditions de travail des employés ;
Considérant que le manque de conducteurs, estimé à quasiment 1500 en septembre a provoqué de nombreuses annulations et retards ;

Considérant que les associations d'usager.e.s alertent Île-de-France Mobilités depuis de nombreux mois sur la nécessité de revenir à un niveau de service comparable à celui d'avant la pandémie de COVID-19 ;
Considérant le refus d'Ile-de-France Mobilités de revenir à une offre à 100% alors que le niveau de fréquentation est lui presque similaire à celui de 2019 ;
Considérant la volonté d'Ile-de-France Mobilités d'augmenter le prix du Pass Navigo alors même que les transports en commun sont une réponse concrète au dérèglement climatique et à la crise actuelle du pouvoir d'achat.
Sur proposition de Sylvain Raifaud, Léa Vasa, Alice Timsit, Carine Petit, Mélody Tonolli, Corinne Faugeron, Fatoumata Koné et les élu.e.s du Groupe Les Écologistes,

Émet le vœu :

- Que la Maire de Paris interpelle Valérie Pécresse, Présidente d'Île-de-France Mobilités, afin :
  - De bénéficier d'un compte-rendu précis de l'état actuel du service de bus parisiens ;
  - Que l'offre de service revienne à un niveau similaire à celui d'avant la pandémie de COVID-19 ;
  - Que le coût des transports publics parisiens reste identique pour les usager.e.s.

2022 V.215 Vœu relatif au retour à une offre complète de transports en commun sur toutes les lignes.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant la décision d'Île-de-France Mobilités en conseil d'administration du 11 octobre 2021 de réduire l'offre de transport pour une durée indéterminée sur 13 lignes de métro, 165 lignes de bus, 6 lignes de RER et de transilien, ainsi que 4 lignes de tramways ;
Considérant que les calculs d'offre réalisés par IDFM correspondent à l'évaluation de la fréquentation des lignes au mois de juin et à l'été 2021, soit avant l'allégement de l'obligation du travail ou en pleine période estivale ;
Considérant aujourd'hui un retour à la normale en matière de comportement de mobilité, que le télétravail se fait plus rare et que des millions de Franciliens et de Franciliennes se déplacent chaque jour dans Paris ;
Considérant le manque de 1800 conducteurs en Île-de-France, dont 1500 pour le seul réseau RATP, soit plus de 9% des effectifs de machinistes ;
Considérant que plus de 1200 services de bus n'ont pas été assurés chaque jour de la première semaine de septembre ;
Considérant l'augmentation de l'attente des usagers des transports en commun pouvant aller jusqu'à plus d'une heure par rapport à une situation normale ;
Considérant les situations de surfréquentation des lignes concernées par cette réduction de l'offre de transport ;
Considérant que l'on peut légitimement craindre que cette dégradation des conditions de circulation dans les transports en commun incite les usager·e·s des transports en commun parisiens à se reporter vers le transport automobile individuel, à l'image de ce qui est constaté depuis la rentrée de septembre sur le réseau routier national où les bouchons se trouvent à un niveau bien supérieur à la moyenne ;
Considérant l'impact environnemental de la circulation routière qui se manifeste notamment par la répétition d'épisodes de pics de pollution, et donc l'impératif de favoriser les transports en commun ;
Considérant que le retour à l'offre complète est une revendication des usagers des transports ;
Considérant la volonté de la présidente de la région Ile-de-France d'augmenter le prix du Pass Navigo alors même qu'elle réduit en parallèle l'offre de transport ;
Considérant que les erreurs de gestion de la présidente de la région Île-de-France ne doivent pas peser sur le pouvoir d'achat des Parisiennes et des Parisiens ;
Considérant qu'il est possible de combler le déficit d'exploitation d'Île de France Mobilité sans augmenter l'abonnement Navigo en décidant de plus taxer les entreprises de la Défense, d'une partie des Hauts-de-Seine et du centre et de l'Ouest de Paris ;
Considérant que les entreprises implantées dans ces quartiers ont les moyens d'y acheter ou louer des locaux trois plus cher qu'ailleurs en Île de France ;
Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Jean-Philippe Gillet et des élu·e·s du Groupe communiste et citoyen,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris interpelle Ile-de-France Mobilités afin de :
  - Réclamer un retour immédiat à l'offre complète de transport, en particulier pour le réseau de bus ;
  - S'opposer à l'augmentation annoncée du Pass navigo ;
  - Exiger du gouvernement la création d'un taux majoré du versement mobilité à 4.5% à appliquer dans les arrondissements du Centre et de l'Ouest de Paris ainsi qu'à la Défense et dans une partie des Hauts de Seine.

2022 V.216 Vœu relatif au fonctionnement des capteurs de régulation des feux de circulation de la Porte d'Asnières.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant les difficultés de circulations constatées sur les Portes du 17e arrondissement et notamment celle de la Porte d'Asnières ;

Considérant les nuisances engendrées sur la qualité de l'air et l'environnement sonore du quartier de la Porte d'Asnières ;

Considérant le dysfonctionnement d'une très grande partie des boucles de comptage affectés à la régulation des feux de circulation, notamment ceux installés à la Porte d'Asnières ;

Considérant qu'une régulation optimale dans une zone aussi perturbée ne peut s'opérer avec une grande partie des capteurs défectueux ;

Considérant que ces capteurs permettent de fluidifier le trafic, d'améliorer l'environnement sonore et favorisent la tranquillité des riverains ;

Considérant que les nouveaux capteurs thermiques sont plus précis, permettent de différencier les véhicules et les trajectoires de ceux-ci au sein d'un carrefour, qu'ils sont plus faciles et économiques à poser et à entretenir

Sur proposition de Geoffroy BOULARD, Alix BOUGERET, Jean-Didier BERTHAULT et des élus du groupe Changer Paris,

Émet le vœu :

- Que la Mairie de Paris sollicite ses services pour le déploiement de capteurs thermiques sur le carrefour de la Porte d'Asnières afin d'alimenter les scénarios de régulation du carrefour et d'objectiver les situations rencontrées pour optimiser les périodes de contrôle humain sur le carrefour.

2022 V.217 Vœu relatif aux cas de gratuité du stationnement des deux-roues motorisés à Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération 2021 DVD 24-4 relative au stationnement de surface des deux-roues motorisés ;

Vu le vœu adopté par le conseil du 17e arrondissement lors de la séance du lundi 26 septembre 2022 ;

Vu le vœu relatif au stationnement des bénévoles à proximité du local de leur association, présenté en Conseil de Paris par Samia Badat-Karam et les élus du groupe Changer Paris lors de la séance d'octobre 2021 ;

Considérant que l'article 8 de la délibération précitée créé un droit « Pro-Soins à domicile ou PRO-SAD 2RM, fixée dans les mêmes conditions d'éligibilité que pour les véhicules légers » qui confère la gratuité du stationnement de surface à son titulaire » ;

Considérant par ailleurs que les deux-roues électriques, les véhicules « basse émission », et les véhicules utilisés par ou transportant une personne en situation de handicap bénéficient de la gratuité de l'abonnement et de la redevance ;

Considérant donc que les bénévoles concourant à une activité de service public telles que les conciliateurs de justice ne sont pas concernées par la gratuité ;

Considérant que par définition, les activités de bénévolat sont exercées sans contrepartie financière et bien souvent sans indemnisation des frais engagés ;

Sur proposition de Geoffroy BOULARD, Rachida DATI, Jeanne d'HAUTESERRE, Philippe GOUJON, Francis SZPINER, Aurélien VERON, Anne BIRABEN, Marie-Claire CARRERE-GÉE, Rudolph GRANIER, Nicolas JEANNETÉ et les élus du groupe Changer Paris,

Émet le vœu :

- Que la Mairie de Paris étende la gratuité du stationnement aux personnes bénévoles dont l'activité concourt à la mise en œuvre d'un service public.

2022 V.218 Vœu relatif à la journée Paris Respire du 18 septembre 2022.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant l'évènement annuel de la journée sans voiture dit « Paris Respire » organisé le dimanche 18 septembre 2022 ;

Considérant que lors de cet événement les véhicules à moteur, y compris électriques, sont interdit de circulation de 11h à 18h sur l'ensemble du territoire de la capitale hormis le périphérique ;

Considérant le périmètre « Paris Respire » qui comprend quasiment tout le secteur Paris-Centre, les Champs-Élysées et les quartiers « Paris Respire » ;

Considérant que dans ce périmètre le dispositif ainsi que le barriérage sont renforcés, et que seuls les bus, les véhicules de secours et les taxis sont autorisés à circuler à une vitesse maximum autorisée de 20km/h ;
Considérant le reste de la zone parisienne où les VTC peuvent circuler à une vitesse maximum de 30km/h et les parisiens rentrant de week-end qui doivent présenter un justificatif de domicile à leur entrée dans la capitale ;
Considérant que les contrevenants s'exposent à une contravention de 4e classe soit 135 € d'amende ;
Considérant les moyens important nécessaire à l'organisation de cet événement et que cette journée emblématique est appelée à se renouveler ;
Sur proposition de Aurélien VÉRON et les élus du groupe Changer Paris,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris réalise un bilan de l'édition 2022 de la journée Paris Respire et le rende public ;
- Que ce bilan :
  - Énumère les ressources humaines et matérielles déployées lors de cette journée, précise les statuts et la rémunération des personnels ainsi que les compétences des personnels mobilisés par la mairie pour remplir les missions de police de la circulation ;
  - Détaille le nombre de procès-verbaux (amende de 135€) dressés à l'encontre des contrevenants ;
  - Étudie l'impact de la journée Paris Respire sur la circulation sur le bd périphérique, les communes limitrophes et celle du réseau de bus ;

2022 V.219 Vœu relatif à la création de 1.000 nouveaux postes de policiers nationaux, au recrutement de policiers municipaux et au financement par la Ville d'une soixantaine de sites supplémentaires de vidéo protection dans le cadre du PVPP et de 500 caméras par le ministère de l'intérieur.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant les annonces faites le 20 juillet dernier par le ministre de l'Intérieur et des Outres Mer, M. Gérald Darmanin, portant création de 1000 nouveaux postes de policiers à Paris dont 500 dans les deux prochaines années et de 500 caméras de vidéo-protection ;
Considérant les annonces faites par la Maire de Paris et l'ambition d'une police municipale composée à terme de 3400 policiers municipaux ;
Considérant la convention PVPP sur la vidéo-protection entre la Préfecture de police et la Ville de Paris qui prévoit l'implantation d'une soixantaine de sites de vidéoprotection supplémentaires, financées par la ville à travers son budget d'investissement ;
Considérant le projet du GPIS de créer une salle de commandant reliant les caméras de surveillance des bailleurs sociaux ;
Considérant l'installation récente du CCOS, centre de coordination opérationnelle de sécurité, chargé de coordonner les actions des forces de l'ordre et des opérateurs de sécurité des transports avec 115 000 caméras ;
Considérant l'existence de la Salle de Commandement Opérationnelle de Paris (SCOP) de la Ville de Paris et de son réseau de vidéoprotection de certains équipements municipaux ;
Sur proposition d'Agnès EVEN, Philippe GOUJON, Nicolas JEANNETE et les élus du groupe Changer Paris, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que le Préfet de Police confirme la création de 1 000 nouveaux postes de policiers nationaux à Paris, dont 500 d'ici 2 ans, et leurs affectations ;
- Que la Maire de Paris confirme l'ambition de recrutement d'une PM forte de 3 400 policiers municipaux ;
- Que les annonces faites de l'implantation de 500 caméras par le ministère de l'intérieur d'une part et d'une soixantaine de sites supplémentaires de vidéoprotection par la mairie de Paris et la préfecture de police dans le cadre du PVPP 3 d'autre part soit bien confirmées et respectées ;
- Que l'implantation de l'ensemble de ces caméras se fera bien en concertation et avec une information régulière des maires d'arrondissement et qu'un calendrier leur soit proposé et régulièrement communiqué ;
- Qu'une réflexion soit menée pour mieux coordonner les différents plans de vidéo-protection sur Paris (PVPP, Transports publics, Bailleurs sociaux/GPIS) afin d'assurer un continuum de sécurité.

2022 V.220 Vœu relatif à la lutte contre le commerce illicite de viande de brousse à Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que le terme « viande de brousse », se réfère à des mammifères non domestiqués, de reptiles, d'amphibiens et d'oiseaux chassés pour la nourriture, et pour beaucoup, d'espèces classées CITES ou figurant sur la liste rouge de l'UICN ;

Considérant que le rapport de la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) de 2019 indique qu'actuellement, sur huit millions d'espèces animales et végétales identifiées, environ un million sont ou seront menacées d'extinction au cours des prochaines décennies, à cause de la destruction des habitats naturels ou de la surexploitation et des trafics d'espèces ;

Considérant que, pour l'année 2021, et pour le seul terminal T2 de l'aéroport Roissy Charles de Gaulles, 36 tonnes de produits illégaux issus d'espèces sauvages ont été saisies, dont 17 tonnes d'espèces animales ;

Considérant qu'il est possible d'acheter ou de consommer de la viande de brousse dans certains établissements parisiens en toute illégalité, que la viande de brousse n'est soumise à aucune garantie sanitaire et de ce fait, apparaît comme impropre à la consommation et engendre des risques de zoonoses ;

Considérant que l'une des raisons pour laquelle les auteurs du trafic d'espèces sauvages sont prêts à prendre des risques importants s'explique par le fait qu'il y a une forte demande et donc l'occasion de réaliser des gains importants face aux faibles risques encourus. Dès lors, considérant qu'il est nécessaire de réduire cette demande en ciblant les potentiels acheteurs pour les informer, d'une part, des conséquences du trafic d'espèces sauvages sur la biodiversité, le bien-être animal, la sécurité et la santé humaine et, d'autre part, sur les risques qu'ils encourent à la suite de tels achats.

Considérant que la Ville de Paris a les compétences pour lutter contre ce trafic d'animaux sauvages en s'appuyant sur la direction des transports et de la protection du public ou sur le bureau des actions de prévention et de protection sanitaire ;

Considérant que, c'est l'ensemble de la société qui doit être sensibilisée et responsabilisée, d'une part, des conséquences du trafic d'espèces sauvages sur la biodiversité, le bien-être animal, la sécurité et la santé humaine et, d'autre part, sur les risques qu'ils encourent à la suite de tels achats ;

Sur proposition de Maud Lelièvre et les élus du groupe MoDem, Démocrates et Écologistes, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Préfecture de Police et la Maire de Paris :
  - Intensifient des contrôles dans les zones de commerces et sur les marchés de la ville afin de renforcer la protection des consommateurs ;
  - Communiquent de manière systématique et régulière aux maires d'arrondissement l'état des contrôles et saisies effectuées par les services de la préfecture de police et des douanes ;
  - Mettent en place une campagne d'information auprès des parisiens sur les risques liés à cette consommation (zoonose) et les conséquences pour la faune et les population locale d'alimenter ce trafic ;

2022 V.221 Vœu relatif à l'adaptation des aides sociales municipales aux besoins sociaux des Parisien.nes impacté.es par la crise énergétique.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le vœu n° 60 déposé par Geoffroy Boulard, Hélène Jacquemont et les élus du groupe Changer Paris ;

Considérant le Plan de lutte contre la précarité énergétique adopté en novembre 2021, prévoyant la mise en place d'un Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie (SLIME), d'un fond d'aide aux petits travaux de 400 000€, ainsi que la réalisation de 1 200 visites à domicile permettant d'effectuer des diagnostics énergie et la distribution de kits d'urgence ;

Considérant la création d'un observatoire parisien de la précarité énergétique dont l'objet est d'améliorer la connaissance du territoire, d'anticiper et d'alerter sur des aléas à venir ainsi que sur les réponses opérationnelles à apporter aux Parisiennes et Parisiens ;

Considérant le plan « sobriété énergétique de la Ville de Paris » présenté par la Maire de Paris, le 13 septembre dernier et tout particulièrement l'axe de travail visant à renforcer la protection et l'accompagnement des ménages parisiens les plus touchés par la hausse du coût des énergies ;

Considérant que la Ville de Paris a investi, depuis le premier plan Climat en 2007, plus d'1 Md€ dans la transition énergétique et plus largement, 10 Md€ pour la transition écologique ;

Considérant que depuis 2014, la Ville de Paris a accéléré ses programmes d'aide à la rénovation de l'habitat permettant d'améliorer le confort thermique de 39 000 logements privés et 58 200 logements sociaux permettant ainsi des gains énergétiques de 54 % en moyenne ;
Considérant que 5 000 logements sociaux seront rénovés chaque année jusqu'à la fin de la mandature ;
Considérant que la contribution de la Ville de Paris pour le Fond Solidarité Logement (FSL) est en progression constante depuis 2019 avec plus de 26 M€ d'engagés en 2022 ;
Considérant que le "Fond de Solidarité Logement-Énergie » et l'aide « Paris Énergie Famille » soutiennent 43 000 familles parisiennes avec un montant d'aide, engagé à hauteur de 10 M€ par an ;
Considérant les 27 prestations extra légales du Règlement Municipal des Aides Sociales, pour un montant total de 200 M€ par an ;
Considérant le renouvellement de la convention avec la Caf de Paris permettant la réalisation de diagnostics sociaux dans le cadre des mesures d'accompagnement social lié au logement ;
Considérant que ces efforts financiers, techniques et politiques doivent être poursuivis et amplifiés pour protéger au mieux les Parisiennes et Parisiens ;
Considérant le travail engagé par la Ville de Paris pour la refonte du règlement municipal des aides sociales ;
Considérant que cette réforme impliquera un changement en profondeur du système d'information ;
Sur proposition de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que le futur règlement municipal des aides sociales du CASVP :
  - Soit simple et accessible pour les Parisiennes et les Parisiens afin que le non-recours soit limité,
  - Soit pilotable dans la durée afin de répondre de façon rapide et précise aux aléas économiques et sociaux rencontrés par les Parisiennes et Parisiens,
  - Développe un axe spécifique visant à soutenir les ménages en situation de précarité énergétique.

2022 V.222 Vœu relatif à l'évacuation des familles logées par le Samu social à l'hôtel-résidence Palatino, 20-36 allée Éric Chabeur (13e).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant l'attachement de la Ville de Paris au respect de la dignité humaine et au droit à un hébergement digne ;
Considérant le partenariat établi depuis 2016 entre le gestionnaire de l'hôtel-résidence Palatino et le Samusocial de Paris, mandaté par les services de l'Etat, dont c'est la compétence, prévoyant la réservation de chambres pour la mise à l'abri de publics vulnérables,
Considérant que depuis 2016, plusieurs centaines de personnes ont été accueillies à l'hôtel résidence Palatino ;
Considérant la nécessaire révision de ce partenariat, en raison de l'obligation réglementaire pour le propriétaire d'attribuer les logements à un public étudiant d'octobre à décembre (les dérogations accordées en raison de la crise sanitaire étant désormais caduques) ainsi que les rénovations importantes programmées pour accueillir de nouveau ce public et mettre le bâtiment aux normes de sécurité incendie ;
Considérant le grave déficit de communication des services déconcentrés de l'Etat et du Samusocial à l'égard de la Ville de Paris et de la Mairie du 13e arrondissement, tant en ce qui concerne l'accueil de personnes migrantes avant 2020 que celui de familles avec enfants et leur relogement en cours ;
Considérant les conditions de notification par l'hôtelier et/ou le Samusocial de cette décision aux familles et les délais de départ extrêmement courts qui ont été arrêtés, conduisant à des ruptures de parcours scolaires, sociaux, sanitaires et de liens humains ;
Considérant que de nombreux enfants initialement logés à l'hôtel Palatino et scolarisés dans les écoles et collèges du 13e arrondissement, sont relogés dans des arrondissements ou des villes éloignées de leur école aboutissant à une rupture de scolarité ajoutant des difficultés supplémentaires à des élèves qui en cumulent déjà de nombreuses ;
Considérant que 63 ménages ont d'ores-et-déjà été réorientés, soit plus de 120 enfants ;
Considérant que l'avenir de ces familles peut être compromis par les propositions d'hébergement faites par le Samusocial car certaines sont très distantes géographiquement et d'autres peuvent mobiliser des logements insalubres ;
Considérant que le Maire du 13e a pris l'attache de la Direction Générale du Samusocial afin de l'alerter sur un certain nombre de situations particulièrement inquiétantes ;
Considérant que cette opération s'inscrit dans un contexte général de fermetures programmées des places d'hébergement à Paris par les services de l'État, et plus généralement, de la restriction de la politique nationale d'accueil et d'accompagnement des personnes étrangères ;
Considérant l'effort consenti par la Ville pour le financement des nuitées hôtelières de familles suivies par l'Aide sociale à l'enfance (ASE), l'investissement majeur des services sociaux de l'Espace Parisien

des Solidarités du 13e pour accompagner ces réorientations et l'examen en cours, par les services municipaux de la possibilité de faire muter un bâtiment du quartier en hôtel social ;
Considérant que la Ville de Paris participe volontairement à de multiples dispositifs d'hébergement (hébergement pérenne, hôtels, logements adaptés, pensions...), pérennes ou en intercalaire;
Considérant la mobilisation et le soutien d'organisations syndicales, associatives et politiques aux familles expulsées, et l'accompagnement bénévole apporté par ces collectifs (écoute, aide aux démarches, alertes…) ;
Sur proposition de Jérôme Coumet, Emmanuel Coblence, Johanne Kouassi, Nathalie Laville et Marie-José Raymond-Rossi et des élu.e.s du groupe Paris en Commun, Nicolas Bonnet-Oulaldj, Jean-Noël Aqua et les élu.e.s du groupe Communiste et Citoyen au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que l'Etat :
  - Prenne la décision de surseoir aux évacuations en cours en raison de la saturation des dispositifs d'hébergement et des conditions de relogement insatisfaisantes proposées aux familles ;
  - Propose systématiquement des réorientations dans le 13e arrondissement ou à proximité immédiate notamment aux familles ayant des enfants scolarisés dans cet arrondissement ;
  - Mette en œuvre les dispositifs d'accompagnement ou de médiatisation vers le logement, comme "Logement d'abord" ou d'autres, pour les familles remplissant les critères ;
  - Améliore les conditions d'instruction des demandes administratives initiées par les personnes hébergées au Palatino auprès de la Préfecture de Police.

2022 V.223 Vœu relatif à la situation des familles expulsées des hôtels sociaux.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant la situation de pauvreté et/ou de précarité extrême de centaines de familles, à Paris, qu'elle soit économique, sociale ou mentale ;
Considérant le fait qu'à Paris de nombreux directeurs.trices d'établissements hôteliers ont cessé leurs activités d'hébergement social au profit de l'activité hôtelière d'origine à la suite de la crise sanitaire et de la reprise de l'activité touristique à Paris, notamment en prévision des Jeux Olympiques et Paralympiques;
Considérant ainsi l'expulsion de familles des Hôtels Palatino et Lodge Inn dans le 13e arrondissement de Paris sans aucune préparation à cette sortie, et sans préparation préalable avec la Ville de Paris et la Mairie du 13e arrondissement ;
Considérant que cette situation s'est répétée dans plusieurs arrondissements, sans que la Ville de Paris ne soit prévenue ;
Considérant que plusieurs solutions d'hébergement proposées en remplacement étaient inadaptées, insalubres et trop souvent éloignées des lieux de scolarisation des enfants qui n'ont pas été pris en compte ;
Considérant que parmi ces enfants, certain.e.s vivent au sein de familles en situation irrégulière ne pouvant recourir aux instruments de relogement classiques, compromettant ainsi leur droit à la protection et à la scolarisation ;
Considérant la responsabilité et la défaillance de l'Etat en matière de politique de logement et de lutte contre le sans-abrisme ;
Considérant la suppression programmée par l'Etat de 14 000 places d'hébergement entre 2021 et 2023 ;
Considérant la forte mobilisation de la Ville de Paris pour mettre à disposition de l'Etat, son patrimoine pour augmenter les capacités parisiennes d'hébergement ;
Considérant les interpellations répétées par la Ville de Paris à l'Etat au sujet de la saturation des places d'hébergement actuelle à prévoir ;
Considérant la priorité des écologistes d'assurer un logement digne et pérenne à tou.te.s les Parisien.ne.s et en particulier aux plus vulnérables d'entre elles et eux.
Sur proposition de Nour DURAND-RAUCHER, Raphaëlle RÉMY-LELEU, Sylvain Raifaud, Fatoumata KONÉ et les élu.es du Groupe Les Écologistes, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris :
  - Dénonce la mauvaise gestion relative à la sortie des familles appelées à quitter leur hébergement provisoire en hôtel, parfois le jour de la rentrée scolaire ;
  - Etablisse un bilan avec l'Etat et les acteurs associatifs de l'offre des dispositifs et des mesures existantes afin d'adapter les dispositifs aux besoins des publics de notre territoire parisien ;
  - Interpelle la Préfecture de Région et l'Académie de Paris quant à la mise à disposition d'hébergements et de logements pérennes et dignes pour les familles en situation de mal-logement en facilitant la continuité du parcours scolaire éventuel.

2022 V.224 Vœu relatif à la situation d'Alaa Abdel Fattah, Citoyen d'honneur de la Ville de Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant la situation des droits humains en Égypte, marquée notamment par l'emprisonnement de dizaines de milliers d'opposants, dans le cadre de procédures le plus souvent arbitraires ;

Considérant qu'Alaa Abdel Fattah, blogueur et figure de la révolution de 2011, condamné à cinq ans de prison pour avoir "organisé une protestation » contre des procès militaires, libéré en mars 2019 à la condition de devoir passer 12 heures par jour au poste de police, a été de nouveau arrêté le 29 septembre 2019 alors qu'il respectait les conditions qui lui étaient imposées ;

Considérant que placé en détention, il a été soumis à la torture et à des traitements inhumains et dégradants, puis ajouté à une « liste terroriste » le 23 novembre 2020 ;

Considérant que le gouvernement britannique, qui lui a accordé la pleine nationalité britannique fin 2021, est intervenu à plusieurs reprises pour lui apporter un soutien médical et consulaire à ce titre, en vain ;

Considérant qu'Alaa Abdel Fattah a entamé une grève de la faim le 2 avril 2022 en protestation contre ses conditions de détention, et que, même si ses conditions ont été légèrement améliorées, depuis le mois de septembre son état de santé est jugé particulièrement préoccupant ;

Considérant les fortes inquiétudes des associations de défense des droits humains, notamment Amnesty international et Human Rights Watch, concernant sa situation en particulier et plus largement celle de tous les défenseurs de l'environnement et droits humains dans la perspective de l'accueil par l'Égypte de la COP 27 à Charm-et-Cheikh du 6 au 18 novembre 2022 ;

Considérant que le Conseil de Paris des 15, 16 et 17 décembre 2020 lui a attribué, ainsi qu'à trois autres défenseurs des droits égyptiens, la dignité de citoyen d'honneur de la Ville de Paris et a demandé au gouvernement français d'intervenir en sa faveur ;

Considérant qu'il est aujourd'hui le seul de ces quatre citoyens d'honneur encore en détention ;

Considérant l'engagement de la Ville de Paris pour la défense des droits humains dans le monde ;

Sur proposition de l'exécutif municipal,

Émet le vœu :

- Que le gouvernement égyptien :
  - Libère immédiatement le citoyen d'honneur Alaa Abdel Fattah ;
  - Autorise Alaa Abdel Fattah à être visité par le médecin de son choix notamment un médecin britannique ;
- Que la Maire de Paris interpelle le Président de la république française afin qu'il intervienne auprès du gouvernement égyptien pour demander la libération immédiate du citoyen d'honneur Alaa Abdel Fattah.

2022 V.225 Vœu relatif à l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri à Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que la dernière « Nuit de la solidarité » a recensé 2598 sans-abris, dont 58% n'étant pas accompagnés par un travailleur social et 52% ne disposant pas de couverture maladie ;

Considérant que 623 personnes sont mortes dans la rue en France, dont 165 dans la Ville de Paris durant l'année 2021 ;

Considérant les fermetures massives de places d'hébergement d'urgence ces derniers mois et le besoin grandissant de répondre à l'urgence sociale ;

Considérant que l'hiver approche à grands pas et viendra ajouter son lot de difficultés à affronter pour les personnes en situation de sans-abrisme ;

Considérant que de nombreuses familles se retrouvent en ce début d'année scolaire, sans logement et que plus de 950 d'entre elles, certaines nuits, ont été dénombrées à la rue ;

Considérant qu'un nombre grandissant de familles risquent encore de se retrouver à la rue à l'hiver, dans des situations bien plus préoccupantes ;

Considérant que la crise sanitaire a révélé à quel point le fait d'être sans-abri constituait un handicap majeur et supplémentaire pour les personnes en difficulté ;

Considérant que l'épidémie de COVID-19 sévit toujours et entame sa 8e vague avec notamment plus de 70.000 nouveaux cas pour la seule journée du 27 septembre et que cette recrudescence de l'épidémie viendra encore s'ajouter aux difficultés déjà présentes ;

Considérant la crise non seulement sanitaire mais aussi sociale que nous traversons et l'inflation que subissent de nombreux Parisiennes et Parisiens ;

Considérant que le besoin d'accompagnement social, médical et psychiatrique des personnes sans-abri ;

Considérant que plus de 100.000 logements sont vides à Paris ;

Considérant le besoin de mettre en œuvre toutes les solutions pour héberger les familles qui en ont besoin ;
Considérant qu'aucune mobilisation particulière de l'État ne se profile à ce jour en réaction à ces circonstances particulières, et que de nombreux manquements des pouvoirs nationaux sont déjà constatés et comblés autant que possible par la Mairie de Paris ;
Considérant que la Ville de Paris mène une politique volontariste à travers la mise à disposition de fonciers municipaux ou appartenant aux bailleurs sociaux pour y réaliser, en lien avec les associations de solidarité, de l'hébergement d'urgence intercalaire ;
Considérant que la Ville de Paris a réquisitionné à plusieurs reprises des équipements publics de proximité comme, dans le 10e, le gymnase Marie Paradis dans le 10e arrondissement l'an passé et que cela a permis à de nombreuses familles de trouver refuge et un peu de dignité ;
Considérant les immeubles vides dans le 10e arrondissement ;
Considérant le vœu voté la Conseil d'arrondissement du 10e le 27 septembre dernier relatif à l'immeuble le Tapis rouge situé au rue du Faubourg Saint-Martin et qui est vide depuis plusieurs années ;
Considérant le vœu du groupe communiste et citoyen déposé au conseil de Paris de juillet 2022 souhaitant que le nombre de places d'hébergement disponibles à Paris et en Île-de-France augmente considérablement ;
Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Camille Naget, Béatrice Patrie et des élu·es du groupe Communiste et Citoyen,

Émet le vœu :

- Que l'État augmente urgemment le nombre de places d'hébergement disponibles à Paris et en Ile-de-France, à travers la création de nouvelles structures et notamment des CHU et CHRS, pour l'ensemble des personnes en situation de sans-abrisme et pour répondre aux besoins considérables et en constante augmentation ;
- Que la Maire de Paris :
  - Interpelle de nouveau le gouvernement pour obtenir le droit de réquisition des logements et bureaux vacants ;
  - Use de son droit de préemption concernant le Tapis rouge, rue du Faubourg Saint-Martin dans le 10e et lance des négociations avec son propriétaire pour qu'un usage intercalaire puisse permettre l'accueil des sans-abris de l'arrondissement.

2022 V.226 Vœu relatif à la préemption du 9 rue de la Banque (2e).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant la mise en vente par l'Etat d'un ensemble de bureaux appartenant à la Direction des Finances Publiques du ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance situé au 9 rue de la banque à Paris 2e et la publication d'un appel à candidatures en vue de la conclusion d'un bail emphytéotique concernant un ensemble de bureaux appartenant au Ministère de la Culture (2-8 rue des Pyramides 75001) ;
Considérant les surfaces de plancher conséquentes, respectivement de 10.150 m2 pour le 9 rue de la banque et 6.726,50 m2 pour le 2-8 rue des Pyramides et le fort potentiel d'accroissement du taux de logement social que cela représente pour Paris-centre ;
Considérant que les 1er et 2e arrondissement font partie de ceux les moins dotés de la Ville de Paris en logements sociaux, puisque seuls 11,4 % des résidences principales du 1er arrondissement et 6 % de celles du 2e arrondissement sont conventionnés en logements sociaux SRU, au 1er janvier 2020, alors que la moyenne parisienne s'approche des 25 % et que Paris s'est fixé un objectif de 30 % à l'horizon 2030 ;
Considérant l'objectif inscrit à l'article 55 de la loi SRU qui impose à la Ville de Paris 25 % de logements sociaux parmi les résidences principales et les efforts importants de la Ville pour l'atteindre ;
Considérant que l'Etat doit participer à l'effort menée par les collectivités pour leur permettre d'atteindre ce taux de 25% de logements sociaux pour les résidences principales en mobilisant son propre foncier ;
Considérant que l'État promeut la production de logements, et notamment de logements sociaux, à travers la loi relative au Grand Paris de 2010 qui fixe l'objectif de 70 000 logements par an pendant 25 ans pour la métropole ;
Considérant que la ville se donne pour objectif le rééquilibrage géographique de la création de logements sociaux ;
Considérant que le 2e arrondissement est surdoté en activités commerciales avec notamment la présence d'immeubles entier de bureaux appartenant aux grandes banques françaises ;
Considérant que le Pacte pour la construction parisienne publié en octobre 2020 qui préfigure le PLU Bioclimatique stipule que les projets doivent contribuer à créer une ville mixte et solidaire. Ils doivent

continuer à satisfaire les besoins en logement social pérenne au regard de la crise économique et sociale ;
Considérant les luttes sociales qui se sont tenues rue de la Banque et le symbole que constitue ce territoire en matière de droit au logement ;
Considérant les difficultés des agents de I'Etat et de la Ville, des ménages parisiens aux ressources modestes et des publics les plus précaires reconnus DALO à se loger dans Paris intramuros ;
Considérant la loi Duflot de 2013 permettant les cessions d'immeuble de l'État avec décote afin de faciliter la construction de logements sociaux ;
Considérant que la Mairie de Paris-centre sur proposition du Maire Ariel WEIL a adopté un vœu demandant à l'Etat de prendre ses responsabilités dans le développement du parc social sur leur territoire en transformant les bureaux se situant au 9 rue de la banque et au 2-8 rue des Pyramides en logement social ;
Considérant le vœu n° 67 relatif à la préemption du 9 rue de la Banque déposé par Corine Faugeron, Léa Vasa, Emile Meunier, Fatoumata Koné et les élu.e.s du groupe Les Ecologistes ;
Sur proposition de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que l'Etat se saisisse de ses responsabilités en matière de production de logements sociaux et de mise à l'abri des personnes vulnérables, notamment les familles à la rue, et participe à la politique de la Ville en ce sens, en mobilisant son foncier notamment à Paris Centre ;
- Que la Ville de Paris et la Mairie de Paris Centre soient associées à la sélection des candidats ayant répondu aux appels à candidatures concernant les deux ensembles immobiliers, 9 rue de la Banque et 2-8 rue des Pyramides, pour travailler à une programmation mixte intégrant une part de logement social au moins égale aux attendus du PLU bioclimatique et répondre ainsi aux enjeux sociaux et urbains de ce secteur.

2022 V.227 Vœu relatif à l'hôtel du Marché situé 48 rue de Meaux (19e).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant que l'hôtel du Marché situé 48 rue de Meaux dans le 19e arrondissement a fait l'objet d'une promesse de vente en novembre 2021, pour une vente effective libre de tous occupants au 1er juillet 2022 ;
Considérant qu'au 28 mars dernier, les 29 habitants de l'hôtel du Marché, hôtel garni, ont reçu congé sous 3 mois ;
Considérant que la très grande majorité des habitants sont des personnes âgées, avec de très faibles revenus ; qu'ils vivent dans cet hôtel dans des conditions parfaitement indignes depuis de nombreuses années pour la grande majorité d'entre eux, faute d'alternatives ;
Considérant que les habitants de cet hôtel sont les victimes par ricochet d'une pure opération de spéculation immobilière et que l'acheteur mentionné précédemment s'est retracté suite à la médiatisation de la situation ;
Considérant que, depuis le début de l'été, les occupants de l'hôtel ont vu leurs conditions de vie, déjà très précaires et indignes, se dégrader avec des coupures d'eau chaude (qui n'aurait pas été rétablie sans la pression de la Mairie et de la presse), des problèmes de sécurité avec des intrusions et le vol des économies du doyen de l'hôtel, 87 ans, un entretien de plus en plus inexistant des parties communes, aggravant la situation d'insalubrité ;
Considérant que tous et toutes ont des demandes de logements en cours, voire sont prioritaires DALO ou ont des recours DALO en cours ;
Considérant que la Mairie du 19e et les services sociaux de proximité se sont saisis des différentes situations dès qu'ils en ont eu connaissance et que toutes les solutions possiblement mobilisables localement sont mises en œuvre mais sont, malheureusement, insuffisantes pour répondre rapidement à l'urgence du relogement ;
Considérant que la Mairie du 19e et la Ville de Paris ont souhaité très vite réunir tous les acteurs ;
Considérant que les 16 derniers occupants non encore relogés à la mi-août ont reçu une nouvelle mise en demeure de quitter les lieux ;
Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Camille Naget et les élu·e·s du Groupe communiste et citoyen, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris :
  - Participe, aux côtés de la Mairie du 19e, aux relogements des habitants encore présents dans l'hôtel, afin que tous et toutes aient rapidement un logement digne,
  - Continue à exiger de l'État, garant du droit au logement, qu'il prenne également ses responsabilités et propose au plus vite des solutions de relogements aux habitants prioritaires DALO,
  - Finalise au plus vite le rachat de l'hôtel et le transforme en logements sociaux, dont le manque est flagrant, y compris dans le 19e arrondissement.

- Se laisse un levier d'action supplémentaire, en cas de négociations infructueuses avec le propriétaire, qui soit une expropriation par une Déclaration d'Utilité Publique.

2022 V.228 Vœu relatif à la création de logements sociaux et d'équipements publics au 37 av. Georges V (8e).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant les objectifs de la loi SRU fixant l'atteinte de 25% de logements sociaux d'ici 2025 et les obligations, pour Paris, de produire 6 000 logements sociaux par an pour s'y conformer ;

Considérant la politique volontariste de la Ville de Paris en matière de logement, visant à mobiliser l'ensemble des leviers de productions relevant de sa compétence : construction, préemption, transformation de bureaux en logement ;

Considérant la nécessité de continuer à produire des équipements publics visant à répondre aux besoins des familles parisiennes ;

Considérant que la collectivité parisienne est propriétaire de biens, patrimoine historique ou acquis, parmi lesquels le 37 av. George V, dans le 8e arrondissement de Paris, préempté en vue d'y réaliser du logement social ;

Considérant l'engagement pris devant les Parisiennes et les Parisiens, à l'occasion des élections municipales, visant à atteindre, d'ici 2025, le taux de 25% de logements sociaux et à créer une nouvelle pension de familles par arrondissement ;

Considérant la nécessité de rééquilibrer territorialement la production de logement social afin d'y loger des travailleurs-clés en diminuant leur temps de transports ;

Considérant que le 8e arrondissement est déficitaire en matière de logements sociaux,

Considérant que de nombreux travailleur·euses clés du secteur privé, en particulier de l'hôtellerie parmi lesquels les femmes de chambres ou les personnels de sécurité des palaces et hôtels de luxe du 8e arrondissement, ainsi que les salarié·es du secteur public (personnels soignants, puéricultrices, enseignants…) travaillent dans cet arrondissement et participent à la richesse et au rayonnement de notre capitale ;

Considérant la nécessité de s'inscrire dans les objectifs de la Ville du Quart-d heure, en permettant aux travailleurs-clés de pouvoir vivre au plus près de leur emploi ;

Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj et les élu·e·s du Groupe communiste et citoyen, au nom de l'exécutif ;

Émet le vœu :

- Qu'au 37 av. George V, Paris 8e, la Ville de Paris garantisse la mise en œuvre d'une opération intégrant majoritairement un programme de logements sociaux, et après études de faisabilité, la création d'un ou de plusieurs équipements publics
- Que la politique immobilière de la ville, et en particulier que les recettes supplémentaires qui pourraient être liées à des cessions, ont vocation à participer à la politique municipale en matière de production de logements sociaux.

2022 V.229 Vœu relatif à l'état des lieux des gardiens et gardiennes dans les immeubles sociaux.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que la Ville de Paris compte officiellement 255 355 logements sociaux SRU au 1er janvier 2020 ;

Considérant que le parc social de la Ville de Paris continue de se développer, atteignant un taux de 24,2% en 2021, et que l'objectif inscrit à l'article 55 de la loi SRU est d'atteindre 25% de logements sociaux parmi les résidences principales d'ici à 2025 ;

Considérant que les gardiens et gardiennes d'immeubles représentent un maillage indispensable dans la vie quotidienne de ces logements sociaux en tant qu'interlocuteurs privilégiés entre les habitants et les bailleurs sociaux ;

Considérant que les gardiens et gardiennes d'immeubles jouent également un rôle majeur dans le renforcement du lien social dans la mesure où leur fonction d'information et de médiation garantissent la qualité des relations avec les résidents comme avec les visiteurs ;

Considérant que depuis le 1er janvier 2018, près de 300 gardiens et gardiennes ont le pouvoir de dresser des procès-verbaux, la plupart pour dépôt sauvage d'ordures, stationnement gênant ou dégradations des lieux ;

Sur proposition de Maud Gatel et les élus du groupe MoDem, Démocrates et Écologistes, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris :

- Établisse un état des lieux précis du nombre de gardiens et gardiennes d'immeubles sociaux en fonction ;
- Recense les besoins nécessaires afin d'assurer la pérennité de cette fonction primordiale.

2022 V.230 Vœu relatif aux cessions du patrimoine de la Ville de Paris extra-muros.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant qu'il existe de fortes disparités économiques et sociales au sein des jeunes et des familles parisiennes ;

Considérant que, chaque année, 1/3 des jeunes parisien·ne·s ne part pas en vacances et que sur les 500 000 jeunes parisien·ne·s, 70 000 ne partent jamais ;

Considérant que partir en vacances, même sur une très courte période, permet à toutes et tous de découvrir de nouveaux horizons, de se cultiver et de sortir du quartier dans lequel ils passent la plus grande partie de leur temps ;

Considérant que les vacances sont un droit, au même titre que l'accès aux loisirs ou à la culture ;

Considérant que la dimension sociale des vacances qui permettent aux jeunes de sortir du cadre familial et de fait, l'apprentissage de la vie en collectivité ;

Considérant que la démocratisation du tourisme repose sur les trois piliers que sont l'émergence des mouvements d'éducation populaire, la création de comités d'entreprise et l'engagement de l'état et des collectivités territoriales notamment par la mise à disposition de foncier ;

Considérant que de nombreuses associations (jeunesse, éducation populaire etc.) proposent une gestion mutualisée du patrimoine touristique des communes, permettant ainsi de faciliter l'organisation de séjours de vacances ;

Considérant que la Ville de Paris est encore propriétaire d'un grand nombre de bâtiments atypiques en France ;

Considérant qu'elle souhaite se défaire d'un certain nombre de ces propriétés car jugées trop vétustes et couteuses à l'entretien ;

Considérant la nécessité de défendre le patrimoine foncier de la ville situé hors de Paris ;

Considérant que la propriété située à Nescus et se trouvant à 740 km de Paris est propriété de la Ville de Paris en 1971 ;

Considérant que la propriété située à Aydat et se trouvant à 400 km de Paris est propriété de la Ville de Paris en 1971 ;

Considérant que ces sites autrefois exploités par l'AGOSPAP servaient notamment de centre de vacances aux publics les plus jeunes;

Considérant que ces sites ont été trop longtemps délaissés et qu'ils sont aujourd'hui hors d'usage en l'état malgré l'intérêt avérée au regard du service public qu'ils ont su rendre dans le passé aux parisiennes et parisiens » ;

Considérant qu'il n'appartient qu'à la volonté de la Ville de Paris de reprendre la gestion de ces lieux afin de permettre à nos usager·ères de profiter de ce patrimoine ;

Considérant que ces deux possessions peuvent permettre de faciliter l'organisation de séjours de vacances et de loisirs avec les structures parisiennes (centres sociaux, foyers de jeunes travailleurs, foyers ASE etc.) ;

Considérant la volonté réaffirmée par la ville de favoriser le départ en vacances des parisien·ne·s ;

Considérant le vœu relatif à l'accès aux vacances des jeunes, déposé par le Groupe communiste et citoyen et adopté au conseil de février 2022, qui demandait notamment à ce que la Ville de Paris adhère à Voyage Vacances Loisirs ;

Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Camille Naget et des élu·e·s du Groupe Communiste et citoyen,

Émet le vœu :

- Que la Maire de Paris :
  - Engage une réflexion collective sur les modalités de cession de ces biens afin que la ville s'engage à garantir le droit aux vacances aux parisiens et parisiennes en envisageant de conserver certains sites dans l'objectif d'y accueillir de nouveau différents publics parmi la population parisienne : séjours scolaires, centre de loisirs, accueils de familles avec les centre sociaux, personnes en Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS), jeunes recueillis au sein des foyers de l'aide sociale à l'enfance (ASE), séniors issus des club séniors ou logés en résidence autonomie, personnes en situation de handicap…
  - Privilégie la reprise de ces biens hors de Paris par les collectivités locales pour, le cas échéant, y porter des projets partagés et concertés avec ces dernières en mutualisant l'accueil de séjours ou de projets associatifs pour les publics parisiens.

2022 V.231 Vœu relatif au développement d'une logistique urbaine vertueuse à Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu l'exposé des motifs de la 2022 DVD 96, mentionnant les efforts de la Ville de Paris « en faveur d'une meilleure organisation des flux logistiques sur le territoire et d'imaginer une logistique urbaine plus vertueuse, plus efficace et mieux intégrée dans le tissu urbain » ;

Considérant que l'adhésion à la Fabrique de la Logistique ouvre de nouvelles opportunités d'échanges et d'action pour développer une logistique urbaine vertueuse, et que les mairies d'arrondissement sont aux avant-postes des nuisances environnementales pouvant être provoquée par la logistique urbaine ;

Considérant que le partage d'informations aux différents échelons de décisions politiques parisiens peut accroître l'efficacité de l'action publique en la matière ;

Considérant la nécessité de réguler, voire d'interdire dans certains quartiers, les entrepôts fantômes aussi appelés « quick commerces » ;

Considérant l'attente forte des Parisiennes et des Parisiens en matière de diversité commerciale et de protection de nos spécificités en termes de commerces de proximité qualitatifs ;

Considérant l'action volontariste de la ville de Paris pour lutter contre l'implantation de ces entrepôts et le renforcement du pouvoir dévolu aux collectivités locales pour réguler ou interdire ces entrepôts ;

Considérant la position du Gouvernement qui vise à mettre fin au « flou » sur les dark stores et dark kitchen, ces locaux dédiés à la préparation de livraisons, en confortant le pouvoir de régulation des maires ;

Considérant les nuisances liées aux flux et horaires d'utilisation de ces entrepôts pour les riverains ;

Considérant les ruptures dans le tissu commercial et le paysage urbain d'une rue du fait de ces commerces vides, non ouvert au public et sans pas de porte ;

Considérant le règlement en vigueur du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Paris qui stipule que la catégorie « entrepôt » est consacrée aux locaux d'entreposage et de reconditionnement de produits ou de matériaux ;

Considérant que les activités industrielles, artisanales et commerciales, sont assimilées à cette catégorie lorsque leur surface d'entreposage est supérieure à un tiers de la surface totale des locaux ;

Sur proposition de Florence BERTHOUT et les élus du groupe Indépendants et Progressistes,

Émet le vœu :

- Que la Maire de Paris s'engage à associer pleinement les maires d'arrondissement aux autorisations d'urbanisme relatives à l'installation de ces dark stores.
- Que les mairies d'arrondissement puissent être associées à la participation de la Ville de Paris dans la Fabrique de la Logistique, par des remontées et retours d'informations.

2022 V.232 Vœu relatif au maintien de la qualification des dark stores comme entrepôts et à l'application de sanctions afin de faire cesser au plus vite les nuisances d'un modèle qui n'a aucune considération pour l'intérêt général.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

En réponse au vœu n°75 déposé par Thomas CHEVANDIER et les élu.e.s du groupe Paris en Commun, au vœu n°76 déposé par Emile MEUNIER, Frédéric BADINA-SERPETTE, Nour DURAND-ROCHER, Fatoumata KONÉ et les élu·e·s du groupe Les Écologistes et le vœu n°77 déposé par Florence BERTHOUT et les élu.e.s du groupe Indépendants et Progressistes

Considérant le fait que depuis la crise sanitaire, les « entrepôts fantômes » ou « dark stores » ces locaux en rez-de-chaussée sans accueil de clientèle ouverts par les acteurs de la livraison rapide de courses à domicile (Q Quick commerce »), se sont fortement développés, à Paris ;

Considérant leur développement soudain et parfois anarchique ces deux dernières années qui a dégradé le cadre de vie des riverains, a généré des nuisances en matière environnementale, sonore et de partage harmonieux de l'espace public, a contribué à fragiliser le tissu économique et commercial local, et développé un modèle social précaire ;

Considérant les centaines de courriers de plainte des riverains face aux nuisances induites ;

Considérant l'actuelle classification de ces locaux comme des entrepôts dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Paris et par conséquent l'impossibilité de pouvoir remplacer un local commercial sans devoir solliciter une autorisation d'urbanisme auprès de la Ville ;

Considérant les nombreux Dark Stores qui se sont déployés sans respecter la réglementation parisienne en vigueur et l'insertion urbaine ;

Considérant le fait que depuis plusieurs mois, la Ville de Paris a activé tous ses leviers pour lutter contre la prolifération de ces entrepôts, comme la mise en place d'un guichet de signalement unique par les riverains sur Paris.fr et auprès des mairies d'arrondissement, des contrôles de légalité sur

sites, des pénalités financières pour chaque infraction constatée, ou encore par la verbalisation des stationnements gênants sur la chaussée et le trottoir ;
Considérant la décision du Tribunal Administratif rendue la semaine dernière qui vient, à la suite des référés déposés par les sociétés Frichti et Gorillas, de suspendre en référé les arrêtés de mise en demeure que la Ville de Paris a pris à l'encontre de ces dark stores, décision qui entre en contradiction avec l'ensemble des demandes portées par Paris et France urbaine dans le cadre du travail en cours pour la publication prochaine d'un arrêté clarifiant le statut de ces activités ;
Considérant la décision de la Ville qui compte donc se pourvoir en cassation contre cette décision qui va à l'encontre de la volonté des collectivités de pouvoir réguler cette activité ;
Considérant la transmission, par ailleurs, à la procureure de la République des constats de ces infractions au Code de l'urbanisme et au PLU ;
Considérant par ailleurs le fait que la révision en cours du PLU pourra permettre de préciser les critères d'interdiction ou de limitation de ces activités au sein de certaines zones ou sur tout le territoire de Paris ;
Considérant le travail en cours engagé avec le Gouvernement à la demande des élus locaux des villes concernées par le développement de ces activités ;
Considérant les vœux votés lors des conseils d'arrondissement du 14e et du 20e de novembre 2022 et relatifs aux multiples risques liés au développement du quick commerce ;
Considérant ainsi que 80 % des dark stores sont implantés en contravention du PLU ;
Considérant que les 20 % restant occupent des lieux qui pourraient servir utilement d'entrepôts à des acteurs de la logistique du dernier kilomètre que la ville de Paris souhaite développer conformément à sa stratégie logistique 2022-2026 ;
Considérant l'engagement de tendre vers une ville "Zéro dark store et zéro dark kitchen" impulsé par la majorité depuis plus d'un an, et clairement affiché grâce à l'adoption d'un vœu inscrivant cet objectif au Conseil de Paris de juin 2022 ;
Considérant le fait que les dark kitchens fonctionnent principalement le soir et la nuit et sont particulièrement source de pénibilité au travail pour les livreurs et les cuisiniers et de nuisances sonores pour les riverain.ne. s ;
Considérant par ailleurs, le fait que des groupes de la grande distribution ont récemment pris des parts dans des sociétés de quick commerce ou ont développé des partenariats avec eux, contribuant à renforcer le modèle commercial des quick-commerces, et notamment des dark stores dont ces enseignes sont devenues les principaux fournisseurs de produits ;
Sur proposition de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris :
  - Interpelle l'Etat pour qu'il publie rapidement le décret et l'arrêté en cours d'élaboration concernant la clarification des statuts des dark stores et dark kitchens et que ceux-ci reflètent bien les demandes portées par Paris et les grandes villes réunies par France Urbaine dans le cadre de la concertation, soit le maintien de ces activités en catégorie « entrepôt » dans la perspective d'une capacité de limitation drastique ou d'interdiction dans le cadre de la révision du PLU bioclimatique ;
  - Interpelle Le Garde des Sceaux pour que celui-ci demande à.la procureure de la République de Paris d'engager des poursuites dans les meilleurs délais sur la base des procès-verbaux d'infraction établis par les services de la Direction de l'Urbanisme de la Ville de Paris, pour faire respecter la réglementation en vigueur et fermer les « dark stores qui ne respectent pas le PLU ;
  - Interpelle la Préfecture de Police et la Préfecture de Région pour qu'elles intensifient les contrôles concernant le respect des normes d'hygiène et du droit du travail concernant les établissements signalés dans ta perspective de fermetures administratives effectives, en particulier dans les dark kitchens ;
  - Interpelle les enseignes de grande distribution au sujet de leur soutien au développement de ces activités de quick commerce à Paris.

2022 V.233 Vœu relatif à l'espace vert situé dans les locaux parisiens de l'école Polytechnique.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le projet de construction d'un centre de conférence international au sein d'un ensemble de bâtiments historiques appartenant à l'école Polytechnique dans le 5e arrondissement ;
Considérant que la construction du centre nécessite la destruction d'un espace vert de pleine de terre de 500m2 et de plusieurs arbres adultes, ainsi que le creusement en sous-sol d'un auditorium de 500 places (alors même qu'il existe un auditorium dans les bâtiments du ministère adjacent) ;
Considérant que l'espace vert en question était protégé par le Plan Local d'Urbanisme ;
Considérant que l'opération projetée n'étant pas compatible avec le PLU, celui-ci a été modifié par arrêté préfectoral du 2 juillet 2019 suivant une procédure dérogatoire et simplifiée dont seuls peuvent

bénéficier l'Etat, les collectivités ainsi que leurs établissements publics et groupements, ce qui est le cas de l'école Polytechnique, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel ;
Considérant que dans le cadre de cette procédure le Conseil de Paris avait deux mois suivant la réception des conclusions de l'enquête publique le 12 avril 2019 pour se prononcer par un vote ;
Considérant que la Ville de Paris a indiqué par courrier du 21 mai 2019 à l'École Polytechnique qu'il ne serait pas possible au Conseil de Paris de se prononcer dans les délais impartis sur la mise en compatibilité du PLU de Paris avec le projet ;
Considérant que le permis de construire délivré par le préfet le 2 août 2019 à l'Ecole Polytechnique a ensuite été transféré à la société LVMH le 5 septembre 2019 ;
Considérant pourtant que nulle part dans les conclusions de l'enquête publique ou de l'instruction, il n'a été mentionné à la ville de Paris ou aux habitant.e.s que le destinataire final du permis de construire était la société commerciale LVMH ;
Considérant qu'il est pour le moins juridiquement surprenant que LVMH, société commerciale, ait pu bénéficier de la procédure dérogatoire et simplifiée mentionnée plus haut, qui est réservée à l'Etat, aux collectivités ainsi que leurs établissements publics et groupements ;
Considérant qu'un financement d'une telle ampleur, environ 30 millions d'euros, dans un lieu aussi prestigieux et symbolique, ne saurait être vu comme un acte parfaitement désintéressé, mais qu'il doit au contraire être décrypté comme la volonté de tisser des liens bien particuliers entre une multinationale et un des principaux lieux de formation des futurs cadres de l'Etat ;
Considérant que les étudiant.e.s de Polytechnique se sont également mobilisés contre le projet d'implantation d'un centre de recherche de LVMH dans leur campus de Saclay (91) ;
Considérant en outre la dénonciation par les étudiant.e.s de Polytechnique de l'impact écologique de l'industrie du luxe ;
Considérant que cette dénonciation est d'autant plus compréhensible que l'objectif de cette école d'exception devrait être tourné bien davantage vers la formation d'ingénieurs aptes à trouver des solutions pour faire face à la crise climatique et à l'effondrement de la biodiversité plutôt que pour aider l'industrie du luxe à permettre au 1% le plus riche de la population de continuer à consommer toujours plus ;
Considérant par ailleurs qu'un article du Monde du 6 septembre 2022 semble établir un lien entre l'opération parisienne et l'implantation de LVMH sur le campus de Saclay, écrivant ainsi : "l'école ne semble pas en position de force pour négocier avec LVMH. En ce moment, la multinationale a accepté de financer la rénovation à grands frais - 30 millions d'euros - du bâtiment parisien de Polytechnique, l'ancien siège de l'association des anciens, sur la montagne Sainte-Geneviève, sur le site du ministère de l'enseignement supérieur (5e arrondissement). L'ensemble sera transformé en centre de conférences. Un cadeau qui ne se refuse pas."
Considérant la volonté affichée par la Ville d'augmenter la surface d'espaces verts, d'emprises libres et la surface de pleine terre ainsi que de protéger les arbres tant sur les emprises publiques que privées, telle qu'elle ressort notamment du Plan Climat, des orientations du futur Plan Local d'Urbanisme Bioclimatique, du Plan Paris Pluie et de la Charte des arbres ;
Considérant qu'il appartient à l'Etat et non aux sociétés commerciales de participer au financement de la préservation ou de la rénovation des bâtiments publics appartenant à ses institutions.
Sur proposition d'Emile MEUNIER, de Corine FAUGERON, de Fatoumata KONÉ, et les élu.es du groupe Les Ecologistes,

Émet le vœu :

- Qu'un audit juridique soit diligenté afin de s'assurer de la légalité de la procédure de modification du PLU au profit de LVMH ;
- Que dans cette attente, la Maire de Paris prenne préventivement un arrêté d'interruption des travaux ;
- Qu'en tout état de cause, la Ville demande à LVMH de revoir son projet afin de préserver l'espace vert et ses arbres ;
- Que la Ville apporte son soutien symbolique aux étudiant.e.s de Polytechnique dans leur opposition à l'implantation de LVMH sur le plateau de Saclay.

2022 V.234 Vœu relatif à l'utilisation du sursis à statuer sur le permis de restructuration de bureaux situés au 18-20 bd de Bonne Nouvelle (10e).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant le projet de restructuration lourde des bâtiments situés au 18-20 bd Bonne Nouvelle 75010, accueillant actuellement les bureaux d'Orange et un bureau de Poste ;
Considérant que ce projet prévoit la destruction et reconstruction de deux ailes du bâtiment, le déplacement du bureau de poste, la démolition de la dalle de rez-de-chaussée et sa reconstruction en terrasse, la destruction de planchers, cages d'escaliers et rampes, la construction de balcons et corniches

filantes, l'isolation thermique de l'enveloppe, la mise aux normes de sécurité des circulations, ou encore la création d'ouvertures, aboutissant à une création de 702 m² de plancher et une surface totale finale de 4.374 m² ;
Considérant que le bâtiment est situé au PLU actuel en secteurs de "protection de l'habitation", "déficit en logement social", "protection renforcée du commerce et de l'artisanat", et "renforcement du végétal" ;
Considérant que la ville de Paris a publié son avant-projet des Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et du règlement du futur PLU bioclimatique, proposant de renforcer le rééquilibrage de l'habitat et de l'emploi notamment au travers de l'évolution suivante : "l'ancien « secteur de protection de l'habitation », dont la délimitation serait mise à jour pour tenir compte de l'évolution des indicateurs d'équilibre habitat/emploi, serait renommé « secteur de développement de l'habitation ». S'y appliquerait, en complément de la règle de protection de l'habitation, une nouvelle servitude dite de mixité fonctionnelle, permettant le développement de l'habitation : au-delà d'un certain seuil de surface de plancher, tous les projets de construction, restructuration lourde ou de changement de destination de la Surface de protection de l'emploi devraient intégrer une part minimale d'habitation" ;
Considérant que le projet en question situé en secteur de protection de l'habitation s'apparente à une restructuration lourde et qu'il serait donc soumis, lors de l'adoption du futur PLU bioclimatique, à l'obligation d'intégrer des logements dans son programme ;
Considérant que le projet ne contribue pas à l'objectif du PLU actuel de renforcement du végétal dans un territoire qui en est particulièrement dépourvu ;
Considérant que la Commission du Vieux Paris a émis des réserves fortes relatives à l'ampleur des destructions et restructurations proposées par le projet ;
Considérant que la Ville de Paris s'est donné la possibilité d'exercer son droit de surseoir à statuer sur les permis de construire présentant de fortes contradictions avec son futur PLU bioclimatique en cours d'élaboration, et l'a récemment exercé dans le dossier du Couvent Reille, suite aux voeux du Groupe Écologiste de Paris ;
Sur proposition de Léa VASA, de Sylvain RAIFAUD, d'Emile MEUNIER, de Frédéric BADINA, de Fatoumata KONÉ et des élu.es du groupe les Écologistes,

Émet le vœu :

- Que la possibilité de surseoir à statuer soit étudiée concernant le 18-20 bd Bonne Nouvelle.

2022 V.235 Vœu relatif à un aménagement équilibré et harmonieux de la Porte de Montreuil.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que :
Le secteur de la Porte de Montreuil est situé sur la ceinture verte parisienne dans le 20e arrondissement et que malgré sa situation exceptionnelle aux portes de Paris et du territoire d'Est Ensemble ainsi qu'une bonne desserte routière et en transports en commun, cette porte est restée à la marge du développement des territoires limitrophes ;
En l'état, la porte de Montreuil matérialise une véritable rupture physique avec les communes limitrophes et connaît d'importants dysfonctionnements dans les usages de l'espace public : difficultés et dangers pour traverser à pied et à vélo, inhospitalité d'un vaste espace ;
Les habitant.e.s côté Paris, comme à Montreuil et à Bagnolet, attendent depuis longtemps une réhabilitation de ce quartier populaire pour améliorer leur cadre de vie, pour relier Paris à Montreuil et Bagnolet de façon sécurisée et apaisée pour les piétons et cyclistes, pour augmenter massivement la végétalisation et pour animer l'espace public par des activités commerciales et associatives. Ils et elles l'ont dit lors des concertations de 2016 et 2018 ;
Considérant que ces concertations ont montré leur attachement au marché aux puces, car les puciers font partie intégrante de l'identité populaire du quartier et leur maintien sur les lieux dans un cadre rénové et accueillant apparaît comme une priorité ;
La Maire de Paris a exprimé sa volonté, dans une conférence de presse du 22 mai 2022 intitulée "de la ceinture grise à la ceinture verte" de faire renaître la ceinture verte qui entourait la Ville au début du 20e siècle mais qui a progressivement perdu en bénéfice et cohérence écologiques en raison de la création du périphérique et de l'urbanisation progressive de ses abords. La renaturation des derniers espaces fonciers disponibles est une nécessité absolue en raison de l'accélération du réchauffement climatique, et en particulier sur ce secteur très minéral et goudronné, pointé comme un îlot de chaleur par l'APUR ;
Malheureusement, le projet d'aménagement proposé par Nexity ne répond pas aux enjeux identifiés lors des différentes concertations et vient même s'y opposer pour certains points. En effet, il est prévu de construire environ 60 000m2 de bureaux tertiaires en parallèle du périphérique côté Montreuil sur une longueur de 850 mètres, et malgré quelques percées, créant ainsi une véritable muraille entre Paris et la banlieue qui aura pour effet d'accentuer la rupture physique. De plus, la dimension des av.s du professeur André Lemierre et Benoît Frachon ne permet pas d'accueillir de part et d'autre des

bâtiments de hauteur importante. Ces bureaux viendraient également accentuer le déséquilibre territorial concentrant une nouvelle fois à Paris des emplois en contradiction avec nos objectifs de solidarité envers les autres villes de la métropole et en particulier celles situées à l'Est ;
Dans ce projet urbain, il est également prévu de construire un immeuble-pont au-dessus du périphérique pour y accueillir un hôtel 4 étoiles alors même que ce type de construction nécessite une infrastructure lourde et contraire aux standards de l'architecture bioclimatique que la ville entend promouvoir dans le nouveau Plan Local d'Urbanisme. Par jugement du 2 juillet 2021, le tribunal administratif a annulé deux projets d'immeuble-pont au-dessus du périphérique pour des raisons impérieuses de santé environnementale et deux autres projets similaires ont été abandonnés volontairement par la ville sur les sites des Porte de Vincennes et Porte d'Aubervilliers. En tout état de cause, cet immeuble-pont ne permet pas de répondre à l'objectif d'une programmation forte le long de la future place pour rendre le secteur attractif pour en faire un lieu de destination et pas seulement un lieu de passage ;
Le premier projet, Pranlas-Descours, avait été abandonné en raison du coût de réalisation chiffré à 90 millions d'euros de la dalle de couverture et intégrant la démolition de l'ouvrage existant en béton. Dans une délibération datant de juillet 2015, l'aménagement voté ne concernait que le rond-point, qui pouvait être entrepris sans lien avec la phase 2 du projet, relative à l'actuel projet Nexity. A ce moment, une couverture légère de l'anneau par des panneaux solaires avait été évoquée et privilégiée à la dalle de béton. L'option d'une couverture légère des anneaux du périphérique était encore d'actualité en août 2018, notamment dans le but de "réduire fortement les nuisances sonores du périphérique et remettre cet espace central de la Porte au cœur de l'espace public". En avril 2019, un avis de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France sur le projet d'aménagement de la Porte de Montreuil soulignait qu'une étude d'impact mettait en lumière que la forte minéralisation de ce territoire, marqué par de faibles zones d'ombre et de fraîcheur, l'exposait particulièrement au phénomène d'îlot de chaleur urbain ;
Dans l'aménagement de l'espace public initial, une dalle en béton devait recouvrir la porte et le rond central de pleine terre, ce qui apparaissait disproportionné dans ses coûts financiers et écologiques. Suite à des ateliers de travail, de premières évolutions positives sont en cours, montrant à quel point ces trois dernières années, l'urbanisme connaît une révolution pour relever le défi d'adapter les villes au dérèglement climatique et ainsi changer ses façons d'envisager les aménagements urbains encore en vigueur il y a seulement cinq ans ;
De même, ce projet prévoyait l'abattage de 200 arbres adultes - 75 ayant déjà été abattus - dont les bénéfices écologiques inestimables ne pourront être compensés avant de très nombreuses années par les nouvelles plantations. Là aussi, les habitudes ont été radicalement transformées en quelques années, les aménageurs et urbanistes prenant de plus en plus en compte l'existant et reviennent sur la logique de compensation pour préserver ces climatiseurs naturels ;
Mais le projet tel qu'il est manque d'ambition dans le traitement végétal et paysager compte tenu de l'accélération et de l'intensité du réchauffement climatique et surtout ne permet en aucun cas de faire renaître la ceinture verte sur ce secteur ;
La proposition de reloger les puciers dans un nouvel immeuble qui s'apparente davantage à une galerie commerciale qu'à un marché aux puces accueillant, mettant fin ainsi à une part essentielle de l'identité du quartier et mettant en danger leurs activités, va à l'encontre de la volonté de préserver le marché aux puces, pourtant clairement exprimée à de nombreuses reprises dans la concertation ;
Par conséquent, il convient de constater que le projet de Nexity ne peut prospérer en l'état et que la Ville, en responsabilité, doit le remettre à plat sans délai pour ne plus faire perdre de temps supplémentaire à l'aménagement indispensable de la Porte de Montreuil. L'important investissement de 100 millions d'euros qu'elle prévoit de flécher sur la Porte de Montreuil mérite un projet urbain à la hauteur des enjeux. ;
Sur proposition de Nathalie MAQUOI, Antoinette GUHL, Jérôme GLEIZES, Emmanuelle RIVIER, Emile MEUNIER, Corine FAUGERON, Fatoumata KONÉ et les élu.es du Groupe Les Écologistes,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris :
  - Remette à plat le projet Nexity ;
  - Lance sans délai un nouveau projet d'aménagement répondant aux objectifs fixés qui se traduisent notamment par :
    - Un recouvrement léger de la Porte préservant la partie de pleine terre du terre-plein central et permettant la circulation apaisée des piétons et des cyclistes ;
    - La création de trois bâtiments bas au nord de la place, sur la structure existante, afin d'y installer une nouvelle recyclerie et des activités commerciales, de restauration et associatives qui dynamisent et structurent l'espace publique de la place en journée comme en soirée, et d'y créer une rue-lien entre Paris et Montreuil ;
    - La préservation des arbres, l'augmentation significative de la pleine terre ainsi que la création d'un nouveau square et d'une véritable coulée verte assurant la liaison entre le sud de la future place et la porte de Vincennes via les talus bordant l'av. Benoît Frachon et le square de la Paris ;

- L'abandon de l'ensemble des immeubles de bureaux situés à l'est, côté Montreuil ;
- Le maintien des puces sur leur lieu actuel en conservant l'ambiance de plein air tout en améliorant leur installation par la mise en place d'une couverture légère, de toilettes et de lieux de restauration, ainsi que par l'accueil d'activités pour les jours sans marché.

2022 V.236 Vœu relatif à un réaménagement de la Porte de la Villette conforme aux objectifs du futur PLU Bioclimatique.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant les projections climatiques issues du diagnostic de robustesse et vulnérabilité du territoire parisien publié en septembre 2021 ainsi que les 6 vagues de chaleur, la sécheresse et les pluies torrentielles qui ont touché Paris cet été ;

Considérant la procédure de révision en cours visant à l'adoption du futur Plan Local d'Urbanisme bioclimatique et l'existence d'avant-projets relatifs au règlement et aux orientations d'aménagement et de programmation (OAP) concernant notamment la biodiversité et le lien métropolitain ;

Considérant les grandes ambitions contenues au sein de ces documents parmi lesquelles :

- Atteindre 40 % du territoire en surfaces perméables et végétalisées d'ici à 2050, soit plus de 1 300 hectares nouveaux ;
- Se rapprocher de 10 m2 d'espaces verts ouverts au public par habitant·e (taux actuel : 8,6 m2/hab en incluant les surfaces ouvertes au public dans les deux bois), nécessitant ainsi plus de 300 hectares nouveaux ;
- Que les grandes parcelles devront atteindre plus de 60% de pleine terre ;
- Le renforcement des prescriptions en faveur de la nature et la biodiversité dans un rayon de 100 mètres pour les Corridors urbains de biodiversité dont la fonctionnalité écologique est forte et pour les Réservoirs urbains de biodiversité, comme c'est le cas pour les abords du périphérique ;
- La création de nouveaux parcs et jardins.

Considérant que les débats pour le vote du futur PLUb sont amenés à évoluer au regard du lancement de la nouvelle et dernière phase de concertation ;

Considérant que le besoin d'espaces verts est tout particulièrement marqué dans les quartiers populaires étant donné la densité de la population et considérant la saturation visible des espaces verts à proximité ;

Considérant que le bilan du PLU démontre que les autorisations d'urbanisme ne concernent que 0,5 % des parcelles parisiennes chaque année et que, bien qu'il soit indispensable d'augmenter le taux de pleine terre à la parcelle, ce n'est pas dans la transformation des parcelles privées que les objectifs mentionnés ci-dessus pourront être atteints dans les décennies qui viennent mais bien par l'intervention de la Ville sur les friches et grands terrains restant libres ;

Considérant que la Maire de Paris a annoncé, dans sa conférence de presse du 22 mai 2022 intitulée "de la ceinture grise à la ceinture verte", vouloir faire renaître la ceinture verte qui entourait la Ville au début du 20e siècle mais qui a progressivement perdu en bénéfice et cohérence écologiques en raison de la création du périphérique et l'urbanisation progressive de ses abords ;

Considérant les besoins de préservation des espaces verts existants et de création de nouveaux espaces verts sur le secteur de la Porte de la Villette, aujourd'hui majoritairement minéral et artificialisé ;

Considérant la présence du Périphérique sur le secteur de la Porte de la Villette et la nécessaire prise en compte des risques sanitaires à cette infrastructure pour l'implantation des équipements accueillant des publics sensibles et des logements ;

Considérant qu'à ce sujet un avis du 22 juin 2022 de l'Autorité environnementale sur le projet de ScoT métropolitain recommande de restreindre la possibilité d'implanter des équipements et services accueillant du public sensible ou des logements dans les zones où les seuils sont dépassés ;

Considérant la future transformation du périphérique en bd urbain et qui, une fois réalisée, offrira des possibilités d'aménagement positif et de liaison intelligentes avec les villes limitrophes qu'il convient de ne pas obérer dès à présent par la construction de nombreux immeubles ;

Considérant la nécessité de créer un aménagement apaisé qui tienne compte de la présence de canaux, véritable trame bleue et couloir de biodiversité pénétrant dans la capitale, et qui soit un trait d'union entre les villes de Paris, Aubervilliers et Pantin ;

Considérant la priorité de notre majorité municipale de loger les Parisiennes et les Parisiens à un prix abordable et dans un habitat digne et conforme à leurs besoins ;

Considérant l'objectif partagé par la majorité municipale de produire 1 000 logements sociaux en Bail Réel Solidaire d'ici la fin de la mandature et la volonté de favoriser une mixité sociale dans cette partie très populaire du 19e arrondissement ;

Considérant le maintien de l'effort municipal sur la production de logements sociaux, l'inclusivité à travers la mixité sociale ;

Considérant que les premières ébauches qui ont a été présentées lors de cette phase de concertation doivent continuer à évoluer vers une densité moins importante et une programmation allant davantage vers l'intérêt général ;
Considérant ainsi que l'ont formulé les riverain·e·s lors de la restitution du bilan de la concertation du 12 juillet 2022, que le projet actuel ne porte pas toutes les ambitions dévoilées dans le cadre de la révision du futur PLUb ;
Considérant que le vœu portant sur l'aménagement du quartier Porte de la Villette a été voté à la majorité lors du dernier Conseil d'Arrondissement du 19e.
Sur proposition d'Alice TIMSIT, Emile MEUNIER, Fatoumata KONÉ et des élu.e.s du groupe Les Écologistes, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que le projet de réaménagement de la Porte de la Villette réponde aux objectifs du PLU bioclimatique en termes d'espace vert et de biodiversité, de logements sociaux, d'espace public apaisé, de lien métropolitain ainsi que les demandes des riverain.e.s et des populations vulnérables vivant à proximité du site.

2022 V.237 Vœu relatif au devenir du site « La Rochefoucauld » (14e).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 25 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 25 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant la décision de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris de fermer le service de gérontologie de la Rochefoucauld pour le regrouper avec les sites de la Broca et la Collégiale ;
Considérant que le vœu de la majorité municipale adopté par le Conseil d'arrondissement du 24 juin 2021 et le Conseil de Paris de juillet 2019 demandant notamment :« que le futur de ce site soit protégé de la spéculation foncière et réponde à des objectifs d'intérêt général, dont 50% de logements sociaux et une protection architecturale et paysagère du site » ;
Considérant que le site de la Rochefoucauld représente une surface d'environ 2 ha, avec un ancien hôtel particulier et de nombreuses dépendances dont le caractère patrimonial est à préserver ;
Considérant la qualité paysagère de ce site à préserver, dont une partie est classée en Espace Vert Protégé au PLU ;
Considérant que la phase de concertation du PLU bioclimatique doit relever les enjeux démographiques, de mixité sociale et climatiques;
Considérant que le site sera libéré en janvier 2023 de l'occupation temporaire du commissariat de police, qui s'y était installé durant les travaux de réfection de ses locaux.
Sur proposition de Carine PETIT, d'Emile MEUNIER, de Fatoumata KONÉ et des élu.es du groupe Les Écologistes, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que l'APHP se positionne sur le devenir de ce site afin que la Ville de Paris puisse se prendre ses dispositions et étudier une piste de faisabilité d'acquisition du site ;
- Que l'APHP et la Ville de Paris lancent une concertation publique sur le devenir de ce site en cas de cession ;
- Que l'aménagement projeté ne vise pas ni la spéculation ni la valorisation foncière, et permette au site de rester dans la sphère publique pour un développement maîtrisé qui pourrait accueillir des logements sociaux, des activités d'intérêt général, culturelles, sportives, de santé et de soins, profitant au plus grand nombre ;
- Que la qualité architecturale du site, et paysagère actuelle soit maintenue, notamment à travers le maintien de l'espace vert protégé et ouverture au public et l'étude d'une traversée piétonne entre l'av. du Général Leclerc et René Coty ;
- Que le principe d'une occupation transitoire soit rapidement étudié pour que celle-ci soit opérationnelle dès le départ du Commissariat de Police et ouvert à une concertation publique.

2022 V.238 Vœu relatif au devenir du site « La Rochefoucauld » (14e).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant que l'AP-HP a décidé de fermer le service de gérontologie de la Rochefoucauld pour le regrouper avec les sites de la Broca et la Collégiale ;
Considérant que le 24 juin 2019, le conseil d'arrondissement a voté un vœu, présenté par la majorité municipale, repris au Conseil de Paris de juillet 2019 demandant entre autre « que le futur de ce site soit protégé de la spéculation foncière et réponde à des objectifs d'intérêt général, dont 50% de logements sociaux et une protection architecturale et paysagère du site »
Considérant que le site de la Rochefoucauld dispose d'une surface d'environ 2 hectares, avec un ancien hôtel particulier et de nombreuses dépendances ;

Considérant que la qualité paysagère de ce site, dont une partie est classée en Espace vert protégé au PLU, doit être préservée ;
Considérant que la phase de concertation du PLU bioclimatique doit relever les énormes enjeux démographiques, de mixité sociale, et climatique.
Considérant que les besoins de logements dans le 14e et à Paris pour les familles modestes sont très importants ;
Considérant que le quartier est en zone de déficit de logement social ;
Considérant que ce site doit être protégé de la spéculation foncière
Considérant que le site sera libéré en janvier 2023 de l'occupation temporaire du commissariat de police qui s'y était installé durant les travaux de réfection de leurs locaux.
Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Camille Naget et les élu·e·s du Groupe Communiste et Citoyen, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la ville de Paris engage des discussions avec l'AP-HP afin que l'achat par la Ville de Paris soit étudié et permette au site de rester dans la sphère publique pour un développement maitrisé ;
- Que l'aménagement projeté ne vise pas la spéculation foncière. Le projet doit permettre d'accueillir 50% de logement sociaux et des activités d'intérêt général profitant au plus grand nombre en cas de cession ;
- Que la qualité architecturale et paysagère du site actuelle soit maintenue ;
- Que le principe d'une occupation transitoire soit rapidement étudié.

2022 V.239 Vœu relatif à l'interpellation des Architectes des Bâtiments de France au sujet des nécessaires transformations urbaines pour adapter la Ville de Paris au changement climatique.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant les multiples vagues de chaleur et canicules enregistrées cet été en France, et en particulier à Paris où l'on a enregistré une température de 40,5 degré à l'ombre, faisant du 19 juillet 2022 la deuxième journée la plus chaude qu'a connue la capitale dans toute son Histoire ;
Considérant les déclenchements catastrophiques de nombreux incendies partout en France, dont la fréquence, le nombre, le comportement et l'intensité sont inédits dans notre pays, et considérant que désormais même l'Île de France connaît de multiples départs de feu ;
Considérant les projections climatiques qui laisse prévoir des étés de plus en plus chauds à Paris, mais également des vagues de chaleurs de plus en plus longues, de plus en plus intenses, et de plus en plus précoces et tardives ;
Considérant le caractère urbain et minéral de notre ville, très favorable à l'accumulation et au stockage de chaleur, rendant certains logements invivables, certains mobiliers urbains brûlants, certains espaces publics inoculables, faisant de Paris une ville qu'il est préférable de fuir l'été ;
Considérant la nécessité vitale de transformer l'urbanisme pour que Paris reste vivable et agréable, même en période de forte chaleur, dans les années et décennies à venir ;
Considérant l'impact significatif des revêtements de sol et de leur couleur (bitume et goudron noir), dans le stockage de chaleur, qui contribue à la hausse des températures en ville ;
Considérant le besoin urgent et impérieux d'avoir recours à des matériaux alternatifs de revêtement des sols, pour qu'ils soient bas-carbone, à fort albédo, et résistants à la chaleur, tel que cela commence à être installé notamment dans les rues aux écoles grâce à des matériaux de couleur claire ;
Considérant le fort désir de végétalisation de la ville, par la population parisienne et considérant les bénéfices significatifs des arbres dans la réduction de la température, créant des îlots de fraîcheur et des espaces de convivialité ;
Considérant qu'adapter la Ville de Paris aux fortes chaleurs constitue par ailleurs une politique de solidarité et de justice sociale, puisqu'elle permet aux personnes n'ayant pas les moyens de quitter la capitale pour des espaces moins denses et moins artificialisés, de bénéficier d'un accès à des parcs et espaces verts, ainsi que de pouvoir vivre à des températures compatibles avec les conditions d'une bonne santé ;
Considérant le rôle majeur des Architectes des Bâtiments de France dans le choix des aménagements urbains et architecturaux de Paris ;
Considérant que leurs recommandations sont principalement destinées à la préservation patrimoniale du bâti et de la voirie parisienne, et ne prennent pas suffisamment en compte les enjeux cruciaux d'adaptation au réchauffement climatique ;
Considérant les travaux amorcés dans le cadre de l la révision du Plan local d'Urbanisme vers un Plan Local d'Urbanisme bioclimatique et de la Mission d'Information et d'Évaluation de l'exécutif parisien au sujet de l'adaptation de Paris aux vagues de chaleur extrêmes qui cherchent à concilier respect du patrimoine parisien adaptation au changement climatique;

Sur proposition d'Alexandre FLORENTIN, d'Emile MEUNIER, de Fatoumata KONÉ et des élu·e·s du Groupe les Écologistes, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris demande aux Architectes des Bâtiments de France :
  - La communication de leur doctrine en matière d'adaptation des villes au changement climatique, notamment en explicitant la palette de couleur des revêtements des sols qui serait adaptée au climat futur,
  - Leurs recommandations concernant la transformation des perspectives urbaines lors des projets de végétalisation de Paris.

2022 V.240 Vœu relatif à la publication au format open-data des travaux du Conseil de Paris sur un site dédié.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que les débats et délibérations du Conseil de Paris sont actuellement disponibles sur le site de la Mairie de Paris ;

Considérant cependant que la recherche et l'exploitation de ces travaux du Conseil de Paris ne sont pas toujours simples et intuitives pour tous ;

Considérant qu'il serait souhaitable que la Ville de Paris rende accessible et élargisse le champ d'informations disponibles afin de permettre aux habitants et observateurs une appropriation plus aisée des travaux du Conseil de Paris ;

Considérant qu'un tel outil susciterait davantage l'intérêt des Parisiens sur les travaux des élus au Conseil de Paris ;

Considérant que cette démarche a été initiée par de nombreuses assemblées délibérantes, à commencer par l'Assemblée Nationale ou le Sénat ;

Sur proposition de Geoffroy BOULARD, Paul HATTE et des élus du groupe Changer Paris,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris intègre dans son open data les travaux, débats et délibérations du Conseil de Paris.

2022 V.241 Vœu relatif au maintien de l'enseignement en présentiel pour les étudiant.e.s dans un contexte de hausse des coûts de l'énergie.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 24 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 24 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant la décision du Président de l'Université de Strasbourg de fermer ses locaux pour deux semaines supplémentaires en hiver : une semaine de coupure administrative en janvier et une semaine de cours en distanciel en février ;

Considérant que depuis le printemps, les présidences d'université, directions des écoles et conférences les représentant alertent le gouvernement sur les conséquences de la hausse du coût de l'énergie qui grève leur budget ;

Considérant les Plans de sobriété énergétique déployés par les universités, à l'image de celui de la Ville de Paris, incluant notamment le décalage de la saison de chauffe, la limite de température dans les bâtiments, l'optimisation de l'éclairage, la sensibilisation des usagers aux gestes basiques et individuels ;

Considérant que ces Plans doivent permettre d'assurer la continuité des activités de recherche et de formation tout en maintenant la qualité de la vie au travail et à l'étude ;

Considérant que les fermetures administratives peuvent constituer une entorse au principe de continuité du service public ;

Considérant l'expérience de l'enseignement à distance pendant la Crise de la Covid-19, son impact sur la dégradation des conditions d'enseignement, de l'apprentissage et surtout sur l'état général psychologique des étudiantes, dont les conséquences sont encore visibles aujourd'hui ;

Considérant que les frais supplémentaires de chauffage et d'énergie ne doivent pas peser uniquement sur les étudiant.e.s, déjà précarisé.e.s par un « coût de la vie » qui augmente plus fort que l'inflation ;

Considérant pour les personnels que le télétravail conduit à faire peser sur les agents des frais de chauffage et d'énergie qui devraient être à la charge de l'employeur ;

Considérant que l'État doit contribuer au fonctionnement des universités qui, rappelons-le, accueille des étudiants, mais héberge aussi une large part de l'activité de recherche ;

Considérant qu'au-delà des mesures à court terme, les universités doivent se doter de Plans de rénovation énergétique nécessitant des financements de l'État ;

Considérant que la répercussion de la hausse des coûts de l'énergie ne peut se faire que sur les Plans de sobriété, les budgets contraints ou les réserves des établissements ;

Considérant que le projet de loi de finances 2023 n'a pas prévu de rectificatif budgétaire pour financer l'augmentation de 3,5 % du point d'indice de la Fonction publique ni le surcoût énergétique pour l'année 2022 ;
Considérant que le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche désapprouve les fermetures et a donné consigne de ne pénaliser ni les étudiant.e.s, ni les conditions d'enseignement ;
Considérant que la Ville de Paris et le Rectorat sont en lien constant et s'accordent sur le même objectif de maintien de l'enseignement en présentiel pour les étudiant.e.s ;
Sur proposition de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que l'État accorde des moyens supplémentaires aux universités pour les aider à faire face à la hausse du coût de l'énergie, afin que les présidences d'université ne soient pas contraintes de fermer leurs locaux ou d'imposer l'enseignement à distance.

2022 V.242 Vœu relatif à l'Arménie.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant les liens d'amitié anciens et solides qui unissent la Ville de Paris à l'Arménie, à sa capitale Erevan et au peuple arménien ;
Considérant que la Ville de Paris et la Ville d'Erevan sont liées par un Pacte d'amitié et de coopération, signé en 1998 ;
Considérant que la Ville d'Erevan est membre de l'Association Internationale des Maires Francophones ;
Considérant l'inauguration de l'Esplanade de l'Arménie par la Maire de Paris avec le Ministre des affaires étrangères arménien, Ararat Mirzoyan, le 10 décembre 2021 ;
Considérant le vœu de l'exécutif relatif à la situation en Arménie et dans le Haut Karabakh, voté lors du Conseil de Paris de novembre 2020 et appelant la France à reconnaitre la République d'Artsakh (Haut-Karabagh) ;
Considérant que le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan a causé la mort de 7000 soldats et civils en 2020 en 44 jours d'affrontements, se soldant par un accord de cessez-le-feu en novembre de la même année ;
Considérant les affrontements entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan du 13 septembre 2022, date où des soldats azerbaïdjanais se sont introduits sur le sol arménien causant la mort de 300 personnes et le déplacement forcé de 7600 autres ;
Considérant les vidéos et témoignages qui dévoileraient des atrocités commises sur des soldats arméniens par des soldats azerbaïdjanais lors de ces hostilités de septembre 2022 ;
Considérant que la France le 13 septembre 2022, a appelé l'Azerbaïdjan à « respecter l'intégrité territoriale » de l'Arménie et « au respect du cessez le feu » et a fait savoir qu'elle saisirait le Conseil de sécurité de l'ONU sur la question ;
Considérant que cette reprise unilatérale du conflit par la partie azerbaïdjanaise menace la paix dans la région du Sud-Caucase et le droit international ;
Considérant le discours du premier ministre arménien Nikol Pachinian à la tribune des Nations Unies le 22 septembre 2022 dénonçant des « atrocités innommables » notamment des « cas de torture, de mutilations de soldats capturés ou déjà morts, d'assassinats extrajudiciaires et de mauvais traitements de prisonniers de guerre, ainsi que de traitements dégradants de corps » ;
Considérant l'attachement de la Ville de Paris aux droits humains, au droit international et au principe de souveraineté des États ;
Considérant que la Ville de Paris soutient les populations victimes de violations répétées des droits humains ;
Sur proposition de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris :
  - Renouvelle son amitié pour la Ville d'Erevan et affirme son soutien indéfectible au peuple arménien, que ce soit en Arménie ou au Haut-Karabagh.
  - Condamne une nouvelle fois l'agression commise par l'Azerbaïdjan contre la souveraineté de l'Arménie, ainsi que les exactions commises par l'armée azerbaïdjanaise et les atteintes au patrimoine culturel et cultuel, qui sont une violation directe du droit international, des Accords de Genève, du principe de souveraineté et une très grave atteinte aux droits humains.
  - Demande à la France l'adoption de sanctions par tous les moyens appropriés, contre les dirigeants de l'Azerbaïdjan ct leurs proches.

2022 V.243 Vœu relatif à la dénomination d'un espace public parisien en hommage à Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que la Ville de Paris rend hommage aux femmes et hommes qui se sont distingués par un apport remarquable au bien commun des Parisiens et/ou de l'Humanité, en attribuant le nom de la personne identifiée à un de ses espaces publics ;

Considérant que Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev est né le 2 mars 1931 dans la Ville de Privolnoïe en Union des Républiques Socialistes et Soviétiques (URSS) et est décédé le 30 août 2022 dans la ville de Moscou dans la Fédération de Russie ;

Considérant qu'en 1985, il devient secrétaire général du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS) et ainsi le dirigeant de l'URSS ;

Considérant que Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev a mis en œuvre des réformes structurelles en URSS visant à ouvrir et à introduire davantage de libertés dans le système de production, dans l'administration et au niveau civique ;

Considérant que Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev met en place en 1989 une assemblée législative dont les membres sont élus au suffrage universel, illustration concrète de la mise en œuvre de ses réformes dans le cadre de la Perestroïka ;

Considérant que Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev n'est pas intervenu lors de la chute du mur de Berlin en 1989 ni lors de la signature de l'unification entre la République Fédérale allemande et la République Démocratique allemande en 1990, ouvrant la voie vers un élargissement de l'Europe ;

Considérant que Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev a entrepris une politique de désarmement qui se manifeste par un dialogue avec les États-Unis menant à la signature du Traité de Washington de 1987 qui prévoit la destruction de tous les missiles soviétiques et américains emportant des charges nucléaires ou conventionnelles de portée intermédiaire ; puis au Traité de Paris de 1990 qui prévoit la parité des arsenaux classiques en Europe entre Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et Pacte de Varsovie ; et enfin au Traité de Moscou de 1991 qui vise à une réduction mutuelle des armements nucléaires stratégiques ;

Considérant que Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev est un acteur majeur du XXème siècle qui a œuvré à la pacification des relations entre l'Est et l'Ouest, les deux blocs hostiles de 1947 à 1991 dont les tensions ont mené à plusieurs conflits ouverts sur tous les continents et à des vagues de courses à l'armement notamment nucléaire ;

Considérant que Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev est lauréat du Prix Nobel de la paix en 1990 « pour le rôle de premier plan qu'il a joué dans les changements radicaux des relations Est-Ouest » selon le comité d'attribution de la distinction suédoise ;

Considérant que Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev a quitté ses fonctions présidentielles de l'URSS le 25 décembre 1991 de manière pacifique ;

Considérant que Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev affirme en 1993 un engagement écologique en fondant La Croix Verte Internationale, organisation non gouvernementale internationale à but environnemental ;

Considérant que depuis son départ du Kremlin, Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev s'est fait régulièrement entendre pour appeler les États à réduire leurs arsenaux et à mettre en garde contre toute course à l'armement nucléaire ;

Considérant que la Ville de Paris est reconnaissante aux femmes et aux hommes qui œuvrent à la pacification dans les relations internationales et au rapprochement de leurs contemporains ;

Sur proposition de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris attribue une dénomination d'un espace public parisien en hommage à Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev.

2022 V.244 Vœu relatif au plan « Nager à Paris » et à sa reconduction pour la mandature actuelle.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que Paris reçoit chaque année l'un des quatre tournois du Grand Chelem de tennis ou encore le Tour de France, accueillera la Coupe du monde de rugby l'an prochain ainsi que les Jeux Olympiques et Paralympiques dans deux ans comportant des épreuves aquatiques suivies dans le monde entier ;

Considérant l'importance de l'héritage de ces Jeux Olympiques et Paralympiques, notamment en termes de structures aquatiques ouvertes à tous les Parisiens ;

Considérant le programme « Savoir Nager » annoncé par le COJO pour initier 5 000 jeunes franciliens à la nage avec l'utilisation de six bassins parisiens ;

Considérant que le Plan « Nager à Paris » mis en place par la Ville en 2015 prévoyait la mise en place de 104 mesures impliquant un investissement de 150 millions d'euros, des piscines pour tous et un service public de qualité renforcée ;
Considérant l'annonce, il y a quelques mois, de la reconduction du plan d'investissement du Plan Nager à Paris et de la construction de deux nouveaux bassins et deux nouvelles piscines au cours de l'actuelle mandature, tel qu'annoncé par Pierre RABADAN lors du Conseil de Paris de mars 2022 ;
Considérant que le taux d'équipement de 100 m² de bassin pour 10 000 habitants prévu dans le cadre de ce même Plan « Nager à Paris », que la Maire de Paris s'était engagée à tenir, n'a pas été atteint ;
Considérant les efforts mis en place par la Région Île-de-France pour développer la pratique de la natation à travers le financement d'équipements aquatiques et d'équipements de qualité aux jeunes sportifs en devenir ;
Considérant que parmi ces mesures, il était prévu que tous les jeunes Parisiens sachent nager à l'issue du CM2 et que les chiffres transmis par la Direction des Affaires Scolaires, dont la dernière mise à jour date de 2017, semblent attester que ce n'est pas le cas pour un tiers d'entre eux ;
Considérant que ce chiffre d'un tiers d'enfant ne sachant pas nager à l'entrée en 6e doit être mis en regard des efforts déployés par nombre de parents pour apprendre à nager par eux-mêmes à leurs enfants en dehors de Paris lors des vacances scolaires ;
Considérant que chez les enfants, les noyades constituent l'une des principales causes de décès accidentel, après les accidents de circulation, et que, selon l'Organisation Mondiale de la Santé, environ 60% de tous les décès par noyade concernaient des personnes de moins de 30 ans entre 2009 et 2019 ;
Considérant la surfréquentation des piscines parisiennes et les désagréments souvent constatés par les usagers à cause des reports de la date de réouverture de certaines piscines après des travaux ou des fermetures ponctuelles exceptionnelles pour diverses raisons ;
Considérant qu'en juillet 2022, lors d'un week-end de canicule, neuf piscines parisiennes étaient fermées en raison de grèves et de travaux, empêchant ainsi de nombreux Parisiens de se rafraichir ou de pratiquer une activité sportive par cette chaleur ;
Considérant que les nageurs "grand public" représentent à Paris deux tiers des entrées annuelles dans les piscines, impliquant la nécessité d'améliorer drastiquement les conditions de la pratique de la natation ;
Sur proposition de Samia BADAT-KARAM et des élus du groupe Changer Paris,

Émet le vœu :

- Que les modalités en vue de la reconduction du Plan « Nager à Paris », dont les projets de nouvelles piscines et bassins, soient débattues en 7e commission d'ici la fin de l'année 2022 ;
- Que la Direction des Affaires Scolaires initie dès cette année scolaire une étude, arrondissement par arrondissement, de la maîtrise de la nage à l'entrée au collège ;
- Qu'un programme de remise à niveau pour la maîtrise de la nage soit lancé dans le cadre des activités périscolaires pour les enfants ne sachant pas nager.

2022 V.245 Vœu relatif à la coupe du monde de football au Qatar.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant l'organisation de la coupe du monde au Qatar ;
Considérant les alertes de nombreuses organisations non gouvernementales, notamment Amnesty International, qui ont dénoncé la situation de « milliers de travailleurs migrants décédés sur les chantiers qataris, et des milliers d'autres soumis au travail forcé » ;
Considérant l'impact énergétique et environnemental de cette coupe du monde ;
Considérant l'engagement constant de la Ville pour la défense des droits humains en France et dans le monde ;
Considérant l'engagement de la Ville à promouvoir l'accueil d'un nouveau modèle de grands évènements sportifs internationaux sobres et durables ;
En réponse aux vœux déposés par Sylvain Raifaud, Emile Meunier, Nour Durand-Raucher, Raphaëlle Rémy-Leleu, Frédéric Badina-Serpette, Fatoumata Koné, les élu.e.s du groupe Les Écologistes et par Nicolas Bonnet-Oulaldj Barbara Gomes, les élu.e.s du Groupe communiste et citoyen ;
Sur proposition de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que l'exécutif municipal s'engage à ne pas organiser de zones de retransmission de la Coupe du Monde de football 2022.

2022 V.246 Vœu relatif aux conditions d'organisation de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques 2024 autour de la Seine et son impact sur les quartiers environnants.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération 2022 SG 6 votée au Conseil de Paris de février 2022 détaillant le partage des tâches entre la Ville de Paris et le Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 ;

Considérant que cette délibération précise que « les concepts des cérémonies d'ouverture et de clôture seront soumis à l'avis préalable de la Ville de Paris » ;

Considérant que Paris accueillera le plus grand évènement sportif au monde dans deux ans : les Jeux Olympiques et Paralympiques. Ils constitueront un coup de projecteur sur notre Ville aux yeux de milliards de personnes et sont porteurs de valeurs fortes telles que l'excellence, l'amitié, le respect et l'universalisme ;

Considérant l'exemplarité et la transparence qu'exige l'organisation d'un événement mondial de l'importance des JOP 2024 ;

Considérant que 13 millions de personnes sont attendues pour les Jeux Olympiques et Paralympiques entrainant de fortes répercussions sur le quotidien des riverains et travailleurs parisiens que ce soit en terme de sécurité, d'accès à certains lieux de la ville, de circulation et de transport ;

Considérant que de nombreux Parisiens peuvent être inquiets à l'idée de voir se profiler ces perturbations inhérentes au déroulement d'un tel événement et qu'il convient de tout faire pour que ces questions soient traitées et qu'ils soient accompagnés, rassurés et puissent aussi vivre de façon positive l'accueil de ces Jeux à Paris ;

Considérant que les incidents qui se sont tenus au Stade de France à l'occasion de la finale de la Ligue des Champions Real Madrid-Liverpool le 28 mai dernier puis en marge du concert de Booba le 3 septembre sont de nature à nous interroger sur la capacité à assurer sereinement le bon déroulement au sein et autour d'un périmètre aussi grand que celui prévu pour la cérémonie d'ouverture autour de la Seine ;

Considérant l'affirmation lisible sur le site du COJO Paris 2024 précisant qu'« au moins 600 000 spectateurs sont conviés à la fête sur les quais et ponts de Paris » ;

Considérant les informations dévoilées par RMC le 19 juin 2022 indiquant que les forces de l'ordre voulaient, lors des réunions préparatoires, une jauge limitée à 250 000 personnes sur les bords de Seine et que certaines sources dans la Police assurent qu'un maximum de 400 à 450 000 personnes pourront assister sur les bords de Seine à cette première fête autour des Jeux ;

Considérant que le périmètre prévu pour cette cérémonie d'ouverture autour de la Seine, allant du pont d'Austerlitz au pont d'Iéna, englobe de nombreuses voies de circulation majeures de la vie parisienne et est situé à proximité de plusieurs quartiers prisés quotidiennement par les Parisiens, les travailleurs et les touristes. La préparation puis le déroulement d'un tel évènement auront logiquement des répercussions importantes sur la vie quotidienne de ces endroits qu'il faudra anticiper et traiter avec les riverains et les usagers ;

Considérant l'affirmation lisible sur le site du COJO Paris 2024 précisant que « sur les quais hauts, les spectateurs profiteront d'accès gratuits. Sur les quais bas, entre le pont d'Austerlitz et le pont d'Iéna, les spectateurs seront munis de billets payants » ;

Considérant que l'organisation d'une telle cérémonie d'ouverture doit être maitrisée et que la sécurité doit y être assurée dans les meilleures conditions afin de lui permettre d'assurer sa vocation première : un moment de rassemblement autour des athlètes et de liesse populaire unique dans la vie des Parisiens, premiers bénéficiaires de la dynamique de ces Jeux Olympiques et Paralympiques dans leur ville ;

Sur proposition de Samia BADAT-KARAM et des élus du groupe Changer Paris,

Émet le vœu :

- Que la Maire de Paris insiste auprès de ses instances co-organisatrices des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 pour que la jauge maximale de spectateurs soit définie au plus vite afin de continuer le processus de préparation autour de cette cérémonie d'ouverture ;
- Que les modalités (fermetures de rues ou de lieux publics, reports de circulation, …) selon lesquelles les Parisiens, les riverains et les travailleurs des quartiers autour du parcours de la cérémonie seront affectés par l'organisation de cette cérémonie - tant pendant la période de préparation du périmètre de la cérémonie que le jour même de la cérémonie - soient définies et rendues publiques.

2022 V.247 Vœu relatif à la gestion des piscines parisiennes.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 25 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 25 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant l'annonce brutale et unilatérale de la fermeture de la piscine Pailleron (19e) le 8 septembre 2022 par son délégataire, Vert Marine au motif de la hausse des prix de l'énergie et sans aucun dialogue préalable avec la Ville ni aucune information préalable auprès des usager·e·s et au mépris de ses obligations contractuelles;

Considérant l'annonce dans le même temps de la fermeture d'une trentaine d'autres piscines en France par Vert Marine ;

Considérant que Vert Marine n'a ainsi pas respecté ses obligations contractuelles en matière de continuité du service public ;

Considérant le manque visible d'anticipation de la hausse des prix de l'énergie provoqué par la crise ;

Considérant les dérives de la gestion des piscines en délégation de service public, pointées notamment dans l'article du Monde Diplomatique de juillet 2020 "Apprendre à nager n'est plus donné à tout le monde", dont des relations contractuelles déséquilibrées au profit du délégataire et une logique de rentabilité faite au détriment des conditions de travail du personnel, de l'entretien technique et des prestations les moins rémunératrices ;

Considérant le voeu relatif au renforcement du contrôle de la Ville sur la gestion des services publics et des achats publics du Groupe Écologiste de Paris, adopté en octobre 2021 ;

Considérant le contrôle régulier et constant assuré par la Ville de l'exécution des obligations contractuelles des délégataires avec lesquels elle contracte et ce pendant toute la durée de la délégation de service public ;

Considérant que l'opportunité du choix du mode de gestion d'un service public appartient à la Ville et que pour déterminer le mode de gestion idoine (régie, quasi-régie, délégation de service public ou autre) il convient de prendre en compte divers paramètres : le degré d'accessibilité des services proposés, le maintien de tarifs accessibles et de tarifs sociaux… ;

Considérant plus globalement le rapport annuel de la Cour des comptes de 2018 qualifiant la situation des piscines publiques en France de « modèle obsolète », nécessitant d'importantes réhabilitations, pointant leurs coûts pour les collectivités qui en assurent la maîtrise d'ouvrage, l'exploitation et le financement de ces équipements, l'État ayant réduit au fur et à mesure ses subventions ;

Considérant les mouvements sociaux récurrents du personnel travaillant notamment dans les piscines gérées par Vert Marine et portant leurs revendications sur leur rémunération et conditions de travail ;

Considérant les problèmes de communication vis-à-vis des usager·e·s sur l'ouverture ou la fermeture effective des piscines ;

Considérant le manque de créneaux et d'équipement pour répondre aux besoins des parisien·ne·s ;

Considérant par ailleurs l'importance de la mission de service public qu'est celle d'apprendre la pratique de la natation aux enfants et adolescent.e.s des différents arrondissements parisiens ;

Considérant par ailleurs que les piscines permettent la mise en place d'activités sportives et physiques accessibles à un grand nombre de personnes de condition physiques différentes ;

Considérant que les investissements pour la création de nouveaux équipements, la réhabilitation des équipements existants, et la mise en place de contrat de performance énergétique, aussi nécessaires soient-ils, ne suffiront pas à répondre aux problématiques de gestion, de coût de ces équipements et aux besoins des parisien·ne·s ;

Considérant que les usager·e·s des piscines et plus largement des centres sportifs accueillant des piscines sont des acteurs essentiels pour apprécier les conditions d'exploitation des piscines ainsi que leurs éventuels dysfonctionnements (en termes de diffusion de l'information, d'entretien, de politique tarifaire, etc.).

Sur proposition d'Alice Timsit, Sylvain Raifaud, Jérôme Gleizes, Fatoumata Koné et des élu·e·s du Groupe Les Écologistes, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris :
  - Réalise et présente aux élu·e·s un état des lieux de la bonne gestion des piscines parisiennes concédées ;
  - Présente une étude comparative des avantages et inconvénients des différents modes de gestion en amont du renouvellement de chaque délégation de service public, en commission élu·e·s concessions ;
  - Permette et favorise l'association des usager·e·s au suivi des conditions de gestion des piscines en délégation de service public.
  - Intègre dans ses contrats de concessions des piscines parisiennes des conditions globales de performance énergétique dans lequel le prestataire ne s'engage pas seulement sur la fourniture et l'installation d'éclairage ou énergétique, mais également sur un niveau de performance énergétique dans la réponse aux besoins des différents usages des lieux.

- Intègre dans ses contrats de concessions des piscines parisiennes des objectifs d'amélioration des performances énergétiques des clauses concernant l'entretien ou la rénovation des locaux visés par lesdits contrats

2022 V.248 Vœu relatif à l'espace sportif Édouard Pailleron (19e).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 21 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 21 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que la société Vert Marine, délégataire de l'espace sportif Édouard Pailleron, a décidé unilatéralement de ne pas rouvrir l'établissement le 8 septembre 2022 comme prévu, rompant ainsi unilatéralement les engagements pris dans le cadre du contrat de Délégation de Service Public (DSP) dont elle a la charge depuis le 1er septembre ;

Considérant que cette décision de non-ouverture a été prise par le conseil d'administration de Vert Marine, sans concertation préalable, la Ville n'ayant été informée par voie orale que le 2 septembre, puis officiellement et de manière lacunaire que le 5 septembre, par le biais d'un écrit invoquant une situation financière périlleuse pour le groupe, au regard des surcoûts énergétiques induits par l'évolution actuelle des tarifs d'énergie de son fournisseur ;

Considérant que la Ville de Paris a mis en demeure dès le 7 septembre le délégataire d'exécuter sans délai ses obligations contractuelles ;

Considérant que les élus du 19e et de Paris ont très vite condamné fermement et publiquement la décision de Vert Marine, et se sont associés à la manifestation organisée par le collectif « Pailleron en lutte » devant l'équipement le 9 septembre ;

Considérant que suite à la mobilisation du Maire et des élu·es du 19e, de la Mairie de Paris et des usagers, l'espace sportif Pailleron a finalement pu rouvrir le mardi 13 septembre au matin ;

Considérant, toutefois, et à ce jour encore, que la patinoire reste fermée sans échéance de remise en service ;

Considérant que l'idée de créer un collectif des usagers de l'espace sportif Pailleron pour surveiller et évaluer le nouvel exploitant dans l'exercice de ses missions de service public a émergé à l'occasion de la manifestation du 9 septembre, marquant ainsi le fort attachement des habitants à cet espace sportif sans équivalent sur le territoire parisien ;

Considérant que le choix historique de recourir à une DSP pour assurer la gestion et l'animation de l'espace sportif Pailleron s'est justifié par la diversité de ses installations sportives (espaces aquatiques, fitness et patinoire), par la forte technicité nécessaire à la gestion de son espace de glace et par le souhait de préserver une large amplitude horaire d'ouverture 7 jours sur 7 pour répondre à la demande des usagers ;

Considérant que rien ne garantit aujourd'hui qu'une exploitation en régie pourrait satisfaire l'ensemble de ces exigences ;

Considérant qu'une Délégation de Service Public (DSP) ne peut pour autant, en aucun cas, permettre à l'exploitant de dégrader les services rendus aux usagers et ne l'autorise encore moins à rompre unilatéralement ses missions déléguées de service public ;

Sur proposition de François Dagnaud, Halima Jemni, Roger Madec et des élu·es du Groupe Paris en Commun,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris :
  - Renforce les exigences liées au service aux usagers et aux missions de service public fixées dans les cahiers des charges aux futurs délégataires de DSP, mais également durant l'exécution des contrats de DSP, en assurant une surveillance régulière du respect des engagements contractés ;
  - Contrôle le bon respect de ces engagements et des missions de service public délégués à Vert Marine pour la gestion de l'espace sportif Pailleron tout au long des 5 ans de la DSP conclue le 1er septembre dernier avec la mise en place souhaitée d'un Conseil des usagers ;
  - Appelle à la réouverture de la patinoire de l'espace sportif Pailleron au plus tôt, dans le contexte de sobriété énergétique, afin de permettre la pratique sportive des scolaires, des clubs et des usagers ;
  - Demande à Vert Marine de dédommager les usagers, titulaires d'un abonnement et lésés par la fermeture de l'équipement, et notamment les usagers de la patinoire ne pouvant pas actuellement utiliser leur abonnement que Vert Marine a pourtant encaissé récemment.

2022 V.249 Vœu relatif à la déminéralisation et à la végétalisation de la place de la République.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 25 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 25 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que les outils de modélisation des îlots de chaleur urbains de l'APUR font apparaître la place de la République comme l'un des principaux points chauds à l'intersection de trois arrondissements : le 11e arrondissement, le 10e arrondissement et Paris Centre ;

Considérant que les fortes chaleurs atteintes cet été appellent à des actions rapides pour à la fois déminéraliser les sols et revégétaliser massivement tous les espaces identifiés ;

Considérant que la déminéralisation des villes devient une priorité pour gérer les eaux pluviales, limiter les risques d'inondation et créer des îlots de fraicheur urbains ;

Considérant que la forte minéralisation de la place de la République tout comme sa faible végétalisation ne sont pas des faits historiques mais proviennent directement du réaménagement décidé par votre majorité au début des années 2010 ;

Considérant que, parmi les projets étudiés à l'époque, vous avez fait le choix de celui qui a conduit raser les jardins existants pour les remplacer par une grande dalle minérale ;

Considérant que les travaux majeurs de bétonnisation de la place ont fragilisé les arbres existants et qu'un certain nombre d'entre eux ont dû être abattus ;

Considérant que le réaménagement de la place de la République apparaît aujourd'hui à la fois comme un contre-sens historique, un manque d'anticipation qui problèmes qui allaient se poser à la ville et la destruction en règle de l'héritage patrimonial et esthétique de cette place avec notamment le retrait des deux jardins et des fontaines ;

Considérant que la présence passée de jardins rend caduc l'argument de votre majorité qui veut que cette place ne soit pas végétalisable ;

Sur proposition de Nelly GARNIER et des élus du groupe Changer Paris,

Émet le vœu :

- Qu'une étude de faisabilité soit effectuée en vue de déminéraliser et verdir la place de la République ;
- Que dans le cadre de cette étude soit en particulier étudié : la déminéralisation des sols, la création de pelouses, la remise en place de fontaines et la plantation d'essences d'arbres et d'arbustes tenant compte des particularités du sol sur cette place ;
- Qu'à l'issue de cette étude soit proposé un nouveau plan d'aménagement de la place de la République permettant de réparer les erreurs faites sous votre mandature.

2022 R.36 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de 1001 vies Habitat (Conseil de surveillance).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 27 septembre 2022 ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désignée comme représentante de la Ville de Paris au sein de 1001 vies Habitat (Conseil de surveillance) :

- Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI.

2022 R.37 Désignation de représentants de la Ville de Paris au sein de l'Ensemble Paris Emploi Compétences (EPEC) (Conseil d'administration).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 27 septembre 2022 ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Sont désignés comme représentants de la Ville de Paris au sein de l'Ensemble Paris Emploi Compétences (EPEC) (Conseil d'administration) :

- Mme Anne-Claire BOUX
- M. Emmanuel COBLENCE
- M. Jean-Philippe DAVIAUD
- Mme Léa FILOCHE
- Mme Geneviève GARRIGOS
- Mme Barbara GOMES
- M. Roger MADEC
- M. Hamidou SAMAKE

2022 R.38 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de l'Ile-de-France Mobilités.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 octobre 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 octobre 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 27 septembre 2022 ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désigné comme représentant de la Ville de Paris au sein de l'Ile-de-France Mobilités :

- M. Rémi FERAUD, en remplacement de Mme Audrey PULVAR, démissionnaire, désignée lors de la séance des 2, 3 et 4 février 2021.

Liste des membres du Conseil de Paris

Mardi 11 octobre 2022 - Matin

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Jacques BAUDRIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Grégory CANAL, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Pierre CASANOVA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, M. François CONNAULT, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Inès DE RAGUENEL, M. François-Marie DIDIER, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Agnès EVREN, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, M. Alexandre FLORENTIN, Mme Afaf GABELOTAUD, M. Jacques GALVANI, Mme Nelly GARNIER, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, Mme Anne HIDALGO, M. Frédéric HOCQUARD, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Farida KERBOUA, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Pénélope KOMITÈS, Mme Fatoumata KONÉ, Mme Johanne KOUASSI, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Franck LEFEVRE, M. Eric LEJOINDRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, M. Jérôme LORIAU, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, M. Franck MARGAIN, Mme Douchka MARKOVIC, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, M. Emile MEUNIER, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, M. Arnaud NGATCHA, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Nicolas NORDMAN, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, Mme Béatrice PATRIE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, Mme Aurélie PIRILLO, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, Mme Audrey PULVAR, M. Pierre RABADAN, M. Sylvain RAIFAUD, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hamidou SAMAKÉ, M. Hermano SANCHES RUIVO, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, Mme Karen TAÏEB, Mme Delphine TERLIZZI, Mme Alice TIMSIT, Mme Mélody TONOLLI, Mme Anouch TORANIAN, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Patrick VIRY, M. Ariel WEIL, M. Karim ZIADY.

Excusés au sens du règlement : M. Antoine BEAUQUIER, Mme Alexandra CORDEBARD, Mme Emmanuelle RIVIER, Mme Hanna SEBBAH.

Excusé : M. Francis SZPINER.

Absents : Mme Séverine DE COMPREIGNAC, Mme Barbara GOMES, Mme Maud LELIÈVRE, M. Emmanuel MESSAS.

Mardi 11 octobre 2022 - Après-midi

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Jacques BAUDRIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, M. François CONNAULT, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Inès DE RAGUENEL, M. François-Marie DIDIER, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Agnès EVREN, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, M. Alexandre FLORENTIN, Mme Afaf GABELOTAUD, M. Jacques GALVANI, Mme Nelly GARNIER, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, Mme Anne HIDALGO, M. Frédéric HOCQUARD, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Farida KERBOUA, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Pénélope KOMITÈS, Mme Fatoumata KONÉ, Mme Johanne KOUASSI, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Franck LEFEVRE, M. Eric LEJOINDRE, Mme Maud LELIÈVRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, M. Jérôme LORIAU, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, M. Franck MARGAIN, Mme Douchka MARKOVIC, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, M. Emile MEUNIER, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, M. Arnaud NGATCHA, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Nicolas NORDMAN, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, Mme Béatrice PATRIE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, Mme Aurélie PIRILLO, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, Mme Audrey PULVAR, M. Pierre RABADAN, M. Sylvain RAIFAUD, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hamidou SAMAKÉ, M. Hermano SANCHES RUIVO, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, Mme Karen TAÏEB, Mme Delphine TERLIZZI, Mme Alice TIMSIT, Mme Mélody TONOLLI, Mme Anouch TORANIAN, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Patrick VIRY, M. Ariel WEIL, M. Karim ZIADY.

Excusés au sens du règlement : M. Antoine BEAUQUIER, Mme Alexandra CORDEBARD, Mme Emmanuelle RIVIER, Mme Hanna SEBBAH.

Excusés : M. Grégory CANAL, M. Francis SZPINER.

Absents : M. Pierre CASANOVA, Mme Séverine DE COMPREIGNAC, Mme Barbara GOMES, M. Emmanuel MESSAS.

Mercredi 12 octobre 2022 - Matin

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Jacques BAUDRIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Grégory CANAL, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Pierre CASANOVA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, M. François CONNAULT, Mme Alexandra CORDEBARD, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Séverine DE COMPREIGNAC, Mme Inès DE RAGUENEL, M. François-Marie DIDIER, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Agnès EVREN, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, M. Alexandre FLORENTIN, Mme Afaf GABELOTAUD, M. Jacques GALVANI, Mme Nelly GARNIER, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, Mme Anne HIDALGO, M. Frédéric HOCQUARD, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Farida KERBOUA, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Pénélope KOMITÈS, Mme Fatoumata KONÉ, Mme Johanne KOUASSI, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Franck LEFEVRE, M. Eric LEJOINDRE, Mme Maud LELIÈVRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, M. Jérôme LORIAU, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, M. Franck MARGAIN, Mme Douchka MARKOVIC, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, M. Arnaud NGATCHA, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Nicolas NORDMAN, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, Mme Béatrice PATRIE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, Mme Aurélie PIRILLO, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, Mme Audrey PULVAR, M. Pierre RABADAN, M. Sylvain RAIFAUD, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hamidou SAMAKÉ, M. Hermano SANCHES RUIVO, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, Mme Karen TAÏEB, Mme Alice TIMSIT, Mme Mélody TONOLLI, Mme Anouch TORANIAN, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Patrick VIRY, M. Ariel WEIL, M. Karim ZIADY.

Excusés au sens du règlement : M. Antoine BEAUQUIER, Mme Colombe BROSSEL, Mme Emmanuelle RIVIER, Mme Hanna SEBBAH.

Excusé : M. Francis SZPINER.

Absents : Mme Barbara GOMES, M. Emmanuel MESSAS, M. Emile MEUNIER, Mme Delphine TERLIZZI.

Mercredi 12 octobre 2022 - Après-midi

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Jacques BAUDRIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Pierre CASANOVA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, M. François CONNAULT, Mme Alexandra CORDEBARD, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Séverine DE COMPREIGNAC, M. François-Marie DIDIER, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Agnès EVREN, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, M. Alexandre FLORENTIN, Mme Afaf GABELOTAUD, M. Jacques GALVANI, Mme Nelly GARNIER, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, Mme Anne HIDALGO, M. Frédéric HOCQUARD, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Farida KERBOUA, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Pénélope KOMITÈS, Mme Fatoumata KONÉ, Mme Johanne KOUASSI, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Franck LEFEVRE, M. Eric LEJOINDRE, Mme Maud LELIÈVRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, M. Jérôme LORIAU, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, M. Franck MARGAIN, Mme Douchka MARKOVIC, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, M. Emile MEUNIER, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, M. Arnaud NGATCHA, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Nicolas NORDMAN, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, Mme Béatrice PATRIE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, Mme Aurélie PIRILLO, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, Mme Audrey PULVAR, M. Pierre RABADAN, M. Sylvain RAIFAUD, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hamidou SAMAKÉ, M. Hermano SANCHES RUIVO, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, Mme Karen TAÏEB, Mme Delphine TERLIZZI, Mme Alice TIMSIT, Mme Mélody TONOLLI, Mme Anouch TORANIAN, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Patrick VIRY, M. Ariel WEIL, M. Karim ZIADY.

Excusés au sens du règlement : M. Antoine BEAUQUIER, Mme Emmanuelle RIVIER, Mme Hanna SEBBAH.

Excusés : M. Grégory CANAL, M. Francis SZPINER.

Absents : Mme Inès DE RAGUENEL, Mme Barbara GOMES, M. Emmanuel MESSAS.

Jeudi 13 octobre 2022 - Matin

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Jacques BAUDRIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Grégory CANAL, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Pierre CASANOVA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, M. François CONNAULT, Mme Alexandra CORDEBARD, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Séverine DE COMPREIGNAC, Mme Inès DE RAGUENEL, M. François-Marie DIDIER, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Agnès EVREN, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, Mme Afaf GABELOTAUD, M. Jacques GALVANI, Mme Nelly GARNIER, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, Mme Barbara GOMES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, M. Frédéric HOCQUARD, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Farida KERBOUA, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Pénélope KOMITÈS, Mme Johanne KOUASSI, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Eric LEJOINDRE, Mme Maud LELIÈVRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, M. Jérôme LORIAU, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, Mme Douchka MARKOVIC, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, M. Emile MEUNIER, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, M. Arnaud NGATCHA, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Nicolas NORDMAN, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, Mme Béatrice PATRIE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, Mme Aurélie PIRILLO, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, Mme Audrey PULVAR, M. Pierre RABADAN, M. Sylvain RAIFAUD, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hamidou SAMAKÉ, M. Hermano SANCHES RUIVO, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, Mme Karen TAÏEB, Mme Delphine TERLIZZI, Mme Alice TIMSIT, Mme Mélody TONOLLI, Mme Anouch TORANIAN, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Patrick VIRY, M. Ariel WEIL, M. Karim ZIADY.

Excusés au sens du règlement : M. Antoine BEAUQUIER, Mme Anne HIDALGO, M. Franck LEFEVRE, M. Franck MARGAIN, Mme Emmanuelle RIVIER, Mme Hanna SEBBAH.

Excusé : M. Francis SZPINER.

Absents : M. Alexandre FLORENTIN, Mme Fatoumata KONÉ, M. Emmanuel MESSAS.

Jeudi 13 octobre 2022 - Après-midi

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Jacques BAUDRIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Pierre CASANOVA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, M. François CONNAULT, Mme Alexandra CORDEBARD, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Séverine DE COMPREIGNAC, Mme Inès DE RAGUENEL, M. François-Marie DIDIER, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Agnès EVREN, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, M. Alexandre FLORENTIN, Mme Afaf GABELOTAUD, Mme Nelly GARNIER, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, Mme Barbara GOMES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, Mme Anne HIDALGO, M. Frédéric HOCQUARD, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Farida KERBOUA, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Pénélope KOMITÈS, Mme Fatoumata KONÉ, Mme Johanne KOUASSI, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Eric LEJOINDRE, Mme Maud LELIÈVRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, M. Franck MARGAIN, Mme Douchka MARKOVIC, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, M. Emile MEUNIER, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, M. Arnaud NGATCHA, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Nicolas NORDMAN, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, Mme Béatrice PATRIE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, Mme Aurélie PIRILLO, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, Mme Audrey PULVAR, M. Pierre RABADAN, M. Sylvain RAIFAUD, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hamidou SAMAKÉ, M. Hermano SANCHES RUIVO, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, Mme Karen TAÏEB, Mme Delphine TERLIZZI, Mme Mélody TONOLLI, Mme Anouch TORANIAN, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Patrick VIRY, M. Ariel WEIL, M. Karim ZIADY.

Excusés au sens du règlement : M. Antoine BEAUQUIER, M. Franck LEFEVRE, Mme Emmanuelle RIVIER, Mme Hanna SEBBAH.

Excusés : M. Grégory CANAL, M. Francis SZPINER.

Absents : M. Jacques GALVANI, M. Jérôme LORIAU, M. Emmanuel MESSAS, Mme Alice TIMSIT.

Table des matières

2022 DAC 8 Subvention (100.000 euros) et avenant à convention avec l'association Théâtre Ouvert - Centre National des Dramaturgies Contemporaines (20e). 3
2022 DAC 10 Subvention (100.000 euros) et avenant à convention avec le Théâtre des Bouffes du Nord - SAS Centre International de Créations Théâtrales (10e). 3
2022 DAC 11 Subvention (220.000 euros) à l'association Cité-Théâtre (14e) et avenant n°1 à la convention annuelle financière. 3
2022 DAC 22 Subvention (6.000 euros) à l'association Mimesis pour son festival dans le domaine des arts du mime et du geste (9e). 4
2022 DAC 28 Subventions (204.915 euros), avenant à convention et convention avec l'Établissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette pour l'Espace périphérique (19e). 4
2022 DAC 30 Contribution (150.000 euros) et convention avec l'établissement public de coopération culturelle Ateliers Médicis (Clichy-sous-Bois). 5
2022 DAC 36 Contribution (2.000.000 euros) et avenant à convention avec l'établissement public de coopération culturelle Maison des Métallos (11e). 5
2022 DAC 37 Subvention (759.200 euros) et avenant à convention l'association Festival d'Automne à Paris (Paris centre). 5
2022 DAC 49 Subvention (9.940.000 euros) et avenant à convention avec l'association Théâtre de la Ville (Paris Centre, 8e, 18e). 6
2022 DAC 52 Subventions d'équipement (98.200 euros) et conventions avec 4 structures culturelles (Paris centre, 8e, 11e, 15e). 6
2022 DAC 55 Convention Partenariale Pluriannuelle d'Objectifs avec le Mouffetard-Théâtre des arts de la marionnette (5e). 7
2022 DAC 110 Convention d'occupation du domaine public avec l'association Théâtre musical de Paris (Paris centre). 7
2022 DAC 114 Subvention de fonctionnement (10.000 euros) à la Fondation Marguerite Long - Jacques Thibaud. 8
2022 DAC 136 Subvention (10.000 euros) à l'association Studio des variétés (11e). 8
2022 DAC 139 Subvention (35.000 euros) et convention avec l'association Collectif Culture Bar-Bars Paris/Ile-de-France. 8
2022 DAC 143 Subvention (30.000 euros) et convention avec la société Sauvage Productions. 8
2022 DAC 144 Subventions (131.000 euros) à 4 structures organisant des festivals musicaux et avenant à convention avec la société MaMA. 9
2022 DAC 155 Subventions (350.000 euros) et avenants à conventions avec 3 associations œuvrant pour la musique symphonique. 9
2022 DAC 156 Subvention (120.000 euros) et avenant à convention avec l'association Ensemble Intercontemporain (19e). 10
2022 DAC 160 Subvention (10.000 euros) à la société ORIZA (20e). 10
2022 DAC 172 Budget Participatif édition 2014 - Subvention (22.500 euros) à l'Office de tourisme de Plaine Commune Grand Paris relatif au projet Street Art Avenue, éditions 2020-2021-2022 et convention. 11
2022 DAC 180 Subvention (100.000 euros) et avenant à convention avec l'Association Fonds régional d'art contemporain d'Ile-de-France (19e). 11
2022 DAC 187 Subventions de fonctionnement (2.860.490 euros) et avenant à convention avec l'association Paris-Audiovisuel - Maison Européenne de la Photographie (Paris Centre). 12
2022 DAC 191 Subvention (5.000 euros) à l'association Artistes à la Bastille (11e). 12
2022 DAC 200 Subvention (9.000 euros) à l'association Treize Ter (11e). 12
2022 DAC 242 Subventions (241.000 euros), convention et avenants à convention avec 8 structures culturelles dans le cadre de l'Art pour Grandir. 13
2022 DAC 288 Subvention (7.000 euros) à l'association CRL 10 (10e). 14
2022 DAC 289 Subvention (3.000 euros) à l'association Pianestival (IPAF). 14
2022 DAC 290 Subvention (3.000 euros) à l'association Difé Kako (13e). 14
2022 DAC 291 Subvention (5.000 euros) à l'association Atelier des Feuillantines (5e). 14
2022 DAC 293 Subvention (1.000 euros) à l'association Volontariat et soutien par l'art (VS ART) (5e). 15
2022 DAC 297 Subvention (710.000 euros), avenant à convention et convention avec l'association la Maison du Geste et de l'Image MGI (Paris Centre). 15
2022 DAC 298 Subvention de fonctionnement (2.217.500 euros) et avenant à convention avec l'EPCC Maison des Pratiques Artistiques Amateurs. 15
2022 DAC 312 Subventions d'investissement (23.000 euros) et conventions avec 3 associations d'accès à la culture et à la pratique artistique. 16
2022 DAC 386 Subvention (1.500 euros) au Comité d'entente des associations d'anciens combattants et victimes de guerre et des associations patriotiques et civiques du 15e arrondissement de Paris. 16
2022 DAC 387 Subvention (5.000 euros) à l'Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs signée en 2021. 17
2022 DAC 492 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Samuel Campignon au 58 rue Laffitte (9e). 17
2022 DAC 494 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Marcel Dupré au 13 rue Le Verrier (6e). 17
2022 DAC 495 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Marcelle Meyer au 35 av. Jean Moulin (14e). 18
2022 DAC 496 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Dimitri Bouchène et Serge Ernst au 35 av. Jean Moulin (14e). 18
2022 DAC 501 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Jane Sivadon et Berty Albrecht au 1 rue Princesse (6e). 18
2022 DAC 502 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Ady Fidelin et Man Ray au 40 rue Henri Barbusse (5e). 19
2022 DAC 503 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Louise et Michel Leiris au 53bis quai des Grands-Augustins (6e). 19
2022 DAC 504 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Hélène Bessette au 24 rue du Regard (6e). 19
2022 DAC 511 Classement au titre des monuments historiques de la basilique du Sacré-Cœur, de ses annexes et du square Louise-Michel (18e). 20
2022 DAC 512 Avenant n°1 à la CODP relative à l'exploitation d'un espace d'affichage sur l'échafaudage de restauration de l'église de La Trinité (9e) avec la société JCDecaux. 20
2022 DAC 554 Subventions d'investissement (165.000 euros) et conventions avec 6 établissements cinématographiques parisiens. 21
2022 DAC 556 Subvention (25.000 euros) et convention avec l'association Cinémas Indépendants Parisiens (4e). 21
2022 DAC 557 Subvention (10.000 euros) à 2 associations agissant dans le domaine cinématographique en direction de publics éloignés. 22
2022 DAC 596 Subvention (11.000 euros) à l'association Fabrication Maison au titre des projets culturels élaborés dans les Quartiers Populaires de la Politique de la Ville (19e et 20e). 22
2022 DAC 599 Subventions (7.000 euros) aux associations Poésie et chanson Sorbonne et 7 B 15 au titre de l'action culturelle locale du 15e arrondissement. 23
2022 DAC 600 Subventions (1.500 euros) à 2 associations dans le cadre de l'action culturelle locale du 17e arrondissement. 23
2022 DAC 601 Subventions (7.000 euros) aux associations L'Onde et Cybèle et Les amis des jardins du ruisseau au titre de l'action culturelle locale du 18e arrondissement et signature d'un avenant à convention. 23

2022 DAC 602 Subventions (3.500 euros) à l'association Vendredi Poésies et à l'atelier l'Oiseau rouge au titre de l'action culturelle locale du 11e arrondissement. 24
2022 DAC 603 Subventions (11.000 euros) à 5 associations au titre de l'action culturelle locale du 14e arrondissement. 24
2022 DAC 604 Subvention (500 euros) à l'association 9e histoire dans le cadre de l'action culturelle locale du 9e arrondissement. 25
2022 DAC 605 Subvention (5.000 euros) à l'association Vivre Lire au titre de l'action culturelle locale du 5e arrondissement. 25
2022 DAC 607 Subvention (7.500 euros) à l'association Comité d'animation culturelle Paris 1 au titre de l'action culturelle locale de Paris Centre. 25
2022 DAC 608 Subvention (5.000 euros) à la Compagnie Oxymore au titre de l'action culturelle locale du 5e arrondissement. 26
2022 DAC 609 Subvention (1.000 euros) à l'association Paris Artistes dans le cadre de l'action culturelle locale du 9e arrondissement. 26
2022 DAC 610 Subventions (4.500 euros) à l'association Société d'Histoire et Mémoire du 11e arrondissement et à la Compagnie Maya (11e) au titre de l'action culturelle locale du 11e arrondissement. 26
2022 DAC 612 Subvention (1.500 euros) à l'association du Quartier Saint-Bernard (11e) au titre de l'action culturelle locale du 11e arrondissement. 27
2022 DAC 631 Signature d'un avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec la SEM Elogie-SIEMP pour un équipement culturel en rez-de-chaussée dans l'immeuble sis ZAC Paul Bourget lots 10 et 12 (13e). 27
2022 DAC 675 Subvention (60.000 euros) à l'association Espace Culturel et Universitaire Juif d'Europe –ECUJE (10e) et convention. 28
2022 DAC 676 Transfert à l'établissement public Paris Musées d'un contrat de don d'archives audiovisuelles conclu entre la Ville de Paris et M6. 28
2022 DAC 677 Convention de partenariat entre la Ville de Paris et RX France pour le Salon Paris Photo. 28
2022 DAC 678 Délibération rectificative de la délibération 2022 DAC 666 : Subventions Culture et Solidarités, Justice, Santé (190.000 euros) à 31 structures, convention et avenants à convention. 29
2022 DAC 692 Subventions (8.000 euros) à 2 associations permettant la promotion d'écrivains par l'attribution annuelle de prix littéraires. 29
2022 DAC 693 Subvention (13.000 euros) à l'association Maison de la Culture Yiddish Bibliothèque Medem (10e). 29
2022 DAC 698 Subvention (3.000 euros) à l'association PRIX CLARA (8e). 30
2022 DAC 699 Subvention (5.000 euros) à l'association le Labo des Histoires (3e). 30
2022 DAC 700 Subvention (15.000 euros) en faveur de l'association L.I.R.E, le Livre pour l'Insertion et le Refus de l'Exclusion (19e) et signature d'un avenant. 30
2022 DAC 701 Subvention (50.000 euros) et premier avenant à la convention triennale avec l'association Centre de promotion du livre de jeunesse - Seine-Saint-Denis. 31
2022 DAC 702 Subventions (8.500 euros) à 3 associations proposant des manifestations littéraires. 31
2022 DAC 704 Subvention (4.000 euros) à l'association Culture et Bibliothèque pour Tous (15e). 31
2022 DAC 709 Subvention (3.000 euros) au Centre Medem Arbeter Ring (10e). 32
2022 DAC 714 Signature d'une convention de service de maintenance et amélioration continue dans le cadre du programme Vitam en faveur de l'Archivage numérique en Territoire. 32
2022 DAE 56 Conventions et subventions de fonctionnement (350.000 euros) en faveur de 17 structures parisiennes de l'économie sociale et solidaire pour la transition écologique de l'économie. 32
2022 DAE 58 Budget Participatif - Subventions (143.000 euros) et conventions avec 7 structures de l'économie circulaire et de l'entrepreneuriat social. 34
2022 DAE 75 Subvention de fonctionnement (35.000 euros) et convention avec l'association CoopCycle. 35
2022 DAE 95 Conventions et subventions (40.000 euros) pour un Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée dans le 18e arrondissement. 35
2022 DAE 104 Subventions de fonctionnement (547.100 euros), subventions d'investissement (157.300 euros) et conventions avec 20 associations et organismes de formation dans le cadre de l'appel à projets Paris Code. 36
2022 DAE 106 Subventions de fonctionnement (402.500 euros), subventions d'investissement (95.600 euros) et conventions avec 12 organismes de formation dans le cadre de l'appel à projets ParisFabrik et avenants aux conventions 2020 DAE 138 et 2021 DAE 64. 37
2022 DAE 120 Subvention de fonctionnement (25.000 euros) et convention avec l'association MILA (18e). 38
2022 DAE 125 Conventions et subventions (120.000 euros) pour 2 Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée dans les 18e et 19e arrondissements. 39
2022 DAE 152 Subventions (148.000 euros) et conventions avec 5 structures menant des actions d'insertion professionnelle auprès des bénéficiaires du RSA et d'autres publics fragiles. 39
2022 DAE 154 Subvention (25.000 euros) et convention avec l'établissement public du Palais de la découverte et de la Cité des sciences et de l'industrie (EPPDCSI - UNIVERSCIENCE) (8e). 40
2022 DAE 155 Subvention de fonctionnement (75.000 euros) et convention avec l'association l'Incubateur au féminin - WILLA (2e). 41
2022 DAE 159 Subventions (120.000 euros) et convention avec la Cité Internationale Universitaire de Paris (14e). 41
2022 DAE 160 Écoles d'arts appliqués - Dotations de fonctionnement (1.918.200 euros) et subventions d'investissement (1.350.000 euros), au titre des exercices 2022 et 2023. .. 41
2022 DAE 162 Avenant à la convention du 26 juillet 2021 relative à l'exploitation du Pavillon de la Tunisie situé dans le Jardin d'Agronomie Tropicale à l'est du Bois de Vincennes. 42
2022 DAE 163 Emplacements commerciaux sur le domaine public - Autorisation d'occupation du domaine public place Maquis du Vercors (20e). 42
2022 DAE 165 Aides au développement de projets d'étudiant·e·s et de jeunes diplômé·e·s dans le domaine de l'économie sociale et solidaire et dans l'art et la culture... 43
2022 DAE 166 Convention de partenariat avec l'AFPA pour l'ouverture, la gestion et l'animation d'un Point Paris Emploi (11e). 43
2022 DAE 167 Subvention de fonctionnement à l'association Paris et Compagnie (19e) pour l'incubateur du Welcome City Lab (45.000 euros) et convention pluriannuelle. 43
2022 DAE 192 Grand prix de la pâtisserie de la Ville de Paris - Dotation : 4.000 euros. 44
2022 DAJ 14 Approbation d'un protocole transactionnel entre la Ville de Paris et le Syndicat des copropriétaires de l'immeuble 26 rue Monge (5e) visant à indemniser le SDC des frais exposés pour déterminer l'origine des désordres durant la procédure d'expertise et du préjudice subi à l'occasion des désordres. 44
2022 DAJ 17 Approbation d'un protocole d'accord tripartite entre la Ville de Paris, la SCI GENERALI REAUMUR et le syndicat des copropriétaires de l'immeuble 3 rue du Nil (2e) visant à assurer la réalisation de travaux de ravalement et de retrait de l'étaiement sur le mur pignon dont la Ville de Paris est propriétaire en indivision. 45
2022 DAJ 23 Signature d'une convention relative au transfert des données personnelles pour l'indemnisation des victimes de l'explosion de la rue de Trévise (9e) en application de l'accord-cadre du 2 février 2022. 45
2022 DASCO 10 Convention avec la Région Ile-de-France relative à la gestion des anciens lycées municipaux imbriqués avec une école ou un service municipal. 45
2022 DASCO 58 Convention relative à l'occupation de locaux scolaires municipaux par les services de l'Académie de Paris. 46
2022 DASCO 63 Subvention (4.300 euros) à l'association L'Ecole à l'Hôpital Marie-Louise Imbert (6e). 46
2022 DASCO 64 Caisses des écoles - Versement de subventions exceptionnelles (4.020.000 euros) pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire. 46
2022 DASCO 67 Signature d'une convention de partenariat et de mise à disposition de locaux avec l'association Planète Sciences pour l'opération « Espace dans Ma Ville 2022 » et subvention (9.500 euros). 47

2022 DASCO 69 Collèges publics parisiens - Dotations complémentaires de fonctionnement (619.430 euros) et subventions pour travaux (131.679 euros). 48
2022 DASCO 70 Collèges publics autonomes - Dotations initiales de fonctionnement 2023 (10.947.737 euros). 49
2022 DASCO 71 Collèges imbriqués avec un lycée - Dotations initiales de fonctionnement 2023 (2.779.333 euros). 50
2022 DASCO 74 Subvention (17.000 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'Association Départementale Académique des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public de Paris (20e). 51
2022 DASCO 75 Subvention (34.926 euros) à un collège au titre du Budget Participatif Parisien Édition 2019. 51
2022 DASCO 76 Subventions d'investissement (183.247 euros) à 16 collèges au titre du Budget Participatif des Collèges édition 2021/2022. 51
2022 DASCO 77 Académie du Climat - Subvention (4.600 euros) et avenant à convention de partenariat avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO). 52
2022 DASCO 78 Avenant n°2 à la convention pluriannuelle avec la Fondation Mémorial de la Shoah et subvention (73.120 euros). 53
2022 DASCO 79 Cours d'adultes de Paris - Modification du règlement intérieur. 53
2022 DASCO 80 Caisse des écoles (Paris centre) - Subvention d'investissement (31.013,30 euros) au titre de la restauration scolaire du collège François Couperin. 53
2022 DASCO 81 Caisse des écoles (11e) - Subvention d'investissement (99.939,24 euros) au titre de la restauration scolaire des collèges Beaumarchais et Alain Fournier. 54
2022 DASCO 82 Caisse des écoles (12e) - Subvention d'investissement (81.607,90 euros) au titre de la restauration scolaire des collèges Guy Flavien et Germaine Tillion. 55
2022 DASCO 83 Caisse des écoles (13e) - Subvention d'investissement (31.844,38 euros) au titre de la restauration scolaire des collèges Camille Claudel et Elsa Triolet. 56
2022 DASCO 84 Caisse des écoles (14e) - Subvention d'investissement (27.291,60 euros) au titre de la restauration scolaire du collège Alberto Giacometti 57
2022 DASCO 85 Caisse des écoles (15e) - Subvention d'investissement (39.163,58 euros) au titre de la restauration scolaire des collèges Guillaume Apollinaire et Mme de Staël. 58
2022 DASCO 86 Caisse des écoles (20e) - Subvention d'investissement (24.162 euros) au titre de la restauration scolaire du collège Pierre Mendès France. 59
2022 DASCO 87 Subventions (284.000 euros) avec conventions ou avenants, à des associations pour des résidences artistiques dans les collèges dans le cadre de l'Art pour Grandir et de l'Olympiade Culturelle. 60
2022 DASCO 89 Subvention (62.000 euros) et convention d'objectifs avec l'association « Coup de Pouce, Partenaire de la réussite à l'école » pour l'année scolaire 2022-2023. 63
2022 DASCO 90 Académie du Climat - Convention de partenariat avec le Laboratoire Collaboratif de conception et de fabrication - Villette Makerz 64
2022 DASCO 91 Convention de partenariat avec l'association Mission Locale de Paris. 64
2022 DASCO 92 Académie du Climat - Subvention (10.000 euros) et convention annuelle d'objectifs et de partenariat avec l'association Cultures aux Jardins 64
2022 DASCO 94 Académie du Climat - Subvention (1.000 euros) et convention d'objectifs et de partenariat avec l'association Humeco. 64
2022 DASCO 95 Académie du Climat - Subvention (1.000 euros) et convention annuelle d'objectifs et de partenariat avec l'Institut de la Transition Environnementale - Alliance Sorbonne Université. 65
2022 DASCO 96 Divers collèges - Dotations (1.087.099 euros) pour le soutien de la Ville de Paris aux projets éducatifs. 65
2022 DASCO 97 Convention avec l'Académie de Paris pour favoriser le cumul d'emploi entre accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) et personnels d'animation. 66
2022 DASCO 98 Convention avec l'Académie de Paris pour l'accompagnement des collégiens en situation de handicap sur le temps de l'interclasse, scolarisés dans les collèges publics. 66
2022 DASCO 99 Convention-type pour la mise à disposition de locaux scolaires aux unités d'enseignement externes (UEE) et l'organisation de l'accueil des enfants de l'UEE dans les services péri et extrascolaires. 67
2022 DASCO 100 Signature de la convention d'indemnisation avec la société ELASTISOL titulaire du marché public n° 20191120026100. 67
2022 DASCO 101 Académie du Climat - Convention de partenariat avec l'Institut Nemo, l'école de logistique et de transport à Paris (13e). 68
2022 DASCO 102 Indemnisation amiable de ALLIANZ IARD, subrogée dans les droits de son assuré, en réparation du préjudice subi suite à un dégât des eaux dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris. 68
2022 DCPA 20 Protocole transactionnel définissant les modalités de reprise du carrelage des plages de la halle bassin de la piscine Saint Merri (4e). 68
2022 DDCT 49 Subventions (26.000 euros) à 20 associations au titre de la quote-part du fonds d'animation locale (FAL) attribuée au 19e arrondissement. 69
2022 DDCT 50 Subventions (26.000 euros) à 4 associations au titre de la quote-part du fonds d'animation locale (FAL) attribuée au 20e arrondissement. 70
2022 DDCT 57 Subvention (10.000 euros) à la Fédération des Centres Sociaux pour la préparation et le passage des examens DILF - DELF 70
2022 DDCT 60 États spéciaux d'arrondissement - Détermination du cadre de référence de la répartition des dotations d'animation et de gestion locales 2023. 71
2022 DDCT 61 États spéciaux d'arrondissement - Délibération cadre-investissement 2023. 72
2022 DDCT 62 Inventaire des équipements de proximité pour l'année 2023. 73
2022 DDCT 87 Attribution de subventions de fonctionnement aux associations Amazones Princesas (4.000 euros) et Noctambules Citoyens (3.000 euros). 73
2022 DDCT 89 Prise en charge par la Ville de Paris des frais d'accueil des victimes et proches des victimes du 13 novembre 2015 invités aux cérémonies de commémorations du 13 novembre 2022. 74
2022 DDCT 92 Désignation d'une association en tant que membre de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Ville de Paris. 74
2022 DDCT 93 Demande de modification des statuts de la « Province de France de la congrégation Notre-Dame, Chanoinesses de Saint-Augustin » 74
2022 DDCT 101 Modification de la délibération fixant les conditions d'emploi des collaborateurs et collaboratrices des maires d'arrondissement. 75
2022 DEVE 27 École du Breuil - Approbation du contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2022-2024 76
2022 DEVE 59 Adhésion (5.000 euros) à l'association Organic Cities Network Europe qui œuvre dans le domaine de l'alimentation durable. 76
2022 DEVE 60 Subvention (15.000 euros) à la Ligue française pour la protection des oiseaux (L.P.O.) et convention pluriannuelle d'objectifs pour ses actions en faveur de la biodiversité. 76
2022 DEVE 62 Animation des espaces verts parisiens - Subvention (8.000 euros) à l'association « La fabrique documentaire » (18e). 77
2022 DEVE 64 Dénomination Jardin des colonnes-Ricardo Bofill attribuée au jardin des colonnes situé 2 place de Séoul (14e). 77
2022 DEVE 65 Dénomination square Valentine Schlegel attribuée au square situé 17 rue Pauly (14e). 77
2022 DEVE 67 Dénomination de l'allée Yvonne Beauvais située perpendiculairement à la rue Mirabeau dans le parc Sainte Périne (16e). 78
2022 DEVE 68 Dénomination square Edith Girard attribuée au square situé 31 quai de la Loire (19e). 78
2022 DEVE 69 Subvention (20.000 euros) à l'Agence Parisienne du Climat en faveur de la végétalisation et du rafraîchissement des copropriétés privées. 78

2022 DEVE 70 Approbation de la candidature de la Ville de Paris à l'appel à projet Émergence et amplification des Projets Alimentaires Territoriaux d'Ile-de-France pour des actions d'accompagnement des gestionnaires de la restauration collective parisienne vers des pratiques durables. 79
2022 DEVE 71 Subvention (25.000 euros) à l'association Bio Consom'acteurs pour l'amplification du projet « Des cantines scolaires bas carbone avec Climat Cantines ». 79
2022 DEVE 73 Subvention (19.000 euros) à l'association Veni Verdi pour 3 projets d'agriculture urbaine et signature d'un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs. 79
2022 DEVE 74 Protocole d'accord transactionnel relatif à une concession funéraire dans le cimetière du Père Lachaise (20e). 80
2022 DEVE 75 Subvention (5.000 euros) au Centre d'Écologie et des Sciences de la Conservation du Muséum National d'Histoire Naturelle, pour son projet d'étude des populations de corneilles. 80
2022 DEVE 76 Subvention (5.000 euros) à l'association la Société d'Agriculture Urbaine Généreuse et Engagée et signature d'un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs. 81
2022 DEVE 77 Subvention (23.000 euros) à l'association Vergers Urbains et signature d'un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs. 81
2022 DEVE 78 Budget Participatif - Autorisation donnée à l'association « Compost 13 » de déposer toutes les autorisations administratives, notamment d'urbanisme, nécessaires à l'installation d'un pavillon de compostage sur la placette Broca à l'angle du bd Arago, de la rue de Julienne et de la rue Léon Maurice Nordman (13e). 82
2022 DEVE 79 Autorisation donnée à l'association « la goutte verte » de déposer toutes les autorisations administratives, notamment d'urbanisme, nécessaires à l'installation d'un portail d'art dans le jardin partagé du 23 Rue Richomme (18e). 82
2022 DEVE 80 Travaux de démolition et reconstruction d'un mur mitoyen - Avenant à la convention entre la Ville de Paris et le Syndicat de Copropriétaires du 18 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie (4e). 82
2022 DEVE 81 Subvention complémentaire de fonctionnement (200.000 euros) au bénéfice de la régie personnalisée de l'École du Breuil pour l'exercice 2022. 83
2022 DFA 37 Exonérations facultatives de taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour 2023. 83
2022 DFA 44 Etats spéciaux d'arrondissement - Dotations 2023. 83
2022 DFA 45 Avenants d'adhésion au groupement de commandes pour l'achat de fournitures, services et travaux, couvrant les besoins relatifs au fonctionnement des services de ses membres ainsi qu'à la convention de partenariat signée avec l'UGAP. 84
2022 DFA 46 Signature d'un contrat de concession de travaux relative à la rénovation et à l'exploitation de l'établissement dénommé « Chalet des Iles Daumesnil », situé sur l'Ile de Reuilly sur le lac Daumesnil, dans le Bois de Vincennes (12e). 84
2022 DFA 73 Délégation donnée à Mme La Maire de Paris pour procéder à l'évolution des tarifs d'occupation de l'espace public de la Ville de Paris. 85
2022 DFA 74 Renégociation des conditions financières d'occupation des biens immobiliers de la Ville de Paris mis à disposition de l'État. 85
2022 DFPE 91 Subvention (185.619 euros), avenant n° 1 avec l'association Le Figuier (4e) pour la crèche collective. 85
2022 DFPE 93 Subvention (49.326 euros) et avenant n° 1 avec l'association Institut d'Éducation et des Pratiques Citoyennes pour son établissement multi-accueil A Petits Pas au 6/8 impasse du curé (18e). 86
2022 DFPE 102 Subvention (316.065 euros), avenant n° 1 avec l'association Crèche Laïque du Quartier St Fargeau (20e) pour l'établissement multi-accueil. 86
2022 DFPE 107 Subvention (25.492 euros) et avenant n° 1 avec l'association Crèche Parentale du Marais (4e). 87
2022 DFPE 117 Subvention (302.610 euros) et convention avec l'association CRESCENDO (11e) pour son établissement d'accueil de la petite enfance 36 quai Henri IV (4e). 87
2022 DFPE 122 Subvention (319.727 euros) et convention avec l'association ENVOLUDIA (93100 Montreuil) pour son établissement d'accueil de la petite enfance 21 bis rue Etex (18e). 87
2022 DFPE 125 Subvention (66.591 euros) et avenant n° 2 avec l'association Les Petits Loups (19e) pour la crèche parentale. 88
2022 DFPE 126 Subventions (620.553 euros), avenant n° 1 avec l'association FRANCE HORIZON (10e) pour ses 3 établissements de petite enfance. 88
2022 DFPE 135 Subvention (171.665 euros) et avenant n° 1 avec l'association La Chouine (18e) pour la crèche parentale. 89
2022 DFPE 139 Subvention (97.668 euros) et avenant n° 1 avec l'association Le Moulin Bleu (12e) pour la crèche parentale Pic Puce (12e). 89
2022 DFPE 140 Subvention (65.819 euros) et avenant n°1 avec l'association Les Gardons (12e) pour la crèche parentale. 89
2022 DFPE 143 Subventions exceptionnelles (498.065 euros) dans le cadre d'un plan de soutien de la Ville de Paris aux établissements d'accueil du jeune enfant des associations gérant 100 places ou moins et avenants avec 80 associations. 90
2022 DFPE 144 Subvention (56.765 euros), avenant n° 1 avec l'association Haut Comme 3 Pommes (11e) pour la halte-garderie. 95
2022 DFPE 145 Subvention (9.613 euros) et convention avec l'Association Pour l'Accueil de Tous les Enfants (APATE) (11e) pour des travaux de rénovation et mise aux normes du multi accueil « La Caverne d'Ali Baba » 27-29 av. Philippe Auguste (11e). 95
2022 DFPE 149 Subventions (14.398 euros) et conventions avec l'association « ABC Puériculture » (16e) pour la réalisation de travaux de mises aux normes pour 2 établissements d'accueil du jeune enfant. 95
2022 DFPE 152 Subventions (81.250 euros) et conventions avec 6 associations pour leurs actions d'accompagnement des parents à l'ère du numérique. 96
2022 DFPE 153 Subvention (96.949 euros), avenant n°1 avec l'association Halte-Garderie Les Poussins d'Annam (20e). 97
2022 DFPE 162 Signature de protocoles transactionnels entre la Ville de Paris et les gestionnaires de crèches en gestion externalisée afin de compenser partiellement les frais fixes supportés durant le confinement d'avril 2021. 97
2022 DFPE 163 Renouvellement du soutien de la Ville de Paris au fonctionnement des maisons d'assistant-e-s maternel-le-s existantes et approbation du cahier des charges applicable aux projets de maisons d'assistant.e.s maternel.le.s. 98
2022 DGGP 8 Dissolution du syndicat mixte ouvert « Forum métropolitain du Grand Paris » - Versement de la contribution au titre de l'année 2022 (97.192,62 euros). 99
2022 DGRI 44 Solde de la subvention (291.500 euros) à l'Association Internationale des Maires Francophones - AIMF. 99
2022 DGRI 49 Signature d'un pacte d'amitié et de coopération avec la région de Nouakchott. 99
2022 DGRI 50 Signature d'un pacte d'amitié et de coopération avec la ville de Douala. 100
2022 DGRI 51 Convention et subvention (32.000 euros) à l'association Électriciens sans frontières pour une intervention humanitaire d'urgence à Madagascar. 100
2022 DGRI 53 Citoyenneté d'honneur de la Ville de Paris attribuée à Jina Mahsa Amini, à titre posthume, et à travers elle, aux femmes iraniennes luttant pour leurs droits. 100
2022 DICOM 16 Convention d'Occupation du Domaine Public relative au concert de musique classique du 14 juillet 2022. 100
2022 DICOM 19 Conventions de partenariat en faveur de l'opération « Paris Plages ». 101
2022 DICOM 20 Conventions de partenariats en soutien de l'opération Nuit Blanche. 101
2022 DICOM 21 Convention de mécénat en soutien à l'exposition "CAPITALE(s), 60 ans d'art urbain à Paris". 101
2022 DICOM 22 Conventions de co-production pour les expositions sur la voie publique. 102

2022 DICOM 23 Contrats de concession de droits relatifs à l'exposition "CAPITALE(S), 60 ans d'art urbain à Paris" au sein de la salle Saint-Jean de l'Hôtel de Ville.....102
2022 DICOM 25 Conventions de mécénat en nature et conventions de mécénat en nature et compétences en soutien au 14 juillet 2022. 102
2022 DICOM 29 Convention de parrainage pour les célébrations du jumelage Paris-Rome avec FERRERO FRANCE COMMERCIALE. 103
2022 DILT 4 Budget annexe des transports automobiles municipaux - Budget supplémentaire de l'exercice 2022. 103
2022 DJS 129 Signature d'une convention de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales de Paris au titre de la Prestation de Service Jeunes. 104
2022 DJS 133 Courts de tennis parisiens - Modification des tarifs. 104
2022 DJS 139 Garantie à 50% de la Ville de Paris accordée à la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade pour l'emprunt bancaire (3.200.000 euros) à souscrire auprès du Crédit Lyonnais. 104
2022 DJS 140 Délégation de Service Public pour la gestion de l'espace sportif Pontoise (5e) - Modalités de passation. 105
2022 DLH 10 Subvention (25.000 euros) à l'association Vers un Réseau d'Achat en Commun Paris (V.R.A.C. Paris). 106
2022 DLH 123-1 Octroi et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (2.124.555 euros) finançant le programme de logement social situé 72 rue Alexandre Dumas et 79 bd de Charonne (11e) 106
2022 DLH 123-2 Octroi et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP - Garantie des prêts PLAI et PLUS (33.812.766 euros) finançant le programme de logement social situé 74-82 av. Denfert Rochereau et 51-53 rue Boissonade (14e). 109
2022 DLH 123-3 Octroi et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP - Garantie des prêts PLAI et PLUS (2.635.579 euros) finançant le programme de logement social situé 89 rue Blomet (15e). 111
2022 DLH 123-4 Octroi et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP - Garantie des prêts PLS (611.211 euros) finançant le programme de logement social situé 27 rue Stephen Pichon (13e). 112
2022 DLH 123-5 Octroi, modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP - Garantie des prêts PAM et PHB (23.990.000 euros) finançant le programme de rénovation de logements sociaux situé 1 à 3 place Henri Matisse et 8 à 10 rue Soleillet (20e). 113
2022 DLH 126 Avenants 2022 aux conventions 2017-2022 signées avec l'État et l'Agence nationale de l'habitat, en matière d'aide au logement et d'habitat. 115
2022 DLH 130 Signature d'une convention avec l'Association départementale pour la promotion et l'accès aux droits des Tsiganes/Gens du voyage (ADEPT), gestionnaire du centre social itinérant des aires d'accueil de Paris, et subvention (55.000 euros) pour son fonctionnement au titre de l'année 2022. 115
2022 DLH 141-1 Réalisation 29 rue Calmels Prolongée (18e) d'un programme de construction de 4 logements sociaux (1 PLA I - 2 PLUS - 1 PLS) et 5 logements intermédiaires par Immobilière 3F - Subvention (549.673 euros). 116
2022 DLH 141-2 Réalisation 29 rue Calmels Prolongée (18e) d'un programme de construction de 4 logements sociaux (1 PLA I - 2 PLUS - 1 PLS) et 5 logements intermédiaires par Immobilière 3F - Garantie des prêts PLAI et PLUS par la Ville de Paris (687.322 euros). 116
2022 DLH 141-3 Réalisation 29 rue Calmels Prolongée (18e) d'un programme de construction de 4 logements sociaux (1 PLA I - 2 PLUS - 1 PLS) et 5 logements intermédiaires par Immobilière 3F - Garantie des prêts PLS par la Ville de Paris (416.351 euros). 117
2022 DLH 141-4 Réalisation 29 rue Calmels Prolongée (18e) d'un programme de construction de 4 logements sociaux (1 PLA I - 2 PLUS - 1 PLS) et 5 logements intermédiaires par Immobilière 3F - Garantie à hauteur de 50% des prêts LLI par la Ville de Paris (1.735.806 euros). 119
2022 DLH 145 Réalisation 147 av. de Clichy (17e) d'un programme de rénovation d'un logement par SNL Prologues - Subvention (14.704 euros). 120
2022 DLH 146 Réalisation 44 rue Raymond Losserand (14e) d'un programme de rénovation de 1 logement social par SNL Prologues - Subvention (12.150 euros). 120
2022 DLH 154-1 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie du prêt PLA-I (97.785 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration d'un logement social situé 3 square du Tarn (17e). 121
2022 DLH 154-2 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie du prêt PLA-I (57.042 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration d'un logement social situé 3 rue Moreas (17e). 122
2022 DLH 154-3 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie des prêts Réhabilitation (5.308.568 euros) finançant le programme de réhabilitation de 106 logements sociaux situés 32 rue Gabon et 35 rue Montera (12e). 123
2022 DLH 154-4 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie du prêt PLA-I (113.234,91 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 4 logements sociaux situés 109 bd Sérurier (19e). 124
2022 DLH 154-5 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie du prêt Réhabilitation (1.355.371 euros) finançant le programme de réhabilitation de 38 logements sociaux situés 36 rue Tolbiac (13e). 125
2022 DLH 154-6 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie du prêt PLUS (57.176 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration d'un logement social situé 6 rue Florence Blumenthal, 34 av. de Versailles (16e). 126
2022 DLH 154-7 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie du prêt PLAI (238.099 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 1 logement social situé 75 rue Saint Charles (15e). 127
2022 DLH 154-8 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie des prêts Réhabilitation (726.487 euros) finançant le programme de réhabilitation de 43 logements sociaux situés 31-33 rue des Vinaigriers (10e). 128
2022 DLH 154-9 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie des prêts Réhabilitation (2.971.993 euros) finançant le programme de résidentialisation de 282 logements sociaux situés 159 rue du Château des Rentiers (13e). 129
2022 DLH 154-10 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie du prêt PLA-I (78.981,21 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration d'un logement social 28 rue de Saussure - 30 bd Gouvion St-Cyr - 3 Square du Vivarais - Groupe Gouvion St-Cyr (17e). 130
2022 DLH 154-11 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie des prêts Réhabilitation (1.737.531 euros) finançant le programme de réhabilitation de 40 logements sociaux situés 52 rue Custine (18e). 131
2022 DLH 154-12 Demandes et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social et de rénovation de Paris Habitat - Garantie des prêts Réhabilitation (263.822 euros) finançant le programme de végétalisation et d'agriculture urbaine du groupe « Erard Rozanoff » situé 30 rue Erard, 35 rue du Colonel Rozanoff (12e). 132
2022 DLH 168 Réitération des garanties d'emprunts finançant un programme de logement social réalisé par ERILIA - Garantie de prêts PLAI et PLUS par la Ville. 133
2022 DLH 170 Mise à disposition de locaux aux associations et organismes éligibles aux financements publics œuvrant pour l'aide, l'accompagnement, l'accueil et l'hébergement de personnes, mineures ou majeures, en situation de rue et de grande précarité, réfugiées, ou faisant l'objet d'un suivi au titre de l'aide sociale à l'enfance. 134
2022 DLH 173 Garantie d'emprunt au bénéfice de la RIVP pour un emprunt à hauteur de 20.000.000 euros visant le financement de diverses opérations de logement social, libre et de locaux d'activité. 135
2022 DLH 176 Contrôle des règles d'hygiène de l'habitat. Convention de prestation de service Ville de Paris/État 2022-2025. 137
2022 DLH 179 Acquisition 20 rue Gasnier-Guy (20e) d'un terrain par La Coop Foncière en vue de la création de 5 logements à céder dans le cadre d'un bail réel solidaire - Garantie du prêt Gaïa par la Ville de Paris (301.519 euros). 137

2022 DLH 180 Acquisition 20 rue Gasnier-Guy (20e) d'un terrain par La Coop Foncière en vue de la création de 5 logements à céder dans le cadre d'un bail réel solidaire - Garantie du prêt Action Logement Service par la Ville de Paris (75.000 euros). 138
2022 DLH 181 Location de l'immeuble 32 rue Réaumur (Paris Centre) à ELOGIE-SIEMP - Bail emphytéotique. 139
2022 DLH 184-1 Réitération des garanties d'emprunts finançant un programme de logement social réalisé par ANTIN Résidences - Garantie de prêts PLAI et PLUS par la Ville (2.774.240 euros). 140
2022 DLH 184-2 Réitération des garanties d'emprunts finançant un programme de logement social réalisé par ANTIN Résidences - Garantie de prêts PLS par la Ville (244.930 euros). 142
2022 DLH 184-3 Réitération des garanties d'emprunts finançant un programme de logement social réalisé par ANTIN Résidences - Garantie des Prêts CDC Booster Taux Fixe par la Ville (255.000 euros). 143
2022 DLH 185 Réitération de la garantie des emprunts PLS finançant un programme de logement social réalisé par ERILIA (528.541 euros). 144
2022 DLH 188 Location de l'immeuble 5 bd Saint-Denis/4 rue Sainte-Apolline (Paris-Centre) à la RIVP - Avenant à bail emphytéotique. 145
2022 DLH 189 Adhésion en tant que membre fondateur à l'Association Agir Contre le Logement Vacant (cotisation 2022/2023 : 3.000 euros). 146
2022 DLH 191 Location de l'immeuble 17 rue Dautancourt (17e) à la RIVP - Bail emphytéotique. 146
2022 DLH 192 Location de l'immeuble 1 rue des Petites Ecuries (10e) à ELOGIE-SIEMP - Bail emphytéotique. 147
2022 DLH 195 Signature de la convention de partenariat locale du Programme RECIF+ entre la Ville de Paris, l'Agence Parisienne du Climat et Ile-de-France Énergies....148
2022 DLH 239 Location de l'immeuble 153-161 rue Nationale (13e) à la RIVP - Avenant au bail emphytéotique. 149
2022 DPE 17 Mise en œuvre et exploitation d'une station de pompage provisoire par la Ville de Paris - Convention avec le SIAAP. 149
2022 DPE 21 Subventions (27.000 euros) et conventions avec 2 associations œuvrant pour la réduction des déchets et au déploiement des « Territoires Zéro Déchet ».. 149
2022 DPE 27 Convention de co-organisation entre la Ville de Paris et l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU) pour l'organisation de l'événement « Rencontres nationales de l'AVPU ». 150
2022 DPE 33 Subventions (61.000 euros) et conventions avec 3 associations oeuvrant pour la réduction des déchets. 150
2022 DPE 34 Subvention (20.000 euros) à l'association Surfrider Foundation Europe pour son projet « Paris aquatique et sans plastique, création et installation d'une exposition ». 151
2022 DPE 35 Subvention (4.000 euros) à l'association Enlarge your Paris pour son projet « Ménage ton canal ». 151
2022 DPMP 9 Approbation d'une convention de partenariat avec le CNFPT pour la formation initiale de Directeurs de Police Municipaux de la Ville de Paris. 151
2022 DRH 3 Modification de la délibération 2021 DRH 27 du 20 avril 2021 fixant les modalités de rémunération de certains agents vacataires de la Ville de Paris. 152
2022 DRH 39 Modification du statut particulier et de l'échelonnement indiciaire des personnels de maîtrise d'administrations parisiennes. 152
2022 DRH 42 Modification de l'échelonnement indiciaire des sages-femmes de la Ville de Paris. 153
2022 DRH 64 Modification de délibérations relatives à des primes et indemnités des personnels de la Ville de Paris et à la nouvelle bonification indiciaire. 154
2022 DRH 69 Modification du statut particulier et de l'échelonnement indiciaire du corps des auxiliaires de puériculture de la Ville de Paris et du statut particulier du corps des conseillers des activités physiques et sportives et de l'animation de la Ville de Paris. 156
2022 DRH 70 Modification des statuts particuliers des professeurs de la Ville de Paris et des professeurs de l'école du Breuil et abrogation du statut particulier et de l'échelonnement indiciaire des professeurs du centre de formation professionnelle d'Alembert. 158
2022 DRH 71 Approbation d'un projet de décret modifiant les statuts particuliers des corps des attachés d'administrations parisiennes, de directeur de police municipale de Paris et de chef de service de police municipale de Paris. 159
2022 DRH 74 Modification de la délibération 2016 DRH 13 fixant des modalités des dispositifs de scolarité relevant de la petite enfance et du social, en faveur du personnel de la collectivité parisienne pour l'accès à certains recrutements sur titre de la ville de Paris. 164
2022 DSOL 31 FSL de Paris - Avenant à conventions avec EDF et convention avec le SIAAP relatifs aux aides au maintien de la fourniture d'énergie et d'eau et aux conditions de participation au Fonds, convention avec la CAF de Paris relative à la réalisation de diagnostics sociaux et avenant à convention avec l'État relatif au Fonds national d'aide aux impayés locatifs. 164
2022 DSOL 39 Subventions de fonctionnement (552.546 euros) et conventions avec 7 structures (associations et CASVP) pour leur mobilisation dans l'accueil à Paris des personnes ayant fui la guerre en Ukraine. 165
2022 DSOL 42 Stratégie parisienne handicap et accessibilité universelle 2022-2026. 166
2022 DSOL 46 Subvention (105.000 euros) et avenant à la convention 2021-2023 avec la Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de Paris (19e) pour son fonctionnement global. 167
2022 DSOL 47 Subventions d'investissement (78.800 euros) et conventions avec 3 centres sociaux pour la réalisation de travaux d'aménagement et l'achat de matériels. 167
2022 DSOL 49 Convention annuelle d'objectifs et de moyens 2022 entre l'État et la Ville de Paris relative aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle des allocataires du RSA et conventions pluriannuelles de gestion avec l'Agence de Services et de Paiement (ASP). 168
2022 DSOL 55 Subventions (465.000 euros) et conventions avec 25 associations pour leurs actions favorisant l'inclusion numérique. 169
2022 DSOL 72 Subvention d'investissement (100.000 euros) et convention pluriannuelle d'objectif avec la Fondation CASIP-COJASOR pour les travaux de rénovation de 7 logements accompagnés. 170
2022 DSOL 80 Subventions (70.000 euros) et conventions pluriannuelles d'objectifs avec 4 associations pour leurs actions d'aide à l'accès à l'enseignement supérieur et à l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap. 171
2022 DSOL 81 Subvention (2.000 euros) à l'association Acoeurvoix pour son action culturelle en direction de personnes en situation de handicap dans le cadre de la Nuit Blanche 2022. 171
2022 DSOL 82 Subvention (35.000 euros) et convention avec l'association LOISIRS PLURIEL DE PARIS 13 pour son service Loisirs Pluriel Ados 13e pour des adolescents en situation de handicap. 172
2022 DSOL 83 Subventions de fonctionnement (522.858 euros) et conventions avec 4 associations pour des actions à destination des familles en situation d'exclusion. 172
2022 DSOL 85 Subventions (26.000 euros) à 8 associations et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association Un regard pour toi, pour leurs actions d'information et de soutien en direction des personnes en situation de handicap et leurs familles. 173
2022 DSOL 87 Avenant à la convention pluriannuelle avec la DRIHL et l'agence départementale d'information sur le logement de Paris relatif au financement pour 2022 de l'équipe mobile de prévention des expulsions locatives. 173
2022 DSOL 88 Subvention (40.000 euros) à l'association Passerelle Assist'Aidant. 174
2022 DSOL 91-DLH Avenant à la convention du Pacte Parisien pour le Logement d'Abord. 174
2022 DSOL 92 Subvention d'investissement (7. 000 euros) sur le budget participatif 2021 et convention d'équipement avec l'association Radio Olympiades œuvrant contre l'isolement des personnes âgées en établissement. 175

2022 DSOL 93 Subvention (6.000 euros) à l'association Avec nos aînées (18e) pour son action en faveur de l'accès aux droits de femmes âgées prostituées.....175
2022 DSOL 94 Subventions de fonctionnement (125.000 euros) et conventions avec 5 organismes pour leurs programmes et actions favorisant l'insertion sociale, culturelle et professionnelle des réfugié.es à Paris. 176
2022 DSOL 95 Subventions de fonctionnement (2.464.749 euros), avenant N°2 et conventions avec 4 organismes pour leurs dispositifs d'accueil et de réponse aux besoins fondamentaux des réfugié.es à Paris. 176
2022 DSOL 96 Subventions de fonctionnement (139.000 euros) et conventions avec 4 associations pour leurs programmes et actions de soutien psychologique aux réfugiés à Paris. 177
2022 DSOL 97 Subventions de fonctionnement (32.500 euros) et conventions avec 4 associations pour leurs projets favorisant l'inclusion des réfugiés par la culture et le sport. 178
2022 DSOL 102 Signature d'un protocole transactionnel visant la résolution d'un litige opposant la Ville de Paris à un tiers au titre du remboursement de la créance d'aide sociale. 178
2022 DSOL 105 Subvention (10.000 euros) à l'association Unis-Cité dont les actions favorisent la solidarité intergénérationnelle. 179
2022 DSOL 112 Subventions de fonctionnement (237.671 euros) et conventions avec 2 associations pour des actions d'accompagnement de familles mises à l'abri dans des gymnases mis à disposition par la Ville de Paris. 179
2022 DSP 14 Subvention (50.000 euros) et avenant n° 1 à la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association « Le Comité pour la santé des exilés » (COMEDE) (94 Le Kremlin-Bicêtre). 179
2022 DSP 18 Subventions (288.000 euros) à 7 associations dans le cadre de la mise en œuvre de projets favorisant l'accompagnement et l'insertion des publics vulnérables présentant des conduites à risques. Conventions. 180
2022 DSP 20 Subventions (257.000 euros) à 10 associations dans le cadre de la mise en œuvre d'actions de prévention des conduites à risques à destination des jeunes parisiens. 181
2022 DSP 22 Subventions (22.000 euros) à 2 associations et conventions dans le cadre de la mise en œuvre d'actions de prévention et de réduction des risques en milieu festif spécifique et/ou alternatif. 182
2022 DSP 23 Subventions (1.646.546 euros) et conventions dans le cadre du plan d'action pour une meilleure régulation de l'espace public et une politique coordonnée de réduction des risques et des dommages.....183
2022 DSP 26 Subvention (10.000 euros) et avenant n°1 à la convention avec l'Association pour la Promotion et le Développement du Centre Ressource Européen en clinique transculturelle (14e). 183
2022 DSP 27 Subvention (100.000 euros) et avenant n°1 à la convention avec l'association Comité de Paris de la Ligue nationale contre le cancer (13e). 184
2022 DSP 33 Subvention (5.000 euros) à l'association Argos 2001 (14e).....184
2022 DSP 34 Subvention (30.000 euros) et avenant n°1 à la convention avec l'Association Droits d'Urgence (10e).....184
2022 DSP 38-DSOL Subvention (170.500 euros) et convention avec l'association Basiliade (11e).....185
2022 DSP 44 Subvention (20.000 euros) et avenant n°1 à la convention avec l'association Emmaüs Solidarité (1er). 185
2022 DSP 45 Subvention (200.000 euros) et convention avec l'association Santé Daviel pour la création de la maison de santé pluridisciplinaire-MSP Daviel (13e). 186
2022 DSP 46 Subventions (166.500 euros) à 8 associations et avenants avec 5 d'entre elles dans le cadre de l'appel à projets « Dispositif de prévention des conduites à risques et/ou de réduction des risques en milieux festifs - Fêtez Clairs ». 186
2022 DSP 56 Renouvellement de la convention de partenariat entre le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis et la Ville de Paris pour la Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques (MMPCR). 187
2022 DSP 64 Subvention (7.000 euros) à l'Association des Familles Victimes du Saturnisme - AFVS (17e). 188
2022 DSP 73 Convention avec la Préfecture d'Ile-de-France - Préfecture de Paris sur le financement 2022 des Ateliers Santé Ville. Recette : 60.000 euros. 188
2022 DSP 75 Subvention (15.000 euros) à l'association Le Comité des Familles (20e).....188
2022 DSP 76 Subvention (30.434 euros) et convention avec l'établissement public de coopération culturelle Centquatre-Paris pour l'hébergement d'un centre de vaccination (19e). 189
2022 DTEC 21 Demande d'autorisation de recherche de gîte géothermique par le SIPPEREC au 39 rue Danton (Malakoff 92), en vue de la création d'un réseau de chaleur pour les communes de Malakoff et de Montrouge.....189
2022 DTEC 23 Demande d'autorisation de recherche de gîte géothermique par le SIPPEREC au 12 bd Jean Jaurès (Les Lilas 93), en vue de la création d'un réseau de chaleur pour les communes des Lilas, de Pantin et du Pré-Saint-Gervais (93). 190
2022 DTEC 24 Convention fixant le montant de la participation de la Ville de Paris (106.000 euros) au budget de l'association BRUITPARIF pour l'année 2022. 190
2022 DTEC 32 Convention de partenariat entre la Ville de Paris et la Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris pour la résilience du territoire et de ses habitants (43.590 euros). 191
2022 DTEC 35 Subvention (15.000 euros) à l'association La Guinguette Pirate pour un projet culturel, social et environnemental sur la Seine, nommé Odyssée. 191
2022 DTEC 39 Subventions (25.500 euros) aux associations participant à la Transition Écologiques de Paris. 191
2022 DTEC 41 Souscription de la Ville de Paris au sociétariat de la SCIC Coopérative Carbone Paris & Métropole du Grand Paris.....192
2022 DTEC 43 Subvention (10.000 euros) à l'Association Climate Chance.....193
2022 DTEC 44 Convention de partenariat et de participation financière avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de Paris (CAUE) sur la concertation relative à la révision du Plan Climat de Paris.....193
2022 DTEC 47 Approbation de la charte Ecowatt. 193
2022 DU 11 Cession de la propriété lieudit « Le Château » à Nescus (09240). 193
2022 DU 22-1 Opération d'aménagement Les Halles (Paris Centre) - Déclassement et cession à la Société Civile du Forum des Halles de Paris de surfaces inscrites au protocole foncier signé en 2010. 195
2022 DU 22-2 Opération d'aménagement Les Halles (Paris Centre) - Déclassement et cession à la Société Civile du Forum des Halles de Paris de surfaces complémentaires au protocole foncier de 2010. 196
2022 DU 22-3 Opération d'aménagement Les Halles (Paris Centre) - Signature avec la RATP d'un acte complémentaire aux échanges fonciers.....197
2022 DU 49 Acquisition auprès de la SEMAPA de volumes abritant des équipements publics dans la ZAC Paris Rive Gauche (13e). 198
2022 DU 57 ZAC Paul Bourget (13e) - Acquisition auprès de la SEMAPA du jardin central. 198
2022 DU 65 Déclassement et cession d'un local situé 1 à 7 place Edmond Michelet (4e).....199
2022 DU 80 Cession des droits de la Ville de Paris sur le mur séparatif situé entre le 36 rue du Chemin Vert et les 21 P rue Bréguet/17z villa Marcès (11e). 200
2022 DU 105 Cession de la propriété lieudit « La Roudette » à Aydat (63970).....202

2022 DU 121 Cession des 2 parcelles AK 174 et AK 176 à Herblay (95) à la commune d'Herblay. 203
2022 DU 122 Vente à Elogie-SIEMP des lots de copropriétés n° 5, 8, 29, 33, 34, 37 et 41, correspondant à 6 logements et 1 atelier, en vue de réaliser des logements locatifs sociaux 83-85 rue de Belleville (19e). 204
2022 DU 124 Dénomination place Josette et Maurice Audin (5e). 204
2022 DU 125 Dénomination rue Louis Puteaux (17e). 205
2022 DU 126 Vente à AXIMO de 4 lots de copropriété préemptés en vue de réaliser un logement locatif social 20 rue Ernest Lacoste - 151 rue de Picpus (12e). 205
2022 DU 127 Dénomination place Philippe de Broca (12e). 206
2022 DU 130 Modification des tarifs 2022 pour les dispositifs de chauffage ou de climatisation en terrasses. 206
2022 DU 131 Prolongation sur 2022 de l'exonération des droits de voirie pour les commerces situés à proximité de la cathédrale Notre-Dame (Paris Centre) et dont l'activité économique est fortement perturbée par les conséquences de l'incendie des 15 et 16 avril 2019 208
2022 DU 133 Avenant à la convention d'études avec GRT Gaz dans le cadre du projet d'aménagement du secteur de la Porte de la Villette (19e) 209
2022 DU 136 Opération d'aménagement Les Halles (Paris Centre) - Signature d'une convention de groupement de commandes avec la RATP et la Société d'Exploitation des Parkings et du Forum des Halles de Paris (SEPFH), pour la mise à jour du Plan de Prévention Contre les Inondations du Forum des Halles. 210
2022 DU 137 PLU de Paris - Approbation de la modification des dispositions réglementaires applicables au site de la Cité Mixte Régionale Paul Valéry (12e) 210
2022 DU 144 Mise en compatibilité avec le projet de rénovation du site administratif sis 21-23 rue Miollis (15e) - Avis du Conseil de Paris. 211
2022 DVD 35 Avenant n°2 à la convention de concession du parc de stationnement Porte Maillot (17e). 212
2022 DVD 61-1 Volet mobilité du Plan Climat Air Energie - Aides financières à l'écomobilité pour les personnes physiques domiciliées à Paris. 212
2022 DVD 61-2 Volet mobilité du Plan Climat Air Energie - Aides financières pour les habitats collectifs parisiens installant un abri vélos sécurisé à destination de l'ensemble de leurs résidents. 215
2022 DVD 61-3 Volet mobilité du Plan Climat Air Energie - Aides financières à l'écomobilité des personnes morales domiciliées à Paris. 216
2022 DVD 87 Parc de stationnement BOURSE (2e) - Avenant n° 8 à la convention de concession pour la prise en compte de l'impact de la crise sanitaire. 218
2022 DVD 94 Canal de l'Ourcq à Petit Gabarit (Seine-Saint-Denis) - Convention avec la ville de Sevran pour l'exploitation d'un ponton canoë-kayak 219
2022 DVD 96 Indemnisation amiable de différents tier, en réparation de dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris. Montant : 158.792,07 euros. 219
2022 DVD 97 Adhésion de la Ville de Paris à l'association de la Fabrique de la Logistique dans le cadre de la stratégie logistique. 220
2022 DVD 100 Signature d'un protocole d'accord transactionnel et d'une convention d'occupation du domaine public avec la SCI La Foncière du Maine pour un parc de stationnement privé en sous-sol de la rue Georges Pitard (15e) 220
2022 DVD 102 Subventions (31.500 euros) et conventions avec 8 associations pour des actions contribuant au partage de l'espace public et à la Stratégie Paris Piéton. 221
2022 DVD 103 Subventions (42.000 euros) et conventions avec 3 associations pour des actions contribuant à l'amélioration de la sécurité routière sur le territoire parisien. 222
2022 DVD 105 Soutien aux associations vélo - Subventions (171.000 euros) à 15 associations et conventions associées. 222
2022 DVD 106 Convention avec l'association syndicale libre Olympiades (ASLO) relative aux charges de fonctionnement des espaces ouverts au public pour l'année 2022 (700.000 euros) 224
2022 DVD 107 Principe de délégation de service public pour la mise en conformité et l'exploitation du parc de stationnement Ternes (17e) 224
2022 DVD 108 Canal de l'Ourcq à Petit Gabarit (Seine-et-Marne) - Convention de gestion et d'occupation avec la Ville de Meaux. 224
2022 DVD 111 Subvention (10.000 euros) et convention avec l'association Boites à vélo-France pour des actions contribuant à la stratégie logistique urbaine durable 2022-2026. 225
2022 DVD 112 Avenant n°1 à la convention de concession des parcs de stationnement Meyerbeer (9e), Anvers (9e) et Cardinet (17e). 225
2022 DVD 115 Parc de stationnement MILTON (9e) - Rectification de l'erreur matérielle portant sur le délibéré 2022 DVD 63-2. 226
2022 DVD 120 Avenant n° 1 à la convention d'occupation et d'utilisation du domaine public avec l'Établissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette et la société Mia Mao (19e). 226
2022 PP 89 Modification des dispositions relatives aux astreintes et permanences effectuées par certains adjoints techniques de la préfecture de police. 227
2022 PP 90 Création d'une allocation forfaitaire attribuée aux maîtres d'apprentissage relevant du statut des administrations parisiennes de la préfecture de police. 228
2022 PP 91 Modification de la délibération 1994 D.205 du 28 février 1994 portant fixation des conditions de rémunération du personnel médical de l'infirmerie psychiatrique. 228
2022 PP 92 Protocole d'accord transactionnel. 230
2022 PP 93 Prélèvements et analyses des poussières métalliques dans des espaces publics extérieurs et contribution financière de l'ARS d'Ile-de-France. 230
2022 PP 94 Groupement de commandes relatif à l'entretien et la maintenance des ascenseurs et monte-charges des bâtiments de la PP et d'autres services relevant du SGAMI IDF ou de l'administration centrale. 231
2022 PP 95 Groupement de commandes relatif au nettoyage des locaux de la préfecture de police et d'autres services relevant du SGAMI d'Ile de France ou de l'administration centrale. 231
2022 PP 96 Travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques - Bâtiment Cité - Lot n°4 Electricité courants forts-courants faibles. 231
2022 PP 97 Opération de mise en sécurité incendie des sous-sols de la caserne Cité (4e). 232
2022 PP 98 Fourniture de matériels de formation et d'instruction à la lutte contre l'incendie et prestations associées au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris. 232
2022 PP 99 Reconstruction de la caserne de la BSPP à Neuilly-sur-Marne - Lot n° 2. 233
2022 PP 100 Reconstruction de la caserne de la BSPP à Neuilly-sur-Marne - Lot n° 4. 233
2022 PP 101 Elargissement de la mutualisation des achats de la préfecture de la région d'Île-de-France et de Paris aux besoins de la préfecture de police. 233
2022 PP 102 Convention de groupement de commandes avec l'UGAP concernant l'acquisition de matériels informatiques, accessoires et prestations associées (ODICE). 234
2022 PP 103 Convention de groupement de commandes avec le ministère de l'Intérieur relatif à l'acquisition de licences de logiciels, prestations de maintenance et supports associés (ESRI). 234
2022 PP 104 Convention de groupement de commandes avec les services État de la préfecture de Police relative à l'achat d'espaces publicitaires. 234
2022 PP 105 Maintien en conditions opérationnelles de la suite logicielle « e-Sirius » et définition d'unités d'œuvre pour la mise en œuvre d'évolutions techniques et/ou fonctionnelles. 235

2022 PP 106 Autorisation de signer les marchés publics à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris et/ou les marchés publics lancés suivant la procédure prévue aux articles R.2122-1 à R.2122-10 du Code de la commande publique....235
2022 PP 107 Cession de matériels BSPP....235
2022 PP 108 Fourniture de produits ménagers, de matériels et de produits d'entretien et d'hygiène et d'activité alimentaire ainsi que de nettoyage pour la vaisselle pour la brigade de sapeurs-pompiers de Paris....236
2022 PP 109 Fourniture de produits ménagers, de matériels et de produits d'entretien et d'hygiène pour la brigade de sapeurs-pompiers de Paris - Relance lot n°2 « Fourniture de matériel d'entretien et consommables »....236
2022 PP 110 Travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques - Bâtiment Cité - Lot n°2....237
2022 PP 111 Marché de travaux pour la restauration des façades et réfection des toitures de l'immeuble MASSILLON (4e) - Lot n°1....237
2022 SG 8 Convention d'objectifs régissant les rapports entre la Ville de Paris, la SOLIDEO et Paris 2024 relative au site de l'AccorArena de Bercy (12e)....237
2022 SG 21 Modification des dispositifs déontologiques de la Ville de Paris et création de la Commission de Déontologie de la Ville de Paris....238
2022 SG 47 Transformations Olympiques - Subventions (600.000 euros) et conventions entre la Ville de Paris, le FDD Paris 2024 et 54 associations dans le cadre du projet « Impact 2024 »....241
2022 SG 55 Transformations Olympiques - Convention entre le fonds de dotation Paris 2024 et la Ville de Paris dans le cadre du dispositif « Savoir nager 2022 »....245
2022 SG 60 Transformations Olympiques - Subventions (300.000 euros) et conventions entre la Ville de Paris, le FDD Paris 2024 et 25 associations dans le cadre du projet « Éducation par le sport »....245
2022 SG 61 Transformations Olympiques - Subventions (100.000 euros) et conventions entre la Ville de Paris, le FDD Paris 2024 et le CDOS Paris dans le cadre du projet « Forma'Sport »....247
2022 SG 62 Transformations Olympiques - Subventions (28.790 euros) et conventions entre la Ville de Paris, le FDD Paris 2024 et 3 associations dans le cadre du projet « Sport et décrochage scolaire »....248
2022 SG 66 Subventions (20.000 euros) à 2 associations pour la mise en œuvre d'actions sociales et sanitaires à destination des originaires de l'Outre-Mer en 2022...248
2022 SG 67 Subventions (42.600 euros) à 6 associations pour l'organisation d'évènements mettant en avant et promouvant les cultures et initiatives de l'Outre-Mer en 2022....249
2022 SG 69 Transformations Olympiques - Subventions (20.000 euros) convention entre la Ville de Paris et le comité de randonnée pédestre de Paris pour le projet « Marchons à Paris »....249
2022 SG 76 Conventions de partenariats pour le « Carnaval Tropical de Paris » édition 2022....250
2022 les Ecologistes 1 Participation générale à l'effort de sobriété : interdiction temporaire de l'éclairage des dispositifs publicitaires dans l'espace public, dans les réseaux de transports en commun et dans les vitrines et façades commerciales et d'activités économiques....250
2022 V.193 Vœu relatif au soutien de la Ville de Paris aux Iraniennes et Iraniens mobilisés pour leurs droits et libertés....252
2022 V.194 Vœu relatif au classement du collège Françoise Seligmann en Réseau d'Éducation Prioritaire (REP)....253
2022 V.195 Vœu relatif à la qualité de l'air et aux capteurs de CO2 dans les écoles....253
2022 V.196 Vœu relatif aux moyens alloués aux dispositifs éducatifs....254
2022 V.197 Vœu relatif à la mixité sociale dans les écoles parisiennes....255
2022 V.198 Vœu relatif au bilan parisien des affectations de professeur-es, d'Affelnet et de Parcoursup....256
2022 V.199 Vœu relatif à la prise en charge des parisiens en situation de handicap vieillissants....257
2022 V.200 Vœu relatif à la représentation des élus de Paris au sein des instances de l'AP-HP, au niveau de vie de ses employés et à son offre de soins....257
2022 V.201 Vœu relatif à la lutte contre la désertification médicale....258
2022 V.202 Vœu relatif au maintien de la présence postale à Paris....260
2022 V.203 Vœu relatif à l'accueil d'animaux domestiques sur le lieu de travail dans le cadre de la politique des ressources humaines de bien-être, santé et sécurité au travail....261
2022 V.204 Vœu relatif à l'Observatoire de la téléphonie mobile....262
2022 V.205 Vœu relatif au recours aux délégations de service public....263
2022 V.206 Vœu relatif à l'augmentation des recettes fiscales de la Ville de Paris....263
2022 V.207 Vœu relatif à la mémoire de Mathurin Moreau, sculpteur et homme politique français du 19e siècle....264
2022 V.208 Vœu relatif à une dénomination en hommage à Jean Rochefort....265
2022 V.209 Vœu relatif à la mémoire de Marcel Duchamp....265
2022 V.210 Vœu relatif à un hommage à Sempé....266
2022 V.211 Vœu relatif à la sauvegarde du cinéma Luminor Hôtel de Ville....266
2022 V.212 Vœu relatif au lancement d'une campagne d'identification des cycles pour lutter contre le vol des vélos....267
2022 V.213 Vœu relatif à la qualité de l'offre de transports en commun dans le 13e arrondissement et à Paris....267
2022 V.214 Vœu relatif à la dégradation de la qualité du service public des bus parisiens....268
2022 V.215 Vœu relatif au retour à une offre complète de transports en commun sur toutes les lignes....269
2022 V.216 Vœu relatif au fonctionnement des capteurs de régulation des feux de circulation de la Porte d'Asnières....270
2022 V.217 Vœu relatif aux cas de gratuité du stationnement des deux-roues motorisés à Paris....270
2022 V.218 Vœu relatif à la journée Paris Respire du 18 septembre 2022....270
2022 V.219 Vœu relatif à la création de 1.000 nouveaux postes de policiers nationaux, au recrutement de policiers municipaux et au financement par la Ville d'une soixantaine de sites supplémentaires de vidéo protection dans le cadre du PVPP et de 500 caméras par le ministère de l'intérieur....271
2022 V.220 Vœu relatif à la lutte contre le commerce illicite de viande de brousse à Paris....272
2022 V.221 Vœu relatif à l'adaptation des aides sociales municipales aux besoins sociaux des Parisien.nes impacté.es par la crise énergétique....272
2022 V.222 Vœu relatif à l'évacuation des familles logées par le Samu social à l'hôtel-résidence Palatino, 20-36 allée Éric Chabeur (13e)....273
2022 V.223 Vœu relatif à la situation des familles expulsées des hôtels sociaux....274
2022 V.224 Vœu relatif à la situation d'Alaa Abdel Fattah, Citoyen d'honneur de la Ville de Paris....275
2022 V.225 Vœu relatif à l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri à Paris....275
2022 V.226 Vœu relatif à la préemption du 9 rue de la Banque (2e)....276

2022 V.227 Vœu relatif à l'hôtel du Marché situé 48 rue de Meaux (19e). 277
2022 V.228 Vœu relatif à la création de logements sociaux et d'équipements publics au 37 av. Georges V (8e). 278
2022 V.229 Vœu relatif à l'état des lieux des gardiens et gardiennes dans les immeubles sociaux. 278
2022 V.230 Vœu relatif aux cessions du patrimoine de la Ville de Paris extra-muros. 279
2022 V.231 Vœu relatif au développement d'une logistique urbaine vertueuse à Paris. 280
2022 V.232 Vœu relatif au maintien de la qualification des dark stores comme entrepôts et à l'application de sanctions afin de faire cesser au plus vite les nuisances d'un modèle qui n'a aucune considération pour l'intérêt général. 280
2022 V.233 Vœu relatif à l'espace vert situé dans les locaux parisiens de l'école Polytechnique. 281
2022 V.234 Vœu relatif à l'utilisation du sursis à statuer sur le permis de restructuration de bureaux situés au 18-20 bd de Bonne Nouvelle (10e). 282
2022 V.235 Vœu relatif à un aménagement équilibré et harmonieux de la Porte de Montreuil. 283
2022 V.236 Vœu relatif à un réaménagement de la Porte de la Villette conforme aux objectifs du futur PLU Bioclimatique. 285
2022 V.237 Vœu relatif au devenir du site « La Rochefoucauld » (14e). 286
2022 V.238 Vœu relatif au devenir du site « La Rochefoucauld » (14e). 286
2022 V.239 Vœu relatif à l'interpellation des Architectes des Bâtiments de France au sujet des nécessaires transformations urbaines pour adapter la Ville de Paris au changement climatique. 287
2022 V.240 Vœu relatif à la publication au format open-data des travaux du Conseil de Paris sur un site dédié. 288
2022 V.241 Vœu relatif au maintien de l'enseignement en présentiel pour les étudiant.e.s dans un contexte de hausse des coûts de l'énergie. 288
2022 V.242 Vœu relatif à l'Arménie. 289
2022 V.243 Vœu relatif à la dénomination d'un espace public parisien en hommage à Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev. 290
2022 V.244 Vœu relatif au plan « Nager à Paris » et à sa reconduction pour la mandature actuelle. 290
2022 V.245 Vœu relatif à la coupe du monde de football au Qatar. 291
2022 V.246 Vœu relatif aux conditions d'organisation de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques 2024 autour de la Seine et son impact sur les quartiers environnants. 292
2022 V.247 Vœu relatif à la gestion des piscines parisiennes. 293
2022 V.248 Vœu relatif à l'espace sportif Édouard Pailleron (19e). 294
2022 V.249 Vœu relatif à la déminéralisation et à la végétalisation de la place de la République. 295
2022 R.36 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de 1001 vies Habitat (Conseil de surveillance). 295
2022 R.37 Désignation de représentants de la Ville de Paris au sein de l'Ensemble Paris Emploi Compétences (EPEC) (Conseil d'administration). 295
2022 R.38 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de l'Ile-de-France Mobilités. 296
Liste des membres du Conseil de Paris 297
Table des matières 300

Le Chef du Service du Conseil de Paris
Directeur de la publication
Vincent de VATHAIRE